LES MARXISTES ET LA QUESTION NATIONALE

1848-1914

Première édition : François Maspero, 1974.

ISBN : 2-7384-5281-7

Georges Haupt
Michaël Löwy
Claudie Weill

LES MARXISTES
ET LA QUESTION NATIONALE

1848-1914

Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) – CANADA H2Y 1K9

Les marxistes et la question nationale

AVANT-PROPOS À LA DEUXIÈME ÉDITION

Cet ouvrage est paru pour la première fois en 1974 conjointement en France et au Québec (Editions l'Etincelle). Les textes que nous avions rédigés pour introduire les documents ont fait l'objet de nombreuses traductions : en espagnol, catalan, allemand, grec, turc, anglais, etc. Cette anthologie fut rapidement épuisée et disparaissait des bibliothèques en même temps que des librairies d'occasion. L'opportunité d'une réédition ne semblait donc pas contestable. Or, depuis, les Éditions de La Découverte ont succédé aux Éditions François Maspero et la Bibliothèque Socialiste dont c'était le numéro 27 a été emportée dans les restructurations. Mais auparavant déjà, en mars 1978, l'animateur de la collection en même temps que de ce livre, notre collègue et ami Georges Haupt, nous avait quittés. Historien du mouvement ouvrier et du socialisme international, attentif à la diversité des identités culturelles, Georges Haupt a laissé un riche héritage qui n'est pas prêt d'être oublié. Il avait conçu ce volume comme un témoignage de la vitalité et du pluralisme de la tradition marxiste.

Nous publions aussi bien les documents que nos textes – préface, postface, introductions aux extraits de chaque auteur – sans changement, quelques coquilles mises à part. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas changé d'avis sur telle ou telle question, mais nous avons voulu respecter le volume tel qu'il fut publié en 1974.

Nous nous limitons à noter ici quelques points sur lesquels notre réflexion a évolué. Par exemple, l'auteur de la postface aurait aujourd'hui rédigé autrement ses commentaires sur Otto Bauer dont l'apport à la réflexion socialiste sur la question nationale mérite un jugement plus équitable. Il rejoint sur ce point l'opinion développée dans leurs contributions par les deux autres co-auteurs. La postface insiste de façon trop unilatérale sur les « erreurs » de Bauer et sur l'opposition entre les solutions prônées par Lénine et celles avancées par les austro-marxistes.

Malgré certaines formulations marquées par l'époque et le contexte culturel, l'œuvre de Bauer ne reste pas moins un monument d'intelligence critique et de rationalisme humaniste et son auteur un digne héritier du rationalisme de Herder, Lessing, Heine, Marx. A la lumière de l'expérience historique – ancienne et récente – ne faudrait-il pas considérer l'auto-détermination territoriale et l'autonomie nationale/culturelle plutôt comme complémentaires que comme mutuellement exclusives ? [1]

Pour des raisons de commodité et de rapidité de reproduction, nous avons renoncé à donner la référence française de travaux parus d'abord dans d'autres langues[2]. Des textes figurant ici sous forme d'extraits sont parus en français dans leur intégralité, en particulier ceux de Josef Strasser et Anton Pannekoek, réunis en un volume sous le titre *Nation et lutte de classe*, Paris, UGE, 10/18, 1977, 190 p. Ou encore l'ouvrage majeur d'Otto Bauer, *La question des nationalités et la social-démocratie*, augmenté de sa réponse à Karl Kautsky, « Remarques sur la question des nationalités » et paru à Paris/Montréal, EDI/Arcantère/Guérin Littérature, 1988, 2 vol. De même, un premier recueil de textes de James Connolly – un second, programmé, n'a pas paru – a vu le jour sous le titre : *Le rôle de la classe ouvrière dans l'histoire de l'Irlande* chez Arcantère en 1987. Enfin, faute d'une édition française, l'importante série d'articles de Rosa Luxemburg sur « la question nationale et l'autonomie » a été éditée (à l'exception du dernier) en anglais, langue plus accessible que l'original polonais de 1908-1909, par *Horace B. Davis : Rosa Luxemburg, The National Question. Selected Writings*, New York/Londres, Monthly Review Press, 1976.

L'époque de la première parution avait vu apparaître des mouvements nationalitaires qui ont stimulé la réflexion sur la question nationale : depuis plus de vingt ans, les relations inter-ethniques, trop souvent sous forme d'affrontement, ont conservé au thème du présent ouvrage toute son actualité, renforcée encore par la chute du Mur de Berlin. Nous vivons une fin de siècle paradoxale à plusieurs égards : au moment même où l'économie s'internationalise à un degré sans précédent, où l'Europe marche à pas accélérés vers l'unité supra-nationale, le nationalisme revient avec fracas sur le devant de la scène. S'agirait-il d'une réaction compréhensible

---

[1] Cf. pour « l'autocritique » M. Löwy, « La nation comme communauté de destin : actualité d'Otto Bauer », *Le Messager Européen*, 1993, p. 172, 173, 177.

[2] En particulier Georges Haupt et Claudie Weill, « Marx et Engels devant le problème des nations », *Cahiers de l'ISEA*, série S, vol. X, n°8, octobre 1974, p. 1431-1486 ; Georges Haupt, « Dynamisme et conservatisme de l'idéologie. Rosa Luxemburg à l'orée des recherches marxistes sur la question natianale », reproduit dans le recueil posthume, *L'historien et le mouvement social*, Maspero, Paris, 1980, p. 293-341.

contre l'uniformisation de la planète imposée par le capital ou d'un repli tribal foncièrement régressif ? Sans doute les deux à la fois, mais l'on ne peut que constater l'essor, notamment suite à l'écroulement de la Yougoslavie multi-nationale, d'une vague impressionnante d'expansionisme, d'intolérance et de haine exterminatrice.

Ce n'est pas un hasard si ces événements ont suscité, au cours des dernières années, un regain d'intérêt pour la « question nationale » et le phénomène nationalitaire. Ce n'est pas le lieu, dans ce bref avant-propos, d'examiner la pléthore de textes et d'ouvrages récents qui tentent d'interpréter la montée du nationalisme. Nous-mêmes, nous avons poursuivi nos investigations[3].

Nous pensons toutefois que le chercheur qui essaie de comprendre cette réalité ne peut pas faire l'économie de « revisiter » les classiques du marxisme. Malgré leurs limitations et leurs contradictions, les analyses proposées par les grands penseurs marxistes de 1848 à 1914 ont l'immense avantage d'offrir un cadre de réflexion universaliste, internationaliste et démocratique, indifférent aux mythes du sang et du sol. Un cadre pluraliste qui contient – à partir d'un socle commun – une grande diversité de définitions, de théories, d'études de cas et de solutions qui concernent directement les débats actuels.

Michael Löwy et Claudie Weill

---

[3] Cf. C. Weill, *L'Internationale et l'Autre. Les relations inter-ethniques dans la IIe Internationale*, Paris, Arcantère, 1987, 163 p. et M. Löwy, *Internationalismus und Nationalismus. Kritische Essays zu Marxismus und « nationaler Frage »*, Francfort/Main, ISP Verlag, 1997, sont, par exemple, des recueils d'articles se situant dans le prolongement des interrogations ici présentées.

Avant-propos

A l'heure actuelle, où la question nationale se situe au centre des interrogations théoriques et des incertitudes politiques, alors que les références — souvent abusives — au marxisme se multiplient, le présent volume cherche à combler un vide. En réunissant pour la première fois les pièces d'un dossier dispersé et peu connu, il fournit un instrument de travail et de réflexion sur l'un des problèmes les plus complexes que le mouvement ouvrier ait eu à affronter. Notre travail est volontairement limité dans le temps et dans l'espace.

Dans le temps : il embrasse la période qui va de la révolution de 1848 jusqu'à l'effondrement de la IIe Internationale, au déclenchement de la Première Guerre mondiale, moment capital qui produit un changement dans la position du problème à l'intérieur du marxisme et dans la problématique nationale dans son ensemble. (Les débats théoriques et politiques de l'époque précédant immédiatement la révolution russe qui ont trouvé leur prolongement dans la pratique de l'Etat soviétique devraient fournir la matière d'un autre volume.)

Dans l'espace : notre travail est centré sur l'Europe. Nous n'abordons pas les problèmes nationaux dans les pays coloniaux ou semicoloniaux qui ont d'ailleurs jusqu'en 1914 été dissociés des débats marxistes sur la question nationale européenne. De même, nous avons exclu un certain nombre de problèmes nationaux particuliers ou spécifiques (par exemple la question juive ou celle de la Fédération balkanique) dont la complexité exige une étude distincte.

Etablir un critère pour le choix des textes a été particulièrement ardu, compte tenu de la prolifération des écrits sur cette question, de la diversité des cas spécifiques selon les aires géographiques et selon les conditions historiques, sans parler de la pluralité des tendances qui se sont affrontées à l'intérieur du marxisme.

Nous avons cherché à éviter un choix partial et orienté, des thèmes privilégiés par la conjoncture. Cet ouvrage ne prétend pas

dresser un panorama complet de la pensée marxiste ou qui se réclame du marxisme en matière nationale. Il veut faire apparaître les attitudes, les thèses essentielles et donner une image fidèle des courants dominants, des thèmes majeurs de la réflexion. Nous avons été guidés par la nécessité d'un double impératif :

1. respecter l'intérêt historique des thèmes ;
2. tenir compte de l'intérêt actuel des textes susceptibles d'aider à la compréhension des problèmes et des conflits nationaux de notre époque et aux efforts de conceptualisation qui se poursuivent.

Pour pouvoir constituer un dossier à la fois complet et neuf, il nous a fallu « sacrifier » des écrits déjà connus ou maintes fois publiés en France. C'est ainsi que de Lénine et de Staline, nous n'avons retenu que des fragments ; en revanche, nous publions des chapitres entiers ou de larges extraits de textes inédits en français, qui permettent ainsi une connaissance plus étendue des contributions des divers écoles et courants marxistes.

Le présent volume, fruit du travail d'une équipe, réunit le résultat de deux enseignements menés parallèlement à l'Université de Paris VIII (Vincennes) par Michael Löwy et à l'E. P. H. E., VI[e] section, par Georges Haupt. Ce sont eux qui ont établi le plan du volume, effectué le choix des textes ; Claudie Weill a vérifié et complété la sélection, mis au point les traductions et les notes. La présentation des divers chapitres a été rédigée par Claudie Weill et Georges Haupt (excepté celle du chapitre 11 élaborée par Michael Löwy).

Le lecteur sera certainement frappé par certaines divergences d'appréciation entre l'étude de Georges Haupt et celle de Michael Löwy. C'est que les auteurs du présent volume n'ont pas cherché à éluder les problèmes complexes posés par l'étude de la pensée marxiste sur la question nationale. Leur interprétation parfois divergente reflète, au-delà de la différence d'approche, la nature complexe des positions des théoriciens marxistes ; bien qu'historiquement datées, elles n'en demeurent pas moins actuelles et leurs diverses facettes se présentent différemment selon l'articulation d'ensemble adoptée.

Les textes ont été traduits d'après les originaux. L'origine des traductions déjà existantes en français et reprises dans ce volume est indiquée en note. Les coupures effectuées dans les textes sont indiquées par le signe (...). Les titres figurant entre crochets ont été donnés par nous.

Nous tenons à remercier Anahide Ter-Minassian pour ses conseils et ses corrections, Catherine Russell qui nous a aidés dans l'annotation du chapitre consacré à James Connolly et nos collègues autrichiens auxquels nous avons fait appel à maintes reprises aussi bien pour obtenir la documentation nécessaire que pour résoudre des problèmes d'annotation délicats.

I

Georges Haupt

Les marxistes face à la question nationale : l'histoire du problème

Le choix de ce titre ou, plus précisément, le refus d'employer le terme englobant et consacré de « marxisme » traduit les prémices de notre démarche. Il cherche à exprimer une mise au point fondamentale : on ne peut pas parler d'une théorie définie, d'une doctrine arrêtée du marxisme dans le domaine national, malgré les multiples thèses et les nombreuses prises de positions qui s'en réclament.

A l'époque de la IIe Internationale, pour les marxistes l'absence de textes classiques fait de la question nationale un terrain virtuellement vierge. Confrontés à des situations historiques inédites, quelques-uns des théoriciens marxistes se sont attelés à la tâche : entreprendre des analyses fondamentales, proposer des élargissements ou des innovations théoriques. Ils ont abouti à un ensemble de clarifications conceptuelles, de thèses, de dispositions tactiques, de principes programmatiques et de solutions souvent contradictoires ou complémentaires. Contrairement à un préjugé tenace, les marxistes de l'époque de la IIe Internationale ne se sont pas proposé de construire une théorie générale ni de donner des solutions globales au problème de la nation applicables en toutes circonstances et en tous lieux, ni la fixation en dogmes normatifs de leurs thèses respectives.

Il n'est pas sans signification que parmi les études consacrées avant 1914 à la question nationale, une seule ait utilisé le terme de « marxisme », s'attribuant ainsi un label anticipé d'authenticité. Il s'agit du texte de Staline devenu célèbre une décennie après sa publication. Arrivé au pouvoir, son auteur ne tarda pas à conférer à son œuvre le statut de l'orthodoxie, de l'infaillibilité.

Cette sacralisation a particulièrement rétréci le champ des investigations. Encore aujourd'hui, une primauté absolue est accordée aux contributions de Staline et de Lénine qui constituent pourtant un point d'arrivée mais non un aboutissement. Par là même on oublie ou l'on passe sous silence un fait capital : leur élaboration à la veille de la Première Guerre mondiale s'est faite dans le sillage d'une longue et difficile recherche et à la suite des modifications du contexte historique. Elle a opéré la translation du sujet confiné dans la marginalité vers le centre des réflexions politiques jusqu'à ce qu'il acquière un statut théorique autonome dans le corpus même du marxisme.

Le développement de la pensée marxiste dans le domaine national n'a pas été un mouvement idéologique linéaire. Au contraire ! Souvent liée aux circonstances, entachée de généralisations prématurées, marquée par des polémiques acerbes, la trajectoire de cette élaboration a été celle d'une recherche où la clarification, la progression de la problématique se sont faites dans la divergence, dans des confrontations violentes entre les représentants des divers courants de la pensée marxiste.

La dialectique des débats ne se situe pas toutefois au seul niveau de l'idéologie. Elle est ancrée sur le terrain même de la praxis. C'est devant la nécessité de définir une attitude tactique, d'élaborer un programme politique qu'ont été tentés les essais de conceptualisation, que se sont modifiées ou développées, ont été conservées ou adaptées des solutions à peine ébauchées par les fondateurs.

Le cheminement du décryptage d'une question restée longtemps extérieure ou connexe à la pensée marxiste (dont la réalité a été subie et non point dominée) n'est que fragmentairement connu, et encore sous un éclairage particulier, déformant. Ainsi l'apport de Bauer n'est souvent connu que par la critique stalinienne, les positions de Rosa Luxemburg, par le procès que lui intente Lénine.

Notre préface cherche à établir les étapes théoriques de ce mouvement, à les réinsérer dans leur contexte. Quels ont été les points d'appui des penseurs marxistes dans le domaine national au tournant du siècle, les obstacles à surmonter, l'urgence et la nature des problèmes à résoudre ? L'effort que nous entreprenons ici pour restituer les données historiques des débats, fondamentaux pour l'histoire du marxisme n'est pas un exercice d'érudition. Notre propos est d'apporter des éléments de clarification au milieu des confusions ou des mystifications qui se produisent sous le couvert du marxisme ou de son autorité.

En particulier, des « néomarxistes nationalitaires », exégètes ou épigones habiles, se proposent dans un discours travesti où la rhétorique remplace la pensée théorique, à l'aide de citations isolées, d'innovations sémantiques, de jugements péremptoires, d'accommoder Marx aux visées nationalistes. L'entreprise justificatrice prend les proportions d'Amédée dans la pièce d'Ionesco où le locataire (le nationalisme) finit par envahir tout l'espace (le marxisme).

L'absence ou l'insuffisance des recherches approfondies facilite ces procédés et contribue à leur perpétuation.

I. La démarche des fondateurs

Pour déchiffrer les présupposés implicites et explicites de la démarche de Marx et Engels, il ne faut pas perdre de vue que c'est à travers des écrits disparates, de circonstance, souvent épistolaires, qu'ils ont abordé la question nationale. Ils ont ainsi légué une méthode d'analyse, un ensemble de repères, une perspective clairement définis, mais aussi des indications déroutantes, troublantes, contradictoires. Ces textes n'ont été que partiellement et successivement connus par les marxistes de la IIe Internationale. Inégalement accessibles et connus au tournant du siècle — où la publication des œuvres de Marx et Engels était à peine ébauchée —, certains documents significatifs, tels ceux sur l'Irlande, sont restés pratiquement ignorés. Seuls quelques-uns des proches collaborateurs d'Engels et en premier lieu Kautsky, ont pu se familiariser intimement avec la pensée et la démarche des maîtres. Ajoutons que les marxistes de l'époque de la IIe Internationale ne connaissaient pas le dilemme des « marxologues » : parler du couple Marx-Engels ou bien distinguer leurs attitudes respectives vis-à-vis du problème national [1]. Un tel scrupule, certes justifié du point de vue d'une édition critique des textes, est susceptible d'introduire des clivages artificiels au lieu d'apporter des éléments d'explication. Car dans ce tandem, grâce à une division des tâches et des compétences tacitement admise, Engels était le spécialiste de la question nationale. D'ailleurs les contemporains, y compris la propre fille de Marx, ont attribué à Marx les écrits d'Engels et inversement.

En revanche, même une lecture partielle permettait d'appréhender quelques traits fondamentaux :

— La position de Marx et Engels repose sur une certitude absolue : le primat de la classe sur toute autre catégorie historique. La nation n'est qu'une catégorie transitoire qui correspond à la nécessité du développement du capitalisme et dont les particularités, les contrastes s'effaceront déjà avec le développement de la bourgeoisie pour disparaître radicalement avec l'avènement du prolétariat au pouvoir.

— L'absence d'une position théorique explicite, le refus d'aborder

1. Ainsi procède par exemple Roman Rosdolsky dans son importante étude, « Engels und das Problem der "geschichtslosen" Völker. (Die Nationalitätenfrage in der Revolution 1848-1849 im Lichte der 'Neuen Rheinischen Zeitung') », *Archiv für Sozialgeschichte*, IV, 1964, p. 87-282. L'auteur d'un récent essai de synthèse pousse encore plus loin cette séparation. Cf. Horace B. Davis, *Nationalism and Socialism. Marxist and Labor Theories of Nationalism to 1917*, Monthly Review Press, New York, 1967. Fragments parus en français dans *Partisans*, n° 59-60, mai-août 1971.

la problématique de manière autonome, de lui accorder un statut théorique, bref la marginalisation de la question nationale par rapport aux sujets qui se situent au centre de leur réflexion.

— La réflexion sur le fait national — même si les considérations générales sont le plus souvent incidentes ou connexes — est présente de façon permanente dans leurs écrits. Si Marx et Engels sous-estiment l'importance que revêt la question nationale et se montrent fondamentalement optimistes quant à la solution à court terme, ils ne négligent pas toutefois la réalité des nations, leur portée historique [2].

Leur position ne prend toute sa signification que si on la rapporte à un double contexte : a) l'émergence et les exigences du développement d'un mouvement ouvrier autonome ; b) la configuration historique et idéologique d'une époque où le fait national, phénomène récent surgi dans la seconde moitié du XVIIIe siècle frappe et déroute, par sa nouveauté, la pensée universaliste de la philosophie des lumières. La relation à la nation tend non seulement à prendre le pas sur toutes les autres relations, mais encore à s'y substituer et la nouvelle collectivité du « peuple » tend à trouver son expression dans un « Etat national » [3].

Non que la signification de la montée du sentiment national en tant qu'idéologie de la bourgeoisie ascendante soit ignorée ou sous-appréciée par Marx. Dans ce processus, ce qu'il retient et considère comme essentiel, c'est la consolidation des nations modernes, facteur de la dynamique révolutionnaire dans la phase bourgeoise de la révolution. Au stade du capitalisme, l'Etat national est une formation indispensable, un jalon sur la voie de l'internationalisme et de la disparition des antagonismes nationaux. Les modifications qui interviennent sur la carte de l'Europe doivent favoriser la formation et la consolidation de grandes nations viables, de grandes entités étatiques, nécessité historique, voire condition du progrès du monde civilisé tout entier. Toutefois, la viabilité réelle ou potentielle d'une nation n'est pas synonyme de sa nécessité historique. Se doter d'un Etat national ou exprimer des sentiments nationaux ne fournit pas la preuve de la vitalité d'une nation. Celle-ci réside uniquement dans son aptitude à confondre sa lutte avec le progrès social. L'unité nationale n'est pas un but en soi, ce n'est qu'une valeur instrumentale, dans la mesure où son accomplissement permet à la classe ouvrière de se concentrer sur ses véritables intérêts de classe.

Le jeune mouvement ouvrier avait fait sien cet ordre des priorités.

2. Cf. l'étude désormais classique de Solomon F. BLOOM, *The World of Nations. A Study of the National Implications in the Work of Karl Marx*, Columbia University Press, New York, 1941, 225 p., ainsi que l'étude de Maxime RODINSON, « Le Marxisme et la Nation », *L'Homme et la Société*, janvier-février-mars 1968.

3. Voir les remarques d'Eric HOBSBAWM dans son étude « Some reflections on Nationalism » (paru en traduction allemande dans *Wiener Tagebuch*, juillet-août 1972, n° 7/8, p. 28-32).

En Allemagne, mouvements ouvrier et national, nés simultanément, n'étaient pas concurrentiels mais solidaires et cherchaient à harmoniser leurs objectifs. Bien après 1848, l'unité allemande fut considérée par Wilhelm Liebknecht puis par tout le mouvement eisenachien comme le préalable de l'émancipation des travailleurs [4].

Ce sont autant la vision historique de Marx et Engels que leur combat qui commandent les thèmes, définissent l'attitude, éclairent le discours et surtout les silences marxiens sur le problème national. L'interrogation ira en s'élargissant au cours des décennies, se verra modifiée au fur et à mesure que les données en seront précisées. L'accent changera, l'horizon s'étendra sans que soient remises en question les prémices formulées dans le *Manifeste communiste.*

Toutefois, la réflexion reste subordonnée à l'action. C'est l'histoire en marche qui trace la trame de l'analyse de Marx et Engels, et les contraint à définir leurs positions tactiques vis-à-vis d'un phénomène considéré comme contingent, la question des nationalités, mais qui constituera néanmoins un moment significatif de leur démarche. Les circonstances dans lesquelles elle fait irruption sur la scène européenne, au moment de la révolution de 1848, les formes qu'elle emprunte ont largement conditionné les positions politiques de Marx et Engels. Ils s'alignent d'ailleurs sur celles de la gauche européenne pour qui la révolution aurait dû promouvoir « la libération et l'unification des nations opprimées et déchirées », l'Allemagne, l'Italie, la Pologne et la Hongrie. La gauche est alors nationale et être national en Europe occidentale et centrale revient à être de gauche dans la mesure où réaliser l'unité nationale suppose qu'il leur faut briser le système issu du Congrès de Vienne et la Sainte Alliance.

Cette position ne tient évidemment guère compte des « multiples nationalités plus petites qui peuplent le sud-est de l'Europe » dont l'existence n'est que fort peu connue ou délibérément ignorée au nom d'une philosophie de l'histoire. Les revendications des nationalités considérées comme « des peuples de paysans sans bourgeoisie, incapables de développer une culture et une vie politique propres » se voient subordonnées, sinon sacrifiées aux impératifs et aux objectifs de la révolution européenne [5].

Un contexte historique enchevêtré, la lourde hypothèque russe, pivot de la Sainte Alliance, l'ambiguïté de la politique des révolutionnaires — surtout celle du gouvernement révolutionnaire dirigé par Kossuth, — ont, pour s'en tenir aux explications de R. Rosdolsky, infléchi le cours des événements, et motivé les réactions d'abord méfiantes de Marx et Engels envers les nationalités, notam-

4. Cf. Werner CONZE, Dieter GROH, *Die Arbeiterbewegung in der nationalen Bewegung*, Ernst Klett Verlag, Stuttgart, 1966, p. 48.

5. Cf. Erik MOLNAR, *La politique d'alliances du marxisme (1848-1889)*, *Akademiai Kiado*, Budapest, 1967, p. 58 (Studia Historica Academicae Scientiarum hungaricae).

ment envers les Slaves, puis leur condamnation en termes violents et catégoriques dans la *Neue Rheinische Zeitung* [6].

Ces jugements sévères concernant les Slaves du Sud ne subiront pas de révisions substancielles dans la période post-révolutionnaire. Au passionnel succède le rationnel : un effort d'analyse, une précision plus grande de la démarche vont permettre la cristallisation des problèmes. Dans les années 1850-1860, l'étude de la question d'Orient, où Marx et Engels attribuent dans un premier temps aux peuples chrétiens de l'Empire ottoman le rôle de porte-flambeau de la civilisation, marque leur rupture avec une vision romantique de la cause des nations opprimées, vision dont ils ne se sont pas départis en 1848. Dès lors, Marx et Engels se donnent pour tâche d'enrayer les tendances des socialistes à se laisser guider par le sentimentalisme et les mettent en garde contre « les philistins qui s'enflamment pour les nationalités ». Le soutien « sentimental » qu'accorde Palmerston aux petites nations attire leurs sarcasmes, le principe des nationalités proclamé par Napoléon III est condamné avec violence et présenté comme une ruse du panslavisme.

Leur position se fonde sur un postulat précis : l'historicité des concepts d'oppression et d'émancipation nationale. L'émancipation nationale compte moins en elle-même que pour ses conséquences. Ni les formes de lutte, telle l'insurrection, ni les objectifs affichés ne sont des critères de jugement. De même que l'importance réside moins dans la force motrice et hégémonique de ces mouvements que dans le rôle historique qu'ils assument [7]. Dans les années 1860-1870, ils considèrent toujours la lutte pour l'unification de l'Italie et de l'Allemagne comme révolutionnaire, même si elle s'accomplit dans l'intérêt de classe exclusif de la bourgeoisie et se réalise par l'intermédiaire des « exécuteurs testamentaires » de 1848 aussi conservateurs que Bismarck et Cavour.

Leur attitude envers la cause polonaise qui jouit d'un préjugé favorable dans la gauche européenne et dans le mouvement ouvrier permet de mesurer leur refus de l'émotionnel, de percevoir la maturation des concepts mués en positions de principe. Valeur de symbole — l'attitude envers la cause polonaise était le critère, dès 1789, de l'engagement et de l'ardeur révolutionnaires —, valeur d'exemple — identification de la cause nationale avec celle de la démocratie —, la Pologne est surtout perçue sous l'angle politique

6. ROSDOLSKY résume parfaitement l'idée développée et défendue par Engels dans la *Neue Rheinische Zeitung* : « Le seul fait d'une oppression nationale n'impose nullement à la démocratie de prendre parti pour la nationalité opprimée ; un tel devoir n'intervient que lorsque les activités politiques de cette nationalité revêtent un caractère révolutionnaire et servent ainsi les intérêts particuliers de la démocratie ; sinon le "soi-disant" mouvement national ne saurait avoir droit au soutien », *op. cit.*, p. 98-99.

7. Pour une démonstration plus ample, cf. l'étude de G. HAUPT et C. WEILL, « Le legs de Marx et Engels sur la question nationale », *Studi Storici*, 1974, nº 2.

et stratégique lorsque Marx et Engels postulent « la nécessité d'airain » de sa libération [8]. (« Le partage de la Pologne est le ciment qui lie entre eux les trois grands despotismes militaires : la Russie, la Prusse et l'Autriche. Seul le rétablissement de la Pologne peut briser ce lien et liquider ainsi le plus grand obstacle à l'émancipation des peuples européens [9]. ») A deux reprises, lorsque les perspectives d'une révolution russe se dessinent à l'horizon, la Pologne devient, de « nation nécessaire » une « nation foutue » car elle perd sa fonction essentielle de rempart contre le tsarisme et par conséquent le rétablissement d'une Pologne indépendante cesse de paraître une exigence historique.

Ces oscillations, certes, ne sont que passagères, et le flambeau de l'insurrection polonaise chasse le mirage de la révolution russe.

Le refus de l'abstraction apparaît dans la conception marxienne du droit à l'autodétermination. D'ailleurs l'affrontement autour du progamme de l'A. I. T. rédigé par Marx et qui revendique « le rétablissement de la Pologne comme l'un des objectifs de la politique ouvrière » fait ressortir la signification nodale de la problématique nationale. Marx et Engels font leur le « vieux principe de la démocratie et de la classe ouvrière du droit des grandes *Nations* européennes à l'existence autonome et indépendante » et le défendent dans le cadre de l'A. I. T. Mais ils en donnent une interprétation qui diffère de l'origine libérale du principe d'autodétermination. Marx et Engels rejettent son érection en principe absolu, circonscrivent sa portée et sa place parmi les objectifs du mouvement ouvrier. Selon les cas, ils minimisent ou accentuent la valeur instrumentale d'un principe toujours perçu à travers et pour la dynamique révolutionnaire. Il est antinomique du principe des nationalités — qui « ignore totalement la grande question du droit à l'existence nationale des grands peuples historiques d'Europe » —, tel qu'il est formulé aussi bien par Napoléon III que par Bakounine pour qui toute nation est un fait naturel devant disposer sans réserve du droit naturel à l'indépendance selon le principe de la liberté absolue. Pour Marx, le droit à l'autodétermination est : 1. circonscrit aux seules nations historiques ; 2. il a une valeur subordonnée, ce qui veut dire, selon la formule de Kautsky que « le droit à l'autodétermination se voit [chez Marx] subordonné aux exigences de l'évolution générale dont la lutte de classe prolétarienne constitue la force motrice principale [10]. »

8. Un très grand nombre d'études sont consacrées au problème de Marx, Engels et la Pologne. Pour des interprétations contradictoires, cf. C. BOBINSKA, *Marx und Engels über polnische Probleme* (traduction du polonais en allemand), Berlin, 1958, 308 p., et la préface de l'historien de Heidelberg Werner CONZE à Karl Marx, *Manuskripte über die polnische Frage* (1863-1864), Mouton, La Haye, 1961, p. 7-41.

9. Karl MARX-F. ENGELS, « Für Polen », M. E. W., XVIII, p. 574. Voir aussi un discours antérieur de Marx sur la Pologne publié par M. RUBEL dans *Etudes de Marxologie* (*Cahiers de l'I. S. E. A.*), n° 4, 1961, p. 79-89.

10. K. KAUTSKY, *Die Befreiung der Nationen*, Dietz, Stuttgart, 1917, p. 9.

A travers leur attitude contrastée envers les revendications des Slaves du Sud et de la Pologne, la démarche de Marx et Engels constitue un système cohérent qui repose sur deux axes : la théorie du progrès social et les exigences de la stratégie révolutionnaire européenne, axes solidaires et complémentaires dans un discours dont ils assurent l'unité.

La perspective dans laquelle se situent Marx et Engels lorsqu'ils abordent la problématique nationale est celle des transformations structurelles qu'implique le développement du capitalisme : la création de grandes entités nationales, de grands espaces étatiques centralisés, condition préalable à un développement historique allant dans le sens du progrès social. Que la concentration en grands Etats implique qu'ils comprennent le cas échéant une multitude de nationalités ne change rien aux données (« il n'y a aucun pays en Europe qui ne soit composé de différentes nationalités placées sous un même gouvernement... Et selon toute probabilité, il en sera toujours ainsi [11] »).

Dans la perspective de l'histoire universelle, pour Marx et Engels la question nationale n'est qu'un problème subalterne dont la solution interviendra automatiquement au cours du développement économique grâce aux transformations sociales, les nations viables surmonteront tous les obstacles tandis que les « reliques de peuples » se verront condamnées à disparaître [12].

Mais le critère du progrès social ne devient opératoire qu'inséré dans une conjoncture précise des relations internationales, clé de voûte d'une stratégie fondée sur la perspective d'une révolution européenne imminente. Le pronostic commande le modèle de la révolution, sa stratégie où les exigences de la force hégémonique, le prolétariat, déterminent l'ordre des priorités et la nature des relations avec les mouvements nationaux. Dans quelle mesure et dans quelles circonstances le soutien apporté aux mouvements nationaux est-il souhaitable et comment peut-il s'insérer dans le cadre du projet révolutionnaire ? La réponse, pour Marx et Engels, c'est la conjoncture. Ainsi, leurs fluctuations vis-à-vis de la question polonaise sont fonction de son incidence dans la politique internationale. D'ailleurs, dès les années 1860, la question nationale est cantonnée dans le domaine de la politique extérieure du mouvement ouvrier que Marx conçoit, surtout avec la création de l'A. I. T. (Ire Internationale, 1864) comme un domaine d'intervention active. Elle est dirigée avant tout contre la Russie tsariste, « la plus grande réserve de la réaction européenne », et les jugements de Marx et

11. F. ENGELS, « Was hat die Arbeiterklasse mit Polen zu tun ? », M. E. W., XVI, p. 157.

12. Hans Ulrich WEHLER, propose une systématisation de l'approche de Marx à laquelle nous avons emprunté certains éléments. Toutefois, l'analyse de Wehler pèche par excès de statisme. Cf. H. U. WEHLER, *Sozialdemokratie und Nationalstaat. Nationalitätenfrage in Deutschland 1840-1914*, Vandenhoek et Ruprecht, Göttingen, 1971.

Engels sur les mouvements nationaux s'articulent par conséquent autour de la politique du tsarisme, selon que ces mouvements la renforcent ou la minent. Dès 1848, l'exigence pour le mouvement ouvrier « d'une guerre à mort contre le tsarisme » détermine l'attitude et les jugements d'Engels : « Renverser le tsarisme, supprimer ce cauchemar qui pèse sur toute l'Europe, voilà ce qui à notre avis est la première condition de l'émancipation des nations d'Europe centrale et orientale [13]. »

Après la création de l'A. I. T., de nouvelles questions s'ajoutent aux certitudes linéaires à mesure qu'émerge toute une problématique spécifique au mouvement ouvrier. Dans les années 1860 l'interrogation centrale porte sur le rapport entre lutte de classe et lutte nationale dans les pays où le mouvement ouvrier s'affirme comme mouvement autonome et où l'objectif national n'a pas été accompli. Elle trouve son prolongement dans la IIe Internationale alors en voie de constitution et qui se voit confrontée de manière concrète à des exigences précises, notamment celles qui veulent concilier les aspirations socialistes et les aspirations nationales.

C'est à partir de l'automne 1867 que la virulence de l'abcès irlandais, « ce grand crime vieux de plusieurs siècles », produit une translation dans la problématique nationale et que se dessine une nouvelle approche. C'est l'impasse à laquelle est acculé le mouvement ouvrier par le problème irlandais qui donne toute sa signification au principe posé avant 1848 : « Un peuple qui en opprime un autre ne peut se libérer lui-même. » Et dans cette optique, Engels parle du « malheur que constitue pour un peuple le fait d'en subjuguer un autre ».

Un an auparavant, dans ses instructions pour les délégués au Congrès de l'A. I. T. à Genève, Marx remarque, plus guidé par l'intuition que par l'analyse : « Le mouvement ouvrier sera continuellement interrompu, entravé et retardé, jusqu'à ce que cette grande question européenne soit résolue [14]. » C'est à partir du cas irlandais que l'on réenvisage la question nationale, que l'on découvre le double obstacle qu'il faut lever à l'intérieur et à l'extérieur pour permettre au mouvement ouvrier de prendre son véritable essor. 1. Elle pèse sur le prolétariat des nations dominantes, car « la puissance dont un peuple a besoin pour en opprimer un autre se retourne en fin de compte contre lui ». 2. Elle paralyse le mouvement ouvrier des nations opprimées ; la lutte pour des objectifs nationaux masque les conflits de classes et substitue à la solidarité de classe l'égocentrisme national. « Aussi longtemps qu'un peuple viable est enchaîné par un conquérant extérieur, il utilise obligatoi-

13. Lettre d'Engels à Ion Nadejde du 4 janvier 1888, M. E. W., XXXVII, p. 5. Dans les œuvres de Marx et Engels, cette lettre est traduite d'après la version roumaine. Le brouillon est conservé dans le fonds Marx-Engels à Amsterdam, I. I. S. G.

14. Cf. présent volume, p. 94.

rement toutes ses forces, tous ses efforts, toute son énergie contre l'ennemi extérieur ; sa vie intérieure est paralysée, il est incapable d'œuvrer à son émancipation sociale [15]. »

L'importance stratégique de la question irlandaise dont la solution paraît être à Marx et Engels dans les années 1860 « la clé de la résolution de la question anglaise et celle de la question anglaise la clé de la résolution de la question européenne », pose en des termes nouveaux le rapport entre mouvement national et mouvement ouvrier. Dès lors, la lutte des nations opprimées, « sous-développées » même — le cas de l'Irlande est aussi abordé en cas colonial — peut servir de détonateur à la lutte de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier de la nation dominante. D'où pour l'Irlande et l'Angleterre, un renversement des priorités : ce n'est plus la révolution sociale qui règlera le problème national, c'est la libération de la nation opprimée qui constitue un préalable à l'émancipation sociale de la classe ouvrière. La nouvelle conception suppose des rapports politiques tout à fait différents fondés sur une alliance stratégique entre mouvement national et mouvement ouvrier [16]. Lutte de classe et lutte nationale deviennent complémentaires et solidaires sans se confondre ni se superposer.

Cependant, le cas irlandais ne constitue pas un tournant : il est moins un moment évolutif dans la réflexion marxienne sur la question nationale qu'un élargissement et une mise en perspective différente. Les positions théoriques sont ajoutées aux données nouvelles créées par le développement du mouvement ouvrier. Si le problème de l'Irlande permet de définir la position de principe sur la corrélation qui existe entre nations dominantes et nations opprimées et permet même d'assigner au mouvement national des fonctions nouvelles, le refus de généraliser, d'intégrer sans réserve la dynamique nationale dans la théorie révolutionnaire reste manifeste. Engels est explicite en 1882 lorsqu'il réaffirme la position du socialisme international : « *Deux* nations en Europe ont non seulement le droit mais le devoir d'être nationales avant d'être internationales : les Irlandais et les Polonais. C'est lorsqu'ils sont bien nationaux qu'ils sont le mieux internationaux [17]. »

Les interrogations auxquelles Marx et Engels avaient été confron-

---

15. M. E. W., XVI, p. 574.

16. Le recueil le plus complet des écrits de Marx et d'Engels sur l'Irlande est paru récemment à Moscou doté d'une préface de L. I. GOLMAN qui comporte notamment l'inventaire de tous les manuscrits et notes de Marx et Engels sur ce sujet conservés dans les archives soviétiques. Cf. Karl MARX and Friedrich ENGELS, *Ireland and the Irish Question*, Progress Publishers, Moscow, 1971, 578 p. Le sujet est traité de façon détaillée mais linéaire par le même Golman in « Die irische Frage in der I. Internationale und der Kampf von Marx und Engels für die Prinzipien des proletarischen Internationalismus », *Aus der Geschichte des Kampfes von Marx und Engels für die proletarische Partei. Eine Sammlung von Arbeiten*, Dietz, Berlin, 1961, p. 460-544. Pour un autre type de démarche, voir l'étude stimulante de Renato LEVRERO, « Imperialismo e rivoluzione in Marx. La questione irlandese », *Classe*, 1972, p. 71-112.

17. Cf. présent volume, p. 107.

tés à l'époque de la Iʳᵉ Internationale à travers le cas irlandais restent ouvertes. L'expansion rapide du mouvement ouvrier à la fin du XIXᵉ siècle confronte Engels aux problèmes des rapports entre l'indépendance nationale et les exigences propres au développement du mouvement ouvrier. Ses prises de position s'inscrivent dans la stratégie marxienne d'insertion du mouvement ouvrier dans des cadres nationaux telle qu'elle avait été définie après la chute de la Commune de Paris qui amena à la dissolution de l'A. I. T. Le mouvement ouvrier, le socialisme doivent désormais se couler dans la matrice des divers pays, et leur capacité de s'ordonner en de « puissantes organisations nationales » doit être le préalable à la reconstitution de l'Internationale. Engels explique cette stratégie à propos de la tactique des socialistes polonais dans une lettre privée adressée à Kautsky (que nous reproduisons dans le présent recueil) et en 1893 publiquement, dans le bilan qu'il dresse du chemin parcouru depuis 1848 [18]. Des changements intervenus sur le vieux continent, il retient deux faits apparemment contradictoires, mais en fait complémentaires. D'une part, la carte profondément remodelée de l'Europe témoigne de l'affermissement d'un monde de nations ; d'aute part, les mutations sensibles intervenues dans le mouvement ouvrier se traduisent jusque dans la structure dont s'est dotée la nouvelle Internationale. Engels réaffirme la nécessité historique de l'indépendance nationale dans une perspective précise : celle des impératifs du développement du mouvement ouvrier moderne, et il conclut : « Sans l'autonomie et l'unité rendues à chaque nation, ni l'union internationale du prolétariat, ni la tranquille et intelligente coopération de ces nations à des fins communes ne saurait s'accomplir [19]. »

Si la stratégie marxienne se concrétise à travers la réalité des divers mouvements, sur le plan organisationnel, par la constitution de partis social-démocrates structurés à l'échelle nationale, la problématique à peine entamée par Marx et Engels demeure domaine de controverse sur le plan politique et théorique. Leurs indications ponctuelles ne sont pas de nature à mettre un terme aux hésitations, aux difficultés tactiques : concilier des exigences divergentes surgies dans des situations précises.

---

18. Notamment dans la préface aux éditions polonaise et italienne du *Manifeste communiste,* cf. présent volume, ainsi que la publication de M. RUBEL in Pléiade, vol I, p. 1490.

19. Engels note dans une lettre à Lafargue du 20 juin 1893 (*Correspondance de F. Engels avec Paul et Laura Lafargue,* vol. III, p. 286) : « L'union internationale ne peut exister qu'entre les *nations* dont l'existence, l'autonomie et l'indépendance, en ce qui concerne les affaires intérieures, se trouvent donc inclus dans le terme même d'internationalisme. »

II. Difficultés conceptuelles et analytiques

La teneur de l'héritage marxien dans le domaine national a laissé la porte grande ouverte aussi bien aux explications abusives qu'aux démarches créatrices. Les références aux fondateurs ont alimenté les controverses entre les socialistes, marxistes ou non, et ont souvent pris la forme d'une lutte de l'esprit du marxisme contre sa lettre. L'assimilation de leur héritage devait passer par la révision de leurs « conceptions vieillies ». La situation a été parfaitement résumée par Kautsky en 1896 : « Sur la question d'Orient comme sur celle de la Pologne, je suis d'avis que la vieille position de Marx est devenue insoutenable — de même que sa position envers les Tchèques. Ce serait parfaitement non marxiste que de fermer les yeux devant les faits et de persister dans le point de vue dépassé de Marx [20]. » Rosa Luxemburg allait encore plus loin : pour elle, il fallait « revoir les vieilles idées de Marx sur la question nationale » pour pouvoir « appliquer la méthode et les principes fondamentaux de la doctrine marxiste » au domaine national. Ce tri fondamental absorbe les efforts des marxistes dans une première étape. Mais dans la trame de ces recherches qui s'amorcent, on trouve déjà une exigence de plus en plus pressante : comment dominer cette réalité mouvante et diversifiée qu'inclut le terme global et général de question nationale à laquelle les socialistes se voient confrontés de l'extérieur et de l'intérieur du mouvement ouvrier ? Le socialisme international était mal préparé à cette double irruption du moment national dans leurs préoccupations. Pour parvenir à l'assumer, à l'intégrer dans leur discours et dans leur champ théorique, les marxistes ont dû surmonter des difficultés et des obstacles d'ordre conceptuel, analytique et mental. Ces obstacles et ces difficultés, ancrés dans les conditions historiques précises, ordonnent les thèmes, commandent les objectifs à partir desquels s'oriente la recherche marxiste collective.

1. La difficulté première se traduit par la grande « misère » terminologique qui a entravé les tentatives de clarification. Il est significatif que dans les différentes langues européennes les notions de « peuple », « nation », « Etat » ont des connotations fort diverses, source de confusion qu'aggrave le vocabulaire spécifique à chaque mouvement national [21].

20. Lettre de Kautsky à Adler du 12 novembre 1896, Victor Adler, *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky*, Vienne, 1954, p. 221.

21. Ce phénomène n'est pas circonscrit au XIXe siècle. Comme le constate Pierre Vilar, « l'inquiétante hésitation de la pensée historique et sociologique devant le phénomène nation, l'emploi discutable ou manifestement abusif des mots « nation », « national », « nationalisme », « patriotisme » ou « patrie » [et nous ajouterons nationalité, ethnie, minorité nationale ou phénomène nationalitaire] fait de nos jours encore obstacle à la recherche », cf. Pierre Vilar, *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, vol. 1, Paris, 1962, p. 29.

Les instruments conceptuels dont dispose le mouvement ouvrier au XIXe siècle sont révélateurs à la fois du comportement et du champ théorique. Le vocabulaire souvent déroutant de Marx et Engels dans le domaine national, les notions à la fois épigonales et novatrices qu'ils utilisent, reflètent un cheminement difficile. Le plus souvent empruntée au vocabulaire flou de l'époque, à la sémantique libérale, la terminologie qu'ils emploient exprime l'immaturité du contexte historique et dévoile ainsi un outillage mental tributaire du champ historique, de l'horizon intellectuel de leur époque. Ainsi Marx utilise-t-il le concept de nation dans l'acception courante au XIXe siècle de ce terme (en français et en anglais) pour exprimer « la société civile » dans une identification entre nation-société-Etat [22]. La nation recouvre le concept d'Etat-nation tel qu'il s'est forgé lors de la révolution française, assimilant frontières étatiques et frontières « naturelles, linguistiques ». Sans que la distinction entre nation et nationalité soit clairement établie, Marx et Engels désignent sous ce dernier terme une formation qui précède et peut donner naissance à la nation sans toutefois parvenir dans toutes les circonstances à se développer en nation et à se constituer en Etat. Certes, on peut relever des différences entre Marx et Engels dans l'usage des concepts mais il s'agit plus d'un écart terminologique que d'une divergence fondamentale à propos du contenu. Sous la plume de Marx, les termes les plus fréquents sont ceux de « nations révolutionnaires — nations contre-révolutionnaires » alors qu'Engels emploie avec prédilection la terminologie hégélienne : « nations historiques — nations sans histoire » *(geschichtslose)*, désignant ainsi « des peuples qui dans le passé n'ont pas été capables de constituer des Etats et n'ont plus suffisamment de force pour conquérir leur indépendance nationale dans l'avenir », des nationalités jugées contre-révolutionnaires en tant que formations naturelles, agraires. « Nations barbares », elles doivent être contraintes à la civilisation, arrachées à leur existence de « peuples d'agriculteurs et de bergers », ce qui implique leur « dénationalisation », car elles se verront contraintes à « suivre les traces d'une nation plus forte » et par conséquent à succomber à un processus inévitable d'assimilation. La distinction entre les deux catégories est donc fondée sur une opposition entre nations industrielles modernes et « nationalités paysannes ». Elle a pour corollaire la démarcation entre : A) nations viables, porteuses du développement historique, c'est-à-dire de « grandes nations historiques d'Europe nettement définies », et B) nations non viables ou rétrogrades qui incluent à la fois des nations occidentales considérées comme éteintes et des ethnies, des nationalités d'Europe centrale et orientale qui à cause du développement inégal de l'his-

22. Pour une analyse d'ensemble des concepts que recouvre la terminologie marxienne, cf. Hans MOMMSEN, « Nationalismus, Nationalitätenfrage », *Sowjetsystem und demokratische Gesellschaft*, t. IV, Herder, Fribourg, 1971, p. 552-53.

toire sont restées au stade patriarcal ou féodal sans être capables de se développer en nations.

Le vocabulaire va s'enrichir, devenir « marxiste » dès les années 1860 à travers la problématique nouvelle ouverte par l'Irlande. Marx et Engels introduisent la distinction capitale entre nations opprimées et nations dominantes. Cette acquisition ne modifiera, ni n'effacera les catégories originelles. Le couple nations historiques/sans histoire se retrouve en filigrane dans les textes d'Engels jusqu'à sa mort, avec des connotations variées. Tantôt jugement de valeur, tantôt thème de réflexion, tantôt concept, mais toujours prise de position politique [23]. Si Engels tend à préciser les termes, c'est sans approfondir le concept qui garde toute son ambiguïté, accentuée encore par la pluralité des usages qui en sont faits. Il pénètre ainsi dans l'arsenal et dans le vocabulaire de la IIe Internationale et une perception partielle du phénomène national favorisera sa déviation vers une interprétation social-darwiniste. Si la plupart des penseurs marxistes à l'époque de la IIe Internationale, tels Kautsky et Rosa Luxemburg, Lénine et Staline abandonnent purement et simplement cette terminologie, Otto Bauer la reprend mais dans une acception totalement différente. Il voit dans l'opposition nations historiques/sans histoire un corollaire des antagonismes de classes. A la différence d'Engels dont il considère la définition comme erronée, Bauer n'estime pas que les nations sans histoire soient condamnées à disparaître, bien au contraire, elles sont des forces qui rejoignent le prolétariat dans la catégorie de celles qui font l'histoire. Leur réveil est l'une des innombrables manifestations du développement du capitalisme qui crée les conditions de leur essor et de leur transformation en nations-agents de l'histoire [24].

L'absence d'un cadre conceptuel marxiste susceptible d'expliquer le phénomène national s'est fait ressentir de manière pressante dès la fin du XIXe siècle. Dès lors s'impose l'impératif d'un effort de conceptualisation différenciée. Les premières clarifications sont l'œuvre de Kautsky, dont la contribution indiscutable se mesure aux enrichissements apportés ou mises au point disséminées à travers ses multiples articles. Kautsky, qui formule des théories, ouvre des parenthèses, fournit des indications sans s'engager dans la systématisation, restera longtemps une référence indispensable. La plupart des marxistes, dont Lénine, se fonderont sur Kautsky ou s'abriteront derrière son autorité. Ainsi dès la fin du XIXe siècle le mot de nationalité, distinct de celui de nation, est introduit dans la terminologie, de même que l'utilisation du mot ethnie — une entité ethnique avec une langue distincte constituant une nationalité en devenir ou accomplie — se précise. En revanche l'emploi du terme d'Etat plurilingue (*Vielsprachig*) ne s'efface pas en faveur de celui plus

23. Cf. G. HAUPT et C. WEILL, *art. cit., Studi Storici*, 1974, n° 2.
24. Cf. Otto BAUER, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Vienne, 1907.

précis d'Etat multinational mais cède la place à celui d'Etat de nationalités. Le concept de question nationale tel qu'il s'incruste dans le vocabulaire du mouvement ouvrier revêt un sens restrictif : il s'applique à l'imbroglio des Etats multinationaux, il rend compte de leurs composantes spécifiques qu'il différencie , englobant sans les séparer le problème de la libération des nations dominées et la solution de la question épineuse des minorités nationales. Il n'acquerra un sens plus général qu'à la veille de la guerre de 1914 au cours du débat sur la définition marxiste de la nation et du phénomène national. Dès lors, la question nationale et la question des nationalités sont distinguées dans le vocabulaire des théoriciens. Mais malgré l'élargissement et la précision de la notion, son usage limitatif ou même confus persistera, et le mot continuera à être employé dans une diversité d'acceptions.

2. Les précisions et même les innovations terminologiques ne recouvrent pas forcément des clarifications analytiques. En fait, les modifications subies par le vocabulaire marxiste à la fin du XIX[e] siècle n'expriment pas, du moins avant 1907, un effort conscient et soutenu de conceptualisation.

Or il ne s'agit pas seulement d'une confusion terminologique. En fait, les concepts incomplets, paradoxaux, empiriques révélés par le vocabulaire des marxistes traduisent la difficulté à appréhender le phénomène de façon analytique tout comme le choix des catégories est avant tout la conséquence d'une vision historique et d'un paysage mental. « Je crois que nos principes ne sont absolument valables que pour les peuples de notre milieu culturel », constate Kautsky en 1882 dans une lettre à Engels [25]. Le milieu culturel désigne sous la plume de Kautsky le cadre de réflexion de Marx et Engels sur le développement des nations modernes déterminé par le champ historique. Le seul modèle de formation nationale connu à l'époque est le modèle occidental : Etat-Langue-Nation. Les traits du développement et les tendances constatées dans la consolidation des grandes nations en Occident leur servent de critères à travers lesquels ils jugent la réalité et les différences nationales comme données substantielles de l'histoire. Marx et Engels sont agacés par les petites nations marginales qui ne cadrent pas avec leur modèle de développement ou qu'il est difficile d'y intégrer. C'est le cas des nationalités qui émergent dans des sociétés de type agraire ou pré-industriel ou dans des sociétés en voie de transformation comme dans les vastes empires multi-ethniques d'Europe centrale et orientale, dont l'évolution diverge « de l'Occident développé de façon entièrement bourgeoise ». Ils ne conçoivent pas la possibilité de l'émergence

25. Lettre de Kautsky du 11 mai 1882, *Friedrich Engels Briefwechsel mit Karl Kautsky*, herausgegeben und bearbeitet von Benedikt Kautsky, Danubia Verlag, Vienne, 1955, p. 56.

d'un second modèle qui prend pourtant corps dans l'Europe de l'est à la fin du XIXe siècle sous la forme de Langue-Nation-Etat, au point qu'ils ne reconnaissent pas ce qui est en train de s'accomplir.

Kautsky qui en 1887, cinq ans après Renan, tente de fournir le premier une réponse marxiste à la question « qu'est-ce qu'une nation ? » reste encore fidèle au modèle classique. La première version de la théorie « historico-économique » qu'il formule alors en partant des éléments puisés chez Marx et Engels se fonde sur les traits dégagés à partir de l'analyse des sociétés occidentales : l'Etat national est l'instrument principal de la formation de la nation moderne, il est le produit du développement du mode de production capitaliste, le marchand est l'agent historique de sa formation et la langue, véritable matière première par laquelle se font la liaison et la cohésion de la nation, qui lui confère son identité [26].

Les prémices d'un élargissement de la perception du nouveau phénomène sont révélées par la découverte empirique de la complexité et de la spécificité de la question nationale dans les Etats multinationaux. Plus intuitif qu'analyste, Kautsky a le mérite d'insister sur ce phénomène et d'admettre tacitement la non-concordance entre le schéma explicatif qu'il avait proposé dans son étude, « la nationalité moderne », et le processus qui s'amorce en Europe de l'est et du sud-est. Il se contente de souligner : « [la nation] est une entité sociale qui à différentes périodes peut émerger dans les conditions les plus différentes, qui revêt les formes les plus différentes, se modifiant et se développant constamment et sans cesse [27]. »

Il met en revanche l'accent sur les difficultés analytiques et politiques que présentent les conflits dans les Etats multinationaux dans lesquels il voit « l'essence des questions nationales actuelles ». Il s'agit pour lui d'un vécu, d'une familiarité personnelle avec des réalités qui échappent complètement aux socialistes occidentaux et qui sont rejetées par de nombreux marxistes d'Europe orientale, des internationalistes intransigeants tels que Rosa Luxemburg. Cette complexité ne cadre pas avec leurs perspectives et leurs jugements du fait national dans lequel ils ne voient qu'un phénomène culturel qui ne concorde pas avec une interprétation unilinéaire du développement du capitalisme.

Kautsky, lui, utilise au pluriel le terme de question nationale. Il parle « des multiples questions nationales en Europe orientale » pour souligner l'extrême diversité des rapports et des situations à l'intérieur des Etats multinationaux. Ainsi il relève l'une des données fondamentales : l'enchevêtrement des frontières linguistiques, ethniques, nationales dans un vaste espace qui va du Danube à

26. Cf. présent volume, p. 114-127.
27. Notamment dans son article sur la question nationale en Russie reproduit dans l'annexe du livre de V. MEDEM, *Sotsialdemokratia i natsionalny vopros*, St Pétersbourg, 1906, p. 58.

la Mer Caspienne, des Alpes au Caucase, d'Europe Centrale à l'Asie Mineure, et où les régions mononationales sont rares et la délimitation de frontières précises entre les diverses ethnies qui y cohabitent, est presque impensable. Les clivages linguistiques, religieux, économiques, sociaux, s'entremêlent plus souvent qu'ils ne se superposent : l'absence d'homogénéité ethnique et même de minorités compactes, l'absence d'étanchéité entre les nationalités est à la fois source de tensions et de symbiose [28].

La carte ethnographique et la diversité des situations qui en découlent ne sont qu'un des aspects des difficultés à surmonter. D'abord, les données fondamentales historiques, économiques, démographiques, culturelles, les caractères essentiels des sociétés ne sont pas les mêmes en Autriche ou en Hongrie, en Russie ou dans les Balkans, sans parler de l'Empire ottoman. En second lieu, même à l'intérieur de ces divers Etats, le développement inégal et contrasté des nations opprimées — allant d'une Bohême ou d'une Pologne russe hautement industralisées aux régions arriérées, à économie précapitaliste et structure sociale archaïque — accentue les clivages, fausse les efforts pour discerner un dénominateur commun. Or l'élaboration théorique, la réflexion politique sont indissolublement liées à la praxis de la question nationale dans des contextes et des réalités aussi différents [29]. Ce fait exclut toute théorisation généralisatrice, et commande des solutions différenciées ou divergentes qui transcendent les options idéologiques ou les choix tactiques. Ainsi le creuset de la civilisation danubienne d'une part et les réalités balkaniques d'autre part, expliquent les divergences entre l'option yougoslave des socialistes slaves du sud de l'Empire autrichien et celle de la Fédération balkanique postulée par les marxistes de cette péninsule [30].

La diversité, mais aussi l'émergence décalée dans le temps du problème national et les formes qu'il épouse contribuent à prolonger l'absence d'une doctrine socialiste nettement affirmée. A partir du milieu du XIXe siècle, la question nationale, les tensions qu'elle crée dominent toute la vie politique de l'Autriche-Hongrie, au point que sa désintégration se dessine comme imminente au tournant du

---

28. Pour une vue d'ensemble sur la situation et les statistiques des nationalités en Russie, on peut consulter Hugh SETON-WATSON, *The Decline of Imperial Russia, 1855-1914*, University Paperbacks, Londres, 1964 et surtout R. PIPES, *The Formation of the Soviet Union. Communism and Nationalism*, Harvard University Press, 1954 ; pour l'Autriche, on dispose d'une étude stimulante de Peter F. SUGAR, « The Nature of non-germanic Societies under Habsburg Rule », *Slavic Review*, vol. XXII, n° 1, mars 1963 ; pour la Hongrie on trouve des renseignements utiles chez Ch. VINCENTY, *Les nationalités en Hongrie*, Genève, 1918.

29. Ainsi Lénine souligne la différence entre les particularités de la question nationale en Autriche et en Russie, précisant que « les rapports entre nationalités sont absolument différents... [et] les conditions particulières de la Russie... sont exactement l'inverse... ». Cf. V. I. LÉNINE, *Œuvres*, t. XX, Editions sociales, Paris, 1959, p. 430-431.

30. Cf. S. S. STAVRIANOS, *Balkan Federation. A History of the Movement toward Balkan Unity in the Modern Times*, Archon Books, Hamden, Conn., 1964.

siècle. En Russie en revanche, les grands objectifs sociaux et politiques de la révolution démocratique bourgeoise, en premier lieu la question agraire, éclipsent entièrement la problématique nationale qui reste une question secondaire jusqu'à la révolution de 1905. Il en résulte une différence considérable dans le poids spécifique qu'acquiert dans divers pays la réflexion sur la question nationale dans la pensée marxiste, des écarts dans le degré d'élaboration de la démarche, des décalages entre les divers niveaux de pensée, des inadéquations dans la perception, l'appréciation des réalités historiques diverses et des divisions sur les solutions à promouvoir. Cela se traduit notamment dans l'effritement des efforts pour dominer la question, dans l'effet cumulatif des problèmes et le caractère répétitif des thèmes sur lesquels se polarise la recherche et s'axent les débats.

3) Dégager les divergences et les convergences dans l'attitude des représentants des divers courants marxistes face à la question nationale revient en premier lieu à dégager les phénomènes de transformation des mentalités et des sensibilités. L'indifférence, l'incompréhension envers le problème national, le refus de l'aborder qui dominent jusqu'à la fin du XIXe siècle sont de précieux révélateurs. Lorsque la théorie marxiste bute sur le mouvement national, l'amorce d'une compréhension de l'importance politique du phénomène est encore exceptionnelle parmi les socialistes, même là où ils y sont directement confrontés, là où la question nationale se situe au centre même de la politique, de la praxis. Tout comme à l'époque de l'A. I. T., la majorité des socialistes nie la nécessité d'inclure ce problème dans ses préoccupations, de lui accorder une attention spéciale. Ils se contentent d'analyses fortuites procédant d'une vision simpliste, méconnaissant le moment national et son importance pour le mouvement ouvrier. En 1906, dénonçant cette indifférence, le leader bundiste Medem résume parfaitement la situation : « Dans le domaine de la question nationale, la social-démocratie a beaucoup moins produit que pour n'importe laquelle des autres questions politiques importantes. Au moment où, dans l'élaboration des savants, des politiciens et des journalistes bourgeois le problème national donnait lieu à un nombre considérable d'écrits développant, approfondissant et propageant le point de vue bourgeois avec un intérêt sans relâche, la presse social-démocrate s'en est occupée et s'en occupe à un degré incomparablement moindre et ne compte qu'un nombre restreint d'écrits qui tenteraient de le démêler fondamentalement et sérieusement ; en outre, ces quelques écrits sont loin d'épuiser cette question difficile et compliquée. Bien souvent, non seulement les détails de la politique pratique concrète restent non élaborés d'un point de vue purement social-démocrate, mais il en est de même pour certains concepts généraux, pour les prémices qui constituent le fondement de la position de la question ; on est choqué de rencontrer dans les

écrits social-démocrates les échos des concepts et des tendances dominants dans le monde bourgeois qui se sont frayé un chemin dans le camp prolétarien à travers cette brèche à peine colmatée dans sa forteresse théorique [31]. »

Les barrières qui clôturent le champ de la perception de la social-démocratie et la mettent à la remorque de la pensée « bourgeoise » sont multiples. Parmi elles, l'emprise d'une mentalité forgée dans la période initiale du mouvement ouvrier, la tenace stabilité des comportements, des sensibilités, des habitudes mentales se font particulièrement ressentir.

Ainsi, l'« internationalisme utopique » ou « cosmopolitisme utopique » [32], attitude fixée dans la seconde moitié du XIXe siècle qui tient l'indifférence nationale, le refus d'aborder le moment national pour synonyme d'internationalisme s'avèrent tenacement enracinés dans la structure mentale social-démocrate. Considérée par O. Bauer comme « la prise de position la plus précaire et la plus primitive envers les luttes nationales du monde bourgeois », cette attitude, alimentée par des motivations différentes, prend des formes et des expressions variées. Ses manifestations vont du refus de prendre en considération une problématique révélée par la bourgeoisie qui ne concerne que les classes dominantes, à la sous-estimation d'un phénomène considéré comme historiquement dépassé et artificiellement entretenu par la bourgeoisie. Derrière cet écran sur lequel se projette souvent un ouvriérisme rigide, se cache le désarroi des militants devant un phénomène extérieur au mouvement ouvrier et auquel ils se voient confrontés, tout comme se camoufle le nationalisme des socialistes des nations dominantes [33]. Derrière l'internationalisme utopique s'abrite un mouvement replié sur lui-même, dépourvu de toute conception propre concernant la question nationale et que frappe d'immobilisme une mentalité collective prisonnière des illusions héritées de la bourgeoisie libérale, et conditionnée par l'universalisme démocratique. Car, attitude significative, le « cosmopolistime utopique » n'est pas le tissu de la mentalité collective qui est fait d'emprunts à la philosophie des lumières du XVIIIe siècle ou à l'idéologie libérale de 1848. D'où la perpétuation d'une approche ethico-libérale de la question nationale, d'une conception de la solidarité internationale qui présuppose l'égalité abstraite des droits nationaux, de la conviction que le programme de la démocratie résoudra automatiquement cette question subal-

31. V. MEDEM, *op. cit.*, p. 3-4.
32. Les termes sont respectivement de A. LABRIOLA et d'Otto BAUER.
33. A cet égard, l'exemple du parti social-démocrate hongrois est tout à fait significatif. Sur sa politique en matière nationale, on peut consulter en français une étude d'Irène MARTON parue dans la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, XV, avril-juin 1968, p. 241-272, « Les milieux socialistes et progressistes de Hongrie et la question des nationalités (1900-1914) » et surtout le récent livre de Janos KENDE, *A Magyarorszagi szocialdemokrata part nemzetisegi politikaja 1903-1919*, Akademiai Kiado, Budapest, 1973, 123 p.

terne. Elle est définie essentiellement comme un problème linguistico-culturel et ce jugement commande les solutions qui sont préconisées [34].

« L'ambivalence spécifique » de la mentalité traditionnelle se révèle dans l'interaction réciproque de ses différents éléments constitutifs. Fréquemment, ces deux attitudes antinomiques, l'internationalisme utopique et l'émotivité nationale sous sa forme jacobine ou quarante-huitarde, aboutissent au même résultat : la question nationale est niée, elle est évacuée des préoccupations profondes des socialistes. D'où l'ambiguïté des sensibilités « vestigiales » qu'exprime l'idéologie éclectique sous-jacente, une adaptation socialiste de l'idée de l'universalisme démocratique : le rêve d'un avenir où les peuples seraient une grande famille vivant fraternellement ou celui d'un monde devenu « l'universelle patrie des nations indépendantes et amies » (Jaurès).

Cette conception se retrouve dans l'attitude envers les nations opprimées de la IIe Internationale qui se définit comme « le défenseur de tous les opprimés sans distinction de culte ou de race ». Dans les attendus de sa condamnation de l'oppression nationale, elle est moins guidée par des principes fondés sur l'internationalisme prolétarien que par des considérations humanitaires et une sympathie « naturelle » envers les peuples « civilisés opprimés ». Seules les motivations vont subir des changements. L'idée d'une fraternisation des peuples sera remplacée par les notions de justice et de progrès humain. « Pour que nous puissions sympathiser avec la lutte d'émancipation et même y consacrer nos forces, il faut qu'elle soit porteuse d'un intérêt culturel » ; tout peuple capable d'une vie culturelle nationale, déclare Bernstein, doit être digne de l'intérêt et de la sympathie de la social-démocratie dès lors qu'il ne se présente pas comme une entrave « au développement libre des grands peuples de culture européens hautement civilisés [35] ».

A la fin du XIXe siècle, chez un petit nombre de théoriciens marxistes tels Kautsky, Rosa Luxemburg, poind la conviction que la pensée social-démocrate continue à subir le poids d'une vision « utopique et idéaliste », « des résidus des idéologies du passé » dans le domaine national. Pour en décanter l'héritage marxien, il faut sortir de l'ornière traditionnelle, vaincre les résistances, tâche d'autant plus difficile que même les marxistes, telle Rosa Luxemburg, qui entreprennent cette rupture, sont tributaires de cette vision contre laquelle ils se rebellent [36]. Malgré ces assauts, la mentalité

34. Cf. Hans Ulrich WEHLER, *op. cit.*, ainsi que l'étude de Hans MOMMSEN, *Nationalitätenfrage und Arbeiterbewegung*, Trèves, 1971, p. 7 et suiv.
35. E. BERNSTEIN, « Die deutsche Sozialdemokratie und die türkischen Wirren », *Neue Zeit*, XV, I, 1896-1897, p. 110.
36. Cf. G. HAUPT, « Dynamisme et conservatisme de l'idéologie. Rosa Luxemburg à l'orée des recherches marxistes sur la question nationale », (en allemand) dans *Rosa Luxemburg, Die Bestimmung des Sozialismus*, Francfort, Suhrkamp, 1974.

traditionnelle résiste ; les efforts pour substituer à l'approche éthico-libérale la démarche marxiste ne font qu'accentuer ce syncrétisme. L'universalisme marxiste qui postule la suprématie de la classe sur la nation et se propose de substituer « à toutes les formes de nationalisme un internationalisme qui est la fusion de toutes les nations dans une unité supérieure », n'élimine pas l'universalisme démocratique mais se fond en lui. Les attitudes de Marx sont absorbées par la structure mentale dominante, seuls ses jugements compatibles avec les préjugés sont assimilés. Même si les prises de position se multiplient, le comportement fondamental ne change pas. Le mouvement de recherche qui démarre ne débouche pas forcément sur la compréhension de la portée politique et de l'importance théorique de la question nationale. Seul un petit nombre de militants marxistes, des intellectuels pour la plupart, y prêtent attention, et encore, dans une perspective limitée. Kautsky reste longtemps le seul à réfléchir sur les aspects théoriques de la question des nationalités, à tenter timidement une clarification [37].

Il faut attendre la révolution de 1905 pour que se produisent des changements notables dans la sphère idéologique et pour voir surgir le courant d'idées favorable à un examen approfondi de l'ensemble de la problématique. La révolution russe a été l'un des principaux agents d'une prise de conscience. Servant à la fois de révélateur et d'accélérateur, elle met à jour un processus irréversible dont elle dévoile l'ampleur et précipite les mutations. Ainsi, elle contribue à multiplier les foyers de réflexion. Si jusqu'alors, « ce n'est que dans l'Empire austro-hongrois que la [question nationale] s'est posée de façon brûlante... aujourd'hui, c'est le tour de la Russie », constate Rosa Luxemburg ; à ces deux foyers s'ajoute celui des Balkans. L'accumulation d'événements extérieurs au mouvement ouvrier, l'extension dans l'espace du problème national, son aggravation, la montée des mouvements nationaux provoquent un nouveau regard et entraînent une réévaluation des prémices. Dans le sillage des événements, les interrogations marxistes, les débats débordent les frontières des Etats multinationaux et acquièrent des dimensions internationales. Comme le constate en 1907 Otto Bauer, « dans tous les Etats du milieu culturel européen, la position du parti ouvrier social-démocrate envers les questions nationales se situe au centre des discussions [38] ».

Un langage nouveau apparaît, des interrogations nouvelles surgissent. La structure même de la IIe Internationale est perçue comme l'expression du fait national qui se reconnaît jusque dans la terminologie. A l'appellation de « section » pour désigner le parti socialiste d'un pays donné affilié à l'Internationale se substitue celle de « nation ». Le rapport entre les sphères d'activité nationale et internationale de la classe ouvrière devient, d'ailleurs, un sujet de

37. H. U. Wehler, *op. cit.*, p. 215.
38. Otto Bauer, *op. cit.*, p. 7.

réflexion, ainsi que l'énonce Christian Racovski : « Dans un certain sens, même le socialisme le plus internationaliste procède par des voies nationales dans la mesure où chaque parti socialiste est organisé de manière nationale avant de l'être de manière internationale. Notre action est obligatoirement limitée jusqu'à un certain point par les frontières ethnographiques ou politiques [39]. » Le thème de la sauvegarde des intérêts nationaux par la classe ouvrière trouve droit de cité et les précisions sur le rapport entre social-démocratie et patrie se multiplient : « Les socialistes croient, et à juste titre, que l'existence de patries autonomes est nécessaire pour l'humanité... [Ils ne cherchent pas] à détruire les nations, mais ils luttent pour assurer la paix entre les peuples car elle est le seul garant du progrès... Nous désirons sauvegarder l'indépendance de chacune des nations, car autrement, il ne sera pas possible d'établir de véritables liens durables entre les peuples, liens dans lesquels chaque nation apportera le tribut de sa propre culture dans le concert de la civilisation humaine [40] ». Ce langage tranche par rapport à celui que tenaient Wilhelm Liebknecht ou Jules Guesde deux décennies auparavant : « Il n'y a pas de nations, aujourd'hui surtout... il n'y a que des classes. » « Pour nous socialistes, il n'y a pas de question des nationalités, nous ne connaissons que deux nations : la nation des capitalistes, de la bourgeoisie, de la classe possédante d'un côté, et de l'autre la nation des prolétaires, la masse des déshérités, de la classe travailleuse. » « Les nations théoriquement parlant, sont une étape dans la voie de l'unité humaine [41]. »

Quoique révélatrices, ces modifications dans le vocabulaire, dans la thématique, dans la direction des recherches nouvelles sont insuffisantes et même trompeuses. Elles témoignent, certes, de l'élargissement de l'horizon politique, d'une sensibilisation à la question ; mais le passage à une nouvelle perception n'entraîne pas pour autant des changements profonds dans la structure mentale. La volonté d'assumer la question nationale chez un certain nombre de théoriciens n'est pas assimilée par l'ensemble du mouvement, par une large fraction de militants : ainsi, le courant qui se qualifie lui-même d'« internationaliste intransigeant », tendance particulièrement accusée parmi les marxistes des nationalités opprimées. Lénine le relève à l'intérieur de son propre parti : « Dans les nations opprimées, l'apparition d'un parti indépendant du prolétariat conduit parfois à une lutte tellement exacerbée contre le nationalisme de la nationalité concernée que la perspective se trouve déformée et qu'on

---

39. *Romania Muncitoare*, 1905, 5 novembre.

40. C'est en ces termes que s'exprime le socialiste roumain M. Gh. Bujor dans la brochure *Antimilitarismul*, Bucarest, 1912, p. 50-51.

41. Article de Guesde dans *Le Citoyen* du 3 avril 1882 ; « Discours de Wilhelm Liebknecht au Congrès de Marseille (1892) », in *Le socialisme et la guerre*, Paris s. d., p. 11-12 Préface de Jules Guesde à J. Vingtras, *Socialisme et patriotisme*, Lille, 1900, p. 3-5 ; voir aussi l'étude de Michel Winock, « Socialisme et patriotisme en France (1891-1894) », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1973, p. 410 et suiv.

oublie le nationalisme de la nation dominante [42]. » Les internationalistes intransigeants illustrent particulièrement le fait que les attitudes fondamentales restent inchangées même lorsque, au niveau des options tactiques ou sur le plan théorique, les divergences s'accusent. Car si la pensée marxiste s'engage même après 1905 à promouvoir une politique qui lui soit propre dans le domaine national, cette démarche reste circonscrite et hypothéquée par l'influence des exigences tactiques.

4. La perception du phénomène national passe avant tout jusqu'en 1914 par les exigences de la dynamique intérieure du mouvement ouvrier que caractérise une croissance rapide à la fois horizontale et verticale.

Verticale : la transformation du socialisme d'une « secte idéologique » en un grand parti d'action devenu « facteur dominant dans la vie sociale des plus grands pays civilisés » pour reprendre l'appréciation de Rosa Luxemburg.

Horizontale : l'expansion géographique du socialisme à l'échelle européenne et extra-européenne qui passe, selon les termes d'Otto Bauer, « des Etats nationaux aux Etats de nationalités, des nations historiques aux nations sans histoire ».

Contemplée à partir des cimes atteintes par le mouvement ouvrier en un si bref laps de temps, la question nationale apparaît essentiellement comme un obstacle, comme un problème mineur, localisé dans l'espace, relégué au niveau des préoccupations tactiques de la politique immédiate.

A la fin du XIXe siècle, alors que le développement accéléré du capitalisme entraîne en Autriche-Hongrie « une telle conscience des nationalités historiques ou nouvelles » et exacerbe les tensions nationales au point de laisser prévoir l'éclatement de l'Etat multinational [43], l'ampleur accrue de la question nationale et plus encore son impact sur le développement du mouvement ouvrier, les problèmes qui découlent de son expansion mettent les militants socialistes face à sa réalité et sont à l'origine de leurs réactions. Ce sont les exigences organisationnelles et les impératifs tactiques qui commandent la nécessité de prendre en considération la question nationale, provoquent les confrontations, forment la trame de la réflexion et président aux options [44]. La question nationale reste un problème intérieur à résoudre par chaque parti concerné et demeure extérieure aux préoccupations du socialisme international.

En ce temps d'essor et de mutations rapides que traverse le mouvement ouvrier au tournant du siècle, les comportements et les

42. V. I. LÉNINE, *Œuvres*, t. XX, p. 477.
43. Voir V. TAPIÉ, *Monarchie et peuples du Danube*, Fayard, Paris, 1969 et Fran ZWITTER, *Les problèmes nationaux dans la Monarchie des Habsbourg*, Belgrade, 1960.
44. Voir l'ouvrage fondamental de Hans MOMMSEN, *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im Habsburgischen Vielvölkerstaat*, Europa Verlag, Vienne, 1963.

perspectives théoriques sont doublement décalées par rapport aux tendances du capitalisme. Son évolution vers l'impérialisme s'accomplit sans que la pensée marxiste parvienne à intégrer dans son analyse cette phase de développement. Le champ historique reste l'Europe (et plus précisément l'Europe occidentale), alors que le système impérialiste à l'échelle mondiale révèle de nouvelles forces historiques, fait éclater en les débloquant les énergies du mouvement de libération nationale des « peuples sans histoire » ou des continents extra-européens. Certes, l'ambiguïté des objectifs et des alliances des mouvements nationaux en Europe orientale et les mutations contradictoires qu'ils subissent dans leur composition et dans leur idéologie ont contribué à obscurcir l'analyse et les critères de jugement. Les rapports entre mouvements nationaux et mouvement ouvrier qui se confrontent dans le vaste espace de l'Europe centrale et orientale s'avèrent d'une complexité d'autant plus grande que l'expansion du capitalisme dans ces régions arriérées entraîne de grands bouleversements. Souvent, l'émergence de la conscience nationale et de la conscience sociale est concomitante, mais ce phénomène débouche sur les situations les plus diverses. Les liens entre mouvement national et socialiste peuvent paraître indissolubles. Le socialisme est le moyen de défense contre l'oppression nationale et sociale dont sont victimes les travailleurs des nations opprimées de la part des nations dominantes. Souvent cependant, le rapport entre mouvement national et mouvement ouvrier qui, implantés dans les nationalités, puisent l'un et l'autre aux mêmes sources sociales débouche sur un antagonisme coriace, sur une action parallèle et concurrente.

Conditionnés aussi bien par le décalage dans le développement que par la diversité des situations historiques, sociales et ethniques, les rapports entre ces deux agents majeurs des mutations vont de la complémentarité, de la compétition, des rivalités, de l'hostilité déclarée à la substitution aux objectifs socialistes des objectifs nationaux ou au travestissement des mouvements nationaux sous des parures socialistes.

Ces données situent le champ de la réflexion, les contraintes et les limites historiques de la pensée marxiste au tournant du siècle. Les tentatives ponctuelles pour comprendre la dynamique des forces nationales en Europe de l'est seront longtemps hypothéquées par le spectre du nationalisme tel qu'il se développe en Europe occidentale au point de perpétuer la méprise sur les aspirations des nations opprimées. Alors que la formation des grands Etats nationaux est achevée, leur unité accomplie, le nationalisme est devenu l'idéologie militante de la droite ; il est perçu comme le danger principal pour le socialisme qui cherche, à l'aide de l'Internationale, des antidotes dans l'internationalisme. Les bouleversements subis par la carte de l'Europe sont considérés par les socialistes comme définitifs ou tout au plus susceptibles de réajustements mineurs. L'imbroglio des Etats nationaux où les tensions nationales alimentent

les mouvements nationaux n'est pas perçu en termes nationaux mais sociaux, n'est pas décrit en termes d'éclatement, mais de transformations démocratiques à accomplir. Leurs positions et leur approche se fondent sur les modifications fondamentales du contexte historique depuis les débuts du mouvement ouvrier en Europe centrale lorsque les aspirations socialistes et nationales n'étaient pas antinomiques mais complémentaires, lorsque l'idée nationale servait d'idéologie mobilisatrice contre la résistance féodale et les forces conservatrices.

L'emprise des tensions nationales et en premier lieu le déclenchement de « la malheureuse et stupide discorde nationale » en Autriche-Hongrie à la fin du XIXe siècle [45] conditionnent largement les attitudes défensives des socialistes, alimentent les résistances, la méfiance envers les mouvements nationaux, et la crainte de toute dénaturation des revendications de classe par les revendications nationales. Les exigences intrinsèques au mouvement ouvrier commanderont les options, justifieront la démarche. Faut-il doter le mouvement ouvrier d'une forme d'organisation qui transcende la division nationale ou bien faut-il lui donner une structure souple qui permette de l'aplanir et préfigure par là même la solution envisagée ? Tel est le dilemme qui polarise les débats et introduit les clivages fondamentaux.

« Si les Polonais des trois parties de la Pologne s'organisent selon le principe des nationalités pour la libération étatique de la Pologne, pourquoi les différentes nationalités d'Autriche n'agiraient-elles pas de la même façon, pourquoi les Alsaciens ne s'organiseraient-ils pas en commun avec les Français, etc. ? En un mot, la porte serait grande ouverte aux luttes nationales et aux organisations nationales. A la place de l'organisation des travailleurs en fonction des données politiques et étatiques, on rendrait hommage au principe de l'organisation selon la nationalité, procédé qui tourne souvent mal dès le départ. A la place de programmes politiques conformes aux intérêts de classe, on élaborerait des programmes nationaux. Le sabotage du combat politique unitaire mené par le prolétariat dans chaque Etat serait consacré dans son principe par une chaîne de luttes nationales stériles [46]. » Cet argument invoqué par Rosa Luxemburg lors du débat sur la question polonaise en 1896 nous situe au cœur du problème ; c'est autour de lui qu'éclatent les dissensions, que se crée la problématique, commune aux marxistes de tous les pays où ils sont confrontés à la question des nationalités. Quel peut être l'impact du fait national sur la structure organisationnelle et la tactique des partis concernés ? La jonction de ces deux exigences, solidaires dans la perspective des tâches immédiates à accomplir

45. L'expression est de Victor ADLER. Pour le contexte politique et l'historique des mouvements nationaux centrifuges, on peut se rapporter à l'important ouvrage de Leo VALIANI, *La Dissoluzione dell'Austria Ungheria*, Il Saggiatore, Milan, 1966, p. 9-98.

46. Rosa LUXEMBURG, *Gesammelte Werke*, Dietz, Berlin, 1970, t. 1/1, p. 41.

rendra inéluctable l'élaboration d'un programme politique et présidera à son orientation.

5. Les débats récurrents sur les formes d'organisation relèguent dans la pénombre les dimensions sociales multiples et complexes, notamment les mutations intervenues dans la structure de la classe ouvrière des Etats multinationaux, et, en premier lieu, dans les rapports entre les ouvriers des nations opprimées et ceux des nations dominantes. Or, cette dimension sociale est capitale pour que s'accomplisse la distinction essentielle entre objectif national et processus nationaliste qui interviendra à l'intérieur même du mouvement ouvrier.

Certes, ces mutations nationales à l'intérieur de la classe ouvrière ne se posent pas en des termes identiques dans les divers Etats multinationaux, même si on y relève des tendances similaires. Bornons-nous à citer l'exemple de l'Autriche-Hongrie. Le processus d'industrialisation et d'urbanisation entraîne l'implantation de l'industrie dans des régions jusqu'alors essentiellement agraires et suscite la migration de la main-d'œuvre des régions agraires vers les centres industriels. Ce double processus est générateur de bouleversements démographiques et sociaux profonds qui affectent la structure économique et sociale de toutes les nationalités de l'Empire, devenues un immense réservoir de force de travail [47]. La population de la capitale, Vienne, en pleine expansion compte dès la fin du XIXe siècle un quart de Tchèques qui sont dans leur grande majorité des ouvriers venus de Bohême et de Moravie. Prague, qui était auparavant par sa culture une ville allemande, voit l'élément tchèque devenir prédominant. Quant à Trieste, ville multiethnique qui connaît une remarquable croissance, elle reçoit un afflux massif de main-d'œuvre slovène. Le bouleversement le plus notable se produit en Bohême-Moravie où sont situés les grands centres industriels de l'Empire et où la population urbaine est à prédominance allemande, alors qu'à la campagne, la nationalité tchèque est majoritaire [48]. Or le recensement de 1910 traduit déjà les changements structuraux en cours.

Le développement industriel n'amène pas un nivellement. Au contraire, il accuse le décalage entre les régions industrielles de l'ouest et les régions agraires du sud et du sud-est. La forme majeure de l'oppression nationale reste l'exploitation sociale [49] qui

47. Pour une vue d'ensemble à la fois des causes économiques de la lutte des nationalités et de la position du parti social-démocrate autrichien, voir l'étude de Jacques DROZ, « Cisleithanie : les masses laborieuses et le problème national », in *Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires aux* XIXe *et* XXe *siècles en Occident et en Orient*, t. I, Colin, Paris, 1971, p. 74-92.

48. Sur la situation en Bohême-Moravie, voir Elizabeth WISKEMAN, *Czechs and Germans. A Study of the Struggle in the Historic Provinces of Bohemia and Moravia*, Oxford University Press, 1938, p. 51-70.

49. L'ouvrage de référence reste l'étude classique d'Oskar JASZI, *The Dissolution of the Habsburg Monarchy*, Chicago, 1929. On peut aussi consulter le volume collectif, *La désintégration de la monarchie austro-hongroise, 1900-1918*, Editions de l'Académie de la R. S. R., Bucarest, 1965.

trouve son expression dans l'inégalité régionale des salaires et du niveau de vie. L'ouvrier allemand d'Autriche majoritaire dans le mouvement organisé, mieux rémunéré, plus qualifié, jouit d'une situation privilégiée notamment sur le plan économique, social et culturel. La double condition d'opprimés vécue par les ouvriers issus des nationalités explique leur degré élevé de politisation, de conscience politique et sociale. Dans les régions d'accueil ils demeurent (ou deviennent) très souvent conscients de leur langue, de leur identité nationale qui coïncide avec leur condition de prolétaires. L'allemand reste la langue de la bourgeoisie et le « bien-parler » est la condition de l'ascension sociale. Etre tchèque à Vienne, c'est être prolétaire. Dans cette société cloisonnée, l'identité nationale se confond avec l'identité sociale ; d'autant plus que, grâce à l'instruction plus répandue, ce phénomène élitaire commence à devenir dès le début du XX[e] siècle un phénomène de masse. Le problème de l'égalité linguistique et de l'enseignement, c'est-à-dire de la résistance aux efforts d'aculturation et de désintégration est d'ailleurs une des grandes revendications du mouvement ouvrier.

Les changements dans le rythme du développement industriel et ceux qu'il entraîne dans la structure de la classe ouvrière auront des conséquences profondes. Dans une lettre à Bebel de janvier 1911, Victor Adler constate : « Le développement industriel est avec les Slaves... depuis une dizaine d'années, l'industrie s'est étendue aux territoires tchèques auparavant exclusivement agraires et l'évolution est rapide. » Ce processus entraîne la diminution de l'afflux d'éléments tchèques sur le territoire allemand « mais aussi la fin de l'assimilation des Slaves et leur poids croissant parmi les ouvriers organisés... [Si pour le moment on n'en compte que] 30 à 35 %, dans dix ans ils seront 60 % ». De surcroît, « même les centaines de milliers d'assimilés à Vienne se souviennent qu'ils sont Tchèques... En un mot, nous autres Allemands ne devons notre position dirigeante [dans le mouvement ouvrier organisé] qu'à la qualité. La quantité nous défavorise d'année en année [50] ». Adler constate un renversement des tendances aux conséquences multiples. Les mutations intervenues dans la composition sociale et nationale de la classe ouvrière, dans sa structure et sa nature vont faire éclater les conflits latents entre les composantes nationales de la social-démocratie autrichienne, d'abord neutralisés sur le plan organisationnel ou contrebalancés par les tendances internationalistes du mouvement. Dans les années 1870-1880, lorsque commence l'émergence politique de la social-démocratie, la figure centrale du mouvement, c'est l'artisan, qui, par sa formation et son expérience professionnelle, par sa place dans la production et sa grande mobilité est indifférent, voire insensible aux séductions nationalistes. La naissance d'une conscience de classe se traduit d'abord par l'éman-

50. Victor Adler, *Briefwechsel...*, p. 557, lettre à Bebel du 2 janvier 1911, p. 518.

cipation du mouvement ouvrier des nationalités par rapport au mouvement national de la bourgeoisie.

La croissance extrêmement rapide du mouvement ouvrier de Cisleithanie à la fin du XIXᵉ siècle s'accompagne de l'accroissement des tensions nationales dans ses rangs. C'est au prix de grandes difficultés « que le parti social-démocrate parvient à surmonter les divergences nationales en son sein [51] ». Les nouvelles recrues — les ouvriers d'industrie — subissent davantage la force d'attraction qu'exerce la dynamique nationale qu'elles ne sont sensibles aux objectifs unitaires de la social-démocratie. D'autant plus que cette dernière s'avère incapable de continuer à mener de front la lutte pour la réalisation de leurs aspirations sociales et de leurs aspirations nationales. Ainsi, en Bohême, au milieu des années 1890, les fractions gagnées au nationalisme s'étoffent considérablement et 30 % des ouvriers organisés tombent sous l'influence des organisations nationalistes allemandes et tchèques. Les rivalités sociales au sein de la classe ouvrière, entre ouvriers qualifiés allemands et manœuvres issus des nationalités, par exemple la concurrence suscitée par l'apparition d'une main-d'œuvre immigrée bon marché revêtent une forme nationale, exacerbent l'hostilité. Elles se prolongent dans les rapports entre les organisations socialistes des diverses nationalités. La domination de la nation allemande par rapport à toutes les autres nationalités de Cisleithanie sur les plans économique et culturel, les degrés inégaux de développement des différentes ethnies se répercutent également sur les rapports entre les mouvements ouvriers des diverses régions et créent des attitudes de supériorité typiques : celles des Allemands par rapport aux Tchèques, des Polonais par rapport aux Ruthènes, des Italiens par rapport aux Slovènes.

Dès lors, les relations entre les organisations socialistes des « nations oppresseurs » hégémoniques et des « nations opprimées » minoritaires dans le mouvement organisé n'ont pas pour régulateur l'idéologie commune qui les inspire et les unit ; elles sont l'expression de rapports que crée entre les différentes nationalités un développement économique et culturel inégal. Le point focal des tensions nationales en Cisleithanie, la Bohême, devient aussi le foyer des conflits nationaux au sein du mouvement ouvrier. Les divergences persistantes entre les syndicats allemands et tchèques débouchent en 1910 sur une rupture ouverte qui marque la victoire des tendances séparatistes du mouvement ouvrier tchèque [52].

A son tour, l'ouvrier allemand d'Autriche qui se sent menacé à la fois dans ses privilèges et dans sa situation hégémonique

---

51. Selon la constatation du rapport annuel de la police sur le développement du mouvement ouvrier en Autriche, cf. Zdenek SOLLE, *Delnicke Hnuti v Ceskych Zemich koncem minuleho stoleti (1887-1897)*, Prague, 1951.

52. Voir l'étude citée de Jacques DROZ, p. 81-85, ainsi que l'étude fondamentale de Z. SOLLE, « Die tschechische Sozialdemokratie zwischen Nationalismus und Internationalismus », *Archiv für Sozialgeschichte*, IX, 1969, p. 181-266.

au sein du mouvement ouvrier, succombe aux tendances nationalistes *(grossdeutsch)*, manifestes dans le parti social-démocrate et qui exacerbent les sensibilités des nationalités. Dévoilée devant l'opinion socialiste internationale, l'ampleur des passions nationalistes à l'intérieur du mouvement autrichien, de « la petite Internationale », provoque des surprises et la consternation [53]. « Le mythe selon lequel nous autres, social-démocrates, serions immunisés contre le nationalisme est définitivement détruit », constate V. Adler [54] en janvier 1911.

Le cas autrichien n'est ni isolé, ni dû à la situation spécifique des Etats multinationaux. Il met à nu un processus généralisé mais caché, conséquence de la fonction assumée par les partis social-démocrates devenus des partis de masse. Sous la pression même de leur base, à mesure de leur implantation dans les réalités nationales, ils se conçoivent comme organes de défense des classes ouvrières nationales et se laissent guider dans leur action et dans leurs objectifs par le réalisme du quotidien. Ce développement donne « naissance à une tendance croissante à privilégier les valeurs nationales par rapport aux intérêts de la révolution internationale, à penser en termes d'intérêts de la communauté nationale dont la classe ouvrière, de plus en plus intégrée, est une partie [55] ». Paradoxe révélateur ! Les marxistes de la IIe Internationale, orthodoxes ou internationalistes intransigeants, qui s'efforcent d'empêcher l'effritement du mouvement ouvrier sur des bases nationales et de resserrer ses liens organiques, perçoivent le phénomène de repli national et les tendances nationalistes sous l'angle de l'organisation et en des termes idéologiques. Assimilé à un phénomène passager de croissance ou à une déviation idéologique, à un sous-produit inévitable du processus d'essor, le nationalisme est attribué à une contamination, à la pénétration d'éléments petits-bourgeois dans les rangs du mouvement. Dans son étude sur la nation moderne, Kautsky énonce une opinion largement répandue parmi les social-démocrates : les excès nationalistes tout comme leur infiltration dans le mouvement ouvrier sont « un combat d'arrière-garde d'une bourgeoisie en déclin » ; avec les progrès de la lutte de classe, l'introduction du socialisme scientifique dans le mouvement, le nationalisme sera contenu. C'est sur ce postulat que repose l'idéologie sous-jacente aux débats et aux recherches sur la question nationale entamés par les marxistes à partir du tournant du siècle [56].

53. Ces divergences entre les syndicats autrichiens et tchèques furent présentées au Congrès socialiste international réuni à Copenhague en 1910.
54. Lettre citée de V. Adler à Bebel du 2 janvier 1911, p. 519.
55. Maxime Rodinson, *art. cit.*
56. A ce propos, on trouve de nombreux renseignements dans l'ouvrage cité de H. B. Davis.

III. Les étapes de la réflexion

Le mouvement idéologique marxiste en face de la question nationale se décompose en trois moments.

1. *Le démarrage : Karl Kautsky et Rosa Luxemburg.*

La première période, qui s'étend des années 80 du XIX siècle à la révolution russe de 1905, est celle du démarrage. L'attention qu'on lui porte reste intermittente, la question ne suscite qu'un intérêt faible. Néanmoins, elle s'impose en Autriche-Hongrie, dans l'Empire ottoman, dans la Pologne divisée où il devient impossible de ne pas prendre position. Les partis social-démocrates qui sont confrontés au problème, doivent définir leur politique nationale, élaborer un programme concret.

La réflexion sur le rôle du facteur national dans le mouvement ouvrier se place à partir et au cœur même de l'action, où se produit l'affrontement des alternatives. A partir de 1893, c'est le conflit dans le mouvement socialiste polonais, entre le P. P. S. et la jeune organisation marxiste, la S. D. K. P. qui servira de détonateur à une confrontation internationale. La S. D. K. P., dirigée par Rosa Luxemburg et tout à fait minoritaire, tente de sensibiliser l'opinion socialiste européenne aux problèmes « du prolétariat polonais en lutte », acculé par la question nationale à un redoutable obstacle : comment relier l'objectif de la lutte de classe à celui des aspirations nationales, comment situer l'objectif du rétablissement de la Pologne indépendante par rapport à la lutte politique du prolétariat ? En d'autres termes, le conflit qui divise le socialisme polonais est celui de l'ordre des priorités à accorder à l'objectif national et à l'objectif de classe. Pour le P. P. S., la lutte de classe du prolétariat est subordonnée à la conquête de l'indépendance de la Pologne et le premier devoir des socialistes est de prendre la tête du mouvement pour la reconstitution d'un Etat national polonais. La S. D. K. P. s'y oppose résolument, pour elle le renversement de l'ordre des priorités ne fait que dévier le socialisme de sa vocation spécifique. A ce refus s'ajoute l'aspiration à une stratégie unificatrice qui consisterait en une « lutte commune avec le prolétariat de chacune des puissances occupantes pour la démocratisation des conditions politiques communes, et dans le royaume de Pologne en particulier, lutte pour la chute du tsarisme et l'obtention d'une constitution ».

Les termes et les données de ce conflit ne sont pas propres au cas polonais ; ils préfigurent le dilemme auquel sera acculé le socialisme international dans son ensemble une décennie plus tard. Le problème est également posé par ailleurs, mais en d'autres termes, par le jeune socialisme irlandais qui cherche à réaliser la synthèse entre lutte nationale et lutte de classe et à assurer au mouvement ouvrier l'hégémonie dans le mouvement de libération nationale.

Or la solution proposée par Connolly n'est pas perçue par les marxistes du continent alors que le désaccord polonais occupera le devant de la scène. A la veille du IVe congrès de la IIe Internationale convoqué pour le 28 juillet 1896 à Londres, l'Union à l'Etranger des Socialistes Polonais dépose à l'ordre du jour une motion qui revendique le rétablissement d'une Pologne indépendante, comme objectif fondamental du prolétariat international. Pour empêcher que cette plate-forme n'obtienne « la sanction de la plus haute instance du socialisme », la S. D. K. P. se lance dans une contre-offensive vigoureuse. Avec la vive controverse engagée au sujet des « tendances social-patriotes dans le socialisme polonais » par l'étude que Rosa Luxemburg a publié dans la prestigieuse *Neue Zeit,* « s'ouvre une discussion significative sur la question nationale dans le socialisme [57] ».

La portée du débat dépasse singulièrement son origine sans que soit pour autant justifiée l'importance qui lui a été accordée ultérieurement par les exégètes, notamment Lénine. La résolution adoptée aux assises de l'Internationale à Londres en 1896, consécutive à cette confrontation idéologique ne fut pas le tournant à partir duquel la signification politique des problèmes nationaux fut comprise et clarifiée. Conçue en termes généraux, rédigée vraisemblablement par Kautsky, cette motion réaffirme la reconnaissance du droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes et exprime la sympathie de l'Internationale « pour les ouvriers de tous les pays qui se trouvent sous un joug militaire, national ou de tout autre despotisme ». Elle signifie indubitablement la victoire de l'approche marxiste sur la vision éthico-libérale de la solidarité internationale. Mais, texte de compromis, elle cherche plus à faire échouer un débat jugé inopportun qu'elle n'est un effort conscient pour clarifier des positions de principe. Incorporé de manière expéditive par la Commission IV du congrès de Londres dans le projet de résolution générale sur l'action politique, elle a été adoptée au milieu de l'incompréhension et de l'indifférence totales [58].

Le conflit suscité par la question polonaise se prolonge après le congrès de Londres, dans la polémique développée autour de la question d'Orient et des mouvements nationaux des peuples chrétiens de l'Empire ottoman (Crétois et Arméniens). Débat également animé par Rosa Luxemburg « qui eut pour mérite d'avoir reconnu l'importance et la portée du problème national bien avant la majorité de la social-démocratie allemande » [59]. Apparemment, Rosa Luxemburg défend des positions contradictoires au cours de ces deux moments. Elle refuse dans le cas polonais d'admettre la

57. Hans Ulrich WEHLER, *op. cit.*, p. 137. Sur le débat, voir présent volume, p. 159-180.

58. Voir l'étude citée de G. HAUPT, « Dynamisme et conservatisme de l'idéologie... ». Le texte de la motion figure dans le présent volume

59. Selon l'appréciation de Hans MOMMSEN, *op. cit.*, p. 253.

validité des objectifs nationaux et plaide dans le cas des peuples balkaniques pour la cause de leur indépendance. En fait, il n'y a ni incohérence ni contradiction dans ses positions. L'unité organique du discours de Rosa Luxemburg dans les débats des années 1895-1897 s'ordonne autour de trois thèmes : 1. la révision fondamentale des positions tactiques dépassées ; 2. la critique des visions « utopiques » ou résiduelles dans la pensée socialiste ; 3. la tentative d'homogénéiser les conceptions de la social-démocratie sur la question nationale, de définir « une position unitaire fondée sur l'internationalisme prolétarien ».

Certes, ces textes polémiques de Rosa Luxemburg, peuvent être l'objet d'un décryptage contradictoire. Contrairement à l'interprétation courante qui tend à généraliser les thèses luxemburgistes du cas polonais [60], Rosa Luxemburg ne raisonne pas en termes d'incompatibilité des aspirations nationales et socialistes, pas plus qu'elle ne réduit le mot d'ordre de l'autodétermination à « un symptôme d'opportunisme qui [aurait] pour conséquence d'attacher le sort du socialisme à son ennemi de classe ». Elle applique rigidement les prémices fondamentales de Marx en partant d'une distinction entre le droit et la nécessité, entre le principe et le mot d'ordre d'autodétermination. Sa thèse découle d'un axiome général : ce sont les positions de classe et non les positions nationales qui constituent le fondement de la politique socialiste et commandent l'attitude envers la question nationale. « Pour la social-démocratie, la question des nationalités est, comme toutes les autres questions sociales et politiques, surtout une *question d'intérêts de classe* ». Le point de vue socialiste dépend avant tout des circonstances concrètes « qui diffèrent sensiblement dans les divers pays » où la question des nationalités se modifie avec le temps, « ce qui doit avoir pour conséquence une modification dans l'appréciation de ces phénomènes ». A partir de ces propositions, elle définit les critères qui doivent guider les social-démocrates dans leur appréciation des mouvements nationaux et opère la distinction entre a) le principe qui consiste « à être toujours du côté des aspirations à la liberté » et b) les « intérêts pratiques de la social-démocratie ». Deux critères complémentaires, qui ne peuvent coexister dans tous les cas, et où le second est toujours déterminant. La contradiction surgit du fait que l'aspiration à l'indépendance nationale n'exprime pas forcément les mêmes phénomènes, ne revêt pas partout les mêmes caractères, ne transcende pas les conditions historiques et les intérêts de classe. Ainsi dans le cas des mouvements nationaux en Turquie, principes et intérêts tactiques de la social-démocratie se rejoignent. La libération nationale des peuples chrétiens opprimés est la condition première du progrès social qui ne peut s'accomplir que par la conquête de leur indépendance [61].

---

60. Voir par exemple Peter Nettl, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, Maspero, Paris, 1972, vol. II, p. 843 et suiv.
61. Rosa Luxemburg, *Gesammelte Werke*, vol. 1/1, p. 63 et suiv.

En revanche, la Pologne est devenue pour Rosa Luxemburg l'exemple-type du conflit des deux critères. Elle appartient au même titre que l'Alsace-Lorraine et la Bohême à ce groupe de régions dominées qui sont désormais intégrées dans de grands ensembles à la suite du développement des relations capitalistes et où « les intérêts du mouvement ouvrier nous commandent d'intervenir pour l'unification des forces et non pour leur éclatement... ». Car pour Rosa Luxemburg, la matrice où se produit l'homogénéisation des conceptions de la social-démocratie sur la question nationale, c'est l'organisation en tant que praxis. L'alternative socialisme ou nationalisme se réfracte dans l'alternative d'une organisation du mouvement ouvrier des nationalités selon le principe de classe ou selon le principe des nationalités. Rosa Luxemburg apporte un correctif restrictif à la définiton engelsienne du cadre national de lutte nécessaire au mouvement ouvrier. Elle opère une distinction entre cadre d'action, tâche politique et cadre organisationnel. Elle déplace l'accent mis sur le cadre national (Etat national indépendant) défini comme terrain d'implantation au cadre que constitue l'Etat capitaliste établi, défini comme terrain d'action et de lutte.

C'est par les tentatives pour homogénéiser les positions socialistes sur la question nationale que le débat de 1896 sur la Pologne devient un affrontement théorique à l'intérieur du marxisme, par l'intervention de Kautsky [62]. Dans une étude au titre évocateur, « Finis Poloniae ? », il réfute le refus outré de Rosa Luxemburg de composer avec l'Etat national, mais il met aussi en garde contre l'amalgame que fait le P. P. S. entre le cadre et l'objectif de la lutte grâce à une formule souple : « L'indépendance nationale n'est pas assez étroitement liée aux intérêts de classe du prolétariat pour être une aspiration inconditionnelle, défendable en toutes circonstances. » En outre, il considère comme une abstraction la sous-estimation du sentiment national, car « la communauté de langue constitue un lien plus solide que la communauté d'action dans les luttes politiques » du mouvement ouvrier à l'intérieur d'un même Etat. Kautsky reprendra l'argument à plusieurs reprises et élargira la problématique du rôle du mouvement ouvrier dans la solution du problème national. Il formulera clairement ses positions en 1905 dans un article écrit à la demande des socialistes russes : « La tendance vers l'unité nationale... découle inéluctablement du développement économique actuel et ne peut pas plus être entravée que ce même développement. Là où ces tendances nationales luttent encore pour leur reconnaissance, tout parti de progrès et par conséquent celui qui représente le prolétariat, la social-démocratie doit tenir compte de ce caractère inéluctable et de la même manière qu'il soutient toute aspiration à une structuration démocratique de l'Etat, il doit soutenir l'aspiration à l'unification en un Etat et à l'indépen-

62. Parue dans la *Neue Zeit*, XIV, 2 (1895-1896).

dance des nations dans lesquelles il vit et agit. Par conséquent et dans ce sens, il doit être autant national que démocratique[63]. »

Les divergences entre Rosa Luxemburg et Kautsky ne se limitent pas à deux interprétations différentes. On y trouve déjà en filigrane deux conceptions différentes de la place à assigner à la question nationale dans la praxis et la réflexion politique du mouvement ouvrier. Pour R. Luxemburg la question nationale appartient à ce domaine « dont les possibilités concrètes de réalisation dépassent les possibilités du prolétariat » et par conséquent, la social-démocratie ne doit l'affronter que là, et au moment où elle s'inscrit à l'ordre du jour, « dans le cadre des tâches immédiates, en partant de la politique pratique ». Kautsky soutient une position fondamentalement différente. Non seulement, la social-démocratie ne doit pas refuser d'affronter la question nationale, en dehors du cadre imposé par le mouvement ouvrier, mais elle doit même avoir une politique offensive pour « être en mesure d'intervenir dans les luttes nationales avec un programme qui soit réalisable dans le contexte donné et non pas avec une consolation pour l'avenir[64] ». Ces propos de Kautsky s'appliquent surtout au parti social-démocrate autrichien où se fait sentir avec acuité l'absence de toute politique nationale cohérente de la social-démocratie. Le refus tactique de la prendre en considération, pour tenter de sauvegarder ainsi la fragile unité du parti conditionne largement l'attitude de Victor Adler. Conscient qu'il est important de définir la politique nationale de son parti dans un programme positif mais aussi soucieux de désamorcer le danger des passions nationales rallumées en son sein, il freine sciemment l'ouverture du débat sur ce dossier explosif. Or, en 1897, l'entrée du premier groupe de députés social-démocrates au *Reichsrat*, en pleine obstruction déclenchée par les ordonnances linguistiques, contraint la direction du parti à prendre position, à définir le programme socialiste, ce qui avait déjà été revendiqué en 1896 par les socialistes de Galicie réunis en congrès à Lemberg[65].

La résolution programmatique du congrès de Brünn (1899) sur la question nationale[66], « la première tentative d'une solution pratique à ces difficultés entreprise par un parti du prolétariat » selon l'appréciation de Rosa Luxemburg constitue une date importante pour le socialisme international dans son ensemble. Elle devient désormais une référence obligatoire à toute recherche, à toute élaboration programmatique. Dans l'immédiat, le programme de Brünn stimule le mouvement de réflexion en Autriche, avec, pour toile de fond,

63. V. MEDEM, *op. cit.*, p. 60.

64. « Toute la situation montre... que les masses ne peuvent s'enthousiasmer durablement pour le socialisme que là et dans la mesure où les questions nationales sont résolues. » Victor ADLER, *Briefwechsel...*, p. 236.

65. Ce problème est étudié en détail par Hans MOMMSEN dans *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage...*, *op. cit.*,

66. C. A. G. KOGAN, « The Social democrats and the Conflict of Nationalities in the Habsburg Monarchy », *Journal of Modern History*, 1949, n° 3, p. 204-217. Le texte de la résolution figure p. 205-207.

la prémonition de la fragilité de l'Etat multinational, représenté par la Monarchie austro-hongroise. Kautsky constate en 1901 : « Il y a des questions insolubles et l'établissement d'une Autriche viable en fait partie. Même l'autonomie des nations n'apporterait pas la solution », « la solution naturelle serait la dislocation ». Car seule la démocratisation par la voie des réformes ou celle d'une révolution démocratique bourgeoise serait susceptible de produire les transformations nécessaires pour mettre un terme à l'oppression et à la discrimination nationales. Or, « la société bourgeoise n'a même plus la force de supprimer les édifices les plus pourris, le Sultan, le tsarisme, l'Autriche. Mais on ne saurait prévoir quand nous trouverons la force de déblayer ces ruines... [67] ». Ces appréciations lucides n'entraînent pas néanmoins de changement radical dans la recherche des solutions. Au contraire ! La nécessité postulée à Brünn de maintenir l'entité hybride qu'est l'Etat existant à condition qu'il soit transformé en une fédération des nations libres, égales en droits, autonomes, détermine la perspective dans laquelle le problème des nationalités sera abordé à l'intérieur de la social-démocratie autrichienne. Autour de cet objectif nodal, s'articulent des interprétations divergentes de la politique pratique à suivre en ce domaine. Parmi elles, une place prépondérante revient à un courant porteur de l'héritage du nationalisme démocratique allemand de 1848 *(Grossdeutschtum).* Ses porte-parole (Engelbert Pernerstorfer et Ludo Moritz Hartmann), soucieux de sauvegarder la culture allemande, et sa suprématie, souhaitent, à défaut d'une sécession des Allemands autrichiens pour constituer la République de la Grande Allemagne, le maintien de l'hégémonie de la nation allemande, seul facteur unificateur et seul garant des futures transformations démocratiques.

Tout en jugeant irréaliste, pour des raisons d'ordre économique, l'aspiration à une grande Allemagne, c'est dans leur lignée que se situe implicitement un jeune juriste originaire de Moravie et admirateur d'Engelbert Pernerstorfer, Karl Renner. Il élabore la théorie de l'autonomie personnelle culturelle (extraterritoriale) qui apparaît dans un premier temps comme complémentaire au principe de l'autonomie territoriale qui était à la base du programme de Brünn, avant de s'y substituer.

Le plan concis et détaillé proposé par Renner pour réorganiser l'Empire multinational en un Etat supranational, et les solutions qu'il ébauche découlent du concept selon lequel les intérêts nationaux se limitent, pour l'essentiel, au domaine culturel et linguistique alors que les questions économiques sont, par essence, internationales. Par conséquent, le développement du capitalisme, la modernisation vont lever les barrières entre les économies nationales, amener leur intégration dans de grands espaces internationaux.

---

67. Victor ADLER, *Briefwechsel...*, p. 354.

Le premier écrit de Renner n'a qu'un faible écho. Adler trouve le projet intéressant mais utopique. Son audience croîtra, au fur et à mesure que s'approfondira la crise traversée par l'Autriche-Hongrie. Renner entreprend alors de théoriser sur l'un des objectifs majeurs de la social-démocratie : en fondant l'Etat décentralisé sur des bases modernes grâce à l'émancipation socio-économique totale des nationalités et aux concessions accordées par la monarchie sous la forme de l'autonomie culturelle ; ce qui aboutira à dépolitiser les mouvements nationaux, à neutraliser la question des nationalités en la ramenant à son seul noyau culturel et en limitant ainsi localement les éventuels conflits nationaux [68].

2. *L'effort de complexification : la démarche théorique de Bauer.*

Dans un second moment, la thématique s'élargit, les élaborations marxistes se multiplient sur la question nationale, et des déplacements notables se produisent dans la sphère idéologique. A partir de 1905, les écrits, les études, les pamphlets (intitulés très souvent « la social-démocratie et la question nationale ») sont de plus en plus nombreux. La polémique autour de cette question devenue brûlante va faire rage. Jugements et excommunications sont prononcés au nom du marxisme. Mais en même temps se fait jour la conscience que le marxisme est en retard sur la réalité. Ainsi Rosa Luxemburg déplore-t-elle le fait que la social-démocratie qui fonde toute sa politique sur le matérialisme historique ne soit pas encore parvenue à appliquer cette méthode à la question nationale.

Les tentatives faites pour repenser la question nationale à l'époque de l'impérialisme, pour dépasser la vision d'un processus historique s'ordonnant essentiellement en fonction des antagonismes internationaux de classes (comme c'était le cas à l'époque de Marx), les tentatives pour avancer au-delà de l'acquis, de la condamnation « d'une façon nette et sans équivoque de l'oppression ou de l'inégalité en droit dans le domaine national », passent par des désaccords et font apparaître des clivages profonds. Significatifs des divisions idéologiques qu'ils entraînent, ils sont aussi révélateurs des incertitudes, des interrogations, des dilemmes auxquels les social-démocrates se voient confrontés. Les *incertitudes* concernent le concept même de nation et se répercutent dans l'activité de l'Internationale : « Même les peuples civilisés contemporains *(Kulturvölker)* donnent les significations les plus différentes à la notion de

68. Pour une analyse des idées de Renner, cf. Jacques Droz, *L'Europe centrale. Evolution historique de l'idée de Mitteleuropa*, Paris, 1960; Arduino Agnelli, *Questionne Nazionale e Socialismo. Contributo alla Studio del pensiero di K. Renner e O. Bauer*, Il Mulino, Bologne 1969 ; ainsi que l'article cité de Hans Mommsen *in Sowjetsystem und demokratische Gesellschaft*, p. 662-666. Voir aussi les remarques d'Yvon Bourdet, « Prolétariat universel et cultures nationales », *Revue française de sociologie*, XIII, 1972, p. 151-169.

nationalité, conformément à leur développement historique spécifique, ce qui, comme on le sait, produit des difficultés considérables à chacun de nos congrès internationaux », constate Kautsky en 1905 [69].

Le *dilemme* se réfère avant tout au moment historique auquel la social-démocratie se trouve confrontée. La situation a-t-elle changé par rapport à une époque où l'internationalisation croissante de la vie économique paraissait devoir produire un dépassement de la diversité nationale et ethnique et favoriser le processus d'intégration et d'assimilation, atténuer donc progressivement le nationalisme et les divergences nationales ? Ou bien le processus d'intégration n'est-il plus, dans les conditions de l'impérialisme, que l'une des tendances du capitalisme, parallèle et conflictuelle, par rapport à une autre tendance, catalyseur ou génératrice, elle, des mouvements nationaux, ce que manifeste avec une particulière acuité le réveil de l'Asie ? Faut-il assigner une place significative à l'importance croissante de ces mouvements parmi les contradictions de l'impérialisme ? Ou bien s'agit-il de phénomènes essentiellement transitoires, dus à l'aggravation des rivalités impérialistes ?

Les *interrogations* s'articulent autour de la préoccupation majeure : préciser le programme, concrétiser les solutions et les moyens pour les réaliser.

Ces mutations et leurs prémices idéologiques sont nées de la crise révisionniste qui a notamment obligé la pensée marxiste à se mesurer aux réalités nouvelles qu'englobe le terme d'impérialisme. L'éclosion théorique se produit à Vienne avec l'émergence de l'école « austromarxiste ». L'objectif de ce petit groupe d'intellectuels est de contrecarrer le pragmatisme dans lequel s'englue la social-démocratie de l'Empire, de restituer à la théorie son statut créateur, de mettre au point une série de recherches fondamentales pour affronter des phénomènes nouveaux ou négligés. Selon le témoignage d'Otto Bauer, « ils ont tous dû apprendre, dans la vieille Autriche ébranlée par les luttes des nationalités, à appliquer la conception marxiste de l'histoire à des phénomènes compliqués, défiant toute application schématique et superficielle de la méthode marxiste [70] ». De cet effort de « complexification » du marxisme, conjugué à la volonté militante (« percevoir la politique des nationalités de la social-démocratie à partir de la position de la classe ouvrière dans la société bourgeoise ») naît l'ouvrage d'Otto Bauer consacré à la question nationale, qui tranche à la fois par l'ampleur, la nouveauté des propos, et par les ambitions théoriques, sur la masse des articles antérieurs [71].

69. Dans son article sur la question nationale en Russie, V. MEDEM, *op. cit.*, p. 58.
70. Paru *dans Austromarxismus*, Europäische Verlagsanstalt, Francfort, 1970, p. 50.
71. Sur les circonstances dans lesquelles Bauer a entrepris la rédaction de son ouvrage, on trouve de nombreux renseignements dans sa correspondance avec Kautsky conservée à Amsterdam, I. I. S. G.

Sans doute le benjamin du groupe a-t-il été stimulé par les travaux de Renner dans le sillage duquel il s'engage. Mais on ne saurait pour autant les associer : l'apport de Bauer n'est pas complémentaire de celui de Renner et malgré les emprunts, les concomitances, leurs théories, et surtout, leurs démarches intellectuelles ne se confondent pas. Théoricien et sociologue du droit, Renner est concerné au premier chef par le rapport Etat/nation. Il fonde le concept de nation sur le droit naturel, et l'aborde comme un problème subsidaire, à l'aide de méthodes déductives. La nation est une culture spirituelle et non une communauté matérielle économique et les faits culturels spécifiques sont, sur le plan sociologique, relativement indépendants de l'infrastructure. Au centre de ses recherches se situe l'objectif suivant : trouver des voies qui permettent de surmonter les contradictions fondamentales auxquelles sont confrontés la social-démocratie et l'Etat dualiste. La distinction claire qu'il opère entre Etat, nation et nationalité, la définition d'ordre juridique qu'il propose, sont subordonnées à son objectif, servent de prémices à son plan de réorganisation de l'Empire sur des assises nouvelles, supranationales. L'approche et les objectifs de Bauer sont différents, même si ses conclusions politiques rejoignent celles de Renner. En sociologue, il cherche, par une étude minutieuse, à connaître le cheminement, à analyser le mécanisme du fait national, à « comprendre la question nationale en tant que problème social » et à élaborer une théorie marxiste qui permette d'appréhender le phénomène « nation » dans son ensemble. Pour pouvoir intégrer la problématique nationale dans la connaissance et la science marxistes, il propose de la libérer des constructions arbitraires, de toutes les théories abstraites et de l'emprise du positivisme éclectique. Par là, Bauer rejette la théorie marxiste traditionnelle avancée par Kautsky, qui en partant de la tendance à l'identification entre Etat capitaliste et nation moderne, considère la langue comme le facteur essentiel du fait national et assimile la communauté linguistique à la nation.

La définition de Bauer — « La nation est l'ensemble des hommes liés par une communauté de destin en une communauté de caractère » — ne se prétend pas une formule normative, mais un postulat méthodologique.

Ce postulat — la recherche de critères objectifs et opératoires pour préciser le concept de nation et la réalité qu'il recouvre, la courbe d'une évolution et d'une transformation complexes en distinguant plusieurs types de nations — le conduit à combiner les catégories néokantiennes avec celles du matérialisme historique. Dans la préface à l'édition de 1924 de son livre, Bauer met lui-même en évidence ce que du point de vue méthodologique, il considère comme « des erreurs de jeunesse » : une adhésion trop fidèle aux théories économiques de Tugan-Baranovski, l'ex-« marxiste légal » russe ; une utilisation trop immédiate de la théorie de la connaissance de Kant, de la philosophie critique qui

lui a fourni « les concepts de la méthode sociologique qui constituent le fondement de [son] exposé de la théorie des nations ». Ainsi, au néokantisme il emprunte le principe de l'individualité nationale qui inclut la spécificité historiquement forgée et la permanence historique d'une nation. Il a recours au marxisme pour définir en termes de classe, de rapports et de forces de production le contenu, la nature et les forces sociales des changements intervenus. « Le centre de gravité de ma théorie de la nation ne réside pas dans la définition de la nation mais dans la description de ce processus d'intégration qui a donné naissance à la nation moderne. Si l'on veut reconnaître un mérite à ma théorie de la nation, c'est celui d'avoir pour la première fois déduit ce processus d'intégration du développement économique, des modifications de la structure sociale, de la division de la société en classe [72]. »

La démonstration de Bauer débouche sur deux conclusions de portée théorique et pratique qu'il considère comme l'aspect novateur de son apport : 1. le réveil des nations sans histoire par l'interaction du développement national et du développement social. Car « ce sont les transformations dans les moyens de production et les rapports de production qui décident de la puissance ou de l'impuissance, de la mort ou de la renaissance des nations » ; 2. la révision de l'axiome de l'orthodoxie marxiste prédisant la disparition progressive des différences nationales. Il opère la distinction entre deux phénomènes : 1. le nivellement des différentes cultures nationales consécutif au développement du capitalisme ; 2. une différenciation et un renforcement progressifs des cultures nationales au fur et à mesure que la classe ouvrière prend sa part des biens culturels. Bauer en conclut que l'importance du fait national n'est pas seulement primordiale pour le présent mais aussi pour l'avenir à long terme du socialisme. Car son poids ira en s'accroissant plus qu'en diminuant. Loin d'être de simples résidus du passé, les particularités nationales se développent, s'accentuent avec l'accession des classes inférieures à la culture, avec l'extension du régime capitaliste et les progrès de la démocratie.

Il résume ainsi les implications pratiques de sa démarche théorique définie comme devant être le fondement même « de notre politique internationale » : « Le socialisme international doit comprendre la différenciation nationale des méthodes de lutte et de l'idéologie en son sein comme le résultat de sa croissance externe et interne... La tâche de l'Internationale doit et peut être, non pas de niveler les spécificités nationales, mais de réaliser l'unité internationale dans la diversité nationale. » D'une part, la classe ouvrière doit reprendre à son compte une cause que trahit la bourgeoisie « à l'époque du capitalisme mûr, des cartels, des trusts, des grandes banques », celle de « la liberté, l'unité et l'autodétermination des

72. Il fournit toutes ces précisions dans la préface qu'il écrit en 1924 pour la seconde édition de son ouvrage.

peuples », « son vieil idéal d'Etat national ». D'autre part, la classe ouvrière est appelée à être à la fois l'agent et le bénéficiaire de la communauté nationale de culture. La tendance à une différenciation croissante des spécificités nationales ne sera pas enrayée par l'avènement du socialisme, bien au contraire. « Intégration de tout le peuple à la communauté nationale de culture, conquête de l'autodétermination complète de la nation, différenciation spirituelle croissante des nations — tel est le sens du socialisme. »

Etude audacieuse, anticipatrice, couverte aujourd'hui de la poussière de l'oubli ou de celle des préjugés tenaces, elle marque une date importante dans le développement du mouvement idéologique marxiste. La problématique perçue par Bauer ne pénétrera certes pas dans la conscience socialiste de son époque. Mais elle n'a pas été non plus ignorée. C'est en référence à son ouvrage que se déroulent les grands débats internationaux jusqu'en 1914. Son apport est soit salué comme novateur par rapport à la théorie de Marx, soit rejeté au nom de l'intransigeance doctrinale comme un renversement des schémas marxiens en faveur « des illusions nationales » (« L'erreur fondamentale de Bauer, c'est un nationalisme raffiné. Un nationalisme nettoyé, sans exploitation, sans discorde. Proudhon a nettoyé, idéalisé, embelli le capitalisme, Bauer a fait de même pour le nationalisme [73]. »)

Le débat qui s'engage autour de la réflexion bauerienne (au-delà de la critique de ses déviations méthodologiques ou des solutions pratiques préconisées) met en évidence les résistances de types divers à tout effort pour faire du marxisme une théorie plus complexe. La confrontation, d'ordre, de nature et d'orientation très différents, se déroule sur trois plans : *a*) théorique, *b*) idéologique et *c*) politique.

a) L'ouvrage de Bauer provoque quelques mois à peine après sa parution une ample critique de son aîné Kautsky — l'expert le plus qualifié en la matière. La *Neue Zeit* devient la scène où se confrontent deux conceptions de la nation qualifiées sommairement par Lénine de « psychologico-culturelle » et « historico-économique ». L'œuvre de Bauer oblige Kautsky à approfondir sa théorie ébauchée vingt ans auparavant, à faire la synthèse de ses idées jusqu'alors désordonnées pour réaffirmer la validité d'une thèse devenue axiome de l'orthodoxie : la culture tend à s'internationaliser, chaque nation emprunte aux autres nations les éléments de leur culture qu'elle tend à assimiler, le processus débouchant en dernière instance, sur la disparition des particularités nationales, sur la formation d'une langue universelle. Kautsky reproche à Bauer d'avoir barré par ses prémices la route d'une « synthèse fondamentale entre nationalisme et internationalisme » et par conséquent de sous-estimer « les forces de l'aspiration à la création des Etats nationaux ». Cette

73. V. I. LÉNINE, *Polnoe Sobranie Sotchinenii*, t. XXIV, p. 386.

aspiration ne signifie pas forcément la séparation étatique d'une nation par rapport à une autre ; elle peut précéder leur rassemblement en de grandes entités étatiques conformément « aux tendances du développement économique qui rapproche sans cesse les nations les unes des autres [74].

Au-delà de l'autojustification, la réponse de Kautsky est la reconnaissance implicite de ce qu'il faut conférer à la question nationale un statut théorique à l'intérieur du marxisme. Le prestige de défenseur de l'orthodoxie assure à Kautsky une position de suprématie. Sur la question nationale, les conceptions de Kautsky formeront l'horizon théorique des marxistes jusqu'en 1914. Ainsi, la gauche marxiste se réfère à son autorité, se réclame de lui et fait appel à lui dans la polémique qu'elle engage contre Bauer à l'intérieur et à l'extérieur du parti social-démocrate autrichien [75].

b) La critique idéologique entreprise en 1912 parallèlement et conjointement par J. Strasser et A. Pannekoek systématise la position de « l'internationalisme intransigeant ». Elle est le rejet de la problématique nationale qualifiée de greffe étrangère sur le corps du marxisme. Ils sont les porte-parole d'une vision optimiste et se contentent de reprendre les axiomes classiques. Le fait national n'est qu'un phénomène transitoire et étranger au mouvement ouvrier. La nation est une organisation de combat de la bourgeoisie pour la conquête d'une clientèle, d'un marché, d'un territoire d'exploitation ; dans le système capitaliste, il n'y a pas pour le prolétariat de « force constitutive des nations » ni d'intérêts nationaux spécifiques. La classe ouvrière est le siège d'une lutte entre la tradition, le caractère national, et le présent, la lutte de classe — qui devrait l'emporter. La coïncidence d'intérêts entre la bourgeoisie et le prolétariat est tout aussi fortuite dans le domaine national que dans les autres domaines. « Le moment national peut temporairement revêtir une signification propre pour le prolétariat », 1. lorsqu'un capitalisme allogène se développe dans une région agraire ; 2. lorsqu'il s'agit de se débarrasser d'une domination étrangère. Le sentiment national peut alors servir de catalyseur à la prise de conscience du conflit des intérêts. Mais pour le prolétaire, « l'intérêt de classe est la somme de tous ses intérêts, il comprend également son intérêt national ». Assimilant dans le sillage de Renner le sentiment national au sentiment religieux mais sous un tout autre éclairage, ils cherchent à démontrer que « pour le prolétaire conscient, le prolétaire est la mesure de toutes choses et non l'Allemand, le catholique, etc. ».

A la différence de Strasser, Pannekoek s'attaque aux fondements

74. Kautsky développera cette idée pendant la guerre dans une ample étude consacrée à la critique de l'idée de NAUMANN sur *Mitteleuropa* : K. KAUTSKY *Die vereinigten Staaten Mitteleuropas*, Dietz, Stuttgart, 1916.

75. Voir par exemple les lettres de J. STRASSER à Kautsky qu'il qualifie de « tête du centre marxiste ». Ces lettres, qui sont conservées à Amsterdam, I. I. S. G., paraîtront dans l'édition de textes que prépare Z. SOLLE, *Kautsky und die tschechischen Sozialisten*.

méthodologiques mêmes de la théorie bauerienne de la nation et cherche à engager le combat sur le plan théorique. Or si l'effort pour repenser théoriquement la question nationale échoue, ou reste limité, il ne faut pas l'imputer aux seules résistances ou incompréhensions, l'échec est dû également aux impératifs de l'actualité. Les motivations du refus qu'oppose Bauer aux tentatives de Pannekoek sont significatives : « Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce n'est pas d'une discussion sur l'essence de la nation ou sur la question de savoir si dans l'avenir la différenciation nationale s'accroîtra ou non, mais de discuter sur une tout autre question, celle de savoir comment le prolétariat autrichien doit se comporter à l'égard des luttes nationales actuelles à l'intérieur de la bourgeoisie. C'est cette discussion qui est la plus urgente [76]. »

Si le refus de Bauer traduit une conscience aiguë de l'ordre des priorités, chez un grand nombre de marxistes, il témoigne soit de la répulsion et de l'incapacité à raisonner théoriquement, soit de la réticence à inclure la question nationale dans leur champ théorique. Ainsi, dans les Balkans où la question nationale permet, tôt, de prendre conscience de la réalité de l'impérialisme, la praxis l'emporte sur la théorie. Le souci de la propagande, de l'action, du pragmatisme immédiat supplante l'élaboration théorique et perpétue une approche ponctuelle.

c) Ce sont les implications politiques de la sociologie du fait national, et plus précisément, les solutions préconisées par l'austromarxisme, avec la théorie de l'autonomie culturelle (extraterritoriale et personnelle) de Renner et Bauer, qui alimentent les débats et fixent les divergences.

Dans la terminologie politique socialiste, les notions d'autonomie, d'indépendance, d'autodétermination restent jusqu'au tournant du siècle entachées de confusion. Le droit à l'autodétermination est employé dans un sens libéral et vague et se confond le plus souvent avec la notion d'autonomie. Ainsi Engels les utilise-t-il indifféremment. Il en est de même dans les diverses traductions de la résolution du congrès de Londres de 1896. Avec le débat ouvert par le programme de Brünn où le droit à l'autodétermination et la revendication de l'autonomie s'opposent implicitement, on commence à entrevoir que l'Etat indépendant, le droit à la sécession n'est que l'une des multiples possibilités du droit à l'autodétermination, de même que l'autonomie territoriale n'est que l'une des solutions possibles, susceptibles de résoudre la complexe question nationale à l'intérieur du système existant. Mais comme le constate Kautsky à l'exemple de l'Autriche, où il relève « toute une série de

76. Lettre de BAUER à Pannekoek du 26 avril 1912, Amsterdam, I. I. S. G. La réplique de Bauer à Strasser dans *Der Kampf* se situe sur le terrain politique. Strasser lui répond dans la postface à la seconde édition de sa brochure qui avait été épuisée en quelques semaines.

propositions astucieuses pour combiner l'autodétermination territoriale et l'autoadministration des différentes nations... les plus grandes difficultés ne résident pas dans l'élaboration de telle ou telle *proposition pratique* mais dans le *rapport des forces* entre les différentes classes » (1905).

Tout comme Kautsky, la plupart des marxistes reconnaissent alors à la nécessité de combiner l'autonomie territoriale et l'autonomie culturelle sans admettre pour autant à sa suite que le principe qui commande l'organisation du parti autrichien préfigure celui qui commandera l'organisation de l'Etat sur des bases fédérales.

En 1907, Bauer se situe dans les perspectives initiales de Renner et adopte intégralement comme solution la théorie de l'autonomie culturelle. Avec la crise ouverte par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908, la nécessité aiguë d'une révision du programme de Brünn s'impose. Cette révision est entreprise à la fois par la direction de la social-démocratie autrichienne et par les socialistes slaves du sud de l'Empire. La première accentue sa position centripète *(staatserhaltend)* alors que les seconds cherchent à trouver une solution adéquate à la *question yougoslave.* L'idée de l'autodétermination refait surface. Dès lors Bauer prend ses distances par rapport à la politique officielle de son parti et révise ses propres positions [77]. Sans formuler clairement son abandon de la solution de l'autonomie culturelle, il reconnaît au prolétariat de chaque nation le droit de décider de son propre sort. Dans sa thématique resurgit le problème négligé de l'Etat. Il se rapproche des conceptions kautskiennes en admettant qu'en Europe de l'Est où « la formation d'Etats nationaux n'a pas été accomplie [78] », la politique social-démocrate doit tenir compte de cette donnée fondamentale.

L'approfondissement de la problématique de l'impérialisme, la prise de conscience du poids des mouvements nationaux et « des mouvements révolutionnaires modernes en Orient » élargissent le champ de la réflexion de Bauer sans pour autant l'amener à modifier essentiellement sa position. Dès lors, l'objectif de Bauer, concilier internationalisme et fait national, implique la nécessité de jeter un pont entre mouvement ouvrier et mouvement national. L'accomplissement de cet objectif entraîne une mutation qui ouvre le troisième moment du mouvement idéologique.

3. *La démarche stratégique de Lénine.*

Le troisième moment peut se localiser à la fois dans l'espace et dans le temps : c'est l'Empire russe à la veille de la Première Guerre mondiale, lorsque la question nationale envahit la vie poli-

---

77. Ce problème est encore peu étudié. On trouve des indications dans l'étude d'Enver REDZIC, « Die österreichische Sozialdemokratie und die Frage Bosniens und der Herzegowina », *Osterreichische Osthefte*, IX, 1967, nº 5, p. 361-378.
78. Cf. lettre citée d'Otto BAUER à Pannekoek.

tique et devient le problème crucial pour le mouvement ouvrier russe. Il se produit alors une translation de la position de la question nationale. De problème tactique, devant être résolu dans le cadre de la société bourgeoise, supposant la démocratisation comme préalable à l'autodétermination, elle devient pour Lénine une donnée stratégique dans sa théorie de la révolution.

Les termes dans lesquels la question est posée par Lénine sont à la fois marqués par le développement de la pensée marxiste dans le domaine national, déterminés par la réalité nationale enchevêtrée de l'Empire russe à l'époque de l'impérialisme et les contradictions accumulées dans le P. O. S. D. R.

Les deux lignes directrices de sa pensée qui s'ébauche au début du XX[e] siècle :

1. l'autodétermination nationale en tant que revendication programmatique ;
2. l'exigence de l'unité du parti dont la structure doit transcender les divisions nationales, font partie de la problématique du marxisme russe.

Tout comme son aîné, le parti social-démocrate autrichien, le P. O. S. D. R. est confronté dès sa création, à la question nationale à propos du problème organisationnel. Mais les données fondamentales et le processus ne sont point identiques. En Russie, l'apparition d'organisations socialistes allogènes dans le mouvement ouvrier précède souvent celle de la nation dominante et leurs rapports se posent en termes de collaboration organique au sein d'un parti unique. Le passage de groupes ou d'organisations socialistes isolées à des partis territoriaux ou nationaux, l'organisation de la classe ouvrière à l'échelle nationale s'accomplissent d'abord dans les régions occidentales de l'Empire, celles qui sont les premières à s'industrialiser, là où la population ouvrière est composée dans sa majorité des nationalités polonaise et juive. Ainsi le Bund, l'Union générale des ouvriers juifs de Lithuanie, Pologne et Russie constituée en 1897, contribue-t-il activement à la création du P. O. S. D. R. Restent à définir le contenu, les termes de leur association. Les débats qui suivent ont pour origine la question nationale. Ils s'ouvrent à partir des exigences autonomistes du Bund (l'organisation ouvrière la plus puissante de l'Empire tsariste). Le Bund revendique la restructuration du P. O. S. D. R. sur des bases fédératives par la création « d'une association fédérative des partis social-démocrates de toutes les nations à l'intérieur des frontières de l'Etat russe ». Ce n'est pas pour les besoins d'une agitation plurilingue que le parti doit accomplir cette transformation mais pour préfigurer la Russie libre de l'avenir. Pour sa part, le Bund, confronté aux revendications nationales à l'intérieur du mouvement ouvrier juif, confronté au programme de l'organisation socialiste sionniste Poale Zion, se voit contraint de formuler des réponses claires [79]. Devant

79. Voir Henry J. Tobias, *The Jewish Bund in Russia from its origins to 1905*, Stanford University Press, 1972.

les réticences du P. O. S. D. R. d'introduire la problématique nationale dans sa sphère d'activité, le Bund décide « de prendre la question nationale en mains propres et de la résoudre dans un esprit social-démocrate », indépendamment du P. O. S. D. R. Le débat déborde le cadre organisationnel [80], pour englober le programme même du P. O. S. D. R. adopté en 1903 et qui se contente d'une déclaration générale de principes sur la question nationale par « la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour tous les peuples qui composent l'Etat ». « Nous n'attendons pas du programme qu'il se contente de formuler la question, mais la réponse, une solution à la question », réplique Medem, un des leaders du Bund qui repousse toute solution territorialiste et considère les rapports entre les différentes nationalités à l'intérieur d'un même Etat comme l'essentiel du problème à résoudre. Le Bund opte pour l'autonomie culturelle, autonomie de chaque nationalité indépendamment du territoire sur lequel elle réside. Car « la nation est la somme de tous les individus qui appartiennent à un groupe historico-culturel donné, indépendamment de son implantation régionale [81]. »

Le débat s'étend à la Transcaucasie dont le poids dans le P. O. S. D. R. est considérable. Les socialistes arméniens notamment se divisent autour d'une question centrale : faut-il doter le mouvement ouvrier arménien d'une organisation nationale ou bien militer sur des bases internationales et s'insérer dans les organisations russes ? Des exigences analogues à celles du Bund — assurer aux ouvriers arméniens une organisation de classe autonome au sein du P. O. S. D. R. — se font jour [82].

En outre, les socialistes révolutionnaires introduisent dans le milieu agité de la social-démocratie des éléments de discorde supplémentaires. Ils sont les premiers à prendre en considération l'existence d'un problème national en Russie, et en 1903 ils adoptent un programme ambivalent et se prononcent en faveur du fédéralisme et du principe de l'autonomie culturelle, tout en reconnaissant « le droit intégral et inconditionnel à l'autodétermination ». Or, ce postulat reste intimement lié à l'objectif « d'une cohabitation pacifique des diverses nationalités sous le toit du même Etat [83] ».

Les marxistes attendent de Kautsky une explication susceptible de trancher les débats. A la veille de la révolution de 1905, l'intervention de Kautsky, outre qu'elle reconnaît l'importance du facteur national pour la social-démocratie russe, se borne à fournir une méthode. Il insiste sur la nécessité de prendre en considération chaque situation nationale spécifique et de subordonner les solutions

80. Voir Dietrich GEYER, *Lenin in der russischen Sozialdemokratie*, Böhlau Verlag, Cologne, 1962, p. 350 et suiv.
81. Cf. V. MEDEM, *op. cit.*, p. 57.
82. Voir l'excellente étude d'Anahide TER-MINASSIAN, « Le mouvement révolutionnaire arménien, 1890-1903 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 1973, n° 4, p. 536-563.
83. Cf. R. PIPES, *op. cit.*, p. 31 et D. GEYER, *op. cit.*, p. 362-363.

aux impératifs révolutionnaires. Car c'est la tournure que prendra la révolution russe et le degré de la démocratisation consécutive qui trancheront, en fin de compte, le débat : reconnaître l'indépendance nationale des nations limitrophes ou transformer la Russie sur des bases fédératives [84] ?

Avec la révolution de 1905 la question nationale s'insère parmi les tâches politiques immédiates ; son poids croissant dans les relations à l'intérieur du P. O. S. D. R. oblige toutes les tendances, toutes les organisations à préciser leur attitude. Le climat passionnel, les graves désaccords politiques et idéologiques freinent la recherche de solutions et de voies nouvelles. La social-démocratie russe devient une sorte de carrefour d'idées, où prolifèrent tous les débats qui continuent à opposer les marxistes d'Europe centrale. Tout, jusqu'au moindre article de revue, est traduit, disséqué, analysé. Les théories des austro-marxistes connaissent un succès considérable. On imite les démarches de Renner, de Bauer et les débats sont même calqués sur les confrontations qu'elles avaient provoquées. Mais transposés en Russie, ces thèses, ces développements subissent des adaptations, des mutilations, des simplifications qui changent considérablement les arguments. La manière dont les idées de l'austro-marxisme sont utilisées par les socialistes russes, la manière particulière dont elles sont reçues, les variations auxquelles elles sont soumises sont révélatrices de la confusion qui règne en Russie. Avec sarcasme et sans courir le risque d'être contredit, Lénine peut affirmer que la Russie est un bon exemple du fait que, dans un terrain sauvage, les microbes de l'opportunisme occidental provoquent de vraies épidémies.

Au milieu des désaccords, des confusions, Rosa Luxemburg, au nom de la S. D. K. P. i L. (affiliée au P. O. S. D. R. à la suite de la révolution de 1905) propose, en 1908, par une série d'articles intitulée «La question nationale et l'autonomie », une plate-forme de débats. Plus exactement, sa démarche révèle le souci de faire le bilan des recherches marxistes et de faire notamment le bilan de l'expérience accumulée par la social-démocratie autrichienne, afin d'inciter le P. O. S. D. R. à formuler un programme concret. Elle s'attaque en premier lieu au paragraphe 9 du programme (ex-paragraphe 3 du programme de 1903) qu'elle considère comme vague, abstrait et faux. Vague : le mot d'ordre du droit à l'autodétermination n'a pas de rapport immédiat avec les objectifs brûlants du mouvement ouvrier, car il ne sera pleinement valable qu'à l'avènement du socialisme. Faux : les aspirations à l'Etat national (telle la restauration de la Pologne) relèvent des tendances nationalistes rétrogrades. C'est une utopie (terme qu'elle n'utilise ici ni comme pronostic, ni comme thèse, mais comme jugement de valeur) de croire que l'Etat national pourrait être une solution. Car, contrai-

---

84. Voir note 27.

rement à Kautsky, l'Etat capitaliste n'est pas forcément pour Rosa Luxemburg un Etat national. A l'époque de l'impérialisme, ce qui correspond le mieux aux besoins de la classe hégémonique, la bourgeoisie, ce n'est pas l'Etat national mais l'Etat conquérant qui annule l'autodétermination de régions entières du globe, tout en fournissant le cadre qui « rend possible la lutte et la victoire finale du prolétariat ». Elle rejette également le mot d'ordre fédératif comme une solution anarchiste, comme un retour au particularisme. Le mouvement socialiste contemporain, cet enfant de la croissance capitaliste, a le même caractère centralisateur que la société et l'Etat bourgeois. Le véritable intérêt du prolétariat — suppression de toute oppression nationale, liberté du développement national-culturel — trouve une expression suffisante dans la démocratisation la plus large possible dont l'autonomie fait naturellement partie intégrante et garantit, par là même, les seules chances de succès.

Au sein de cette fermentation, la position des bolcheviks est défensive. Elle consiste à repousser toutes les exigences autonomistes à l'intérieur du parti et à conserver, intact, le programme. Les prises de position de Lénine avant 1912 — relativement peu nombreuses — se singularisent par leur prudence et dénotent une certaine hésitation dans ses analyses du fait national. Son attitude ne diffère pas fondamentalement de celle des mencheviks qui jusqu'en 1911 combattent les deux solutions théoriques, le fédéralisme et l'autonomie culturelle. Ce n'est pas l'affaire du prolétariat « que de faire de la propagande pour le fédéralisme et l'autonomie nationale..., de présenter des revendications qui débouchent inéluctablement sur la constitution d'un Etat de classe autonome », déclare Lénine [85]. Car le devoir du prolétariat ne consiste pas à lutter pour le développement national mais contre toute sorte d'oppression nationale. Le principe du droit à l'autodétermination qu'il défend est défini comme « un devoir négatif de la lutte et de la protestation contre les tentatives pour empêcher par la violence ou l'injustice l'exercice de ce droit ». Mais il ne comporte aucun engagement de la part du prolétariat à soutenir les revendications d'une nation précise. En revanche, Lénine se prononce fermement contre l'éclatement du parti au nom de la lutte contre l'oppression nationale.

La fermeté ne s'oppose en rien à la souplesse qui préside à sa démarche. Dans cette période d'expectative, il est un analyste attentif et élabore l'essentiel de sa théorie. Il suit les travaux de Bauer, les écrits de Kautsky et met à profit l'expérience qu'il tire de leurs débats. Il étudie les écrits de Strasser et Pannekoek qu'il juge excellents, sans partager pour autant leurs prémices et leurs conclusions. La parution en 1913 de la correspondance de Marx et d'Engels lui permet de souligner leurs points de vue sur l'Irlande et lui fournit des arguments doctrinaux.

85. V. I. Lénine, *Polnoe Sobranie Sotchinenii*, t. VII, p. 105.

Lénine puise chez Kautsky ses fondements théoriques et fait siennes ses conclusions, la conception « historico-économique » de la nation. Il raisonne sur le phénomène national en termes de classe, de langue, de culture, dont il refuse l'homogénéité, opérant une distinction rigoureuse entre deux cultures nationales, entre deux cultures de classes. Mais à partir d'une plate-forme théorique et idéologique identique à celle des marxistes orthodoxes ou des internationalistes intransigeants, Lénine entreprend une démarche politique foncièrement opposée qui entraîne un changement marquant de la place assignée par le marxisme à la question nationale. Cette démarche se singularise : a) par la perspective analytique, b) par la soumission de la théorie à la praxis.

Lénine suit la méthodologie marxiste classique en partant des particularités concrètes de la question nationale en Russie et des conditions historiques générales. Son analyse se précise et s'élargit lorsqu'il entreprend de définir le problème national au stade historique atteint par la Russie en fonction de la problématique de l'impérialisme. Il met dès lors l'accent non plus sur la recherche de solutions à la question nationale, mais sur la dynamique des mouvements nationaux et sur les moyens destinés à capter au profit de la Révolution l'énergie nationale qui se développe en Europe de l'est et en Asie. Prenant conscience qu'il faut intégrer à la lutte de classe les nouvelles potentialités déclenchées par l'impérialisme, il est amené à réévaluer la place historique des mouvements nationaux. Il distingue deux époques dans le développement du capitalisme qui diffèrent radicalement du point de vue des mouvements nationaux. 1) Au moment de l'effondrement du féodalisme, le capitalisme ascendant se caractérise par l'éveil à la vie nationale, par les mauvements nationaux et la constitution d'Etats nationaux.

2) Le capitalisme mûr où les antagonismes entre bourgeoisie et prolétariat sont fortement développés se caractérise par la destruction des barrières nationales, par l'unité internationale du capital et de la vie économique, par la résorption des particularités nationales.

Or, ces deux périodes ne se succèdent pas mécaniquement, ne sont pas séparées hermétiquement et par conséquent ne sont pas antinomiques. Au contraire, elles sont reliées entre elles par « de nombreux maillons intermédiaires » et ces deux moments peuvent coïncider, exister simultanément dans un pays donné. C'est le cas de l'Europe de l'est et de l'Asie. L'époque historique que traverse la Russie de la révolution démocratique bourgeoise déjà commencée est celle de l'éveil et de l'intensification des mouvements nationaux mais aussi de l'apparition de partis prolétariens indépendants. Ces deux mouvements, aux intérêts spécifiques, ne sont pas nécessairement antagonistes, mais au contraire complémentaires ou solidaires dans le cadre de la révolution démocratique bourgeoise. Dans ces conditions, les partis ouvriers doivent en matière de politique nationale assumer une double tâche : défendre l'égalité en droit des nations opprimées d'une manière conséquente, c'est-à-dire recon-

naître le droit à la libre disposition politique à toutes les nations et, en même temps, réaliser l'union « la plus étroite, indissoluble dans leur lutte de classe des prolétaires de toutes les nations de l'Etat donné, quels que soient les remaniements de frontières des différents Etats » entrepris par la bourgeoisie nationale.

Mais si Lénine sort de son mutisme et formule des réponses originales, c'est moins à cause de la maturation de sa pensée, que sous la pression des exigences de la praxis politique. Il se voit obligé « d'accorder plus d'attention qu'auparavant à la question nationale », d'approfondir sa position et de préciser l'attitude des bolcheviks à partir de la fin de 1912 lorsque le développement des aspirations nationales, la vague nationaliste levée en Russie par les guerres balkaniques et les élections à la IV[e] Douma, les flottements croissants des social-démocrates allogènes concourent, par leurs effets cumulatifs, à faire de la question nationale une des questions clés, concrètes, immédiates de la lutte politique. Il faut donc d'urgence a) mettre au point le programme bolchevique sur la question nationale et rattraper son retard par rapport à tous les autres partis de l'Empire russe ; b) passer à la contre-offensive et engager une bataille idéologique sur le front national.

Dès lors la question nationale est abordée comme un élément organique de la révolution démocratique bourgeoise où la lutte pour la démocratie et celle contre l'oppression nationale sont solidaires dans une stratégie cohérente. Dans le programme qu'il élabore, Lénine assigne à la notion de droit à l'autodétermination politique, un contenu positif et concret, c'est-à-dire le droit à la sécession et à la constitution d'Etats indépendants. Il refuse le dilemme de Victor Adler, il refuse de se laisser enfermer dans une alternative : empêcher l'atomisation de l'Etat ou celle du mouvement ouvrier. « Nous sommes les adversaires du particularisme ; nous sommes persuadés que *toutes choses égales par ailleurs,* les grands Etats peuvent résoudre avec infiniment plus de succès que les petits les problèmes engendrés par le progrès économique et ceux que pose la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Mais nous n'admettons que des rapports fondés sur le libre consentement et jamais sur la contrainte. Partout où nous voyons des liens de *contrainte* entre des nations, nous défendons résolument et *inconditionnellement,* sans prôner le moins du monde la sécession obligatoire de chaque nation, le *droit* pour chacune d'elles de déterminer son destin politique, c'est-à-dire de se séparer [86]. » Le prolétariat russe, force hégémonique de la révolution démocratique bourgeoise doit prendre cette revendication à son compte, car elle est la seule qui permette de lier l'internationalisme et la reconnaissance des aspirations nationales. Ce programme de la démocratie la plus complète 1. assure de nouveaux alliés et l'utilisation d'un potentiel révolutionnaire immé-

86. V. I. Lénine, *Œuvres,* vol. XX, p. 231.

diat ; 2. endigue les forces centrifuges à l'intérieur du parti ; 3. revêt une valeur pédagogique en tant que meilleur moyen pour immuniser le prolétariat contre le nationalisme et l'éduquer dans un esprit internationaliste ; 4. permet de lever l'obstacle le plus grave qui se dresse devant les prolétaires de la nation dominante, la contamination par le nationalisme grand-russe qui les « abêtit, décervelle, désunit ».

Le droit à l'autodétermination n'est pas un mot d'ordre abstrait et les conditions de son exercice sont précisées par Lénine. Il introduit une restriction d'envergure : le principe ne se confond pas avec l'opportunité de son application effective par une nation donnée. Le bien-fondé de la sécession doit toujours être jugé à travers les exigences du développement social, à travers les intérêts de classe du prolétariat. Le maintien des grandes unités, les tendances à l'assimilation correspondent aux intérêts du prolétariat. Proclamer le droit à l'autodétermination apparaît donc paradoxalement comme le moyen pour hâter le dépérissement de la conscience nationale ; la formation des Etats nationaux représente une étape sur la voie de la constitution des grands Etats centralisés, exigée par le progrès social et qui débouche sur le dépérissement des nations. Comme le constate Hélène Carrère d'Encausse, « ce que défend Lénine, c'est le principe de l'autodétermination nationale comme clé de la révolution en Russie... Cependant, si Lénine s'intéresse aux nations parce qu'il y voit dans des circonstances historiques précises une force explosive, il ne s'intéresse pas plus qu'avant à l'entité nationale elle-même qui reste une catégorie transitoire sans valeur intrinsèque que l'on doit utiliser à la seule fin de la faire ensuite disparaître [87] ».

Pour faire prévaloir ses thèses et son programme, Lénine doit mener la bataille sur deux fronts, d'une part, à l'intérieur de son propre parti (bolchevik) et d'autre part, à l'extérieur, contre le courant autonomiste, majoritaire dans les organisations social-démocrates des nationalités, et auquel se sont ralliés les mencheviks. A l'intérieur, il se heurte à la résistance des intransigeants qui refusent de reconnaître le fait national et qui s'alignent sur les positions luxemburgistes. La lutte contre les intransigeants de son parti, Lénine la mène en critiquant l'immense autorité qu'est Rosa Luxemburg, par une attaque de sa série d'articles peu connue, parue uniquement en polonais : « Autonomie et question nationale ».

Pour lutter contre les oppositions de tendance qui divisent le P. O. S. D. R. à propos des thèses bundistes, il fait appel avant tout aux bolcheviks ukrainiens et caucasiens qui ont la réputation d'avoir une grande expérience en matière de question nationale. Lénine réclame sans cesse de ses partisans des brochures de vulgarisation sur

87. Hélène Carrère d'Encausse, « Unité prolétarienne et diversité nationale. Lénine et la théorie de l'autodétermination », *Revue française de science politique*, XXI, n° 2, avril 1971, p. 230. Nous renvoyons d'ailleurs le lecteur à cette excellente étude pour l'ensemble des problèmes posés.

la question nationale, des prises de position fermes contre les séparatistes et les bundistes et proclame la nécessité « de commencer partout l'étude sérieuse de la question et la collecte de la documentation sur l'expérience de la Russie ». Le premier à répondre à cet appel est un membre fraîchement promu au comité central, J. V. Staline. Il assiste, en janvier 1913, à la conférence de Cracovie, où Lénine demande que l'on réplique immédiatement aux bundistes et aux mencheviks géorgiens, devenus les porte-parole des thèses austro-marxistes dans l'Empire russe. Mettant à profit un séjour de quelques semaines à Vienne, où il se familiarise avec la critique de Strasser, le seul texte encore inaccessible en russe, le « merveilleux Géorgien » soumet son long article article à Lénine. Jugé très bon, il est publié dans *Prosvechtchenie* pour servir à la discussion. Après Staline, les bolcheviks ukrainien, O. N. Lola (Stepaniouk), letton, Vétéran (P. I. Stoutchka) et arménien, Stepan Chaoumian, font parvenir à Lénine leurs contributions respectives. Lénine se déclare extrêmement satisfait, les félicite tous et qualifie leurs apports d'excellents [88], même si la presque totalité de ces écrits pèche par sa médiocrité. Le satisfecit ainsi délivré s'applique moins au niveau de ces travaux qu'au fait, politiquement capital pour Lénine, que leurs auteurs ont pris position. Par leur contenu, ces diverses contributions sont autre chose que de simples variations sur les thèmes léninistes ; la pensée de Lénine est loin d'être déjà l'objet d'une interprétation dans un sens rigoureux, univoque, normatif. Elles révèlent, par-delà la seule diversité des perceptions et des approches, les divisions, les difficultés et les résistances des bolcheviks à accepter le nouveau programme, à comprendre et à assimiler la stratégie léniniste.

Staline apparaît comme le représentant des réalistes qui, à la suite de Lénine, consentent à prendre en considération le fait national, sans pour autant adopter la problématique léniniste. Staline développe un discours théorique, axé sur un terrain secondaire aux yeux de Lénine qui n'en voit pas l'utilité : il s'attache, en effet, à construire laborieusement une définition de la nation qui se veut rigoureusement marxiste et à proposer une formule susceptible de surmonter les contradictions créées et accumulées par Kautsky et Bauer [89].

88. Voir l'intéressante étude de Iou I. SEMENOV, « Iz istorii teoritcheskoï razrabotki V. I. Leninym natsionalnogo voprosa », *Narodi Azii i Afriki*, 1966, n° 4, p. 116.

89. Ni l'espace, ni la structure de cette introduction ne permettent d'entreprendre l'étude approfondie que nécessiterait la contribution de Staline. La confrontation de ses sources, la manière dont il les a utilisées ainsi qu'une étude critique de sa démarche resteraient à faire. Car Staline ne s'est pas contenté de lire Bauer, Renner, Kautsky, Strasser, Medem, pour ne citer que les principaux auteurs, il les a médités et a forgé ainsi sa propre construction. Compilatoire, mais structurellement cohérente, la définition polymorphe de la nation de Staline est au confluent de trois hypothèses : celle de Kautsky, Bauer et Medem. Autodidacte, esprit systématique, Staline n'est ni versé dans les subtilités d'usage, ni créateur, ni scrupuleux des sources. Il reprend à son

Le pamphlet de Chaoumian sur l'autonomie nationale culturelle, dirigé contre les thèses du « marxiste spécifiste » arménien David Ananoun [90], exprime assez bien la résistance des intransigeants. Mais les flèches de Chaoumian, qui n'a rien d'un théoricien, sont également dirigées contre Lénine. Il réplique par une formule tranchante, empruntée à Rosa Luxemburg : « Le marxisme n'a pas et ne peut proposer aucun « remède général » pour la question nationale. Pour le marxisme, si l'on veut, il n'y a pas *une* question nationale ; le marxisme connaît *des* questions nationales. » En interprétant le droit à l'autodétermination dans l'esprit de « notre programme, « vieux », « stérile », mais marxiste », Chaoumian retourne à l'acception négative initiale [91].

Certes, ce courant internationaliste intransigeant va bientôt trouver parmi les bolcheviks, des porte-parole infiniment plus qualifiés et plus brillants comme Boukharine, Piatakov et Radek. C'est en polémiquant contre ces derniers en 1915-1916, que Lénine va approfondir ses idées, les préciser et les généraliser, tout en extrapolant sa nouvelle stratégie à la révolution socialiste [92]. Cette dernière phase correspond à un contexte nouveau, celui de la Première Guerre mondiale, puis de la Révolution russe qui vont faire subir à la question nationale un tournant radical. Elle se voit élever dans la catégorie des moyens, des instruments essentiels de la prise du pouvoir, sans que soit altéré le projet de la Révolution internationale [93].

---

compte des idées, des élaborations, des phrases et des passages entiers sans s'embarrasser des guillemets, sans se soucier du plagiat, pour les rassembler avec un sens remarquable de la généralisation dans un système cohérent mais rigide et scolastique.

90. Voir à ce propos la bonne étude de Mary MATOSSIAN, « Two marxist Approaches to Nationalism », *The American Slavic and East European Review*, 1957, n° 4, p. 489-500, où sont également confrontées les thèses respectives de Staline et Chaoumian.

91. Nous utilisons la traduction du texte arménien que Madame Ter-Minassian a très aimablement mise à notre disposition.

92. Voir l'étude citée d'Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE.

93. Nous n'entreprenons pas dans cette étude la classification des divers courants qui se dessinent à l'intérieur du marxisme dans le domaine national. Notons seulement qu'Hélène Carrère d'Encausse opère la distinction entre les « marxistes occidentaux » qui demeurent obstinément attachés à la seule notion de lutte de classe et les « marxistes orientaux » parmi lesquels elle inclut les austro-marxistes qui « chez eux découvrent chaque jour davantage le poids et les potentialités de la lutte nationale ». Quant à Yvon Bourdet, il discerne deux positions théoriques et trois attitudes tactiques. Ces deux classifications sont correctes mais ne tiennent pas compte de la complexité des lignes de clivage, de l'enchevêtrement des positions théoriques et des attitudes tactiques. Il nous semble que ces différences doivent être moins mesurées à travers le plan théorique ou les attitudes tactiques qu'à la façon fondamentale d'aborder le problème et à la place qui lui est assignée dans la praxis. C'est d'ailleurs cette hypothèse qui a présidé à notre élaboration.

II

Anthologie

Karl Marx et Friedrich Engels

Il n'y a pas de texte de référence fondamental de Marx et Engels sur la question nationale. En revanche, les écrits de combat abondent, où la question nationale est traitée en situation, au moment où elle se présente, c'est-à-dire en fonction de l'action.

Même s'ils l'ont déjà abordée avant 1848 (Idéologie allemande, *manifestations en faveur de la Pologne après le soulèvement de Cracovie de 1846,* Manifeste du Parti Communiste), *le premier groupe compact d'écrits de Marx et Engels consacré à la problématique nationale date de la révolution de 1848. Marx est alors pratiquement le rédacteur en chef de la* Neue Rheinische Zeitung (*Nouvelle gazette rhénane*) ; *Engels et lui-même signent des articles de polémique et de combat, sur les nationalités slaves à propos des travaux du parlement de Francfort. Mais dans cette première période, c'est surtout Engels qui traite la question en janvier 1849 dans « Le combat magyar », puis le mois suivant dans « Le panslavisme démocratique » ici reproduit. D'août 1851 à septembre 1852, dans le* New York Daily Tribune, *Engels publie une série d'articles où il dresse le bilan de la révolution, série réunie en 1896 par Eleanor Marx-Aveling en un recueil intitulé « Révolution et contre-révolution en Allemagne*[1] *». L'une des préoccupations constantes de Marx et d'Engels dans le domaine national en cette période est l'unification de l'Allemagne et de l'Italie auxquelles ils consacrent plusieurs articles*[2].

Marx et Engels assurent d'avril 1853 à mars 1862 une correspondance régulière au New York Daily Tribune. *C'est là qu'au moment de la guerre de Crimée, alors que se pose la question*

---

1. Traduit en allemand la même année par Kautsky ; une traduction française de Laura Lafargue parut en 1900.
2. Voir par exemple l'article d'ENGELS, « Le Po et le Rhin », *Marx-Engels Werke,* XIII, p. 225-268.

du mouvement de libération nationale dans les Balkans qui pourrait fournir la solution de la Question d'Orient, Marx et Engels abordent la problématique des nations opprimées qu'ils mettent en rapport avec les catégories dégagées lors de la révolution de 1848 [3].

L'indépendance de la Pologne est un autre thème constant dans les écrits de Marx et d'Engels en fonction du rôle clé qu'ils lui attribuent dans la stratégie révolutionnaire. Ainsi, Marx et Engels s'emploieront à faire admettre au programme et dans l'action de l'A. I. T. dont la naissance est liée à l'insurrection de 1863, le droit à l'autodétermination de la Pologne. Combat qu'ils poursuivront même après la dissolution de la Première Internationale. Engels expliquera sa position, dans sa correspondance avec Bernstein et Kautsky, dans ses préfaces aux éditions italienne et polonaise du Manifeste Communiste *(1892, 1893) et dans un de ses derniers articles, « La politique extérieure du tsarisme » publié en 1890 dans la* Neue Zeit [4].

C'est aussi dans le cadre de l'A. I. T. que Marx et Engels posent la question irlandaise qui devient en quelque sorte le pivot de la stratégie révolutionnaire. A partir de 1867, Marx intervient sans cesse au Conseil général de l'A. I. T. pour faire adopter des motions en faveur du mouvement de libération de l'Irlande, le Fénianisme (Irish Republican Brotherhood). La correspondance entre eux et avec les membres de l'Internationale en Allemagne ou aux Etats-Unis est révélatrice à cet égard. Engels se spécialise, étudie l'histoire de l'Irlande sur laquelle il se propose d'écrire un ouvrage, publie plusieurs articles. Le problème irlandais resurgit d'ailleurs dans sa correspondance dans les années 1880 et 1890. La position de Marx et Engels sur l'Irlande n'est que tardivement connue. Les lettres à Kugelmann qui en donnent la clé n'ont paru qu'en 1907 dans la Neue Zeit [5]. *D'ailleurs à l'époque, l'attention a porté essenticllement sur les renseignements qu'elles contenaient à propos de la Commune de Paris.*

Ce n'est pas uniquement sur le problème de l'Irlande que leur activité se confond malgré de notables différences, y compris dans l'appareil conceptuel. De nombreux écrits d'Engels qui s'est particulièrement occupé de la question des nationalités ont été ultérieurement attribués à Marx. Cette confusion a été opérée une première fois après la mort d'Engels par Eleanor Marx-Aveling. Ce fut elle qui en 1896 réunit en un recueil la série d'articles d'Engels du New York Daily Tribune *qu'elle intitula « Révolution et contre-révolution en Allemagne » et qu'elle attribua à son père. De même, elle amalgama les deux auteurs au détriment d'Engels dans un recueil*

3. Les textes de 1853 sur la Turquie ont paru en français en 1929, traduction Molitor, Paris, Editions Costes, t. III.
4. Traduit de l'allemand et annoté par M. Rubel in *Cahiers de l'I. S. E. A.*, t. III, n° 7, juillet 1969, p. 1377-1420.
5. Cf. K. Marx, Jenny Marx, F. Engels, *Lettres à Kugelmann*, Paris, Editions sociales, 1971, 269 p.

intitulé « La question d'Orient » où elle réunit en 1897 les articles sur la Turquie parus lors de la guerre de Crimée.

Cette confusion a pu se produire du fait que la correspondance entre eux n'a paru qu'en 1913 et leur vaste héritage épistolaire n'a été publié que bien plus tardivement. Ces documents sont d'ailleurs précieux pour dégager leurs positions sur la question nationale. En outre, les notes de lecture conservées dans leurs archives dont la publication n'a commencé que récemment révèlent des aspects intéressants de leur élaboration et de leur réflexion sur la question nationale, ainsi les notes de Marx sur la Pologne, sur l'Irlande ou sur les principautés danubiennes[6].

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Solomon F. Bloom, *The World of Nations. A Study of the National Implications in the Work of Karl Marx,* New York, Columbia University Press, 1941, 225 p.

G. Haupt, C. Weill, « Le legs de Marx et Engels sur la question nationale », *Studi Storici,* 1974, n° 2, p. 270-324.

Horace B. Davis, « Marx et Engels sur la question nationale : les divergences avec Bakounine », *Partisans,* n° 59-60, mai-août 1971.

Renato Levrero, « Imperialismo e revoluzione in Marx. La questione Irlandese », *Classe,* 1972, p. 71-112.

Erik Molnar, *La politique d'alliance du marxisme* (*1848-1889*), Budapest, Akademiai Kiado, 1967.

Roman Rosdolsky, « Engels und das Problem der 'geschichtslosen' Völker (Die Nationalitätenfrage in der Revolution 1848-1849 im Lichte der 'Neuen Rheinischen Zeitung') », *Archiv für Sozialgeschichte,* IV. 1964, p. 87-282.

Hans-Ulrich wehler, *Sozialdemokratie und Nationalstaat. Nationaliätenfrage in Deutschland, 1840-1914,* Göttingen, Vandenhoek et Ruprecht, 1971.

6. Cf. K. MARX, *Manuskripte über die polnische Frage* (1863-1864), La Haye, Mouton, 1961 ; *Marx despre Romania,* Bucarest, 1962 ; Karl MARX and Friedrich ENGELS, *Ireland and the Irish Question,* Moscou, Progress Publishers, 1971.

1. [La naissance des nations modernes]*

... Le besoin d'assurer à ses produits des débouchés de plus en plus étendus pousse la bourgeoisie à travers le monde entier. Il lui faut se nicher partout, s'installer partout, établir partout des relations.

La bourgeoisie, par l'exploitation du marché mondial, a rendu cosmopolites la production et la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a fait perdre à l'industrie sa base nationale. Les antiques industries nationales ont été anéanties, et le sont encore tous les jours. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'introduction devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, par des industries qui travaillent non plus des matières premières indigènes, mais des matières premières appartenant aux régions les plus lointaines, et dont les produits sont consommés à la fois dans le pays d'origine et dans toutes les parties du monde. Les besoins anciens, auxquels suffisaient les produits nationaux, sont remplacés par des besoins nouveaux qui réclament pour leur satisfaction les produits des pays et des climats les plus lointains. L'ancien isolement local et national où chacun se suffisait à lui-même fait place à des relations universelles, à une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai des produits matériels ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les productions intellectuelles des diverses nations deviennent une propriété commune à toutes. L'étroitesse d'esprit et l'exclusivisme nationaux deviennent de plus en plus impossibles et des nombreuses littératures nationales et locales se constitue une littérature universelle.

La bourgeoisie, par le rapide perfectionnement de tous les ins-

* *Manifeste du Parti communiste*, M. E. W., IV, p. 465-66 ; texte français, Paris, Ed. Costes, 1934, p. 62-64.

truments de production, par les communications rendues infiniment plus faciles, entraîne dans le courant de la civilisation toutes les nations, même les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie avec laquelle elle bat en brèche toutes les murailles de Chine, et contraint la xénophobie la plus opiniâtre des barbares à capituler. Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, à adopter le mode de production de la bourgeoisie ; elle les contraint à introduire chez elles ce qu'on appelle la civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se crée un monde à sa propre image...

2. [Les prolétaires et la nation]*

... On a encore reproché aux communistes de vouloir supprimer la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Du fait que le prolétariat doit commencer par conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation, il reste lui-même national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.

Les démarcations et les antagonismes nationaux entre les peuples disparaissent de plus en plus, rien qu'avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence correspondantes.

La suprématie du prolétariat les effacera plus encore. Une action combinée, tout au moins des pays civilisés, est une des premières conditions de son émancipation.

Au fur et à mesure que l'exploitation de l'individu par l'individu est abolie, l'exploitation d'une nation par une autre est également abolie.

Le jour où tombe l'antagonisme des classes au sein de la même nation, tombe également l'hostilité entre les nations...

* *Manifeste du Parti communiste*, M. E. W., IV, p. 479, en français : Ed. Costes, 1934, p. 91-92.

3. Le panslavisme démocratique*

I

Cologne, 14 février.

Nous avons assez souvent montré que les douces rêveries suscitées par les révolutions de février et de mars, les mirages de fraternité universelle des peuples, de république fédérale européenne et de paix mondiale éternelle ne faisaient en réalité que masquer la perplexité et l'inaction incommensurables des porte-parole de cette époque-là. On ne voyait pas, ou l'on ne voulait pas voir ce qu'il fallait faire pour mener la révolution à son terme. On ne pouvait, ou ne voulait pas faire appliquer des mesures véritablement révolutionnaires ; la médiocrité d'esprit des uns et les intrigues contre-révolutionnaires des autres, concoururent pour que le peuple n'obtînt que des phrases sentimentales au lieu d'actes révolutionnaires. Cette grandiloquente canaille de Lamartine est le *héros* classique de cette époque où l'on trahissait le peuple sous le couvert des fleurs poétiques et du clinquant rhétorique.

Les peuples qui ont accompli leur révolution savent combien chèrement ils ont dû payer le fait d'avoir cru, dans leur bonhomie, les belles paroles et les assurances emphatiques. Au lieu que la révolution soit affermie, partout des Chambres réactionnaires sapaient la révolution ; au lieu de la réalisation des promesses faites sur les barricades, on vit les contre-révolutions de Naples, Paris, Vienne, Berlin, la chute de Milan, la guerre contre la Hongrie ; au lieu de la fraternité des peuples, la Sainte-Alliance fut renouvelée sur des bases élargies, sous le patronage de l'Angleterre et de la Russie. Et ceux-là mêmes qui, en avril et en mai, accueillaient avec des cris de joie les phrases pompeuses du moment, ne pensent plus qu'en rougissant à la manière dont ils s'étaient alors laissés berner par des imbéciles et des canailles.

C'est par d'amères expériences que l'on apprit que la « fraternité européenne des peuples » ne se fait pas avec de simples phrases et de pieux souhaits, mais uniquement par des révolutions radicales et des luttes sanglantes ; il ne s'agit pas d'une fraternité de tous les peuples européens réunis sous un drapeau républicain, mais d'une alliance des peuples révolutionnaires contre les peuples contre-révolutionnaires, alliance qui se réalise seulement sur le *champ de bataille* et non sur le *papier*.

Ces expériences amères mais nécessaires ont, dans toute l'Eu-

* Article paru dans *Neue Rheinische Zeitung* des 15 et 16 février 1849 : M. E. W., VI, p. 270-286 ; en français : *Economies et Sociétés, Cahiers de l'I. S. E. A.*, t. III, nº 7, juillet 1969, p. 1293-1312. Nous avons conservé les notes de M. Rubel en leur apportant des compléments.

rope occidentale, dépouillé les phrases de Lamartine de tout crédit. A l'est au contraire, des fractions existent encore, des fractions prétendument démocratiques, révolutionnaires, qui ne se lassent pas de se faire l'écho de ces phrases et de cette sentimentalité et de prêcher l'évangile de la fraternité des peuples européens.

Quelques rêveurs ignorants, de langue allemande, comme Messieurs A. Ruge, etc., mis à part, ces fractions sont les panslavistes démocratiques des différentes populations slaves.

Nous avons sous les yeux une brochure qui contient le programme du panslavisme démocratique : *Appel aux Slaves.* Par un patriote slave, Michael Bakounine, membre du Congrès slave de Prague. Köthen, 1848 [1].

Bakounine est notre ami. Cela ne nous empêchera pas de soumettre sa brochure à la critique.

Ecoutons comment Bakounine, dès le début de sa proclamation, se réfère aux illusions de mars et d'avril passés :

« D'emblée, le premier signe de vie de la révolution fut un cri de haine contre l'ancien asservissement, un cri de sympathie et d'amour pour toutes les nationalités opprimées. Les peuples... ressentirent enfin l'ignominie dont la vieille diplomatie avait couvert l'humanité, et reconnurent que la prospérité des nations n'est jamais assurée tant que quelque part en Europe un seul peuple vit encore dans l'oppression... Arrière, les oppresseurs ! ce fut le cri unanime. Salut aux opprimés, aux Polonais, aux Italiens et à tous ! Plus de guerre de conquête, nous ne poursuivons plus qu'un ultime combat sans merci, le bon combat de la révolution pour la libération finale de tous les peuples ! A bas les barrières artificielles que les congrès des despotes ont dressées par la force, d'après de prétendues nécessités historiques, géographiques, commerciales et stratégiques ! Il ne doit plus y avoir d'autres séparations que celles conformes à la nature de frontières tracées par l'équité et dans un esprit démocratique, et que la volonté souveraine des peuples définit elle-même en se fondant sur leur caractéristique nationale. Tel fut le cri de tous les peuples » (p. 6-7).

Nous retrouvons déjà dans ces lignes toute l'exaltation romanesque des premiers mois qui suivirent la révolution. Pas un mot des obstacles que cette libération générale pourrait rencontrer dans la réalité ; pas un mot des niveaux de civilisation si complètement différents pour chaque peuple, et de leurs besoins politiques — tout aussi différents — qui en résultent. Le mot « liberté » supplée à tout. De la réalité il n'est bien sûr pas question ou si d'aventure on la prend en considération, on la dépeint comme quelque chose

1. Sur la participation de Bakounine au Congrès de Prague, voir B.-P. HEPNER, *Bakounine et le panslavisme révolutionnaire*, Paris, Rivière, 1950, p. 252 ss. Engels cite d'après le texte rédigé en allemand : *Aufruf an die Slaven. Von einem russischen Patrioten* Michael Bakunin, *Mitglied des Slavenkongresses in Prag*, Koethen, 1848. Il en existe une variante française, cf. HEPNER, *op. cit.*, p. 266.

d'absolument condamnable, d'arbitrairement fabriqué par les « congrès de despotes » et les « diplomates ». A cette réalité néfaste s'oppose la soi-disant volonté populaire, avec son impératif catégorique, la revendication absolue de la « liberté ».

Nous avons vu qui était le plus fort. C'est parce que cette prétendue volonté populaire prenait au sérieux une abstraction si chimérique de la situation réelle qu'elle devait être dupée si honteusement.

« La révolution proclama souverainement la dissolution des Etats despotiques, du royaume de Prusse..., de l'Autriche... de l'empire Ottoman... enfin la dissolution de l'ultime consolation des despotes, de l'empire russe, et comme but : la fédération universelle des républiques européennes » (p. 8).

En fait, il doit nous sembler étrange, ici en Occident, qu'après l'échec de tous ces beaux projets dès la *première* tentative de réalisation, on puisse encore les compter au nombre des actions méritoires et grandes. En vérité ce qui était mauvais, c'est que la révolution « ait déclaré souverainement » et qu'elle n'ait pas levé le petit doigt pour appliquer son décret.

C'est à ce moment-là que fut convoqué le Congrès slave [2] qui reprit entièrement à son compte ces illusions. Ecoutons :

« Profondément conscients des liens communs de l'histoire (?) et du sang, nous jurâmes de faire en sorte que nos destins ne soient pas séparés de nouveau. Maudissant la politique, dont nous fûmes si longtemps les victimes, nous nous rétablîmes nous-mêmes dans notre droit à l'indépendance complète, et nous nous fîmes la promesse qu'elle devrait être désormais le fait de tous les peuples slaves. Nous reconnûmes l'indépendance de la Bohême et de la Moravie... nous tendîmes une main fraternelle vers le peuple allemand, l'Allemagne démocratique. Au nom de ceux des nôtres qui vivent en Hongrie, nous proposâmes aux Magyars, les ennemis jurés de notre race... une alliance fraternelle. Nous n'oubliâmes pas non plus dans notre ligue libératrice ceux de nos frères qui gémissent sous le joug des Turcs. Nous condamnâmes solennellement la politique criminelle qui, à trois reprises, écartela la Pologne... Voilà ce que nous proclamions et, avec tous les démocrates de tous les peuples (?) nous réclamâmes : la liberté, l'égalité, la fraternité de toutes les nations » (p. 20).

Aujourd'hui encore, le panslavisme démocratique formule ces mêmes revendications :

« A ce moment, nous nous sentîmes sûrs de notre cause... la *justice* et l'*humanité* étaient entièrement de notre côté, et du côté

2. Réuni le 2 juin 1848 à Prague, le Congrès slave donna lieu à l'affrontement des diverses tendances au sein du mouvement national des populations slaves soumises à la domination de l'empire des Habsbourg. Après l'émeute du 12 juin, le congrès fut dispersé par les troupes du prince Windischgrätz. Les représentants libéraux, demeurés à Prague, proclamèrent le 16 juin 1848 l'ajournement du congrès à une date indéterminée.

de nos ennemis, il n'y avait que l'illégalité et la barbarie. Ce n'est pas à de vaines chimères que nous nous sommes adonnés, c'était à des réflexions sur la seule politique vraie et nécessaire, la politique de la révolution ».

« Justice », « humanité », « liberté », « égalité », « fraternité », « indépendance » — jusqu'à présent, nous n'avons rien trouvé d'autre dans le manifeste panslaviste que ces catégories plus ou moins morales, qui sonnent sans doute très joliment, mais qui, pour résoudre des problèmes historiques ou politiques, ne prouvent absolument rien. La « justice », l' « humanité », la « liberté », etc. peuvent bien réclamer mille fois ceci ou cela ; si la chose est impossible, elle n'arrive pas et demeure en dépit de tout une « vaine chimère ». Le rôle que la masse des Slaves a joué depuis le congrès de Prague aurait pu dissiper les illusions des panslavistes, ils auraient pu convenir que tous les pieux souhaits et les beaux rêves ne peuvent rien contre la réalité d'airain et que leur politique, pas plus que celle de la république française, n'a jamais été la « politique de la révolution ». Et pourtant, en janvier 1849, les voilà qui nous rabâchent encore les mêmes vieilles phrases sur le contenu desquelles l'Europe occidentale a perdu ses illusions dans la plus sanglante des contre-révolutions !

Un mot seulement à propos de la « fraternité universelle des peuples » et du tracé de « frontières qui marquent la volonté souveraine des peuples, elle-même reposant sur leur originalité nationale ».

Les Etats-Unis et le Mexique sont deux républiques ; le peuple est souverain dans les deux.

Comment se fait-il qu'une guerre a éclaté, à propos du Texas, entre ces deux républiques qui, conformément à la théorie morale, auraient dû être « fraternelles » et « fédérées » ; comment se fait-il que la « volonté souveraine » du peuple américain, soutenue par la vaillance des volontaires américains, a repoussé d'une centaine de milles plus au sud la frontière tracée par la nature en fonction de « nécessités géographiques, commerciales et stratégiques » ? Et Bakounine reprochera-t-il aux Américains une « guerre de conquête » qui, si elle porte un coup sévère à sa théorie fondée sur « la justice et l'humanité », n'en a pourtant pas moins été faite uniquement dans l'intérêt de la civilisation ? Ou bien serait-ce donc un malheur que la belle Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux, qui ne savaient qu'en faire ? que les énergiques Yankees augmentent la monnaie en circulation en exploitant promptement les mines d'or qui s'y trouvent, qu'en peu d'années ils concentrent sur la côte la mieux exposée de l'océan Pacifique une population dense et un commerce développé, qu'ils créent de grandes villes, qu'ils établissent des lignes de bateaux à vapeur, un chemin de fer de New York à San Francisco, qu'ils ouvrent pour la première fois véritablement l'océan Pacifique à la civilisation, donnant ainsi au commerce mondial, pour la troisième fois dans l'histoire, une nou-

velle orientation ? L' « indépendance » de quelques Californiens et Texans espagnols devra en souffrir, la « justice » et d'autres principes moraux seront endommagés par-ci, par-là, mais qu'est-ce que cela au regard de ces événements de portée mondiale [3] ?

D'ailleurs, remarquons que cette théorie de la fraternité universelle des peuples qui, sans égard pour la situation historique, le niveau de développement social de chaque peuple, ne désire rien de plus que fraterniser dans le vague, a été combattue par les rédacteurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane* longtemps avant la révolution ; à ce moment-là ils s'opposaient à leurs meilleurs amis, les démocrates anglais et français. Comme en témoignent les journaux démocrates anglais, français et belges de cette époque [4].

Pour ce qui est du panslavisme en particulier, nous avons démontré dans le n° 194 de la *N. G. R.* comment, indépendamment des illusions qu'ils nourrissent sur eux-mêmes en toute bonne foi, les panslavistes démocratiques n'ont en réalité qu'un seul but : donner un point d'appui aux Slaves autrichiens dispersés, dépendant historiquement, littérairement, politiquement, commercialement et industriellement des Allemands et des Hongrois, d'une part en Russie, d'autre part dans la panmonarchie autrichienne gouvernée par la majorité slave, inféodée à la Russie [5]. Nous avons montré comment de telles petites nations, tiraillées par l'histoire depuis des siècles contre leur propre volonté, doivent nécessairement être contre-révolutionnaires, et comment toute leur attitude, au cours de la révolution de 1848, fut effectivement contre-révolutionnaire. Nous devons revenir sur ce point, à l'encontre du manifeste démocratique-panslaviste qui exige l'indépendance de tous les Slaves sans discrimination.

Tout d'abord notons que, de la part des démocrates du congrès slave, le romantisme politique et le sentimentalisme sont très excusables. A l'exception des Polonais — qui ne sont pas panslavistes pour des raisons bien évidentes — ils appartiennent tous à des peuples qui, ou bien comme les Slaves du Sud, sont nécessairement contre-révolutionnaires tout au long de leur histoire, ou bien comme les Russes, encore bien éloignés d'une révolution et sont donc tout au moins pour le moment contre-révolutionnaires. Ces fractions, démocrates du fait de leur instruction acquise à l'étranger, tentent d'harmoniser leur esprit démocratique avec leur sentiment national,

3. Cf. les observations critiques de R. Rosdolsky, *op. cit.*, p. 219. Cette interprétation a donné lieu à bien des exégèses. Voir notamment celle de Kautsky, présent ouvrage, p. 151-152.

4. Allusion aux articles et discours de Marx et d'Engels pendant les mois qui ont précédé la révolution de février. Voir, par exemple, leur discours prononcé au meeting londonien du 29 novembre 1847 en l'honneur de la Pologne ; le discours de Marx sur la question du libre-échange, Bruxelles, 9 janvier 1848 (éd. Pléiade, *Œuvres*, t. I, 1969, p. 141-157).

5. Engels se réfère ici à son article intitulé « Der magyarische Kampf » (« Le Combat de Hongrie »), paru dans la *Neue Rheinische Zeitung* du 13 janvier 1849. (M. E. W., VI, p. 165-176.)

qui est, comme on le sait, très intense chez les Slaves ; et puisque le monde objectif, les conditions réelles de leur pays, ne leur offraient que des points de départ purement fictifs pour cette réconciliation, il ne leur reste plus que l'au-delà, le « royaume éthéré du rêve »[6], l'empire des pieux souhaits, la politique de l'imaginaire. Comme ce serait beau si les Croates, les Pandours et les Cosaques formaient l'avant-garde de la démocratie européenne, si l'ambassadeur de la République de Sibérie présentait des lettres de créances à Paris ! Bien réjouissantes perspectives en vérité ; mais même le panslaviste le plus enthousiaste ne demandera pas que la démocratie européenne prenne patience jusqu'à ce qu'elles se réalisent — et pour le moment ce sont justement les nations dont le manifeste exige tout spécialement l'indépendance qui sont les ennemis jurés de la démocratie.

Nous le répétons : à l'exception des Polonais, des Russes et surtout des Slaves de Turquie, aucun autre peuple slave n'a d'avenir, pour une raison simple : même les premières conditions historiques, géographiques, politiques et industrielles pour être indépendant et apte à l'existence leur font défaut.

Des peuples qui n'ont jamais eu d'histoire qui leur fût propre, qui, ayant à peine atteint le niveau de civilisation le plus bas et le plus primitif, tombent aussitôt sous la dépendance étrangère, ou bien accèdent au premier stade de civilisation *sous la contrainte* d'un joug étranger, ne sont pas capables de vivre et ne pourront jamais parvenir à une quelconque autonomie.

Et tel avait été le sort des Slaves autrichiens. Les Tchèques, au nombre desquels nous voulons compter les Moraves et les Slovaques, encore qu'ils en diffèrent par la langue et l'histoire, n'ont jamais eu d'histoire. La Bohême est enchaînée à l'Allemagne depuis Charlemagne. La nation tchèque s'émancipe un instant et forme le royaume de Grande Moravie, pour retomber aussitôt sous le joug et, durant cinq cents ans, servir de jouet à l'Allemagne, à la Hongrie et à la Pologne. Enfin, la Bohême et la Moravie échoient définitivement à l'Allemagne, et les territoires slovaques restent à la Hongrie. Et cette « nation » qui n'a pas la moindre existence historique a des prétentions à l'indépendance ?

Il en est de même, à vrai dire, pour les soi-disant Slaves du Sud. Où est l'histoire des Slovènes illyriens, des Dalmatiens, des Croates et des Chokazes[7] ? Depuis le XIe siècle ils ont perdu jusqu'à la moindre apparence d'indépendance politique et ont vécu sous la domination en partie allemande, en partie vénitienne et en partie hongroise. Et c'est avec ces lambeaux déchiquetés que l'on voudrait rapetasser une nation forte, indépendante et capable de vivre ?

Bien plus. Si les Slaves autrichiens formaient une masse compacte comme les Polonais, les Hongrois, les Italiens, s'ils étaient capables

6. « Luftreich des Traums », cf. HEINE, *Deutschland, Ein Wintermärchen.*
7. Sobriquet des Serbes, en grande partie catholiques, qui vivaient en Slovénie et en Hongrie méridionale (Voïvodine).

de réunir un Etat de douze ou vingt millions d'habitants, leurs prétentions auraient quand même un caractère sérieux. Mais c'est le contraire. Comme un large coin, les Allemands et les Hongrois se sont insérés au milieu d'eux jusqu'à l'extrême limite des Carpathes, presque jusqu'à la mer Noire, et ont séparé les Tchèques, les Moraves et les Slovaques des Slaves du Sud par une ceinture large de soixante à quatre vingt milles. Au nord de cette ceinture, il y a cinq millions et demi de Slaves, au sud il y en a cinq millions et demi, séparés par une masse compacte de dix ou onze millions d'Allemands et de Hongrois, unis par les liens de l'histoire et de la nécessité.

Mais pourquoi les cinq millions et demi de Tchèques, de Moraves et de Slovaques ne formeraient-ils pas un empire ? pourquoi les cinq millions et demi de Slaves du Sud ne formeraient-ils pas un empire avec les Slaves de Turquie ?

Regardons sur n'importe quelle carte linguistique comment se répartissent les Tchèques et leurs voisins linguistiquement apparentés. Ils sont insérés en Allemagne comme un coin, mais rongés et refoulés des deux côtés par l'élément allemand. Le tiers de la Bohême parle allemand ; sur vingt-quatre Tchèques de Bohême, dix-sept sont Allemands. Or ce sont précisément les Tchèques qui doivent former le noyau du royaume slave projeté ; en effet, les Moraves sont, eux aussi, fortement mêlés d'Allemands ; les Slovaques le sont d'Allemands et de Hongrois et, de surcroît, sur le plan national, complètement abâtardis. Quel serait donc cet empire slave où ce serait, finalement, la bourgeoisie allemande des villes qui dominerait !

De même pour les Slaves du Sud. Les Slovènes et les Croates coupent l'Allemagne et la Hongrie de la mer Adriatique ; et l'Allemagne et la Hongrie ne *peuvent* se laisser couper de la mer Adriatique, en raison de « nécessités géographiques et commerciales », qui, dans l'imagination de Bakounine, ne sont certes pas un obstacle, mais qui n'en existent pas moins et constituent pour l'Allemagne et la Hongrie une question vitale au même titre que, par exemple, la côte de la Baltique de Dantzig à Riga pour la Pologne. Et quand il s'agit de l'existence, du libre épanouissement de toutes les ressources de grandes nations, ce n'est pas un sentimentalisme tel que le respect pour quelques Allemands ou Slaves disséminés, qui tranchera quoi que ce soit ! Sans compter que ces Slaves du Sud aussi sont mêlés partout d'éléments allemands, hongrois et italiens, et que, là aussi, un seul coup d'œil sur une carte linguistique montre que l'empire slave du Sud projeté est disloqué en lambeaux épars et, dans le meilleur des cas, tombera entre les mains des bourgeois *italiens* de Trieste, Fiume, et Zara, et dans celles des bourgeois *allemands* d'Agram, Laibach, Karlstadt, Semlin, Pancsova et Weisskirchen [8] !

8. Les noms slaves de ces villes sont : Rijeka, Zadar, Zagreb, Ljuljana, Karlovac, Zemun, Pantchevo, Bela-Crkva

Mais les Slaves méridionaux de l'Autriche ne pourraient-ils s'unir aux Serbes, aux Bosniaques, aux Morlaques [9] et aux Bulgares ? Certainement, si en dehors des difficultés mentionnées il n'y avait encore la haine ancestrale et invétérée des frontaliers autrichiens contre les Slaves turcs d'au-delà de la Save et de l'Unna ; mais ces gens, qui depuis des siècles se tiennent mutuellement pour des filous et des bandits, se détestent, en dépit de toute parenté raciale, infiniment plus que les Slaves et les Magyars.

En fait, la situation des Allemands et des Magyars serait fort agréable, si l'on aidait les Slaves d'Autriche à accéder à leurs prétendus « droits » ! On aurait un Etat indépendant de Bohême-Moravie inséré entre la Serbie et l'Autriche ; l'Autriche et la Styrie seraient coupées de leur débouché naturel, la mer Adriatique et la Méditerranée, par la « république slave du Sud », et l'Allemagne orientale déchiquetée comme du pain rongé par les rats !

Et tout cela pour remercier les Allemands de s'être donné la peine de civiliser les Tchèques et les Slovaques obstinés, et d'avoir introduit chez eux le commerce, l'industrie, une agriculture rentable et l'instruction.

Mais ce joug imposé aux Slaves sous le couvert de la civilisation constituerait un des plus grands méfaits des Allemands aussi bien que des Magyars ! Ecoutons ceci :

« C'est à bon droit que vous vous irritez, c'est à bon droit que vous criez vengeance contre cette maudite politique allemande, qui ne rêvait que votre perdition, et vous a asservis durant des siècles... » (p. 5).

... « Les Magyars, les ennemis acharnés de notre race qui, nombreux à peine de quatre millions, eurent l'audace de vouloir plier huit millions de Slaves sous leur joug... » (p. 9).

« Ce que les Magyars ont commis contre nos frères Slaves, le crime qu'ils ont perpétré contre notre nationalité en piétinant notre langue et notre indépendance, je connais tout cela » (p. 30).

Quels sont donc les grands, les épouvantables crimes commis par les Allemands et les Magyars contre le nationalisme slave ? Nous ne parlerons pas ici de la division de la Pologne, qui n'est pas dans notre propos, mais de l' « injustice séculaire » qu'on aurait exercée contre les Slaves.

Au nord, les Allemands ont reconquis aux Slaves la région jadis allemande, puis slave, de l'Elbe à la Wartha. Une reconquête provoquée par des « nécessités géographiques et stratégiques », résultant du démembrement de l'empire carolingien. Ces étendues de territoire slave sont complètement germanisées ; c'est un fait accompli qui ne peut être défait, à moins que les panslavistes ne redécouvrent les langues disparues sorabe, wende et obodrite [10] et les imposent de force

9. Groupe de Serbes vivant en Dalmatie, catholiques pour la plupart.
10. Il s'agit des langues des peuplades slaves établies du VIe au XIIe siècle entre l'Elbe, la Saale et l'Oder.

aux habitants de Leipzig, de Berlin et de Stettin. Que cette conquête ait été faite dans l'intérêt de la civilisation, cela n'a jamais été contesté jusqu'à présent.

Au sud, les peuplades slaves se trouvaient déjà dispersées. Les Avars non slaves qui, plus tard, occupèrent la région peuplée par les Magyars, s'en étaient chargés. Les Allemands rendirent ces Slaves tributaires et leur livrèrent maintes batailles. Ils combattirent de la même façon les Avars et les Magyars à qui ils prirent tout leur territoire entre l'Ems et la Leitha. Tandis qu'ici la germanisation était imposée par la force, celle des pays slaves progressait beaucoup plus par des méthodes pacifiques, par l'immigration, par l'influence des nations plus évoluées sur celles qui l'étaient moins. L'industrie allemande, le commerce allemand, la culture allemande introduisirent spontanément la langue allemande dans le pays. Pour ce qui est de l' « oppression », les Slaves n'étaient pas plus opprimés par les Allemands que la masse des Allemands elle-même.

Quant aux Magyars, il y a aussi une quantité d'Allemands en Hongrie, et les Magyars n'ont jamais eu à se plaindre de « l'abominable politique allemande », bien que leur nombre s'élevât à quatre millions à peine ! Et quand les « huit millions de Slaves » durent tolérer, pendant huit siècles, le joug de quatre millions de Magyars, ce fait prouve à lui seul qui des deux était le plus énergique et avait plus de vitalité, des Slaves nombreux ou des Magyars peu nombreux !

Mais le plus grand « crime » des Allemands et des Magyars est sans doute d'avoir empêché ces douze millions de Slaves de devenir Turcs ! Que serait-il advenu de ces petites nations dispersées qui avaient joué un rôle si lamentable dans l'histoire, qu'en aurait-il été, si elles n'avaient pas été regroupées par les Magyars et les Allemands et conduites contre les armées de Mohammed et de Soliman, et si leurs prétendus « oppresseurs » n'avaient décidé de l'issue des combats menés pour la défense de ces faibles peuplades ! Le sort des « douze millions de Slaves, de Valaques et de Grecs » qui « avaient été foulés aux pieds par sept cent mille Osmans » (p. 8), jusqu'à nos jours, n'est-ce pas assez éloquent ?

Et, enfin, quel « crime », quelle « politique abominable » que celle des Allemands et des Anglais qui, au moment où, en général, en Europe, les grandes monarchies étaient devenues une « nécessité historique », démolissaient toutes ces petites nations rachitiques et impuissantes, pour en faire un grand empire, et les rendaient ainsi capables de participer à un développement historique auquel, abandonnées à elles-mêmes, elles seraient restées complètement étrangères ! A vrai dire, on ne peut rien accomplir de pareil sans briser brutalement maintes tendres nations-fleurettes. Mais dans l'histoire rien n'a été réalisé sans violence et sans une brutalité d'airain, et si Alexandre, César et Napoléon avaient témoigné de la même sensiblerie à laquelle le panslavisme fait maintenant appel au profit de ses clients déchus, que serait-il advenu de l'histoire ? Et

les Perses, les Celtes et les Germains ne valent-ils pas les Tchèques, les Ogouliniens et les Séréchans [11] ?

Mais *à présent,* par suite des immenses progrès de l'industrie, du commerce, des communications, la centralisation politique est devenue une nécessité encore plus impérieuse qu'au XVe et au XVIe siècles. Ce qui n'est pas encore centralisé, se centralise. Et *à présent,* voici les panslavistes qui viennent réclamer que nous « libérions » ces Slaves à demi germanisés, que nous supprimions une centralisation imposée à ces Slaves par tous leurs intérêts matériels !

Bref, il apparaît que ces « crimes » commis par les Allemands et les Magyars contre les Slaves en question sont parmi les actes les meilleurs et les plus louables dont notre peuple et le peuple hongrois peuvent se glorifier dans l'histoire.

Au demeurant, pour ce qui est des Magyars, il nous faut remarquer ici tout spécialement que, surtout depuis la révolution, ils se sont montrés bien trop accommodants et faibles à l'égard des Croates prétentieux. Il est notoire que Kossuth leur a accordé tout ce qui était possible, sauf que leurs délégués puissent s'exprimer en croate à la Diète. Et cette attitude accommodante à l'égard d'une nation contre-révolutionnaire par nature est la seule chose que l'on puisse reprocher aux Magyars [12].

II

Cologne, 15 février.

Nous avons clos hier notre article en apportant la preuve que les Slaves d'Autriche n'ont jamais eu d'histoire qui leur fût propre ; qu'ils dépendaient des Allemands et des Hongrois dans les domaines historique, littéraire, politique, commercial et industriel et qu'ils sont déjà partiellement germanisés, hungarisés, italianisés ; nous avons montré que s'ils formaient des Etats indépendants, ils n'en seraient pas les bénéficiaires car ce serait la bourgeoisie allemande et italienne de leurs villes qui gouverneraient ces Etats ; et qu'enfin, ni la Hongrie, ni l'Allemagne ne peuvent tolérer la séparation et la constitution indépendante de semblables petits Etats intermédiaires non viables.

Cependant, tout cela ne serait pas décisif. Si, à un moment quel-

11. Troupes spéciales stationnées aux frontières autrichiennes, réputées pour leur cruauté. Ogoulin, ville de Croatie occidentale ; « Séréchans », appelés également *Rotmäntel,* d'après la couleur rouge de leur uniforme.

12. Dans une note de lecture, vers 1860, Marx révisera ces jugements : « En février 1848, /les/ Magyars ont cru le moment venu *de fonder sur la ruine des autres nationalités la grande partie hongroise, la forte et puissante* nation magyare... Les Magyars ont fait de leur *cause celle d'une caste...* Résultat de la politique magyare : les *Serbes et les Croates relevèrent le trône renversé de l'Autriche et les Roumains de Transylvanie* ouvrirent aux armées russes le passage des Carpathes ». Cf. *Marx despre România,* Bucarest, 1962, p. 69, 81, 67. Les passages en italique sont en français dans le texte.

conque de leur asservissement, les Slaves avaient entamé une nouvelle histoire révolutionnaire, ils auraient par là-même donné la preuve de leur vitalité. Dès cet instant, la révolution aurait eu quelque intérêt à leur libération et l'intérêt particulier des Allemands et des Magyars s'effaçait devant l'intérêt supérieur de la révolution européenne.

Mais justement ce ne fut jamais le cas. Les Slaves — rappelons, encore une fois, que nous avons ici toujours fait une exception pour les Polonais — furent toujours les *instruments principaux des contre-révolutionnaires*. Réduits chez eux en esclavage, ils furent à l'étranger les *oppresseurs de toutes les nations révolutionnaires,* aussi loin que s'exerçait l'influence slave.

Que l'on ne nous rétorque pas ici que nous prenons fait et cause pour des préjugés nationaux allemands. Des journaux allemands, français, belges et anglais prouvent que ce furent précisément les rédacteurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane,* qui, longtemps *avant* la révolution, se sont élevés de la manière la plus déterminée, contre toutes les étroitesses du nationalisme allemand[13]. Ils n'ont certes pas, comme beaucoup d'autres, vitupéré les Allemands dans le vague et sur de purs racontars. Ils ont au contraire démontré historiquement et impitoyablement révélé le rôle sordide que l'Allemagne, grâce à sa noblesse et à sa bourgeoisie, grâce à son piètre développement industriel, a indiscutablement joué dans l'histoire ; mais ils n'ont jamais cessé de dénoncer le caractère rétrograde des Allemands par rapport à la légitimité des grandes nations occidentales, des Anglais et des Français. Mais cela nous permet justement de ne point partager les illusions romanesques des Slaves et de critiquer les autres peuples avec autant de sévérité que nous l'avons fait pour notre propre nation.

Jusqu'ici on a toujours dit que les *Allemands* avaient été les mercenaires de toute l'Europe. Loin de nous l'idée de contester leur honteuse participation de 1792 à 1815, aux guerres ignominieuses contre la Révolution française, et depuis 1815, à l'asservissement de l'Italie, et de la Pologne après 1772 ; mais qui était derrière les Allemands, qui les employait comme mercenaires ou comme avant-garde ? L'Angleterre et la Russie. Les Russes se félicitent jusqu'à maintenant d'avoir provoqué la chute de Napoléon grâce à leurs armées innombrables, ce qui est sans doute en grande partie fondé. Ce qui est sûr, au moins, c'est que les armées qui, par leur supériorité, refoulèrent Napoléon depuis l'Oder jusque vers Paris, étaient constituées pour les trois quarts de Slaves, de Russes ou de Slaves autrichiens.

Et maintenant voilà le comble : l'oppression des Italiens et des Polonais par les Allemands ! Lors du partage de la Pologne, une

13. Voir les articles d'Engels dans *The Northern Star,* et dans *Deutsche Brüsseler Zeitung,* en 1845, 1847 et 1848. (M. E. W., 4, p. 208-248, 372-373, 483-487, 485-497.)

puissance entièrement slave et une autre qui l'était à demi se trouvèrent en rivalité ; les armées qui écrasèrent Kosciuszko [14] étaient slaves en majorité ; les armées de Dibitch et de Paskevitch [15] étaient exclusivement composées de Slaves. Et en Italie, pendant de longues années, les Tedeschi [Allemands] ont été les seuls à supporter la honte de passer pour des oppresseurs ; mais encore une fois, de quoi étaient composées les armées que l'on employait le plus fréquemment pour les répressions, et dont les brutalités furent imputées aux Allemands ? Encore de Slaves. Allez en Italie et demandez qui a réprimé la révolution milanaise, on ne vous dira plus : les Tedeschi — depuis qu'ils ont fait une révolution à Vienne, on ne les déteste plus — mais : les Croati [16]. C'est par ce mot que les Italiens désignent toute l'armée autrichienne, c'est-à-dire ce qui est pour eux le plus profondément haïssable : *i Croati !*

Et pourtant nos reproches seraient superflus et injustifiés si les Slaves avaient sérieusement participé en quelque endroit au mouvement de 1848, s'ils s'étaient hâtés de se mettre dans les rangs des peuples révolutionnaires. Une seule tentative révolutionnaire, courageuse et démocratique, même si elle est étouffée, efface dans le souvenir des peuples des siècles entiers d'infamie et de lâcheté, et réhabilite instantanément une nation, si méprisée soit-elle, c'est ce dont les Allemands se sont rendu compte l'an passé. Mais tandis que les Français, les Allemands, les Italiens, les Polonais, les Hongrois, plantaient le drapeau de la révolution, les Slaves se rangeaient comme un seul homme sous la bannière de la contre-révolution. En tête venaient les Slaves du Sud, qui, depuis de longues années déjà avaient défendu leurs propres convoitises contre-révolutionnaires contre les Magyars ; puis les Tchèques et, derrière eux, armés pour la guerre et prêts à apparaître sur le champ de bataille au moment décisif, les Russes.

On sait comment, en Italie, les hussards hongrois sont passés en masse du côté des Italiens, comment, en Hongrie des bataillons italiens entiers se sont mis à la disposition du gouvernement révolutionnaire hongrois et luttent encore sous le drapeau hongrois ; on sait comment, à Vienne, les régiments allemands eurent partie liée avec le peuple, et que même en Galicie ils n'offraient pas toutes garanties ; on sait que des Polonais autrichiens et non autrichiens combattaient en masse en Italie, à Vienne, en Hongrie contre les armées autrichiennes, et combattent encore dans les Carpathes ;

---

14. Tadeus Kosciuszko (1746-1817), héros du mouvement de libération national polonais ; chef de l'insurrection polonaise de 1794.

15. Comte Ivan Ivanovitch Dibitch (1785-1831), feld-maréchal russe, commandant en chef de l'armée tzariste, qui écrasa l'insurrection polonaise en 1830-1831. Ivan Fedorovitch Paskevitch (1782-1856), feld-maréchal russe ; commandant en chef de l'armée russe en été 1831, écrasa l'insurrection polonaise en 1849, commanda l'intervention de l'armée russe contre la révolution hongroise.

16. Il s'agit de soldats autrichiens recrutés pour la plupart parmi les Croates.

mais a-t-on jamais entendu dire que des troupes tchèques ou slaves se soient soulevées contre le drapeau noir et jaune [17] ?

Au contraire, tout ce qu'on sait jusqu'à présent, c'est que c'est grâce à l'enthousiasme noir et jaune des Slaves que l'Autriche. ébranlée dans ses fondements, est maintenue en vie et raffermie pour un instant ; que ce sont justement les Croates, les Slovènes, les Dalmatiens, les Tchèques, les Moraves et les Ruthènes qui mirent leurs contingents à la disposition d'un Windischgrätz et d'un Jellachitch [18] afin de réprimer la révolution à Vienne, Cracovie, Lemberg, en Hongrie ; et maintenant encore, Bakounine nous apprend que ce n'est pas par des Allemands que le Congrès slave de Prague a été dispersé mais par des *Slaves* galiciens, tchèques, slovaques, « rien que des Slaves » (p. 33).

La révolution de 1848 contraignit tous les peuples européens à se déclarer pour ou contre les Slaves. En un mois, tous les peuples mûrs pour une révolution avaient fait la leur, tous ceux qui n'étaient pas mûrs s'étaient ligués contre elle. Il s'agissait à l'époque de débrouiller le chaos des peuples de l'Europe de l'Est. L'important était de voir quelle serait la nation qui, en cette occasion, prendrait l'initiative de la révolution, développant la plus grande énergie révolutionnaire et s'assurant ainsi l'avenir. Les Slaves restèrent cois. les Allemands et les Magyars, fidèles à leur attitude passée, prirent la tête. Et les Slaves furent ainsi précipités dans les bras de la contre-révolution.

Mais le Congrès slave de Prague ?

Récapitulons : parmi les Slaves autrichiens, les soi-disant démocrates sont ou bien des canailles ou bien des rêveurs et ceux-ci, dont les pays ne sont pas ouverts aux idées venues de l'étranger, ont constamment été menés par le bout du nez par les canailles. Au Congrès slave de Prague, les rêveurs eurent le dessus. Comme les divagations paraissaient dangereuses aux panslavistes aristocratiques, Messieurs le comte Thun, Palacky [19] et consorts, ils livrèrent les rêveurs à Windischgrätz et à la contre-révolution noire et jaune. Quelle amère et cinglante ironie dans le fait que ce congrès d'utopistes, défendu par la jeunesse idéaliste de Prague, a été dispersé par les soldats de sa propre nation, et que le Congrès slave délirant s'est vu pour ainsi dire opposé à un Congrès slave militaire ! c'est l'armée autrichienne qui avait pris Prague, Vienne, Lemberg, Cracovie, Milan et Budapest, qui est le Congrès slave véritable et actif !

17. Couleurs du drapeau de l'empire d'Autriche.

18. Prince Alfred WINDISCHGRATZ (1787-1862), feld-maréchal autrichien ; écrasa le soulèvement de Prague et de Vienne en 1848 ; devint commandant en chef de l'armée autrichienne et dirigea la lutte contre la révolution hongroise en 1849. Comte JELATCHITCH (1801-1859), général autrichien, Ban (gouverneur) de Croatie, prit une part active à la lutte contre la révolution en Hongrie.

19. Comte Léo THUN (1811-1888), d'origine tchèque, réactionnaire ; fut un des proches conseillers de l'empereur François-Joseph et ministre des Cultes et de l'Instruction. Frantisek PALACKY (1798-1876), grand historien libéral tchèque, présida le Congrès slave de Prague en 1848, partisan de l'intégrité de l'empire des Habsbourg.

Les fruits de ce Congrès slave montrent à quel point ses élucubrations étaient dépourvues de consistance et de clarté. Le bombardement d'une ville comme Prague aurait suscité chez toute autre nation une haine inextinguible contre l'oppresseur. Que firent les Tchèques ? Ils baisèrent le fouet qui les avait châtiés au sang, ils prêtèrent serment avec enthousiasme au drapeau au nom duquel leurs frères avaient été massacrés et leurs épouses souillées. Les combats de rues de Prague marquèrent un tournant pour les panslavistes démocratiques autrichiens. Dans l'espoir d'acquérir leur misérable « indépendance nationale », ils vendirent la démocratie, la révolution à la panmonarchie autrichienne, au « centre », à « l'organisation systématique du despotisme au cœur de l'Europe », comme le dit Bakounine lui-même (p. 29). Et pour cette lâche et ignoble trahison envers la révolution, nous tirerons un jour des Slaves une vengeance sanglante.

Ces traîtres ont finalement compris clairement qu'ils ont tout de même été bernés par la contre-révolution et qu'il ne peut être question, pour les Slaves autrichiens, ni d'une « Autriche slave », ni d'un « Etat fédératif composé de nations égales en droit » et encore moins d'institutions démocratiques. Jellachitch, qui parmi les Slaves autrichiens n'est pas pire canaille que la plupart des autres démocrates, se mord les doigts d'avoir servi de simple instrument et Stratimirovitch [20], pour ne pas se laisser exploiter plus longtemps a proclamé le soulèvement général contre l'Autriche. Les sociétés de la *Slovjanska-Lipa* [21] affrontent de nouveau partout le gouvernement, faisant l'expérience quotidienne et amère du piège dans lequel elles se sont laissé entraîner. Mais il est trop tard maintenant. Dans leur propre patrie, impuissants devant la soldatesque autrichienne qu'ils avaient eux-mêmes réorganisée, repoussés par les Allemands et les Magyars qu'ils ont vendus, repoussés par l'Europe révolutionnaire, les Slaves autrichiens devront endurer la même tyrannie militaire qu'ils ont aidé à imposer aux Viennois et aux Hongrois. « Soyez soumis à l'empereur, et les troupes impériales ne vous traiteront pas comme si vous étiez des Magyars rebelles » — ces mots du patriarche Rajatchitch expriment ce qu'elles ont d'abord à espérer [22].

Quelle différence avec le procédé des Polonais ! Opprimés, asservis, pressurés depuis quatre-vingts ans, ils se sont toujours mis du côté de la révolution et ils ont tenu pour indissociables révolution polonaise et indépendance polonaise. A Paris, à Vienne, à Berlin, en Italie, en Hongrie, les Polonais ont participé à toutes les révo-

20. Djordjé STRATIMIROVITCH (1822-1908), homme politique serbe, officier de l'armée autrichienne. En 1848, fut le dirigeant des libéraux serbes en Voïvodine, puis passa dans le camp de la contre-révolution.

21. *Slovjanska Lipa* (« Tilleul slave »), association nationale fondée en avril 1848 par des libéraux tchèques.

22. Joseph RAJATCHITCH (1785-1861), patriarche serbe en 1848, dirigeant de l'aile réactionnaire du mouvement national serbe, fut, de février à août 1849, gouverneur du Voïvodine.

lutions et à toutes les guerres révolutionnaires, peu soucieux de savoir s'ils luttaient contre des Allemands, des Slaves, des Hongrois ou même contre des Polonais. Les Polonais sont la seule nation slave exempte de toute convoitise panslaviste. Mais ils ont de bonnes raisons pour cela : ils ont été asservis par leurs soi-disant frères slaves eux-mêmes et, pour les Polonais, la haine contre les Russes passe avant la haine contre les Allemands, et à bon droit. Par conséquent, comme la libération de la Pologne est indissociable de la révolution, comme Polonais et révolutionnaires sont devenus synonymes, la sympathie de toute l'Europe et le rétablissement de leur nationalité sont donc assurés aux Polonais, au même titre que la haine de toute l'Europe et la guerre révolutionnaire la plus sanglante de tout l'Occident seront le lot des Tchèques, des Croates et des Russes.

Les panslavistes autrichiens auraient dû comprendre que tous leurs désirs, dans la mesure où ils étaient vraiment réalisables, étaient en fait déjà exaucés par l'établissement de la « panmonarchie autrichienne » sous l'égide russe.

Que l'Autriche s'écroule, et ils se trouveront confrontés au terrorisme révolutionnaire des Allemands et des Magyars, et pas du tout comme ils se l'imaginent, à la libération de l'ensemble des nations asservies sous le sceptre de l'Autriche. Ils doivent donc souhaiter que l'Autriche reste entière et même que la Galicie reste attachée à l'Autriche, les Slaves restant ainsi majoritaires dans l'Etat. Dans ce cas les intérêts panslavistes s'opposent donc directement au rétablissement de la Pologne. En effet, une Pologne sans Galicie, une Pologne qui ne s'étend pas de la Baltique aux Carpathes, ce n'est pas la Pologne. Mais c'est pourquoi une « Autriche slave » reste également une pure chimère ; car sans la suprématie des Allemands et des Magyars, sans ses deux centres, Vienne et Budapest, l'Autriche se désagrégerait de nouveau comme le prouve son histoire jusqu'à ces derniers mois. La réalisation du panslavisme devrait, par conséquent, se limiter à une tutelle russe exercée sur l'Autriche. Les panslavistes franchement réactionnaires avaient donc parfaitement raison de se cramponner au maintien de la panmonarchie autrichienne. C'était le seul moyen de sauver quelque chose. Mais les soi-disant panslavistes démocratiques se trouvaient alors devant un cruel dilemme : ou bien renoncer à la révolution et sauver au moins partiellement la nationalité par le moyen de la panmonarchie, ou bien renoncer à la nationalité et sauver la révolution en laissant la panmonarchie se désagréger. A ce moment-là, le destin de la révolution en Europe orientale dépendait de l'attitude des Tchèques et des Slaves du Sud. Nous n'oublierons jamais que, à un moment décisif, ils ont trahi la révolution, en la livrant, à Pétersbourg et à Olmütz, à cause de leurs mesquines aspirations nationales !

Que dirait-on si, en Allemagne, le parti démocratique mettait en tête de son programme la restitution de l'Alsace, de la Lorraine, voire de la Belgique, territoires, qui, à tous égards, font partie de

la France sous prétexte que la majorité de la population y est germanique ? Les démocrates allemands se rendraient bien ridicules s'ils voulaient conclure une alliance pangermanique germano-dano-suédo-anglo-hollandaise pour la « libération » de tous les pays de langue allemande ! Par bonheur, la démocratie allemande se tient en dehors de ces folies. Les étudiants allemands de 1817 et 1830 colportaient de semblables rêveries réactionnaires et aujourd'hui toute l'Allemagne les apprécie comme ils le méritent. Ce n'est que lorsqu'elle se fut entièrement libérée de ces futilités que la révolution allemande devint vraiment possible, que la nation allemande commença à avoir quelque réalité.

Mais le panslavisme est tout aussi infantile et réactionnaire que le pangermanisme. Si on relit l'histoire du mouvement panslaviste du printemps dernier à Prague, on se croit revenu trente ans en arrière : rubans tricolores, costumes vieux Francs, messes en vieux slave, reconstitution complète de l'époque et des mœurs des forêts vierges ; le Svornost, une vraie *Burschenschaft* (corporation d'étudiants), le Congrès slave — une réédition de la fête de la Wartburg [23] ; les mêmes phrases, les mêmes rêveries, puis la même lamentation : « Nous avions bâti une demeure magnifique », etc. [24]. Celui qui veut lire ce fameux chapitre traduit en prose slave n'a qu'à lire la brochure de Bakounine.

De même que les étudiants allemands devinrent à la longue, les défenseurs de l'esprit contre-révolutionnaire le plus affirmé, de la francophobie la plus frénétique et du sentiment national le plus borné et plus tard traîtres à la cause pour laquelle ils prétendaient s'enthousiasmer — de même mais plus rapidement (car l'année 1848 était une année révolutionnaire) la comédie démocratique se changea bien vite en germanophobie et hungarophobie fanatiques, en opposition indirecte à la restauration de la Pologne (Lubomirski) [25] et en un rattachement direct à la contre-révolution.

Et lorsque certains démocrates slaves sincères crient maintenant aux Slaves autrichiens qu'ils doivent rallier la révolution, considérer la panmonarchie autrichienne comme leur principal ennemi, voire se ranger aux côtés des Hongrois dans l'intérêt de la révolution, ils font songer à la poule qui court tout autour de l'étang en se désespérant pour les canetons qu'elle a elle-même couvés et qui maintenant lui échappent tout à coup sur un élément étranger où elle ne peut les suivre.

---

23. Manifestation organisée le 18 octobre 1817 par les étudiants allemands pour commémorer le 300e anniversaire de la Réforme et le 4e anniversaire de la bataille de Leipzig. Ce fut le signal de départ du mouvement national et oppositionnel contre le régime de Metternich. L'Association nationale des étudiants *Svornost* fut créée en Bohême en mars 1848.

24. Chant composé en 1819 en signe de protestation contre la fermeture du club d'étudiants de Iéna.

25. Le prince E. Lubomirski (1817-1872), aristocrate polonais, participa au Congrès slave de Prague en 1848 et l'année suivante fut député au Reichsrat de l'empire autrichien.

Au demeurant, ne nous faisons point d'illusions. Pour tous les panslavistes, la nationalité, c'est-à-dire la nationalité imaginaire, panslave, passe avant la révolution. Les panslavistes veulent adhérer à la révolution à condition qu'il soit permis à tous les Slaves, sans exception, de former plusieurs Etats slaves autonomes sans se soucier des nécessités matérielles les plus élémentaires. Nous, Allemands, serions allés loin si, en mars, nous avions voulu poser des conditions aussi fantastiques ! Mais la révolution n'admet pas qu'on lui pose des conditions. Ou bien on est révolutionnaire, et l'on accepte les conséquences de la révolution, quelles qu'elles soient, ou bien on sera précipité dans les bras de la contre-révolution et l'on se retrouve, un beau matin, peut-être sans le savoir ni le vouloir, bras-dessus, bras-dessous avec Nicolas et Windischgrätz.

Nous-mêmes et les Hongrois devrions garantir aux Slaves autrichiens leur indépendance — c'est ce que réclame Bakounine, et des gens du calibre d'un Ruge [26] sont capables de lui avoir réellement fait de telles promesses en tête à tête. On exige de nous et des autres nations révolutionnaires d'Europe que nous assurions, juste à notre porte, aux troupeaux de la contre-révolution, une existence sans entraves, le droit de conspirer et de porter librement les armes contre la révolution ; nous devrions constituer en plein cœur de l'Allemagne un royaume tchèque contre-révolutionnaire et briser la puissance des révolutions allemande, polonaise et hongroise en glissant au milieu d'eux des avant-postes russes sur l'Elbe, dans les Carpathes et sur le Danube !

Nous n'y pensons point. A toutes les phrases sentimentales sur la fraternité qui nous sont proposées au nom des nations les plus contre-révolutionnaires d'Europe, nous répondons que la haine des Russes était et est encore pour les Allemands, la première passion révolutionnaire [27] ; que depuis la révolution, la haine des Tchèques et des Croates s'y est ajoutée et que, en communauté avec les Polonais et les Hongrois, nous ne pouvons affermir la révolution que par le terrorisme le plus déterminé contre les peuples slaves. Nous savons maintenant où se regroupent les ennemis de la révolution : en Russie et dans les pays slaves de l'Autriche ; et nulle phrase, nulle promesse d'un vague avenir démocratique de ces pays ne nous empêchera de traiter nos ennemis en ennemis.

Et quand Bakounine s'écrie :

« En vérité, le Slave ne doit pas perdre, il doit gagner ! En vérité il doit vivre ! Et nous vivrons. Tant que l'on nous conteste la plus petite partie de nos droits, tant qu'on obligera un seul membre de notre corps collectif à rester détaché ou arraché, nous

---

26. Arnold Ruge (1802-1886), jeune hégélien allemand, radical bourgeois, fut en 1848 député à l'assemblée nationale de Francfort et appartenait à l'aile gauche.

27. Cette conviction fut partagée par Marx et Lassalle, comme le montrent leurs lettres échangées dix années plus tard (Lassalle à Marx, 11 septembre 1859 ; Marx à Lassalle 15 septembre 1859).

lutterons à mort, impitoyablement jusqu'à ce que la communauté slave se dresse enfin grande, libre et indépendante dans le monde ».

Quand le panslavisme révolutionnaire prend ces paroles au sérieux et qu'il écarte entièrement la révolution dès qu'il s'agit de la chimérique nationalité slave, nous aussi savons ce qu'il nous reste à faire.

Ce sera alors la lutte, la « lutte à mort, impitoyable », contre les Slaves traîtres à la révolution ; la guerre d'extermination et le terrorisme sans merci — non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais pour la révolution !

F. E.

(Trad. de l'allemand par Y. Broutin.)

4. Que deviendra la Turquie d'Europe ?*

Nous avons vu que les hommes d'Etat européens, dans leur sottise obstinée, leur routine encroûtée, leur lenteur intellectuelle traditionnelle, reculent devant toute tentative de répondre à cette question : que deviendra la Turquie d'Europe ? Depuis longtemps Aberdeen et Palmerston, Metternich et Guizot désespèrent de trouver la solution. Nous laissons naturellement de côté les représentants républicains et constitutionnels de 1848 à 1852, dont les noms ne passeront jamais à la postérité. Mais la Russie, sans se soucier des notes diplomatiques, des plans et des élucubrations de l'Angleterre et de la France, avance pas à pas, lentement mais continuellement, vers Constantinople.

Et bien que, dans tous les pays d'Europe, tous les partis se rendent bien compte de cette avance incessante, il ne s'est pas encore trouvé d'homme d'Etat officiel pour nous en donner l'explication. Ils la voient avec ses effets et même sa dernière conséquence ; mais la cause leur en demeure cachée, bien que rien ne soit plus facile à expliquer.

C'est la théorie creuse et jamais réalisée du maintien du *statu quo* qui constitue le grand mobile qui soutient la Russie dans toutes ses démarches relatives à Constantinople.

En quoi consiste ce *statu quo ?* Pour les sujets chrétiens de la Porte, il veut dire simplement qu'ils seront toujours opprimés par la Turquie. Tant qu'ils seront soumis à la domination turque, ils verront dans le chef de l'église grecque, souverain de soixante millions de chrétiens grecs, leur protecteur naturel et leur libérateur. Le

* Article d'ENGELS, *New York Daily Tribune*, n° 3748 du 21 avril 1853 (Editorial) ; *M. E. W.*, IX, p. 31-35 ; en français : K. Marx, *Œuvres politiques*, t. III, Paris, A. Costes, 1929, p. 41-49 (traduction Molitor).

système diplomatique qui fut élaboré pour empêcher les empiètements de la Russie force dix millions de chrétiens grecs de la Turquie d'Europe à demander aide et protection à la Russie.

Examinons les faits historiques. Dès avant Catherine II, la Russie ne laissa échapper aucune occasion de se créer une situation privilégiée dans la Moldavie et la Valachie. Elle y réussit à tel point que le traité d'Andrinople (1829) lui donna dans les principautés plus de droits que la Turquie n'y en avait jamais eus. Lorsqu'en 1804 éclata la révolution serbe, la Russie prit immédiatement sous sa protection les rajahs rebelles ; et, après les avoir soutenus dans deux guerres, elle consolida, par deux traités, l'indépendance intérieure de leur pays. Qui décida de l'issue dans l'insurrection des Grecs ? Ce ne furent ni les conjurations et les révoltes d'Ali-Pacha à Janina, ni la bataille de Navarin, ni l'armée française de Morée, ni les conférences et les protocoles de Londres, mais Dibitch qui, à la tête de l'armée russe, franchit les Balkans et pénétra dans la vallée de la Maritza. Et tandis que la Russie entreprenait ainsi sans vergogne le démembrement de la Turquie, les diplomates occidentaux ne se lassaient pas de discuter à perte de vue sur le maintien du sacro-saint *statu quo* et l'inviolabilité de la Turquie. Tant que cette tradition sera le leit-motiv de la diplomatie des puissances occidentales, neuf dixièmes de la population de la Turquie d'Europe verront dans la Russie leur aide, leur soutien, leur libérateur, leur Messie.

Supposons un instant que la péninsule gréco-slave se soit libérée du joug turc et dotée d'un gouvernement mieux adapté aux besoins de la population. Quelle serait la position de la Russie ?

Il est de notoriété publique que dans tout État turc, qui s'assure une indépendance absolue ou relative, il se constitue aussitôt un fort parti antirusse. S'il en était ainsi à l'époque où les vassaux voyaient dans la Russie la seule protection contre l'oppression turque, à quoi faut-il nous attendre le jour où la crainte de cette oppression aura disparu ?

Mais la guerre mondiale ne se déclencherait-elle pas, si l'influence turque disparaissait sur le Bosphore, si les différentes nationalités et confessions de la presqu'île balkanique s'affranchissaient, et que la porte fût ouverte aux machinations et aux projets, aux aspirations et aux intérêts contradictoires de toutes les grandes puissances d'Europe ? Voilà ce que se demande la diplomatie dans sa routine pusillanime. Comment les Clarendon, Palmerston, Aberdeen et tous les ministres des Affaires étrangères sur le continent seraient-ils capables d'un tel acte ? Ils n'y pensent qu'avec un frémissement d'horreur. Mais celui qui, par l'étude de l'histoire, a jamais appris à admirer les vicissitudes incessantes des destinées humaines, où rien n'est constant que l'inconstance, où le changement seul est invariable ; celui qui a suivi la marche d'airain de l'histoire dont les roues écrasent sans pitié les ruines de grands empires et broient sans compassion des générations entières ; celui qui, en un mot, sait comprendre que nulle invite démagogique, nulle proclamation révo-

lutionnaire n'aura d'action aussi profonde que les simples faits de l'histoire de l'humanité ; celui qui a su se rendre compte du caractère éminemment révolutionnaire du temps actuel, où la vapeur et le vent, l'électricité et l'encre d'imprimerie, l'artillerie et les mines d'or se coalisent pour produire en une année plus de changements et de révolutions que n'en produisait jadis un siècle tout entier ; celui-là n'hésitera certainement pas à se poser cette question historique, dans la seule crainte que la seule bonne solution qu'elle comporte pourrait amener une guerre européenne.

Mais les gouvernements, avec leur diplomatie surannée, ne solutionneront jamais la difficulté. Comme pour tant d'autres problèmes, la solution du problème turc reste réservée à la révolution européenne. Cette affirmation n'a rien d'outrecuidant. Depuis 1789, la Révolution ne cesse de gagner du terrain et d'étendre ses frontières. Elle s'est arrêtée à Varsovie, Debreczen et Bucarest ; mais elle poussera jusque Pétersbourg et Constantinople. Ce sont les deux endroits les plus vulnérables par lesquels il faut attaquer le colosse antirévolutionnaire russe.

Ce serait un jeu frivole de l'imagination que de vouloir élaborer un plan exact du démembrement de la Turquie d'Europe. Vingt plans seraient possibles, tous aussi plausibles l'un que l'autre. Nous n'avons pas à nous occuper de pareils projets oiseux et fantaisistes ; nous nous appuierons sur des faits irréfutables pour arriver à des données d'ordre général. Et nous verrons alors que la question a deux faces.

Un fait est indéniable : la presqu'île vulgairement appelée la Turquie d'Europe reviendra naturellement à la race sud-slave. Sur les douze millions d'habitants, sept millions appartiennent à cette race. Depuis douze siècles, elle est propriétaire du sol. Si nous laissons de côté une population assez disséminée qui, bien que d'origine slave, a adopté la langue grecque, cette race n'a d'autres rivaux que des barbares turcs ou arnautes qui se sont révélés, depuis fort longtemps, les adversaires acharnés de tout progrès. Les Slaves méridionaux sont au contraire, à l'intérieur du pays, les représentants exclusifs de la civilisation. Ils n'ont pas encore formé de nation, mais constituent déjà, en Serbie, le noyau vigoureux et relativement cultivé d'une nation. Les Serbes ont leur histoire propre, leur littérature propre. Leur indépendance intérieure actuelle, ils la doivent à une vaillante lutte de onze ans contre un ennemi bien supérieur en nombre. Ils ont, dans les vingt dernières années, réalisé de grands progrès en ce qui concerne la culture générale, et les chrétiens de Thrace, de Bulgarie, de Macédoine et de Bosnie voient dans la Serbie le centre autour duquel ils se grouperont tous dans les prochaines guerres d'indépendance. On peut affirmer que l'influence directe de la Russie sur les Slaves turcs est d'autant plus reléguée à l'arrière-plan que se sont affermies la Serbie et la nationalité serbe. Pour être à même de jouer un rôle important comme Etat chrétien, la Serbie a dû emprunter à l'Europe occidentale ses insti-

tutions politiques, ses écoles, ses connaissances scientifiques, son organisation industrielle. C'est ce qui explique cette anomalie que, malgré le protectorat russe, la Serbie soit, depuis son émancipation, une monarchie constitutionnelle.

En dépit des liens nombreux que la consanguinité et la communauté de religion nouent entre les Russes et les Slaves du sud, leurs intérêts divergeront à dater du jour où les Slaves du sud s'affranchiront. Les besoins commerciaux, créés par la situation géographique des deux pays, nous l'expliquent. La Russie, surtout continentale, produit principalement des denrées agricoles ; plus tard, elle fournira peut-être des produits industriels. La péninsule gréco-slave est relativement peu étendue ; mais ses côtes très étendues sont baignées par trois mers, dont l'une les commande. C'est avant tout un pays de transit, bien qu'elle ait tout ce qu'il faut pour une propre production autonome. L'organisation économique de la Russie est basée sur le monopole, celle des Slaves du sud sur l'expansion. En outre, ils se concurrencent en Asie centrale. Tandis que la Russie a le plus grand intérêt à n'y placer que ses propres produits, les Slaves du sud ont, dès aujourd'hui, tout intérêt à introduire sur les marchés orientaux les produits occidentaux. Comment ces deux nations pourraient-elles s'entendre ? En fait, les Turcs et les Slaves du sud ont plus d'intérêts communs avec l'Europe occidentale qu'avec la Russie. Et lorsque les voies ferrées, qui vont d'Ostende, du Havre et de Hambourg à Budapest, seront, comme il en est question, prolongées jusqu'à Belgrade et Constantinople, l'influence de la civilisation occidentale et du commerce occidental sera durable dans le sud-est de l'Europe.

D'autre part, les Slaves de Turquie ont à souffrir particulièrement de leur asservissement par une classe musulmane de propriétaires fonciers militaires, qu'ils sont obligés d'entretenir. Cette garnison militaire exerce toutes les fonctions publiques, militaires, civiles et juridiques. Mais, partout où il n'est pas compliqué d'institutions féodales, le système de gouvernement russe est-il autre chose qu'une occupation militaire, où les autorités civiles et la hiérarchie juridique sont organisés d'après des considérations militaires, le peuple n'ayant que le droit de payer le tout ? Quiconque s'imagine qu'un système pareil répond au caractère des Slaves du sud n'a qu'à parcourir l'histoire de la Serbie depuis 1804. Karageorge, le fondateur de l'indépendance serbe, fut abandonné par le peuple, et Miloch Obrenovitch, qui rétablit l'indépendance, fut honteusement chassé du pays ; tous deux avaient essayé d'introduire le système autocrate russe avec tout ce qu'il comporte de corruption, de bureaucratie mi-militaire et d'exploitation à la pacha.

Voilà donc la seule solution simple et définitive. L'histoire aussi bien que les événements contemporains indiquent qu'il faut, sur les ruines de l'Etat musulman d'Europe, fonder un Etat chrétien indépendant. La prochaine poussée révolutionnaire peut faire éclater le conflit qui se prépare depuis fort longtemps entre l'absolutisme

russe et la démocratie européenne. L'Angleterre, quel que puisse être son gouvernement du moment, sera forcée de prendre position dans ce conflit. Elle ne pourra jamais permettre que la Russie prenne possession de Constantinople. Elle sera donc amenée à faire cause commune avec les ennemis du tsar et à favoriser l'établissement d'un empire slave indépendant à la place de la Sublime Porte décrépite et pourrie. Ceux qui veulent aujourd'hui soutenir l'idée démocratique en Europe doivent user de tous les moyens à leur disposition pour favoriser, dans les Etats chrétiens vassaux de la Turquie, le développement de l'industrie, l'instruction publique, la légalité, l'instinct de l'indépendance et de la liberté. La paix future et le progrès de l'humanité y sont liés très étroitement. Si l'on veut jamais récolter, on ne saurait donner trop de soin à la préparation et aux semailles.

F. E.

5. Qu'est-ce que les classes laborieuses ont à voir avec la Pologne ?*

Monsieur, on dit que revendiquer l'indépendance de la Pologne, c'est reconnaître le « principe des nationalités », et que ce dernier est une invention bonapartiste fabriquée pour étayer le despotisme napoléonien en France. Qu'est-ce donc que ce « principe des nationalités » ?

Par les traités de 1815, les frontières des divers Etats européens ne furent fixées qu'au gré de la diplomatie et principalement au gré de la plus grande puissance continentale d'alors, la Russie. On ne tint aucun compte des vœux, des intérêts, ou des spécificités nationales des populations. Ainsi, la Pologne, l'Allemagne, l'Italie furent divisées, pour ne rien dire des multiples nationalités de moindre importance qui vivaient dans le sud-est de l'Europe, et dont peu de gens à l'époque connaissaient quoi que ce fût. Il en résulta que, pour la Pologne, l'Allemagne, l'Italie, le premier pas de tout mouvement politique fut une tentative de restaurer cette unité nationale sans laquelle la vie de la nation n'était que l'ombre d'elle-même. Et quand, après la répression des tentatives révolutionnaires en Italie et en Espagne, en 1821-1823, et, à nouveau, après la révolution de juillet 1830 en France, les hommes politiques radicaux de la majeure partie de l'Europe civilisée entrèrent en

* Sous le titre « What have the working classes to do with Poland » ? parut une série de trois articles de F. Engels dans le *Commonwealth* des 24, 31 mars et 5 mai 1866. C'est à la demande de Marx qu'Engels a écrit ces articles. Nous reproduisons ici le second (*Commonwealth*, le 31 mars 1866, M. E. W., XVI, p. 156-159).

contact et tentèrent d'élaborer une sorte de programme commun, la libération et l'unification des nations opprimées et écartelées devint le mot d'ordre commun à tous. De même en 1848, lorsque le nombre des nations opprimées s'accrut de la Hongrie. Il ne pouvait réellement y avoir deux opinions quant au droit de chacune des grandes entités nationales de l'Europe à disposer d'elle-même, indépendamment de ses voisines, dans toutes les affaires intérieures, aussi longtemps qu'elle n'empiétait pas sur la liberté des autres. Ce droit était, de fait, une des conditions fondamentales de la liberté intérieure de chacune d'elles. Comment l'Allemagne pouvait-elle, par exemple, aspirer à la liberté et à l'unité, si dans le même temps elle aidait l'Autriche à tenir l'Italie en esclavage, directement ou par l'intermédiaire de ses vassaux ? C'est pourquoi l'effondrement de la monarchie autrichienne est la toute première condition de l'unification de l'Allemagne !

Ce droit des grandes entités nationales de l'Europe à l'indépendance politique, reconnu par la démocratie européenne, ne pouvait que l'être de la même manière surtout par la classe laborieuse. Ce n'était en fait rien d'autre que la reconnaissance de ce même droit à une existence nationale propre pour les autres nations indubitablement viables que les ouvriers de chaque pays revendiquaient pour eux-mêmes. Mais la reconnaissance de ce droit et la sympathie envers ces aspirations nationales se limitaient aux grandes nations historiques bien définies de l'Europe. C'étaient l'Italie, la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie. La France, l'Espagne, l'Angleterre, la Scandinavie, qui n'étaient ni divisées ni placées sous contrôle étranger, n'étaient qu'indirectement intéressées en cette affaire. Quant à la Russie, elle ne pouvait être mentionnée que comme la détentrice d'une immense accumulation de possessions volées, qu'elle devrait restituer le jour du règlement des comptes.

Après le coup d'état de 1851, Louis-Napoléon, empereur « par la grâce de Dieu et la volonté du peuple », dut trouver un nom démocratique et à résonance populaire pour sa politique étrangère. Que trouver de mieux que d'inscrire sur sa bannière le « principe des nationalités » ? Que chaque nationalité soit l'arbitre de son propre destin, que chaque fraction isolée d'une nationalité soit autorisée à s'annexer elle-même à sa grande nation mère, quoi de plus libéral ? Remarquez seulement qu'il n'était plus désormais question de *nations,* mais de *nationalités.*

Il n'est pas de pays en Europe qui ne réunisse des nationalités différentes sous le même gouvernement. Les Gaéliques de Highlands et les Gallois appartiennent indubitablement à des nationalités différentes de la nationalité anglaise, et pourtant personne ne donnera à ces résidus de peuples depuis longtemps disparus le titre de nations, pas plus qu'on ne l'accorde aux habitants celtiques de la Bretagne en France. En outre, aucune frontière d'Etat ne coïncide avec les frontières naturelles de la nationalité, celles de la langue. Il y a quantité de gens hors de France dont la langue mater-

nelle est le français, de même que quantité de personnes de langue allemande vivent hors d'Allemagne. Et il en sera probablement toujours ainsi. La conséquence naturelle du développement historique confus et lent de l'Europe au cours du dernier millénaire, est que presque toutes les grandes nations se sont séparées de quelques parties limitrophes de leur propre corps, qui se sont trouvées coupées de la vie nationale et, dans la plupart des cas, intégrées à la vie nationale d'un autre peuple. Et ceci à tel point qu'elles ne désirent pas rejoindre leur souche principale. Les Allemands de Suisse et d'Alsace ne souhaitent pas être réunis à l'Allemagne, pas plus que les Français de Belgique ou de Suisse ne souhaitent être incorporés politiquement à la France. Et après tout, ce n'est pas un mince avantage que des nations différentes, telles qu'elles se sont constituées politiquement, aient absorbé pour la plupart quelques éléments étrangers qui servent de liaison avec leurs voisins et tranchent dans l'uniformité, sans cela trop monotone, du caractère national.

C'est ici que nous percevons la différence entre le « principe des *nationalités* » et le vieux principe de la démocratie et de la classe ouvrière du droit des grandes *nations* à une existence autonome et indépendante. Le « principe des nationalités » laisse totalement intacte la grande question du droit à l'existence nationale pour les peuples historiques de l'Europe. Bien plus, s'il y touche, c'est pour le mettre à mal. Le principe des nationalités pose deux types de questions. Tout d'abord, le problème des frontières entre ces grands peuples historiques, et deuxièmement, des questions concernant le droit à l'existence nationale indépendante de ces multiples petites reliques de peuples qui, après avoir figuré pendant un temps plus ou moins long sur la scène de l'histoire, ont été finalement intégrées dans l'une ou l'autre des nations plus puissantes que leur vitalité supérieure rendait capables de surmonter des obstacles plus grands. L'importance au sein de l'Europe, la vitalité d'un peuple ne sont rien selon le principe des nationalités ; en vertu de ce principe, les Roumains de Valachie, qui n'eurent jamais d'histoire ni l'énergie requise pour en avoir une, sont égaux en importance avec les Italiens qui ont 2 000 ans d'histoire et une vitalité naturelle incomparable. Les Gallois et les habitants de l'île de Man auraient, s'ils le voulaient, le même droit à une existence politique indépendante que les Anglais, aussi absurde que cela puisse paraître. Le tout est une absurdité, revêtue d'un habit populaire afin de jeter de la poudre aux yeux des gens simples, et d'être utilisée comme une phrase de convenance, ou laissée de côté si les circonstances le requièrent.

Aussi simple que soit cette découverte, il a fallu une tête plus intelligente que celle de Louis-Napoléon pour l'inventer. Le principe des nationalités, loin d'être une invention bonapartiste en faveur de la résurrection de la Pologne, n'est rien *qu'une invention russe concoctée pour la détruire*. La Russie a absorbé la plus grande

partie de l'ancienne Pologne sous le prétexte du principe des nationalités, comme nous le montrerons ci-après[28]. L'idée est vieille de plus d'un siècle et la Russie l'utilise aujourd'hui quotidiennement. Qu'est-ce que le Panslavisme, sinon l'application du principe des nationalités par la Russie, et dans son propre intérêt, aux Serbes, Croates, Ruthènes, Slovaques, Tchèques et autres survivances de peuples slaves disparus de Turquie, de Hongrie et d'Allemagne ? Aujourd'hui même, le gouvernement russe envoie des agents voyager parmi les Lapons du nord de la Norvège et de la Suède, qui essaient de propager parmi ces sauvages nomades l'idée d'une « grande nationalité finnoise », qui devrait être restaurée dans l'extrême nord de l'Europe, sous la protection russe, naturellement. Le « cri de désespoir » des Lapons opprimés retentit très fort dans les journaux russes. Or, ce ne sont pas ces nomades opprimés qui l'émettent, mais les agents russes, et en vérité, quelle oppression effrayante, que de contraindre ces pauvres Lapons à apprendre la langue norvégienne ou la langue suédoise civilisées, plutôt que de se confiner à leur propre idiome barbare à demi Esquimau ! De fait, le principe des nationalités n'a pu être inventé qu'en Europe orientale, où pendant un millénaire le flot de l'invasion asiatique a déferlé mainte et mainte fois, laissant sur le rivage des sédiments de débris de nations entremêlées que même les ethnologues ne sauraient aujourd'hui déchiffrer, où les Turcs, les Magyars finnois, les Roumains, les Juifs et une douzaine environ de tribus slaves se sont entremêlés dans un magma inextricable. Ce fut le terrain propice à l'élaboration du principe des nationalités, et nous verrons d'ici peu, à l'exemple de la Pologne, comment la Russie l'a forgé sur cette base.

F. E.

6. [La question polonaise*]

a) Pourquoi les ouvriers d'Europe prennent à cœur cette question ? En premier lieu parce qu'il y a conspiration du silence de la part des écrivains et des agitateurs bourgeois ; quoi qu'ils patronisent toutes sortes de nationalités, même l'Irlande sur le continent.

28. Cf. l'article du 5 mai 1866 que nous ne publions pas. M. E. W., XVI, p. 159-162.

* Ce texte représente le point 9 de « L'instruction aux délégués du Conseil général provisoire » écrite par Marx pour les délégués au premier Congrès de l'A. I. T. qui siégea à Genève du 3 au 8 septembre 1866. Ce texte est paru également en français dans l'hebdomadaire de l'A. I. T. publié à Londres, *Le Courrier international*, nos 10, 11 des 9 et 16 mars 1867. Le titre du texte publié dans *Le Courrier international* est ainsi libellé : « De la nécessité d'anéantir l'influence du despotisme et de l'absolutisme de la Russie en Europe, par l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de reconstruire une Pologne sur des bases démocratiques et sociales. »

D'où vient ce silence ? Parce que ensemble, bourgeois et aristocrates comptent sur ce sinistre pouvoir asiatique placé dans l'arrière-scène, qui doit faire son apparition lorsque la marée montante de la classe ouvrière débordera. Ce pouvoir ne peut être renversé réellement que par la reconstruction d'une Pologne sur des bases démocratiques.

b) Avec les changements récents de l'Europe centrale, et spécialement de l'Allemagne, une Pologne démocratique et indépendante est plus que jamais nécessaire, car de son existence dépendra le sort de l'Allemagne, devenant l'avant-garde de la Sainte-Alliance ou la coopératrice de la France républicaine. Le mouvement ouvrier sera continuellement interrompu, entravé et retardé jusqu'à ce que cette grande question européenne soit résolue.

c) Il est spécialement du devoir des classes ouvrières allemandes de prendre l'initiative de cette question, l'Allemagne ayant été participatrice du démembrement de la Pologne.

K. M.

7. [« Stirnérianisme proudhonisé » ou contre la négation des nations]*

... Hier, il y a eu un débat à l'International Council [Conseil de l'Internationale] sur la guerre actuelle. Il avait été annoncé à l'avance et notre room [local] était bondé. Messieurs les Italiens ont envoyé eux aussi leurs délégués. La discussion was wound up [se réduisit], comme il fallait s'y attendre, à la « question of nationality » [« question des nationalités »] en général et à notre attitude à son égard. *Le sujet* (*) a été reporté à mardi prochain.

Les Français venus en nombre, gave vent [donnèrent libre cours] à leur cordiale inimitié vis-à-vis des Italiens.

Les représentants (*non ouvriers*) de la « *jeune France* » (*) soutenaient que toutes les nationalités et les nations étaient des « *préjugés surannés* » (*). Stirnérianisme proudhonisé : on répartit tout en petits « *groupes* » (*) ou « communes » (*) qui forment ensuite une « association », mais non pas un Etat. Et tandis que se produit cette « individualisation » de l'humanité et que se développe le « *mutualisme* » (*) adéquat, l'histoire des autres pays doit suspendre son cours et le monde entier attendra que les Français soient mûrs pour faire une révolution sociale. Alors ils effectueront

* Lettre de Marx à Engels du 20 juin 1866, M. E. W., XXXI, p. 228-229 ; Marx et Engels, *Correspondance*, Moscou, Editions du Progrès, 1971, p. 176-177.

(*) En français dans le texte.

sous nos yeux cette expérience, et le reste du monde, subjugué par la force de l'exemple, fera de même. C'est exactement ce que Fourier attendait de son *phalanstère modèle* (*). *D'ailleurs* (*), tous ceux qui *encombrent* (*) la question « sociale » de « *superstitions* » (*) du vieux monde, sont des « réactionnaires ».

Les Anglais ont bien ri quand j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et ceux qui avec lui supprimaient les nationalités, s'adressaient à nous « *en français* », *i. e.* en une langue que les 9/10ᵉ de l'assistance ne comprenaient pas. Ensuite j'ai signalé que Lafargue, sans s'en rendre compte, entendait apparemment par négation des nationalités leur *absorption* (*) par la nation française modèle.

En général, la situation est compliquée, car il faut intervenir à la fois contre la sotte italianophilie anglaise et l'opposition erronée des Français à cette tendance. Il faut surtout éviter toute démarche qui risquerait d'entraîner notre Association dans une voie unilatérale.

K. M.

8. [L'Irlande et la classe ouvrière anglaise]*

... Tu auras vu sans doute, dans le *Volksstaat,* la résolution que j'ai proposée contre Gladstone sur la question de l'amnistie irlandaise [29]. Je viens d'attaquer Gladstone, comme j'avais attaqué Palmerston autrefois [30], et cela a fait sensation ici. Nos refugees [réfugiés] d'ici démagogues aiment à distance sûre s'en prendre aux despotes du continent. Moi, je n'y trouve d'attrait que si c'est vultu instantis tyranni [face aux tyrans].

Cependant, mon intervention dans cette question de l'amnistie irlandaise, et la proposition que je fis, en outre, de discuter au General Council [Conseil Général] la position que doit adopter la classe ouvrière anglaise envers l'Irlande et de prendre des résolutions là-dessus, tout cela n'avait naturellement d'autres fins que de parler hautement et d'une façon décisive en faveur des oppressed Irish [Irlandais opprimés] contre leurs oppressors [oppresseurs].

* Lettre de Marx à Kugelmann, 29 novembre 1869, M. E. W., XXXII, p. 406-407 ; en français, Marx et Engels, *Correspondance*, Moscou, Editions du Progrès, 1971, p. 232-234.

29. Karl Marx, « Projet de résolution du Conseil général sur la politique du gouvernement britannique envers les réfugiés irlandais », M.E.W., XVI, p. 383. Quatre révolutionnaires irlandais de l'Irish Republican Brotherhood (Fenians) furent condamnés à mort à l'automne de 1867. Parmi les promesses électorales du libéral Gladstone figurait l'amnistie des Fénians. Or, une fois au pouvoir Gladstone continua à opprimer le mouvement fénian.

30. Karl Marx, « Lord Palmerston » *The People's Paper*, octobre-décembre 1853, M. E. W., IX, p. 353-418.

Je suis de plus en plus arrivé à la conviction — et il ne s'agit que de l'inculquer à la classe ouvrière anglaise — qu'elle ne pourra rien faire de décisif, ici en Angleterre, tant qu'elle ne rompra de la façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes ; tant qu'elle ne fera, non seulement cause commune avec les Irlandais, mais encore ne prendra l'initiative de la dissolution de l'union forcée de 1801 [31] et de son remplacement par une confédération égale et libre. Il faut tendre à ce but, non pas du point de vue de la sympathie pour l'Irlande, mais comme une revendication dans l'intérêt même du prolétariat anglais. Sinon le peuple anglais continuera à être tenu en lisières par les classes dirigeantes, car *c'est lui* qui est contraint de se rallier à elles pour faire front contre l'Irlande. Tout mouvement populaire en Angleterre même est paralysé d'avance par le différend avec les Irlandais qui forment, en Angleterre même, une fraction très importante de la classe ouvrière. Ici, la *première condition* d'émancipation — le renversement de l'oligarchie agraire — reste impossible, car on ne pourra emporter la place d'assaut tant que les seigneurs fonciers garderont en Irlande leurs avant-postes fortement retranchés. Par contre, dès que la cause du peuple irlandais reposera dans ses propres mains, dès qu'il sera devenu son propre législateur, dès qu'il se gouvernera lui-même et jouira de son autonomie, l'anéantissement de l'aristocratie foncière (en grande partie *les mêmes personnes* que les landlords anglais) deviendra infiniment plus facile qu'ici. En Irlande, le problème n'est pas seulement d'ordre économique : c'est la question *nationale* qui se pose en même temps, car les landlords irlandais ne sont pas, comme en Angleterre, les dignitaires et les représentants traditionnels, mais les oppresseurs exécrés de la nation irlandaise. Et c'est non seulement l'évolution sociale intérieure de l'Angleterre qui est paralysée par les rapports existants avec l'Irlande, mais c'est encore sa politique extérieure et surtout sa politique envers la Russie et les Etats-Unis d'Amérique [32].

Comme c'est incontestablement la classe ouvrière anglaise qui fera pencher la balance en faveur de l'émancipation sociale, c'est là qu'il nous faut placer le levier. En réalité, c'est l'Irlande qui a causé la perte de la République anglaise sous Cromwell. Non bis in idem ! [Non deux fois pour la même chose.] Les Irlandais ont joué un bon tour au gouvernement anglais en élisant membre du Parlement le « convict felon » (forçat) O'Donovan Rossa [33]. Déjà

31. Il s'agit de l'acte d'Union proclamé en 1801 qui rattachait l'Irlande à l'Angleterre en la privant de son parlement.

32. Il y avait aux Etats-Unis une forte et influente immigration irlandaise, où le mouvement fénian était largement implanté. Cette immigration économique et politique allait d'ailleurs se poursuivre après l'amnistie de 1870.

33. O 'Donovan Rossa, Jeremiah (1831-1915). Un des fondateurs et dirigeants du mouvement fénian. Rédacteur en chef de son organe, *Irish People* (1863-1865), il fut arrêté en 1865 et condamné à la prison à vie. Amnistié en 1870, il assassina le secrétaire d'Etat britannique Lord Cavendish et le sous-secrétaire d'Etat Bourke au parc Phoenix à Dublin. Il émigra aux Etats-Unis et se retira de la vie politique.

les feuilles gouvernementales menacent d'une nouvelle suspension de l'Habeas Corpus Act, d'une nouvelle terreur ! En fait, l'Angleterre n'a jamais gouverné l'Irlande qu'en employant la terreur la plus hideuse et la corruption la plus détestable, et tant que subsisteront les conditions actuelles, elle ne *pourra jamais* la gouverner autrement.

K. M.

9. [La question irlandaise et l'Internationale]*

... Je vous enverrai après-demain (11 avril) les documents de l'Internationale que j'ai sous la main. (Il est trop tard pour le faire aujourd'hui). J'ajouterai aussi quelques rapports du Congrès de Bâle [34].

Vous trouverez également dans l'envoi plusieurs exemplaires des résolutions du Conseil général du *30 novembre* écrites par moi sur l'*amnistie irlandaise* (vous les connaissez) ; ainsi qu'un pamphlet irlandais sur le traitement infligé aux fenian convicts [fenians condamnés].

Je me proposais d'introduire plusieurs autres résolutions sur la nécessité de transformer l'Union actuelle (c'est-à-dire l'esclavage de l'Irlande) into a free and equal federation with Great Britain [en une fédération libre et égale avec la Grande-Bretagne]. L'affaire est restée en plan pour le moment, as far as public resolutions go [pour autant qu'il s'agit de résolutions publiques], en raison de mon absence forcée. Aucun autre membre du Conseil général n'est assez versé dans les affaires irlandaises ni ne jouit d'une autorité suffisante parmi les membres *anglais* du Conseil général pour me remplacer.

Nous n'avons pas perdu notre temps, du reste, et je vous prie d'accorder une attention particulière à ce qui suit.

Des années d'étude de la question irlandaise m'ont amené à la conclusion que le coup décisif contre les classes au pouvoir (décisif pour le mouvement ouvrier all over the world [du monde entier]) *ne* peut être porté *en Angleterre* mais *seulement en Irlande.*

Le 1er janvier 1870, le Conseil général a émis une circulaire secrète [35], rédigée par moi en français (ce sont les journaux fran-

---

* Lettre de Marx à S. Meyer et A. Vogt, avril 1870, M. E. W., XXXII, p. 667-670 ; en français, Marx et Engels, *Correspondance*, Moscou, Editions du Progrès, 1971, p. 238-241.

34. IVe congrès de l'Association internationale des travailleurs tenu à Bâle du 6 au 11 septembre 1869.

35. K. MARX, « Le Conseil général au Conseil fédéral de la Suisse romane à Genève », M. E. W., XVI, p. 384-391 ; reproduit en français dans Karl MARX, Jenny MARX, Friedrich ENGELS, *Lettres à Kugelmann*, *op. cit.*, p. 146-163.

çais qui impressionnent l'Angleterre et non les journaux allemands) sur la liaison entre la lutte nationale et l'émancipation de la classe ouvrière, donc sur l'attitude que l'Association Internationale doit prendre à l'égard de la question irlandaise.

Je vous résume ici les points essentiels.

L'Irlande est la bulwark [citadelle] de l'*aristocratie terrienne anglaise.* L'exploitation de ce pays n'est pas seulement la source principale de ses richesses matérielles. Elle est sa plus grande force morale. L'aristocratie anglaise incarne in fact [en fait] la domination *de l'Angleterre sur l'Irlande.* Celle-ci lui sert par conséquent de *grand moyen* * pour maintenir *son pouvoir en Angleterre même.*

D'autre part, si l'armée et la police anglaises quittaient demain l'Irlande, an agrarian revolution [une révolution agraire] y éclaterait aussitôt. Or, la chute de l'aristocratie anglaise en Irlande conditionne et entraîne forcément sa chute en Angleterre. Cela créerait les conditions préalables d'une révolution prolétarienne en Angleterre. La suppression de l'aristocratie terrienne anglaise en Irlande est une opération infiniment plus facile qu'en Angleterre même, parce que la *question agraire* a été jusqu'ici en Irlande la *forme exclusive* de la question sociale, parce que c'est une question d'existence, *une question de vie ou de mort* pour l'immense majorité du peuple irlandais et qu'en même temps elle est inséparable de la question *nationale.* Ceci, sans compter que les Irlandais sont de caractère plus passionné et plus révolutionnaire que les Anglais.

Quant à la *bourgeoisie anglaise,* elle a d'abord (*) le même intérêt que l'aristocratie à transformer l'Irlande en un simple pâturage qui envoie à l'English market [marché anglais] de la viande et de la laine aux prix les plus bas possible. Elle est pareillement intéressée à réduire la population irlandaise par eviction [éviction] des fermiers et l'émigration forcée, à un nombre assez insignifiant pour permettre au *capital anglais* (capital de fermage) de fonctionner en toute « security » [« sécurité »] dans ce pays. Elle est aussi intéressée in clearing the estate of Ireland [à nettoyer le domaine irlandais] qu'elle l'était in the clearing of the agricultural districts of England and Scotland [à nettoyer les districts agricoles d'Angleterre et d'Ecosse]. Les 6 000 à 10 000 £ de revenus des propriétaires ne vivant pas dans leurs domaines et autres revenus irlandais qui affluent chaque année à Londres sont également à prendre en considération.

Mais la bourgeoisie anglaise a des intérêts beaucoup plus importants encore dans l'économie actuelle de l'Irlande.

Grâce à la concentration croissante des fermes, l'Irlande livre constamment son *surplus* [de main-d'œuvre] au labour market [marché du travail] anglais et pèse ainsi sur les wages [salaires] et sur la situation matérielle et morale de la English working class [classe ouvrière anglaise].

(*) En français dans le texte.

Enfin, l'essentiel. Tous les centres industriels et commerciaux d'Angleterre ont maintenant une classe ouvrière *scindée* en deux camps *ennemis* : proletarians [prolétaires] anglais et proletarians [prolétaires] irlandais. L'ouvrier anglais ordinaire déteste l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son standard of life [niveau de vie]. Il se sent à son égard membre d'une nation *dominatrice,* devient, de ce fait, un instrument de ses aristocrates et capitalistes *contre l'Irlande,* et consolide ainsi leur pouvoir sur *lui-même.* Des préjugés religieux, sociaux et nationaux le dressent contre l'ouvrier irlandais. Il se conduit envers lui à peu près comme les poor whites [Blancs pauvres] envers les niggers [Noirs] dans les anciens Etats esclavagistes de l'Union américaine. L'Irlandais pays him back with interest in his own money [lui rend la monnaie de sa pièce]. Il voit en lui à la fois le complice et l'instrument aveugle de la *domination anglaise en Irlande.*

Cet antagonisme est entretenu artificiellement et attisé par la presse, les sermons, les revues humoristiques, bref, par tous les moyens dont disposent les classes au pouvoir. *Cet antagonisme* constitue le *secret de l'impuissance de la classe ouvrière* anglaise, en dépit de sa bonne organisation. C'est aussi le secret de la puissance persistante de la classe capitaliste, qui s'en rend parfaitement compte.

Mais le mal ne s'arrête pas là. Il franchit l'océan. L'antagonisme entre Anglais et Irlandais est la raison cachée du conflit entre les United States [Etats-Unis] et l'Angleterre. Il empêche toute collaboration sérieuse et sincère entre les classes ouvrières des deux pays. Il permet aux deux gouvernements d'émousser, quand bon leur semble, le conflit social en excitant les deux pays mutual bullying [l'un contre l'autre] et, in case of need [au besoin], en provoquant une guerre.

L'Angleterre, métropole du capital, puissance jusqu'ici dominante du marché mondial, est pour le moment le pays le plus important pour la révolution ouvrière et, de surcroît, *le seul* pays où les conditions matérielles de cette révolution soient parvenues à un certain degré de maturité. Aussi l'Association Internationale des Travailleur vise-t-elle avant tout à hâter la révolution sociale en Angleterre. Et le seul moyen d'y parvenir est de rendre l'Irlande indépendante.

C'est pourquoi l'Internationale doit toujours mettre au premier plan le conflit entre l'Angleterre et l'Irlande en prenant ouvertement parti pour cette dernière. La tâche spéciale du Conseil Central à Londres est d'éveiller dans la classe ouvrière anglaise la conscience que l'*émancipation nationale de l'Irlande n'est pas pour elle* une question of abstract justice or humanitarian sentiment [question abstraite de justice et d'humanitarisme], mais *the first condition of their own social emancipation* [*la première condition de sa propre émancipation sociale*].

Tels sont, à peu près, les points principaux de la circulaire qui expliquait, en même temps, les *raisons d'être* (*) des résolutions du

Conseil Central sur l'amnistie irlandaise. Peu après, j'ai envoyé un violent article anonyme sur le traitement infligé par les Anglais aux fenians, etc., contre Gladstone, etc., à l'*Internationale*[36] (organe de notre Comité Central belge à Bruxelles). J'y accusais aussi les French Republicans [républicains français] (*la Marseillaise* a publié un texte stupide sur l'Irlande, écrit ici par le triste Talandier) de réserver, dans leur égoïsme national, toutes leurs *colères* (*) à l'Empire français.

Le coup a porté. Ma fille Jenny a fait paraître dans *la Marsellaise,* sous la signature de J. Williams (pseudonyme dont elle a usé dans une lettre privée à la Rédaction), une série d'articles et la lettre de O'Donovan Rossa. Hence immense noise [cela a fait un tollé immense].

Après des années de refus cyniques, *Gladstone* a dû enfin, *grâce à cela,* donner son accord à une *enquête parlementaire* sur le traitement infligé aux Fenian prisoners [fenians détenus]. Jenny est actuellement correspondant régulier de *la Marseillaise* pour les Irish affairs [affaires d'Irlande]. (*Entre nous, bien entendu.*) Le gouvernement anglais et la presse anglaise sont exaspérés de voir la question irlandaise *à l'ordre du jour* (*) en France et ces canailles surveillées et dénoncées sur tout le continent, via Paris.

Coup double : nous avons contraint les chefs irlandais, les journalistes, etc., de Dublin à se mettre en liaison avec nous, ce que le *Conseil général* n'avait pas réussi jusqu'à présent !

Vous avez désormais en Amérique un vaste champ pour agir dans le même esprit. Une *coalition des ouvriers allemands avec les ouvriers irlandais* (naturellement aussi avec les ouvriers anglais et américains qui le voudront) est la chose la plus importante que vous puissiez réaliser à l'heure actuelle. Il faut le faire au nom de l'Internationale. La signification sociale de la question irlandaise doit être expliquée.

La prochaine fois, je vous parlerai spécialement de la situation des ouvriers anglais.

Salut et fraternité (*) *!*
Karl Marx

(*) En français dans le texte.
36. Cf. Karl Marx, « Le gouvernement anglais et les prisonniers fenians », M. E. W., XVI, p. 401-406.

10. [Libération nationale et stratégie révolutionnaire : le problème des Slaves du Sud]*

(...) Il est fort compréhensible que ma lettre ne vous convainque pas, puisque vos sympathies étaient déjà acquises aux Slaves du Sud « asservis ». A l'origine, puisque nous sommes passés d'abord par le libéralisme et le radicalisme, n'avons-nous pas traîné avec nous de ces sympathies pour toutes ces « nationalités opprimées », et je sais combien il m'a coûté de temps et d'étude pour en être débarrassé, mais, cette fois-ci, pour de bon.

Mais il me faut maintenant vous prier de ne pas m'attribuer des opinions que je n'ai jamais exprimées. Les arguments de chancellerie autrichienne défendus à longueur d'année dans la *Allgemeine Zeitung* (*Gazette Générale*) d'Augsbourg ne sont pas mon affaire. Ce qui y était exact est périmé, et ce qui n'est pas périmé est inexact. Je n'ai absolument aucun motif de m'en faire pour le mouvement centrifuge en Autriche.

Une « digue contre la Russie » est superflue dès l'instant où la révolution éclate en Russie, c'est-à-dire dès qu'une quelconque Assemblée représentative se réunit. A dater de ce jour, la Russie étant occupée par ses affaires intérieures, le panslavisme s'écroule dans son néant, et la décomposition de l'empire commence. Le panslavisme n'est qu'un produit artificiel des « classes cultivées » des villes et des universités, de l'armée et des employés ; la campagne l'ignore totalement, et même la noblesse campagnarde est dans un tel embarras qu'elle voue toute guerre au diable. De 1815 à 1859, l'Autriche constituait effectivement une digue contre la Russie, quelque lâche et stupide que fût sa politique. Maintenant, à la veille de la révolution en Russie, donner une fois encore à l'Autriche l'occasion de jouer le rôle d'une « digue » reviendrait à lui octroyer un nouveau délai de grâce, un nouveau droit historique à l'existence , ce serait différer l'écroulement qui l'attend à coup sûr. Et par une ironie toute historique l'Autriche elle-même révèle qu'en permettant aux Slaves de parvenir à l'autonomie, par cela même elle a perdu le seul droit à l'existence dont elle jouissait jusqu'alors. Une guerre avec la Russie mettrait d'ailleurs fin en vingt-quatre heures au règne des Slaves en Autriche.

Vous dites qu'aussitôt que les peuples slaves (les Polonais toujours exceptés !) n'auront plus de motif pour voir en la Russie

---

* Lettre d'Engels à Eduard Bernstein, 22/25 février 1882, *Eduard Bernstein Briefwechsel mit Friedrich Engels*, présenté par Helmut Hirsch, Assen, Van Gorcum, 1970, p. 80-84 ; en français : « Le destin des peuples slaves », *Économies et Sociétés. Cahiers de l'I. S. E. A.*, t. III, n° 7, juillet 1969, p. 1431-1436 ; présenté par M. Rubel.

leur unique libérateur, le panslavisme sera fichu. C'est aisément dit, et cela paraît plausible. Mais en premier lieu, le péril du panslavisme, dans la mesure où celui-ci existe, réside non pas à la périphérie, mais au centre, non pas dans les Balkans, mais dans les 80 millions d'esclaves d'où le tsarisme tire son armée et ses finances. C'est là où il faut placer le levier et il est en *place*. Faut-il qu'une guerre l'en déplace ?

Deuxièmement, je ne veux pas rechercher comment les petits peuples slaves en sont venus à considérer le tsar comme leur unique libérateur. Peu importe, ils le font, nous n'y pouvons rien changer et il en sera ainsi jusqu'à ce que le tsarisme soit brisé ; en cas de guerre, toutes ces intéressantes petites nations se rangeront du côté du tsarisme, du côté de l'ennemi de tout l'Occident en plein développement bourgeois. Tant que durera cette situation, je ne pourrai m'intéresser à leur libération immédiate et instantanée ; ils restent nos ennemis directs au même titre que leur allié et suzerain, le tsar.

Nous devons œuvrer à la libération du prolétariat d'Europe occidentale et nous devons subordonner tout le reste à cet objectif. Et, quelque intérêt que puissent présenter les Slaves des Balkans ou autres, tant pis pour eux si leur aspiration à la liberté entre en collision avec les intérêts du prolétariat. Les Alsaciens sont aussi opprimés et je serais bien content si nous nous en débarrassions enfin. Mais si, à la veille d'une révolution imminente, ils provoquent une guerre entre la France et l'Allemagne, attisent à nouveau l'hostilité de ces deux peuples l'un envers l'autre, ajournant ainsi la révolution, alors je leur dirai : Halte là ! Vous pouvez être aussi patients que le prolétariat européen. Lorsque celui-ci se libérera, vous serez vous-mêmes libérés, mais jusque-là, nous ne tolérerons pas que vous mettiez des bâtons dans les roues au prolétariat en lutte. De même pour les Slaves. La victoire du prolétariat les libérera effectivement et nécessairement, et non en apparence et temporairement comme le ferait le tsar. C'est pourquoi ils doivent avoir pour le moins autant de patience que nos prolétaires, eux qui non seulement n'ont encore rien fait pour l'Europe et son développement, mais encore lui sont un frein. A cause de quelques Herzégoviniens, faire s'embraser une guerre mondiale qui coûtera mille fois plus d'hommes qu'il n'y a d'habitants dans toute l'Herzégovine – ce n'est point ainsi que j'entends la politique du prolétariat.

Et comment le tsar « libère-t-il » ? Demandez-le aux paysans petit-russiens, que Catherine délivra d'abord de l' « oppression polonaise » (prétexte : la religion), tout simplement pour les annexer ensuite. A quoi se ramène donc toute cette duperie russo-panslaviste ? A rien d'autre qu'à la prise de Constantinople. Seule cette conquête agirait puissamment sur les traditions religieuses des paysans russes, les enflammerait pour défendre la sainte Tsarigrad et donnerait au tsarisme un nouveau délai de grâce. Et une

fois les Russes à Constantinople, adieu indépendance et liberté des Serbes et des Bulgares — et les petits frères (*bratanki*) s'apercevraient bien vite combien leur sort était meilleur, même sous les Turcs. Il faut que ces *bratanki* aient une colossale naïveté pour croire que le tsar recherche leur bien et non le sien.

Vous dites qu'une Grande Serbie constitue, contre la Russie, une digue tout aussi bonne que l'Autriche. J'ai déjà dit que je n'accorde aucune valeur à toute cette théorie de la digue depuis qu'un mouvement révolutionnaire a acquis de la force en Russie ; j'ai dit aussi que j'envisage avec joie l'écroulement de l'Autriche. Mais maintenant, venons-en à la qualité de ces petites nations, qualité qu'il nous faut également examiner sans tenir compte de nos sympathies.

Une Grande Serbie serait certainement possible après deux ou quatre générations, et après un bouleversement général européen ; aujourd'hui — étant donné le niveau culturel de ses éléments — c'est certainement impossible.

1. Les Serbes sont divisés en trois religions (les chiffres sont tirés du livre de Šafařik, *Slovansky Národopis* et valent pour l'année 1849 [37]) : grecs orthodoxes, 2 880 000 ; catholiques, y compris les soi-disant Croates, qui pourtant parlent serbe, 2 664 000 — 1 884 000 sans les Croates ; musulmans, 550 000. Mais pour ces gens, la religion compte plus que la nationalité et chaque confession veut dominer. Aussi une Grande Serbie ne signifiera-t-elle que guerre civile, tant qu'il n'y aura pas là de progrès culturel, qui rendra possible au moins la tolérance. Voyez le *Standard* ci-joint [38].

2. Le pays possède trois centres politiques : Belgrade, Montenegro, Agram [Zagreb]. Ni les Croates, ni les Monténégrins ne veulent se soumettre à la souveraineté de Belgrade. Au contraire. Les Monténégrins et vos amis, les petites peuplades primitives de Krivosije et d'Herzégovine défendront leur « indépendance » contre Belgrade et contre tout autre gouvernement central, serbe ou non, de la même façon que contre les Turcs et les Autrichiens. Cette indépendance consiste en ceci : pour prouver leur haine contre l'oppresseur, ils volent à leurs propres paysans serbes « opprimés » le bétail et autres biens meubles, comme ils l'ont fait depuis un millénaire, et celui qui porte atteinte à ce droit de rapine, porte atteinte à leur indépendance. Je suis assez autoritaire pour considérer comme anachronique l'existence, en plein milieu de l'Europe, de semblables petites peuplades primitives. Et même si ces braves gens étaient aussi évolués que les anciens Ecossais célébrés par Walter Scott, qui étaient également bel et bien des voleurs de bétail, de la pire espèce, nous pourrions tout au plus condamner la manière dont la société contemporaine les traite. Si nous étions au pouvoir, nous aussi serions

37. 3e édition, Prague, 1849. ŠAFAŘIK Pavel Josef (1795-1861), philologue, historien et archéologue slovaque ; fit partie de l'aile gauche du mouvement national tchèque et slovaque.

38. *The Standard* : journal conservateur qu'Engels lisait régulièrement.

obligés de mettre fin aux aventures héritées des aïeux, à la manière de Rinaldo-Rinaldini et de Schinderhannes [39], de ces gars-là. Or le gouvernement de Grande Serbie ne pourrait pas faire autrement. Et dans ce cas aussi, une Grande Serbie signifierait le renouvellement de la lutte que les Herzégoviniens font en ce moment, partant la guerre civile avec tous les montagnards du Montenegro, de Cattaro, de Herzégovine.

Examiné de près, le problème de cette Grande Serbie n'est pas du tout aussi simple et évident que les panslavistes et les libéraux à la Rasch [40] veulent nous le faire croire.

Au demeurant, vous pouvez avoir autant de sympathie que vous voudrez pour ces peuplades primitives — j'admets qu'ils ont un certain lustre poétique — ils font même des chants populaires tout à fait dans le style des chants vieux serbes (et ceux-ci sont très beaux), et je vais même vous envoyer à titre de preuve un article du *Standard*. Ils sont et n'en demeurent pas moins les hommes à tout faire du tsarisme, et en politique, les sympathies poétiques ne sont pas de mise. Et si une guerre mondiale, qui nous gâtera toute notre situation révolutionnaire, menace d'éclater à la suite du soulèvement de ces gaillards, ils doivent, eux et leur droit à voler du bétail, être sacrifiés impitoyablement aux intérêts du prolétariat européen.

D'ailleurs, la Grande Serbie, dans la mesure où elle serait créée, ne serait rien de plus qu'un agrandissement de la principauté de Serbie. Et qu'a fait celle-ci ? Elle a créé sur le modèle autrichien une bureaucratie composée de gens de Belgrade et d'autres villes ayant étudié en Occident, en particulier à Vienne ; ils ignorent tout des conditions de la propriété communale des paysans, et font sur le modèle autrichien des lois qui sont à l'opposé de leurs traditions, de sorte que les paysans s'appauvrissent en masse et sont expropriés alors qu'au temps des Turcs ils avaient leur pleine autonomie politique, s'enrichissaient et payaient bien moins d'impôts.

Les Bulgares se sont eux-mêmes décrits dans leurs chants populaires, récemment recueillis par un Français et édités à Paris [41]. Le feu y joue un grand rôle. Une maison prend feu, la jeune femme y brûle, car son époux, au lieu de la sauver préfère sauver sa noire cavale. Une autre fois, une jeune femme pour sauver ses bijoux, laisse brûler son enfant. Si, par exception, un acte noble et courageux est accompli, c'est à chaque fois le fait d'un Turc. Où trouverez-vous au monde un autre peuple aussi dégoûtant ?

Par ailleurs, si vous regardez une carte linguistique passable de

39. Rinaldo-Rinaldini : héros du roman de brigands du même nom de Christian August VULPIUS (1798) ; Schinderhannes : chef d'une bande de brigands qui sema la terreur dans la vallée du Rhin à l'époque de la Révolution française ; décapité à Mayence en 1803.

40. Note de Bernstein : « Le journaliste radical-démocrate Gustav Rasch, un polygraphe à goûter, certes, avec précaution. »

41. Il s'agit d'un recueil de chansons populaires bulgares, publiées et traduites par Auguste DOZON, Paris, 1875.

cette contrée (par exemple celle de Safarik dans le livre cité, ou celle de Kiepertsch de l'Autriche et des pays danubiens, 1867) vous remarquerez que le problème de la libération des Slaves balkaniques n'est pas si simple ; et que, à l'exception du territoire serbe, l'ensemble est parsemé de colonies turques, et bordé par une côte grecque — sans parler de Salonique qui est une ville de juifs espagnols. Bien entendu, ces braves Bulgares règlent maintenant le compte des Turcs en Bulgarie et en Roumélie orientale en les assassinant, les expulsant et mettant le feu à leurs maisons sur leur tête.

Si les Turcs avaient agi de même, au lieu de leur accorder plus d'autonomie et de les imposer moins lourdement que maintenant, il n'y aurait plus de problème bulgare.

F. E.

11. [Socialisme et indépendance nationale : La revendication du rétablissement de la Pologne est-elle dépassée ?]*

Je parviens enfin à répondre à votre lettre du 8 novembre.

L'une des tâches réelles de la Révolution de 1848 (et les tâches *réelles,* et non pas illusoires d'une révolution sont toujours résolues à la suite de cette révolution) était d'instaurer les nationalités opprimées et morcelées d'Europe centrale, pour autant qu'elles aient été viables et particulièrement mûres pour l'indépendance.

Cette tâche a été résolue par les exécuteurs testamentaires de la Révolution, Bonaparte, Cavour, Bismarck, dans les conditions de l'époque pour l'Italie, la Hongrie et l'Allemagne. Restaient l'Irlande et la Pologne. L'Irlande peut rester ici hors de cause, elle ne touche les affaires du continent que très indirectement. Mais la Pologne est située au milieu du continent, la préservation du partage est précisément le lien qui renouvelle sans cesse les liens de la Sainte Alliance et c'est pourquoi la Pologne nous intéresse beaucoup.

En effet, pour un grand peuple, il est historiquement impossible de discuter sérieusement de la moindre question interne, aussi longtemps que l'indépendance nationale fait défaut. Avant 1859, il n'était pas question de socialisme en Italie, même le nombre des Républicains était restreint, bien qu'ils constituassent l'élément le plus énergique. Ce n'est que depuis 1861 que les Républicains se sont multipliés et qu'ils ont transmis plus tard leurs meilleurs élé-

* Engels à Kautsky, lettre du 7 février 1882, *Friedrich Engels Briefwechsel mit Karl Kautsky,* Vienne, Danubia Verlag, 1955, p. 50-53.

ments aux socialistes. Il en est de même en Allemagne. Lassalle était sur le point d'abandonner la cause comme erronée, lorsqu'il eut le bonheur d'être abattu. Ce n'est que lorsqu'en 1866 fut décidée l'unité grand-prussienne de la Petite Allemagne que les partis lassallien et « eisenachien » acquirent une signification et ce n'est que depuis 1870, lorsque les appétits annexionnistes de Bonaparte eurent été définitivement éliminés que l'affaire s'est mise en branle. Si nous avions encore l'ancienne Diète, où en serait notre Parti ? Il en est de même en Hongrie. Ce n'est que depuis 1860 que le mouvement moderne — leurre en haut, socialisme en bas — a fait son apparition.

Le mouvement international du prolétariat n'est a priori possible qu'entre nations indépendantes. Le peu qu'il y avait d'internationalisme républicain en 1830-1848 s'est regroupé autour de la France, qui devait libérer l'Europe, a *donc renforcé le chauvinisme français* à tel point que la vocation libératrice universelle de la France et par conséquent son droit originel : être à la tête, vient encore quotidiennement se fourrer dans nos jambes (en tant que caricature chez les blanquistes, mais encore très prononcée, par exemple Malon et Cie). Dans l'Internationale également, c'était à peu près l'opinion allant de soi des Français. Seuls les événements leur ont démontré — comme à bien d'autres — que la collaboration internationale n'est possible qu'entre *égaux* et que même un *primus inter pares* ne peut exister que pour l'action immédiate. Aussi longtemps que la Pologne est partagée et soumise, aucun parti socialiste puissant ne peut se développer dans le pays même, pas plus que de véritables relations internationales *entre des Polonais autres que ceux de l'émigration* et les autres partis prolétariens en Allemagne, etc. Chaque paysan et ouvrier polonais qui sort de sa léthargie pour participer aux intérêts généraux se heurte tout d'abord au fait de la soumission nationale, elle est le premier obstacle qui se dresse partout sur son chemin. Le supprimer est la condition fondamentale de tout développement libre et sain. Les socialistes polonais qui ne mettraient pas la libération de leur pays en tête de leur programme me font penser à des socialistes allemands qui ne voudraient pas revendiquer tout d'abord la suppression des lois d'exception contre les socialistes la liberté de presse, d'association, de réunion. Pour pouvoir lutter, il faut d'abord avoir un terrain, de l'air, de la lumière et une marge de manœuvre. Sinon tout n'est que bavardage.

Savoir si le rétablissement de la Pologne est possible *avant* la prochaine révolution n'a pas d'importance. Mais en aucun cas nous n'avons, *nous,* pour tâche de détourner les Polonais de leurs efforts pour conquérir les conditions vitales de leur développement ou de les convaincre que du point de vue international l'indépendance nationale est une affaire très secondaire, alors qu'elle est le fondement de toute collaboration internationale. En outre la guerre entre l'Allemagne et la Russie était sur le point d'éclater en 1873, le rétablissement d'une Pologne *quelconque,* noyau de la véritable Pologne ultérieure, était donc parfaitement possible. Et si Messieurs

les Russes ne mettent pas bientôt un terme à leurs intrigues et à leurs provocations panslavistes en Herzegovine, ils pourront bien s'attirer une guerre qui les dépassera, eux, l'Autriche et Bismarck. Seuls le parti panslaviste russe et le tsar ont intérêt à ce que l'affaire de l'Herzegovine devienne grave, on peut tout aussi peu s'intéresser à cette engeance de brigands bosniaques qu'aux ministres et bureaucrates autrichiens stupides qui y sévissent actuellement. Par conséquent, même *sans* soulèvement, par le jeu des collisions purement européennes, le rétablissement d'une Petite Pologne indépendante ne serait pas du tout impossible ; aussi bien la Petite Allemagne prussienne inventée par les bourgeois n'a-t-elle pas été établie par la voie révolutionnaire, parlementaire dont ils avaient rêvé, mais par la guerre.

Je suis donc d'avis que *deux* nations en Europe ont non seulement le droit mais le devoir d'être nationales avant d'être internationales : les Irlandais et les Polonais. C'est lorsqu'ils sont bien nationaux qu'ils sont le mieux internationaux. Les Polonais l'ont compris dans toutes les crises et démontré sur tous les champs de bataille révolutionnaires. Qu'on les prive de la perspective de rétablir la Pologne, ou qu'on les persuade que la nouvelle Pologne leur tombera bientôt toute rôtie dans le bec et c'en est fait de leur intérêt pour la révolution européenne.

Et nous plus spécialement, nous n'avons aucune raison de contrecarrer l'aspiration des Polonais à l'indépendance. *Primo,* ils ont inventé et appliqué en 1863 un mode de lutte que les Russes imitent aujourd'hui avec un tel succès (cf. « Berlin und Petersburg », Annexe 2)[42] et *secundo* ils ont été lors de la Commune de Paris les seuls chefs d'armée dignes de confiance et expérimentés.

Qui sont les gens qui s'opposent aux aspirations nationales polonaises ? D'abord, les bourgeois européens, auprès desquels les Polonais ont perdu tout leur crédit depuis l'insurrection de 1846, et depuis qu'ils manifestent des tendances socialistes ; ensuite les panslavistes russes et ceux qui sont influencés par eux, tel Proudhon qui voyait tout par les yeux de Herzen. Parmi les Russes, même les meilleurs, seul un petit nombre est jusqu'à présent exempt de tendances et de réminiscences panslavistes : la croyance à la vocation panslaviste de la Russie est chez eux aussi fermement ancrée que chez les Français celle de l'initiative révolutionnaire innée de la France. Mais en réalité, le panslavisme est une duperie de domination universelle sous le manteau d'une nationalité *slave* qui n'existe pas. C'est notre pire ennemie, à nous et aux Russes. La duperie s'effondrera un jour, mais entre-temps elle peut nous causer beaucoup d'ennuis. Une guerre panslaviste en tant qu'ultime bouée de secours du tsarisme russe et de la réaction russe se prépare actuellement ; aura-t-elle lieu ? Nul ne le sait, mais si elle éclate, une chose est sûre : le développement dans une direction révolution-

42. Titre d'un livre paru à Berlin.

naire qui se déroule de façon si magnifique en Allemagne, en Autriche et en Russie même sera totalement dérangé et dévié sur d'autres voies, pour le moment imprévisibles. Dans le meilleur des cas, nous y perdrons 3 à 10 ans ; une rémission pour une « nouvelle ère » constitutionnelle en Allemagne et peut-être même en Russie, une Petite Pologne sous l'hégémonie allemande, une guerre de revanche avec la France, une nouvelle excitation des peuples les uns contre les autres, une nouvelle Sainte Alliance enfin constituent l'hypothèse la plus vraisemblable. Le panslavisme est par conséquent plus que jamais notre ennemi mortel, même s'il est au bord de la tombe ; ou même à cause de cela. Car les Katkoff, Aksakoff, Ignatieff et Cie[43] savent bien que leur empire sera perdu à jamais dès que le tsarisme sera renversé et que le peuple russe entrera en scène. C'est le pourquoi de leur fébrilité en faveur de la guerre, au moment où le trésor est négatif et où aucun banquier n'est prêt à concéder le moindre sou au gouvernement russe.

C'est pourquoi tous les panslavistes haïssent les Polonais à mort : ce sont les seuls Slaves *anti*-panslavistes, traîtres par conséquent à la cause sacrée du slavisme et ils doivent être inclus par la force dans le Grand Empire des tsars dont la capitale future est Tsarigrad, c'est-à-dire Constantinople.

Maintenant vous pourriez me demander si je n'ai vraiment aucune sympathie pour les petits peuples et ruines de peuples slaves qui sont séparés par les coins enfoncés parmi les Slaves : les Allemands, les Magyars et les Turcs ? En fait, diantrement peu : le cri de détresse tchéco-slovaque

> Boze, ak jus nikto nenj na zemi
> Ktoby Slavom (*sic*) spraviedlivost cinil ?
> (Dieu, n'y a-t-il personne sur terre qui rende justice aux Slaves ?)

a été entendu à St-Pétersbourg et tout le mouvement national tchèque aspire à ce que le tsar « spraviedlivost cinil ». Il en est de même pour les autres : Serbes, Bulgares, Slovènes, Ruthènes de Galicie (du moins en partie). Nous ne pouvons nous mobiliser en faveur de ces objectifs. Ce n'est que lorsque les aspirations nationales de ces tom-pouces de peuples seront libérées, grâce à l'effondrement du tsarisme, de l'amalgame avec les tendances panslavistes de domination universelle, que nous pourrons les laisser s'exprimer librement et je suis sûr que six mois d'indépendance suffiront à la majorité des Slaves d'Autriche-Hongrie pour les amener à implorer leur réintégration. Mais on ne reconnaîtra en aucun cas à ces petits peuples le droit qu'ils s'arrogent actuellement en Serbie, Bulgarie et Roumélie orientale, celui d'empêcher la prolongation du réseau ferroviaire européen jusqu'à Constantinople. [...]

43. Mikhaïl KATKOFF (1818-1887) et Ivan AKSAKOFF (1823-1886), publicistes panslavistes russes ; Nikolaï Pavlovitch IGNATIEFF (1832-1908), général et diplomate russe qui fut longtemps ministre à Constantinople.

La manière dont les Polonais s'accorderont avec les Lithuaniens, les Russes Blancs et les Petits Russiens de l'ancienne Pologne, de même qu'avec les Allemands sur les questions de frontières, ne nous concerne pas pour le moment. En outre, la merveilleuse collaboration entre ouvriers tchèques et allemands en Bohême prouve à quel point les ouvriers mêmes sont peu contaminés, même dans les pays prétendûment « opprimés », par les appétits panslavistes des professeurs et des bourgeois.

F. E.

12. [Indépendance nationale et progrès social]*

L'on peut dire que *le Manifeste du parti communiste* a paru exactement au jour du 18 mars 1848, coïncidant ainsi avec les révolutions de Milan et de Berlin, qui furent la levée de boucliers des deux nations situées au centre, l'une du continent européen, l'autre de la Méditerranée ; deux nations affaiblies jusqu'à ce moment par des divisions et des discordes internes, et qui, de ce fait, étaient tombées sous la domination étrangère. Alors que l'Italie était assujettie à l'empereur d'Autriche, l'Allemagne subissait le joug non moins effectif, bien que plus indirect, du tsar de toutes les Russies. Le résultat du 18 mars 1848 fut d'arracher à cette honte l'Italie et l'Allemagne ; si ces deux grandes nations se sont reconstituées dans la période 1848-1871, et ont été, d'une certaine manière, rendues à elles-mêmes, c'est, comme le dit Marx, parce que les hommes qui avaient abattu la révolution de 1848 en furent pourtant, malgré eux, les exécuteurs testamentaires.

Partout, cette révolution a été l'œuvre de la classe ouvrière ; c'est elle qui a dressé les barricades, c'est elle qui a risqué sa vie. Seuls les ouvriers de Paris, en renversant le gouvernement, avaient l'intention bien déterminée de renverser le régime de la bourgeoisie. Mais autant ils avaient conscience de l'antagonisme fatal entre leur propre classe et la bourgeoisie, autant étaient insuffisants le progrès économique du pays et le développement intellectuel des masses ouvrières françaises, qui auraient rendu possible une reconstruction sociale. Les fruits de la révolution furent donc, en dernier résultat, cueillis par la classe capitaliste. Dans les autres nations, en Italie, en Allemagne, en Autriche, les ouvriers n'ont fait au fond que porter la bourgeoisie au pouvoir. Mais dans aucun pays le règne de la bour-

* Extrait de la préface à l'édition italienne du *Manifeste communiste* écrite par Engels en février 1893. Texte français in : Karl Marx, *Œuvres*, édition établie par M. Rubel, Bibliothèque de la Pléiade, t. I, p. 1491-1493.

geoisie n'est possible sans l'indépendance nationale. La révolution de 1848 devait donc entraîner l'unité et l'autonomie des nations, qui jusqu'alors en étaient privées : l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie. La Pologne verra venir son tour.

Si donc la révolution de 1848 ne fut pas la révolution socialiste, elle lui a pourtant ouvert la voie et préparé le terrain. Avec l'élan ainsi donné dans chaque pays à la grande industrie, le régime bourgeois a créé partout, ces dernières quarante-cinq années, un prolétariat nombreux, concentré et puissant ; il a ainsi engendré, pour employer l'expression du *Manifeste,* ses propres fossoyeurs. Sans l'autonomie et l'unité rendues à chaque nation, ni l'union internationale du prolétariat ni la tranquille et intelligente coopération de ces nations pour des fins communes ne sauraient s'accomplir. Qu'on essaye d'imaginer une action internationale commune des ouvriers italiens, hongrois, allemands, polonais, russes dans les conditions politiques d'avant 1848 ! (...)

F. E.

Karl Kautsky (1854-1938)

Né à Prague, issu d'une famille tchèque, citoyen autrichien, Karl Kautsky milita très jeune dans le mouvement socialiste autrichien naissant auquel il resta attaché, même lorsque son champ d'activité privilégié se transporta en Allemagne. Dès les années 1880, très proche collaborateur d'Engels, Kautsky s'affirme comme l'un des jeunes théoriciens marxistes les plus en vue dans le S. P. D. La revue Neue Zeit *qu'il fonde en 1883 va devenir l'organe théorique par excellence du marxisme de la IIe Internationale. Le prestige et l'autorité de Kautsky, considéré comme l'héritier d'Engels, ne cessent de croître jusqu'à la Première Guerre mondiale. Il devient l'arbitre idéologique de la IIe Internationale et l'expert marxiste en matière de question nationale.*

La problématique nationale est présente dans ses premiers écrits ; c'est l'un des thèmes de réflexion de sa correspondance avec Engels auquel il est alors très lié [1]*. Son horizon s'élargit lorsqu'il confronte ses réflexions à la question irlandaise lors d'un séjour à Londres en 1887. C'est alors qu'il se charge d'énoncer sa théorie de la genèse, de la formation et de la disparition de la nation qui devint la position marxiste orthodoxe. Dans une longue étude intitulée « La nationalité moderne »* [2]*, il présente de façon schématique et rudimentaire encore les thèses qu'il approfondira et qu'il développera dans ses écrits ultérieurs sur la théorie des nations en 1908 et en 1917.*

Sa seconde confrontation publique avec la problématique nationale se situe lors du débat qui précéda le congrès de la IIe Internationale convoqué à Londres en 1896 [3]*. Il arbitre le conflit entre le*

1. Pour la réponse d'Engels, voir présent volume, p. 105-109.
2. « Die moderne Nationalität », *Neue Zeit*, V, 1887, p. 392-405 ; 442-451. Seule la seconde partie est publiée dans le présent volume.
3. « Finis Poloniae ? », *Neue Zeit*, XIV, Bd II, 1895-1896, p. 484-491, 513-525.

P. P. S. et Rosa Luxemburg, refusant tout autant de considérer l'indépendance de la Pologne comme une revendication prioritaire du mouvement ouvrier international et de la rejeter comme dépassée. Ce fut d'ailleurs lui qui inspira la résolution ultérieurement célèbre adoptée lors de ce congrès[4]*. Deux ans plus tard, alors que la social-démocratie autrichienne est confrontée à la nécessité urgente de se doter d'un programme national, c'est Kautsky qui engage les débats dans la* Neue Zeit, *avançant une solution qui préfigure celle qu'allait adopter le parti social-démocrate autrichien à son congrès de Brünn en 1899 : « fédéralisme des nationalités, suppression des frontières nationales traditionnelles, restructuration de l'Autriche à partir des frontières linguistiques »*[5]*.*

C'est également à Kautsky que s'adresse au début de la révolution de 1905 la jeune social-démocratie russe pour qui le programme national est intimement lié à l'une des divergences majeures, celle de l'organisation. Il fait dépendre la solution qu'il propose de la nature de la révolution russe : plus elle sera prolétarienne, plus elle sera démocratique et en ce cas, les nations qui luttent pour leur indépendance contre une Russie autocratique auront intérêt à s'associer au mouvement démocratique qui leur garantira l'égalité nationale dans un « Etat fédératif de nationalités », les « Etats-Unis de Russie », fondés sur l'autonomie territoriale[6]*. Kautsky estime en effet que l'indépendance des territoires peuplés par une mosaïque de nationalités n'est pas une solution au problème national, ni en Russie (le Caucase), ni en Autriche, ni dans les Balkans. Pour cette région « non développée » du sud-est européen, il préconise d'ailleurs en 1908, définissant « les tâches nationales des socialistes parmi les Slaves des Balkans », une Fédération balkanique démocratique, libérée à la fois des intérêts dynastiques et de la suzeraineté des puissances étrangères, afin que soient assurées les conditions du développement de la lutte de classe du prolétariat*[7]*.*

La même année, c'est en garant de l' « orthodoxie marxiste » que Kautsky présente dans la Neue Zeit[8] *une ample critique de l'ouvrage d'Otto Bauer,* La question des nationalités et la social-démocratie, *qui n'est en fait qu'une défense et un approfondissement de ses positions traditionnelles reprises en 1917 dans une polémique*

---

4. Voir présent volume p. 205-207.
5. « Der Kampf der Nationalitäten und das Staatsrecht in Œsterreich », *Neue Zeit*, XVI, Bd I, 1897-1898, p. 516-524, 557-564. Citation p. 558. Voir aussi « Das böhmische Staatsrecht und die Sozialdemokratie », *Neue Zeit*, XVII, 1898-1899, Bd I, p. 292-301 ; « Partikularismus und Sozialdemokratie », *id.*, p. 504.
6. « La question nationale en Russie » publié dans *Poslednie Izvestia*, n° 252, reproduit en appendice de la brochure de V. Medem, *Social-demokratia i nacionalnyi vopros*, St-Pétersbourg, 1906, p. 58-64. En allemand : « Die Nationalitätenfrage in Russland », *Leipziger Volkszeitung*, n° 98, 29 avril 1905.
7. « Die nationalen Aufgaben der Sozialisten unter den Balkanslawen » (extrait de la préface de Kautsky à l'édition bulgare de son livre *République et social-démocratie en France*), *Der Kampf*, 1909 , p. 105-110.
8. *Nationalität und Internationalität*, Ergänzungshefte zur *Neuen Zeit*, n° 1, 1907/1907, 18 janvier 1908, Paul Singer Verlag, Stuttgart, 36 p.

contre les social-démocrates allemands majoritaires[9]. *Dans sa réplique, Bauer précise son argumentation et explicite sa démarche, soupçonnant Kautsky d'ignorer la distinction qu'il opère entre communauté et société, source du « malentendu »*[10].

Les développements théoriques et politiques de Kautsky ont eu une résonance considérable en tant qu'expression des positions « marxistes orthodoxes ». Malgré les divergences, les thèses de Kautsky occupent la place centrale dans les débats entre les marxistes jusqu'en 1914 ; c'est par rapport à elles qu'ils s'orientent, autour d'elles que s'articulent les élaborations idéologiques et tactiques.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Werner BLUMENBERG, *Karl Kautskys literarisches Werk,* Mouton, La Haye, 1960, 158 p. (Bibliographie des œuvres de Kautsky.)

Friedrich Engels Briefwechsel mit Karl Kautsky, présenté par Benedikt KAUTSKY, Danubia Verlag, Vienne, 1955, 463 p.

Victor ADLER, *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky,* présenté par Friedrich ADLER, Volksbuchhandlung, Vienne, 1954, 680 p.

Hans MOMMSEN, *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im Habsburgischen Vielvölkerstaat,* Europa Verlag, Vienne, 1963, 467 p.

Hans-Ulrich WEHLER, *op. cit.,*

9. *Die Befreiung der Nationen,* Dietz, Stuttgart, 1917.

10. Otto BAUER, « Bemerkungen zur Nationalitätenfrage », *Neue Zeit,* XXVI, Bd I, 6 mars 1908, p. 792-802.

1. La nationalité moderne

La forme classique de l'Etat moderne est l'*Etat national.* Mais les formes classiques existent en général simplement comme *tendances,* il est rare qu'elles soient développées de façon parfaitement typique. Tout comme la forme classique du mode de production moderne est la grande industrie capitaliste, avec laquelle de nombreux restes des formes de production antérieures continuent à exister il n'y a aujourd'hui aucun Etat national pur, aucun Etat qui embrasserait la nation entière, ou qui ne comprendrait, en outre, totalement ou par fragments, d'autres nations. Ni la formation des Etats nationaux, ni celle des nations mêmes n'est achevée.

Or, en Europe il n'y a que peu d'Etats qui ne reposent sur le fondement de la nationalité ; et ce ne sont pas alors des Etats modernes : pas plus la république paysanne de Suisse, qui n'a même pas de capitale, que la monarchie des Habsbourg ou l'Empire tsariste.

Le facteur unificateur des pays de l'Autriche n'a pas été le développement économique. Ces pays n'ont jamais formé un territoire économique unitaire. Ce fut l'assaut des Ottomans, du XV[e] au XVIII[e] siècles qui, les menaçant tous, Slaves du sud, Hongrois, Tchèques, Allemands du sud-est, les força à se rapprocher les uns des autres. Ils auraient été perdus s'ils n'avaient rassemblé leurs forces sous un chef commun : sous les Habsbourg. Ceux-ci sont devenus les champions de l'Europe contre le Croissant. S'ils succombaient, c'était surtout l'Allemagne qui était menacée, en particulier l'Allemagne du sud. Les princes allemands étaient loin de redouter les Français et les Suédois autant qu'ils redoutaient les Turcs. Tenir ces derniers à l'écart devint la dernière fonction véritable des empereurs allemands, la seule que les puissances souveraines leur laissèrent. C'est ainsi que la dignité impériale allemande devint héréditaire pour les Habsbourg.

---

* Extrait de « Die moderne Nationalität » *Neue Zeit,* V, 1887, p. 442-451.

Avec la disparition de la menace turque au siècle dernier s'estompa la dernière fonction de l'empereur romain de la nation allemande. La Révolution française mit fin à cette ombre-là, comme à tant d'autres. L'extinction de la menace turque, cependant, dénoua aussi le lien qui avait relié entre eux les pays de l'Autriche et les tendances centrifuges commencèrent à s'y développer. Elles furent légèrement atténuées par l'apparition d'un nouvel ennemi commun : la Russie tsariste, le panslavisme. Deux peuples qui font partie de l'Autriche ressentaient et ressentent particulièrement la menace : la Pologne et la Hongrie. Tous deux sont par conséquent devenus les éléments qui soutiennent l'Etat en Autriche et il n'est point étonnant de les voir à présent dominer la monarchie.

Le panslavisme, toutefois, ne durera pas éternellement. Le but de ce mouvement qui se prétend « national » et qui aspire à soumettre l'ensemble de monde slave au tsarisme, est incompatible avec une véritable vie nationale de chacun des peuples slaves. Comme le despotisme oriental, l'absolutisme russe repose sur l'absence de toute vie politique nationale dans les masses populaires, sur l'étroitesse d'esprit du paysan, qui dans la commune ne pourvoit qu'à ses besoins personnels sans s'occuper de ce qui se passe à l'extérieur de sa commune et laisse toutes les affaires situées en dehors du périmètre de celle-ci aux soins du Bon Dieu et du Tsar blanc qui lui paraissent à peu près également lointains, également tout-puissants et également impénétrables.

Avec la disparition du communisme communal disparaît aussi l'étroitesse d'esprit communale. Favoriser le développement du capitalisme revient à favoriser la vie nationale. Le tsarisme déploie toutes ses forces pour accélérer le développement dans l'une et l'autre direction. Il s'ensuit que la vie politique nationale gagne en ampleur non seulement à Saint-Pétersbourg et à Moscou, mais dans l'empire entier ; des tendances nationales centrifuges s'éveillent, les Petits-Russiens s'agitent, le mouvement national dans la Pologne russe ne peut être réprimé, il semble au contraire reprendre de plus belle. Ces tendances centrifuges se renforceront sans doute lorsque l'absolutisme tsariste sera remplacé par un régime parlementaire. Le panslavisme cessera alors d'être une puissance ; or ceci veut dire que les Polonais et les Hongrois autrichiens « conservateurs de l'Etat » se transformeront en ennemis de l'Empire ; ils s'efforceront de desserrer le dernier lien avec les « Souabes » détestés — ce qui ne soulèvera plus guère d'objections chez ces derniers.

En Autriche comme en Russie, les hommes d'Etat ont essayé et continuent à essayer de contrecarrer la décomposition menaçante en créant une nationalité unique autrichienne ou russe. L'école, la bureaucratie, l'armée servaient et servent encore en Russie, ce dessein. Mais l'efficacité en est restreinte si l'uniformisation dans ces domaines ne s'accompagne pas de la fusion en un organisme économique unitaire, avec un point central qui en domine la vie tout entière. Il ne saurait en être question en Autriche, où il semble

même qu'à certains égards, la relation entre différents domaines économiques ne cesse de se relâcher. Vienne, qui devrait être le point central économique de l'Autriche, perd de l'importance à vue d'œil. Le marché des vivres, en particulier celui du blé venant de Hongrie et des régions limitrophes pour être dirigé sur la Suisse, l'Allemagne du Sud, la France, etc., se concentre de plus en plus à Budapest au lieu de Vienne ; par ailleurs, les exportations de produits industriels autrichiens vers l'Orient passent en grande partie directement par Trieste ou Budapest, sans être concentrées à Vienne.

La Bohême du Nord, avec sa grande industrie, forme un domaine économique à part, lié très étroitement à l'Allemagne, non seulement par la langue, mais aussi par la géographie et l'économie, grâce à la voie de communication que constitue l'Elbe. C'est là surtout que le mouvement « national-allemand » *(deutschnational)* est chez lui. Les pays alpins, qui sont tout aussi allemands, mais de caractère paysan, ont conservé, eux, le particularisme du Moyen âge — d'autant plus qu'ils sont plus éloignés de la capitale de l'Empire —, et ont d'autant moins développé l'esprit national. Ressemblant en cela au Suisse voisin, dont le développement économique est semblable, le Tyrolien, par exemple, est encore imprégné de particularisme local, qui est également très prononcé chez le Bavarois.

Par conséquent, même les Allemands en Autriche ne disposent pas d'un territoire économique unitaire. Et on y trouve en outre les territoires particuliers de la Hongrie, de la Dalmatie, de la Galicie, ces deux derniers louchant, ainsi que la Bohême du nord, vers l'étranger voisin, aussi bien pour la langue, que pour l'économie et la géographie. Enfin, entre les territoires allemands de Bohême du nord, les pays alpins et les territoires des Polonais et des Hongrois, se situe une région économique particulière, à prédominance agraire, aux frontières peu définies, habitée surtout par des Tchèques. Leurs intérêts, évidemment, ne sont pas dirigés vers l'étranger ; mais dans la mesure où le tsarisme est l'ennemi commun de leurs voisins, concurrents et adversaires, les Allemands, les Hongrois et les Polonais, ils ont un faible pour le panslavisme.

A mesure que les antagonismes économiques s'aiguisent, que chaque région économique essaie de développer son industrie urbaine ou rurale, mais peut de moins en moins le faire sans entraver le développement économique du voisin, les différentes régions économiques de l'Autriche tendent à se séparer et la politique de « réconciliation » des nationalités devient plus difficile, même si l'on parvenait à résoudre la « question linguistique ».

L'Irlande prouve clairement que la solution de la « question linguistique » ne saurait supprimer un antagonisme national, lorsque persiste l'antagonisme économique qui l'a créé. Depuis cinq cents

ans, l'Irlande est une possession anglaise [1]; depuis l'époque de Cromwell, depuis plus de deux siècles, on s'acharne sans cesse et brutalement à exterminer la nationalité irlandaise, à angliciser l'Irlande. La langue de l'Irlande est devenue l'anglais ; la littérature, l'art et la science, pour autant qu'on en puisse parler sur cette île malheureuse, sont anglais. Et malgré cela, l'antagonisme national entre Irlandais et Anglais demeure et ne commence à être surmonté que parce que la Grande-Bretagne rend son indépendance nationale à l'île sœur.

En effet l'antagonisme économique s'était maintenu. L'Irlande n'était jamais devenue une partie de l'Angleterre, elle était toujours restée une colonie conquise que l'on exploitait, un concurrent qu'on essayait de mettre hors d'état de nuire. Le développement économique de l'Irlande a été entravé par tous les moyens, ses manufactures détruites, son agriculture ruinée, le peuple maintenu dans l'ignorance et la misère. On poursuivait envers l'Irlande une politique semblable à celle menée envers les colonies américaines. Mais l'Irlande était plus proche et plus faible que celles-ci. Elle ne réussit ni à obtenir son indépendance nationale et par là même la liberté du développement économique, ni à devenir une partie du territoire économique anglais et participer ainsi au développement économique de l'Angleterre.

L'exemple de l'Autriche nous montre combien un Etat est peu à même de se mesurer aux exigences du développement moderne s'il n'est pas un Etat national. L'Irlande nous montre le lien étroit qui existe depuis le début du développement bourgeois entre le bien-être économique d'un peuple et son indépendance nationale, et l'organisation de la nation en un Etat particulier indépendant. Nous n'avons pas à chercher loin pour trouver d'autres exemples. L'*Allemagne même, à côté de l'Italie* et de la *Pologne,* offre à cette thèse une preuve éloquente.

Le développement économique de l'Allemagne comme de l'Italie a été perturbé au XVIe siècle, depuis la découverte de la voie maritime vers les Indes orientales en contournant l'Afrique du Sud et depuis la découverte de l'Amérique, lorsque le commerce s'est déplacé des côtes méditerranéennes vers celles de l'océan Atlantique. Jusqu'au XVe siècle, l'Italie, la France méridionale, l'Allemagne du sud, avaient été à la pointe du développement économique de l'Europe ; depuis lors elles ont été surpassées par le Portugal, l'Espagne, puis la France du nord, les Pays-Bas, l'Angleterre.

La stagnation économique a eu pour conséquence un engourdissement du sentiment national. Il avait été plus fort au XVe siècle en Allemagne et en Italie qu'il ne l'était au XVIIe ; le particularisme

1. L'annexion de l'Irlande a commencé en 1169, sous Henri II. Mais il a fallu presque quatre siècles pour conquérir entièrement l'Irlande.

des petits Etats et l'esprit de clocher sont devenus les caractéristiques typiques des deux nations. Elles étaient livrées impuissantes aux influences de l'étranger, et les bons voisins ont naturellement tout mis en œuvre pour maintenir le morcellement national et l'arriération économique et pour veiller à ce que ne surgissent des adversaires et des concurrents dangereux. L'arriération économique avait produit le morcellement national et la dépendance ; ceux-ci devinrent à leur tour de nouveaux obstacles au développement économique. Non pas qu'il ait été simplement suspendu et qu'en Allemagne la situation patriarcale se soit maintenue alors que le capitalisme prenait son essor en France et en Angleterre, expropriant petits paysans et artisans, et condamnant au travail forcé à vie en usine le prolétaire, sa femme et son enfant. Le peuple allemand se serait volontiers passé de ces délices. Mais les conséquences dévastatrices du capitalisme ne furent pas très perceptibles au début, dans les pays au développement industriel accéléré. D'ailleurs ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Pologne ne sont restées à l'abri des influences du capitalisme ; les marchandises étrangères entraient et concurrençaient les produits du pays ; le commerce des marchandises restreignait de plus en plus la production à usage personnel ; la prolétarisation des paysans et des artisans suivait son cours, mais ceux qui étaient mis en disponibilité ne trouvaient pas, comme en France et en Angleterre, une industrie capitaliste qui les absorbât comme ouvriers salariés. Au commencement du capitalisme, la fondation d'une usine était considérée comme un événement béni, le propriétaire d'usine faisait figure de bienfaiteur de l'humanité ; ralentir le développement économique ne revenait pas à préserver le bonheur patriarcal, la seule conséquence était son remplacement non par une vigoureuse production de marchandises, mais par une économie de mendicité à laquelle s'accrochaient juste assez de restes féodaux pour la faire apparaître aussi prétentieuse que ridicule. On trouvait dans l'Allemagne des XVII[e] et XVIII[e] siècles de nombreux exemples d'une économie qui ne le cédait en rien aux économies italiennes et polonaises.

Malheur aux vaincus ! Il n'est donc pas étonnant que ces mêmes voisins qui avaient entravé le développement par leur supériorité et avaient favorisé la déchéance s'en soient fait des gorges chaudes. Ce que les Français nous ont fait subir à cet égard, nous l'avons repayé à nos voisins qui avaient la malchance d'être plus faibles et non plus forts que nous, aux Italiens et aux Polonais. Aujourd'hui encore, les Junkers prussiens, avec leur valetaille scientifique, aiment à considérer dédaigneusement les Polonais comme une race humaine inférieure, et en ce faisant, prétendent ignorer que la déchéance des Polonais, pour autant qu'elle soit réelle, procède pour une partie, et pas la moindre, de la politique de la Prusse qui, en coalition avec la Russie, a coupé la Pologne de la mer, paralysé son développement économique et national et réprimé tous les éléments qui auraient été susceptibles de relever la Pologne.

Les classes dominantes ne sont pas les seules à souffrir lorsque l'unification et l'indépendance nationales sont entravées par un voisin trop puissant, c'est le peuple tout entier qui souffre.

Les luttes engendrées par l'aspiration à l'unité et l'indépendance nationales durent depuis des siècles : luttes entre les éléments qui combattent pour la centralisation et les éléments particularistes à l'intérieur de la nation ; luttes entre les différentes nations pour la préservation des frontières, pour des avantages commerciaux, et aussi pour l'existence même, etc., etc. A la longue, elles ont engendré chez les différentes populations, une tradition nationale, un sentiment de parenté avec les conationaux d'une part et de l'autre, un sentiment d'aversion à l'égard des « ennemis héréditaires » qui est presque devenu un instinct, une disposition qui se transmet et qui n'a besoin que de peu de stimulation pour déployer son action. Le sentiment national est ainsi devenu une force motrice qui agit de façon indépendante, sans lien avec le développement économique, et qui peut même dans certains cas devenir un obstacle à celui-ci.

On peut appliquer à la nationalité comme à d'autres catégories le mot de Goethe :

« Raison devient non-sens,
Bienfait calamité,
Malheur à toi qui es un descendant. »

La concentration et la séparation des sociétés modernes en Etats nationaux fut un des leviers les plus puissants du développement économique moderne : à partir d'une certaine limite, cette séparation devient superflue et entrave même la suite du développement.

A mesure que s'étend le mode de production moderne, l'Etat national doit s'agrandir, s'il compte satisfaire ses exigences. De plus en plus, pour rester concurrentielle, chaque entreprise de la grande industrie doit accroître son importance et sa puissance, le nombre de produits qu'elle parvient à écouler doit augmenter sans cesse, chaque entreprise doit se consacrer toujours davantage à une spécialité déterminée ; la productivité du travail et la division du travail dans la société s'accroissent, mais en même temps croît le besoin d'une extension du marché intérieur et celui d'appartenir à une nation plus grande et puissante, capable d'imposer des conditions commerciales favorables sur le marché mondial. Simultanément, les couches moyennes de la société sont rejetées de plus en plus vers le prolétariat, le prolétariat intellectuel croît rapidement et exige de manière urgente la création de nouveaux postes, l'extension de l'Etat — que ce soit par une politique coloniale ou par la délivrance d'une parcelle non encore libérée de « terre nationale », qu'un quelconque voisin appelle sienne — et l'exclusion de tous les éléments « non nationaux » du service de la nation.

Plus une nation ou un Etat sont petits — et c'est d'autant plus

grave pour celui-ci s'il n'est pas un Etat national —, moins ils ont la possibilité de répondre à toutes ces exigences croissantes, et plus ils éprouvent le besoin soit d'agrandir leur propre Etat, soit de se faire « annexer » par un voisin plus grand. Quelles que soient par exemple les démonstrations de patriotisme que font Messieurs les propriétaires d'usine de Belgique et de Suisse, ils louchent, nostalgiques, dans leur for intérieur, par-dessus la frontière de la France ou de l'Allemagne qui sont des Etats assez grands pour accorder à leurs capitalistes la « protection du travail national » et obtenir des accords commerciaux favorables, alors que Belges et Suisses ont un marché intérieur trop peu important pour justifier le protectionisme — il ne pourrait avoir pour eux que des conséquences fâcheuses car ils dépendent trop de l'exportation et de la bonne volonté de leurs voisins.

Si à présent les Hongrois et les Tchèques travaillent avec fièvre à élargir les frontières de leurs territoires nationaux, la faute en revient pour une part non négligeable à la situation économique qui les place devant l'alternative suivante : devenir de grandes nations ou renoncer à une vie économique et par conséquent nationale indépendante. A mesure que la langue tchèque s'étend en Autriche s'accroît la perspective de trouver des consommateurs pour les produits de l'industrie tchèque ; plus il y a d'écoles tchèques, de tribunaux et d'offices utilisant le tchèque comme langue administrative ou courante, plus les fils de la bourgeoisie tchèque auront de chances de trouver des emplois.

En dépit de tout cela, les Tchèques ne constituent pas un danger pour les Allemands, à moins que les capitalistes « nationaux allemands » *(deutschnationale)* ne réussissent à éliminer entièrement les travailleurs allemands en Autriche et à les remplacer par des Slaves — ce à quoi ces messieurs travaillent avec zèle. Faire parade de sa qualité d'Allemand et jeter de temps en temps une aumône à l'impuissante union scolaire allemande rétrécit assurément bien moins le profit que de payer des salaires qui permettent à un ouvrier allemand de subsister ; en outre, le premier geste est une publicité peu onéreuse, mais pas le second. Cependant, malgré cette politique, le maintien de la nation tchèque n'est presque plus pensable. Même si elle s'étend rapidement elle ne parviendra pas à couvrir un territoire économique d'une dimension suffisante pour permettre une autonomie relative de la production dans les conditions actuelles de production. Le capitalisme se développe plus rapidement que la nation tchèque et par conséquent celle-ci devient de plus en plus dépendante économiquement de ses voisins, surtout de la nation allemande. Sans doute, plus nombreux sont ceux qui parlent le tchèque, plus il y a d'écoles, de tribunaux, etc., tchèques, plus les perspectives s'améliorent pour l'industrie tchèque et pour le prolétariat intellectuel tchèque. Mais les perspectives sont meilleures encore pour eux à mesure que se répand parmi les Tchèques la connaissance de l'allemand. Jusqu'à présent, les Tchèques n'ont pas encore

réellement ressenti la nécessité d'apprendre l'allemand, car la vieille génération urbaine le maîtrise encore suffisamment. Mais les Vieux-Tchèques qui comprennent quelque peu les exigences du capitalisme sont parfaitement conscients de cette nécessité ; ils aspirent à voir s'étendre le territoire linguistique de la langue tchèque, sans chercher à évincer la langue allemande des milieux tchèques. Les adversaires les plus fanatiques de la langue allemande, ceux pour qui l'ignorance de ce langage constitue une vertu nationale, ce sont les Jeunes-Tchèques, les représentants de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie. Pour ces milieux, la connaissance de l'allemand ne relève évidemment pas d'une nécessité économique ; mais paysannerie et petite-bourgeoisie sont vouées au déclin, et avec elles le langage qu'elles emploient. A mesure qu'elles reculent, que le capitalisme se développe, l'importance économique du tchèque décroît en Bobême et celle de l'allemand s'accentue. Toute tentative pour enrayer les progrès de la langue allemande en Bohême produit obligatoirement un ralentissement du développement économique de ce pays. Favoriser la nationalité tchèque n'est presque plus synonyme de favoriser le développement économique [2].

Que les Tchèques se consolent. Des nations plus grandes sont menacées du même sort.

La force productive de la grande industrie s'accroît sans cesse et le cercle des nations dans lequel elle est le mode de production prépondérant s'étend sans cesse. Aujourd'hui, ce ne sont plus trois ou quatre Etats commerciaux qui se livrent à la concurrence sur trois ou quatre marchés, comme ce fut le cas au début du développement des nations modernes : toutes les nations de la civilisation moderne sont maintenant dans l'arène et leur lutte embrasse l'ensemble des marchés du monde. Connaître une seule langue ne suffit pas pour ceux qui prennent part à cette joute. Plus on parle de langues, plus on a de chances de devancer les autres concurrents qui en parlent moins. Si l'industrie allemande a fait ces derniers temps des progrès aussi rapides sur le marché mondial, elle le doit pour une part non négligeable à ce talent cosmopolite des Allemands, que la tendance « nationale » dénigre si souvent. Les marchands allemands connaissent davantage de langues étrangères que leurs homologues anglais et français qui continuent à vivre sous l'influence de la tradition selon laquelle le monde entier parle leur langue.

A mesure que s'intensifient les communications internationales, se fait sentir aussi la nécessité d'un moyen de communication inter-

2. La connaissance de la langue allemande se répandrait beaucoup plus rapidement en Bohême que ce n'est le cas si les Allemands n'avaient pas *imposé* leur langue aux Tchèques, non dans l'intention de leur procurer ainsi un avantage, mais pour s'ouvrir leur territoire économique.

national, d'un langage universel. On ne peut d'ailleurs l'inventer arbitrairement, car ce n'est pas le besoin d'ajouter au nombre des langues existantes un langage nouveau, qui n'aurait d'ailleurs qu'une valeur douteuse, qui se fait ressentir, mais celui d'une *diminution* du nombre des langues dont on a besoin pour parcourir le monde.

Le volapük ne pourra guère être autre chose qu'un langage secret pour quelques rares initiés. C'est plutôt une des langues existantes qui devra devenir la langue universelle.

Dès à présent pour être « cultivé », pour participer pleinement à la vie économique et intellectuelle moderne, il est indispensable de comprendre, et si possible de parler, outre sa langue maternelle, au moins une seconde langue, une langue mondiale. Cette nécessité ira toujours croissant; par rapport aux langues mondiales, les langues nationales sont ravalées au rang qu'occupent à présent les dialectes par rapport à la langue écrite. Les langues nationales seront de plus en plus réservées à l'usage domestique et même là elles tendront à remplir le rôle d'un vieux meuble de famille que l'on conserve avec vénération, mais qui n'a plus grande utilité pratique. De plus en plus se répandra la connaissance des langues que l'on parle dans les grands centres de communication mondiale, à Londres, New York, Paris, Berlin et parmi ces langues il y en aura une qui à son tour l'emportera sur les autres. On ne saurait, bien sûr, dire à présent laquelle d'entre elles l'emportera ; de toutes façons, ce seront des raisons de nature économique qui décideront de sa victoire et non des considérations sur la grammaire ou la musicalité.

D'ores et déjà, les petites nations éprouvent de plus en plus le besoin d'accéder, au-delà des frontières linguistiques nationales, à un langage commun, non seulement dans la vie économique, mais aussi dans la vie littéraire et scientifique. Quiconque veut aujourd'hui en Hongrie, en Bohême, en Scandinavie, au Danemark, en Hollande, informer le monde d'un résultat scientifique important, choisit rarement pour ce faire sa langue maternelle, mais préfère généralement l'allemand et le français. Des considérations nationales s'opposent souvent à cette démarche, ce qui ne favorise nullement l'évolution.

Le besoin d'une langue universelle n'est cependant qu'un symptôme de la nécessité de l'union des nations de la civilisation moderne en un seul territoire économique, du renversement des barrières nationales.

Les petites collectivités primitives se suffisaient à elles-mêmes ; elles produisaient elles-mêmes tout ce dont elles avaient besoin. Ce fut aussi le cas jusqu'à un certain point, pour les nations modernes au début de leur existence. Il est vrai que le commerce extérieur était pour elles un puissant levier de développement, mais l'objet du négoce était des *produits de luxe,* des tissus fins, des fourrures, des bijoux, des épices, etc. Pour la satisfaction des besoins *essentiels,* chaque nation formait un domaine économique autonome qui se

suffisait à lui-même. Il en est tout autrement à présent. Dans les échanges internationaux, les marchandises de luxe ont cédé la place aux marchandises servant à satisfaire les besoins vitaux. Il y a cinquante ans, les dimensions gigantesques qu'allait prendre le commerce international des céréales et du bétail, du bois et du charbon de bois, des minéraux et des métaux, etc., étaient insoupçonnées. Pas un seul Etat de la civilisation moderne ne constitue aujourd'hui un territoire économique entièrement indépendant. Et les nations sont de plus en plus reliées les unes aux autres, le nombre des points de contact économiques ne cesse de croître de même que celui des affaires qui nécessitent un règlement international commun.

Lorsqu'éclata, au début des années 1860, la révolte des esclavagistes des Etats-Unis, l'Angleterre cesssa d'être approvisionnée en coton nord-américain. L'industrie cotonnière anglaise épuisa ses réserves de matières premières ; une effroyable crise s'ensuivit. Aujourd'hui, dans chaque Etat moderne, de nombreuses branches de l'industrie dépendent de l'étranger, comme ce fut alors le cas pour l'industrie cotonnière anglaise. A cela s'ajoute que la plupart des Etats industriels sont dépendants des denrées alimentaires importées. Une interruption des communications internationales, par exemple par une guerre mondiale, provoquerait non seulement une crise d'une dimension et d'une acuité telles, que la crise du coton de 1862, une crise qui a provoqué la faillite de branches industrielles entières, apparaîtrait en regard comme un jeu d'enfant, mais également une famine comme notre génération n'en a pas encore vu.

Le marché intérieur perd relativement de l'importance par rapport au marché extérieur à mesure que croît la dépendance économique de chacune des nations modernes par rapport à l'étranger. Dans la grande industrie actuelle, la force productive du travail augmente beaucoup plus rapidement que la consommation nationale ; l'extension du marché extérieur devient de plus en plus importante.

Mais elle non plus ne se produit pas aussi rapidement que l'extension de la force productive du travail. Nous sommes menacés de surproduction internationale chronique, une entrave au développement économique. Les efforts nationaux, jusqu'ici profitables, sont de plus en plus inutiles, en l'occurrence parfois même, ils constituent des obstacles. Les efforts pour accroître l'unité et l'indépendance, la grandeur et la puissance d'une nation ne sont plus en mesure de créer suffisamment de débouchés pour la grande industrie à l'intérieur et à l'extérieur. Il faut instaurer un nouveau levier de développement économique si l'on veut qu'il puisse poursuivre son cours ; la concurrence sur le marché intérieur et extérieur, doit être remplacée par une réglementation internationale de la production. Cette réglementation doit être internationale parce qu'aujourd'hui il n'est pas possible de transformer radicalement le mode de production d'une nation moderne sans contrecoup sur les autres nations, et parce que la grande industrie a besoin d'un domaine économique qui dépasse de loin le cadre de chacune des nations

actuelles pour pouvoir développer intégralement ses forces productives.

Mais cette réglementation internationale ne saurait être mise en place sans changements considérables dans la vie économique de chacune des nations ; les antinomies nationales sont insurmontables sans l'abolition de la concurrence, sans la suppression du ressort qui l'anime, le profit.

Par conséquent, la bourgeoisie s'oppose obstinément non seulement à cette réglementation, mais à tout ce qui pourrait l'évoquer, par exemple une législation internationale du travail. Il ne lui reste donc plus qu'à continuer à utiliser les leviers usés du développement antérieur et ce d'autant plus violemment qu'empire sa détresse. Ainsi, depuis un certain temps, c'est justement dans les milieux des grands industriels capitalistes que se manifestent avec une acuité sans cesse croissante des tendances « nationales » traditionnelles, à mesure que la grande industrie déborde les barrières nationales et a davantage besoin d'un territoire économique international. La surproduction est à présent si considérable qu'il est impensable de pouvoir écouler, dans les conditions actuelles, tous les produits de la grande industrie. Un capitaliste d'une nation donnée ne peut espérer vendre toutes ses marchandises que s'il peut sous-enchérir en permanence sur ses concurrents des autres nations. Or cette sous-enchère compromet le profit : pour le sauver, les capitalistes font appel à la nation, à la solidarité nationale, qui doit se manifester en faisant payer par les ouvriers, les paysans et les petits-bourgeois, sous une forme ou sous une autre — impôts, taxes, etc. — le déficit causé par la sous-enchère des divers « ennemis héréditaires » sur le marché mondial. Telle est actuellement la teneur essentielle de la politique économique « nationale » de la plupart des nations modernes. Elle doit aller de pair avec une politique qui consiste à favoriser au maximum l'industrie nationale et à causer le plus de tort possible à l'industrie étrangère, par le moyen de traités commerciaux, de la politique coloniale, etc.

Toutes les vieilles combines de la politique mercantile des XVII[e] et XVIII[e] siècles reviennent à la surface, sous une forme peut-être encore plus saisissante ; c'est à cor et à cri qu'on réclame une protection nationale pour l'industrie alors qu'augmente la violence de l'irritation contre les concurrents étrangers. Certains « patriotes » ne seraient pas opposés à la réédition d'une des guerres marchandes des siècles passés : mais à cette époque-là une guerre marchande fournissait un élan nouveau au développement économique de la nation victorieuse ; aujourd'hui, c'est la solidarité internationale qui le revendique et une guerre aurait pour conséquence la faillite du système économique.

Les intérêts de classe bornés de la bourgeoisie exigent aujourd'hui non seulement que soient conservées les barrières nationales, mais qu'elles soient renforcées et que s'intensifie la haine nationale ;

ainsi, ils sont de plus en plus en contradiction avec les conditions du développement économique.

Celles-ci convergent en revanche avec les intérêts de classe du prolétariat.

Comme pour les libertés bourgeoises, les prolétaires doivent prendre fait et cause pour l'unité et l'indépendance de leur nation face aux éléments réactionnaires, particularistes, comme face aux éventuelles attaques de l'extérieur. Dans ce sens, ils sont nationaux. Mais leurs intérêts ne s'opposent pas aux intérêts de leurs camarades de classe d'autres nations. Les capitalistes d'une nation ont un intérêt à ce que leurs homologues de classe étrangers fassent produire dans les conditions les moins favorables. Les ouvriers d'une nation ont le plus grand intérêt à ce que leurs camarades de classe étrangers soient dans la situation la plus favorable possible. Plus les salaires augmentent en Allemagne, plus les organisations ouvrières, etc. sont consolidées et renforcées, mieux il en est non seulement pour les travailleurs allemands, mais aussi pour les Suisses, les Français, les Anglais, etc. et inversement. Meilleure est la condition des ouvriers d'une nation, et plus grandes sont les chances qu'ils restent dans leur pays au lieu d'émigrer pour concurrencer le voisin, moins les capitalistes de cette nation auront-ils la possibilité d'abaisser par une politique de dumping les prix des marchandises et les salaires à l'étranger.

A mesure que se développe le mode de production moderne, s'approfondit la solidarité internationale des travailleurs, alors que s'amenuise la solidarité nationale entre ouvriers et capitalistes d'une même nation.

Le développement qui a créé les nations modernes a aussi créé les antagonismes de classes modernes. Ce que Platon disait déjà des communes de son temps vaut aussi pour elles, à savoir que chacune d'entre elles est composée de deux communes hostiles, les pauvres et les riches [3].

Dans l'Empire romain décadent, les antagonismes sociaux s'étaient tant accrus et le processus de décomposition de la nation romaine, si l'on peut la désigner comme telle, était devenu si intolérable que nombreux étaient ceux à qui l'ennemi du pays, le barbare germanique, apparaissait comme un sauveur. On n'en est pas encore là à présent, du moins dans les Etats nationaux. Et nous ne croyons pas non plus qu'on en arrive là du côté du prolétariat. Certes l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat ne cesse de croître mais simultanément le prolétariat est de plus en plus le noyau de la nation, par le nombre, l'intelligence et l'énergie et les intérêts du

3. « Car chacune des villes est un *grand nombre* de villes, non *une* ville, comme il est dit dans le jeu. Car deux éléments y sont d'emblée hostiles l'un à l'autre, une ville des riches et une ville des pauvres. » Platon en conclut qu'une communauté (*Gemeinwesen*) communiste qu'aucun antagonisme de classes ne divise, est supérieure sur le plan militaire à une communauté productrice de marchandises et commerçante. (Platon, *La République*, IV, 2.)

prolétariat et ceux de la nation ne cessent de converger davantage. Une politique hostile à la nation serait donc pur suicide de la part du prolétariat. Aussi aucun prolétaire n'a-t-il pareille intention.

Ce sont plutôt les admirateurs de Déroulède, de Katkov [4] ou de la *Kölnische Zeitung* (Gazette de Cologne [5]) et d'autres éléments similaires, exclusivement patriotiques que leur politique « nationale » pourrait justement mettre en conflit avec les intérêts de la nation, s'ils entravent son développement économique, s'ils empêchent qu'elle s'unisse avec les autres nations pour travailler en commun. Et n'est-il pas significatif que la presse « nationale » de certains pays déplore comme une calamité « nationale » les salaires élevés des ouvriers, c'est-à-dire d'une si grande partie de la nation ?

Dans plusieurs nations, le prolétariat est d'ores et déjà porteur du développement national. Dans chaque nation moderne, ce développement part de la capitale ou du moins des grandes villes. On ne saurait nier que dans presque toutes les grandes villes, le prolétariat est très largement majoritaire. Nous croyons que le temps est proche où dans l'un ou l'autre pays, le prolétariat va acquérir une influence sensible sur la vie nationale. On pourrait voir alors si le sentiment « national » de certains milieux qui se targuent aujourd'hui de leur patriotisme, tiendrait bon dans ces conditions, ou s'ils ne suivraient pas au contraire l'exemple du lumpen-prolétariat romain ou de l'aristocratie de cour française de l'époque de la grande Révolution.

Le but du prolétariat est l'abolition de toutes les différences de classes. Atteindre ce but donnerait à l'unité des nations une solidité qui, à ce jour, n'a jamais existé. Aussi forts que puissent être, dans certaines conditions, les intérêts communs de tous les membres de la nation, leur action a été affaiblie par les antagonismes de classes. En revanche leur suppression déboucherait sur une cohésion nationale, une solidarité qui n'a eu de pareille que dans les collectivités communistes primitives.

Mais l'isolement des collectivités primitives n'est plus possible pour les nations actuelles et futures. Elles doivent s'associer toujours plus étroitement jusqu'à ce qu'elles forment enfin une unique grande société. Et cette concentration n'aura pas lieu par des luttes nationales, dès lors que les antagonismes économiques, le commerce de marchandises et la concurrence commerciale seront supprimés, ni par l'asservissement et la dégradation des nations plus faibles, mais par la force omnipotente de l'avantage que cette association apporte à tous. De façon indolore, les nations se confondent les unes dans

4. Katkov (1818-1887), journaliste russe, professeur de philosophie, slavophile, précepteur du futur Nicolas II.
5. Biquotidien de tendance nationaliste.

les autres, à peu près à la manière de la population rhéto-romane des Grisons, qui, imperceptiblement et sans rechigner, se germanise peu à peu parce qu'elle trouve plus avantageux de parler une langue que tout le monde comprend dans un vaste rayon qu'un langage qui n'est parlé que dans quelques vallées.

Mais ne nous attardons pas trop longtemps sur l'image d'un développement que nous ne pouvons que deviner et dont le bilan appartient aux siècles futurs.

La tâche de ce siècle est de frayer la voie à ce développement par la suppression des antagonismes économiques qui, d'une part, séparent les nations les unes des autres et qui d'autre part divisent de plus en plus les nations elles-mêmes, et par l'établissement d'une vie internationale, mais en même temps d'une vie nationale unie.

2. Nationalité et internationalisme*

1. Le concept de nation

Dans aucun pays la question nationale ne domine toute la vie politique et même économique autant qu'en Autriche. Par conséquent, on aurait peine à trouver un pays où se soit développée une aussi riche littérature sur les questions nationales. Rien d'étonnant à ce que le premier à aborder en détail cette question d'un point de vue marxiste ait été un Autrichien. Nous pensons là à l'imposant volume des *Marx-Studien* (Etudes marxistes) sur « La question des nationalités et la social-démocratie » dû à Otto Bauer (Vienne, Ignaz Brand éditeur).

Bauer donne une théorie générale du fait national, mais le matériel actuel sur lequel il l'établit est emprunté essentiellement à l'Autriche. La deuxième moitié de son livre constitue l'application pratique de sa théorie à la situation autrichienne. Ce faisant, il rejoint Renner qui, déjà avant lui, avait traité des questions nationales dans toute une série d'écrits ; en 1899, sous le nom de Synoptikus *(Etat et nation),* ensuite en 1902 sous celui de Springer dans l'ouvrage *La Lutte des nations autrichiennes pour l'Etat* (dont le compte rendu a été fait dans la *Neue Zeit,* T. XX, volume 2, p. 253, par Ellenbogen et Max Adler, *ibidem,* p. 641) et en 1906, toujours sous le nom de Springer (l'avant-propos est déjà signé Renner) dans le livre *Fondements et desseins de la monarchie austro-hongroise* dont le compte rendu, dû à Mehring, n'a paru que récemment dans la *Neue Zeit* (T. XXV, volume 2, p. 507 sqq).

Les louanges que Mehring accordait à Renner dans cet article peuvent être attribués à Otto Bauer sans davantage de retenue. L'un

* Extrait de « Nationalität und Internationalität », supplément à la *Neue Zeit,* n° 1, 1907/1908, 18 janvier 1908, p. 1-8, 20-25.

et l'autre connaissent fort bien l'Autriche et savent manier à la perfection la méthode du matérialisme historique. A quel point cette méthode est loin de constituer une pure routine, c'est ce qui apparaît clairement dans les différences que l'on relève entre les écrits des deux auteurs qui traitent du même sujet avec la même méthode, et en collaboration étroite ; qui, sur tous les points essentiels, parviennent aux mêmes résultats et apportent cependant des contributions tout à fait originales. Renner écrit du point de vue de la politique concrète, Bauer en tant que chercheur ; Renner en tant que juriste et Bauer en tant qu'économiste. Le point fort de Renner réside dans le plaidoyer qu'il développe et dans ses propositions pratiques, celui de Bauer dans le décryptage de relations complexes ; on ne saurait pourtant prétendre que chacun d'entre eux ne parvienne à des résultats de valeur dans le domaine où l'autre exerce son talent. On pourrait dire que chez Renner, c'est une vision lassallienne qui domine, et chez Bauer une vision marxienne.

Mais le fait que le marxisme soit rien moins qu'une routine ou la répétition mécanique des paroles sacrées du Maître se manifeste plus clairement qu'à travers la différence entre Bauer et Renner, dans celle qu'il y a entre eux et d'autres représentants du socialisme scientifique qui se sont également occupés de la question des nationalités en Autriche. Et, tout d'abord, leurs conceptions sont totalement opposées à celles des pères du socialisme, à Marx et Engels eux-mêmes. Que le point de vue développé par ces derniers en 1848 soit devenu indéfendable, c'est ce que j'ai déjà mis en évidence en 1896 dans mon avant-propos à la série d'articles de Marx « Révolution et contre-révolution en Allemagne »[6]. Mais, si loin que je m'y éloigne de Marx et Engels, je ne suis tout de même pas prêt à souscrire à tous les développements de Bauer et Renner.

Nos divergences doivent tenir en partie à ce que nous représentons trois générations qui, chacune, a connu l'Autriche dans une situation différente. Mais assurément elles trouvent aussi leur fondement dans le fait que nous avons à faire avec la nation à une formation sociale difficile à appréhender, un produit du développement social, un des facteurs les plus puissants du développement social que ni statuts ni règles quelconques n'ont jamais transformée en un organisme social précisément dessiné. La nationalité est un rapport social qui se modifie sans cesse, revêt dans des conditions différentes des significations très différentes, un Protée qui nous échappe des mains lorsque nous voulons le saisir et qui pourtant est toujours présent et agit puissamment sur nous.

Au moment où l'hervéisme fleurit en France, où la social-démocratie allemande débat de ses devoirs envers sa nation, où la révolution russe a mis en branle les différentes nations de l'empire tsariste et où le judaïsme veut se constituer en nation, au moment

6. Cf. *supra*, p. 65.

où par ailleurs l'Angleterre cherche à créer avec le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud un Etat national interocéanique — tandis qu'à sa porte, le nationalisme irlandais relève sa tête menaçante —, l'examen du concept de nationalité et de ses effets revêt un intérêt particulier. Ainsi, des recherches comme celle de Bauer ou de Renner prennent une importance qui dépasse le cadre local de l'Autriche. Et, grâce à leur maîtrise du sujet, à l'unité de leur problématique et à la fécondité de leur méthode, ils développent un grand nombre de vues nouvelles et fructueuses y compris pour ceux qui ne peuvent les suivre sur toutes les voies qu'ils empruntent.

A vrai dire, le livre de Bauer suscite des objections dès le départ lorsqu'il définit le concept de nation.

Certes, Bauer conçoit à juste titre la nation comme un produit du développement social.

Comme il le dit très bien : « Ainsi, pour nous, la nation n'est pas quelque chose de rigide, mais un procès en devenir, déterminé dans son essence par les conditions dans lesquelles les hommes luttent pour leur subsistance et le maintien de l'espèce. Et comme la nation n'apparaît pas encore à un stade où les hommes ne font que chercher leur nourriture sans la produire encore, où ils se contentent d'assurer leur subsistance en prenant possession de biens qui n'appartiennent à personne et qu'ils trouvent, mais seulement à l'étape où l'homme arrache à la nature par le travail les biens dont il a besoin, l'originalité particulière de chaque nation est déterminée par le mode de travail des hommes, par les moyens qu'ils emploient pour effectuer ce travail, par les forces productives qu'ils mettent en œuvre, par les rapports qu'ils établissent entre eux dans la production. Comprendre l'apparition de la nation, de chaque nation particulière, comme un élément du combat particulier de l'humanité avec la nature, telle est la tâche éminente que nous permet de mener à bien la méthode historique de Karl Marx. » (p. 120, 121.)

Cela est très vrai. Mais la définition de la nation que nous donne Bauer est soit tellement vague qu'elle ne montre pas en quoi la nation se différencie d'autres formes sociales, soit elle n'est pas pertinente.

Bauer définit la nation comme une *communauté culturelle* et une *communauté de caractère* qui naît d'une *communauté de destin.*

Toute forme sociale est une communauté de destin ; chaque société a ses destinées et ses traditions communes ; la *gens,* la commune, l'Etat, la corporation, le parti, même la société par actions. Et beaucoup de ces formes représentent aussi une communauté culturelle, s'édifient sur le fondement de la culture commune à leurs membres auxquels en retour elles transmettent une culture commune. Et la communauté de destin et de culture peut très bien développer un caractère commun, dans la ville et dans la *gens,* dans la corporation ou même la caste, et même dans le parti lorsque celui-ci poursuit assez longtemps son activité et constitue un parti

de classe en opposition résolue aux autres partis et aux autres classes.

En outre, la communauté de destin et de culture d'un groupe humain ne constitue rien qui différencie rigoureusement une nation par rapport à une autre. C'est une communauté de destin et de culture beaucoup plus étroite qui lie le Suisse allemand et le Suisse français, en dépit de leur différence linguistique, que le Suisse allemand et le Viennois ou l'habitant du Holstein.

Et là où, à l'intérieur d'une nation apparaissent de grandes différences entre les classes, se dessinent aussi des différences culturelles beaucoup plus profondes que nombre de celles qui existent entre des nations ; en revanche, l'appartenance à une même classe constitue souvent le fondement d'une communauté de culture entre les membres d'une même classe appartenant à des nations différentes. La communauté culturelle qui lie le paysan danois et le paysan allemand du Schlesswig est beaucoup plus étroite que celle qui unit ce paysan au journaliste ou à l'artiste berlinois ; et en revanche, celui-ci est lié par une communauté culturelle beaucoup plus étroite aux journalistes et artistes de Paris.

L'existence des différences de classe amène donc aussi Bauer à affirmer de façon paradoxale que seuls constituent la nation les éléments de celle-ci qui sont en prise sur la culture, c'est-à-dire jusqu'à présent seules les classes dominantes et exploiteuses.

« A l'époque des Hohenstaufen, la nation n'était rien d'autre que la communauté culturelle des chevaliers... le caractère national unitaire produit par la similitude de l'influence culturelle n'était que celui d'une classe nationale... A tout ce qui unissait la nation, le paysan n'avait aucune part... C'est ainsi qu'à cette époque, les paysans allemands ne constituent nullement la nation, ils n'en sont que l'arrière-plan. » (p. 49-50).

« Dans la société fondée sur la propriété privée des moyens de production, les classes dominantes (autrefois les chevaliers, aujourd'hui les gens cultivés) constituent la nation en tant que l'ensemble de ceux qui, du fait de l'identité de leur culture forgée par l'histoire de la nation, transmise par une même langue et l'éducation nationale ont une parenté de caractère. Mais les larges masses populaires *ne constituent pas la nation.* » (p. 136.)

Seul le socialisme, « la politique nationale évolutionniste... de la classe ouvrière moderne », les intégrera dans la nation.

« On peut l'appeler une politique évolutionniste non seulement parce qu'elle n'entrave pas le développement du caractère national, mais parce qu'elle seule transformera le peuple entier en nation, le développera en nation. Il ne s'agit pas seulement du développement de la nation mais du développement du peuple entier en nation. » (p. 160.)

C'est là une idée ingénieuse et, au fond, très juste. Mais, pour ce qui est du problème national, elle nous entraîne sur une mauvaise piste car elle conçoit la nation en un sens qui nous met tout sim-

plement dans l'impossibilité d'appréhender *la force de l'idée nationale dans toutes les classes à l'époque présente*, d'appréhender les fondements des conflits nationaux actuels qui secouent des peuples entiers.

Sur ce point, Bauer entre en contradiction avec Renner qui fait observer que c'est précisément le *paysan* qui est le dépositaire de la nationalité. Renner nous montre qu'en Autriche (Hongrie comprise), nombre de villes ont changé de nationalité au cours du siècle dernier. Anciennement allemandes, elles sont devenues hongroises ou tchèques. D'autres villes allemandes, et notamment Vienne, ont absorbé un énorme afflux de nationalités étrangères et les ont assimilées à la nation allemande. A la campagne, en revanche, les barrières linguistiques sont demeurées presque totalement intactes.

Dans les plus grandes villes d'Autriche, le processus de germanisation avait en fait abouti au début du XIXe siècle. Elles étaient toutes allemandes, à l'exception de celles de Galicie, Croatie et des territoires italiens. Mais ce qui restait national, c'était la population ; ce fut elle qui fit échouer la transformation de l'Autriche en un Etat national. Comme à tout l'héritage du passé, le paysan tient très fortement à sa nationalité tandis que le citadin, notamment l'intellectuel, a des capacités d'adaptation beaucoup plus développées. Si seules les couches cultivées constituaient toute la nation, il n'y avait en Autriche qu'une nation au début du XIXe siècle (si l'on excepte les Polonais et les Italiens) : la nation allemande.

La notion de *caractère national*, censé caractériser et former la nation, ne nous permet pas d'aller plus loin que celle de communauté culturelle.

Certes, des groupes d'hommes peuvent développer un caractère de groupe original, propre à leurs membres, des similitudes dans l'apparence, dans la façon de sentir et de penser, qui facilitent la sympathie et la compréhension réciproques. De tels caractères apparaissent là où existe depuis très longtemps un groupe d'hommes, vivant dans des conditions identiques, sous un même climat, dans un même environnement, partageant une même manière de vivre et de travailler. Ces caractères peuvent, si les conditions ne se modifient pas au fil des générations, devenir héréditaires et se maintenir encore pendant un temps, même si ces générations se trouvent placées dans des conditions nouvelles, ils peuvent prendre ainsi la forme de caractères de race.

Chaque forme particulière du combat pour l'existence exige des qualités physiques et spirituelles particulières. Ceux qui les possèdent auront d'autant plus tendance à s'affirmer et à se perpétuer que cette forme subsistera plus longtemps. Mais, par ailleurs, chaque forme particulière du mode de vie et des influences extérieures a des conséquences particulières qui ne sont pas toujours avantageuses pour l'individu ou l'espèce, mais auxquelles ils ne peuvent que difficilement ou pas du tout se soustraire. Il en va ainsi du

caractère des peuples qui sont exclusivement végétariens ou aussi bien de ceux qui se nourrissent essentiellement de viande.

Enfin, il faut faire entrer en ligne de compte la loi de la corrélation selon laquelle certaines modifications apportées à un organe ne peuvent intervenir sans entraîner des modifications sur les autres organes.

On sait, par exemple, que la castration a une influence sur tout l'organisme et le caractère.

« Lorsqu'on déplace une plante en un endroit sec et qu'ainsi le duvet qui recouvre ses feuilles s'épaissit, cette modification influe en retour sur la nutrition d'autres parties et il peut en résulter un raccourcissement des pédoncules ainsi qu'une diminution de la taille de la plante tout entière. » (Häckel [7].)

Tout ceci doit avoir pour conséquence que dans des groupes humains qui vivent assez longtemps dans les mêmes conditions, les individus ont tendance à développer des traits de caractère identiques qui leur sont propres et les distinguent d'autres groupes.

Là où la nation entière vit dans des conditions identiques, elle développera un caractère national. En revanche, plus les conditions dans lesquelles vivent les membres d'une même nation seront diversifiées, moins il pourra être question d'un tel caractère national ; plus variées par exemple seront les conditions géographiques — plaines et hautes montagnes, régions continentales et côtes maritimes — et plus sera développée la division du travail et les divisions de classes — économie rurale et industrie, métropole urbaine et village, distinction entre gens cultivés et non cultivés, etc. — plus différencié enfin sera le rythme du développement social des différents éléments de la nation — l'un d'eux vivant dans des conditions encore à demi-féodales et les autres étant déjà parvenues à un stade de production capitaliste hautement développé par exemple — moins il sera question d'un tel caractère.

On pouvait il y a quelques décennies encore, parler d'un caractère national russe ou hongrois parce que, parmi ces peuples, la grande masse de la nation était constituée de paysans et de nobliards réduits à l'état de paysans ; le territoire qu'ils occupaient présentait partout le même caractère de plaine, le développement économique était tellement lent qu'il ne créait pas de différences notoires entre les différentes parties de la nation, la population urbaine était encore insignifiante, constituée pour une part de paysans immigrés, conservant encore leur caractère rural et pour l'autre d'éléments allogènes (en Hongrie, d'Allemands et de Juifs) qui n'exerçaient pas d'influence sur la nation.

Mais comment déterminer le caractère national d'une nation moderne comme la nation allemande dont le territoire englobe des régions si variées (les côtes de la mer du Nord et de la Baltique,

7. Ernst HAECKEL (1834-1919), zoologue, professeur à Iéna, influencé par Darwin, matérialiste et moniste.

la plaine basse d'Allemagne du nord et les Hautes-Alpes et, entre les deux, les contrées les plus diversifiées, de la vallée du Rhin, riante et chaleureuse, berceau d'une culture bientôt bimillénaire au territoire de l'Oder, confiné dans l'immobilisme, rétrograde...) et, à l'intérieur de cette nation, les distinctions sociales les plus grandes ; ici le semi-féodalisme (au Mecklembourg ou en Posnanie) et là le capitalisme à son stade de développement le plus élevé (en Saxe et dans le bassin de la Ruhr) ; ici des villes comptant des millions d'habitants comme Vienne et Berlin, et là des coins coupés du monde. Ceci sans compter la diversité des classes et des métiers.

Où donc un caractère national particulier qui distingue la nation allemande des autres pourrait-il exister ? Qui donc le représenterait ? L'habitant de la vallée du Rhin ou le Bavarois ? Celui du Holstein ou celui de Vienne ? Faust ou Karl Moor ? Bismarck ou l'Oncle Bräsig [8] ?

Par ailleurs, il s'avère que lorsque deux nations sont contiguës et partagent des conditions d'existence identiques, elles développent un caractère semblable. Il en va ainsi des Allemands et des Tchèques en Bohême ou des habitants hollandais de la Frise occidentale et prussiens de la Frise orientale qui appartiennent maintenant à deux nations différentes. Un peuple peut aussi, du fait d'événements politiques, changer de nationalité sans voir son caractère se modifier, pour peu que ses conditions d'existence demeurent les mêmes. Le paysan alsacien demeure le même, qu'il s'appelle Hans ou Jean.

En tout état de cause, le caractère national des grands peuples constitue un phénomène si problématique et insaisissable qu'il est impossible de voir dans ce fil de la vierge, que disperse le moindre souffle de vent, le lien qui unit les nations avec une force d'airain et les distingue des autres d'une façon évidente.

On ne comprend pas très bien pourquoi Bauer refuse de reconnaître le lien, ou plus exactement le plus solide des liens qui font l'unité de la nation et qui saute aux yeux : *la langue.* Il passe rapidement sur cette question : « Est-ce la communauté de la langue qui unit les hommes en une nation ? Mais les Anglais et les Irlandais, les Danois et les Norvégiens, les Serbes et les Croates parlent la même langue et ne constituent pas pour autant un seul peuple. Les Juifs n'ont pas de langue commune et constituent pourtant une nation... la question de la nation ne peut être abordée qu'à partir du concept de caractère national... La nation se réduit à rien pour quiconque conteste ce fait ; l'Anglais qui vit à Berlin et parle allemand devient-il pour autant un Allemand ? » (p. 2.)

C'est tout ce que Bauer dit sur la question.

Examinons d'abord la question de l'Anglais de Berlin. Personne n'a affirmé qu'en apprenant une seconde langue on perdait sa nationalité ou que l'on appartenait à autant de nations que l'on parlait

8. Karl Moor, héros du drame de Schiller, *Les Brigands.* Oncle Bräsig, héros comique des récits de Fritz Reuter, écrivain régionaliste d'Allemagne du Nord.

de langues. L'Anglais demeurera un Anglais aussi longtemps qu'il parlera anglais mieux que toute autre langue. Mais s'il demeurait à Berlin sans aucune relation avec des Anglais assez longtemps pour oublier l'anglais et pour que l'allemand devienne sa langue de prédilection, ce changement le transformerait assurément en un Allemand, sans que son caractère ait besoin de se modifier.

Comment peut-on changer de nationalité si ce n'est en changeant de langue, en changeant de langue de prédilection, celle qu'on parle le mieux ? Certes pas en changeant de *caractère !*

Et maintenant, venons-en à la question des Irlandais, des Danois et des Norvégiens, des Serbes et des Croates. Ces exemples montrent-ils que la communauté nationale n'est pas une communauté de langage ? Tous les Anglais ne parlent-ils pas la même langue ? Et tous les Danois, et tous les Serbes ? Certes, les Anglais partagent leur langue avec les Irlandais, les Danois avec les Norvégiens, les Serbes avec les Croates. Mais cela ne prouve pas que chaque communauté nationale n'est pas une communauté linguistique ; cela prouve simplement que parfois une communauté linguistique peut comprendre deux nations (et davantage, l'anglaise inclut aussi les Américains, les Australiens et d'autres), que la communauté linguistique n'est pas le seul signe distinctif de la nation, qu'il en existe d'autres. Mais cela ne constitue en rien une objection au fait que la langue soit l'un de ces signes distinctifs et qu'elle soit le plus important d'entre eux.

Sans doute le problème se poserait-il tout autrement s'il existait des nations dont chacune recouvrait des communautés linguistiques différentes. C'est ce que Bauer cherche à prouver, mais il ne peut avancer qu'un seul exemple et il lui serait difficile d'en dénicher un second ; ce cas unique concerne une nation dont la qualité même de nation est au plus haut point contestée et qui, en tout état de cause, même si on lui reconnaît cette qualité, constitue un cas d'espèce, dépourvu de toute valeur exemplaire. Ceci, personne ne le sait mieux que Bauer qui, dans son chapitre sur « l'autonomie nationale des Juifs », montre de façon très convaincante que ce qui vaut pour toutes les nations ne vaut pas pour les Juifs et que ceux-ci n'ont pas d'avenir en tant que nation.

Certes, les Juifs parlent plusieurs langues. Mais les Juifs qui parlent allemand ne font-ils pas partie de la nation allemande, ceux qui parlent français de la nation française ? Il n'y a qu'en Europe orientale que les Juifs se ressentent comme une nation particulière, mais ils y parlent aussi leur propre langue, et pas l'hébreu, mais un allemand corrompu, le Yiddish, qui les distingue de leur entourage.

En réalité, les Juifs étaient à l'origine une nation dotée d'une langue commune, ils sont devenus ensuite une communauté religieuse accueillant les membres des nations les plus diverses et trouvant accueil parmi les nations les plus diverses. Lorsqu'ensuite la religion chrétienne mit un terme à la possibilité pour la religion

juive de continuer à se développer librement parmi les nations par le prosélytisme, les Juifs devinrent une race particulière car on leur refusait la possibilité de se développer par mariage hors de leur communauté religieuse ; et ils devinrent aussi les tenants d'une fonction particulière en tant que représentants de l'économie monétaire héritée de l'époque romaine au milieu de l'économie naturelle barbare des Germains. Si l'on veut caractériser le rôle que jouaient au Moyen âge et que jouent aujourd'hui encore les Juifs en Europe orientale, on y parvient beaucoup mieux en les caractérisant comme une *caste* que comme une nation. Ce n'est pas parmi les *nations* de l'Europe moderne dont nous nous occupons ici, mais parmi les castes de l'Inde que nous trouvons des phénomènes qui correspondent au statut de la communauté juive telle qu'elle s'est façonnée après la destruction de Jérusalem et l'avènement du christianisme. Les tentatives faites pour maintenir la communauté juive comme une nation ne sont en fait que des tentatives pour perpétuer son existence de caste particulière. Une telle aspiration serait inexplicable dans un Etat moderne. Elle ne peut se développer que sous la coupe de la domination infâme de la bureaucratie moscovite ou des boyards roumains.

Ainsi, l'exemple de la communauté juive ne prouve absolument rien pour ce qui est de la connaissance de l'essence de la nation. Mais c'est le seul cas que Bauer peut opposer à la conception selon laquelle la communauté nationale est une communauté linguistique.

Autant le caractère national est problématique et difficilement saisissable, autant la langue nationale est immédiatement identifiable par chacun en toute clarté et sans équivoque possible. Et si le caractère national demeure dépourvu de toute importance pour ce qui est de la collaboration sociale entre les hommes, la langue en constitue le présupposé élémentaire. Des gens qui ne parlent pas notre langue, avec qui nous ne pouvons pas nous comprendre demeurent absolument extérieurs à notre commerce social. Face à eux, nous nous sentons socialement solidaires de ceux qui parlent notre langue, quels que soient leur caractère et leur position sociale. A l'étranger, la différence nationale s'avère souvent plus puissante que l'opposition sociale la plus abrupte. Un travailleur allemand qui débarque en France sans savoir un mot de français et sans avoir dans son entourage de membres de sa classe parlant allemand se sentira dans une position incommode et isolée parmi les prolétaires français — quand bien même ses dispositions seraient les plus internationalistes qui soient et sa conscience de classe la plus élevée ; et il saluera avec joie le premier Allemand qui lui adressera la parole, fût-il un exploiteur à qui, dans son pays, il s'opposerait avec haine.

Le rôle puissant de la langue dans la vie sociale peut nous faire comprendre pour une bonne part la force du sentiment national. A l'inverse, la communauté de caractère national dont personne ne

sait bien à quoi elle ressemble et qui n'influence pratiquement pas de façon sensible notre vie collective ne nous en explique rien.

Que Bauer ne veuille pas reconnaître la langue comme trait distinctif décisif de la nation est d'autant plus étonnant qu'en Autriche précisément les questions nationales se présentent exclusivement sous la forme de questions linguistiques.

2. L'Etat national

... Déjà l'Etat absolu du XVIIIe siècle s'efforce de devenir un Etat national dans les frontières duquel on parle une langue unique. Il est à la recherche de nouvelles conquêtes, de préférence dans des contrées où l'on parle la langue la plus courante de son territoire. Mais par ailleurs, il s'efforce d'intégrer ceux de ses citoyens qui ne maîtrisent pas cette langue, avant tout par le biais de l'école. Car on croyait à l'époque — et nombre de bureaucrates le croient encore aujourd'hui — que l'école pouvait façonner intégralement les hommes et les rendre conformes à ce que souhaitent ceux qui les gouvernent. Cette uniformisation nationale a maintes fois réussi, certes pas par le canal de l'école mais par le développement des relations commerciales à l'intérieur de l'Etat.

Mais là où ces relations n'étaient pas assez solides pour inciter les membres d'une communauté linguistique étrangère à utiliser la langue dominante, les efforts de la bureaucratie pour réaliser l'uniformisation linguistique aboutirent à l'effet inverse de celui qu'elle escomptait. Les nations étrangères se sentaient alors opprimées et violentées. Le fait que l'enseignement fût dispensé dans la langue dominante ne représentait pour elles qu'un gaspillage d'énergie et de temps pour leurs enfants qui ne parvenaient pas à le suivre, elles se sentaient privées du véritable enseignement utile dont elles avaient un besoin pressant. Et lorsque, dans la vie professionnelle, ou devant le tribunal, on parlait la langue dominante, les membres des nations allogènes étaient également désavantagés. Au reste, par la nature des choses et même si les différentes nations jouissent d'une égalité totale de droits, les membres de la nation dont la langue maternelle est la langue officielle étaient avantagés dans le corps des fonctionnaires, car ils maîtrisaient la langue que leurs collègues des autres nations n'avaient apprise qu'avec peine. Et ils disposaient d'emblée de tous les moyens de formation demeurés inaccessibles aux membres d'autres nations aussi longtemps que ceux-ci ne s'étaient pas approprié la langue dominante de l'Etat. La promotion des fils d'artisans et de paysans dans la bureaucratie a été rendue prodigieusement difficile pour les nations qui ne parlaient pas la langue officielle.

C'est ainsi que de telles nations, à l'intérieur d'Etats multinationaux, en viennent à nourrir de l'hostilité à l'égard de l'Etat, non

pas à l'égard de tout Etat, mais de celui dans lequel elles vivent, une aspiration à s'en séparer pour s'organiser en tant que nation indépendante — éventuellement avec des membres de la même nation qui, dans un Etat voisin, partagent le même sort — en un Etat indépendant. Tout comme dans la nation dominante, apparaît, dans les nations dominées, l'aspiration à créer leur propre Etat national.

Cette aspiration est encore renforcée par le développement du mouvement démocratique qui apparaît nécessairement à un certain stade de progression du capitalisme, suscité d'une part par le désir de la classe capitaliste d'utiliser à son profit le pouvoir d'Etat, et de l'autre par l'élévation du niveau culturel des classes laborieuses, artisans, paysans, salariés, par le développement des échanges en leur sein, l'essor de la poste et de la presse ; tout ceci fait que l'étroitesse d'esprit locale de ces classes se trouve petit à petit dépassée et qu'elles se prennent d'intérêt pour la politique de leur Etat, voire la politique mondiale.

C'est ainsi que naît le mouvement démocratique, et l'aspiration d'une part à remplacer la bureaucratie par l'*autoadministration* d'entités administratives plus petites, d'autre part, si cela n'est pas suffisant pour remplacer la bureaucratie d'Etat, à la contrôler et à la diriger par le moyen d'un *parlement central.*

Là où la bureaucratie et le peuple sont de nationalité différente, le conflit entre eux s'accentue. Mais d'autre part, l'aspiration à un parlement apparaît comme aspiration à un parlement *national,* car seul un tel parlement est adapté aux besoins de la nation et ce n'est que dans un tel parlement que la nation peut parvenir à se faire entendre convenablement. La bureaucratie est un appareil qui ne peut fonctionner que par la médiation d'une seule langue si l'on veut qu'elle le fasse sans pesanteur et sans rencontrer d'obstacles ; il en va de même avec le parlement dont le nom même vient de « parler ». On peut naturellement autoriser chacun à s'exprimer au parlement dans sa langue de prédilection, mais quel effet produiront ses discours s'ils ne sont pas compris par la masse des auditeurs ?

Comment un débat fructueux est-il possible, comment peut-il être conduit si le président ne comprend pas ce qui se dit, si une partie des représentants parlementaires ne comprend pas ce que dit l'autre ou ce qu'ordonne le président ?

Dans beaucoup de nos congrès internationaux, déjà, les difficultés rencontrées dans les débats sont gigantesques et pourtant, on ne s'y exprime qu'en trois langues mondiales que parlent beaucoup des assistants, que connaît chaque président ; et pourtant, on ne débat que pendant huit jours de principes généraux. Mais que l'on imagine un parlement dans lequel l'un parle hongrois, l'autre croate, un troisième roumain et un quatrième allemand. Personne ne comprend personne, le président ne parle que hongrois. Et c'est ainsi qu'il faut débattre environ deux cents jours par an, et non seulement

en assemblée générale mais aussi en commission, non seulement dans des débats sur des principes généraux (où tous ceux qui participent à la discussion ont d'avance des idées relativement déterminées) mais encore dans des discussions sur tel ou tel paragraphe d'un projet de constitution compliqué !

Mais ce n'est pas seulement du point de vue de la population et de principes démocratiques, mais aussi de celui des gouvernements eux-mêmes qu'il est aujourd'hui — à l'époque du parlementarisme et de la démocratie — plus nécessaire encore qu'à l'époque de l'absolutisme bureaucratique que l'Etat soit nationalement unitaire.

Les difficultés et les tâches des gouvernements s'accroissent dans l'Etat moderne ; ces gouvernements ont un besoin sans cesse croissant d'une bureaucratie homogène ; mais les divergences nationales et les aspirations qu'elles recouvrent menacent toujours de la réduire en lambeaux. Et la démocratie qui gêne ces gouvernements se trouve renforcée là où elle s'accorde avec le nationalisme de nations que l'on traite sans égards. Enfin, pour l'armée également, l'unité de langue est encore plus nécessaire. Dans la guerre moderne, les petits détachements se trouvent toujours davantage livrés à eux-mêmes, chacun est toujours davantage contraint de s'adapter rapidement aux changements de conditions. D'un mécanisme qu'elle était, l'armée se transforme en organisme ; un organisme gigantesque, mais très sensible dont l'efficacité dépend en grande partie du fait que les officiers ne se contentent pas de crier quelques paroles de commandement à leurs hommes, mais de ce qu'hommes et officiers se comprennent, se font part réciproquement de leurs observations. Dans le combat moderne, les régiments se trouvent aisément mêlés les uns aux autres, les officiers séparés de leurs troupes, mis en contact avec d'autres. Que de difficultés si chaque régiment parle une langue différente !

Nous ne pouvons écrire ici tout un livre sur cette question ; nous devons donc nous contenter de souligner l'importance que revêt dans l'Etat moderne l'homogénéité de la langue ; par conséquent il est d'une importance gigantesque que chaque Etat ne comprenne qu'une seule nationalité, tout comme il est d'une importance gigantesque pour chaque nation d'être organisée en un Etat qui lui soit propre.

Otto Bauer, aussi bien en ce qui concerne la nation que l'Etat, n'a pas suffisamment pris la langue en considération. Il voit dans l'aspiration à constituer un Etat national le simple besoin de se défendre contre toute domination étrangère et le besoin, pour le capitalisme, de mettre en place un marché intérieur plus vaste ; enfin, il y voit l'effet du rationalisme révolutionnaire de la bourgeoisie qui veut modeler l'Etat conformément à ses fins, le tenant pour une forme artificielle et la nation pour une forme naturelle, s'efforçant pour cette raison d'adapter l'Etat à la nation.

Il est certain que toutes ces motivations ont joué, mais elles sont insuffisantes pour expliquer l'extraordinaire puissance du prin-

cipe des nationalités dans la vie politique moderne. Ce n'est qu'en prenant en considération l'importance de la langue pour l'Etat qu'on peut comprendre pleinement l'emprise du principe de nationalités dans la politique contemporaine.

Mais ce n'est pas par hasard qu'Otto Bauer sous-estime la force de l'aspiration à la constitution de l'Etat national. Sa prédilection va à l'Etat multinational. Présenter celui-ci comme possible et viable est la tâche à laquelle il consacre ses soins les plus attentifs, et c'est ce but que sert sa recherche sur l'essence et la fonction de la nation.

3. L'Etat multinational

L'Etat national est la forme d'Etat qui correspond le mieux aux rapports modernes, celle sous laquelle il a le plus d'aisance à réaliser les tâches qui lui incombent. Mais il n'est pas donné à chaque Etat d'atteindre cette forme. De même que dans les rapports de production modernes coexistent encore de nombreuses formes d'activité économique héritées de l'époque féodale, voire du communisme primitif, de même subsistent des vestiges de l'époque où un Etat pouvait être constitué des éléments nationaux les plus hétéroclites, sans que sa force en soit diminuée ou que surgissent des conflits ou des contradictions internes extraordinaires. Même les Etats nationaux comportent encore beaucoup de séquelles du vieil Etat multinational. Mais, par ailleurs, il y a des Etats qui sont totalement demeurés des Etats multinationaux.

Ce sont des Etats dont la conformation interne est demeurée pour quelque raison retardée ou anormale. Pour la Russie et la Turquie, c'est tout à fait évident ; mais c'est aussi vrai pour deux Etats d'un haut niveau de développement économique, telles la Belgique et la Suisse. Toutes deux sont des Etats neutres, toutes deux doivent largement leur existence — tout comme la Turquie — au fait qu'aucun de leurs voisins n'est prêt à le céder à un autre. C'est particulièrement le cas pour la Belgique. La France et la Hollande l'ont convoitée aux XVII[e] et XVIII[e] siècles. Si, très tôt, dès le XVII[e] siècle par exemple, les Français s'en étaient emparés, elle se serait totalement francisée. Inversement, si elle était devenue alors durablement une possession hollandaise, les Flamands auraient constitué avec les Hollandais une nation homogène et auraient peut-être assimilé les Wallons. Mais la France ne permit à personne de s'emparer de la Belgique et elle-même fut empêchée par la convoitise des autres grandes puissances de se l'approprier. Car si elle l'avait fait, sa puissance aurait été démesurément accrue. L'Angleterre en particulier s'est toujours employée à contrecarrer ces visées car Anvers est l'un des plus grands ports d'Europe, situé précisément face à l'embouchure de la Tamise. Un grand Etat qui aurait pris possession de ce port et de l'embouchure de l'Escaut devenait un voisin

dangereux pour la puissance insulaire qui ne peut être mieux attaquée qu'à partir de là. Ainsi, la Belgique devait demeurer un petit Etat indépendant, un jouet entre les mains des grandes puissances. Les tendances à son intégration dans un Etat national ne devaient pas se réaliser. Tirée à hue et à dia entre la France et la Hollande, elle est ainsi demeurée à moitié française, à moitié germanique. Sur ses sept millions d'habitants, 42 % parlent le flamand exclusivement, 38 % le français exclusivement.

C'est dans une moindre mesure que la Suisse a été un jouet entre les mains de ses voisins. Son indépendance s'est maintenue non seulement du fait des rivalités de ces derniers, mais aussi de la capacité de ses habitants à se défendre, du fait du caractère médiocre, relativement inaccessible d'une grande partie de son territoire. Mais c'est précisément ce caractère inaccessible qui a entravé son développement politique. Le camarade Renner souhaite faire de l'Autriche une « Suisse monarchique », une république dirigée par François-Joseph. Mais voudrait-il aussi adopter le principe de la souveraineté des cantons dont chacun avait jusqu'à présent son propre système juridique ? Mais c'est là précisément ce qu'Otto Bauer et Renner combattent si vigoureusement et à bon droit, le « fédéralisme des entités historico-politiques », c'est-à-dire, si l'on traduit de l'autrichien en allemand, le fédéralisme des formes étatiques héritées de l'époque féodale, les royaumes, les duchés et archiduchés, les marches et les comtats princiers ; c'est ce système qui existe à son plus haut point de développement en Suisse, une union d'Etats minuscules presque souverains issus de la féodalité, et en aucun cas une union de nations.

La Suisse existe en tant qu'Etat multinational sans conflits internes précisément parce qu'elle n'est pas un Etat moderne et homogène, doté d'une administration homogène. En dépit des limitations imposées aux droits cantonaux, même son armée rappelle l'armée féodale, constituée des contingents des différents cantons.

Mais en Belgique et en Suisse, la situation est du point de vue national beaucoup plus favorable qu'en Autriche. La Belgique ne connaît que deux langues, la Suisse trois, si l'on met à part quelques minuscules fragments de nations. Parmi les deux langues belges, l'une est une langue de dimension mondiale que tout homme cultivé se doit de connaître. Il y a aussi presque un million de Belges qui parlent les deux langues du pays — la plupart des Flamands. Des trois langues suisses, deux sont des langues de dimension mondiale et l'une, l'italien, est une langue civilisée de premier rang. Quiconque connaît une de ces langues possède un précieux bagage culturel. La connaissance de deux ou même de ces trois langues nationales n'est pas un fardeau, mais un avantage recherché par quiconque se trouve placé dans des conditions permettant de l'acquérir. Ainsi, dans l'armée, au parlement fédéral, au tribunal ou même à l'école, la séparation linguistique n'est pas ressentie comme un fardeau. Récemment encore, Albert Dauzat évoquait dans le

Courrier européen du 18 octobre les communes suisses situées à la frontière linguistique franco-allemande, qui autrefois parlaient français et actuellement parlent allemand et où l'enseignement scolaire et les sermons continuent d'être délivrés en français. Le bilinguisme y étant largement développé, cela ne pose pas de problèmes.

C'est sous un jour encore différent que les choses se présentent en Russie, mais là aussi, elles sont un peu plus simples qu'en Autriche. La Russie est un grand Etat centralisé comportant un grand nombre de nationalités mais ce sont les Russes qui constituent le noyau central, la masse prépondérante de la population et les autres nations habitent pour l'essentiel à la périphérie de l'empire. Parmi la population de la Russie européenne, il y a 84 millions de Russes auxquels font face 8 millions de Polonais, 5 millions de Juifs, 3 millions de Lettons, à peu près autant de Finnois, 2 millions d'Allemands et respectivement 1 million de Roumains et d'Arméniens, etc. La Russie peut très bien accorder l'autonomie à ces nations ; et même, pour autant qu'elles habitent des territoires d'un seul tenant, elles pourraient se séparer de la Russie sans que cela menace le moins du monde son existence.

Il en va autrement de l'Autriche. Elle se distingue de la Suisse et de la Belgique par le grand nombre de ses nations — neuf — et si l'on compte les Slovaques séparément des Tchèques et les Serbes séparément des Croates, onze. Et parmi les langues de tous ces peuples, une seule est une langue mondiale, l'allemand, une seule qui ouvre directement l'accès à une grande partie de la culture internationale.

Mais l'Autriche se distingue de la Russie en ce qu'aucune de ses nations ne possède une supériorité numérique notoire sur les autres, en ce qu'aucune n'habite le centre de l'empire. Les Allemands sont 11 millions, les Hongrois (Magyars) 9 millions, les Tchèques et les Slovaques 8 millions, les Polonais et les Ruthènes 4 millions chacun, les Serbo-Croates presque autant, les Roumains 3 millions, les Slovènes plus d'un million, les Italiens presque un million. Les dernières nommées parmi ces nations vivent à la périphérie, mais les trois grandes nations, les Allemands, les Magyars et les Tchécoslovaques s'étendent chacune jusqu'au centre de l'empire. Dans la proximité de Vienne, à Pressbourg, elles se rejoignent. Parmi tous les Etats multinationaux d'Europe (à l'exception peut-être de la Turquie d'Europe) aucun n'est placé — sur le plan des nationalités — dans une position aussi difficile que l'Autriche. Elle ne représente pas le type de l'Etat multinational, car ce type n'existe absolument pas. Chacun d'entre eux est un cas tout à fait particulier. L'Autriche recèle le problème des nationalités sous sa forme la plus complexe et la plus difficile.

3. Les tâches nationales des socialistes parmi les Slaves des Balkans*

La situation des socialistes dans un pays économiquement non développé, où la lutte de classe prolétarienne ne joue encore qu'un faible rôle, n'est pas simple. Bien sûr, il leur faut là comme partout ailleurs défendre en premier lieu avec toute l'énergie requise les intérêts du prolétariat. Mais si cette classe n'existe qu'à l'état embryonnaire, la tâche des socialistes consiste davantage à lutter pour ses intérêts *futurs* que pour ses intérêts *actuels*, moins à mener la lutte de classe qu'à préparer pour elle le terrain. C'est ce dont fait partie l'aspiration à l'indépendance complète de la nation. Sans cette indépendance, la lutte de classe prolétarienne ne peut déployer toute sa puissance.

L'indépendance, c'est la *démocratie*, c'est la *liberté* de *toute domination étrangère*, c'est *le rassemblement de toutes les parties de la nation en un organisme d'Etat commun*. Les combattants de la grande Révolution française ont lutté avec la même énergie pour chacun de ces aspects de l'indépendance de leur nation. La lutte pour la République est devenue aussi une lutte pour la République une et indivisible et pour la défense contre l'ennemi extérieur.

Et c'est ainsi qu'à une époque où le prolétariat allemand était encore faible, où il fallait moins mener la lutte de classe que lui préparer le terrain, les fondateurs du socialisme allemand, Marx, Engels, Lassalle ont lutté avec la même résolution pour la démocratie et pour l'unification de l'Allemagne, pour son indépendance par rapport à toute domination extérieure.

* Fragment d'un article écrit par Kautsky à la demande des social-démocrates bulgares comme préface à son livre *République et social-démocratie en France*. L'original est paru dans *Der Kampf*, 1909, p. 105-110.

Mais aussi claire que soit cette tâche, elle est fréquemment obscurcie du fait que le rassemblement de la nation et sa libération d'une domination étrangère peuvent être entrepris par des éléments démocratiques aussi bien qu'antidémocratiques ; démocratie et nationalisme peuvent alors entrer en conflit.

Ainsi, Napoléon III, Alexandre II, Bismarck et Cavour ont-ils cherché à utiliser les mouvements nationaux au profit des intérêts dynastiques.

Ici surgit pour les socialistes le devoir de ne pas se laisser abuser et fourvoyer par l'apparence nationale, mais de la soumettre à une critique énergique.

Certes, les intérêts dynastiques d'une nation peuvent à l'occasion servir à se débarrasser d'une domination étrangère et à réunir les parties dispersées. Mais les mêmes intérêts produisent facilement une amorce du processus qui entrave le déploiement maximum des forces de la nation et barre l'accès au plus grand succès possible. Car les intérêts dynastiques et nationaux ne coïncident jamais tout à fait. [...]

C'est précisément parce qu'une dynastie allemande a pris en main l'unification de l'Allemagne que cette unification ne pouvait être parfaite. Seule une révolution démocratique aurait pu l'achever.

La situation actuelle dans les Balkans est similaire. La nation bulgare a besoin de se libérer et de se rendre indépendante de la domination étrangère. Mais comme tant d'autres nations, elle a le malheur de voir jusqu'à présent ce processus accompli non par des révolutions démocratiques, mais par des intrigues dynastiques.

Par conséquent, l'unité et l'indépendance s'accroissent en même temps que diminue la démocratie à l'intérieur, mais aussi l'unification de la nation reste incomplète car les Bulgares de *Macédoine* en sont exclus.

Aussi longtemps que la Bulgarie reste sous direction dynastique, les Bulgares de Macédoine ne peuvent être réunis à leurs conationaux que par la conquête de leur pays par le tsar de Bulgarie. Mais la Macédoine n'est pas peuplée uniquement de Bulgares, elle l'est aussi de Serbes, de Grecs, de Turcs. Toute tentative de la Bulgarie pour conquérir la Macédoine se heurte à la résistance de tous les autres Etats balkaniques, qui ensemble lui sont supérieurs ; elle ne peut réussir sans aide de l'extérieur, c'est-à-dire sans que la Bulgarie se soumette à une dépendance étrangère. Et par sa diversité nationale, le pays conquis serait pour l'empire bulgare tout autant source constante d'affaiblissement qu'il l'est aujourd'hui pour l'empire turc.

Il n'y a qu'une voie pour unifier complètement la nation bulgare, pour unir les Bulgares de Macédoine à leurs frères, sans aide extérieure pour la Bulgarie et sans discorde perpétuelle avec les Serbes, les Grecs et les Turcs, c'est *l'unification de toutes les nations de la péninsule balkanique en une république fédérative.*

Si les Bulgares, les Serbes, les Grecs, les Turcs constituent ensemble une entité étatique unique, leurs conationaux de Macé-

doine unis à leurs nations peuvent mener une existence nationale et étatique commune sans que l'une de ces nations ait à se heurter à la résistance de toutes les autres nations balkaniques. C'est unies dans un tel Etat fédéral que toutes les nations de la péninsule balkanique seront véritablement indépendantes de l'étranger, alors que jusqu'à présent elles n'ont pu acheter leur indépendance du sultan qu'en se rendant vassales du tsar, de l'Autriche ou de l'Angleterre. Elles constitueraient alors un puissant empire qui pourrait ne tolérer aucune immixtion de l'extérieur. Avec la constitution d'un marché intérieur aussi étendu, l'essor économique de ces régions serait considérablement accéléré, sinon tout simplement rendu possible.

Qu'on ne dise pas que l'idée de l'Etat national rend un tel Etat fédéral impossible.

Cette idée comprend deux tendances : celle du rassemblement de toutes les parties d'une nation en un tout étatique et celle de la séparation étatique de la nation par rapport aux autres nations. De ces deux tendances, la seconde ne cesse de perdre sa vitalité, car elle entre en contradiction avec les tendances du développement économique qui rapproche sans cesse les nations les unes des autres et assure aux grands ensembles étatiques une grande supériorité, non seulement politique — ce qui a toujours été le cas —, mais aussi économique. C'est le moteur d'alliances de toutes sortes entre les peuples et les Etats.

Là où les Etats n'ont pas encore ou n'ont plus de cohésion, ne sont pas encore pétrifiés, là où les hommes ont l'impression que la formation de l'Etat n'est pas encore achevée ou qu'une nouvelle commence, ces tendances au rassemblement en un Etat de tous les éléments qui parlent la même langue n'est pas entravée, mais plutôt renforcée par ce développement. Mais le rassemblement en un Etat de tous les conationaux qui résidaient jusqu'alors sur les territoires de différents Etats n'est que l'une des formes possibles de l'extension de l'Etat sans contrevenir au principe national. Le rassemblement de plusieurs nations compactes en une entité étatique commune en est une autre forme. Certes, à dimensions égales, l'Etat national est largement supérieur à l'Etat de nationalités et certes, un Etat de nationalités entre en contradiction avec les tendances du développement national, lorsqu'il ne comporte que des fractions de nations dont la majeure partie réside à l'extérieur. En revanche, pour plusieurs petites nations qui résident dans leur totalité sur un territoire, la formation d'une entité étatique sur ce territoire est la seule manière de bénéficier des avantages du grand Etat ; ces avantages compensent les désavantages qui grèvent l'Etat de nationalités par rapport à l'Etat national.

Ce type de rassemblement est pour les petites nations d'autant plus nécessaire que les conditions dans lesquelles elles vivent sont moins sûres, qu'est plus considérable l'énergie avec laquelle elles ont à lutter pour leur existence ; mais sa nécessité dépend du degré

de leur retard économique et s'accroît à mesure que le développement économique confère aux grandes entités étatiques davantage de supériorité sur les petites. Elle est aussi plus facilement applicable là où les Etats ne sont pas encore pétrifiés, où ils sont encore malléables ; non pas là où les tendances du mode de production moderne exercent depuis longtemps leur influence sur la vie de l'Etat, mais là où elles commencent tout juste à se faire sentir. C'est pourquoi sur ce point, l'est de l'Europe est susceptible de précéder l'ouest. C'est en Europe de l'est que l'aspiration à rassembler en un corps étatique non seulement les parties dispersées d'une nation, mais aussi différentes nations est le plus vivace. N'aspireront bien sûr pleinement à la seconde forme que les nations qui ont déjà atteint la première ou peuvent atteindre la première à travers la seconde.

L'Autriche nous montre que le sentiment national ne s'oppose pas nécessairement à l'unification de plusieurs nations en un Etat. Parmi ses nations, il n'en est aucune qui surpasse les Hongrois ou les Tchèques par la puissance de sa sensibilité nationale et pourtant ce sont précisément ces deux nations très chauvines qui s'opposent le plus violemment à un démembrement de l'Autriche en Etats nationaux indépendants, qui ont le plus d'intérêts au maintien de l'Autriche ou du moins d'une demi-Autriche. Seuls aspirent à se séparer de l'Etat les éléments qui ne représentent que des parties d'une nation, notamment d'une nation dont la majeure partie réside en dehors de l'Autriche : Allemands, Polonais, Italiens, Serbes, Roumains, Ruthènes. Aucun de ces éléments n'aimerait mener une existence étatique à lui tout seul, mais leur aspiration à appartenir à un grand Etat n'est pas inconciliable avec leur séparation de l'Autriche, parce que même sans elle, ils pourraient constituer avec leurs conationaux une grande entité étatique.

L'idée nationale n'entrave donc pas nécessairement l'unification des peuples des Balkans en un Etat fédéral, elle peut même y puiser de nouvelles forces. Un empire balkanique aurait par exemple bien plus de chances d'unir les Serbes qui à l'heure actuelle sont dominés par l'Autriche, aux autres Serbes que l'une des deux mini-monarchies serbes existantes.

Ce n'est pas l'idée nationale qui entrave le rassemblement des peuples balkaniques en un Etat, mais les intérêts *dynastiques*. Ce n'est que sous forme de *démocratie* que ces peuples peuvent s'unir dans l'égalité des droits. Aussi longtemps que subsistent les dynasties, le rassemblement en un Etat de chacune des nations ne serait possible que par la victoire de l'une des dynasties sur les autres, par la guerre. Dans ces circonstances, cela reviendrait à la victoire d'une nation sur une autre. Cela supposerait par conséquent un état de guerre qui durerait d'autant plus longtemps, serait d'autant plus épuisant et s'achèverait avec d'autant moins de résultats qu'une quelconque des quatre nations principales serait moins en mesure d'affirmer une supériorité décisive sur les trois autres réunies.

Par conséquent, aussi longtemps que subsistent les dynasties balkaniques, les peuples balkaniques ne sont pas en mesure d'accomplir intégralement leur unité nationale, ils sont condamnés à rester de petits Etats (*Kleinstaaterei*), sont entravés dans leur développement économique et restent constamment dépendants de l'étranger. Et tout cela grâce à leurs dynasties.

Mais la pire forme de dépendance de l'étranger est le rapport de vassalité qu'entretiennent les Slaves des Balkans envers le tsar russe. C'est ce rapport que doivent combattre les socialistes parmi les Slaves des Balkans du point de vue de leurs devoirs nationaux, aussi bien qu'internationaux.

En tenir compte est l'une de leurs tâches les plus importantes. Le retard économique de leur pays les empêche de se consacrer intégralement à la lutte de classe prolétarienne ; pratiquement, il leur faut d'abord créer le terrain pour cette lutte de classe ; la lutte pour l'indépendance nationale peut y jouer un grand rôle ; mais ils ne doivent jamais oublier que le prolétariat ne peut mener sa lutte de classe avec succès que comme une lutte internationale. En tant que classe ascendante à qui appartient l'avenir, le prolétariat doit sauvegarder les intérêts de l'avenir de toute la société qui dans l'état actuel des communications mondiales se confondent de plus en plus avec les intérêts de toute l'humanité. Les socialistes de chaque pays ne doivent jamais perdre ces intérêts de vue, ils doivent être leur repère, même là où ils sont motivés à prendre part aux luttes nationales. Le bien de chaque nation n'est pas la loi suprême pour les socialistes, il doit être subordonné aux intérêts du développement général de la société au même titre que le bien de chaque individu.

Certes, nous sommes convaincus que la société socialiste offre les meilleurs fondements pour le développement multiforme de chaque personnalité et tout autant de chaque nation. Et certes, nous luttons dès aujourd'hui pour l'égalité des individus et des nations. Mais nous savons que dans la société actuelle les intérêts de l'individu peuvent très bien entrer en conflit avec ceux de la collectivité et que nous exigeons qu'en ce cas, l'intérêt général passe avant l'intérêt individuel. C'est en ceci que la position de la social-démocratie envers la nationalité diffère de la position de la bourgeoisie. Pour le bourgeois sa nation est souveraine, le bien de la nation est la loi suprême — aussi longtemps qu'il ne hisse pas l'individu sur un trône. Pour nous, le bien de la collectivité internationale se situe plus haut. Nous ne sommes pas antinationaux pas plus que nous ne sommes hostiles ou même indifférents à la personnalité. Mais le bien de notre nationalité n'est pas le critère suprême de notre action.

4. [L'autodétermination des nations]*

La social-démocratie est un parti international et démocratique. On serait porté à admettre que cela va de soi après qu'elle ait agi dans cet esprit depuis plus d'un demi-siècle. Et pourtant, il apparaît nécessaire de l'affirmer explicitement puisqu'au cours de cette guerre, dans le sein même de la social-démocratie, des voix se sont élevées, ravalant au rang de vide fadaise la revendication de l'autodétermination des peuples. Mais qu'est-ce que le combat pour la démocratie sinon le combat pour l'autodétermination du peuple et qu'est-ce qui rend possible l'existence d'une démocratie internationale, sinon la revendication du droit à l'autodétermination, non seulement pour son propre peuple, mais pour tous les peuples au même titre ?

Les tenants du radicalisme révolutionnaire objectent à l'autodétermination des peuples qu'elle serait irréalisable dans le cadre du mode de production capitaliste et n'aurait de sens que dans une société socialiste. Mais en fait, il est bien plus vrai que la revendication de l'autodétermination serait superflue dans une société socialiste parce qu'elle y serait déjà satisfaite. Le socialisme prolétarien est d'emblée un socialisme démocratique, la démocratie est la base sur laquelle on doit le construire. Il serait absurde d'exiger dans une société socialiste que l'on ne mette en place que la base sur laquelle elle est établie.

Au contraire, la démocratie, le droit à l'autodétermination des peuples doit être revendiqué dans le cadre de la production capitaliste, le combat pour l'obtention de ce droit mené précisément avec d'autant plus d'énergie qu'est moindre le degré de démocratie réalisé dans ce cadre. Le combat du prolétariat pour la démocratie a le même sens que son combat pour le pouvoir d'Etat et le pouvoir

* Extrait de *Die Befreiung der Nationen*, Dietz, Stuttgart, 1917, p. 5-10.

politique. Dénier toute perspective au combat pour obtenir le droit à l'autodétermination des peuples dans le cadre du mode de production capitaliste, c'est dénier toute perspective au combat pour le pouvoir politique, c'est renoncer à la conquête du pouvoir d'Etat, levier du renversement du capitalisme, cela revient à vouloir se limiter dans la lutte pour cet objectif à des moyens purement économiques, apolitiques.

Cette démarche était jusqu'à présent le propre de l'anarchisme et le distinguait de la social-démocratie. Quiconque refuse, du point de vue du radicalisme révolutionnaire, de prendre en charge la revendication de l'autodétermination des peuples se situe, fût-ce de façon inconsciente ou à son corps défendant, sur le terrain de l'anarchisme. Ce qu'il faut en dire se trouve suffisamment développé dans la littérature antérieure de notre parti. Il n'est pas apparu de nouveaux arguments dans ce domaine.

De l'autre côté, ce sont les partisans de l'impérialisme parmi les social-démocrates qui refusent de soutenir la revendication de l'autodétermination des peuples. Tout d'abord, parce que selon eux, il n'existe pas, pour les marxistes, de droit naturel et nommément pas de droit naturel des peuples à l'autodétermination. C'est juste, mais ce n'est une critique pertinente que du projet de fonder ce droit sur le droit naturel, pas de cette revendication elle-même. Celle-ci découle, pour le point de vue marxiste, des conditions d'existence et de lutte du prolétariat. Il ne peut attendre d'aide d'aucune classe, il doit se libérer lui-même. Sa force réside dans sa masse. Il ne peut vaincre que là où il représente le peuple dans sa masse, là où le peuple dans sa masse se bat sur ses positions de classe, là où la constitution de l'Etat ou la situation politique font de la masse du peuple le facteur décisif dans l'Etat. C'est pour cela que quiconque veut hâter la libération du prolétariat doit œuvrer pour la démocratie, le droit du peuple à l'autodétermination. Certes, la jouissance de droits démocratiques n'est pas encore équivalente à la libération du prolétariat. Celle-ci exige de surcroit des prémisses sociales spécifiques. Mais le prolétariat ne peut se libérer sans détenir ou conquérir de droits politiques. Plus grands sont ces droits, plus étendues sont ses capacités d'autonomie, plus facile et riche d'espoirs est la lutte du prolétariat en tant que classe — toutes conditions étant égales par ailleurs.

Ces idées allaient de soi jusqu'à présent dans la social-démocratie. Les partisans de l'impérialisme parmi les social-démocrates eux-mêmes ne nient pas la valeur de ce droit pour leur propre nation. Mais ils refusent d'appliquer ce principe d'une façon générale à toutes les nations. Ils affirment qu'ils faut opérer des distinctions entre les nations. Les « grandes nations civilisées » auraient le droit « de pratiquer, dans une certaine mesure par contrainte, l'assimilation ou l'annexion de petites nations atrophiées, rachitiques ». (Cunow, *Parteizusammenbruch,* Verlag Vorwärts, p. 36.)

Mais à ces conceptions s'oppose le caractère international de la

social-démocratie qui, tout comme son caractère démocratique, repose sur les conditions de l'existence et du combat du prolétariat. Les prolétaires des différents Etats et nations n'ont pas d'intérêts différents les uns des autres, et à coup sûr, ils n'ont pas d'intérêts contradictoires. Ce n'est qu'en luttant dans la plus étroite communauté qu'ils peuvent mener le combat pour leur libération. Pour eux, l'internationalisme n'est pas un beau rêve mais un besoin impérieux.

Mais l'internationalisme signifie que j'accorde à d'autres nations les mêmes droits que ceux que je revendique pour la mienne propre. L'égalité de droits que l'on revendique dans un cadre démocratique pour les individus d'un même peuple doit être réalisée pour chaque peuple à l'intérieur de la communauté des peuples en conséquence même de l'internationalisme. La distinction effectuée entre les grands peuples dont l'existence est pleinement justifiée et les petits peuples où elle l'est moins, entre peuples plus ou moins aptes à « accéder à la civilisation », entre nations de seigneurs et nations serves, constitue l'arsenal intellectuel des politiciens modernes de la conquête et de la colonisation, ces ennemis jurés de leur propre prolétariat comme de tous les prolétaires étrangers ; une telle distinction est inconciliable avec la pensée internationaliste.

Sans doute Cunow [9] invoque-t-il quelques articles parus en 1849 dans la *Neue Rheinische Zeitung (Nouvelle Gazette rhénane)* et qu'il attribue à Marx. Je présume que ces articles ont plutôt été écrits par Engels, mais cela est sans importance pour notre propos [10]. Ces articles s'en prenaient à l'aspiration des Slaves autrichiens (les Polonais exceptés) à réaliser leur indépendance nationale. Ces Slaves, lit-on dans ces textes, appartiennent au « rebut des peuples » et « ils demeureront jusqu'à leur désagrégation et dénationalisation complète les porteurs fanatiques de la contre-révolution ».

S'opposant à Bakounine qui invoquait en faveur des Slaves « la volonté souveraine des peuples » et prêchait « la fraternisation entre les peuples », un de ces articles mentionnait l'exemple des Etats-Unis, c'est-à-dire celui d'une république qui avait mené une guerre de conquête contre une autre république, celle du Mexique. De part et d'autre il s'agissait d'une démocratie, le peuple avait accédé à la souveraineté et pourtant une guerre de conquête s'était déclenchée. Selon l'article, nous aurions dû saluer cette guerre avec joie car elle fut « conduite uniquement et exclusivement dans l'intérêt de la civilisation ». Et l'article poursuit sur un ton de persiflage :

« Et finalement, " quel crime ", " quelle politique exécrable " y eut-il à ce que les Allemands et les Magyars — à l'époque où d'une façon générale en Europe les grandes monarchies devenaient « une nécessité historique » — réunissent en un grand empire unique

9. Heinrich Cunow, journaliste social-démocrate, remplaça K. Kautsky à la rédaction en chef de la *Neue Zeit* en 1917.

10. En effet, l'auteur de ces articles était F. Engels.

toutes ces petites nations rabougries, et impuissantes, leur permettant ainsi de prendre part à un grand essor historique auquel, abandonnées à elles-mêmes, elles seraient restées totalement étrangères ! »

Si ces propos signifiaient vraiment ce que Cunow veut leur faire dire, ils devraient remplir d'allégresse le cœur de tout annexionniste, de tout avocat d'une politique de conquêtes.

Considérons d'abord la date de l'article : 1849. On sait maintenant que le matérialisme historique dans son élaboration et son application a mûri et s'est approfondi considérablement dans la décennie qui a suivi la débâcle de la révolution de 1848. Sur la question de la guerre comme sur tant d'autres, Marx et Engels adoptèrent à l'époque de l'Internationale et du *Capital* une tout autre attitude qu'à celle du *Manifeste communiste.* Mais là où existent des différences entre ce premier point de vue et celui de la maturité, c'est le second que nous devons prendre essentiellement en considération.

La condamnation portée par Marx dans les adresses de l'Internationale contre la guerre franco-allemande revêt pour nous une importance beaucoup plus grande que l'approbation conditionnelle qu'il apporte à une guerre semblable en 1849.

Mais, ceci étant admis, les propos que cite Cunow sont loin de contenir tout ce qu'il veut leur faire dire. Ce que Engels (ou Marx) dit de la politique des Allemands et des Magyars « à l'époque où d'une façon générale en Europe les grandes monarchies devenaient une nécessité historique » se rapporte à l'évidence au passé, pas à notre politique contemporaine ; sinon, l'on pourrait à aussi bon escient faire passer Marx et Engels non seulement pour des avocats de l'exercice de la violence contre des nations, mais aussi pour des partisans de la politique dynastique, des partisans de la force et de l'extension violente des monarchies, comme s'il y avait là une « nécessité historique » n'appartenant pas seulement au passé, mais encore actuelle.

Mais, dans la mesure où Marx et Engels plaidaient vraiment en 1849 pour le droit de conquête, dans des conditions déterminées, l'exemple qu'ils prirent à l'appui de leur thèse n'était pas très heureux.

Au Texas, on pouvait à peine parler de l'expression de la volonté d'un peuple. Ce pays qui est plus grand que l'Allemagne comptait en tout, à l'époque où il se sépara du Mexique — dans les années 30 — 40 000 habitants dont la fraction la plus dynamique était constituée par les immigrants des Etats-Unis. Ce furent ces immigrants qui hissèrent le drapeau de la révolte contre le Mexique et firent du Texas une république indépendante qui s'unifia aux Etats-Unis après avoir existé pendant une dizaine d'années. Le Mexique essaya de s'y opposer en déclenchant une guerre qu'il perdit. Comme on le voit, cette « conquête » est d'une nature très singulière et ambiguë.

Mais en aucun cas, elle ne fut réalisée « uniquement et exclusi-

vement dans l'intérêt de la civilisation ». Les immigrants des Etats-Unis étaient dans leur majorité propriétaires d'esclaves noirs, des planteurs à la recherche de terres nouvelles et bon marché et qui se soulevèrent contre la domination mexicaine notamment parce qu'au Mexique le commerce des esclaves avait été supprimé. Grâce à l'annexion du Texas, les esclavagistes que comptait l'union américaine eurent un état esclavagiste de plus dans leurs rangs qui, durant la guerre civile, se battit du côté des sudistes.

La caractérisation des Slaves d'Autriche comme « le rebut des peuples » « s'acheminant vers une désagrégation et une dénationalisation complètes » et demeurant nécessairement jusqu'alors des « supports fanatiques de la contre-révolution » est tout aussi malheureuse que la référence à l'Amérique. Certes, les apparences pouvaient aller dans ce sens en 1849, mais toute l'évolution ultérieure nous a montré de la façon la plus évidente le caractère erroné de cette conception. Y a-t-il quelque chose de plus ridicule que de se référer à elle ? Lorsque Cunow ose aujourd'hui encore avancer comme argument dans le débat celui de l'impossibilité pour les Slaves d'Autriche d'exister en tant que peuple, il ne fait que témoigner de son incapacité complète à avancer d'autres preuves. Cunow prend-il donc ses lecteurs à ce point pour des analphabètes politiques ?

Il n'est pas même vrai que les Slaves d'Autriche furent toujours des contre-révolutionnaires tandis que les Allemands, les Magyars et les Polonais étaient en permanence révolutionnaires. Un des principes de l'art de gouverner de la dynastie autrichienne était de jouer les différentes nations les unes contre les autres et de placer ainsi le gouvernement hors de la dépendance de chacune. Dans ce jeu, c'était tantôt une nation, tantôt les autres qui étaient favorisées. Celles qui ne l'étaient pas se comportaient toujours de façon révolutionnaire, celles qui l'étaient de façon contre-révolutionnaire. Chacune des grandes nations de l'Autriche oscilla au cours du siècle dernier — souvent sans aucune transition — de la haute trahison au byzantinisme. Les dirigeants des grandes nations d'Autriche pouvaient tout aussi bien s'attendre à la potence qu'au fauteuil. C'était tout aussi vrai pour les Magyars, les Polonais, les Allemands que pour les Tchèques, les Croates et les Ruthènes. Dès 1848, on pouvait en discerner les signes avant-coureurs. Les Tchèques n'ont nullement été d'emblée contre-révolutionnaires. La première rébellion que connut l'Autriche et que Windischgrätz abattit à la mitraille fut celle des Tchèques à Prague. Quant aux Viennois en revanche ils étaient, même aux premiers jours de leur liberté nouvellement conquise, assez peu révolutionnaires à tout crin pour fournir de nombreux volontaires à l'armée de Radetzky, destinée à écraser la révolution italienne.

La révolution autrichienne de 1848 échoua autant du fait de l'aspiration des Allemands à la suprématie sur les Tchèques et les Italiens et de celle des Hongrois à la domination des Croates qu'à

cause de l'attitude contre-révolutionnaire des Slaves qui en était la conséquence.

Si l'on veut s'appuyer sur les enseignements de la révolution de 1849, il faut comprendre leur enseignement fondamental : tout mouvement révolutionnaire moderne qui abandonne le point de vue internationaliste de l'autodétermination des nations met sa propre existence en danger.

Au reste, même si Marx et Engels avaient porté une appréciation tout à fait correcte sur l'avenir des Slaves d'Autriche, cela ne constituerait en rien une preuve contre le mot d'ordre de l'autodétermination des nations que l'on avance dans la guerre actuelle. Il n'est pas venu à l'idée de Marx ou Engels de proclamer la supériorité d'une nation sur une autre ni de proclamer la guerre comme moyen de concrétiser cette suprématie. Ce qu'ils proclamaient, c'était la prééminence de la *révolution européenne* par rapport aux nations individuelles. Ils s'opposaient à l'aspiration à l'autodétermination d'une nation là où elle entrait en contradiction avec les intérêts de la révolution internationale et les menaçait. Ce faisant, Marx et Engels n'entraient pas en contradiction avec leur point de vue internationaliste, bien au contraire, ils ne faisaient qu'en assumer la conséquence nécessaire.

C'est précisément parce que les peuples et avant tout les classes laborieuses dépendent dans le cadre des rapports de production modernes de plus en plus étroitement les uns des autres, qu'ils sont tous intéressés dans la même mesure au progrès social et à la suppression de ce qui fait obstacle à sa réalisation. Tous les peuples d'Autriche ont souffert dans la même mesure de l'échec de la révolution de 1849, ceux qui ont été à l'origine de cet échec par leur attitude contre-révolutionnaire tout autant que ceux qui se sont comportés en révolutionnaires. Une victoire de la révolution leur aurait été propice à tous. La conquête de la liberté n'aurait naturellement pas amené la paix entre les nations, elle aurait dans un premier temps largement lâché la bride aux conflits nationaux, tout comme elle l'a lâchée aux luttes de classes, mais l'essor spirituel et économique de chaque nation s'en serait trouvé accéléré. La preuve en est l'ère de libéralisme relatif que connut l'Autriche après la défaite de 1848. Certes, celle-ci entraîna le développement de la suprématie des Allemands et des Magyars, mais elle rendit irrésistible l'essor des Slaves autrichiens.

Par la suite, Marx et Engels ont réclamé la soumission des exigences des nations particulières aux besoins de la société moderne dans son ensemble, non seulement en ce qui concerne la révolution européenne, mais sur tous les plans. Rien ne menace ni ne paralyse davantage la société qu'une guerre et notamment qu'une guerre mondiale. C'est pour cette raison qu'Engels s'est élevé à plusieurs reprises contre l'idée que le déclenchement d'une guerre puisse être la condition nécessaire pour l'émancipation d'une nation ou d'un élément de nation. C'est dans ce sens qu'il s'exprime par exemple

dans une lettre à Bernstein de 1882 à propos du soulèvement intervenu en Dalmatie [11] :

« Nous devons œuvrer à la libération du prolétariat d'Europe occidentale et nous devons soumettre tout le reste à cet objectif. Et, quelque intérêt que puissent présenter les Slaves des Balkans ou autres, tant pis pour eux si leur aspiration à la liberté entre en collision avec les intérêts du prolétariat. Les Alsaciens sont aussi opprimés... Mais si, à la veille d'une révolution imminente, ils provoquent une guerre entre la France et l'Allemagne, attisent à nouveau l'hostilité de ces deux peuples l'un envers l'autre, ajournant ainsi la révolution, alors je leur dirai : Halte là ! Vous pouvez être aussi patients que le prolétariat européen. Lorsque celui-ci se libérera, vous serez vous-mêmes libérés, mais jusque-là, nous ne tolérerons pas que vous mettiez des bâtons dans les roues au prolétariat en lutte.

Certes, dans ce texte, le droit à l'autodétermination des peuples est soumis aux besoins du développement social général dont la force motrice la plus puissante est la lutte de classe du prolétariat. Mais ce n'est pas sa négation, sa réalisation à l'échelle universelle est bien plutôt reconnue comme une conséquence nécessaire de notre victoire. Ce qui est rejeté, c'est simplement une manière particulière de mettre en avant le droit à l'autodétermination. Engels rejette la guerre mondiale comme moyen de réaliser ce but et il peut le faire sans y renoncer parce qu'il œuvre à ouvrir une voie meilleure et plus efficace : la révolution prolétarienne.

La révolution et la guerre sont les deux méthodes permettant de réaliser l'autodétermination des peuples. Aussi longtemps que la bourgeoisie était révolutionnaire, qu'elle croyait à la révolution, qu'elle y aspirait, elle voyait purement et simplement en elle, dans la lutte des peuples contre les gouvernements le moyen de réaliser leur autodétermination ; ceci aussi bien sous l'angle de la conquête d'institutions libérales que sous celui du renversement de la domination étrangère là où celle-ci existait. Les partis démocratiques des différents pays se soutenaient à cette fin, ils constituaient les premiers éléments d'une Internationale. Mais face à eux, les princes s'organisèrent aussi sur le plan international. Dans la période qui va de 1815 à 1848, il n'y eut aucune guerre européenne.

Après 1848, la bourgeoisie européenne se prit à douter de sa propre force révolutionnaire, elle commença à craindre la révolution en tant que force prolétarienne. Pour autant qu'elle s'en tenait encore à son aspiration à l'autodétermination des peuples, elle la réduisait toujours davantage à l'aspiration à l'autodétermination de son propre peuple sans souci des autres ; elle ne cherchait plus à réaliser ce but en luttant contre les gouvernements mais en passant des arrangements avec des gouvernements qui la soutenaient contre d'autres. Napoléon III, Victor-Emmanuel,

11. Cf. *supra*, p.102

Bismarck devinrent alors ses promoteurs. Ce faisant, ils remplacèrent la révolution des peuples par la guerre des dynasties, comme moyen de réaliser leur droit à l'autodétermination. Si la période qui va de 1815 à 1848 fut une époque de paix générale en Europe entre les gouvernements et de soulèvements révolutionnaires incessants, la période suivante fut une époque de guerres européennes, auprès desquelles les soulèvements révolutionnaires apparaissaient tout au plus comme des phénomènes accessoires.

La nouvelle méthode était très imparfaite. L'Italie resta assujettie, la question polonaise demeura pendante, les Autrichiens allemands furent rejetés hors de l'Allemagne, l'empire allemand s'agrandit au mépris de l'autodétermination des nations en annexant des territoires d'une façon qui ne satisfaisait pas les aspirations nationales mais les lésait ; ainsi, les sources de conflits internationaux n'ont pas été taries mais alimentées. Cette méthode empêcha la création dans les Balkans d'un grand Etat indépendant au même titre de la Russie et de l'Autriche.

Les partis du prolétariat ascendant ne pouvaient accepter cette méthode pour réaliser l'autodétermination des peuples. Ils repoussèrent les guerres des gouvernements bourgeois comme l'obstacle le plus pesant au progrès social ; l'idée ne les effleurait pas de confier à un quelconque des gouvernements existants la mission de libérer les peuples...

Rosa Luxemburg (1870-1919)

La question nationale, préoccupation permanente dans l'activité de Rosa Luxemburg, ainsi qu'en témoigne la chronologie de ses écrits consacrés à ce sujet (1894, 1896, 1902, 1905, 1906, 1908, 1909, 1915, 1918, dates qui correspondent à des moments précis de son combat et des débats), fit organiquement partie des tâches politiques immédiates auxquelles elle fut confrontée dans la social-démocratie polonaise.

Née à Zamosc en Pologne russe, ayant passé son enfance à Varsovie, Rosa Luxemburg milita dès le lycée dans le mouvement révolutionnaire polonais. Etablie à Berlin après avoir fait ses études universitaires à Zurich, elle acquit bien vite une grande notoriété dans le S. P. D. et s'affirma comme la théoricienne la plus écoutée de la gauche du parti. Parallèlement, elle continua à diriger la social-démocratie polonaise et à entretenir de ce fait d'étroites relations avec le parti social-démocrate russe (P. O. S. D. R.).

Dès 1893, dès l'aube de son activité militante, Rosa Luxemburg se trouve confrontée au problème national. Elle entre en lice contre le parti qui occupe et va continuer à occuper la plus grande partie de l'espace socialiste en Pologne : le P. P. S. (Parti Socialiste Polonais) qui fait de l'indépendance de la Pologne une revendication prioritaire du mouvement ouvrier. En 1893, elle contribue à créer une organisation rivale, la S. K. P. (Social-démocratie du royaume de Pologne, devenue en 1900, S. D. K. P. i L.) pour qui les aspirations nationales doivent être strictement subordonnées en Pologne à la lutte de classe solidaire avec le prolétariat des trois pays du partage (Russie, Allemagne, Autriche).

Dès l'abord, le conflit avec le P. P. S. déborde le terrain où il a jailli. La confrontation revêt une dimension internationale à la veille du congrès de l'Internationale socialiste convoqué à Londres

en 1896[1]. *La polémique avec le P. P. S. va nourrir sa réflexion et conditionner ses prises de position*[2].

Quelques mois plus tard, les soulèvements des peuples chrétiens de l'empire ottoman (Crétois, Arméniens) l'amènent à se poser la question qui avait déjà préoccupé Marx et Engels : « Que va-t-il advenir de la Turquie d'Europe ? » A l'inverse de ce qu'elle préconise dans le cas de la Pologne, les socialistes doivent, à son sens, soutenir les aspirations nationales des peuples des Balkans, seul facteur susceptible d'enrayer la stagnation de l'empire ottoman[3].

La révolution de 1905 mit la question nationale à l'ordre du jour en Russie. Il s'agissait désormais pour la social-démocratie de l'empire d'élaborer un programme national. Dès lors les écrits de Rosa Luxemburg consacrés à ce sujet se font plus denses. Mais, rédigés en polonais, ils sont surtout adressés au mouvement ouvrier polonais. A travers eux, Rosa Luxemburg qui refuse d'intervenir dans les débats sur la scène internationale et feint d'ignorer les apports des austro-marxistes (Renner puis Bauer) continue néanmoins à participer à l'élaboration théorique. Elle en dresse d'ailleurs le bilan dans sa préface au recueil qu'elle établit en 1905 et qui comporte les principaux textes du débat de 1896 et de ses retentissements ultérieurs[4].

En 1908, elle entreprend une série d'articles intitulée « La question nationale et l'autonomie[5] *» dont nous publions ci-après de*

1. « Neue Strömungen in der polnischen sozialistischen Bewegung in Deutschland und Oesterreich », *Neue Zeit*, avril-mai 1896, n°s 32 et 33, p. 176-181, 206-216 ; « Der Sozialpatriotismus in Polen », *id.*, juillet 1896, n° 41, p. 459-470, « La questione polacca al congresso internazionale di Londra », *Critica Sociale*, juillet 1896, n° 14, p. 217-220 ; « Zur Taktik der polnischen Sozialdemokratie », *Vorwärts*, 25 juillet 1896, n° 172.

2. Cf. la thèse de doctorat de Rosa Luxemburg qu'elle a passée en 1897 : *Die industrielle Entwicklung Polens. Inaugural Dissertation zur Erlangung der Staatswissenschaftlichen Doktorwürde der hohen Staatswissenschaftlichen Fakultät der Universität Zürich*, Duncker und Humblot, Leipzig, 1898, VI, 95 p. Voir par exemple « Acrobatie programmatique social-patriote », *Przeglad Socijademokratyczny*, n° 3, 1902 ; ainsi que « Pol'skij i russkij socialism v ikh vzajmnoj otnošenii », texte inédit paru dans *Archiwum ruchu robotniczego*, I, Varsovie, 1973, p. 30-72.

3. « Die nationalen Kämpfe in der Türkei und die Sozialdemokratie : 1) Die türkischen Zustände ; 2) Die Zersetzung ; 3) Die Stellungnahme der Sozialdemokratie », *Sächsische Arbeiterzeitung*, 8 au 10 octobre 1896, n° 234 à 236 ; « Zur Orientpolitik des *Vorwärts* », *id.*, 25 novembre 1896, n° 273 ; « Abermals Orientfrage », *Id.*, 1er décembre 1896, n° 278.

4. *Kwestia polska a ruch socjalistycy. Zbior Artykulow o kwestii polskiej R. Luksemburg, K. Kautskiego, F. Mehringa, Parvusa i innych, z przedmowa R. Luksemburg...* (La question polonaise et le mouvement socialiste. Recueil d'articles sur la question polonaise de Rosa Luxemburg, Karl Kautsky, Franz Mehring, Parvus et autres, préface de Rosa Luxemburg..., S. D. K. P. i. L., Cracovie, 1905, 177 p.

5. Cette série d'articles n'existait jusqu'à ces derniers temps qu'en polonais. Des fragments de la première partie ont paru en français dans *Politique aujourd'hui*. (Elle existe en traduction allemande, plus étendue dans Rosa Luxemburg, *Internationalismus und Klassenkampf*, Neuwied, Luchterhand, 1971, p. 220-278.) La seconde partie est parue en français dans *Partisans*, n° 61, septembre-octobre 1971, p. 5-22. La dernière partie n'existe qu'en polonais. Cf. « Kwestia narodowosciowa i auto-

larges extraits dans la mesure où il s'agit d'une contribution fondamentale, jusqu'à présent peu accessible.

Ce fut cette série d'articles polonais que Lénine exhuma en 1913 pour les soumettre à sa critique dans le cadre d'une polémique plus vaste avec Rosa Luxemburg dont la question nationale n'est que l'une des facettes.

Avec le choc du déclenchement de la guerre mondiale, Rosa Luxemburg entrevoit avec angoisse qu'elle a sous-estimé le poids du nationalisme[6]*. L'alternative « socialisme ou barbarie » sur laquelle elle insiste au cours des années de guerre se traduit dans le domaine national par un raidissement de ses positions antérieures : « Internationalisme intransigeant ou nationalisme ». Lors de la révolution russe, aussi bien dans l'écrit qu'elle consacre à octobre 1917 que dans un fragment annexe resté longtemps inédit, elle s'insurge contre l'application du droit à l'autodétermination nationale au « territoire de la révolution » qui consacre l'existence de « mini-nations » et donne aux bourgeoisies nationales la possibilité longtemps convoitée d'opprimer leur propre prolétariat, annihilant ainsi le « droit à l'autodétermination » du prolétariat lui-même*[7]*.*

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Jadwiga KACZANOWSKA, Feliks TYCH, « Bibliografia Pierwodrukow Rozy Luksemburg », *Z Pola Walki,* 1962, n° 3 (19), 161-226.

Rosa LUXEMBURG, *Gesammelte Werke,* Dietz, Berlin, 1970-1973, 3 vol. parus (jusqu'à juillet 1914).

Rosa LUXEMBURG, *Internationalismus und Klassenkampf,* présenté par Jürgen HENTZE, Luchterhand Neuwied, 1971.

Wybor pism, édité par Bronislaw KRAUZE, Varsovie, 1959, 2 vol.

J.P. NETTL, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg,* Maspero, Paris, 1972, 2 vol.

Feliks TYCH, « Rosa Luxemburg et la question nationale », rapport à la semaine internationale d'études marxistes, Reggio Emilia, septembre 1973.

Georges HAUPT, « Dynamisme et conservatisme de l'idéologie. Rosa Luxemburg à l'orée de la recherche marxiste dans le domaine national », in *Rosa Luxemburg, Die Bestimmung des Sozialismus,* Suhrkamp, Francfort, 1974.

Michael LÖWY, « Rosa Luxemburg et la question nationale » in *Dialectique et Révolution,* Anthropos, Paris, 1973, p. 102-125.

Joseph A. PETRUS, « Rosa Luxemburg's Solution to the National Question », *East European Quarterly,* vol. IV, janvier 1971, n° 4, p. 442-456.

nomia », *Przeglad Socjaldemokratyczny,* VIII-XII, 1908, n° 6, p. 482-515 ; n° 7, p. 597-631 ; n° 8/9 ; p. 687-710 ; n° 10, p. 795-818 ; VI-IX, 1909, n° 12, p. 136-163 ; n° 14/15, p. 351-376.

6. Cf. *La Crise de la social-démocratie,* La Taupe, Bruxelles, 1970, 248 p.

7. Cf. Rosa LUXEMBURG, *Œuvres. Ecrits politiques,* Paris, petite collection Maspero, vol. II, 1969, p. 69-75, 91-100.

1. La question polonaise au Congrès international de Londres, 1896*

La première conférence de ce qui allait devenir l'Internationale, réunie à Londres il y a 32 ans, ouvrit ses délibérations par une protestation contre l'asservissement de la Pologne, qui s'était engagée pour la troisième fois dans une lutte sans succès pour son indépendance [1]. Dans quelques semaines le Congrès ouvrier international se tiendra à Londres où il devra se prononcer sur une résolution en faveur de l'indépendance de la Pologne. La similitude des circonstances suggère spontanément l'idée de procéder à une comparaison de ces deux événements de la vie du prolétariat international.

Au cours des 32 dernières années le prolétariat international a parcouru un chemin considérable. Le progrès est manifeste sous tous les rapports, et maints aspects du combat de la classe ouvrière se présentent sous un autre jour qu'il y a 30 ans. Mais l'élément fondamental de cette évolution est le suivant : d'une secte d'idéologues les socialistes se sont transformés en un grand parti combatif. A l'époque ils formaient à peine des groupes isolés relégués à l'écart de la vie politique de leur pays ; aujourd'hui ils constituent le facteur dominant dans la vie sociale des plus grands pays civilisés ; dans tous les autres ils constituent un élément important avec lequel les classes dominantes aussi bien que les gouvernements doivent compter à chaque instant. A l'époque il s'agissait de consolider le

* Article paru dans *Sprawa Robotnicza* n° 25, juillet 1896, p. 83-89. Cet article fut publié en même temps en italien dans la revue *Critica sociale*, n° 14, p. 217-220.

1. Allusion à la première conférence de l'A. I. T. qui eut lieu du 25 au 29 septembre 1865 à Londres. Parmi les questions débattues à ces assises figurait « l'invasion moscovite de l'Europe et le rétablissement d'une Pologne intégrale et indépendante ».

nouvel évangile, aujourd'hui il s'agit de mener au mieux la lutte de ces masses énormes imprégnées de l'évangile du socialisme.

Corrélativement, le caractère des Congrès ouvriers internationaux s'est modifié. A ses débuts, l'Internationale était plutôt un concile se réunissant pour formuler les principes du nouveau mouvement ; aujourd'hui il s'agit avant tout et même exclusivement de délibérations pratiques du prolétariat conscient, sur les questions les plus urgentes de la lutte quotidienne. Toutes les tâches et tous les objectifs sont soumis dès lors à un examen critique de leurs possibilités concrètes de réalisation ; ceux qui paraissent dépasser les possibilités du prolétariat, sont abandonnés malgré l'attrait qu'ils peuvent présenter. Voilà où résidera la différence fondamentale entre les délibérations dans les halles de St-Martin cette année et celles d'il y a 32 ans. Il s'agira donc d'examiner dans cette optique la résolution soumise au Congrès.

La résolution en faveur du rétablissement de la Pologne, soumise au Congrès de Londres, est la suivante : « Considérant que l'oppression d'une nation par une autre ne profite qu'aux capitalistes et aux despotes, qu'elle est également néfaste et au peuple travailleur de la nation opprimée et au peuple travailleur de la nation oppresseur ; qu'en particulier le tsarisme russe, puisant ses forces intérieures et son poids extérieur dans l'assujettissement et le partage de la Pologne, représente un danger permanent pour le développement du mouvement ouvrier international, le Congrès déclare : que l'indépendance de la Pologne est une exigence politique indispensable à l'ensemble du mouvement ouvrier international et au prolétariat polonais [2]. »

L'indépendance de la Pologne en tant que revendication politique est doublement motivée dans la résolution : d'une part par le danger général que constituent les annexions pour les intérêts du prolétariat, d'autre part, par la signification particulière que prend l'oppression de la Pologne pour le tsarisme russe, à savoir, sa propre ruine, conséquence logique de l'indépendance polonaise.

Commençons par le second point.

Le tsarisme russe ne tire ni sa force intérieure ni son poids extérieur de l'asservissement de la Pologne. Cette affirmation exprimée dans la résolution est fausse de A à Z. Le tsarisme tire sa force profonde des rapports sociaux internes à la Russie. Le pouvoir absolu russe trouve son fondement historique dans l'économie naturelle fondée sur le système archaïque de la propriété communautaire des paysans. Les vestiges de cette structure sociale arriérée — et combien en existe-t-il encore en Russie — forment aujourd'hui, avec les autres facteurs sociaux, le fondement du tsarisme. Celui-ci tient la noblesse par l'exigence continuelle de dons offerts grâce au

2. Le texte de la résolution ne figure ni dans le protocole anglais ni dans le protocole allemand du Congrès socialiste international de Londres. Il est présenté ici dans les termes que Rosa Luxemburg a employés dans son article « Le Social-Patriotisme en Pologne », publié dans la *Neue Zeit*, VII, 1896, vol. 41, p. 459-470.

produit des impôts levés sur la paysannerie. Afin de satisfaire la bourgeoisie, la politique étrangère sert à ouvrir de nouveaux débouchés. La politique douanière abandonne le consommateur russe à la merci des fabricants. Enfin, même la politique intérieure du tsarisme est mise au service du capitalisme : l'organisation d'expositions industrielles, la construction du chemin de fer sibérien, etc., sont effectuées dans l'intérêt du capitalisme. En général, la bourgeoisie joue un rôle considérable dans la vie politique intérieure et extérieure, rôle qu'elle n'aurait jamais pu jouer sans l'accord du tsar, étant donné son caractère minoritaire. Telle est la combinaison des facteurs dont le tsarisme tire ses forces internes. Il continue à végéter, les institutions archaïques n'étant pas mortes intégralement et les nouveaux rapports de classes ne s'étant pas cristallisés de façon assez nette.

Par ailleurs, le tsarisme ne tire pas sa puissance extérieure du partage de la Pologne, mais des particularités de l'Empire russe. A la demande, ces immenses masses humaines lui fournissent d'énormes moyens financiers et militaires et l'élèvent au rang des premières puissances européennes. Grâce à ses dimensions gigantesques et à sa situation géographique, la Russie fait partie des Etats qui sont le plus concernés par la Question d'Orient et qui y jouent un rôle prédominant. D'un autre côté, la Russie, voisine des possessions anglaises en Asie, se dirige inévitablement vers un conflit avec l'Angleterre. Comme en Asie, la Russie est mêlée en Europe aux plus hauts intérêts des puissances européennes. Particulièrement au cours du XIXe siècle, tirant sa puissance extérieure des récentes luttes de classes révolutionnaires, elle a joué le rôle de protectrice de la réaction européenne.

Mais, s'agissant de l'importance extérieure du tsarisme au cours des dernières décennies, la Russie ne gagne rien à la division de la Pologne ; en revanche, l'annexion de l'Alsace-Lorraine qui partage l'Europe en deux camps ennemis et qui constitue une permanente menace de guerre jetant la France dans les bras de la Russie, est pour elle de la plus haute importance.

De fausses prémisses entraînent de fausses conclusions : comme si la Pologne indépendante pouvait porter atteinte à la puissance intérieure et extérieure de la Russie. Le rétablissement de la Pologne pourrait entraîner la chute du pouvoir absolu en Russie uniquement si elle provoquait la destruction des bases fondamentales de la société, c'est-à-dire les vestiges de l'économie paysanne arriérée et les rapports que le pouvoir tsariste entretient avec la noblesse et la bourgeoisie. Or, c'est évidemment un non-sens. Avec ou sans la Pologne les rapports restent inchangés. L'espoir de casser la toute-puissance russe par le rétablissement de la Pologne est un anachronisme datant du temps où l'on ne croyait pas encore que les forces sociales internes de la Russie pourraient provoquer la perte du tsarisme. La Russie de cette époque, comme tous les systèmes fondés sur une économie naturelle, paraissait sombrer dans l'immobilisme social. Cependant, depuis les années 60, elle avait amorcé le déve-

loppement économique moderne qui devait apporter la solution à ses problèmes.

Obligé de soutenir l'économie capitaliste, le tsarisme sape lui-même son fondement essentiel.

Grâce à sa politique financière, il détruit les derniers vestiges de la communauté paysanne et prive les paysans de l'assise de leurs conceptions conservatrices. Mieux encore : en pillant la paysannerie, le tsarisme mine son propre fondement matériel et tarit la source qui lui permettait d'acheter la fidélité de la noblesse. Enfin, le tsarisme se fait un devoir en quelque sorte de ruiner les principaux consommateurs au détriment de la bourgeoisie et de vider les caisses de ceux-là mêmes dont il a défendu les intérêts pécuniaires en leur sacrifiant les intérêts du peuple. Alors qu'au départ le lourd appareil bureaucratique était un facteur utile à l'économie bourgeoise, il joue maintenant le rôle de frein. Il en résulte enfin un accroissement accéléré du prolétariat industriel, force sociale à laquelle le tsarisme ne saurait s'allier et à laquelle il ne peut céder sans risquer sa propre tête.

Telles sont les contradictions sociales qui ne pourront être résolues qu'avec la chute de l'absolutisme. Le tsarisme se dirige vers ce moment fatal à une vitesse pareille à celle d'un corps qui se déplace sur un plan incliné. Le développement du capitalisme constitue ici le plan incliné au bout duquel les poings de fer de la classe ouvrière attendent le tsarisme. La lutte politique de l'ensemble du prolétariat de l'empire russe est seule capable d'accélérer ce processus. L'indépendance polonaise joue un rôle relativement minime dans le déclin du tsarisme, de même que le partage de la Pologne ne constitue nullement un élément fondamental de son existence.

Venons-en au premier point de la résolution. Il nous est dit que « L'oppression d'une nation par une autre ne peut servir que les despotes et les capitalistes, [qu']elle est également néfaste au prolétariat des deux pays ». En vertu de cette affirmation l'indépendance de la Pologne devrait être la revendication essentielle du prolétariat. Ce point de la résolution exprime l'une de ces grandes vérités qui sont en même temps de vagues lieux communs, dont on ne peut tirer aucune conclusion pratique. Si à partir de l'affirmation que l'oppression d'un peuple par un autre ne peut servir que les despotes et les capitalistes, on conclut que toutes les annexions sont injustes ou qu'elles peuvent être éliminées dans le cadre même du système capitaliste, nous disons que cela est absurde étant donné qu'on ne fait aucune analyse des principes fondamentaux de l'ordre actuel.

Il est intéressant de mentionner que ce point de la résolution coïncide presque totalement avec l'argumentation de la fameuse résolution hollandaise [3]. « Etant donné que l'oppression d'un peuple

3. Il s'agit de la résolution proposée par le délégué hollandais Ferdinand Domela Nieuwenhuis au Congrès socialiste international de Bruxelles

par un autre et le combat d'un peuple contre un autre, ne peuvent être utiles qu'aux classes possédantes »... le prolétariat doit accélérer la fin de la guerre en organisant des grèves militaires. Les deux résolutions s'appuient sur la croyance naïve qu'il suffit de reconnaître qu'un fait quelconque est avantageux pour les despotes et nuisible pour le peuple travailleur, pour l'éliminer sur-le-champ. La similitude va plus loin. Le mal qui doit être écarté est dans son principe le même dans les deux résolutions : la résolution hollandaise veut prévenir de futures annexions en mettant fin à la guerre, la résolution polonaise veut annuler les guerres passées par l'abolition de l'annexion. Dans les deux cas il s'agit pour le prolétariat de supprimer la guerre et les annexions dans le cadre du capitalisme sans pour autant éliminer le capitalisme même dont ils font partie intégrante.

Si déjà ce lieu commun n'est pas en mesure de justifier valablement la suppression générale des annexions, il pourra encore moins justifier l'hostilité à l'égard de l'annexion de la Pologne. Il s'agit avant tout ici d'examiner les conditions historiques concrètes afin de pouvoir fournir une explication quelconque à cette question. Mais la question de savoir dans quelle mesure et comment le prolétariat est capable de libérer la Pologne, la résolution la passe totalement sous silence. En ce sens, la résolution hollandaise est d'un niveau sensiblement supérieur ; elle propose un moyen concret — l'accord secret des militaires — qui a le mérite de révéler aussitôt l'aspect utopique de la résolution. La résolution polonaise est moins ambitieuse et se contente d'une « revendication », ce qui ne l'empêche pas d'être aussi utopique que l'autre.

Par quel moyen le prolétariat peut-il venir à bout de l'Etat de classes polonais ?

Face aux trois gouvernements qui dominent la Pologne, face à la bourgeoisie du royaume de Pologne qui flatte le trône de Saint-Pétersbourg et considère toute pensée concernant le rétablissement de la Pologne comme un crime et une atteinte à sa propre bourse, face aussi aux grands propriétaires terriens de Galicie représentés en la personne de Badeni, chef du gouvernement, qui entendent conserver l'unité de la monarchie autrichienne, c'est-à-dire, le partage de la Pologne, face enfin, aux junkers polono-prussiens, qui votent le budget militaire, c'est-à-dire, la multiplication des baïonnettes qui garantissent l'annexion de la Pologne — que peut entreprendre le prolétariat dans de telles circonstances ? S'il s'insurge, il sera réprimé dans le sang. Mais si on ne s'insurge pas, on ne peut rien faire du tout. Car l'indépendance de la Pologne ne peut évidemment être obtenue autrement que par l'insurrection armée. Aucun de ces Etats ne consentira à se séparer volontairement d'une

en 1891, qui préconisait l'utilisation de la grève générale comme moyen de lutte contre la menace de guerre. Qualifié d'anarchiste, ce projet fut violemment combattu par Wilhelm Liebknecht et Edouard Vaillant.

province qu'il domine déjà depuis cent ans. Or, dans les circonstances actuelles, l'insurrection ne peut avoir pour conséquence que l'écrasement du prolétariat. Mais peut-être le prolétariat international pourra-t-il apporter son aide ? Il est encore plus impuissant que le prolétariat polonais ; il pourra tout au plus proclamer sa sympathie. Mais si toute action en faveur du rétablissement de la Pologne se limite exclusivement à des manifestations pacifiques, les Etats qui se la partagent peuvent continuer à la dominer en toute tranquillité. Si donc le rétablissement de la Pologne devient la revendication politique du prolétariat international — ainsi que la résolution le réclame —, ce ne sera que l'émission d'un vœux pieux. Lorsqu'on « revendique » quelque chose, il faut faire quelque chose pour la réalisation de cette revendication. Mais si l'on ne peut rien faire, la « revendication » — formule vide de sens — remuera peut-être de l'air mais non pas les Etats qui dominent la Pologne.

L'acceptation éventuelle de la résolution social-patriotique au Congrès international aurait une signification plus grande qu'on ne pourrait le croire à première vue. D'abord elle serait en contradiction avec certaines décisions des congrès précédents, comme celle concernant la résolution hollandaise sur la grève militaire. Etant donné leur motivation tout à fait semblable et leur contenu identique pour l'essentiel, l'acceptation de la résolution social-patriotique ouvrirait la petite porte à la résolution hollandaise. Nous n'insisterons pas sur le fait que les délégués polonais qui avaient voté *contre* la résolution de Nieuwenhuis, aient pu proposer une résolution identique sur le fond. Ce serait plus grave de toute façon si l'ensemble du congrès se laissait entraîner dans la même contradiction.

Par ailleurs, l'acceptation de cette résolution aurait une signification plus générale pour le mouvement polonais, et dont les délégués du futur congrès n'ont certainement aucune idée. En effet, depuis trois ans — ainsi que je l'ai expliqué dans mon article publié dans les nos 32 et 33 de la *Neue Zeit* [4] — on peut observer des tendances dans le mouvement polonais qui voudraient imposer aux socialistes polonais un programme de lutte pour le rétablissement de la Pologne, les séparer ainsi des camarades allemands, autrichiens et russes pour les unir dans un parti polonais, organisé selon le principe des nationalités. Face au caractère utopique de ce programme et à la contradiction qui existe entre les luttes politiques effectives de part et d'autre, les promoteurs de cette ligne n'étaient pas en mesure jusqu'ici de fournir quelque motif que ce soit résistant à la critique et expliquant la modification nationaliste du front qu'ils envisagent. Pour cette raison on a été très prudent jusqu'ici dans la manifestation de cette tendance. Alors que jusqu'à présent les partis polonais des territoires prussiens et autrichiens n'ont pas inclu le rétablissement de la Pologne dans leur programme, l'avant-garde de la ten-

4. Il s'agit de l'article « Neue Strömungen in der polnischen sozialistischen Bewegung in Deutschland und Osterreich ».

dance nationale — le groupe de Londres « *Zwiazek Zagr. Soc. Pol.* [5] » — s'efforçait, à l'aide surtout du journal *Bulletin Officiel* [6] et de nombreux articles, de rallier les partis d'Europe de l'ouest à la nouvelle tendance. « La Pologne socialiste », « la Pologne des ouvriers », « la Pologne démocratique », « la République indépendante de Pologne » furent vantées alternativement en polonais, en allemand et en français. C'est ainsi que fut préparée l'admission de l'Etat de classe polonais dans le programme socialiste. Le couronnement de ce processus devait être le Congrès de Londres [7]. A travers l'acceptation de la résolution, le point de vue nationaliste entrera en contrebande sous le drapeau international. Le prolétariat international devrait de ses propres mains coller le sigle rouge sur le vieil édifice nationaliste et le consacrer temple de l'internationalisme. Ensuite cette consécration par les représentants du prolétariat international devrait couvrir l'absence d'une quelconque motivation scientifique et élever le social-patriotisme au rang de dogme qu'il serait peine perdue de critiquer. Enfin, cette décision devrait encourager définitivement les partis polonais à accepter le programme nationaliste et à s'organiser selon le principe des nationalités. Et finalement, l'acceptation de la résolution social-patriotique constituerait un précédent important pour les mouvements socialistes dans d'autres pays. Ce qui vaut pour l'un vaut pour l'autre. Si la libération de l'Etat polonais est élevée au rang de tâche politique du prolétariat international, pourquoi n'en serait-il pas de même pour la Bohême, l'Irlande et l'Alsace-Lorraine ? Ce seraient des tâches également utopiques et non moins justifiées que la libération de la Pologne. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine plus particulièrement, sa libération serait même beaucoup plus importante pour le prolétariat international et en même temps plus probable : derrière l'Alsace-Lorraine, il y a 4 millions de baïonnettes françaises et dans les questions d'annexions bourgeoises les baïonnettes sont de loin plus importantes que les manifestations morales. Ensuite, si les Polonais des trois parties occupées s'organisent selon le principe des nationalités pour la libération étatique de la Pologne, pourquoi les différentes nationalités d'Autriche n'agiraient-elles pas de la même façon, pourquoi les Alsaciens ne s'organiseraient-ils pas en commun avec les Français, etc. ? En un mot, la porte serait grande ouverte aux luttes nationales et aux organisations nationales. A la place de l'organisation des travailleurs en fonction des données politiques et étatiques, on rendrait hommage au principe de l'organisation selon la nationalité, procédé qui tourne souvent mal dès le départ. A la

5. Union à l'étranger des socialistes polonais.
6. Ce bulletin de l'Union à l'étranger des socialistes polonais est paru à Paris en langue française.
7. En mars 1896, l'Union à l'étranger des socialistes polonais déposa à l'ordre du jour du 4e Congrès de l'Internationale convoqué pour le 28 juillet à Londres, une motion qui revendiquait le rétablissement d'une Pologne indépendante, définie comme l'un des objectifs fondamentaux du prolétariat international.

place de programmes politiques conformes aux intérêts de classe , on élaborerait des programmes nationaux. Le sabotage du combat politique unitaire mené par le prolétariat dans chaque Etat serait consacré dans son principe par une chaîne de luttes nationales stériles.

Voilà la signification principale de la résolution social-patriotique, si jamais elle est acceptée. Nous disions au début, que le plus grand progrès du mouvement prolétarien depuis que l'Internationale existe, est dû au fait qu'à partir de petites sectes, il s'est transformé en grand parti combatif. A quelle circonstance le prolétariat doit-il ce progrès ? Exclusivement au fait qu'il avait compris que la tâche capitale de son activité était la lutte politique. La vieille Internationale devait se dissoudre en faveur de partis organisés dans chaque Etat en fonction de considérations politiques existantes, mais sans tenir compte de la nationalité des ouvriers. Seul un combat politique conforme à cette ligne de conduite est capable de rendre la classe ouvrière grande et puissante. La résolution social-patriotique suit une ligne politique exactement contraire. Son acceptation au congrès renierait 32 années d'expérience et de formation théorique du prolétariat.

La résolution social-patriotique a été formulée assez adroitement : derrière la protestation contre le tsarisme se cache la protestation contre l'annexion, car la revendication de l'indépendance polonaise s'adresse aussi bien à l'Autriche et à la Prusse qu'à la Russie ; elle se sert des intérêts internationaux pour consacrer sa ligne nationaliste. Sous le couvert d'une *manifestation* plus ou moins *morale*, elle essaie d'obtenir une caution pour son programme pratique. Mais la faiblesse de son argumentation est plus effective que sa formulation astucieuse : une banalité sur le danger des annexions et un non-sens sur l'importance de la Pologne pour le tsarisme, est tout ce que cette résolution est capable de produire.

2. La question polonaise et le mouvement socialiste*

... Le moment était donc venu où les vieilles traditions de l'Internationale socialiste, au sujet de la question polonaise, entraient dans la zone des intérêts pratiques du mouvement ouvrier, et il fallait absolument, dans l'intérêt du socialisme polonais et international, la soumettre à une analyse critique.

Il s'agissait d'éliminer les illusions et les conceptions vieillies sur la Pologne, dont le social-patriotisme avait fait le plus grand obstacle à la diffusion de la position socialiste de classe et à l'implantation du mouvement ouvrier en Pologne ; d'analyser d'une façon critique ces opinions traditionnelles que les partisans du social-patriotisme avaient transformées en un solennel *article de foi* pour les socialistes polonais. Il s'agissait de revoir les vieilles *idées* de Marx sur la question polonaise pour donner *aux principes de la théorie marxiste* libre accès au mouvement ouvrier polonais.

D'autre part, depuis quelques années, le P. P. S. renouvelait et ravivait chez les socialistes allemands et autres les traditions nationales polonaises notamment au moyen d'une revue spéciale, le *Bulletin officiel du Parti socialiste polonais*, ce qui avait très clairement un but pratique : confier le programme du rétablissement de la Pologne non seulement aux socialistes du « Royaume » [8], mais aussi à ceux de la Galicie et du territoire occupé par la Prusse, et fondre les trois fractions du mouvement ouvrier polonais qui combattaient dans des conditions politiques entièrement différentes, en une unité sur la base du nationalisme et contre les intérêts politiques

---

* Extraits de la préface au recueil paru en 1905 cf. *supra*, note 4, p. 157.

8. Par « royaume », l'on entendait la partie de la Pologne sous occupation russe, tandis que la Galicie faisait partie de l'Empire autrichien.

essentiels du prolétariat polonais. Un autre aspect de cette tendance était naturellement d'isoler politiquement le mouvement socialiste polonais du mouvement général de classe de la social-démocratie allemande et autrichienne, c'est-à-dire d'introduire une scission selon les nationalités dans les rangs jusqu'alors homogènes du prolétariat d'Allemagne et d'Autriche.

Le Congrès international socialiste de Londres d'août 1896 devait être le point culminant, le couronnement des efforts de deux années d'activité du social-patriotisme dans cette direction. Lors de ce Congrès, le Parti socialiste polonais proposa une résolution qui consacrait l'aspiration des socialistes polonais au rétablissement de la Pologne comme une exigence indispensable pour le mouvement ouvrier international. Ainsi la tendance nationaliste dans le mouvement ouvrier polonais, avec toutes ses conséquences, devait obtenir la sanction de la plus haute instance socialiste contre laquelle se serait brisée toute tentative de critique dans les rangs des socialistes polonais.

C'est pourquoi, la motion du Parti socialiste polonais soumise au Congrès de Londres fut en bonne logique, le point de départ d'une ample discussion sur la question polonaise. Cette discussion, en partie purement théorique, en partie concernant le domaine de la tactique et de la politique pratique, commencée dans le *Neue Zeit,* s'étendit au *Vorwärts,* organe central de la social-démocratie allemande, et aux autres publications du parti allemand (*Leipziger Volkszeitung, Sächsische Arbeiterzeitung*) et passa même dans la presse italienne. Tout ce débat animé de l'année 1896 et des années suivantes, le lecteur le trouvera dans ce livre. Considérant que le principe directeur de la social-démocratie, contrairement à la tendance social-patriotique, n'est pas l'abêtissement mais le réveil de la pensée critique dans les rangs des socialistes, nous donnons à nos lecteurs, sans aucun changement, toutes les opinions exprimées *pour et contre* notre position, sans imposer des réponses toutes prêtes et des jugements définitifs mais en offrant au lecteur toute l'abondante documentation afin qu'il ait la possibilité de se faire par lui-même un avis sur cette discussion et une opinion personnelle dans ce problème fondamental pour le mouvement ouvrier polonais.

Du point de vue politique, le but direct du débat engagé dans la *Neue Zeit* fut pleinement atteint. Il remua les esprits des socialistes de l'Europe occidentale et les incita à réfléchir sur l'importance politique et sur les conséquences de la prise de position des social-patriotes, si bien que la motion de ces derniers ne fut pas prise en considération au Congrès de Londres ; au contraire fut acceptée à l'unanimité la résolution qui confirmait encore une fois, en ligne générale, les sympathies des socialistes pour toutes les nationalités opprimées et la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination [9]. Pourtant, même avant, il n'y avait naturellement aucun doute sur

9. La résolution de Londres est reproduite par Lénine, cf. *infra.*

la sympathie et sur la compassion des socialistes envers les peuples opprimés, parce que ces sentiments découlent d'une même conception socialiste du monde. Tout aussi clair était, et est toujours, pour les socialistes le *droit* de chaque peuple à l'indépendance parce que ce droit découle lui aussi des principes élémentaires du socialisme. La motion des social-patriotes n'entendait pas exprimer la *sympathie* pour *toutes* les nations en général, mais voulait faire du problème spécifique du rétablissement de la Pologne un besoin politique spécifique du mouvement ouvrier ; il s'agissait donc non de reconnaître *le droit* de tout peuple à l'indépendance, mais seulement *l'exigence* et la *justesse* de la tendance des socialistes polonais à la réalisation de ce *droit* en Pologne [10]. Le Congrès de Londres, de ce point de vue, donna une directive complètement opposée. Non seulement il mit sur le même pied le problème polonais et ceux de tous les autres peuples opprimés, mais il invita en même temps, comme unique remède à l'oppression nationale, les ouvriers de *toutes* les nations concernées à ne pas s'occuper chacun dans son pays du rétablissement d'Etats indépendants capitalistes, mais à s'engager dans les rangs du socialisme international, pour hâter la création du système socialiste qui éliminerait radicalement, en même temps que l'oppression de classe, toute autre sorte d'oppression, y compris nationale.

Ce résultat immédiat de notre critique nous démontre dès l'abord dans quelle mesure, pour la question polonaise, les traditions sur lesquelles le courant social-patriotique avait fondé son existence dans le mouvement international, étaient dépassées et combien elles se sont trouvées en opposition avec les intérêts réels du mouvement ouvrier. Cela s'est avant tout manifesté dans le fait que poser le problème du rétablissement de la Pologne sur le terrain de la politique pratique du prolétariat, touchait toute une série d'autres problèmes internationaux et suscitait des opinions qui n'existaient pas à l'époque de la *Neue Rheinische Zeitung* et de la révolution de 1848. La question suivante se posait d'emblée : si le prolétariat international doit reconnaître comme tâche de la politique socialiste le rétablissement national de l'Etat polonais, pourquoi ne devrait-il pas tout autant reconnaître, comme tâche de la social-démocratie, la séparation de l'Alsace et de la Lorraine de l'Allemagne et leur restitution à la France, et même appuyer la tendance nationaliste italienne qui voulait récupérer Trente et Trieste, et les tendances séparatistes en Bohême, etc.

10. Pour la motion, cf. p. 160.

D'autre part, la reconnaissance de la tendance des organisations socialistes polonaises à se séparer des partis socialistes existant dans les pays du partage, et réciproquement la tendance à unir le prolétariat des trois territoires polonais occupés en un unique parti ouvrier, ont suscité toute une série de problèmes d'organisation. Il y a en Allemagne, outre la population allemande, non seulement des Polonais mais aussi beaucoup de Danois, de Français, d'Alsaciens et, en Prusse orientale, des Lithuaniens. La conséquence du principe adopté par la tendance social-patriotique pour le prolétariat polonais eût été de fractionner la social-démocratie unie d'Allemagne en partis séparés déterminés selon les frontières des nationalités. Et il aurait les mêmes conséquences dans d'autres Etats, parce que presque aucun des grands Etats modernes n'a une population parfaitement homogène. Ainsi, sanctionner la tendance social-patriotique aurait provoqué une révision fondamentale de la position actuelle de la social-démocratie internationale, un glissement dans le programme, dans la tactique et dans les principes d'organisation de positions purement politiques et de classe à des positions nationalistes.

Il suffisait donc d'indiquer ces conséquences et tout cet ensemble de problèmes liés au social-patriotisme pour que le problème, de strictement polonais qu'il était, devînt vraiment international et qu'il attirât directement dans le débat les camarades allemands, italiens et russes.

Ces derniers surtout. La motion du Parti socialiste polonais soumise au Congrès de Londres, ainsi que toute la ligne politique que l'adoption de cette motion aurait consacrée, avaient une énorme importance politique pour le mouvement ouvrier en Russie.

Le lecteur qui connaît tant soit peu les publications du Parti socialiste polonais sait que depuis sa naissance, c'est-à-dire dès 1893, le social-patriotisme a cherché à justifier, devant l'opinion publique polonaise, son existence et son programme avant tout et seulement par la stagnation sociale en Russie et l'absence de perspectives du mouvement ouvrier russe [11].

---

11. Ceci est dit et prouvé d'une manière plus frappante dans l'éditorial du numéro 11 du *Przedswit* de 1894, dans le passage caractéristique suivant : « Il y a chez nous des personnes qui se situent, ou croient se situer, sur le terrain de notre programme mais qui pourtant formulent la réserve suivante : malgré notre aspiration à une république polonaise indépendante, nous ne devons pas oublier que dans le cas d'une puissante insurrection en Russie où le mouvement constitutionnel pourrait avoir des chances d'aboutir, il est de notre devoir d'adhérer à un tel mouvement et d'offrir notre contribution à la conquête de la constitution. D'autres vont encore plus loin et affirment que l'indépendance est en effet indispensable pour l'ouvrier polonais et que tôt ou tard il devra la conquérir mais que, pour la conquérir, il faut avant tout les libertés constitutionnelles ; et ce n'est que lorsque nous serons en mesure d'organiser les masses ouvrières, que nous pourrons aspirer au couronnement de nos efforts politiques, à la république démocratique. Comme nous l'avons déjà dit, ceux qui professent des idées semblables se trompent s'ils croient partager nos idées, et s'ils sont d'accord avec nous pour réclamer l'indépendance, c'est uniquement parce qu'ils n'ont pas fait l'effort de réfléchir à toutes les conséquences d'un tel pas. *Comment*

En renouvelant avec soin la politique traditionnelle polonaise en Occident, le social-patriotisme tentait de maintenir ces idées sur la Russie dans les rangs du socialisme international. En présentant systématiquement le mouvement ouvrier polonais comme la seule manifestation révolutionnaire sérieuse dans l'empire des tsars, il succombait à l'illusion selon laquelle s'étaient figées les idées que les socialistes allemands, français et autres se faisaient des conditions sociales qui dominaient en Russie à l'époque de la révolution de 1848, sous le règne de Nicolas Ier dans la Russie subjuguée. De cette manière, le mouvement ouvrier russe, qui s'était développé vers la fin des années 80, se trouva, dans l'opinion socialiste internationale, pour ainsi dire devant une porte fermée. Quant à Saint-Pétersbourg, au printemps de 1896, une gigantesque grève de quarante mille ouvriers marqua le début du mouvement de masse du prolétariat russe, le socialisme international, sur une proposition des social-patriotes, aurait dû déclarer officiellement que l'espoir de renverser le tsarisme reposait non pas sur la lutte politique de classe du prolétariat russe mais sur la lutte nationale des Polonais ; il aurait dû déclarer publiquement que l'on n'attendait rien de la part des ouvriers russes et que l'on ignorait leur lutte révolutionnaire.

Ainsi la critique de la motion social-patriote au Congrès de Londres et, par conséquent, de toutes les positions traditionnelles sur la question polonaise, devint par là même une critique des conceptions traditionnelles sur la Russie et elle confronta les socialistes occidentaux, encore une fois, aux idées sur la Russie moderne capitaliste, du prolétariat en lutte à la place des idées sur la Russie patriarcale de Nicolas Ier ; elle établissait ainsi que le mouvement ouvrier russe avait conquis un droit de cité formel et la reconnaissance consciente du mouvement international, en tant que réalité et facteur d'importance primordiale. Ainsi le débat à l'occasion d'une affaire intérieure du socialisme polonais conduisit d'emblée à une révision fondamentale des opinions courantes du socialisme d'Europe occidentale, au point de vue des relations internationales, des conditions en Russie et des conditions en Pologne.

On parle souvent et beaucoup du *dogmatisme* de l'école de Marx. La révision des opinions sur la question polonaise montre combien cette accusation est artificielle. Le social-patriotisme polonais s'est vraiment efforcé, durant une certaine période, de « transformer »

---

peut-on en effet insérer dans le programme l'éventualité d'une lutte pour la constitution si l'on ne croit pas à l'existence des forces qui devraient conquérir cette constitution ? Et pourtant, cette méfiance a toujours été mise en relief par nous dès le moment où a été formulé le programme politique actuel. Comment ces partisans d'une éventuelle constitution peuvent-ils alors accorder leurs aspirations avec la conviction que la société russe est réactionnaire dans son essence et qu'en elle les éléments socialistes sont faibles, alors que l'union de ces deux éléments leur fait admettre, par avance, que nos libertés constitutionnelles en Russie seront très réduites ou même inexistantes ? Cependant, pour le moment, peut-être aucun de nos arguments ne jouit, parmi les camarades, d'une popularité comparable à celle dont jouit cet esprit réactionnaire de la Russie. » (N. de R. L.)

telle opinion de Marx appartenant au domaine de la politique contingente en un véritable dogme, immuable dans le temps, indépendant du développement des conditions historiques et échappant à tout doute et à toute critique, justement parce que Marx *lui-même* l'avait formulée une fois. Mais un tel abus du nom de Marx, pour sanctionner une tendance qui dans tout son esprit était en contradiction flagrante avec les idées et la doctrine du marxisme ne pouvait être qu'une mystification passagère adaptée surtout à la confusion mentale de l'intelligentsia nationaliste polonaise (...)

C'est pourquoi la social-démocratie polonaise a considéré, dès le début, comme son devoir, non pas de rechercher dans les idées vieillies de Marx la sanction d'anciens mots d'ordre nationalistes, mais d'appliquer la *méthode* et les principes fondamentaux de la doctrine marxiste à la situation sociale en Pologne. Dans l'apanage des théories du socialisme polonais, elle a trouvé à ce propos table rase. Les premiers promoteurs du mouvement ouvrier polonais Warynski et ses amis, qui ont introduit les idées du socialisme scientifique dans notre pays entrèrent en contact avec les restes de l'idéologie nationale nobiliaire et avec la théorie du travail organique en tant que forme dominante de l'idéologie sociale. En tant que représentants des intérêts de la nouvelle classe, du prolétariat, ils devaient avant tout se débarrasser de l'héritage idéologique des classes dominantes, et ils ont résolu leur tâche en ce sens qu'ils ont considéré sans hésitation les théories et les mouvements nationalistes polonais existant jusqu'alors comme l'expression des intérêts de classe égoïstes de la caste des nobles alors qu'ils considéraient la théorie du travail *organique* comme l'expression d'intérêts de classe non moins matériels et étroits de notre bourgeoisie industrielle. Les socialistes polonais ont ouvert à la fin des années 70 et au début des années 80 la voie dans notre pays à la théorie des antagonismes des classes, en combattant aussi bien le nationalisme de la noblesse, que « l'organicité » bourgeoise en tant que théorie de l'harmonie des intérêts de toutes les couches sociales. Ce fait a introduit en Pologne l'analyse générale marxiste de la société capitaliste avec ses conséquences : la lutte de classe du prolétariat et le programme socialiste. C'est là le grand mérite historique de Warynski, Dickstein et les autres.

Toutefois, en opposant ainsi au programme politique des classes dominantes en Pologne la révolution *socialiste* comme première tâche du prolétariat polonais, ils laissaient le mouvement ouvrier sans aucun programme politique et plaçaient le socialisme sur la base des complots et de l'utopie ; autrement dit, ils condamnaient le mouvement socialiste à végéter dans le cercle étroit d'une secte et à disparaître rapidement [12]. Cette argumentation ne pouvait en

---

12. A propos des changements successifs dans les positions du groupe de Warynski, nous avons donné de plus amples détails dans l'article « A la mémoire de Proletariat » dans le *Przeglad Socjaldemokratyczny*, n°s 1 et 2 de 1903. (N. de R. L.)

outre servir de bouclier contre le nationalisme que lorsque celui-ci s'opposait ouvertement aux tendances socialistes et qu'il se manifestait sous la vieille enseigne vermoulue de l'harmonie des intérêts et de l'unité nationale de T. T. Jez-Mikowski[13], ou lorsqu'il s'efforçait de s'allier au socialisme uniquement d'une manière certes primitive, naïve et inefficace, telles les tentatives de « socialisme national » de Monsieur Limanowski. Cette argumentation devait totalement échouer devant l'édition plus moderne du nationalisme, c'est-à-dire quand celui-ci renonçant aux théories discréditées de l'unité nationale, se cacha derrière la théorie de la lutte de classes et se manifesta sous l'enseigne du programme politique du prolétariat.

Donc, la social-démocratie, au début des années 90, avec l'essor impétueux du mouvement ouvrier en Pologne, qui atteignit les dimensions d'un mouvement de masse et marqua ainsi la faillite d'un socialisme de conspirateurs, se trouva face à la nécessité d'édifier et de fonder le programme politique pour la lutte de classe du prolétariat. Le chemin qui conduisait à cela, dans l'esprit de la théorie marxiste, ne pouvait être que l'analyse de la direction réelle du développement social de la Pologne ; une analyse qui eût cherché la clef pour comprendre les phénomènes de nature politique, intellectuelle, morale dans les rapports de production et dans les rapports de classes qui en découlent. Cette fois, il ne s'agissait plus de constater le développement capitaliste de la Pologne et le degré atteint chez nous par la concentration des capitaux, la prolétarisation, l'exploitation en un mot, l'anarchie sociale et la lutte de classes, mais *d'analyser* ce développement, la mesure dans laquelle il produit certaines tendances politiques dans la société. Il ne s'agissait donc pas de constater en Pologne les phénomènes schématiques du capitalisme, *caractéristiques* de tous les pays, mais de donner une explication des phénomènes *spécifiques* de la vie sociale de la *Pologne* créés par le capitalisme du fait des conditions historiques et politiques particulières à ce pays. En un mot, il s'agissait, non pas de transporter en Pologne les résultats généraux tout prêts de l'analyse marxiste de la société bourgeoise, mais d'effectuer une analyse sociale particulière à la Pologne bourgeoise, et en même temps de faire descendre le socialisme des nuages des abstractions et des schémas sans consistance sur le terrain réel de la Pologne. Cette analyse, dont nous avons tenté d'ébaucher l'aspect économique dans *Die industrielle Entwicklung Polens*[14], est exposée brièvement avec toutes ses conséquences importantes dans le rapport officiel de la social-démocratie au Congrès socialiste international de Zurich en 1893[15]. De cette analyse découlait logiquement un double résul-

13. Sigismond Fortuné Mikowski (Théodor Thomas Jez) (1824-1915), fondateur de la « Ligue polonaise », romancier.

14. Il s'agit de la thèse de doctorat de Rosa Luxemburg, éditée à Leipzig en 1898 chez Dunker et Humblot.

15. Le mandat qu'avait reçu Rosa Luxemburg du journal *Sprawa Robotnicza*, nouvellement créé, pour le Congrès de l'Internationale à Zurich en

tat, positif et négatif : d'une part, l'affirmation théorique de la conclusion à laquelle était déjà parvenu le mouvement ouvrier par la voie empirique, grâce à son développement de masse : la tâche politique immédiate du prolétariat polonais dans le royaume, et la lutte commune avec le prolétariat russe pour l'abolition de l'absolutisme et pour la démocratisation des conditions politiques d'autre part, l'affirmation que la tendance au rétablissement de la Pologne est une utopie sans espoir compte tenu du développement capitaliste de la Pologne, dont découle, en revanche, le programme politique esquissé ci-dessus avec l'implacable logique de la nécessité historique. De la sorte, la social-démocratie polonaise fut obligée de chercher, en appliquant les principes du socialisme à la situation polonaise, une explication du développement social de la Pologne moderne, à l'instar, par exemple, de la social-démocratie russe qui devait justifier, à travers une analyse des rapports sociaux particuliers à la Russie proprement dite, le programme politique positif du prolétariat russe et lui ouvrir la voie en liquidant de façon critique la théorie des *narodniki*. Ainsi la social-démocratie polonaise et la social-démocratie russe se rencontraient dans les résultats positifs de leurs théories — dans un programme politique commun auquel elles étaient parvenues par des voies totalement différentes. A la seule différence, qu'alors que Friedrich Engels fait preuve dès 1875, dans sa réponse à Tkatchev, publiée dans le *Volkstaat*, d'une compréhension géniale des principales erreurs des *narodniki* russes et indique les grandes lignes du développement capitaliste de la Russie par la décomposition de la communauté paysanne primitive, à l'égard de la Pologne en revanche, ni Marx, ni Engels, ne se sont efforcés, jusqu'au dernier moment, de revoir leurs vieilles positions de 1848. Bien au contraire, ils se sont contentés à la fin de les transposer mécaniquement sur le mouvement socialiste polonais, ainsi que nous l'avons vu à l'occasion de la commémoration de novembre à Genève en 1880 et comme nous le voyons dans la préface d'Engels à l'édition polonaise du *Manifeste communiste* de 1892.

Lorsque la social-démocratie, dès 1893, formula pour la première fois sa critique du social-patriotisme, fondée sur la théorie sociale mentionnée plus haut, le social-patriotisme n'avança pour sa défense que des justifications et des argumentations enfantines. Cette pauvreté d'esprit apparut dans toute sa splendeur quand il n'eut plus à s'adresser uniquement au peuple polonais, fort peu exigeant, mais à l'opinion publique internationale. Les partisans du nationalisme s'avérèrent incapables, tant s'en faut, de réfuter l'analyse entreprise dans l'esprit de la théorie marxiste et même tout simplement de la comprendre. Quand on fait référence par exemple à l'orientation du développement capitaliste en Pologne, qui lie toujours plus étroi-

1893, fut contesté par le P. P. S. et invalidé par le Congrès. Cf. J.-P. Nettl, *op. cit.*, vol. I, p. 76-79.

tement le pays à la Russie par les intérêts économiques des classes dominantes, les social-patriotes cherchent à « flétrir » tout ce processus historique objectif très compliqué qui va des fondements purement économiques, en passant par les intérêts et les accents politiques, jusqu'aux sphères les plus subtiles de l'idéologie sociale, en le qualifiant de tendance subjective des social-démocrates vers « l'annexion organique » ou de souci subjectif : les fabricants polonais, dans une Pologne rétablie, sauront-ils où écouler leurs « calicots » ? La réplique des partisans du social-nationalisme était du même niveau : ils se scandalisaient que les socialistes donnent tant d'importance à un problème si méprisable que celui du développement capitaliste, et ils faisaient cette généreuse promesse, que nous trouvons dans le *Przedwit* d'octobre 1894, selon laquelle il appartiendrait aux députés socialistes au parlement de la Pologne rétablie de trouver du travail aux ouvriers qui l'auraient perdu à cause de l'écroulement de l'industrie polonaise à la suite de la perte des marchés russes (...)

Quand les démocrates allemands et français proclamaient en 1848 leur position sur la question polonaise, d'une part, ils prenaient effectivement en considération le mouvement national de la noblesse polonaise, et, d'autre part, ils se laissaient uniquement guider par les intérêts de leur propre politique démocratique. Ils n'avaient et ne pouvaient avoir de rapport avec le mouvement socialiste polonais, parce que celui-ci n'existait pas. Aujourd'hui, pour nous, socialistes polonais, la question qui importe est de connaître l'impact de ce phénomène sur les intérêts de classe du prolétariat polonais. L'analyse objective du développement social de la Pologne nous amène à conclure que les tendances en faveur du rétablissement de la Pologne sont aujourd'hui une utopie de petits-bourgeois et, en tant que telles, ne peuvent que troubler la lutte de classe du prolétariat ou la conduire dans une impasse. C'est pourquoi aujourd'hui la social-démocratie polonaise rejette la position nationaliste en tenant compte des intérêts du mouvement socialiste polonais et prend une position diamétralement opposée à celle des démocrates occidentaux de l'époque. De la même manière que cette mutation dans le développement historique de la Pologne a fait du rétablissement de la Pologne une utopie opposée aux intérêts du socialisme en Pologne, elle a proposé, pour répondre aux intérêts démocratiques internationaux, des solutions *nouvelles* sur ce point. Si l'idée de faire de la Pologne indépendante un tampon, un bouclier défensif pour l'Occident contre la réaction du tsarisme russe, est devenue irréalisable, le développement capitaliste qui a enseveli cette idée a créé à la place, en Russie comme en Pologne, un mouvement de classe révolutionnaire du prolétariat unifié et avec lui un nouvel allié de l'Occident, bien plus courageux et qui peut non seulement protéger mécaniquement l'Europe de l'absolutisme mais le miner et le détruire.

Cette solution n'est pas non plus en opposition avec les intérêts

nationaux du prolétariat polonais. Ses intérêts réels en la matière, la liberté de la vie et du développement national culturel, l'égalité des citoyens, l'abolition de toute oppression nationale, trouvent la seule expression possible, complète et en même temps efficace, dans les aspirations générales de classe du prolétariat à une plus grande démocratisation des pays occupants, dont l'autonomie du pays est partie intégrante et naturelle. En revanche, le besoin de posséder en outre l'appareil d'un Etat de classe indépendant qui est une arme pour opprimer les ouvriers n'est, dans les circonstances actuelles, compte tenu du caractère utopique de cette aspiration, qu'un intérêt imaginaire des ouvriers, emprunté à une conception petite-bourgeoise du monde, aussi étrangère aux intérêts réels du prolétariat qu'au mode de pensée du socialisme scientifique en général.

Un fait remarquable démontre de façon frappante l'absence totale de toute argumentation du social-patriotisme qui résisterait à la critique : un théoricien étranger, Kautsky, chercha à appuyer cette position dans la discussion qui s'est déroulée dans la presse étrangère [16], et s'est vu confronté à la nécessité de développer lui-même toute une théorie pour soutenir le programme du rétablissement de la Pologne, ne trouvant pas trace de justification chez les partisans de ce programme eux-mêmes. Le lecteur constatera plus loin dans quelles difficultés ce célèbre représentant du marxisme a eu à se débattre lorsqu'il déduisit, sans connaître la vie sociale en Pologne par un raisonnement purement abstrait, les intérêts des différentes classes de la société polonaise ; et il parvint de cette manière, comme cela se produit souvent à travers des raisonnements abstraits, à un résultat inattendu : le rétablissement de la Pologne est un besoin urgent, non seulement pour le prolétariat polonais lui-même ou pour n'importe quelle classe prise séparément, mais pour toutes les classes sociales, sans exception, la bourgeoisie, la noblesse, les paysans, la petite bourgeoisie, l'intelligentsia et le prolétariat. Ainsi, le prétendu programme « ouvrier » pur des social-patriotes, s'il gagnait avec cette conclusion trop favorable un réel fondement et des perspectives de réalisation, perdait en même temps, dans cette métamorphose, tout caractère de classe et revenait sans s'en apercevoir à la phase dans laquelle on proclamait l'harmonie des intérêts de toutes les classes sociales, c'est-à-dire à la phase de la défunte unité nationale de Sigismond Fortuné Mikowski.

Si l'article de Kautsky resta dans l'immédiat sans écho, cela venait avant tout du fait qu'il parut plus ou moins au moment du Congrès de Londres et qu'il était impossible de publier une réponse avant le Congrès. Après le Congrès de Londres, le débat sur le thème du rétablissement de la Pologne perdit de son actualité et de sa valeur pratique puisque, comme nous l'avons dit, la motion social-

16. K. KAUTSKY, « Finis Poloniae ? » dans *Die Neue Zeit*, XVI (1895-96), 2, nᵒˢ 42-43.

patriote, à laquelle l'étude de Kautsky devait servir d'explication, ne fut pas adoptée par le congrès.

Le seul fondement réel de l'argumentation de Kautsky, c'est-à-dire la théorie des intérêts économiques de la bourgeoisie et de la noblesse agraire, repose, comme le dit Kautsky lui-même, sur un article d'un certain S. G. dans *Die Neue Zeit* [17]. Le journaliste du *Przedwit,* caché sous ses modestes initiales, avait fait ici une tentative de justification « matérialiste » du programme de rétablissement de la Pologne, démontrant, à travers une longue série de statistiques falsifiées, de dates historiques inventées et de pseudo-citations de divers auteurs, que le capitalisme polonais, opprimé par le tsarisme, devait engendrer des aspirations séparatistes-nationalistes dans la bourgeoisie polonaise. Kautsky, écrivain de niveau européen, ne pouvait bien sûr imaginer que ces mêmes mauvaises herbes qu'à son époque Lassalle avait radicalement extirpées du courant allemand, en faisant brillamment justice des absurdités de Julian Schmidt [18], pussent pousser encore dans nos pauvres publications « nationales », en vertu du proverbe qui dit que « la vermine pullule chez les mendiants » [19]. C'est pourquoi Kautsky devint, en toute bonne foi, une victime de la mystification de ce statisticien national. Il était juste de diriger la critique non tant contre le théoricien allemand induit en erreur mais avant tout contre le compatriote mystificateur. Une revue incomplète mais très significative des principales statistiques falsifiées de S. G. a été faite dans le *développement industriel de la Pologne,* mais S. G., occupé dans le *Przedwit* par la préparation des plans de guerre nationaux et par la contrebande de canons, n'a pas répondu un seul mot jusqu'aujourd'hui. Enfin, pour ce qui est de la nature purement politique et tactique du raisonnement de l'article de Kautsky, le lecteur se convaincra, par ses articles publiés ici, à la suite, que lui-même dans ses opinions sur la question polonaise s'est rapproché de la position de la social-démocratie sous l'influence des faits qui renforcent chaque jour cette position.

La révision des opinions traditionnelles sur le problème national en Pologne commença effectivement en 1896 mais ne finit pas cette année-là et se poursuivit jusqu'à ces derniers temps. C'est précisément en 1896 que s'engagea en Allemagne le processus de séparation du mouvement socialiste polonais par rapport au mouvement socialiste allemand, processus qui après une longue série d'événements particulièrement pénibles s'est achevé en 1901 sur l'isolement complet du parti socialiste polonais en Pologne prussienne par rapport à la social-démocratie allemande. Beaucoup de ce que nous avions *a priori* déduit dans le premier article de la

17. S. G. « Ein Beitrag zur Geschichte der Agrarpolitik Russlands in dessen polnischen Provinzen », dans *Die Neue Zeit* , 1895-96, 2, nº 40.
18. F. LASSALLE, *Herr Julian Schmidt, der Literaturhistoriker,* Berlin, 1862.
19. En français dans le texte.

Neue Zeit au printemps 1896 [20] comme une conséquence logique de la tendance nationaliste, a été confirmé durant les années suivantes avec la plus stricte précision. La controverse politique que la tendance social-patriotique devait tout naturellement susciter comme nous l'avions démontré dès l'abord, devint dans l'histoire du mouvement ouvrier polonais en Allemagne, un fait tangible. Ces expériences ne pouvaient pas ne pas peser sur l'opinion de la social-démocratie allemande et elles trouvèrent une expression officielle dans la célèbre déclaration d'August Bebel et du Comité directeur de ce parti, qui n'estimaient pas possible de concilier et de lier le programme du rétablissement de la Pologne avec la lutte de classe du prolétariat polonais. De la même manière, l'opposition entre les tendances social-patriotes et le mouvement ouvrier russe devait prendre une tournure plus concrète au fur et à mesure que la social-démocratie en Russie commença à se transformer en un parti unique et cohérent. La révision des tendances du P. P. S. que les social-démocrates russes devaient finalement, quant à eux, entreprendre, est formulée en quelques articles de l'*Iskra* que le lecteur trouvera également dans ce recueil. Enfin, d'un point de vue purement théorique, Franz Mehring a fait une critique des opinions de Marx sur la question polonaise au cours de la préparation de l'édition de l'héritage littéraire de Marx, Engels et Lassalle [21] dans laquelle il a passé en revue leurs opinions du point de vue de l'évolution ultérieure de la situation. Ici la révision de la position de la *Neue Rheinische Zeitung*, en appliquant les principes et les méthodes marxistes, conduisit à reconnaître complètement les opinions de la social-démocratie polonaise ; c'est ainsi qu'aujourd'hui on peut dire que dans les rangs du socialisme international, en ce qui concerne la question polonaise, un tournant décisif et conscient s'est produit sur toute la ligne [22].

20. Il s'agit de l'article « Neue Strömungen in der polnischen sozialistischen Bewegung in Deutschland und Oesterreich » publié dans *Die Neue Zeit*, XIV (1895-96), 2, n°s 32 (p. 176-181) et 33 (p. 206-216).

21. *Aus dem Literarischen Nachlass von K. Marx, F. Engels und F. Lassalle*, édité par F. Mehring, vol. 3, Stuttgart, 1902.

22. Ce tournant ne s'est pas produit seulement au sujet de la question polonaise, mais en général pour les tendances nationalistes dans le mouvement ouvrier, lesquelles provoquent aujourd'hui une visible répugnance, voire une forte répulsion. La question de l'indépendance étatique des pays tchèques a été traitée dès la fin de 1898, dans la *Neue Zeit*. Karl Kautsky y prit position sur un ton fort et âpre en faisant sien le point de vue théorique et tactique de la social-démocratie autrichienne contre ce postulat qui était alors défendu par un certain F. Stampfer. Voir à ce sujet les articles de Kautsky dans les numéros 10 et 16 de la *Neue Zeit*, 1898-99, Band 1.
Les tentatives des séparatistes italiens à Trente et à Trieste et les tendances nationalistes homologues existantes en Italie motivèrent l'ouverture d'une conférence spéciale des partis socialistes italien et autrichien à Trieste, en mai 1905. Victor Adler et Bissolati y assistèrent et prirent part aux débats qui se soldèrent par un refus de toute aide et de tout appui de la part des *deux* partis à ce mouvement nationaliste.
Contre les tendances séparatistes d'une partie des socialistes arméniens, Kautsky prit position dans un article dans la *Leipziger Volkszeitung* du 1er mai 1905.

Les faits des dernières années et des derniers mois apportent pourtant le plus évident des témoignages de la validité des théories de la social-démocratie polonaise formulées en 1893 et dont la défense, dans le mouvement international, commença en 1896. Juste au moment où ce livre est mis sous presse, notre pays et la Russie traversent une énorme crise sociale. De 1896, c'est-à-dire au moment où parut le premier article imprimé dans ce livre, jusqu'aujourd'hui, les deux pays ont traversé toute une période du développement et à présent, devant les yeux de tous, se produit le passage hégélien révolutionnaire de « Umschlag der Quantität in Qualität [23] ». Transformation de la quantité en qualité, transformation des mutations quantitatives qui se sont accumulées imperceptiblement en une qualité nouvelle. Nous sommes témoins de la fin de ce processus qui mine par l'intérieur l'absolutisme à travers le développement capitaliste et sur lequel la social-démocratie a fondé son programme. Les deux côtés de ce processus capitaliste que nous avions indiqués dès le début trouvent une expression pratique flagrante. Le fait de lier la Pologne avec la Russie dans un seul mécanisme économique qui puisse détruire la base matérielle des tendances nationales séparatistes dans notre société s'y est concrétisé surtout dans ce phénomène très évident : le mouvement nationaliste en Pologne, en tant que tendance politique active pour le rétablissement de la Pologne disparut sans laisser de trace. La période de guerre qui a rappelé à la vie et à l'action et qui a ramené à la surface sociale tous les facteurs révolutionnaires et d'opposition en Russie même et qui même d'un phénomène politique aussi risible que le libéralisme russe sut tirer une flamme révolutionnaire grande et ouverte ; cette période de la guerre, qui était donc le dernier grand appel, la dernière tentative historique pour les aspirations à l'indépendance, a montré au monde, même si une étincelle brillait quelque part, le surprenant spectacle du silence mortuaire de la Pologne bourgeoise. Au contraire, l'unique symptôme de l'évolution du nationalisme sous l'influence du processus révolutionnaire des derniers événements fut la renonciation au programme de l'indépendance nationale de la part d'une aile des nationalistes, c'est-à-dire la renonciation *formelle* de la part des nationaux-démocrates

---

Enfin, ces dernières semaines nous ont apporté un petit événement caractéristique et qui n'est pas dépourvu d'humour : la polémique insistante du parti galicien contre le courant séparatiste des socialistes juifs au sein de l'organisation polonaise. Les social-démocrates juifs, qui se sont engagés fidèlement sur les traces du P. P. S. des territoires occupés par la Prusse et la Russie, soutenu, comme chacun sait, dans son séparatisme par les dirigeants du parti galicien, utilisent les mêmes arguments ; ces social-démocrates juifs se séparent du parti d'ensemble du prolétariat de Galicie et permettent ainsi aux partisans du social-patriotisme de voir l'envers de la médaille : la conséquence naturelle de leurs propres tendances à démembrer de plus en plus le prolétariat. Pour vaincre cette tendance qui constituait un danger pour lui, le parti galicien fit appel à l'autorité de la social-démocratie autrichienne et reçut de celle-ci une sévère excommunication à l'adresse des séparatistes juifs.

23. En allemand dans le texte.

dans leur déclaration programmatique officielle de 1903 et l'escamotage *effectif* de ce programme par le parti socialiste polonais qui, dès le commencement de la révolution dans l'empire tsariste, a renoncé complètement à son mot d'ordre: insurrection armée pour détacher la Pologne de la Russie. La « déclaration politique » de ce parti à la fin de janvier de l'année en cours, qui avançait la demande de la « diète législative de Varsovie », marque la faillite complète du social-patriotisme sous l'influence de la crise révolutionnaire en Russie. Ce nouveau programme conserve entièrement sa racine réactionnaire nationaliste qui trouve son expression dans le fait que le mot d'ordre de la « diète législative de Varsovie » n'est lié à aucun programme de libération pour tout l'Etat russe, comme le proclame, en revanche, la social-démocratie en réclamant une république dans toute la Russie avec l'autonomie nationale pour la Pologne, en tant que partie intégrante de cette liberté générale. *Silence* et *ignorance* de la liberté dans tout le territoire tsariste, voilà le contenu nationaliste de l'actuel programme social-patriote qui garde ainsi tout son « utopisme » poussé jusqu'à l'absurde, tout comme l'idée de la « diète législative de Varsovie », diète éthérée qui ne repose sur aucun système démocratique défini en Russie, diète dont l'idée actuelle est encore plus utopique que celle du rétablissement de la Pologne. Cela marque un retour encore plus réactionnaire à l'idée, désormais dépassée et contredite par le développement historique, de la constitution autonome du royaume dans l'Etat absolutiste russe, octroyé comme une grâce par le Congrès de Vienne.

Le fait que les social-patriotes aient retiré leur mot d'ordre d'insurrection armée pour libérer la Pologne de la Russie et qu'ils se soient rapprochés du mot d'ordre d'une constitution autonome de la Pologne sans la subordonner à la liberté en Russie, a montré publiquement que le processus des événements sociaux leur a retiré leur programme politique. Il n'est resté aujourd'hui du nationalisme qu'un côté négatif : l'ignorance voulue des luttes révolutionnaires pour la liberté en Russie ; le côté positif, la tendance à l'indépendance de l'Etat polonais, s'est, en revanche révélée être une phrase creuse. Il est clair, en effet, que si l'on ne proclame pas aujourd'hui, au moment du développement de la grande lutte révolutionnaire sur le territoire du tsar, le mot d'ordre de séparation d'avec la Russie et l'insurrection armée, on ne le fera jamais. Autrement dit, il ne reste du nationalisme, au moment de l'explosion révolutionnaire, *que la réaction*, alors que le côté *extérieurement, formellement* « révolutionnaire », dont le mot d'ordre était la lutte armée pour l'indépendance nationale, a coulé irréparablement dans les premières vagues de la révolution actuelle.

Le deuxième aspect de ce processus capitaliste a trouvé son expression dans l'action révolutionnaire unifiée du prolétariat polonais et russe contre l'absolutisme, en confirmant littéralement les mots par lesquels l'auteur de cette préface a terminé en 1897 son

Développement industriel de la Pologne : « Le gouvernement russe, en incorporant la Pologne dans l'aire économique du tsar et en nourrissant en elle le capitalisme comme un antidote à l'opposition nationale, suscite en même temps la croissance d'une nouvelle classe sociale en Pologne — le prolétariat industriel, classe que toute sa situation ne peut que pousser à devenir un adversaire sérieux du régime absolutiste. Bien que cette opposition du prolétariat ne puisse prendre un caractère nationaliste, elle n'en deviendra que plus efficace dans ses résultats ; car la solidarité du prolétariat polonais et russe contre la solidarité de la bourgeoisie polonaise et russe nécessaire à l'absolutisme grandira comme une réponse inévitable et logique. La fusion capitaliste de la Pologne et de la Russie conduit au résultat final, qui a échappé aussi bien au gouvernement russe qu'à la bourgeoisie polonaise et aux nationalistes polonais ; *l'union du prolétariat polonais et russe pour former le liquidateur futur lors de la faillite, tout d'abord de la domination du tsarisme russe, et ensuite du capitalisme polono-russe* ». La première liquidation a déjà commencé, l'esprit de Marx triomphe dans la révolution du prolétariat aussi bien dans les rues de Varsovie que dans celles de Saint-Pétersbourg.

Tout le processus de développement de la société, dont le point culminant est l'explosion révolutionnaire actuelle sur le territoire du tsar, est ainsi devenu fatal à notre nationalisme. Mais non à la cause de la nationalité polonaise. Au contraire. Là où l' « utopisme » réactionnaire, figé uniquement dans le passé, ne peut voir que débâcle, défaite, destruction, le regard du chercheur qui sait déchiffrer la dialectique révolutionnaire historique doit découvrir les nouvelles perspectives d'une libération de la culture nationale polonaise. (...)

Pour un chercheur marxiste, seule une compréhension exacte des ressorts les plus profonds et les plus secrets du passé et du présent honteux de la société bourgeoise polonaise pouvait fournir la clef pour prévoir en quelle direction s'ouvre la voie qu'empruntent l'histoire de notre pays et sa lutte de classes. La compréhension, sans voiles ni ombre de romantisme utopique, des causes de la chute de la Pologne noble, des insurrections et de l'histoire honteuse de la Pologne bourgeoise capitaliste, a donné la possibilité de prévoir cette renaissance révolutionnaire de la Pologne ouvrière dont nous sommes aujourd'hui les témoins. Et la compréhension des voies du développement du problème de classe et du problème national a donné et donne la possibilité aujourd'hui d'indiquer ce fait unique, réellement révolutionnaire, consistant dans l'engagement de la *conscience* dans le processus historique spontané, c'est-à-dire dans la possibilité d'abréger et de hâter le processus même.

Entre la lutte de classe du prolétariat et le problème national, il y a chez nous sans aucun doute un rapport historique spécifique. Mais pas dans le sens où le voudraient les social-nationalistes qui prennent le mouvement moderne du prolétariat pour un bouc

émissaire auquel on peut imposer la revendication des dettes morales de la noblesse et de la petite-bourgeoisie, déjà épongées par l'histoire, et le paiement de toutes les dettes des classes en faillite. Ce rapport a une toute autre signification, et dans l'esprit de la lutte de classe du prolétariat polonais, le problème national prend une forme bien différente des aspirations de la noblesse et de la petite-bourgeoisie.

Chez nous, ce problème national n'est pas et ne peut pas être étranger, indifférent à la classe ouvrière. L'oppression barbare la plus insupportable et l'étouffement de la culture *spirituelle* de la société ne peuvent la laisser indifférente. C'est un fait incontestable pour l'honneur de l'humanité de tous les temps que même l'oppression la plus inhumaine des intérêts *matériels* ne peut susciter une rébellion si fanatique et si ardente, une haine aussi grande que celles qu'engendre l'oppression de la vie spirituelle : l'oppression religieuse et nationale. Mais des rébellions héroïques et des sacrifices pour défendre ces valeurs spirituelles, seules les classes en sont capables qui, de par leur situation *matérielle* sociale, sont révolutionnaires.

S'adapter à l'oppression nationale, la supporter avec l'humilité d'un chien, cela pouvait être le fait de la noblesse, peut-être de la bourgeoisie, c'est-à-dire des classes possédantes et aujourd'hui radicalement réactionnaires par leurs intérêts, ces classes qui sont la vraie image du « matérialisme » grossier de l'estomac dans lequel se transforme d'habitude, dans les cerveaux de nos publicistes casaniers, la philosophie matérialiste de Feuerbach et de Marx. Notre prolétariat, en tant que classe ne possédant pas de « biens terrestres » dans la société actuelle, est appelé par le développement historique à la mission de renverser tout le système existant. En tant que classe *révolutionnaire,* il doit ressentir, et ressent, l'oppression nationale comme une plaie brûlante, comme une honte, jusqu'à ce que cette injustice devienne comme une goutte dans la mer de la misère sociale, de l'infériorité politique, du *dénuement* spirituel, qui est le destin du mercenaire du capitalisme dans la société actuelle.

Nul ne peut dire, après ce que nous avons établi, que le prolétariat ait été capable, comme le désirent encore chez nous les esprits anachroniques de notre nationalisme petit-bourgeois impuissant, d'assumer la tâche historique de la noblesse : rendre à la Pologne son existence en tant qu'Etat de classes, ce à quoi la noblesse elle-même a renoncé et que notre bourgeoisie a rendu impossible par son propre développement. Mais notre prolétariat peut et doit combattre pour la défense de la *nationalité* en tant que culture spirituelle spécifique, distincte, qui a ses propres droits à l'existence et au développement. Et aujourd'hui, la défense de notre nationalité est possible non à travers le nationalisme séparatiste, mais seulement à travers la lutte pour le renversement du despotisme et pour obtenir dans tout le pays ces formes de vie culturelle et civique dont jouit depuis longtemps l'Europe occidentale.

Le mouvement exclusivement de classe formé par le prolétariat

polonais, qui a poussé avec le capitalisme sur le tombeau des mouvements d'indépendance, est donc la meilleure et *seule* garantie pour acquérir, avec la liberté politique, la liberté nationale-culturelle, l'égalité civique et l'auto-administration pour notre pays. Alors, même d'un point de vue strictement national, tout ce qui accroît et hâte ce mouvement de la classe ouvrière doit être considéré comme un facteur *patriotique, national,* dans le sens le meilleur et essentiel. En revanche, tout ce qui entrave et gêne le développement de ce mouvement de classe, tout ce qui est capable de le freiner ou de le déformer doit être considéré comme un facteur nocif et hostile à la cause nationale. A ce point de vue, la culture des traditions du vieux nationalisme et l'effort pour détourner la classe ouvrière polonaise de la voie de la lutte de classe pour la mener dans l'impasse de l'utopie du rétablissement de la Pologne, ce qu'a fait pendant douze ans le social-patriotisme, est, au fond, une politique foncièrement *antinationale* malgré son caractère nationaliste.

La social-démocratie, qui navigue sous les ailes du socialisme international, porte en Pologne, dans sa nef, le trésor de la cause culturelle-nationale ; c'est là l'aboutissement actuel de la dialectique historique que la méthode marxiste d'analyse sociale a justement permis de comprendre, de prévoir et de conduire dans l'action.

3. La question nationale et l'autonomie*

1. [Le droit à l'autodétermination]

La révolution a mis à l'ordre du jour dans l'empire russe, entre autres, la question nationale. Ce n'est qu'en Autriche-Hongrie qu'elle s'est posée de façon brûlante jusqu'à maintenant. Aujourd'hui, c'est le tour de la Russie car le cours des événements révolutionnaires confronte toutes les classes et tous les partis politiques à la nécessité de trouver une solution à cette question dans le cadre des tâches immédiates, du point de vue de la politique pratique. Tous les partis qui sont déjà créés ou en cours de formation dans l'Empire russe — radicaux, libéraux ou réactionnaires — se voient contraints d'adopter dans leur programme, telle ou telle attitude face à la question nationale, question intimement liée à l'ensemble du système de la politique extérieure ou intérieure de l'Etat. Pour un parti ouvrier, cette question ne concerne pas uniquement le programme, elle touche aussi l'organisation de classe. L'attitude du parti ouvrier doit toutefois se distinguer, non seulement en ce qui concerne la question nationale mais pour toute autre question, sur le plan des méthodes et des conceptions, de l'attitude qu'adopterait le parti le plus radical de la bourgeoisie et même de l'attitude des partis pseudo-socialistes petits-bourgeois.

La social-démocratie qui fonde toute sa politique sur la méthode scientifique du matérialisme historique ne peut faire exception pour la question nationale. D'autre part, il n'y a qu'une manière possible d'aborder cette question d'un point de vue de principe, à savoir celui du socialisme scientifique pour assurer à la politique de la social-démocratie une solution et un traitement *de principe homo-*

---

* **Extraits.**

gène, malgré toute la variété des formes que revêt cette question telle qu'elle ressort dans la diversité sociale, historique et ethnique de l'empire russe.

Dans le programme du P. O. S. D. R., le point 9 correspond à cette formule qui consiste à apporter une solution générale à la question nationale sous toutes ses formes particulières. Il est ainsi libellé : le parti aspire à une république démocratique, dont la constitution garantirait, entre autres, « *à toutes les nationalités qui composent l'Etat le droit à l'autodétermination* ».

Il y a cependant dans le programme du parti russe deux autres points particulièrement importants concernant le même problème. D'abord, le point 7 qui exige l'abolition des états, une égalité totale des citoyens sans distinction de sexe, *de confession, de race et de nationalité,* puis le point 8 qui proclame le droit de la population de l'Etat à un enseignement professé dans la langue nationale, subventionné entièrement par l'Etat et le principe de l'autonomie administrative des écoles ; il reconnaît aussi le droit à l'emploi de la langue nationale dans les réunions et, au même titre que la langue d'Etat, dans les administrations étatiques et publiques. Le point 3 du programme, qui n'est pas sans rapport avec la question nationale, revendique une large autonomie locale et provinciale pour les régions qui se distinguent par des conditions d'existence et une population spécifiques. Il faut croire que l'égalité civique, le droit à sa propre langue et même l'autonomie administrative municipale et régionale ne suffisaient pas pour les auteurs du programme pour résoudre la question nationale puisqu'ils ont estimé indispensable d'introduire un paragraphe particulier qui offre en outre à chacune des nationalités le « droit à l'autodétermination ».

Ce qui nous frappe dans cette formule c'est le fait qu'elle n'ait aucun lien spécifique avec le socialisme ou avec la politique ouvrière. Il nous semble déjà à première vue que le « droit des nations à l'autodétermination » est une paraphrase du vieux slogan du nationalisme bourgeois de tous les pays et de tous les temps : « le droit des nations à la liberté et l'indépendance ». Chez nous, en Pologne « le droit naturel des nations à la liberté » était la formule classique des nationalistes, de « l'Association démocratique » jusqu'à la « Pobudka » de Limanowski, et de la « Pobudka » socialiste nationale jusqu'à l'antisocialiste Ligue nationale avant qu'elle n'abandonne le programme d'indépendance. La même résolution sur le droit égal de toutes les nations « à la liberté » a été le seul résultat tangible du fameux congrès panslave de Prague, qui a été dispersé en 1848, par les baïonnettes panslaves du prince Windischgraetz [24].

D'autre part, malgré son niveau très général et son caractère

24. Alfred de WINDISCHGRAETZ (1787-1862), feld-maréchal de l'empire austro-hongrois, écrasa les révoltes libérales de Prague et de Vienne en 1848.

lâche, le principe du « droit des nations à l'autodétermination » qui évidemment n'est pas seulement valable pour les peuples de Russie mais aussi pour les nationalités d'Allemagne et d'Autriche, de Suisse et de Suède, d'Amérique et d'Australie, ne figure curieusement dans aucun des programmes des partis socialistes actuels. Surtout il ne figure pas dans le programme du parti social-démocrate autrichien dont l'action concerne un Etat très diversifié sur le plan national et pour qui cette question est primordiale.

Ce n'est pas par une formule métaphysique laissant à chacune des nations le loisir de résoudre la question nationale selon son propre point de vue, mais au moyen d'un plan déterminé dans le cadre d'une politique d'Etat que le programme du parti autrichien règle cette question. La social-démocratie autrichienne exige notamment la suppression du système étatique actuel de l'Autriche, qui n'est qu'un ramassis des « royaumes et pays de la Couronne » constitué et ravaudé au cours du Moyen Age par la politique dynastique des Habsbourg où chaque royaume regroupe sur un même territoire différentes nationalités mélangées. Le parti exige le partage de ces royaumes et pays en territoires à caractère approximativement national, et ce n'est qu'ensuite que ces territoires nationaux formeraient une association étatique. Comme sur le territoire occupé par l'Autriche, les nationalités sont hélas, dans une certaine mesure, entremêlées, le programme de la social-démocratie prévoit, pour protéger les minorités nationales sur les territoires nouvellement constitués, un droit spécial ; chacun est libre d'avoir son opinion dans l'appréciation de la valeur pratique de ce plan. Karl Kautsky, l'un des plus grands spécialistes des problèmes autrichiens et l'un des pères spirituels de la social-démocratie, démontre de façon convaincante dans sa dernière brochure sur « La nationalité et l'internationalisme » que ce plan, même au cas où il serait réalisé, ne serait pas en mesure d'effacer complètement les litiges et les difficultés nationales. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit là d'une tentative de solution pratique de ces difficultés entreprise par un parti du prolétariat et, eu égard à l'importance de la question nationale en Autriche, nous le rapportons en entier (...) [25].

Dans les rangs du socialisme international, le parti ouvrier russe est le seul à avoir inscrit à son programme la revendication du « droit des nations à l'autodétermination ». En dehors de la social-démocratie russe, les socialistes révolutionnaires russes l'ont incluse dans leur programme, où elle va de pair avec le principe du fédéralisme étatique. Le passage en question dans la déclaration politique du parti socialiste révolutionnaire est ainsi libellé : « une application aussi large que possible du principe fédéraliste dans les rapports entre les diverses nationalités ; une reconnaissance de leur droit illimité à l'autodétermination ».

---

25. Pour le texte du programme de Brünn, cf. présent volume, p. 205-207.

Certes, la formule présentée ci-dessus a encore un autre rapport avec le socialisme international : elle paraphrase un paragraphe de la résolution adoptée en 1896 par le Congrès ouvrier socialiste international de Londres au sujet de la question nationale. Toutefois les circonstances qui ont provoqué l'adoption de cette résolution et son énoncé indiquent clairement que si l'on interprétait le paragraphe 9 du programme du parti russe comme appliquant la résolution de Londres, il y aurait un malentendu.

La résolution de Londres n'a pas été du tout le résultat d'une intention ou d'un désir de prise de position du Congrès international sur la question nationale en général, pas plus qu'elle n'a été adoptée au Congrès par les partis ouvriers des différents pays en tant que formule de *solution de fait à cette question.* C'est en fait exactement le contraire. La résolution de Londres a été adoptée à la suite d'une motion déposée au Congrès par une fraction du mouvement social-patriotique polonais, le Parti socialiste polonais (P. P. S.) ; cette motion réclamait que le rétablissement de la Pologne indépendante soit reconnu comme la tâche la plus urgente du socialisme international (...)

Comme nous pouvons le constater, la résolution de Londres [26] pose par son contenu le problème général de tous les pays opprimés, au lieu de donner l'exclusive à la question polonaise ; elle la fait passer du terrain national au plan international et à la place du postulat déterminé, tout à fait concret, de la politique pratique dont la motion du P. P. S. se faisait le porte-parole, celui de la reconstruction de la Pologne indépendante, la résolution exprime un principe socialiste général : la sympathie pour le prolétariat de toutes les nations opprimées, accompagnée de la reconnaissance de leur *droit* à l'autodétermination. Il ne fait aucun doute que le principe décrit ci-dessus n'a pas été formulé dans l'intention d'apporter une solution pratique de la question nationale pour le mouvement ouvrier international. En revanche, la seconde partie de la résolution de Londres comporte une indication pratique : elle appelle les « ouvriers de tous ces pays » (subissant l'oppression nationale) à adhérer à la social-démocratie internationale et à œuvrer à la réalisation de ses principes et de ses objectifs.

Il n'y a pas d'équivoque sur le fait que le principe formulé dans la première partie de la résolution sur le droit des nations à l'autodétermination ne peut entrer en vigueur qu'à travers la réalisation des principes et des objectifs du socialisme international et pas avant que le but final ne soit atteint.

Comme nous pouvons le voir, aucun des partis socialistes n'a compris la résolution de Londres comme une solution pratique de la question nationale et aucun de ces partis ne l'a incluse à ce titre dans son programme. C'est même le cas pour le parti social-

26. Pour le texte de la résolution de Londres (cité ici par R. Luxemburg), cf. présent volume.

démocrate autrichien, dont l'existence dépend d'une clarification de la question nationale. Il a élaboré en 1899 de façon autonome, son propre programme national, cité plus haut.

Le plus digne d'être noté à ce propos, c'est l'attitude du P. P. S. : malgré sa tentative pour élargir l'interprétation du texte comme si la résolution de Londres avait été formulée « dans l'esprit » du social-patriotisme, il était évident que cette résolution dissolvait la motion sur la rétablissement de la Pologne dans une formule générale sans caractère pratique, ou signifiait même son rejet pur et simple [27]. En fait, les programmes politiques des partis ouvriers modernes n'ont pas pour objectif la propagation des principes abstraits de l'idéal socialiste, mais la formulation des réformes pratiques, sociales et politiques nécessaires au prolétariat conscient et dont il exige la réalisation dans le cadre de la société bourgeoise pour faciliter sa lutte de classe et sa victoire finale.

Les postulats d'un programme politique sont rédigés dans le but précis de proposer une solution applicable directement, réaliste et pratique, dans le cadre du régime bourgeois, pour résoudre les problèmes urgents de la vie sociale et politique qui font partie de la lutte de classe du prolétariat : ces postulats doivent servir de guide dans la praxis politique quotidienne, impulser et orienter dans la bonne direction l'action politique du parti ouvrier afin de délimiter la politique révolutionnaire du prolétariat par rapport à celle des partis bourgeois et petits-bourgeois.

L'expression « le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ne satisfait nullement à cette exigence. Elle ne fournit aucune indication pratique pour la praxis politique quotidienne du prolétariat, aucune proposition pratique de solution à la question nationale. Au lieu de montrer concrètement au prolétariat de Russie le moyen d'exiger le règlement de la question nationale polonaise, de la question finnoise, de la question du Caucase, de la question juive, etc., elle se contente uniquement d'accorder à toutes les « nations » intéressées une autorisation illimitée de régler leurs affaires nationales selon leur bon vouloir. La seule conclusion pratique que l'on puisse tirer de cette expression pour la praxis politique quotidienne de la classe ouvrière, est de considérer comme le devoir de chacun de combattre toute manifestation d'oppression nationale.

Si on reconnaît le principe du « droit de chaque nation à l'autodétermination », on doit logiquement condamner toute tentative d'une nation pour déterminer le sort d'une autre nation, toute tentative d'une nation pour imposer à une autre par la force telle ou telle forme d'existence nationale.

27. Seul le P. P. S. de la région occupée par la Prusse a jugé utile d'incorporer la résolution de Londres dans son programme lors des conflits qui l'ont opposé à la social-démocratie allemande. Après sa réadhésion au parti allemand, le P. P. S. a adopté le programme d'Erfurt sans critiques. (N. de R. L.)

Cependant, le devoir qui est fait au parti de classe du prolétariat de protester contre l'oppression nationale et de la combattre, ne trouve pas son fondement dans un quelconque « droit des nations » particulier, pas plus que la revendication de l'égalité politique et sociale des sexes ne trouve le sien dans un quelconque « droit de la femme » auquel se réfère le mouvement bourgeois d'émancipation des femmes. Ces devoirs ne peuvent découler que d'une opposition généralisée au système des classes, à toutes les formes d'inégalité sociale et à tout pouvoir de domination. En un mot, ils découlent du principe fondamental du socialisme.

Cela dit, l'incidence de cette indication sur la politique pratique est négative. Le devoir de combattre toutes les manifestations de l'oppression nationale ne suffit nullement pour expliquer les relations et les formes politiques auxquelles doit aspirer le prolétariat conscient de Russie à l'heure actuelle afin de résoudre les questions nationales polonaise, lettonne, juive, etc., le programme qu'il doit opposer dans la lutte des classes et des partis d'aujourd'hui aux divers programmes bourgeois, nationalistes et pseudo-socialistes.

Bref, la formule de « droit des nations à l'autodétermination » n'est pas au fond une directive politique et programmatique pour aborder la question nationale, mais seulement une façon *d'esquiver ce problème.*

2. [Impérialisme et question nationale]

(...) Lorsque Kautsky considère la question [de l'Etat National] sous un autre angle que Marx, il souligne essentiellement l'aspect culturel, pacifique du développement [28], alors que Marx met l'accent sur l'aspect politique dont l'arme dirigée vers l'extérieur est la conquête. Mais ni l'un ni l'autre ne décrivent le destin des nationalités dans le cours de l'histoire selon leur volonté de se séparer ou de devenir indépendantes. Bien au contraire. Kautsky montre directement — pour la première fois à notre connaissance dans les écrits socialistes actuels — la tendance historique à éliminer les différences nationales dans le système socialiste et à fondre l'humanité civilisée en une nation. Certes, constate ce même théoricien, le développement capitaliste suscite en même temps des phénomènes qui viennent apparemment en contradiction : le réveil et le renforcement de la conscience nationale, ainsi que l'aspiration à un Etat national en tant que « forme d'Etat qui correspond le mieux aux conditions modernes, sous laquelle il *peut* le plus aisément accomplir ses tâches ».

28. Rosa Luxemburg se réfère à l'étude de Kautsky, *Nationalität und Internationalität*, 1908, p. 12-17.

Or cet Etat national « le plus adéquat » n'est qu'une abstraction qu'on peut facilement développer et défendre sur le plan théorique, mais qui ne correspond pas à la réalité. Le développement historique qui mène à la communauté civilisée, englobant tous les hommes, s'opère essentiellement, comme l'ensemble du développement social, au milieu de contradictions. Or, la contradiction qui concerne la croissance unificatrice de la civilisation internationale ne réside pas là où la cherche Kautsky, dans la tendance à l'idéal de « l'Etat national », mais plutôt là où la voit Marx : dans la lutte meurtrière entre les nations, dans la tendance à édifier de grands Etats capitalistes à l'extérieur des grands domaines de la civilisation et contre eux.

Le développement vers le *Grand Etat* qui constitue la caractéristique saillante de l'époque moderne et qui gagne la prépondérance par les progrès du capitalisme condamne dès l'abord toute la masse des mini- et micro-nationalités à la faiblesse politique. A côté de quelques nations très puissantes, qui sont les gérants du développement capitaliste car elles disposent des moyens matériels et des moyens intellectuels indispensables pour préserver leur indépendance économique et politique, l' « autodétermination », l'existence autonome des mini- et micro-nations est de plus en plus une illusion. Ce retour à l'existence autonome de toutes ou du moins de la grande majorité des nations aujourd'hui opprimées ne serait possible que si l'existence de petits Etats avait des chances et des perspectives d'avenir à l'époque capitaliste. Pour le moment, les conditions économiques et politiques à l'échelle d'un grand Etat sont à ce point nécessaires dans la lutte pour l'existence des nations capitalistes que même les petits Etats politiquement indépendants, formellement égaux en droits qui existent en Europe ne jouent qu'un rôle statistique et le plus souvent celui du bouc émissaire. Peut-on parler sérieusement de « l'autodétermination » pour les Monténégrins, les Bulgares, les Roumains, les Serbes, les Grecs, formellement indépendants, et même dans un certain sens pour les Suisses, dont l'indépendance est le produit des luttes politiques et du jeu diplomatique dans le « concert européen » ? Vue sous cet angle, l'idée d'assurer à toutes les « nations » la possibilité de s'autodéterminer ressemble pour le moins à la perspective d'abandonner le développement du grand capitalisme pour retourner aux petits Etats du Moyen Age, loin en arrière, avant les XVe et XVIe siècles.

Le deuxième trait fondamental de l'évolution récente qui condamne sous un autre angle cette idée à n'être qu'une utopie est *l'impérialisme* capitaliste. L'exemple de l'Angleterre et de la Hollande montre qu'un pays capitaliste peut même dans certaines conditions sauter tout à fait l'étape de transition de « l'Etat national » et édifier dès l'époque de la manufacture un Etat colonial. Tous les grands Etats capitalistes ont suivi aux XVIIIe et XIXe siècles l'exemple de l'Angleterre et de la Hollande qui ont commencé à conquérir

des colonies dès le début du XVIIe. Le fruit de cette tendance est la ruine continuelle de l'indépendance d'un nombre toujours croissant de pays et de peuples, de continents entiers.

C'est ce développement du commerce mondial à l'époque du capitalisme qui entraîne la décadence inévitable quoique parfois lente de toutes les sociétés primitives, qui détruit leur manière historiquement constituée de « s'autodéterminer », les rend dépendantes de la roue du développement capitaliste et de la politique universelle qui broie toutes choses. Seul l'aveuglement parfaitement formaliste permet de prétendre que par exemple la nation chinoise — considérons la population de cet Etat comme une nation ou comme plusieurs nations — « décide » en fait à l'heure actuelle « de son propre sort ». L'annexion directe ou la dépendance politique des pays coloniaux à différents degrés et sous différentes formes suit l'effet destructeur du commerce mondial. Et si la social-démocratie combat de toutes ses forces la politique coloniale dans son principe et dans tous ses symptômes et s'efforce inlassablement d'empêcher qu'elle continue de progresser, elle se rend bien compte que cette évolution ainsi que le développement de la politique coloniale plongent leurs racines dans les fondements de la production capitaliste, qu'ils accompagneront immanquablement les progrès ultérieurs du capitalisme et que seuls d'innocents « apôtres bourgeois de la paix » peuvent croire que les Etats actuels se détourneront de cette voie. Compte tenu de cette évolution et de la nécessité de la lutte pour l'existence sur le marché international, de la politique universelle et des possessions coloniales pour les grands Etats capitalistes, « ce qui remplit le mieux sa fonction dans les conditions actuelles », c'est-à-dire ce qui correspond le mieux aux besoins de l'exploitation capitaliste, ce n'est pas « l'Etat national » — comme le suppose Kautsky — mais l'Etat conquérant. Et si l'on compare les différents degrés de rapprochement de ce prétendu idéal, ce n'est pas par exemple, l'Etat français, qui au moins dans sa partie européenne est à peu près nationalement unitaire, qui correspond le mieux à cette fonction, encore moins l'Etat espagnol qui d'impérialiste qu'il était s'est presque intégralement transformé en « Etat national » après s'être débarrassé de ses colonies, mais ces Etats qui s'appuient sur l'oppression nationale aussi bien en Europe que dans le monde entier : l'Etat anglais, l'Etat allemand, les Etats-Unis d'Amérique du nord qui recèlent en leur sein la plaie béante de l'oppression des Noirs et conquièrent les peuples asiatiques. Le petit tableau qui suit montre en quels chiffres la tendance impérialiste se reflète sur la carte des conquêtes nationales. La population opprimée se compte dans les colonies appartenant aux Etats qui figurent en tête de colonnes.

	GRANDE-BRETAGNE	FRANCE	ALLEMAGNE	HOLLANDE	BELGIQUE
En Asie	361 445 000	18 073 000	120 041	37 734 000	—
En Afrique ..	40 028 000	31 500 000	11 447 000	—	19 000 000
En Amérique .	7 557 300	428 819	—	142 000	—
En Australie .	5 811 000	89 000	448 000	—	—

	DANEMARK	ESPAGNE	PORTUGAL	U. S. A.
En Asie	—	—	810 000	7 635 426
En Afrique	—	219 000	6 460 000	—
En Amérique	42 422	—	—	953 243
En Australie	—	—	—	13 000

Ces chiffres immenses qui concernent 500 000 000 d'hommes environ devraient être augmentés de la rubrique énorme des pays qui ne sont pas recensés comme colonies mais qui sont en fait totalement dépendants d'Etats européens et on devrait ajouter à ces chiffres l'innombrable foule des nationalités et des groupes ethniques pour se représenter l'effet qu'a produit jusqu'à présent l'impérialisme capitaliste sur le sort des nations et pour apprécier la possibilité qu'elles ont de « s'autodéterminer ».

Logiquement, l'histoire de l'expansion coloniale du capitalisme fait ressortir la tendance quelque peu contradictoire des colonies à se rendre indépendantes, d'abord sur le plan économique puis sur le plan politique. C'est ce qu'illustre fort bien l'histoire de la séparation de l'Amérique du nord de l'Angleterre vers la fin du XVIII[e] siècle, celle de l'Amérique du sud de l'Espagne et du Portugal dans les années 20 et 30 du siècle dernier, ainsi que les efforts couronnés de succès des Etats australiens pour conquérir leur autonomie par rapport à l'Angleterre. Or, un examen plus attentif de ces phénomènes amène d'emblée à constater les différences dans la situation qui les a vues naître. L'Amérique du nord comme du sud était jusqu'au XIX[e] siècle victime d'un système encore primitif de politique coloniale qui reposait plus sur le pillage du pays et de ses ressources naturelles au profit de la richesse nationale des pays européens que sur une exploitation rationnelle au profit de la production capitaliste. Il s'agissait de continents entiers qui possédaient tous les atouts d'un développement capitaliste autonome et celui-ci dut se frayer le chemin en brisant les liens relâchés de la dépendance politique. Alors qu'en Amérique du nord dépendante de l'Angle-

terre, la pression capitaliste fut plus efficace, l'Amérique du sud qui était jusqu'alors essentiellement un pays agraire rencontra une résistance bien moindre de la part de l'Espagne et du Portugal économiquement retardés. Bien sûr, une telle richesse en ressources naturelles n'est pas la règle dans toutes les colonies. Par ailleurs, le système moderne de colonisation crée une dépendance bien moins superficielle que la précédente. Et surtout, l'indépendance conquise par les colonies américaines n'a pas supprimé la dépendance nationale en leur sein, elle s'est simplement déplacée sur d'autres nationalités, elle a uniquement changé d'agent. Aux Etats-Unis ce n'était pas un peuple étranger qui s'est élaboré sous le sceptre de l'Angleterre, c'étaient ces mêmes émigrants anglais qui s'étaient implantés sur la civilisation ravagée et les cadavres des Indiens — il en est d'ailleurs ainsi dans les colonies australiennes de l'Angleterre où les Anglais représentent 90 % de la population — et aujourd'hui, les États-Unis sont l'un des centres les plus puissants de l'oppression impérialiste.

Il en est de même au Brésil, en Argentine et dans d'autres anciennes colonies où les émigrants — Espagnols et Portugais — constituent l'élément prédominant ; ils ont conquis leur indépendance vis-à-vis des Etats européens avec pour premier objectif de faire par eux-mêmes le commerce des nègres, de les exploiter sur les plantations et d'élargir la conquête aux colonies plus faibles du voisinage. La situation est très vraisemblablement du même ordre en Inde où ces derniers temps semble s'éveiller un mouvement « national » assez sérieux contre l'Angleterre.

Le simple fait qu'il existe en Inde un nombre énorme de nationalités, qui se trouvent aux différents stades du développement social et culturel et en dépendance mutuelle, doit mettre en garde contre un jugement hâtif selon le grand critère des « droits des peuples ».

Ces exceptions, apparentes lors d'une analyse attentive, renforcent donc la conclusion selon laquelle le développement capitaliste moderne est peu compatible avec les aspirations à l'indépendance de toutes les nationalités.

Certes on peut poser le problème beaucoup plus simplement si l'on sépare la question des annexions coloniales de la question des nationalités en général. C'est d'ailleurs l'attitude qu'adoptent souvent consciemment ou inconsciemment des défenseurs des « droits des peuples » et qui correspond aussi à leur conception de la politique coloniale, celle par exemple d'Eduard David dans la social-démocratie allemande ou de Van Kol dans la social-démocratie hollandaise qui considèrent les annexions coloniales en général comme l'expression de la mission civilisatrice des peuples européens et les tiennent même pour indispensables dans un système socialiste. On peut qualifier brièvement cette conception d'application « européenne » du principe philosophique de Fichte dans la paraphrase bien connue de Ludwig Börne : Je suis moi — tout ce qui est en dehors de moi est denrée alimentaire.

Si l'on ne reconnaît comme nations véritables que les peuples européens et qu'on considère en revanche les peuples coloniaux comme des « denrées alimentaires », on peut parler d' « Etats nationaux » en Europe et y compter par exemple la France, le Danemark ou l'Italie, on peut réduire aussi le problème des nationalités aux complications internes à l'Europe. Mais en ce cas le « droit des nations à l'autodétermination » devient théorie des races dominantes et trahit son origine : l'idéologie du libéralisme bourgeois et son crétinisme « européen ». Dans l'acception des socialistes, ce droit doit avoir par sa nature même un caractère universel et s'en rendre compte suffit pour montrer que l'espoir de réaliser ce « droit » sur le terrain du système existant est une utopie en contradiction directe avec la tendance du développement capitaliste, sur lequel la social-démocratie s'est établie ; car le retour à l'objectif qui consiste à partager tous les Etats existants en unités nationales et à les limiter les uns par rapport aux autres selon le modèle des Etats et petits Etats nationaux est une entreprise parfaitement désespérée et, d'un point de vue historique, réactionnaire.

La formule du « droit des nations » ne suffit pas à justifier l'attitude des socialistes dans les questions des nationalités, non seulement parce qu'elle ne tient compte ni des conditions historiques dissemblables (dans l'espace et dans le temps) ni de la direction générale du développement des conditions universelles, mais aussi parce qu'elle ignore totalement la théorie fondamentale du socialisme moderne — la théorie de la société de classes.

Lorsqu'on parle de « droit des nations à l'autodétermination », on comprend le concept de nation comme un tout, comme une unité sociale et politique homogène. Cependant, un tel concept de « nation » est en fait l'une de ces catégories de l'idéologie bourgeoise que la théorie marxiste a soumises à une révision radicale en montrant que derrière un voile aussi mystérieux que le sont les concepts de « liberté bourgeoise », « égalité devant la loi », etc., se cache toujours un contenu historique précis.

Dans la société de classe, il n'y a pas de nation en tant qu'entité socio-politique homogène, en revanche dans chaque nation il y a des classes aux intérêts et aux « droits » antagonistes.

Il n'y a littéralement aucun domaine social, des conditions matérielles les plus frustes aux plus subtiles des conditions morales, où les classes possédantes et le prolétariat conscient adoptent la même attitude, où ils se présentent comme un « peuple » indifférencié. Dans le domaine des conditions économiques, les classes bourgeoises défendent pied à pied les intérêts de l'exploitation, le prolétariat ceux du travail. Dans le domaine des conditions juridiques, la propriété privée est la pierre angulaire de la société bourgeoise ; l'intérêt du prolétariat exige que ceux qui n'ont rien soient émancipés

de la domination de la propriété. Dans le domaine de la juridiction, la société bourgeoise représente la « justice » de classe, la justice des repus et des gouvernants ; le prolétariat défend l'humanité et le principe qui consiste à tenir compte des influences sociales sur l'individu.

Dans les relations internationales, la bourgeoisie présente une politique de guerre et d'annexions, c'est-à-dire dans la phase actuelle du système, une politique douanière, la guerre commerciale, le prolétariat en revanche, une politique de paix généralisée et de libre échange. Dans le domaine de la sociologie et de la philosophie, les écoles bourgeoises et l'école qui représente le prolétariat sont en nette contradiction. Idéalisme, métaphysique, mysticisme, éclectisme sont représentatifs des classes possédantes et de leur conception du monde, le prolétariat moderne a sa propre école, celle du matérialisme dialectique. Même dans le domaine des prétendues relations humaines, de l'éthique, des opinions sur l'art, l'éducation — les intérêts, la vision du monde et les idéaux de la bourgeoisie d'une part, ceux du prolétariat conscient de l'autre constituent deux camps séparés l'un de l'autre par un abîme profond. Mais là où les aspirations formelles et les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie dans son ensemble ou dans sa partie progressiste semblent identiques ou communs, comme par exemple dans les aspirations démocratiques, l'identité des formes et des mots d'ordre cache une rupture totale de contenu et de politique de fait.

Dans une société ainsi composée, il ne saurait être question d'une volonté collective et unitaire, de l'autodétermination de la « Nation ». Lorsqu'on rencontre dans l'histoire des sociétés modernes des luttes et des mouvements « nationaux », pour des « intérêts nationaux », ce sont en général des mouvements de classe de la couche bourgeoise dirigeante, qui le cas échéant et jusqu'à un certain point peut aussi représenter les intérêts d'autres couches populaires, et ce dans la mesure où elle protège en tant qu' « intérêts nationaux » des formes progressistes du développement historique et où la classe laborieuse ne s'est pas encore détachée de la masse du « peuple » conduite par la bourgeoisie pour devenir une classe politique consciente et indépendante. En ce sens la bourgeoisie française avait pendant la grande Révolution le droit de parler en tant que tiers état au nom du « peuple français », et même la bourgeoisie allemande pouvait s'estimer jusqu'à un certain point en 1848 comme le représentant du « peuple » allemand, même si le *Manifeste communiste* et partiellement la *Neue Rheinische Zeitung* étaient déjà les signes avant-coureurs d'une politique de classe propre au prolétariat en Allemagne. Dans les deux cas, cela voulait dire que la cause révolutionnaire de la classe bourgeoise, au stade d'alors du développement social, coïncidait avec celle du peuple tout entier car ce dernier constituait encore avec la bourgeoisie une masse indifférenciée opposée au féodalisme dominant.

Ces circonstances suffisent à démontrer qu'opérer avec le « droit

des nations » ne peut être déterminant dans le point de vue d'un parti socialiste sur la question nationale. L'existence même d'un tel parti est la preuve que la bourgeoisie *a cessé* d'être le représentant de toute la masse du peuple, que la classe du prolétariat ne se cache plus sous le manteau protecteur de la bourgeoisie mais s'est détachée d'elle pour devenir une classe indépendante avec ses propres objectifs sociaux et politiques. Mais comme la conception de « peuple », de « droits » et de « volonté populaire » en tant que tout homogène est un reliquat de l'époque de l'antagonisme latent et inconscient entre prolétariat et bourgeoisie — ainsi que nous l'avons démontré — ce serait une contradiction flagrante, si le prolétariat conscient et organisé indépendamment s'en servait, une contradiction non pas en regard de la logique scolaire, mais une contradiction *historique.*

Dans la question des nationalités, un parti socialiste doit dans la société actuelle tenir compte avant tout de l'antagonisme des classes. La question tchèque des nationalités a un aspect différent pour la petite bourgeoisie Jeune Tchèque et pour le prolétariat tchèque, nous ne pouvons pas davantage donner une solution à la question nationale polonaise satisfaisante à la fois pour Monsieur Koscielski [29] et pour son valet de ferme à Miloslaw, pour la bourgeoisie de Varsovie et de Lodz et pour les ouvriers polonais conscients. La question juive se reflète elle aussi de manière tout à fait différente dans les esprits de la bourgeoisie juive et dans la conscience du prolétariat révolutionnaire juif. Pour la social-démocratie, la question des nationalités est avant tout, comme toutes les autres questions sociales et politiques, *une question d'intérêts de classe.*

3. [Le prolétariat et la question nationale] *

(...) On comprend maintenant le caractère équivoque du patriotisme bourgeois qui repose sur la discorde des nations. Récapitulons : c'est un effort de la bourgeoisie pour imposer son pouvoir de classe qui est à l'origine de tous les mouvements nationaux. Par la suite l'Etat capitaliste devient cette forme de gouvernement historiquement indispensable qui permet à la bourgeoisie d'une nationalité de dominer une population composée de nationalités différentes. Les institutions démocratiques et l'enseignement populaire — ces éléments idéologiques (selon Kautsky) du mouvement national moderne — ne sont que des objectifs secondaires de la bourgeoisie, lesquels peuvent être réalisés seulement dans les limites posées par les intérêts de la croissance capitaliste. Les mouvements nationaux

29. Il s'agit sans doute de l'écrivain KOSCIELSKI (1845-1911), nationaliste polonais qui siégea au Reichstag et à la Diète de Prusse.

* Nous ne reproduisons ici qu'un extrait du texte dont la traduction est parue dans la revue *Partisans*, 1971, n° 61, p. 5-22.

bourgeois sont essentiellement axés sur l'indépendance nationale et sur l'*unification de l'Etat*[30].

L'attitude du prolétariat à l'égard de la question nationale est totalement différente.

Le prolétariat contemporain est un enfant de l'économie capitaliste et de l'Etat bourgeois (national ou pas) ; il devient une classe sociale distincte au fur et à mesure du développement des moyens de production. La bourgeoisie, qui, elle, est déjà une classe sociale au sein du système féodal, construit son Etat moderne sur les ruines du féodalisme afin de devenir la classe dirigeante et de faire triompher le capitalisme. La croissance capitaliste, à son tour, favorise l'épanouissement politique des ouvriers. Mais, « historiquement parlant » l'idée selon laquelle le prolétariat conscient de lui-même pourrait créer un Etat moderne est aussi absurde que l'idée de proposer à la bourgeoisie d'instaurer à nouveau le féodalisme. Cependant, le prolétariat, masse populaire, peut participer aux mouvements nationaux bourgeois, lorsque le progrès exige l'établissement d'un Etat national, comme en Allemagne. La classe ouvrière, au lieu d'agir indépendamment, suit alors le programme politique bourgeois. Cela n'empêche pas les objectifs de la social-démocratie allemande dans les années quarante — une unification strictement nationale et le républicanisme — d'être étrangers au mouvement national bourgeois.

Bien que le prolétariat, cet enfant du capitalisme, ne puisse ignorer les conditions de sa propre croissance, les objectifs essentiels de la classe ouvrière à propos de la question nationale ne sont pas les mêmes que ceux de la bourgeoisie. Celle-ci crée l'Etat national uniquement pour garantir à son industrie le marché national et, ensuite, pour lui ouvrir des marchés extérieurs, grâce à un protectionnisme douanier et à des conquêtes impérialistes.

La social-démocratie, qui doit elle-même son apparition aux forces révolutionnaires agissant à l'intérieur du système capitaliste, n'envisage jamais de protéger l'industrie et le commerce ; elle combat le protectionnisme douanier, le militarisme et le colonialisme ainsi que tout appareil d'Etat bourgeois (administration, jurisprudence, enseignement)[31].

30. C'est la raison pour laquelle les théoriciens du droit bourgeois considèrent le postulat d' « Etat national » comme un attribut de l'idée nationale. MM. Bluntschli et compagnie, idéologues de leur classe, essaient de prouver à l'aide de leurs définitions abstraites le phénomène historique de la prise du pouvoir par la bourgeoisie. (N. de R. L.) (Johann Kaspar Bluntschli (1808-1851), professeur de droit public et politicien libéral, (Zurich, Heidelberg) ; l'un des co-fondateurs de l'Institut international de droit international à Gand (1873).

31. « La social-démocratie, dit Kautsky, est un parti du développement social au-delà du capitalisme. L'évolution n'empêche pas la révolution, laquelle n'est qu'un épisode évolutif. La révolution abolira les classes, donnera au prolétariat les moyens de production. Cela nécessite certaines conditions économiques et politiques, c'est-à-dire l'épanouissement du capitalisme ; le prolétariat devrait encourager la croissance capitaliste. Cependant, c'est un objectif historique de la bourgeoisie et non le nôtre d'aider le capital à élargir sa zone d'influence pour augmenter son profit. Nous n'avons pas besoin de soutenir les capitalistes,

La politique nationale du prolétariat — contrairement à la politique nationale de la bourgeoisie —, étant strictement défensive, repose sur l'entente et l'identité des intérêts de tous les peuples. Le prolétariat de chaque pays, conscient de lui-même, doit assurer les bonnes conditions de son développement économique et culturel, sans pour autant éprouver le besoin d'opprimer d'autres nationalités. On voit bien que, pour le prolétariat, l'Etat national bourgeois, instrument de l'oppression et de la conquête impérialiste, n'est pas indispensable.

Les intérêts du prolétariat veulent l'établissement d'institutions démocratiques et d'un enseignement populaire qui, autant que cela est possible dans un régime bourgeois, ne seraient pas dénaturés. Le progrès politique et intellectuel de la classe ouvrière exige la liberté d'expression et de culture (sciences, lettres, arts). Le prolétariat demande que soit reconnue l'égalité de sa nationalité par rapport aux autres nationalités vivant dans le même Etat. Cela par principe démocratique et aussi parce que la violation des droits d'un groupe ethnique donne à la bourgeoisie de la nationalité opprimée un bon prétexte pour masquer les conflits de classe.

Ceux qui rêvent d' « améliorer les relations entre les classes sociales » pensent que c'est l'Etat national moderne qui garantit les droits du citoyen et le libre développement de la culture. Quelles que soient leurs convictions idéologiques, cette forme de gouvernement — pour des raisons bien entendu différentes de celles de la bourgeoisie — leur paraît être absolument nécessaire au prolétariat. Imaginer ce qui serait « meilleur » pour la classe ouvrière conduit à une évidence alléchante : le socialisme serait le meilleur remède à l'oppression nationaliste. Cependant, compte tenu de la réalité, il nous faut trouver les moyens efficaces de résoudre la question nationale dans le cadre du régime actuel.

La façon de penser précitée contient, du point de vue historique, un autre malentendu. Croire que l'Etat bourgeois constitue la meilleure garantie du développement national signifie que l'on considère la notion d'Etat comme une *catégorie abstraite.* La doctrine qui prend l'Etat national comme un modèle de liberté et d'indépendance, n'est rien d'autre qu'un déchet du libéralisme pourri des bourgeois de l'Europe occidentale et centrale de la première moitié du XIX[e] siècle. L'histoire du capitalisme prouve que la vérité sociale de l'Etat moderne est beaucoup moins séduisante qu'il ne semble. Les slogans sur la liberté et sur l'indépendance nationale camouflent

d'autant plus que nous combattons leurs méthodes de développement fondées sur l'exploitation du prolétariat. Non, nous n'avons pas à nous inquiéter de savoir comment remplacer les ouvriers par des machines ou comment exproprier les artisans au profit de la grande industrie. Notre but, en ce qui concerne le développement économique, consiste à organiser et à soutenir le prolétariat dans sa lutte de classes. » (Cela, ajoute Kautsky, concerne encore davantage les problèmes politiques. (N. de R. L.) (*Neue Zeit*, 1898-1899.)

une réalité politique brutale : protectionnisme douanier, militarisme, impôts indirects, guerres et conquêtes impérialistes. Il suffit de se rappeler ce fondement historico-social de l'idéologie bourgeoise pour comprendre que l'attitude du prolétariat à l'égard de la question nationale est essentiellement différente.

L'anarchisme, qui réfute en apparence les arguments du libéralisme bourgeois, a toujours vanté l'idée de l'Etat national tout en ignorant son contenu historico-social réel. Bakounine, après le Printemps des Peuples, écrit : « Le premier signe de la Révolution de 1848 a été son cri de haine contre la vieille oppression... A bas les oppresseurs, vive la fraternité des peuples, retentit d'une seule gorge... Salut aux Polonais, aux Italiens, à tous les opprimés. Jamais plus de guerre impérialiste. Il nous faut maintenant gagner notre dernière guerre, la guerre sainte de libération des peuples. A bas les frontières artificielles, imposées par la violence des despotes et par une nécessité prétendue historique, géographique, commerciale et stratégique. Nous luttons pour les frontières conformes à la nature établies au nom de la démocratie et de la justice, les frontières choisies par les peuples selon leur nationalité. C'est le cri de toutes les nations. »

Karl Marx, à ces tirades d' « indépendance nationale » et de « volonté des peuples » réplique : « On semble ici ignorer la réalité, comme si elle n'était qu'une invention misérable des despotes et des diplomates, contre laquelle une prétendue volonté des peuples se dresse avec son impératif abstrait de la liberté absolue. « Justice », « humanité », « liberté » — au nom de ces slogans on peut perpétuellement revendiquer ceci ou cela... Un mot encore sur la « fraternité internationale » et « les frontières choisies par la volonté des peuples selon leur nationalité ». Pourquoi éclate-t-elle la guerre du Texas, entre les Etats-Unis et le Mexique, ces deux républiques sœurs qui auraient dû s'être fédérées depuis longtemps ? Pourquoi, « la volonté du peuple américain » appuyée sur les carabines de ses soldats, suivant une nécessité géographique, commerciale et stratégique, repoussa-t-elle « les frontières conformes à la nature », de quelques centaines de milles dans le Sud ? »

La réponse aux questions ironiques de Marx est facile. Contrairement à ce que disaient les anarchistes en répétant la phraséologie du libéralisme bourgeois, la politique des Etats nationaux n'est pas déterminée par la « volonté des peuples ». Tous les Etats modernes, instruments du pouvoir capitaliste, manifestent la même tendance à la guerre et à la conquête des pays voisins, au colonialisme et à l'oppression. C'est la raison des conflits sanglants continus entre des Etats nationaux, dont chacun, du jour au lendemain, peut devenir un « Etat non national ». Revenons à l'exemple cité par Marx : pourquoi la guerre entre les Etats-Unis et le Texas éclata-t-elle ? La Californie qui, pour un Mexique sous-développé, n'était qu'une « simple province », représentait pour le capitalisme nord-américain en plein essor une mine d'or — au sens littéral du mot — et une

ouverture sur le Pacifique. C'est seulement après avoir conquis la Californie que la bourgeoisie des Etats-Unis put étendre sa puissance de l'est à l'ouest. « Etat national » et « volonté des peuples » tant admirés par les anarchistes servirent à la conquête capitaliste.

Nous avons déjà parlé du caractère équivoque de la libération au début du XIX[e] siècle d'anciennes colonies espagnoles et portugaises en Amérique du Sud. L'histoire politique de ces nouveaux « Etats indépendants » apporte d'autres témoignages de l'aveuglement anarchiste.

Le Brésil, aussitôt après avoir gagné en 1824 une longue guerre d'indépendance contre le Portugal, entra en conflit avec l'Argentine, récemment libérée du joug espagnol. Chacun de ces « nouveaux pays nationaux » visait à envahir la province de Banda Oriental qui, grâce à une intervention militaire des pays coloniaux européens, allait à son tour devenir une république et prendre le nom d'Uruguay. Ensuite, la France et la Grande-Bretagne, devant un refus obstiné de l'Argentine de reconnaître l'indépendance du Paraguay et de l'Uruguay, lui adressèrent un ultimatum. Ce conflit aboutit à une guerre entre l'Argentine et le Brésil, allié au Paraguay et à l'Uruguay. En 1856, le Brésil, sortant victorieux d'une nouvelle guerre contre l'Argentine, employa ses forces militaires pour conquérir l'Uruguay. Prompt à la riposte, le Paraguay déclara la guerre au Brésil qui, cette fois, s'allia à l'Argentine et à l'Uruguay (1865-1870). Après sa nouvelle victoire, le Brésil devint la plus grande puissance du continent sud-américain. Ajoutons que dans ce « pays national » une minorité de planteurs blancs opprime toute la population indigène. En 1871, le parlement, instrument du pouvoir, rejeta le projet d'abolition de l'esclavage avec indemnisation des planteurs sur les fonds de l'Etat. En 1886 seulement, on libéra les esclaves âgés de plus de soixante ans. Enfin, en 1888, le parti royal fit voter la loi d'abolition de l'esclavage. La chute de la dynastie fut consommée. Les planteurs, réunis sous les drapeaux républicains, après un putsch militaire, déclarèrent la république du Brésil en 1889 [32].

Voilà la vérité sur les relations politiques et sociales en Amérique du Sud, depuis la création « par la volonté des peuples » de nouveaux Etats indépendants. Et ailleurs ? Les Etats-Unis d'Australie, aussitôt après avoir cessé d'être une colonie britannique pour devenir une république fédérée — ce qui, selon les anarchistes, constitue la forme de gouvernement parfaite —, transplantèrent la célèbre doctrine nationaliste nord-américaine en un slogan : « L'Australie pour les Australiens » afin de trouver un prétexte pour envahir les Nouvelles-Hébrides et la Nouvelle-Guinée. De nos jours, la

32. L'abolition de l'esclavage dans cet « Etat des planteurs de café » est relative. L'année dernière, lorsque la surproduction du café a provoqué une crise internationale, les planteurs obligèrent le gouvernement brésilien à acheter tous les stocks. Cela porta un coup très dur aux salaires et au niveau de vie de la population. (N. de R. L.)

marine de guerre australienne apporte de nouveaux témoignages quant à l'efficacité de ladite doctrine.

Récapitulons : le développement capitaliste et les intérêts de la bourgeoisie nécessitent la création d'un Etat national indépendant qui devient par la suite un instrument de conquête impérialiste. Les intérêts du prolétariat sont axés uniquement sur les objectifs *démocratiques et culturels* du mouvement national, c'est-à-dire sur l'établissement des institutions politiques garantissant, par des moyens pacifiques, le libre développement de la culture de toutes les nationalités vivant dans le même Etat. La classe ouvrière revendique fermement l'égalité des droits de toutes les nationalités. Le programme national de la classe ouvrière est essentiellement différent du nationalisme de la bourgeoisie.

La question nationale polonaise confirme nos remarques générales.

Pourtant, *l'idée nationale polonaise* se distingue par son caractère très particulier. Contrairement aux mouvements nationaux d'Europe occidentale et centrale, le mouvement national polonais n'est pas issu de l'idéologie bourgeoise en plein essor capitaliste. En Pologne, il s'agit d'une idéologie de la noblesse qui prend ses racines dans le système féodal. Voilà la raison pour laquelle l'abolition de la corvée en 1863 sonna le glas des mouvements nationaux. La bourgeoisie polonaise étant dans sa grande majorité d'origine étrangère (elle s'installa en Pologne au début du XIXe siècle) se montrait toujours hostile à l'idée de l'indépendance nationale. D'autant plus que dans les années vingt et trente du XIXe siècle, l'industrie polonaise avait été axée sur l'exportation avant même la création d'un marché intérieur [33].

La bourgeoisie du royaume [34] au lieu de souhaiter une réunification nationale avec la Galicie [35] et la Principauté [36] recherchait toujours l'appui à l'est, puisque c'était une exportation massive de ses textiles en Russie qui était à la base de la croissance du capitalisme polonais. La suppression des barrières douanières renforça davantage encore ces tendances russophiles. La bourgeoisie, qui après la défaite de l'insurrection de 1863, avait réellement pris le pouvoir dans un pays occupé, renonçant ouvertement à la lutte pour l'indépendance nationale, présenta son programme, connu sous le nom du « positivisme polonais ». Les bourgeoisies italienne et allemande devaient leur essor à la création d'un Etat national indépendant tandis que la bourgeoisie polonaise tirait son profit du partage et de l'occupation du pays. Ces conditions très particulières du développement capitaliste déterminèrent l'évolution de l'idée nationale polonaise, laquelle — au lieu de se nourrir, comme par-

33. On trouvera des précisions à ce sujet dans mes essais : *Die Industrielle Entwicklung Polens* (également traduit en russe) et *La Question polonaise et le Mouvement socialiste* (Kwestia polska i ruch socjalisvczny), Cracovie, 1905. (N. de R. L.)
34. Départements occupés par la Russie.
35. Départements occupés par l'Autriche.
36. Départements occupés par la Prusse.

tout ailleurs, du progrès — devint une idéologie historiquement arriérée. En Allemagne, en Italie et aux Etats-Unis, le mouvement de la « renaissance nationale » avec son programme des libertés démocratiques prit un caractère révolutionnaire. En Pologne, l'idée de l'indépendance nationale, étant contradictoire avec les intérêts du capitalisme, prit un caractère utopique, sinon réactionnaire. Dans l'histoire de l'idée nationale polonaise, on distingue trois phases :

1. La banqueroute de l'idée nationale due à l'échec de la lutte armée de la noblesse. Même les défenseurs les plus acharnés des insurrections n'osent plus expliquer leur défaite par la supériorité militaire de l'armée russe. La noblesse polonaise insurgée était la victime du même intérêt capitaliste à la recherche d'un marché pour ses produits, qui, pour en revenir à Kautsky, était le moteur principal du mouvement national moderne en Europe occidentale. En Pologne, l'effort de la bourgeoisie pour s'assurer la croissance industrielle, grâce à la collaboration avec la Russie tsariste, paralysa le mouvement national. L'idée de l'Etat national indépendant — par ailleurs essentiellement bourgeoise — déguisée en une révolte de la noblesse, subit en janvier 1863 une défaite définitive.

2. La petite bourgeoisie qui était devenue l'héritière de l'idée nationale transforma le programme du combat armé en absentéisme et avoua ouvertement son échec. Le nationalisme polonais après avoir végété dans les années 1880-1890 — incarné par quelques grands Polonais émigrés — fit sa rentrée politique lorsque commença la lutte révolutionnaire du peuple russe contre le tsarisme.

Le nouveau parti de la Démocratie nationale, qui s'était immédiatement rallié à la contre-révolution tsariste, renonça publiquement à l'idée de l'indépendance. Délivrée de ce « lourd fardeau traditionnel », la Démocratie nationale devint rapidement un parti politique très puissant. L'idée de la « renaissance polonaise » dans son « déguisement petit-bourgeois » subit une nouvelle défaite ; la Démocratie nationale proposa à sa place, conformément aux intérêts du capitalisme polonais, un programme réaliste de libertés autonomiques.

3. La tentative du P. P. S. — une tentative unique dans l'histoire du mouvement ouvrier international — d'intégrer l'idée de l'Etat national au programme socialiste était également vouée à l'échec. Après douze ans de vains efforts, le P. P. S. renonça à son tour au postulat de la création de l'Etat polonais indépendant pour se rallier au mouvement révolutionnaire russe. La Démocratie nationale repoussa l'idée de l'indépendance afin de collaborer à la réaction tsariste. Le P. P. S. prit la même décision pour participer à la lutte du prolétariat russe.

Le déclin du P. P. S. qui s'ensuivit met en évidence la banqueroute de l'idée nationale polonaise, dans son « déguisement prolétarien ». La révolution socialiste — qui est le phénomène le plus prodigieux des temps modernes — rejette, comme périmée, en

renversant l'ordre établi pour construire une société nouvelle, l'idée de l'Etat polonais indépendant.

Néanmoins, le nationalisme polonais n'est pas mort. Après avoir renoncé à l'idée utopique de créer un Etat indépendant et proposé un programme réaliste de libertés autonomiques, il joue actuellement un rôle politique important. Précisons. Le progrès capitaliste, qui enchaîna la Pologne à la Russie et anéantit les espoirs de l'indépendance nationale, accéléra en même temps le développement des forces révolutionnaires. Le prolétariat polonais comprend parfaitement la nécessité de se joindre aux ouvriers russes dans leur lutte contre le tsarisme. C'est ainsi que toutes les tentatives pour isoler artificiellement la société polonaise de la société russe sont contraires au progrès social. Après la banqueroute de l'idée de l'indépendance, le nationalisme polonais présente maintenant une « idéologie de rechange », composée de vagues projets séparatistes, qui sert de couverture aux desseins réactionnaires de la grande et petite bourgeoisie et de la noblesse. La dialectique de l'histoire se révèle beaucoup plus souple que les convictions rigides de certains politiciens qui spéculent sur la « volonté des peuples ». Cette « tradition nationale », que nombre de révolutionnaires russes, allemands et autres ont toujours associée à des courants progressistes, devint dans les conditions politico-sociales polonaises l'idéologie de la contre-révolution. La Démocratie nationale, afin de faire élire ses candidats à la première Douma, avait imploré le secours des cosaques. Le même parti donna l'ordre de tirer sur les ouvriers qui voulaient participer aux réunions électorales à Varsovie, Lodz et Pabianice. Le même parti organisa des « syndicats nationaux » destinés à saper la lutte économique et politique du prolétariat polonais. La Démocratie nationale partit en croisade contre les grèves partielles et générales, sous prétexte qu'elles étaient nuisibles au développement de l'industrie et à la richesse du pays. Après la dissolution de la Duma, le groupe de Démocratie nationale, refusant de faire une déclaration commune, se désolidarisa des parlementaires russes. Le même parti mit sur pied l'association des « Aigles polonais », c'est-à-dire des équipes armées ayant pour but de briser les grèves et de massacrer les socialistes. C'est au nom de l' « idée nationale » que M. Dmowski, chef de la Démocratie nationale, qualifia les socialistes d' « ennemis de la société », pour justifier les « meurtres nationaux » commis à leur égard. La bourgeoisie polonaise qui, sous le drapeau de la Démocratie nationale, proclame maintenant le « néo-panslavisme », vient de sacrifier sur l'autel de la contre-révolution son ancien programme des libertés nationales autonomiques. L'idée nationale polonaise, dont les débuts furent symbolisés par un noble insurgé dont l'héroïsme soulevait l'admiration du monde entier, se meurt dans les mensonges des *houligans* nationalistes, fidèles serviteurs de l'absolutisme et de l'impérialisme tsariste.

(Traduit du polonais par Joanna Ritt.)

Programme de Brünn

Fin septembre 1899 au congrès du Parti social-démocrate d'Autriche (Gesamtpartei) *réuni à Brünn est adopté le premier programme national d'un parti social-démocrate, premier exemple d'une solution pratique aux difficultés nationales proposé par le prolétariat, pour paraphraser Rosa Luxemburg.*

Ce programme porte tout autant la marque des circonstances spécifiques qui ont présidé à son adoption qu'il révèle le niveau de la réflexion et de la recherche de solutions par les marxistes à un moment crucial du développement du mouvement ouvrier. L'unité formelle du parti social-démocrate autrichien, premier parti organisé dans un Etat multinational, dans les dimensions d'un Empire, n'avait été accomplie que dix ans plus tôt, au moment où, avec le développement de l'industrie capitaliste en Cisleithanie, les tensions nationales s'exacerbaient.

Conscient de l'ampleur des difficultés nationales, mais accordant la priorité à l'unité chèrement acquise, Victor Adler, le chef historique du parti, tente d'éluder la question nationale qu'il juge explosive. C'est avec réticence qu'il s'incline devant le fait que le Parti social-démocrate autrichien se dote d'une structure fédérative de six partis nationaux au congrès de Vienne-Wimberg en 1897. Au même moment, grâce à une timide réforme électorale concédée sous la pression de la lutte du Parti social-démocrate pour le suffrage universel, les social-démocrates, élus en grande partie dans les circonscriptions des nationalités entrent au Reichsrat. *La tension nationale qui ne cesse de monter culmine dans l'obstruction sur les ordonnances linguistiques qui rend inéluctable une prise de position des social-démocrates sur la question nationale et par conséquent l'adoption d'un programme.*

Dès janvier 1898, Karl Kautsky ouvre dans la Neue Zeit *un débat qui met en évidence la pluralité des tendances au sein de la social-*

démocratie autrichienne. Mettant l'accent sur un pseudo-accord de principe, refoulant les divergences dans le domaine des modalités, Kautsky propose une alternative constructive, celle de la transformation démocratique de l'Etat autrichien qui préfigure dans sa trame la solution que va adopter le programme de Brünn.

Elaboré par l'exécutif du Gesamtpartei *autrichien composé de représentants de chacune des organisations nationales, le projet de programme fit l'objet d'un vif débat animé par la minorité des partisans de l'autonomie culturelle extra-territoriale dont le porte-parole était Etbin Kristan, représentant des Slovènes. Après avoir été reformulé en commission, le programme fut adopté à l'unanimité* [1].

Ce document est capital : il sert de point de départ et de référence à la réflexion et aux recherches de solutions sur la question nationale dans tous les partis social-démocrates pour lesquels elle se pose avec acuité, et plus particulièrement pour le P. O. S. D. R.

Par le biais des traductions, le texte du programme de Brünn subira des altérations partisanes qui le dénaturent dans son essence. Le célèbre texte de Staline à travers lequel on fait le plus souvent référence au programme de Brünn en offre l'exemple le plus frappant. Dans un résumé lapidaire, Staline y voit la victoire du principe de l'autonomie culturelle extra-territoriale, faisant ainsi un contresens sur le congrès de Brünn même qui l'a rejeté au profit d'une restructuration de l'Autriche à partir des frontières linguistiques.

Programme de Brünn

« Considérant que les querelles nationales en Autriche entravent tout progrès politique, freinent toute évolution culturelle des peuples ;

que ces querelles sont la conséquence en premier lieu du caractère conservateur de nos institutions publiques ;

que, en particulier, le prolongement des querelles nationales constitue un des moyens qui assurent leur pouvoir aux classes dominantes et bloquent toute manifestation, quelque puissante qu'elle soit, des véritables intérêts populaires ;

le congrès déclare :

Le règlement définitif de la question nationale et linguistique en Autriche dans l'esprit de l'égalité des droits et de la raison est avant

1. *Protokoll über die Verhandlungen des Gesamt-Parteitages der sozialdemokratischen Arbeiterpartei in Oesterreich, Brünn*, Vienne, 1899.

tout une revendication culturelle, c'est-à-dire qu'elle fait partie des intérêts vitaux du prolétariat ; il n'est possible que dans un régime véritablement démocratique, fondé sur le suffrage universel égalitaire et direct et dans lequel les privilèges sociaux dans l'Etat et dans les *Länder* sont abolis, car ce n'est que dans un tel régime que les classes laborieuses, qui seules constituent en fait les piliers de l'Etat et de la société, peuvent s'exprimer ;
cultiver et développer la spécificité nationale de tous les peuples d'Autriche n'est possible que sur la base de l'égalité en évitant toute oppression, c'est la raison pour laquelle il faut combattre tout centralisme bureaucratico-étatique, ainsi que les privilèges féodaux dans les *Länder*.

Dans ces conditions, et seulement dans celles-là, il sera possible d'instituer en Autriche, à la place des querelles nationales, un ordre national, notamment par la reconnaissance des principes-clés suivants :

1. L'Autriche doit être transformée dans un Etat démocratique fédératif de nationalités (*Nationalitätenbundesstaat*).
2. A la place des pays historiques de la Couronne doivent se constituer des corporations nationales d'auto-administration dont la législation et l'administration seront l'œuvre de chambres nationales élues au suffrage universel et direct.
3. Tous les territoires auto-administrés d'une seule et même nation forment ensemble une union homogène qui règle de manière parfaitement autonome toutes les affaires nationales.
4. La sauvegarde du droit des minorités nationales est garantie par une loi spéciale que devra adopter le Parlement de l'Empire.
5. Nous ne reconnaissons aucun privilège national et rejetons par conséquent la revendication d'une langue d'Etat ; au cas où une langue de communication s'avérerait nécessaire, le Parlement de l'Empire devra se prononcer [1].

Le congrès du parti, en sa qualité d'organe de la social-démocratie internationale en Autriche, exprime sa conviction que, sur la base de ces principes généraux, une entente est possible entre les peuples ;

1. Dans le projet présenté par l'exécutif du parti, les cinq points étaient formulés de la manière suivante :

a) L'Autriche ne peut être qu'un Etat démocratique de nationalités (Etat fédératif de nationalités).

b) Cet Etat fédératif se compose de territoires nationaux autonomes d'auto-administration qui correspondent dans la mesure du possible aux frontières linguistiques.

c) Les territoires auto-administrés de chaque nation constituent ensemble respectivement une entité nationale qui règle ses affaires nationales (c'est-à-dire linguistiques et culturelles) de manière parfaitement autonome.

d) Les minorités nationales sur les territoires à composition hétérogène seront protégées dans leur activité nationale par une loi spéciale.

e) Nous ne reconnaissons aucun privilège national et rejetons par conséquent la revendication d'une langue d'Etat, en revanche, nous ne considérons la fonction de fait de la langue allemande en tant que véhicule de la communication que comme une nécessité pratique provisoire sans en déduire un privilège exclusif de toutes les autres langues.

il déclare solennellement qu'il reconnaît le droit de chaque nationalité à l'existence nationale et au développement national ;
que toutefois les peuples ne peuvent faire progresser leur culture que dans une étroite solidarité et non pas par une querelle mesquine entre eux ; qu'en particulier la classe ouvrière de toutes les langues, dans l'intérêt de chaque nationalité comme dans l'intérêt de tous, demeure internationalement fraternelle et unie dans la lutte et doit mener sa lutte politique et syndicale en rangs serrés et unis. »

Karl Renner (1870-1950)

Juriste, sociologue du droit, représentant de l' « austro-marxisme », auteur de très nombreux ouvrages et études sur la question nationale, Karl Renner fut dès la veille de la Première Guerre mondiale l'un des principaux dirigeants de la social-démocratie autrichienne.

Issu d'une famille de paysans de Moravie, il fit ses études de droit à l'université de Vienne. Étudiant, il fréquenta les cercles ouvriers, contribua à créer l'organisation des étudiants socialistes et adhéra au Parti social-démocrate où l'un des dirigeants de premier plan, Engelbert Pernerstorfer, partisan de l'idée quarante-huitarde de la Grande Allemagne lui fit grande impression. En 1895, il obtient un poste de bibliothécaire au Parlement ; fonctionnaire, il se voit privé du droit de militer ouvertement et contraint de signer de pseudonymes les ouvrages qu'il publie avant 1907 ; ses trois études anonymes sur la question nationale de 1897-1898 portent toutes les sous-titres significatifs de « réflexions, élaborations, etc., d'un patriote », alors qu'il utilise les pseudonymes de Synopticus pour la brochure parue en 1899, Staat und Nation (Etat et nation, *dont un extrait est publié ci-après), Rudolph Springer pour son ouvrage* Le Combat des nationalités autrichiennes pour l'Etat *(1902) où il développe plus amplement ses théories sur une solution de la question nationale exposées dans la brochure de 1899, Josef Karner pour* La Fonction sociale du droit *(1904) qui constitue le premier volume de la collection des* Marx-Studien *publiée par le groupe autour de Max Adler, Rudolf Hilferding, dont Renner fait partie dès sa création.*

Contrairement à une idée largement répandue, Karl Renner ne saurait en aucune manière assumer la paternité du programme de Brünn, même si sa brochure, où il formule l'essentiel de sa théorie de l'autonomie culturelle personnelle (qu'Etbin Kristan a déve-

loppée indépendamment et avant lui) paraît avant le congrès. Renner n'est pas associé aux travaux de la commission chargée d'élaborer le projet de programme et ce n'est qu'après le congrès de Brünn que ses développements théoriques et ses recherches de solutions commencent à avoir une audience croissante. A partir de 1907, lorsqu'élu député au Reichsrat *il abandonne son poste de fonctionnaire et s'implante solidement dans son fief électoral de Basse-Autriche, devenant l'une des personnalités de la social-démocratie autrichienne, notamment en tant que co-rédacteur de sa revue théorique* Der Kampf, *il voit certaines de ses thèses progressivement admises et défendues par le parti.*

A partir de la critique du programme de Brünn, qui selon lui n'a pas résolu la contradiction fondamentale entre droit historique et droit national, Renner reprend et approfondit sa réflexion, qui se matérialise dans un ouvrage ample et élaboré, Le Combat des nationalités autrichiennes pour l'Etat (1902). *Dès lors, il cherche à concilier les principes d'autonomie territoriale et personnelle, chaque nation devant disposer « d'une zone unitaire continue de territoire national », les zones administratives multinationales étant des « zones de double droit » où « les corporations nationales personnelles se recouvriraient avec les autres organes étatiques de législation et d'auto-administration ». Chaque individu pourrait adhérer à la nation de son choix et exercer à travers elle ses droits culturels et nationaux. Les instances nationales seraient en effet chargées d'administrer les affaires culturelles et l'éducation.*

Plus proche de la ligne de pensée de Lassalle que de celle de Marx, abordant la question nationale d'un point de vue juridique, Renner attribue à l'Etat une fonction régulatrice. Ainsi, la démocratisation doit se traduire dans la législation : son projet de règlement des conflits nationaux suppose la préservation de l'Etat existant, mais à transformer, à structurer de façon supra-nationale. L'Etat comporterait alors diverses couches administratives autonomes : des unités culturelles autonomes (communes, districts, nations), des unités géographico-économiques et, enfin, le pouvoir central d'Etat. Il oppose sa conception qu'il qualifie d'organique à la forme de gouvernement en vigueur fondée sur une vision « atomiste-centraliste » où chaque citoyen dépend directement, sans médiation, du pouvoir étatique.

Avec la crise du séparatisme tchèque qui débouche sur la sécession des syndicats puis d'une fraction du parti social-démocrate tchèque par rapport aux organisations pour toute l'Autriche, Renner reprend sa thèse centrale qui subit des modifications successives ou des simplifications pour les besoins de la vulgarisation. Outre cette constante dans la solution qu'il préconise pour la question nationale, il conserve sa croyance dans ce qui en est le présupposé, la viabilité de l'Etat multinationl, et ce, malgré les signes de plus en plus évidents de son effritement. Certes, il dénonce le nationalisme et sa fonction dissolvante pour le mouvement ouvrier, mais par là-même

il condamne avant tout le séparatisme tchèque au nom de l'intégrité de l'Etat.

Pour étayer ses thèses, il a recours à une argumentation que la gauche et notamment Strasser lui reprochera comme faisant partie de l'arsenal de l'adversaire nationaliste bourgeois et constituant un glissement vers l'opportunisme national : il parle de grandeur et de puissance de la nation qui sont mesurables au niveau de développement social atteint par le prolétariat de cette nation. Le type de discours qu'il tient prête à une assimilation avec les partisans de la Grande-Allemagne au sein de la social-démocratie autrichienne (Pernerstorfer, Hartmann). Pourtant il s'en distingue tout autant par les solutions qu'il propose aux manifestations tangibles et quotidiennes des conflits nationaux que par sa confiance inébranlable en l'Etat autrichien « en tant que nécessité géographique et économique ». Selon lui « l'avenir n'appartient pas à l'Etat national, mais à l'Etat "supra-national" fédérant des nations autonomes[1] *». S'il parle de droit à l'autodétermination nationale, c'est dans une acception édulcorée, en tant que synonyme d'autogouvernement, c'est-à-dire recouvrant parfaitement le concept d'autonomie culturelle.*

En 1914, lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, Renner se range dans le camp des « social-patriotes » et se situe dès lors à la tête de l'aile droite de son parti. Il amorce même un rapprochement avec les partisans des plans allemands d'une « Europe centrale », présentés par Neumann. Chancelier de la première République autrichienne de 1919 à 1920, il le sera une nouvelle fois après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à sa mort. C'est après sa mort que paraît l'ouvrage auquel il travaillé pendant des années : La Nation : mythe et réalité.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Œuvres

[Anonyme] *Die Verfassung als die Quelle des Nationalitätenhaders in Œsterreich* (La constitution comme source du conflit des nationalités en Autriche), Vienne-Leipzig, 1897, 62 p.
[Anonyme] *Grundzüge für eine endgültige Lösung der Nationalitätenfrage in Œsterreich* (Eléments de base pour une solution définitive de la question des nationalités en Autriche), Vienne-Leipzig, 1897, 43 p.
[Anonyme] *Ergänzung der Verfassung Œsterreichs* (Complément à la constitution de l'Autriche), Vienne-Leipzig, 1898, 32 p.
SYNOPTICUS, *Staat und Nation. Zur österreichischen Nationalitätenfrage. Staatsrechtliche Untersuchung über die möglichen Prinzipien einer Lösung und die juristischen Voraussetzungen eines Nationalitätengesetzes*

1. Otto BAUER, *Die österreichische Revolution.*

(Etat et nation. A propos de la question autrichienne des nationalités. Etude de droit public sur les principes possibles d'une solution et les présupposés juridiques d'une loi des nationalités), Vienne, 1899, III, 39-3 p.
Das Arbeitende Volk und die Nationalitätenfrage (Le peuple laborieux et la question des nationalités), Vienne, 1900, 16 p.
Rudolf SPRINGER, *Der Kampf der österreichischen Nationen um den Staat,* (Le combat des nationalités autrichiennes pour l'Etat), Leipzig-Vienne, 1902, IV-252 p.
Der nationale Streit um die Aemter und die Sozialdemokratie (La querelle nationale pour les postes administratifs et la social-démocratie), Vienne, 1908, 28 p.
Der deutsche Arbeiter und der Nationalismus. Untersuchungen über Grösse und Macht der deutschen Nation in Œsterreich und das nationale Programm der Sozialdemokratie, (L'ouvrier allemand et le nationalisme. Etudes sur la grandeur et la puissance de la nation allemande en Autriche et le programme national de la social-démocratie), Vienne, 1910, 71 p.
Was ist nationale Autonomie? Was ist soziale Verwaltung? Einführung in die nationale Frage und Erläuterung der Grundsätze des nationalen Programms der Sozialdemokratie (Qu'est-ce que l'autonomie nationale? Qu'est-ce que l'administration sociale? Introduction à la question nationale et explication des principes du programme national de la social-démocratie), Vienne, 1913, 37 p.
Die Nation als Rechtsidee und die Internationale (La nation du point de vue du droit et l'Internationale, conférence tenue à l'Association libre des étudiants socialistes à l'université de Vienne le 7 mars 1914 et complétée pour la publication), Vienne, 1914, 26 p.
Die Nation : Mythos und Wirklichkeit (La nation : mythe et réalité), présenté par Jacques Hannak, Vienne, 1964, 144 p.

Etudes

Karl Renner. Eine Bibliographie, Vienne, Europa Verlag, 1970, 147 p.
Hans MOMMSEN, *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im Habsburgischen Vielvölkerstaat* (La social-démocratie et la question des nationalités dans l'Etat multinational des Habsbourg), Vienne, Europa Verlag, 1963, 467 p.
Arduino AGNELLI, *Questione nazionale e socialismo,* Bologne, Il Mulino, 1969, 249 p.
Jacques HANNAK, *Karl Renner und seine Zeit* (Karl Renner et son temps), Vienne, Europa Verlag, 1965, 718 p.
Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international : Autriche, sous la direction de Georges Haupt et Jean Maitron, Paris, Editions ouvrières, 1971, p. 250-255.

Etat et nation*

Le recensement de l'appartenance nationale a été l'objet de multiples débats scientifiques, il est en particulier une tâche difficile de la statistique. Sous cet aspect, on se référera spécialement aux débats du Congrès international de statistique de Saint-Pétersbourg en 1874 et aux rapports présentés à cette occasion par Ficker et Keleti. On dispose de trois possibilités pour établir la nationalité : 1. par des signes ethnologiques ; 2. par la langue maternelle ; 3. par la langue parlée[1]. Le congrès opta pour cette dernière en tenant compte des considérations d'utilité pour le recensement statistique du problème.

Il est bien évident qu'aucun de ces trois traits caractéristiques ne suffit pour la réglementation de droit public de la question des nationalités. Avant de chercher un résultat par la méthode déductive, nous voulons dépeindre l'état de choses par un *analogon*.

Existe-t-il un domaine de la vie publique et sociale qui manifeste quelque parenté avec la lutte des nationalités ? On a rarement eu recours pour la clarification des concepts à un domaine qui fournit pourtant de multiples renseignements : celui des rapports interconfessionnels. Après des luttes séculaires, qui présentent dans leurs étapes des ressemblances multiples avec nos luttes des nationalités, la question interconfessionnelle a trouvé dans l'Etat constitutionnel actuel, sinon un apaisement, du moins un équilibre juridique. Presque sans frictions plusieurs confessions coexistent, avec leur administration propre dans les communes, les circonscriptions et les pays. Même si le contenu de la vie et du droit confessionnels et

---

* Extrait de Synopticus, *Staat und Nation*, Vienne, 1899, p. 7-27.
1. En français dans le texte.

nationaux est fondamentalement différent, la délimitation juridique formelle — et c'est uniquement de celle-ci qu'il s'agit ici — entre confession et confession, ainsi qu'entre Eglise et Etat, présente de fructueuses analogies.

Comment l'appartenance à la confession est-elle réglée ? Chaque confession particulière tend à considérer comme immuable l'appartenance religieuse de l'individu. Baptême, circoncision, etc., nous imprègnent de marques indélébiles. Aussi longtemps que la confession est décisive, même dans la vie publique, c'est une source de contradictions et de luttes permanentes. En tant que communauté séculière, l'Etat ne peut se soucier des points de vue, s'excluant et se guerroyant l'un l'autre, des confessions que des raisons historiques et économiques contraignent à coexister. Il place l'accent sur la déclaration librement exprimée de la volonté individuelle et donne à cet acte, qui n'est nullement religieux-rituel, une valeur juridique dans le domaine confessionnel. L'individu majeur choisit lui-même librement, *de jure,* sa confession ; pour le mineur, c'est son représentant légal qui choisit ; cette déclaration aux autorités de culte suffit à l'Etat. Et à juste titre. L'ordre juridique, en tant que volonté générale, ne s'oriente partout qu'en fonction de la volonté individuelle. La volonté déclarée de la personne, aussi bien juridique que physique, est l'âme de la vie juridique. Tous les rapports de droit épousent la forme de la relation de volonté. Les biens de droit, les intérêts matériels et idéaux se révèlent comme contenus de la volonté des individus. Dans ses impératifs, le droit ne s'adresse ni à des fonds immobiliers ni à des édifices. Il ne peut s'adresser qu'à la volonté des hommes. Il n'est pas en mesure de tenir compte d'autre chose. Rien ne peut décider de l'appartenance à la nation, sinon la libre déclaration faite par l'individu devant l'autorité compétente. Ce droit à l'autodétermination de l'individu constitue le corollaire de tout droit à l'autodétermination de la nation. Pour le nationaliste racial, une défection par rapport à la nation d'origine apparaît comme aussi scandaleuse que le changement de religion pour des croyants. Le jugement de tels processus ne relève pas du droit public, mais de la morale nationale.

Pour quiconque comprend correctement le concept de nationalité, c'est-à-dire conformément aux résultats actuels de la recherche scientifique, ce processus doit être inattaquable. On ne suivra pas ici l'évolution du concept de nationalité au cours de notre siècle. A cet effet, on peut se rapporter à la bibliographie sommaire donnée à la fin. En tout cas, l'usage de la langue est bien attesté, selon lequel *peuple* désigne en tant que concept de droit public l'appartenance à un Etat, avec égalité en droit ; *peuplade* signifie parenté ethnologique avec identité de l'idiome ; alors que *nationalité* signifie une communauté spirituelle et culturelle avec une littérature nationale digne de ce nom comme *expression* de cette communauté de culture. Quel critère d'appartenance à une communauté spirituelle et culturelle peut-il y avoir, sinon la conscience de cette

appartenance ? Pas la « langue maternelle ». Chamisso [2], par exemple, appartient spirituellement et culturellement à la nation allemande. Pas davantage la « langue parlée ». Car le réfugié italien à Londres reste Italien, même si dans la vie courante il se sert uniquement de l'anglais. Mais comment la conscience nationale peut-elle être appréhensible pour la vie juridique autrement que par la déclaration explicite de nationalité ?

Certes, la vie nationale se manifeste principalement par la communauté de langue. Mais celle-ci n'est pas la forme d'expression essentielle de la conscience collective nationale et raciale. Devrait-on voir une confirmation du sentiment de solidarité des nations slaves en Autriche dans le fait que, pour toutes leurs discussions en commun, elles se servent de la langue allemande ? Je me bornerai à évoquer à cet effet ce que dit Gumplowicz [3] : « Que l'on parle d'une nationalité confirmée uniquement par l'usage de la même langue, soit ; il n'en demeure pas moins que l'on doit faire une différence dans le domaine de telles nationalités entre nationalité active et passive. Seules les classes cultivées peuvent avoir conscience d'une culture nationale collective, dont elles trouvent l'expression dans le langage cultivé, la langue écrite de leur nation. La masse inculte ne possède en aucun point cette conscience, elle est incapable d'une véritable conscience pure de nationalité, elle ne peut comprendre que l'appartenance commune à une souche ou à une religion : le véritable sentiment élevé de nationalité, qui présuppose un certain degré de culture, lui est toujours et partout étranger. La langue est pour elle un signe caractéristique de solidarité locale, ethnique ou confessionnelle : mais non l'expression d'une communauté de culture spirituelle. A partir de cette différence s'expliquent de nombreux phénomènes dans la vie publique des nations, par exemple que l'enthousiasme national et ses aspirations n'émergent presque partout que de la classe moyenne cultivée et que le même peuple n'est presque toujours *que pris en remorque.* A cet égard la remarque d'Eötvös [4] est tout à fait pertinente : "Nous voyons que, nonobstant les efforts de ceux qui sont à l'avant-garde des mouvements nationaux, nonobstant le fait qu'ils proclament leurs revendications au nom du peuple, le concept reste encore étranger au peuple lui-même". »

---

2. Louis-Charles ADELAÏDE DE CHAMISSO (1781-1838), écrivain allemand d'origine lorraine, né en Champagne, émigré lors de la Révolution française en 1789.

3. Ludwig GUMPLOWICZ (1838-1909), juriste et sociologue d'origine polonaise. Participa au mouvement démocratique polonais. Professeur à l'université de Graz à partir de 1895, auteur d'un ouvrage intitulé *Nationalitäten und Sprachen in Osterreich-Ungarn* (Nationalités et langues en Autriche-Hongrie), Innsbruck, 1879, 329 p.

4. Baron Jozsef EÖTVÖS (1813-1871), homme d'Etat hongrois, patriote, libéral, méfiant envers le nationalisme et ses excès, partisan de l' « unité indissoluble des peuples civilisés », il chercha à imposer un système libéral respectueux des diverses nationalités et des droits des Eglises. Auteur de plusieurs ouvrages sur la question nationale.

Aussi vraies que soient ces remarques, spécialement en ce qui concerne l'image de la remorque, les bases objectives de cette critique se sont modifiées considérablement depuis Eötvös. Les classes populaires inférieures aspirent aujourd'hui à la culture, elles frappent aux portails des temples nationaux de culture. Mais leur question nationale est tout autre. Elle est posée à leur *propre* nation et revendique d'elle le droit de participer aux biens culturels.

L'avant-garde de l'autre mouvement, qui est uniquement national, s'oppose aux nations *étrangères*. Pour cette raison, ces derniers sont les ennemis des autres nations, tandis que les premiers sont internationalistes, parce que les groupes dominants des nations tentent, dans une rare unanimité, de leur barrer l'accès du temple. Avec l'entrée du prolétariat dans la politique autrichienne, la question nationale cesse d'être une question de pouvoir pour devenir une question de culture.

Quelle signification doit donc revêtir une déclaration de nationalité dans le sens décrit plus haut ? Selon l'article 19 de la constitution, toutes les peuplades sont égales en droit. Chaque peuplade a le droit inviolable de sauvegarder et d'entretenir sa nationalité et sa langue. Or, comme il en a été question plus haut, seul un sujet juridique peut avoir des droits, à plus forte raison des droits « inviolables ». Seul un sujet juridique peut porter plainte quand ceux-ci sont violés. Un principe juridique contre lequel on ne peut porter plainte, qu'on ne peut exécuter, n'est pas un principe juridique mais un vœux pieux. S'il doit y avoir un droit de nationalité, il est nécessaire que l'appartenance à la nation, fondée sur la déclaration mentionnée, soit juridiquement une caractéristique statutaire de l'individu, comme le catholicisme, la majorité, la paternité, etc., laquelle fonde un droit public subjectif dont le contenu essentiel est, en bref :

1. L'appartenance à la nation, c'est-à-dire le droit de participer à ses biens culturels et l'obligation de prendre part à ses charges, donc une prétention fondée en droit et une obligation envers sa *propre* nation. Les partis bourgeois ne voient dans la question nationale qu'un rapport entre État et nation ainsi que de nation à nation. L'objet de leur lutte est en premier lieu la suprématie passive du pouvoir. C'est justement ce point qui intéresse le moins la grande masse. Par contre, il est de prime importance pour les ouvriers tchèques que la loi de l'offre et de la demande a rejetés en dehors des pays de la couronne de Venceslas — et ils sont nombreux dans ce cas — d'avoir le droit de fonder des associations culturelles tchèques et de pouvoir exiger de la part de leur propre nation une protection juridique gratuite. Mais l'officier allemand en garnison dans une petite ville de Galicie devrait aussi pouvoir demander à sa nation, aux charges de laquelle il participerait, qu'elle mette à sa disposition un enseignement en allemand pour ses enfants. On a aussi des droits envers sa propre nation.

2. La légitimation à introduire une plainte contre des individus

de nation différente et contre la nationalité étrangère en tant que corporation dans le cas de préjudice porté aux droits nationaux, ou en cas de poursuite nationale et d'endommagement de biens juridiques pour des motifs nationaux. L'Allemand pillé par des Tchèques et les Tchèques pillés par les Allemands doivent avoir une possibilité de recours contre la nationalité étrangère, si le coupable particulier ne peut pas être déterminé, si l'on ne veut pas que l'Autrichien en Autriche soit moins protégé que, par exemple, l'Anglais en Autriche, à qui réparation serait accordée par voie diplomatique.

3. La légitimation de sauvegarder ses droits nationaux particuliers envers l'Etat, en cas d'expansion de la sphère d'action étatique dans le domaine juridique réservé aux nationalités en tant que telles.

Ce qui est mentionné ci-dessus ne sert qu'à indiquer le *contenu* du droit national. Il ne s'agissait ici que d'un développement schématique des rapports subjectifs. Mais il paraît évident qu'il faudra, une fois la lutte remplacée par des rapports de droit, et afin de régler légalement les questions nationales, commencer par déterminer les sujets du droit d'après leurs caractéristiques juridiques. Cette qualité statutaire, ce droit public subjectif de l'individu est donc le présupposé juridique indispensable à une solution fondée en droit de la question. Doit-on inscrire la déclaration mentionnée ci-dessus sur les registres existants ou sur des registres nationaux particuliers, c'est-à-dire, si l'on tient compte de l'objet principal de cette institution, sur des registres scolaires, c'est là une question d'opportunité.

Le problème principal est l'organisation des peuplades en tant que personnes juridiques. On ne résoudra pas la question nationale en substituant une fois de plus à cet endroit décisif, et comme on le fait depuis cinquante ans, les pays de la couronne aux nations. A moins de prouver auparavant que la paix nationale succédera à coup sûr à l'autonomie des pays de la couronne. Tant que la preuve n'en est pas faite, on ne saurait substituer à la question linguistique celle d'une décentralisation plus ou moins importante de l'administration de l'Etat et des provinces. Il va sans dire que les deux questions sont extrêmement liées. Mais il n'est pas dans la nature d'un examen théorique de permuter à un point déterminé les sujets de l'enquête. Si les nations sont censées être non pas des partis querelleurs, des spadassins politiques, mais des facteurs du droit importants quoique pacifiques, il faudra vouloir aussi qu'elles naissent, comme toutes les créatures de la vie juridique, en tant que personnalités, et ne pas tolérer que les pays de la couronne soient les bâtards que l'on met dans le berceau. Il en ira autrement si les nationalités choisissent certains pays de la couronne pour ce qu'ils sont, comme des districts territoriaux et rien d'autre, pour y habiter, pour en faire leur patrie.

Il y a des fatalistes — et leur nombre est en ce moment effroyablement grand en Autriche — qui estiment inutile tout effort, tout travail d'organisation, face à l'écroulement certain de l'Empire. Ils

surestiment démesurément le nombre des intérêts afférant aux questions nationales, parce qu'ils sont induits en erreur par notre système électoral et ses résultats, ainsi que par les vociférations du moment, et parce qu'ils tiennent pour infrangible le câble de remorque évoqué plus haut. Par contre, il est à craindre qu'on ne laisse pourrir la crise à la manière autrichienne. Mais aujourd'hui, il ne doit plus s'agir de l'uni- ou du bilinguisme des enseignes de rue et de querelles semblables, ni des perspectives d'obtenir des postes de fonctionnaires pour les membres allemands, tchèques et polonais des classes supérieures et moyennes du peuple, mais de l'organisation, de la reconstruction de l'Autriche après sa désorganisation totale. Une Autriche est à créer, où toutes les nationalités auront leur propre gouvernement et leur propre administration, où chacune réglera ses affaires seule, et où toutes ensembles régleront leurs affaires communes. Et si c'est une loi de l'évolution organique que pour chaque fonction séparée un organe spécial se détache de l'organisme général, alors le peuple en tant qu'unité de droit public, en tant qu'ensemble d'intérêts matériels et sociaux, et les nations en tant que communautés culturelles et spirituelles, ont besoin d'organes particuliers pour les fonctions particulières. Ne vivons-nous pas à l'ère de la différenciation du droit selon les groupes d'intérêts sociaux et culturels ? Nous avons coupé dans le corps du code civil le droit de commerce et d'échange, le code minier et le droit maritime, le droit du travail et celui de l'entreprise. L'agriculture réclame son propre droit. Partout il y a formation de groupes et droit de groupes. Et les groupes les plus importants pour notre Etat, les nationalités, ne continuent-ils pas à être, pour la vie juridique, des rejetons transcendentaux de la nature qui ne s'adaptent pas au vêtement civil du statut de droit public ?

Pour cette raison, il faut en finir avec les formes sans force motrice et les remplacer par les nations organisées !

Toutefois, n'est-ce pas là qu'une simple phrase comme toutes les autres ? Cela ne signifie-t-il pas la méconnaissance du principe de nationalité ? La formation d'Etats nationaux n'est-elle pas l'essentiel de ce principe ? L'histoire du XIXe siècle n'a-t-elle pas montré irréfutablement que la tendance à former des Etats nationaux est devenue le facteur le plus puissant du développement ? Existe-t-il une forme de l'organisation des nationalités autre que celle des Etats séparés ? Cela nous amène au rapport entre Etat et nation.

Il ne peut s'agir pour nous d'examiner ici les multiples définitions de l'Etat. Il suffit d'en relever les traits caractéristiques essentiels : l'Etat est une corporation territoriale souveraine. Cela suppose nécessairement les concepts suivants. 1. La population. 2. Son organisation afin qu'elle ne reste pas uniquement un agrégat d'individus, mais qu'à côté des buts individuels puissent s'imposer des buts collectifs qui suscitent à leur tour des organes de formation de la *volonté collective* et des organes pour sa réalisation. Cette volonté collective ne coïncide pas avec la volonté individuelle de tous les mem-

bres de l'Etat, elle n'est donc pas une volonté générale : elle n'aurait alors pas besoin de s'imposer de force aux récalcitrants. Elle est l'expression de la volonté des *groupes d'intérêts dominants respectifs*. 3. La *souveraineté* de cette volonté collective. 4. La domination exclusive de cette corporation souveraine sur un territoire.

Cependant la nation est communauté de culture. Dans quels éléments les concepts d'Etat et de nation coïncident-ils ? D'abord dans le premier élément. La nation est une communauté d'individus. Non pas une *societas,* mais une *communio.* Car le principe de l'individuation n'est pas ici une volonté collective quelconque : la communauté réside, du moins en premier lieu et conceptuellement, non pas dans le domaine du vouloir mais dans celui de *la pensée* et du *sentiment,* ainsi que dans celui de l'*expression* de la pensée et du sentiment : la langue et la littérature nationales, dans lesquelles s'incarne cette unité. Elle touche un aspect humain tout à fait différent. Là où la volonté n'est nullement en considération, il n'y a pas non plus de volonté dominante, souveraine, mais seulement des directions dominantes de pensée et de sentiment. Elles seules produisent les différences nationales. La conscience de nationalité n'est pas non plus nécessairement liée à un territoire déterminé.

D'où vient donc alors le principe de nationalité tel qu'il a été formulé par Mancini, Napoléon III, etc., qui revendique pour des communautés nationales une existence étatique particulière — donc une volonté collective nationale, la souveraineté et la suprématie territoriale ?

L'explication réside dans les conditions d'existence de l'Etat et de la nation. L'*Etat* vit par le droit : sa vie consiste à former la volonté collective, à laquelle il soumet la volonté individuelle au moyen des impératifs du droit. Mais la transposition de la volonté individuelle en volonté collective et de la volonté collective en volonté individuelle ne se fait pas de façon mécanique, automatique, à la manière dont s'imposent les forces naturelles, mais par l'intermédiaire des hommes : pour acquérir de l'efficacité, la volonté collective doit épouser l'expression linguistique, qui elle-même s'adresse à l'intelligence humaine. Comprendre la nécessité et l'utilité des normes, comprendre l'inutilité d'une résistance contre celles-ci, devient un mobile pour la volonté de l'individu et s'oppose ici à tous les autres mobiles qui résultent de l'ensemble de la vie de la pensée et du sentiment. Et la force relative de l'ensemble de ces mobiles est décisive pour la résolution d'agir. C'est seulement par ce large détour que l'ordre public et juridique agit de façon régulative et déterminante sur les actes des hommes. Ce n'est pas d'elle seule qu'une norme de droit tire ou non son efficacité, mais de l'ensemble de tous les faits de l'intelligence et du sentiment.

L'Etat primitif du Moyen Age a peu de tâches, et n'a en outre pas de rapport direct avec l'ensemble du peuple, mais seulement avec les seigneurs patrimoniaux, partie infime du peuple. Il doit s'entendre sur peu de choses avec peu de personnes. Aujourd'hui,

les *rapports effectifs* des hommes sont devenus d'une complexité prodigieuse. Le meilleur économiste politique est à peine capable d'embrasser la totalité des relations économiques. Et toutes ces relations de fait sont réglées par l'Etat qui en fait des *rapports de droit.* Il a sa désignation spécifique pour chacun. La *terminologie* juridique à elle seule est devenue un système conceptuel qu'on peut à peine maîtriser. C'est sous cette forme que les directives de l'Etat s'adressent à chaque individu en particulier. Elles exigent un niveau intellectuel et culturel élevé, qu'on ne peut acquérir que par l'intermédiaire d'une culture nationale. Elles présupposent une vie nationale développée. Or, inversement, elles ont besoin de ces moyens culturels nationaux pour agir sur les individus. Pour vivre dans l'Etat, une peuplade dotée d'un idiome non développé doit devenir une nation avec une littérature nationale développée, ou doit s'intégrer dans une telle nation ; l'Etat quant à lui doit utiliser les moyens culturels nationaux pour exercer une action sur la nation.

On pourrait tout simplement en conclure qu'Etat et nation doivent coïncider, pour que la machine étatique n'ait qu'un minimum de frictions à surmonter.

La *nation,* pour sa part, est communauté de la vie de la pensée et de l'affectivité, donc purement *intérieure.* Or la pensée et les sentiments ne deviennent collectifs que par l'expression et la communication, par la langue nationale. Idées et sentiments ne naissent pas en nous sans causes. Ils sont le reflet des événements extérieurs, surtout des actions des hommes. Sous presque tous les rapports, celles-ci sont aujourd'hui réglées par l'Etat, déterminées par le droit. Le sentiment national est en premier lieu influencé par l'organisation étatique, il est favorisé et entravé par l'ordre de l'Etat. Plus l'ordre de l'Etat est indépendant du sentiment national, et plus la vie nationale est menacée, et plus son épanouissement est entravé.

On pourrait tout simplement en conclure que nation et Etat doivent coïncider, la nation connaît alors le moins de résistances à son développement.

C'est du principe des nationalités que découlent ces deux conclusions, et elles sont indubitablement justes.

Comment s'expliquer alors qu'en réalité Etat et nation ne coïncident jamais entièrement ? Justement parce que l'Etat a encore d'autres tâches que la garantie de la meilleure culture spirituelle nationale possible, des tâches qui lui semblent à tel point plus importantes qu'il accepte patiemment ces résistances conflictuelles au développement, rien que pour accéder aux autres buts. Comme on l'a dit plus haut, l'ordre du droit public est l'expression de la volonté des groupes d'intérêt respectivement dominants. Or ces intérêts, qui sont principalement de nature matérielle, sont communs aux classes dominantes de toutes les nations. Comme toute matière, ils existent dans l'espace, ne sont réalisables que sur un territoire défini. C'est pourquoi un Etat est impensable sans souveraineté territoriale

exclusive. Le développement territorial de l'Etat est dominé par les sphères d'intérêts matériels des groupes dominants dans l'Etat. Etat et territoire de l'Etat sont conceptuellement inséparables, tandis que les nations se mélangent sur le territoire conformément à leurs intérêts matériels ; la lutte pour l'existence les imbriquent les unes dans les autres. En tant que concept, la nation n'est pas une corporation territoriale.

Il en résulte que l'argumentation du principe des nationalités va trop loin parce qu'il revendique pour la nation *tous* les droits souverains de l'Etat alors que la suprématie territoriale et la souveraineté culturelle matérielle sont extérieures à la sphère de la vie nationale. Là où les nationalités sont nettement séparées sur le territoire, la machine de l'Etat est en effet plus simple, parce que tous les droits souverains peuvent être exercés par le même organisme. Tandis que là où sont jetées pêle-mêle plusieurs nations plus petites, dont le territoire n'est ni assez compact ni assez grand pour offrir une base matérielle suffisante aux intérêts formateurs d'Etat des groupes dominants, il faut rétablir le rapport originel et créer aussi un système d'organes séparés pour les fonctions sociales séparées.

Dans ce sens, Etat et nation sont antinomiques au même titre qu'Etat et société en général. L'Etat est *autorité territoriale de droit*, la société *association de personnes de fait*. Une antinomie qui a joué un rôle important dans l'histoire de l'évolution de la société humaine. La collectivité de l'ère archaïque est une association personnelle fondée sur la parenté de sang. La contrainte à la migration, la vie nomade, ne permet pas que soit établi un rapport stable avec un territoire déterminé. Pour faire un État, le sédentarisme fait défaut. Les grandes monarchies orientales, l'Empire romain sont les premières grandes autorités territoriales, les premiers Etats au sens moderne, à ceci près que le groupe d'intérêts dominant était au début une nation, non une classe économique. Les vaincus deviennent esclaves ou *peregrini dediticii,* sont donc déchus de leurs droits ou sont intégrés comme citoyens dans l'Etat et se dissolvent dans l'Etat commun. La place de l'Empire romain est prise par des Etats de peuplades germaniques ou arabes fondés sur l'appartenance tribale. C'est là que se manifeste pour la première fois le phénomène de tribus vaincues conservant leur droit et leur langage, tout comme les vainqueurs, de deux peuples juridiquement séparés habitent un territoire unitaire. *Politiquement,* cependant, une seule peuplade est fondée en droit. L'Empire universel carolingien rassembla au début de nombreuses tribus sans anéantir ni supprimer leur droit, leur langue, et leurs particularités nationales, ni les limiter à un certain territoire. C'était une classe économique qui dirigeait, les gros propriétaires terriens, et non une peuplade : le provincial romain conservait son droit national, même s'il vivait parmi des Bavarois et des Frisons, l'Alaman et le Chamave conservaient le leur même parmi les Romains. Avant de débattre d'un

litige, le juge demandait : « *Quo jure vivis ?* » Selon quel droit vis-tu ? La partie plaidante déclarait alors sa nationalité. Le juge savait donc selon quel droit il devait juger. C'était le « *principe de personnalité* » qui était en vigueur. Sous son autorité, dix nations coexistaient dans l'Empire carolingien, non seulement avec des langues nationales différentes, mais aussi avec un droit différent.

L'Etat moderne met à sa place le *principe du territoire :* si tu habites sur mon territoire, tu es soumis à mon autorité, à mon droit et à ma langue ! Il est l'expression de la domination, non de l'égalité ; de la domination du résident sur l'immigrant, du possédant qui est fixé à sa propriété sur le non-possédant qui doit suivre l'offre, au moins de la majorité sur la minorité, si ce n'est de la minorité sédentaire sur la majorité. De là résultent les luttes territoriales des Etats nationaux, de là aussi la politique territoriale des nationalités dans l'Etat. C'est pourquoi, les Jeunes-Tchèques [5] demandent le droit étatique du territoire de la couronne de Venceslas, qui leur assurerait la domination sur les minorités, les Jeunes-Allemands [6] veulent l'autonomie des anciens pays fédéraux allemands et l'exclusion de la Galicie et de la Dalmatie, donc un droit étatique jeune-allemand, qui assurerait la majorité aux Allemands. Jamais le principe territorial ne pourra amener ni de compromis ni d'égalité, il est générateur de lutte et d'oppression puisque dans son essence il est domination.

La nation dans son ensemble ne gagne rien à cette domination ; à la suite des migrations intérieures et du contact économique étroit des cercles les plus larges de l'humanité, aucune nation ne pourra se limiter à des frontières déterminées, et de surcroît aussi étroites. Tous les éléments qui sortent de leur territoire natal sont privés de leurs droits car ils deviennent des étrangers. Les partisans conséquents du droit étatique doivent reconnaître qu'un Tchèque à Vienne n'a pas le droit de manifester sa nationalité. Le principe territorial implique l'abandon inconditionnel de sa propre minorité, la domination inconditionnelle des minorités étrangères au profit des classes possédantes établies de longue date. Il amalgame la pensée nationale avec des idées patrimoniales et devient ainsi sous plus d'un rapport antinational.

Dans les relations d'Etat souverain à Etat souverain, en droit international, on trouve bien un rempart contre le principe territorial. L'Anglais trouve la protection diplomatique de sa patrie, il

5. Les Jeunes - Tchèques — libéraux par rapport aux Vieux - Tchèques conservateurs — se constituent en parti séparé en 1874 et revendiquent l'autonomie des pays tchèques (pays de la couronne de Venceslas). Leur radicalisme s'estompe dans les années 1890 et ils deviennent les représentants de la bourgeoisie tchèque montante.

6. Expression inusitée dans le vocabulaire politique de l'époque que Renner emploie par analogie avec Jeunes-Tchèques ; il s'agit des nationaux allemands qui mènent la même lutte de prestige politique que les Jeunes-Tchèques.

peut apposer des enseignes anglaises à la porte de son magasin à Prague, il peut y parler anglais dans la rue comme bon lui semble. Puisqu'il est étranger. L'Austro-Allemand, cependant, est privé de ses droits à Prague, parce qu'il est sur le « sol tchèque ». Il ne peut parler allemand, avoir une enseigne allemande, sans courir le risque de se faire maltraiter et piller. S'il se fait piller, qui accusera-t-il ? Le peuple tchèque ? Celui-ci n'est pourtant pas une personne juridique ! Chose curieuse, cette nation qui tient toute l'Autriche en haleine depuis trois décennies n'existe nullement dans la vie juridique, c'est pour le droit et les tribunaux une formation métaphysique, transcendantale. Naturellement, cela vaut aussi pour les Allemands envers les Tchèques, pour les Polonais envers les Ruthènes, et ainsi de suite. En un mot, chaque nationalité autrichienne est davantage protégée à l'étranger que dans le pays, chaque étranger l'est chez nous davantage que l'autochtone dans son propre pays, parce qu'il n'y a pas, dans la vie à l'intérieur de l'Etat, de remède contre le principe territorial, parce que personne n'est protégé par sa nation, qu'elle ne peut être protégée par personne, sauf au moyen de représailles, par la vengeance. Ce n'est pas un statut de droit, c'est une situation de guerre civile latente ou ouverte.

De là découle la nécessité de constituer les nationalités, de les munir de droits et de responsabilités, et de déclarer : chaque membre de la nation jouit de la protection de sa nation et participe à ses charges et obligations dans toutes les parties de l'Empire — selon l'échelonnement indiqué plus bas. En bref : c'est le *principe de personnalité, non le principe territorial*, qui doit servir de fondement à la réglementation, les nations sont à constituer non en tant que corporations territoriales, mais en tant qu'associations de personnes, non pas en tant qu'Etats, mais en tant que peuples, non pas d'après les droits d'Etat légendaires, mais d'après le droit vivant du peuple. Certes, un peuple n'existe pas sans un territoire, et la structuration interne ne saurait être indépendante de la stratification locale de la population. Si le principe de personnalité est le principe constitutif qui amène la séparation des nationalités et l'unification des individus, alors le principe territorial pourra jouer son rôle décisif en tant que principe d'organisation.

Mais si l'on veut, par contre, soutenir à priori qu'une telle construction est impossible, que l'on se dise bien ceci : Premièrement, le principe de personnalité a été appliqué non seulement sous l'aspect plutôt formel du langage, mais dans l'ensemble du droit public et du droit privé — dans une mesure telle qu'il ne semble plus applicable à l'heure actuelle — dans l'empire universel des Francs, et y a permis la cohabitation de nombreuses nationalités. Deuxièmement, ce système est le système juridique en vigueur pour tous les étrangers, ceux qu'on appelle les « Francs », en Orient, et cela non seulement en ce qui concerne le langage, mais en droit privé et pénal. Mais comme la plupart des gens ne se laisseront pas impressionner par le code civil de Charlemagne, ni par la situation en

Orient , troisièmement, ce principe est en vigueur sans aucune altération chez nous et dans tous les Etats hautement civilisés, dans des institutions dont le pouvoir presque inébranlable sur les âmes et dont la force vitale ne sont mis en doute par personne, dans les *sociétés religieuses.*

Dans une seule et même commune sont représentées deux, souvent trois confessions, qui constituent — ou devraient du moins constituer chacune une corporation de droit public, la communauté du culte, qui ont un conseil d'administration particulier, des biens propres, des établissements pour l'enseignement et la charité, qui règlent en tant que corps à autonomie administrative certaines affaires publiques en zone d'action déléguée (la gestion des registres) et qui s'associent territorialement en paroisses, décanats et diocèses, etc., certaines, comme la confession catholique, en associations personnelles universelles sans aucune suprématie territoriale. On a trouvé ici la formule pour résoudre le problème : « Donnez à l'empereur [à l'Etat] ce qui appartient à l'empereur, et à Dieu ce qui appartient à Dieu ! » C'est ainsi qu'à Lemberg, par exemple, ont pu résider trois archevêques, un catholique, un unitaire et un non-unitaire, sans que eux ou leurs administrés se trouvent continuellement aux prises les uns avec les autres. Evidemment, il n'en a pas toujours été ainsi. Tant que prévalait le principe : *cujus regio illius religio,* c'est-à-dire le principe territorial pur (qui serait : *cujus regio illius lingua*),la querelle confessionnelle faisait rage. Des luttes séculaires ont enfin permis de se rendre compte qu'il n'est pas possible de concéder à l'Eglise des fonctions publiques, ou à l'Etat des fonctions ecclésiastiques. La paix s'est instaurée dès qu'on a ôté à l'Eglise la suprématie territoriale en lui laissant la suprématie du culte, lorsqu'elle est devenue exclusivement ce qu'elle est conceptuellement : une association de personnes liées par la même foi, comme la nation est une association personnelle de ceux qui pensent de la même façon et tiennent les mêmes discours.

On n'en déclare pas pour autant que le principe territorial est faux en soi et insoutenable, au contraire. Il est la formule qui permet la création d'Etats nationaux : l'Etat national c'est, comme on l'a remarqué plus haut, l'Etat de moindre friction interne, c'est nécessairement l'idéal de chaque nation, ou du moins de ceux de ses membres auxquels on reconnaît la nationalité « active ». C'est l'*une* des solutions possibles de la question nationale.

Mais ce n'est pas une formule pour résoudre la question des nationalités autrichiennes dans le cadre de l'Etat unitaire autrichien historiquement donné et nécessaire économiquement et socialement. Car l'Etat territorial national crée et aggrave les conflits nationaux au lieu de les éliminer ; il ne les arbitre pas sur la voie du droit, mais les tranche par la force ; il facilite l'expansion et la victoire, mais risque aussi la perte et le déclin. Jamais il ne pourra garantir la jouissance calme et assurée des droits nationaux, le développe-

ment sans conflits dans un Etat de droit unitaire et plurilinguistique. Ce n'est pas la solution du problème autrichien, mais la dissolution de l'Autriche. L'exemple de la Hongrie montre qu'aucun lien de droit international ne peut empêcher la rupture finale. Aussi rigoureusement d'ailleurs que puisse et doive être appliquée la séparation conceptuelle, les faits eux-mêmes ne se situent pas dans un rapport de contradiction inconciliable : l'armistice germano-tchèque imminent devra probablement être un compromis des deux principes. Cet armistice sera d'autant plus durable et profitable qu'il s'approchera davantage du principe de personnalité. Sur une base purement territoriale, il est impossible.

L'Autriche ne tolère pas de droits étatiques territoriaux, ni le droit interne tchèque des pays de Venceslas, ni celui des anciens pays fédéraux allemands, elle ne tolère aucun « parti d'Etat » et aucune langue officielle imposée. Tout comme la querelle confessionnelle se déchaîne immédiatement dès qu'une confession prétend jouer le rôle de religion officielle, de même, toute langue officielle imposée est une source éternelle de conflit. Une fois les nations constituées et organisées, une fois exclues la majorisation nationale et l'oppression, ainsi que les « débaptisations » (*Wegtaufen*) au moyen de l'obligation scolaire étrangère, les peuples slaves, que des raisons historiques et économiques contraignent à vivre avec les Allemands, devront se servir de la langue allemande, unique moyen de communication, partout où ils doivent se faire comprendre. Il n'y a pas de loi décrétant que les hommes doivent s'apparier. Ils le font de toute façon.

La répartition intérieure des nationalités devrait naturellement se faire d'après la densité de peuplement : les co-nationaux d'un diocèse local ou d'une circonscription formeraient une *commune nationale,* c'est-à-dire une corporation de droit public et privé, avec droit de décret et d'impôt, et disposant de fonds spécifiques. Un certain nombre de communes liées par le territoire et la culture formeraient un *district national,* avec les mêmes droits corporatifs. La totalité des districts formerait la *nation.* Elle serait, elle aussi, sujet juridique du droit public et privé.

L'application administrative de cette organisation n'exigerait ni efforts trop intenses ni frais trop élevés : les autorités politiques de première instance recevraient les déclarations obligatoires de nationalité de tous les citoyens majeurs, les inscriraient dans des registres nationaux, des personnes jouissant de la confiance nationale fixeraient les communes et les districts, des élections se dérouleraient pour les trois corps représentatifs (conseils de commune, de district et nationaux) qui seraient ainsi constitués. Ainsi les nationalités existeraient *en tant que telles ;* chacune séparément, serait représentée selon sa structure interne et sa puissance réelle ; chacune *aurait simultanément la majorité dans un territoire et serait une minorité dans un autre* que, dans l'intérêt de l'unité nationale, elle ne pourrait abandonner ; chacune serait incapable d'opprimer des minorités

étrangères parce que l'autre nationalité dans sa totalité riposterait par l'oppression de la minorité, et donc à priori chacune serait prête au compromis avec d'autres nations ; chaque nationalité serait occupée à sa *consolidation intérieure,* à une fusion plus étroite des classes antagonistes, économiquement diverses, se concentrerait sur son propre système scolaire, sa littérature nationale et son art national : chacune *serait maîtresse de ses ressortissants, maîtresse de ses propres moyens.* Qui pourrait douter que la vie nationale s'intérioriserait et s'intensifierait alors au lieu de s'épuiser dans la lutte à l'extérieur ?

Nulle chose ne peut produire son effet propre si elle ne se manifeste à l'état pur. Que l'on écoute les *nations* si l'on veut résoudre la question des nationalités ! Qu'on les libère des constellations politiques, de la contrainte du troc politique, des influences féodales et cléricales, qu'on fasse appel à elles telles qu'elles sont, pour qu'elles ne se déguisent pas sous des masques historiques jaunis pour effrayer les autres. L'être vivant a un droit et préservera son droit.

Si l'on ne choisit pas cette formule pour résoudre le problème, il ne reste plus que l'autre. Il n'y a que l'alternative : principe personnel ou principe territorial. Il faut se décider pour l'un ou l'autre. Je crois que le problème s'éclaircit si l'on dessine nettement les deux possibilités opposées. La question n'est pas : centralisation ou autonomie. On peut résoudre la question nationale dans le sens de l'association personnelle avec la plus stricte des centralisations aussi bien qu'avec la plus large des autonomies. La législation peut être centraliste et l'administration décentralisée. Il est également possible de traiter certaines affaires d'Etat de manière unitaire en législation et en administration, et d'autres de manière différente selon les pays. C'est la nature des buts et des moyens de l'Etat qui indique la façon de séparer les domaines. On ne saurait avoir le cœur net sur ce point tant qu'on intervertira la question de la centralisation avec la question des nationalités.

Les principes s'imposent rarement à l'état pur dans la pratique. Même en faisant de l'un la base de la réglementation, on sera contraint de faire certaines concessions à l'autre. Mais toute combinaison des deux implique l'abandon de minorités et l'opération ne se fait pas sans casse. Des ensembles de personnes ne peuvent être différenciés que selon les caractéristiques personnelles et non territoriales. Il reste des reliquats de peuple insatisfaits, il reste des points de conflit.Le foyer est circonscrit mais non pas éteint. Abstraction faite de la question de savoir s'il est possible de l'appliquer en Autriche, le principe territorial est la solution la plus cruelle et la moins adéquate. Il livre à l'arbitraire les membres de nationalités étrangères encerclés et les contraint à la lutte. C'est un système de grabuge incessant, d'éternelles disputes sur l'état de fortune.

On admet sans réserve que la constitution des nations est difficile. Cependant, c'est précisément dans la particularité de notre

Etat que réside la difficulté. Y a-t-il quelqu'un qui croit à une solution facile ? La mesure n'est pas utopique.

Le droit étatique tchèque et — ainsi désignerai-je pour être bref le programme radical-allemand — le droit étatique allemand sont, outre le fait qu'ils ne résolvent pas la question nationale mais la reposent en permanence, les pires des utopies, car ils sont utopies du passé qui, on le sait bien, restent toujours irréalisables.

La plus grande des utopies reste cependant l'espoir des Allemands de rejoindre le « Reich ». Quel rôle notre faible industrie pourrait-elle jouer dans l'Empire allemand, alors que dès à présent, malgré les droits protecteurs, elle n'est qu'à peine à la hauteur de l'industrie allemande ? Quelle importance auront dans l'Empire notre classe intellectuelle, nos fonctionnaires, déjà tant éprouvés par la lutte avec des peuplades prétendument « inférieures » ? Au lieu de rester l'avant-pays (*Vorland*) des Habsbourg, nous deviendrons l'arrière-pays des Hohenzollern. A-t-on oublié la politique de la Prusse à l'égard de la Bohême en 1866. Le sort de la Bohême du nord demeurerait problématique. Il resterait encore l'idée d'une Tchecovine, d'un « Bojerheim[7] », etc. Ce qui était possible en 1848 ne l'est plus aujourd'hui. Que l'on pense à la liberté de circulation et aux migrations intérieures, aux transports modernes, aux grandes tâches de l'administration économique. A l'époque féodale, on pouvait administrer de manière unitaire des territoires séparés et des pays aux configurations les plus étranges, le particularisme était pensable. Veut-on multiplier jusque dans le détail et *ad infinitum* la misère dualiste ?

On ne peut morceler et regrouper le pays à volonté. Le territoire est un facteur immobile, mort. En revanche, il est aisé, grâce au système de circulation développé, de rapprocher et de concentrer les hommes vivants. Nous avons des associations et des partis qui s'étendent sur toute la moitié de l'Empire. Des intérêts économiques et culturels unissent les habitants des districts les plus éloignés. L'homme est devenu plus indépendant du sol : la répartition patrimoniale cède le pas à la répartition sociale ; l'association spirituelle remplace l'association dans l'espace. De toutes les possibilités, c'est l'association personnelle qui est le moins une utopie.

Après avoir résolu la question préalable — la définition du sujet de droit — on résoudra bien aussi celle du *contenu juridique*, du droit national de ces sujets juridiques : les conseils nationaux pourront alors déclarer à quels droits de souveraineté ils prétendent, de quelles tâches ils libéreront l'Etat pour les administrer selon leur

---

7. Tchecovine, terme artificiel créé sur le modèle de « Slavonie » pour désigner une Bohême qui serait gouvernée uniquement par les Tchèques à l'exclusion des Allemands, appartenait peut-être à la langue parlée de l'époque.

Bojerheim : terme utilisé pour désigner la Bohême habitée jusqu'en 60 av. J.-C. par la tribu celte des Bojers. C'est d'ailleurs l'origine du mot Bohême, *Heim* signifiant pays, patrie.

droit particulier, quelles sont celles qu'ils trouvent commode de régler dans la sphère d'action qu'on leur a déléguée ; et ils pourront déclarer ensuite dans quelle mesure l'administration publique devra être nationale ou internationale.

Comment alors dresser la liste exhaustive des tâches qui concernent les intérêts nationaux parmi la série infinie des tâches sociales et publiques ? Comment définir ce qui sera un intérêt national et sera élevé par une garantie juridique au rang de droit « national » des membres du peuple et de la totalité du peuple ? Qu'est-ce qui peut nous servir de principe heuristique en la matière ?

D'un point de vue *politique,* la lutte des nationalités est une lutte de concurrence des peuplades pour l'influence dominante dans l'Etat. Le but de la lutte est donc la puissance *de fait* du parti national sur la législation et l'administration étatiques. Jusque-là, il n'y a aucune raison, du point de vue du droit public, de traiter les aspirations nationales d'une autre manière que celles des partis politiques en général. La puissance effective d'une fraction se situe en dehors du domaine du droit. Comme « la puissance ne reste jamais sans prétendants », la lutte des partis pour l'acquérir se déchaîne. Dans des Etats constitutionnels, elle a pour objet d'obtenir, au moyen de principes et de propositions pratiques, l'adhésion des partisans de la majorité à l'opposition. Si les partis sont de caractère national, ce moyen de lutte est exclu. La lutte n'est pas supprimée pour autant, elle se fait plus âpre encore. On a nécessairement recours à d'autres moyens, comme cela s'est produit dans le Parlement autrichien ; mais si ces derniers s'avèrent tout aussi inefficaces, il ne reste plus que l'*ultima ratio* de la lutte des partis, la rue.

Si l'on veut que cette lutte se prolonge *usque ad finem,* il suffit de céder aux partis nationaux la sauvegarde des droits nationaux sur la voie politique, la réglementation juridique devient superflue. Mais si on la souhaite, elle ne saurait avoir d'autre objet que la garantie publique de la jouissance incontestée d'un certain degré de puissance, autrement acquise aux partis politiques, d'une portion délimitée d'influence sur la puissance publique.

La puissance de fait doit être fondée en droit. Le problème politique devient ainsi juridique. L'influence réelle sur la puissance étatique doit devenir participation légale aux droits souverains de l'Etat. Le juriste les répartit selon un schéma de souverainetés généralement reconnu. Si on examine celles-ci pour savoir si elles permettent une participation de la nation, et dans quelle mesure on aboutit à une vue d'ensemble exhaustive et juridiquement claire du droit des nationalités. On opère ainsi la métamorphose du programme politique en catégorie juridique, comme tout programme de parti qui est sinon susceptible du moins destiné à devenir statut de droit et forme juridique au cas où le parti accède au pouvoir. On parvient ainsi à dissocier Etat et nation. Et c'est le point central du problème. Il ne peut avoir à mon sens d'autre interprétation.

En Autriche, les droits souverains de l'Etat sont partagés entre l'Empire et les *Länder.* A supposer que cette division persiste, à l'exception d'une partie des droits souverains qui serait attribuée aux représentations nationales, on pourrait alors discerner les *sphères de compétence* suivantes : législation territoriale et nationale pour l'ensemble de l'Etat ; administration pour l'ensemble de l'Etat, administration autonome territoriale et nationale. Plus en détail :

1. *Législation* pour l'ensemble de l'Etat : un parlement central à compétence universelle, mais limitée par l'exigence d'une majorité qualifiée pour l'élargissement de la compétence déjà fixée. Système bicaməriste : la seconde chambre issue du suffrage populaire, la première chambre composée des représentants des nationalités et des territoires.

Administration de l'ensemble de l'Etat : système ministériel avec des conseils économiques obligatoires.

Le *Reichsrat* autrichien est le signe apparent de l'unité de l'Etat en Cisleithanie. C'est d'après lui que nous nommons les royaumes et pays représentés dans le *Reichsrat.* C'est surtout là que les intérêts et les facteurs constitutifs de l'Etat doivent s'imposer de façon prépondérante. La même puissance qui a, en Allemagne, triomphé de la pluralité des Etats, doit ici triompher de la pluralité des langues : le droit de vote universel, égal et direct. C'est la totalité de l'Etat, le peuple en tant que concept politique et social, et non la nationalité, qui doit y accéder à la parole. C'est ici le terrain des luttes d'intérêts économiques et sociaux. Elles sont communes à toutes les nations et plus puissantes que tout sentiment national. Elles lient toutes les peuplades autrichiennes, puisque celles-ci dépendent économiquement les unes des autres.

2. *Législation* territoriale : une chambre, les matricules nationaux du territoire sont des matricules électoraux. Les communes ou les districts *nationaux* sont des circonscriptions électorales. Le principe de personnalité *résoud automatiquement la question de la représentation des minorités et des collèges électoraux* (*Wahlkurien*) *séparés.*

Ce ne sont à mon avis que des moyens de réalisation du principe de personnalité. Ils rassemblent les hommes d'après leurs opinions et leurs intérêts et non d'après des circonscriptions électorales territoriales. Le député ne représente plus, comme un grand seigneur féodal, son patrimoine avec *glebae adscriptis,* mais des hommes détachés de la glèbe avec leurs intérêts meubles.

Scrutin proportionnel, représentation de minorités et vote par collège (*Kuriatvotum*) sont en matière nationale des formes imparfaites de réalisation de l'idée fondamentale. Car ils ne la réalisent que par le règlement électoral et l'ordre du jour des corps de représentation. C'est pourquoi, ils n'assurent aux nations une influence juridique que sur la législation, mais non sur l'administration (dans nos diètes la situation est différente) et même cette garantie est insuffisante.

Car un droit n'est plein que s'il est requis directement et seulement à celui auquel il est destiné, de sorte que celui-ci soit lui-même en mesure de veiller à son exécution, et si son inviolabilité est garantie. Les trois moyens de protection cités plus haut sont formels, ne donnent aucun droit matériel, ne sont pas acquis à la nation, leur entrée en vigueur dépend de la volonté de l'élu ou de l'électeur, et la protection juridique en matière électorale et d'ordre du jour est, on le sait, la chose la plus incertaine du monde.

C'est comme premiers moyens d'information qu'ils ont une grande valeur. Leur signification devient cependant plus claire si on les met en rapport avec leur ultime raison d'être. Ceci préserve de l'erreur de croire qu'une ordonnance linguistique aussi formelle pourrait signifier que la question des nationalités est résolue.

Autonomie administrative territoriale : administration collégiale par le comité restreint, élu proportionnellement.

3. *Législation* nationale : conseil national, élu sur la base des registres nationaux, les communes nationales ou les districts constituent alors les circonscriptions électorales.

Autonomie administrative nationale : administration collégiale par un comité national restreint ; les organes exécutifs sont les comités nationaux de district et de commune.

Dans les régions unilingues, important transfert des tâches étatiques et nationales aux corps territoriaux à autonomie administrative, dans les régions plurilingues en revanche, transfert des tâches *étatiques* et *territoriales* aux corps *nationaux* à autonomie administrative comme sphère d'action déléguée. Pour la pratique, c'est là le point le plus important. On éviterait ainsi toute accumulation inutile d'autorité publique. Dans les régions *unilingues,* toute la réorganisation se manifesterait uniquement comme un accroissement des compétences d'auto-administration. Dans les régions *plurilingues,* ce serait une création entièrement nouvelle : de même que certaines petites villes de province se composent de deux communautés, l'une chrétienne, l'autre juive, les deux nationalités auraient, dans des localités bilingues, leur communauté propre, qui, en ce qui concerne leurs ressortissants, accomplirait en tant que communauté nationale toutes les tâches de la sphère d'action publique et territoriale déléguée susceptibles d'un tel traitement. Ainsi, les affaires de la commune *politique,* du district *politique,* se répartissent entre le comité national de commune ou de district, et sont réglées pour l'autre partie par les collèges réunis des deux, sous la présidence d'un fonctionnaire d'Etat.

Otto Bauer (1881-1938)

La Question des nationalités et la social-démocratie[1], *ouvrage fondamental d'un des plus éminents représentants de l'austro-marxisme, Otto Bauer, immédiatement consécutif à sa thèse de droit soutenue à l'université de Vienne en janvier 1906, est en fait le produit des exigences de l'actualité. L'aggravation du conflit entre Allemands et Tchèques motive l'intervention d'Otto Bauer dans le domaine national, alors que ses intérêts théoriques de l'époque portent sur les problèmes de l'économie politique et du matérialisme historique. Initialement, il pense se contenter « d'une brochure ou de quelques articles sur les soucis nationaux*[2] *». Ses efforts débouchent en fait en six mois sur un volumineux ouvrage de près de six cents pages (organisé en sept chapitres et 34 paragraphes) se composant de trois parties : 1. la théorie de la nation ; 2. le problème de l'Etat national, de l'Etat multinational et de l'autonomie ; 3. le programme et la tactique des nationalités dans la social-démocratie d'Autriche-Hongrie à la lumière des mutations intervenues dans les mouvements nationaux. Achevé et même imprimé en 1906, sa parution est ajournée pour des raisons tactiques, à savoir le grand mouvement de masse pour la conquête du suffrage universel et la campagne électorale dans laquelle est engagée la social-démocratie.*

A la date de la parution de son livre, Bauer s'est déjà taillé une réputation dans la social-démocratie de langue allemande ; ses capacités théoriques et politiques ont été reconnues. Il assume aux côtés de Braun et Renner la direction de Der Kampf *et occupe le poste de secrétaire du club parlementaire social-démocrate. Ce jeune intellectuel issu d'une famille bourgeoise aisée qui s'est identifié*

---

1. *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Vienne, Volksbuchhandlung, 1907 (2e éd., 1924), 576 p. (Marx-Studien II).
2. Lettre à K. Kautsky citée d'après la préface de Braunthal, *op. cit.*, p. 18.

dès l'Université avec le Parti social-démocrate, est considéré comme l'une des espérances de la « postérité marxiste » pour reprendre l'expression dont se sert Kautsky pour désigner la jeune école austro-marxiste. « C'est ainsi que je me représente le jeune Marx », dit de lui en 1905 le théoricien du parti allemand[3]. *Selon sa propre définition, « le noyau réel du livre est constitué par la tentative de comprendre les nations modernes avec les moyens de la conception marxiste de l'histoire comme des communautés de caractère formées par des communautés de destin*[4] *». Il fait appel aux acquis de la science sociale de son époque dans une recherche pluridisciplinaire où le marxisme n'est qu'une des composantes idéologiques, essentielle, certes, mais non exclusive. Les influences du climat intellectuel de l'époque s'articulent autour de l'éclosion de l'école « austro-marxiste » dont Bauer est le benjamin et ses recherches s'inscrivent dans sa problématique.*

Avec l'ouvrage de Bauer, la recherche marxiste sur la question nationale se dégage des horizons traditionnels. Son apport, reconnu par ses opposants et ses critiques les plus sévères, Kautsky et Lénine, déclenche un violent débat. « Ma définition de la nation... s'est heurtée dans le camp de l'école marxiste à une forte résistance » dont Kautsky se fait le porte-parole[5]. *Dans sa réponse aux critiques de ce dernier, Bauer met l'accent sur ce qui constitue le fondement de sa démarche et qu'il n'a pas pu approfondir : la doctrine des formes sociales* (soziale Formenlehre), *à partir de la distinction de Ferdinand Tönnies entre communauté et société, la nation comprise par Kautsky comme une communauté de langue étant selon ce schéma une société*[6]. *Dans la remarquable préface clé écrite en 1924 pour la seconde édition de son ouvrage, Bauer explicitera l'articulation de sa démarche, son évolution subséquente, tout en procédant à une analyse critique de son approche méthodologique sans pour autant remettre en cause l'essence de sa théorie.*

La polémique avec Kautsky met pour Bauer un terme aux débats théoriques sur le concept de nation. La tâche essentielle à son sens se situe désormais dans le domaine pratique de la politique concrète : définir la position de la social-démocratie face aux luttes nationales de la bourgeoisie, lutter contre la pénétration du nationalisme dans le mouvement ouvrier, approfondir la recherche des solutions. Il se situe sur des positions médianes entre ce qu'il qualifie d'affirmation ou de négation extrêmes du fait national. L'acalmie provisoire qu'avait connu la question nationale dans la lutte pour le suffrage universel où les intérêts des nationalités et de la social-démocratie semblaient concorder arrive bien vite à son terme. Le conflit entre social-démocrates allemands et tchèques tant redouté par Bauer

3. *Ibid.*, p, 16.
4. Edition de 1924, p. 11.
5. Cf. *supra.*
6. Otto BAUER, « Bemerkungen zur Nationalitätenfrage », *Neue Zeit*, XXVI, Bd 1, 6 mars 1908, p. 792-802.

reprend avec une virulence accrue alors que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie situe au premier plan la question nationale dans les Balkans.

A partir de 1909, comme il le souligne dans sa préface à l'édition de 1924, Bauer cesse de croire à la possibilité d'une solution pacifique du conflit national en Autriche et remet progressivement en cause la théorie de l'autonomie culturelle personnelle qu'il défend dans son ouvrage. S'il ne va pas jusqu'à proclamer le droit à l'autodétermination nationale, il reconnaît fermement celui du prolétariat de chaque nation à choisir sa propre solution, même à l'intérieur de l'Autriche-Hongrie[7]. *Il est la cible de la gauche, aussi bien en Autriche, où c'est sa théorie de la nation qui est mise en cause, que de la part de Staline qui défigure ses positions.*

Par rapport à son ouvrage de 1907, c'est sur les solutions que portera la révision que Bauer formule après l'effondrement de l'Internationale en août 1914 et surtout à la lumière de la révolution en Russie dont il est le témoin en tant que prisonnier de guerre. Libéré et rentré en Autriche en septembre 1917, il devient le chef de file de l'aile gauche du parti et est l'auteur en janvier 1918 du « programme national de la gauche » qui stipule notamment : « La social-démocratie doit... reconnaître le droit des peuples à l'autodétermination. Elle doit reconnaître à chaque nation et à chaque partie importante d'une nation le droit de décider elle-même de son organisation étatique[8]. *» En conformité avec ce programme et devant l'effondrement de l'Empire des Habsbourg, Bauer revendique le respect du droit à l'autodétermination pour l'Autriche et plaide en faveur de son rattachement à une grande république allemande démocratique.*

Leader du Parti social-démocrate sous la première République autrichienne, l'une des figures les plus en vue de l'Internationale socialiste, Bauer se réfugie à l'étranger après le putsch de février 1934 qui mène à l'instauration de l'austro-fascisme et meurt à Paris en 1938.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Otto Bauer. Aus seinem Lebenswerk (Otto Bauer. Extraits de son œuvre), présenté par Julius Braunthal, Vienne, Volksbuchhandlung, 1961, 338 p.

Otto Bauer et la révolution, présenté par Yvon Bourdet, Paris, E. D. I., 1968.

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, Autriche, op. cit., p. 43-47.

---

7. Par ex. Otto BAUER, « Die Gesamtpartei », *Der Kampf,* 1er octobre 1912.

8. Cité d'après la préface de Braunthal, *op. cit.,* p. 29. Cf. aussi Otto BAUER, *Die österreichische Revolution,* Vienne, 1923, 294 p.

1. Le concept de nation*

Nous pouvons à présent commencer à tirer les conclusions générales des faits essentiels que nous avons examinés et ainsi déterminer le concept de nation poursuivi. Au début de notre recherche, nous avons compris la nation comme une relative communauté de caractère. Nous pouvons maintenant déterminer de plus près l'essence de cette communauté de caractère.

Au commencement de notre travail, nous avons provisoirement défini le caractère national comme l'ensemble des marques distinctives physiques et mentales qui sont propres à une nation, qui lient les compatriotes entre eux et les séparent des autres nations. Les différentes marques distinctives ne sont cependant en aucune manière équivalentes.

Sans aucun doute, la détermination hétérogène de la *volonté* fait partie du caractère national. La volonté s'exprime dans tout acte de connaissance en tant qu'*attention* qui ne sélectionne parmi la masse des phénomènes que certains phénomènes précis et ne fait l'aperception que de ceux-là. Si un Anglais et un Allemand font le même voyage, ils rentreront dans leur patrie avec un acquis de nature très différente ; un savant allemand et un savant anglais qui effectuent des recherches sur le même objet emploieront des méthodes et obtiendront des résultats très différents. Or la volonté s'exprime de manière encore plus directe dans toute *décision :* qu'un Allemand et un Anglais agissent différemment dans la même situation, qu'ils entreprennent différemment le même travail, qu'ils choisissent pour s'amuser des divertissements différents, que leurs modes de vie respectifs diffèrent bien qu'ils soient aussi aisés l'un que l'autre, qu'ils aient des satisfactions différentes, c'est cela sans aucun doute qui arrête l'essence du caractère national.

Il est certain que des nations différentes possèdent aussi des

* **Paragraphe 10 de *La Question des nationalités et la social-démocratie.***

codes de représentations différents : des notions différentes de la justice et de l'injustice, des visions différentes des bonnes et des mauvaises mœurs, de la décence et de l'indécence, du beau et du laid, une religion différente et une science différente. Cependant, cette diversité du savoir n'est pas simplement subordonnée à la diversité de la volonté mais elle détermine la diversité de la volonté, elle nous l'explique. Parce que chaque Anglais a reçu une autre éducation, parce qu'il a appris autre chose, parce qu'il est soumis à d'autres influences culturelles, le même événement déclenche chez lui un autre sentiment que chez l'Allemand. La possession de représentations différentes se trouve avec la diversité de l'orientation de la volonté non pas dans un rapport de coordination, mais dans un rapport de cause à effet.

Il en va de même des *caractéristiques physiques.* La variété de la formation du crâne peut intéresser l'anthropologue. Elles laissent indifférents l'historien, le théoricien de la société, le politicien, tant qu'il n'est pas acquis qu'un type physique différent est accompagné d'une différence des signes psychiques. L'expérience nous montre que la diversité anatomique est accompagnée soit directement par une diversité de la détermination dans des conditions analogues, soit par une diversité dans la capacité et dans les modes de l'entendement, qui à son tour engendre une diversité dans la décision et dans la volonté. Même l'antisémite serait très indifférent à l'égard du nez juif s'il n'avait pas la conviction que le type physique du juif est lié à des marques distinctives psychiques. Le seul fait que la diversité des marques anthropologiques soit accompagnée d'une diversité de traits psychiques, puis, de façon indirecte ou directe, d'une diversité dans l'orientation de la volonté — sans que nous soyons à même de trouver le rapport causal entre l'anatomie et l'orientation de la volonté — nous rend intéressantes les marques physiques d'un type anthropologique quel qu'il soit. L'ensemble des traits distinctifs physiques n'est donc pas subordonné à la diversité de l'orientation de la volonté, mais se trouve avec elle dans un rapport fonctionnel derrière lequel se cache probablement une relation causale.

Ainsi, nous arrivons à une *conception restreinte du caractère national.* Il ne signifie donc pas d'abord l'ensemble de tous les traits significatifs physiques et mentaux propres à la nation, mais seulement la *diversité des orientations de la volonté,* le fait que la même excitation suscite un mouvement différent, que la même situation extérieure provoque une décision différente. Cette diversité de l'orientation de la volonté est cependant déterminée à l'origine par la diversité des représentations acquises par une nation, ou par une particularité physique qu'une nation développe dans la lutte pour l'existence [1].

---

1. Ce concept de caractère national, Harry Graf Kessler prétend le restreindre encore davantage. Il sépare comme nous la capacité d'arriver à des points de vue différents face aux mêmes phénomènes extérieurs de

Nous nous sommes ensuite demandé comment se crée une telle communauté de caractère et avons répondu que les mêmes causes agissantes ont produit l'identité du caractère. Ainsi nous avons déterminé la nation comme *communauté de destin.*

Il importe à présent de déterminer avec plus de précision ce concept de communauté de destin. *Communauté ne signifie pas uniquement identité.* Ainsi, par exemple, au XIX[e] siècle, l'Allemagne a connu le développement capitaliste tout comme l'Angleterre. Les forces agissantes de celui-ci, dont l'influence sur le caractère des hommes est déterminante, ont été les mêmes dans les deux pays. Malgré cela, les Allemands ne sont pas devenus des Anglais. *Car communauté de destin ne signifie pas soumission à un même sort, mais expérience commune du même sort,* dans un échange constant et une interaction continuelle. Anglais et Allemands ont vécu le développement capitaliste : mais à des moments différents, en des endroits différents, en n'entretenant que des rapports distants. Les mêmes forces motrices les ont peut-être rendus plus semblables que par le passé, mais jamais elles ne pourraient parvenir à en faire un seul peuple. Ce n'est pas l'identité de destin, mais uniquement le fait de vivre et de subir la communauté de destin qui engendre la nation. Communauté signifie, selon *Kant « interaction réciproque profonde »* (Troisième analogie de l'expérience : fondement de la communauté). C'est seulement le destin vécu dans l'interaction réciproque profonde et en rapport mutuel constant qui engendre la nation.

Le fait que la nation n'est pas le produit d'une simple identité de destin, mais qu'elle ne se constitue que dans l'interaction constante des camarades de destin, *la distingue de toutes les autres communautés de caractère.* La *classe,* par exemple, représente une telle *communauté de caractère.* Les prolétaires de tous les pays possèdent des traits de caractère semblables. Malgré toutes leurs différences, la situation de classe identique a gravé dans le caractère du travailleur allemand et anglais, français et russe, américain et australien, les mêmes traits : même ardeur combative, même disposition révolutionnaire, même morale de classe, même volonté politique. Or, ce n'est pas ici la communauté de destin, mais la similitude du sort subi, qui a engendré la communauté de caractère. Car quoiqu'il puisse exister des relations de communication entre

---

la possession de représentations différentes. Mais pour lui, le trait marquant la différence entre les nations est dans la rapidité différente de la réaction face à un événement extérieur. Le caractère national est pour lui un « *tempo de l'âme* ». Or la rapidité différente de la volonté est certainement une de ces marques distinctives que nous rassemblons sous le concept de l'orientation de la volonté et que nous voulons qu'on conçoive comme le caractère national dans un sens plus restreint ; l'agilité légère du Français, la lourdeur du Hollandais sont assez connues. Mais ce n'est évidemment pas seulement la rapidité avec laquelle une excitation extérieure quelconque déclenche en nous un mouvement qui importe, mais quelle direction ce mouvement prendra et quelle force il aura. Le concept de caractère national de Kessler est donc trop étroit. (N. d'O. B.)

travailleurs allemands et anglais, elles sont quand même beaucoup plus ténues que les rapports qui nouent le travailleur anglais au bourgeois anglais du fait qu'ils vivent tous deux dans la même ville, qu'ils lisent les mêmes affiches murales, les mêmes journaux, qu'ils prennent part aux mêmes événements politiques ou sportifs, qu'il leur arrive aussi de se parler, soit directement, soit par l'entremise des différents intermédiaires entre capitalistes et travailleurs. Le langage est l'instrument de la communication. S'il existait davantage de liens de communication entre les travailleurs anglais et allemands qu'entre bourgeois anglais et travailleurs anglais, ce sont les travailleurs allemands et les travailleurs anglais qui auraient une langue commune, et non pas les travailleurs anglais et les bourgeois anglais. Ceci donc, le fait qu'il existe une communauté de relations entre les membres d'une nation, une interaction constante dans la communication directe et indirecte qu'ils entretiennent, c'est cela qui distingue la nation de la communauté de caractère de la classe. Il est peut-être possible de dire que les travailleurs de nations différentes sont déterminés de façon plus comparable par les influences agissant sur la manière de vivre et le destin commun que les classes différentes dans une même nation, et qu'existent ainsi plus de ressemblances de caractère entre les travailleurs des différents pays qu'entre bourgeois et travailleurs du même pays. Mais ce qui distingue tout de même la communauté de caractère de la nation de celle de la classe, c'est le fait que la première est née de la communauté de destin, et non pas seulement, comme la seconde, d'une similitude du sort.

On peut donc définir la nation comme *communauté de caractère qui se constitue à partir d'une communauté de destin* et non pas à partir d'une similitude du sort. En cela aussi réside l'importance du langage pour la nation. C'est avec les hommes avec lesquels je me trouve dans la plus étroite communication que je me forge un langage commun ; et c'est avec les hommes auxquels une langue commune m'unit que j'entretiens la plus étroite communication.

Nous avons découvert deux *moyens* par lesquels les causes agissantes, les conditions de la lutte pour l'existence de l'homme, fondent les hommes dans une communauté nationale de destin.

L'une des deux voies est celle de *l'héritage naturel*. Les conditions de vie des ancêtres donnent au plasma germinatif qui lie entre elles les générations sa détermination qualitative : par la voie de la sélection naturelle, le choix se fait des particularités qui sont transmises et de celles qui seront éliminées. Ce sont donc les conditions d'existence des ancêtres qui déterminent les particularités héritées par les descendants. La nation est donc en ce point *communauté de l'origine :* elle est unie par le sang commun, comme dit le peuple, par la communauté du plasma germinatif, comme l'enseigne la science. Mais les compatriotes unis par la même origine ne restent une nation qu'aussi longtemps qu'ils demeurent dans une communauté de relations entre eux, qu'aussi longtemps qu'ils assurent

leur communauté de sang par le mariage réciproque. Si la liaison des générations entre les compatriotes prend fin, il se crée irrémédiablement la tendance à la constitution de nouvelles communautés de caractère distinctes à partir du peuple jusqu'alors uniforme. La stabilité de la nation en tant que communauté de nature exige non seulement la communauté du sang par l'origine commune, mais aussi la conservation de cette communauté par un mélange continuel de sang.

Mais le caractère de l'individu n'est jamais seulement l'ensemble des qualités dont il a hérité, il est également toujours déterminé par l'influence de la culture qui lui a été transmise : par l'éducation dont il bénéficie, par le droit auquel il est soumis, par les mœurs selon lesquelles il vit, par les conceptions de Dieu et du monde, de la moralité et de l'immoralité, du beau et du laid, qui lui sont transmises, par la religion, la philosophie, la science, l'art et la politique qui exercent leur influence sur lui — mais surtout par ce qui détermine toutes ces manifestations : par la manière dont il mène parmi ses compatriotes sa lutte pour l'existence, dont il subvient à ses besoins. Nous arrivons ainsi à la seconde voie par laquelle la lutte pour l'existence détermine l'individu : celle de la *transmission* orale des *biens culturels*. La nation n'est jamais seulement communauté de nature, mais toujours en même temps communauté de culture. Ici aussi, c'est le sort des générations précédentes qui détermine d'abord l'individu : l'enfant est soumis aux influences agissantes de la société existante, dont la vie économique, le droit et la culture spirituelle l'entourent dès sa naissance. Il va de soi qu'ici aussi ce n'est que la communauté continuelle des relations qui conserve la communauté de caractère. Le grand instrument de cette communication est le *langage :* il est l'instrument de l'éducation, l'instrument de toutes les relations économiques et culturelles. Le rayon d'action de la culture s'étend aussi loin que s'étend la possibilité de compréhension par le langage. Ce n'est qu'à l'intérieur de la communauté de langue que cette communauté de communication demeure étroite. Communauté de communication et langue sont la condition l'une de l'autre : le langage est la condition de toute relation étroite et c'est pour cela que la nécessité de communication engendre des langages communs, tout comme, inversement, la scission de la communauté de relations s'accompagne d'une différenciation progressive du langage. Je peux certes apprendre une langue étrangère sans devenir pour autant un membre du peuple étranger, la langue étrangère ne me soumettant jamais de la même manière aux influences de sa culture que la langue maternelle : la culture transmise par la langue maternelle a influencé mon enfance, époque où la capacité d'assimilation est la plus grande, elle a été la première à former mon caractère ; toutes les impressions ultérieures, en se faisant assimiler par l'individualité déjà existante, seront elles-mêmes soumises, au cours du processus de l'assimilation, à une mutation. S'ajoute à cela le fait que la langue

étrangère n'est que rarement possédée de façon aussi parfaite que la langue maternelle et qu'on y perd souvent les effets les plus fins et les plus intimes. Sur l'Allemand, même cultivé, l'effet produit par une œuvre d'art anglaise ou française ne sera pas aussi puissant que celui d'une œuvre allemande. Il n'est pas pensable qu'une nation se conserve durablement en tant que communauté de culture sans cet instrument indispensable des relations humaines, la communauté de langue. En revanche, la communauté de la langue n'est pas par elle-même une garantie d'unité nationale. Malgré leur communauté de langue, les Danois et les Norvégiens reçoivent l'influence de cultures différentes, les Croates catholiques et les Serbes orthodoxes sont soumis, malgré leur communauté linguistique, à des influences culturelles différentes. Mais à mesure que disparaît l'effet culturel dissociant qu'exerce la religion, Serbes et Croates deviennent une seule nation grâce à la communauté de relations permise par l'identité du langage et grâce aux influences culturelles semblables qu'ils subissent. Cela explique la portée nationale de la victoire du langage unique sur les dialectes : c'est la nécessité de relations plus étroites qui a produit le langage unique et c'est l'existence de ce langage qui soumet alors à une influence culturelle identique tous ceux qui le maîtrisent. Des interactions réciproques les unissent en une communauté culturelle. Les Hollandais fournissent un exemple clair de la relation entre différenciation culturelle et communauté de langue : issus de trois fractions de tribus allemandes, ils n'appartiennent pourtant plus au peuple allemand ; l'évolution de l'économie politique néerlandaise, totalement différente de celle de l'économie politique allemande, a produit là-bas une culture d'un mode différent ; séparés économiquement et culturellement des Allemands, ils ont rompu la communauté de relations avec les tribus allemandes : le lien qui les unissait entre eux était trop étroitement serré, le lien qui les unissait aux autres tribus allemandes était trop relâché, de sorte qu'ils ont fabriqué leur propre langage comme instrument de leur culture et n'étaient plus associés au processus de l'unification culturelle de la nation allemande par le langage allemand unitaire.

Communauté naturelle et communauté culturelle peuvent coïncider : le destin des ancêtres peut constituer le caractère des descendants, d'une part du fait de l'héritage des particularités des ancêtres, d'autre part du fait de la transmission de la culture développée par les ancêtres. Mais communautés naturelle et culturelle ne doivent pas nécessairement coïncider : les *héritiers naturels* et les *héritiers culturels* ne sont pas toujours les mêmes. Car ne sont réunis en communauté de nature que les personnes d'origine commune, tandis que la communauté de culture relie tous ceux qui sont soumis, dans une interaction constante, à une influence culturelle commune. Plus cette influence culturelle est forte, plus l'individu assimile toute la richesse de la culture d'un peuple et est ainsi déterminé dans sa particularité, et plus il peut devenir un membre de la nation,

plus il peut participer au caractère national, bien qu'il n'appartienne pas à celle-ci de par la communauté naturelle. Ainsi, même le choix conscient d'appartenance à une autre nation que celle de notre naissance est possible. Comme le dit Chamisso de lui-même : « Par le langage, l'art, la science et la religion, je devins un Allemand[2]. »

Peut-on dire véritablement que l'humanité est divisée en nations de façon telle que chaque individu n'appartienne qu'à une nation et pas simultanément à plusieurs ? Le fait qu'un homme puisse être rattaché naturellement par son origine à deux nations ne change rien à la différenciation rigoureuse des nations. Dans des pays limitrophes, où deux nations se heurtent, les hommes sont mêlés de maintes façons, de sorte que c'est le sang des deux nations qui coule dans les veines de chacun d'eux en des mélanges très différents. Malgré cela, on ne constate généralement pas, dans ce cas, de fusion des nations. Ici c'est justement *la diversité de la communauté culturelle qui sépare rigoureusement, malgré le mélange de sangs, les nations*. Les luttes nationales en Autriche nous en fournissent un exemple. Quiconque verrait dans la lutte entre Allemands et Tchèques une lutte raciale ne démontrerait que son ignorance de l'histoire. Les paysans sont peut-être les seuls parmi les Allemands et les Tchèques à avoir conservé une certaine pureté de sang, tandis que les couches sociales qui mènent la lutte nationale et qui font l'objet du différend de la lutte nationale — les intellectuels, les petits-bourgeois, les ouvriers — ont depuis des siècles tellement mélangé leur sang par des mariages réciproques qu'on ne peut parler d'une nation allemande ni d'une nation tchèque en tant que communauté de nature. Malgré cela, les nations ne sont en aucune façon confondues. La diversité de la culture portée par le langage les aide à se maintenir en tant que nations indépendantes, parfaitement séparées. Situation tout à fait différente quand c'est un individu qui accède de façon égale ou presque égale à la culture de deux ou de plusieurs nations. On trouve bon nombre d'individus de ce genre dans des régions frontalières et dans des régions où plusieurs nations se côtoient. Dès l'enfance, ils parlent la langue de deux nations, ils sont influencés presque au même point par le sort des deux nations, par les particularités culturelles des deux nations et deviennent ainsi en ce qui concerne leur caractère membres des deux nations, ou, si l'on veut, des individus qui n'appartiennent pleinement à aucune nation. Car l'individu qui subit l'influence simultanée de la culture de deux ou de plusieurs nations, dont le caractère a été également formé par des cultures nationales différentes, ne réunit pas simplement les traits marquants du caractère des deux nations, mais possède un caractère totalement inédit, tout comme la combinaison chimique présente d'autres caractères que chacun des éléments qui la composent. C'est aussi la raison

2. Il s'agit de l'écrivain déjà cité par Renner ; cf. *supra*, p. 214.

la plus profonde qui explique pourquoi l'individu qui sur le plan culturel est l'enfant de plusieurs nations est généralement peu aimé, suspect et, dans des périodes de lutte nationale, est même méprisé comme un traître et un déserteur : le mélange des éléments culturels produit un nouveau caractère qui fait apparaître le *métis culturel* comme étranger aux deux nations, le montrant tout aussi étranger au peuple qu'un ressortissant d'une autre nation. Mais si le rejet des métis culturels semble compréhensible, il ne faut pas pour autant se laisser induire en erreur. Ceux sur lesquels ont agi les apports de deux ou de plusieurs nations sont souvent les plus grands. Très souvent, nous voyons nos savants, nos grands artistes être influencés par plusieurs sphères culturelles nationales avec une intensité presque égale. Chez un homme comme Karl Marx, l'histoire de quatre grandes nations — juive, allemande, française et anglaise — s'est fixée, et cette raison précise a permis à son œuvre de s'intégrer dans l'histoire de toutes les grandes nations de notre époque ; c'est pourquoi l'histoire des dernières décennies d'aucune des nations civilisées n'est compréhensible sans son œuvre.

L'action culturelle de plusieurs cultures nationales sur un seul et même individu advient non seulement comme effet individuel mais aussi comme *phénomène de masse*. Ainsi la culture allemande a indubitablement déterminé très fondamentalement la nation tchèque entière. Il n'est certainement pas tout à fait faux de dire que les Tchèques sont des Allemands de langue tchèque, ce qui évidemment — du point de vue des jugements nationaux — est dans la bouche d'un Allemand non une critique mais le plus grand éloge. L'acceptation en masse, cependant, d'éléments étrangers de culture par une nation entière ne provoque à aucun moment la liquidation totale des traits de caractère nationaux, mais tout au plus une réduction de leurs différences. Car les éléments étrangers n'agissent jamais sur les individus avec la même force que la culture nationale d'origine : ils ne sont jamais repris inchangés, mais subissent dans le processus de l'assimilation une modification, une adaptation à la culture nationale déjà existante. Il s'agit là du phénomène de l'*aperception nationale*, qui nous est connu.

Le fait que la même cause agissante, les conditions de la lutte des hommes pour l'existence, réunit ceux-ci en une nation par deux moyens différents, à savoir d'une part la transmission aux héritiers physiques des particularités acquises dans la lutte pour l'existence et d'autre part par la tradition des biens culturels humains dont bénéficient ensemble les personnes par la communauté de langage et de relations, donne aux manifestations de la nation cette variété déroutante qui fait qu'on ne voit que si difficilement l'unité des causes agissantes : ici, nous avons des nations où communauté de nature et communauté culturelle coïncident, où c'est aux descendants physiques qu'est transmise aussi la culture produite par l'histoire ; là, nous avons des métis de nature qui cependant n'appartiennent qu'à une seule sphère culturelle ; ensuite, des personnes

d'origine uninationale mais dont le caractère a été modelé par deux ou par plusieurs cultures nationales ; enfin, des nations qui n'ont pas d'origine commune et sont fondées en une unité profonde par la seule force de la communauté de culture. Inversement, *des personnes de même origine, mais qui ne sont pas réunies par une communauté de culture, ne forment pas une nation :* il n'y a pas de nation sans l'interaction mutuelle des compatriotes, qui n'est possible qu'à l'aide de l'instrument qu'est une langue commune, et grâce à la transmission des mêmes biens culturels. Une simple communauté de nature sans communauté de culture peut intéresser les anthropologues qui étudient la race, mais ne forme pas une nation. Les conditions de la lutte des hommes pour l'existence *peuvent* aussi engendrer la nation par le moyen de la communauté de nature, mais *doivent* toujours le faire par le moyen de la communauté de culture.

Notre recherche nous a montré que la faculté qu'a une culture commune de constituer une nation est totalement différente dans des situations sociales différentes. Jusqu'ici, nous avons dégagé *trois types de communautés nationales de culture*.

Le premier type, incarné dans notre description historique par les Germains de l'ère du communisme de parenté, nous montre une nation où tous les compatriotes sont liés autant par la communauté du sang que par la culture commune héritée des ancêtres. Nous avons à plusieurs reprises évoqué la manière dont cette unité nationale s'est désagrégée avec le passage à la vie sédentaire : les particularités héritées se différencient dès la fin des mariages réciproques entre tribus séparées géographiquement et soumises à des conditions différentes de lutte pour l'existence ; mais la culture traditionnelle commune elle-même connaîtra une évolution différente dans les tribus respectives. Ainsi la nation porte en elle-même le germe de sa désagrégation.

Le second type représente la nation dans la société qui repose sur la différenciation des classes sociales. Les masses du peuple continuent à être soumises au processus de différenciation que nous connaissons : sans communication sexuelle, leurs différences physiques s'accroissent de plus en plus ; n'étant liés par aucune communication, ils font évoluer la langue commune à l'origine en des dialectes différents ; soumis à des conditions différentes de lutte pour l'existence, ils développent une culture dissemblable qui à son tour produit une différence du caractère. Ainsi, à mesure que l'unité originelle des particularités se perd et que la culture originellement commune est recouverte et décomposée par les éléments de culture venus après elle, les masses du peuple perdent progressivement l'unité nationale. *Ce qui constitue la nation n'est plus l'unité du sang et l'unité de culture, mais l'unité de la culture des classes dominantes* qui se trouvent placées au-dessus de ces masses et profitent du travail de celles-ci. Elles sont, ainsi que leurs partisans, liées entre elles par une communication sexuelle et par toutes sortes de

communications culturelles : ainsi, au Moyen Age, la nation est formée par les chevaliers, dans les temps modernes par les hommes instruits, alors que les grandes masses qui par leur labeur maintiennent la nation — paysans, artisans, ouvriers — ne sont que l'arrière-plan de la nation.

Un troisième type, enfin, est représenté par la société socialiste de l'avenir, qui réunira tous les compatriotes en une unité nationale autonome. Ici, ce n'est plus l'origine commune qui cimente la nation, mais la communauté de l'éducation, du travail, de la jouissance de la culture. Pour cette raison, cette nation n'est plus menacée par le danger de la désintégration, mais la communauté de l'éducation, la participation à la culture, l'union étroite dans la vie publique et dans le travail social donnent à la nation l'assurance certaine de l'unité nationale.

Ainsi la nation cesse d'être pour nous cette chose rigide et devient un processus du devenir, déterminé dans son essence par les conditions dans lesquelles les hommes luttent pour leur subsistance et la conservation de l'espèce. Et comme la nation à présent ne se forme pas encore dans des circonstances permettant aux hommes de trouver leur nourriture en la recueillant au lieu de l'obtenir par le travail, de trouver leur subsistance par la simple appropriation, par l'occupation de biens abandonnés, mais qu'elle en est au stade où l'homme force par son travail la nature à lui céder les biens dont il a besoin ; pour cette raison, la constitution de la nation et la caractéristique particulière de chaque nation sont déterminées par le *mode de travail* des hommes, par les *moyens de travail* dont ils se servent, par les *forces productives* qu'ils dominent, par les *rapports* dans lesquels ils entrent à l'intérieur de la production. Comprendre la constitution de la nation, de chaque nation séparément, comme *une partie de la lutte de l'humanité avec la nature* — telle est la grande tâche que la méthode historique de Karl Marx nous a rendus capables d'assumer.

Pour le *matérialisme national,* la nation est une partie d'une substance matérielle spéciale douée du pouvoir mystérieux de trouver en elle de quoi produire la communauté nationale de caractère. Ainsi, l'histoire de l'humanité devient pour lui l'histoire des luttes et des mélanges des substances raciales, héréditaires et immuables. S'il est vrai que cette manière non scientifique de voir les choses a connu dans un passé récent — surtout sous l'influence de Gobineau — une remarquable renaissance, il faut dire que le darwinisme s'y est activement opposé. Même parmi ceux qui accordent une importance particulière à la signification des caractères raciaux héréditaires, l'opinion s'implante « qu'il ne suffit pas de simplement constater une diversité des races, mais qu'il faut en tenter l'explication [3] ».

3. SCHALLMAYER, *Vererbung und Auslese im Lebenslaufe der Völker.* (Hérédité et sélection dans la vie des peuples), Iéna, 1903, p. 174.

Or si l'on suit cette idée, la race ne devient rien de plus qu'un de ces moyens par lesquels les conditions de la lutte pour l'existence prennent leur efficacité réelle et par lesquels les forces productives dont se servent les hommes dans leur lutte avec la nature forment la communauté nationale de caractère.

Le *spiritualisme national* a fait de la nation un sentiment mystérieux qui anime le peuple, de l'histoire de la nation une évolution autonome de ce sentiment, de l'histoire universelle une lutte des différents sentiments nationaux, que leurs caractéristiques respectives ont poussé à l'amitié ou à l'hostilité mutuelles. Mais tandis que, par exemple, *Lamprecht* [4] place encore au centre de son histoire de la nation le développement de la conscience nationale et croit pouvoir trouver une loi générale de l'évolution du sentiment national, il explique néanmoins déjà les mutations de la conscience nationale, l'évolution de l'âme du peuple de l'ère symbolique à l'ère de la sensibilité par les changements de l'économie du peuple ; l'évolution de l'âme nationale n'est plus pour lui la force motrice du développement, mais le résultat des changements dans les modes de travail du peuple. Si malgré cela, il ne se contente pas de comprendre la nation dans son devenir par le développement des forces productives humaines, par les changements des conditions de productivité des hommes sous l'effet de lois, si, de surcroît, il tente de ramener aussi le développement de la conscience nationale, de l'âme du peuple à des lois générales qui ne pourront plus expliquer les faits historiques isolés, mais seulement décrire le caractère général de l'évolution, il ne pourra plus alors être question de lois, mais comme dit *Simmel* de « préparations à des lois », de « groupements provisoires des événements historiques typiques, de premières orientations dans la masse des faits isolés [5] ».

Préparée ainsi d'une part par le darwinisme qui a triomphé du matérialisme national, d'autre part par la recherche historique qui a remplacé l'explication du devenir historique à partir d'un sentiment national mystique par la démonstration des processus économiques qui déterminent la nation, la *conception matérialiste de l'histoire* peut comprendre la nation comme le produit jamais achevé d'un processus constamment en cours, dont la dernière force motrice est constituée par les conditions de la lutte de l'homme avec la nature, les transformations des forces productives humaines et les changements des conditions humaines de travail. Selon cette conception, la nation est ce qui est *historique en nous*. Le darwinisme nous a appris à interpréter les signes que l'histoire de la vie organique a gravés dans notre corps vivant : dans les causeries

4. Karl Lamprecht (1856-1915), historien, a développé une conception globale de l'histoire centrée sur l'étude des masses. Décrié par les historiens, il fut salué puis rejeté par les marxistes lorsqu'il amorça une évolution vers une vision socio-psychologique de l'histoire.

5. Simmel, *Die Probleme der Geschichtsphilosophie* (Les problèmes de la philosophie de l'histoire), Leipzig, 1905, p. 84 et s.

pleines de charme de Bölsche [6], nous pouvons apprendre comment nos propres organes racontent l'histoire de nos ancêtres les animaux. De façon semblable, nous apprenons à présent à interpréter le caractère national. Dans la particularité individuelle que chaque individu a en commun avec les autres individus de son peuple et qui l'unit avec ces autres individus en une communauté, l'histoire de ses ancêtres (physiques et culturels) s'est inscrite, *son caractère est de l'histoire figée*. Le fait que notre particularité personnelle s'est formée dans la lutte pour l'existence de communautés passées, voilà ce qui fait de nous une communauté nationale de caractère.

Mais en concevant le caractère national comme un morceau d'histoire figée, nous comprenons du même coup comment la science historique nous permet de contredire l'opinion de ceux qui estiment que le caractère national est immuable, qu'il est constant. A aucun moment, l'histoire d'une nation n'est achevée. Le sort en se transformant soumet ce caractère, qui n'est évidemment rien d'autre qu'une condensation du destin passé, à des changements continuels. C'est la communauté de caractère qui soude les concitoyens d'une nation d'une même époque ; ce qui rattachait les compatriotes nationaux de différentes époques n'est pas l'identité du caractère, mais le fait qu'ils se suivent, qu'ils agissent les uns sur les autres, que c'est le sort des premiers qui *détermine* le caractère de ceux qui leur succèdent. Ils ne sont pas liés par une conformité caractérielle de génération en génération. Le même état de choses se dessine aussi dans *l'histoire du langage* [7].

Ce sont les contemporains, liés par la communauté des relations, qui se trouvent en une communauté de langue, et non pas les générations qui se suivent. Les descendants sont déterminés dans leur caractère par les destins de leurs ancêtres, mais n'en sont pas la réplique.

Ce n'est qu'en faisant se constituer la communauté de caractère à partir de la communauté de destin que nous comprenons pleinement la communauté de caractère. Dans notre recherche, nous sommes partis de la manière empirique *immédiate* dont apparaît la communauté de caractère : c'est-à-dire de l'identité du caractère chez les compatriotes, c'est-à-dire aussi du fait que l'Allemand moyen diffère de l'Anglais moyen mais ressemble à tout autre Allemand moyen. Cette assomption n'a pourtant valeur que de géné-

---

6. Wilhelm Bölsche (1861-1939) romancier satirique, vulgarisateur scientifique, propagateur de la « doctrine de l'origine » (*Abstammungslehre*).

7. Fichte dit justement : « Supposez qu'il arrive, après plusieurs siècles, que les descendants ne comprennent plus le langage de l'époque de leurs ancêtres parce qu'ils ont perdu les transitions, il existe néanmoins dès le début une transition sans rupture, toujours imperceptiblement présente et rendue perceptible seulement par l'adjonction de nouvelles transitions qui la font apparaître alors comme rupture. En aucun point du temps, les contemporains n'ont cessé de se comprendre. » (Fichte, *Reden an die deutsche Nation* [Discours à la nation allemande], Reclam Verlag, p. 53.)

ralité relative : ne connaissons-nous pas tous des Allemands qui ne possèdent rien de ce qui est généralement considéré comme le caractère national allemand ? Parvenus, cependant, en partant de l'identité empirique à la communauté de destin, qui engendre la communauté de caractère, nous accédons à une conception autre, *plus profonde de la communauté de caractère* par opposition à la simple similitude du caractère.

Le caractère individuel est la résultante de forces diverses : nous trouvons parmi elles cette influence de la communauté nationale de destin, qui agit sur chaque individu en même temps que d'autres forces, différentes selon les individus, qui forment le caractère. Ce n'est que dans le cas où ces dernières sont de puissance limitée que l'influence de la communauté nationale de destin engendrera des caractères individuels semblables. Mais si le caractère de l'individu subit l'influence de forces particulièrement puissantes qui diffèrent essentiellement des forces qui ont déterminé le caractère de ses compatriotes, il en résultera un caractère individuel qui, tout en ayant été lui aussi formé par la communauté nationale de destin, ne ressemblera plus aux autres individus de sa nation. Il reste cependant membre de la communauté nationale de caractère. Car, aussi différent soit-il de ses compatriotes, il leur est néanmoins proche parce qu'une des forces qui l'ont formé est identique à une de celles qui ont produit tous les autres individus de la même nation ; il est un enfant de sa nation précisément parce qu'il serait devenu un autre si les mêmes forces individuelles l'avaient formé dans le sang et la tradition d'une autre nation. Nous accédons ainsi à un autre sens, plus profond, du concept de *communauté de caractère : celle-ci cesse de signifier pour nous la ressemblance des individus d'une même nation, mais veut dire qu'une même force a exercé son influence sur le caractère de chaque individu* — tout en admettant que les autres forces agissantes puissent être extrêmement différentes. Alors seulement se justifie la notion de communauté de caractère, l'expérience par elle seule ne nous permettant de reconnaître qu'une ressemblance relative de caractère. Or, tandis que cette ressemblance de caractère ne peut être constatée que chez la majorité des concitoyens, la communauté de caractère, le fait qu'ils sont tous le produit d'une même force agissante, leur est à tous sans exception commun. *Cette force agissante, l'élément historique en nous, c'est ce qui est national en nous, c'est ce qui nous fait fusionner ensemble en une nation.*

Or en comprenant ainsi l'élément national dans notre caractère comme l'élément historique en nous, nous pouvons concevoir mieux encore la nation comme un phénomène social, *un phénomène de l'homme socialisé.* Pour l'individualiste, l'homme est un atome, et les atomes ne lui semblent unis que de l'extérieur, par les lois. Pour nous, en revanche, l'homme n'est point un atome, mais le produit de la société ; Robinson lui-même, menant en solitaire sur son île sa lutte pour l'existence, n'en est capable que parce qu'il

possède, en tant qu'héritier de ses ancêtres et produit de son éducation, les capacités que la société a développées et que Marx appelle « les forces de la société [8] ».

Ainsi la nation ne représente pas pour nous un nombre d'individus liés entre eux d'une manière extrinsèque quelconque, mais elle existe plutôt dans chaque individu en tant qu'élément de son individualité propre, en tant que sa nationalité. Le trait marquant du caractère national ne se manifeste qu'en tant que trait de caractère d'individus, créé par la société : il est le produit de qualités héritées et de biens culturels transmis, produits par les ancêtres de chaque compatriote dans une interaction constante avec les autres concitoyens, il est lui-même un produit social. Les individus qui appartiennent à une nation sont donc unis du fait qu'ils sont tous le produit des mêmes forces agissantes, de la même société, que dans leurs qualités individuelles leur sont légués les effets sélectifs de la lutte pour l'existence d'hommes vivant ensemble, que leur caractère individuel a été formé par la même culture, qui s'est constituée dans la lutte pour l'existence de la même communauté d'hommes. Pour cette raison et non par un statut extérieur quelconque, la nation est un phénomène social. La nation n'est pas une somme d'individus, mais chaque individu est le produit de la nation, qu'ils soient tous le produit de la même société fait d'eux une communauté. Le fait que les particularités qui ne se manifestent que comme signes caractéristiques de l'individu sont le produit de la société — et en vérité le produit d'une seule et même société chez tous les membres de la nation — est ce qui unifie les individus en la nation. Ainsi la nation ne doit pas son existence à des statuts externes, mais préexiste — logiquement et non historiquement — à tout statut [9].

Il est évident cependant que pour entrer en relation réciproque et pour coopérer, les hommes qui forment une communauté ont besoin du langage. Le langage est l'instrument le plus important de la communication humaine : dans la Bible, les ouvriers ne purent continuer la construction de la Tour de Babel quand Dieu brouilla leur langage. Néanmoins, tous ceux qui parlent une même langue ne forment pas par là-même une nation, mais aucune nation n'est possible sans langage commun. Cependant, le langage n'est rien d'autre qu'une « convention primitive [10] » qui existe en vertu d'une « *réglementation externe* » — à condition de comprendre cette notion dans son sens large, celui que Rudolf *Stammler* lui a donné quand il l'introduit dans la science. Non pas, bien sûr, comme si elle était θέσει, *fixée* par un statut ou comme si

8. Marx, « Introduction à une critique de l'économie politique », *Neue Zeit*, XXI, 1, p. 711.
9. Cf. Dr Max Adler, *Kausalität und Teleologie im Streit um die Wissenschaft* (Causalité et téléologie dans la querelle sur la science), Marx-Studien, vol. 1, p. 369 et s.
10. Stammler, *Wirtschaft und Recht* (Economie et droit), Leipzig, 1896, p. 103.
Rudolf Stammler (1856-1938), philosophe du droit néokantien.

un législateur sage ou un contrat social l'avait créée, mais reposant, d'après sa *valeur* uniquement sur une réglementation externe. Ainsi donc, ce n'est que par convention que nous lions à une idée un certain mot, à la représentation d'une chose la représentation d'une certaine combinaison phonique. Ce statut, le plus important, l'enfant l'apprend des lèvres de sa mère. Stammler se trompe en croyant trouver la caractéristique constitutive des phénomènes sociaux dans la réglementation externe ; la nation nous montre clairement que le substrat de tous les phénomènes sociaux est la *communauté,* c'est-à-dire le fait que la particularité de l'individu est en même temps une particularité de tous les autres individus réunis dans la communauté, puisque le caractère de chaque individu, formé dans l'interaction constante avec l'ensemble des autres individus, le caractère individuel de chacun, est le produit des mêmes forces sociales, mais seule une réglementation externe rend possible la coopération des individus ainsi liés en une communauté, facilite la formation d'une société, le maintien de la communauté et la possibilité d'en créer une nouvelle. La réglementation externe est la forme de coopération sociale des individus unis par la communauté [11].

La diversité des caractères nationaux est un fait empirique qui n'est nié que par le doctrinarisme, qui ne voit que ce qu'il veut voir et donc ne voit pas ce que tout le monde voit. Néanmoins, on a toujours tenté de nier la diversité du caractère national en soutenant que les nations ne diffèrent que par leur langage. Nous retrouvons cette opinion chez beaucoup de théoriciens placés sur le terrain du catéchisme *catholique.* Elle fut reprise par l'humanisme de *la philosophie bourgeoise des lumières.* Elle fut aussi l'héritage de bon nombre de *socialistes* qui voulaient s'en servir pour consolider le cosmopolitisme prolétarien qui, comme nous le verrons, représente la première prise de position et la plus primitive de la classe

11. J'emploie les notions de *communauté* et de *société* dans un autre sens que *Tönnies* dans son excellent ouvrage *Gemeinschaft und Gesellschaft.* (Communauté et société), Leipzig, 1887. Je vois le fondement de la société dans la coopération des hommes sous une réglementation externe ; et le fondement de la communauté dans ce que l'individu est d'après son être mental et physique le produit d'innombrables interactions entre lui-même et les autres individus unis en une communauté et est donc dans son caractère individuel une manifestation du caractère collectif. Evidemment la communauté ne peut naître qu'à la condition que soit donné le statut externe — au moins, comme nous l'enseigne Stammler, le langage — et donc la société. D'autre part, la société présuppose à son tour la communauté — du moins, comme l'a montré *Max Adler,* la communauté de la « conscience en général ». L'Etat, enfin, n'est qu'une des formes de la société, tout comme le droit qui s'appuie exclusivement sur la contrainte extérieure n'est qu'un des modes de réglementation. Plus restreint encore est le concept de l'Etat moderne, qui s'est formé avec la production de marchandises de consommation et qui disparaîtra avec elle.

Ferdinand TÖNNIES (1855-1936), sociologue et philosophe. Son ouvrage cité par Bauer ne rencontre d'écho qu'au début du XXe siècle. Tönnies établit une hiérarchie entre communauté et société, culture et civilisation, les secondes correspondant à un stade supérieur de l'évolution humaine, dont il voit le moteur dans les rapports de la volonté.

ouvrière envers les luttes nationales du monde bourgeois. Cette présumée compréhension du caractère fondamental de la nation continue à faire partie de l'usage linguistique de la presse social-démocrate en Autriche, qui préfère parler de camarades de « langue » allemande ou tchèque plutôt que de camarades allemands ou tchèques. L'opinion selon laquelle les diversités nationales ne sont pas autre chose que les diversités de langue repose sur *la conception atomiste-individualiste de la société,* à qui la société apparaît uniquement comme la somme d'individus extrinsèquement unis et la nation de ce fait uniquement comme la somme d'hommes unis de façon extérieure, c'est-à-dire par le langage. Quiconque fait sienne cette opinion répète l'erreur de *Stammler* qui croit trouver dans la réglementation externe, dans des statuts juridiques et des conventions le trait marquant des phénomènes sociaux. Pour nous, cependant, la société n'est pas uniquement la somme des individus, mais chaque individu est le produit de la société. Ainsi la nation n'est pas pour nous une somme d'hommes isolés qui entrent en relation mutuelle par un langage commun, mais l'homme isolé est lui-même un produit de la nation ; son caractère individuel ne s'est pas autrement formé que dans l'interaction constante avec d'autres individus, tout comme le caractère de ces derniers l'a été en interaction avec chaque autre. Ces relations ont déterminé le caractère de chacun de ces individus et soudé ainsi ces individus en une communauté de caractère. La nation se manifeste dans la *nationalité* du compatriote pris isolément, c'est-à-dire dans le fait que le caractère de chaque compatriote est déterminé par le destin de l'ensemble des compatriotes, destin vécu en commun et dans une interaction constante. Mais le langage n'est rien de plus qu'un moyen de cette interaction — moyen évidemment toujours et partout indispensable, comme la réglementation externe, qui est essentiellement la forme de la concertation des individus unis en une communauté. Et quiconque ne croit pas ses yeux qui pourtant voient quotidiennement la diversité des caractères nationaux devra pourtant accepter la considération théorique qui s'emploie à lui faire comprendre par le raisonnement que la diversité des destins vécus en communauté de relations constantes résulte nécessairement de communautés différentes de caractère.

Mais notre compréhension du fondement de la nation empêche non seulement dès lors le reniement individualiste de la réalité du caractère national, mais aussi l'abus, de beaucoup plus dangereux, de cette notion. Le caractère national n'étant justement rien d'autre que la détermination de l'orientation de la volonté du compatriote pris isolément par la communauté de destin qu'il forme avec tous ses compatriotes. Une fois constitué, le caractère national se manifeste comme force historique autonome. Diversité des caractères nationaux signifie diversité des orientations de la volonté. Chaque nation se comportera donc de façon différente sous des conditions extérieures identiques. Ainsi par exemple, l'évolution du capitalisme

a déclenché des mouvements très analogues et pourtant différents dans le détail chez les Anglais, les Français et les Allemands. Le caractère national se manifeste donc comme puissance historique. Alors que la théorie le comprend comme produit de l'histoire, l'expérience quotidienne le voit plutôt comme une force créative qui détermine l'histoire. Alors que la théorie entend l'enseigner comme la condensation des rapports entre les hommes, l'expérience immédiate le voit plutôt comme le facteur déterminant et réglant ces rapports. C'est *le fétichisme du caractère national*. Notre théorie chasse d'un seul coup ce spectre. Que le caractère national détermine visiblement la volition et l'action de chaque compatriote n'est plus un mystère si nous reconnaissons que chaque compatriote est un produit de sa nation et que le caractère national n'est rien d'autre que cette orientation déterminée de la volonté qui engendre la communauté de destin dans chaque compatriote comme la particularité individuelle de celui-ci. Et le caractère national cesse d'apparaître comme une force autonome dès que nous le comprenons comme la condensation de l'histoire de la nation. Nous comprenons alors que sous l'activité historique apparemment autonome du caractère national ne se cache rien d'autre que le fait que l'histoire des ancêtres, les conditions de leur lutte pour l'existence, les forces productives qui les dominaient et les rapports de production dans lesquels ils entraient, déterminent jusqu'au comportement de leurs descendants naturels et culturels. Si auparavant nous avons reconnu dans l'hérédité naturelle et dans la transmission des biens culturels, les simples moyens par lesquels le destin des générations précédentes détermine le caractère de leurs descendants, le caractère national nous apparaît donc en propre comme le simple moyen par lequel l'histoire des ancêtres influe encore sur la vie des descendants, sur leur pensée, leur sentiment, leur volition et leur action. C'est précisément en reconnaissant la réalité du caractère national que nous lui avons ôté son autonomie apparente, que nous l'avons reconnu comme un simple moyen de l'action d'autres forces. Par là, le caractère national perd aussi son prétendu *caractère substantiel*, c'est-à-dire l'illusion que c'est lui l'élément durable dans la fuite des événements. N'étant rien qu'une condensation de l'histoire, changeant d'une heure à l'autre et avec chaque nouvel incident que vit la nation, il est modifiable comme l'événement même qu'il reflète. Placé au milieu du flux universel, il n'est plus un *être* persistant, mais un *devenir* et une disparition continuels.

Nous voulons pour finir, étayer notre tentative de déterminer l'essence de la nation en la confrontant aux théories antérieures sur le fondement de la nation [12].

---

12. Fr. J. NEUMANN regroupe les différentes définitions de la nation dans *Volk und Nation* (Peuple et nation), Leipzig, 1888.

Il a déjà été question des théories *métaphysiques* de la nation, du spiritualisme national et du matérialisme national ; dans un contexte ultérieur seront évoquées les théories *psychologiques* de la nation, qui tentent de trouver le fondement de la nation dans la conscience ou la volonté d'une solidarité. Il ne nous reste ici qu'à opposer à notre théorie de la nation les essais de ceux qui ont établi un nombre d'*éléments* qui sont censés par leur coïncidence constituer la nation. Les sociologues italiens considèrent comme tels les éléments suivants :

1. territoire commun d'habitation ;
2. origine commune ;
3. langue commune ;
4. mœurs et coutumes communes ;
5. expérience commune et passé historique commun ;
6. lois communes et religion commune [13].

Il est désormais évident que cette théorie rassemble un nombre de caractéristiques qui ne doivent nullement être conjointes, mais qu'on ne peut comprendre que comme se trouvant dans un rapport de dépendance. Abstraction faite, tout d'abord, du premier élément prétendu de la nation, le même territoire d'habitation, c'est, dans le groupe des autres éléments, le cinquième qui se détache : l'histoire commune. C'est elle qui détermine les autres, qui les engendre. C'est l'histoire commune uniquement qui donne sa détermination fondamentale à l'origine commune en séparant les qualités à transmettre et celles qui sont éliminées. L'histoire commune crée les mœurs et les coutumes communes, les lois communes et la religion commune, et donc — pour conserver notre usage linguistique — la communauté de la tradition culturelle. L'origine commune aussi bien que la culture commune ne sont que les instruments dont se sert l'histoire commune pour son travail d'édification du caractère national. Le troisième élément, le langage commun, ne peut, à son tour, être coordonné aux autres : il représente bien au contraire un moyen de deuxième ordre. Car si la culture commune est un des moyens par lesquels l'histoire commune agit sur la formation du caractère national, alors le langage commun est à son tour un moyen de l'action de la culture commune, l'instrument avec lequel la communauté culturelle fut créée et avec lequel elle est maintenue, en tant qu'il est réglementation externe de la forme de la coopération sociale des individus formant une communauté et la recréant sans cesse [14].

---

13. NEUMANN, *op. cit.*, p. 54 (N. d'O. B.)

14. Cela dit, le langage n'est pas uniquement un moyen de la transmission des biens culturels, mais constitue en lui-même un bien de culture. Le Français n'est pas seulement différent de l'Allemand parce que son langage lui lègue d'autres biens culturels, mais aussi parce que le langage même est un bien de culture dont il a hérité et qui détermine par sa particularité son discours, sa pensée, son caractère. Si la rhétorique française diffère de la rhétorique allemande, la diversité des langues y est certainement pour quelque chose.

Ainsi, nous remplaçons la simple *énumération* des éléments de la nation par un *système :* l'histoire commune comme la cause agissante, culture commune et origine commune comme moyens de son action, langage commun alors médiateur de la culture commune, son produit autant que ce qui la produit. Désormais nous comprenons aussi le rapport de ces éléments entre eux. Ainsi s'explique à présent ce qui jusqu'ici a causé de si grandes difficultés aux théoriciens de la nation, à savoir que ces éléments peuvent se manifester dans des combinaisons très diverses, qu'il y ait absence de l'un ou absence de l'autre s'explique maintenant. Si l'origine commune et la culture commune sont les moyens d'un même facteur agissant, il importe peu, visiblement, que les deux moyens soient efficaces : la nation peut donc reposer sur la communauté d'origine, mais sans nécessité aucune, tandis que la simple communauté de l'origine ne forme rien d'autre qu'une race, jamais une nation. De là résulte par la suite le rapport qu'entretiennent les différents éléments de la communauté culturelle : des lois communes sont certes un moyen important pour la formation de la communauté de caractère, mais la communauté de caractère peut aussi exister et naître sans elles à condition que l'action des autres éléments soit suffisamment puissante pour réunir les individus en une communauté de culture. La diversité des confessions peut séparer en deux nations deux peuples de même langue, lorsque la diversité de la religion empêche une communauté de culture, lorsque la religion commune est la base d'une culture commune, comme cela fut le cas jusqu'à maintenant chez les Serbes et les Croates ; les Allemands, en revanche, restèrent un peuple malgré leur division religieuse, parce que le schisme confessionnel n'a pas réussi à empêcher la naissance et l'existence d'une communauté d'ensemble de culture allemande. Nous comprenons enfin ainsi le rapport qu'entretient le langage avec les autres éléments de la nation : sans communauté de langue, pas de communauté de culture, donc pas de nation [15].

Mais la communauté linguistique ne crée pas encore une nation lorsque la diversité dans d'autres domaines — qu'elle soit de nature religieuse comme chez les Croates et les Serbes, qu'elle provienne de la différence de l'origine, des conditions sociales et politiques, comme c'est le cas chez les Espagnols et les Américains du Sud de langue espagnole — empêche que la communauté de langue devienne une communauté de culture.

Il nous reste à considérer le premier « élément » national cité, la communauté de *territoire d'habitation.* A plusieurs reprises, nous avons évoqué comment l'isolement territorial déchire l'unité de la nation. La nation, en sa qualité de communauté de nature est pro-

15. Parler de nation suisse provient d'une confusion faite entre peuple d'un Etat et nation — quand il s'agit de l'appartenance à un Etat suisse — et provient de la fausse idée qu'une *communauté de caractère* est déjà une nation, si l'on soutient l'existence d'une communauté de caractère entre Suisses allemands, Suisses français, Suisses italiens et rhéto-romans.

gressivement détruite par la partition nationale, parce que les différentes conditions de la lutte pour l'existence greffent sur les parties géographiquement divisées de la nation des traits caractéristiques différents et que cette différence n'est pas compensée par un mélange de sang. L'isolement géographique détruit aussi la nation en tant que communauté de culture, puisque les diverses parties géographiquement divisées et qui mènent séparément leur lutte pour l'existence différencient jusqu'à la culture homogène à l'origine qui, en l'absence de communication entre les parties, se scinde en un nombre de cultures diverses, ce qui est démontré de façon probante par la différenciation du langage unique en des langues différentes, par suite de la trop grande laxité des communications entre les parties géographiquement séparées de la nation homogène à l'origine. Si une différence géographique scinde donc les nations, la communauté du lieu d'habitation représente certainement une des conditions d'existence de la nation : mais ceci *uniquement pour autant qu'elle est la condition d'une communauté de destin.* A mesure qu'il est possible de maintenir malgré une séparation géographique la communauté de culture ou même de nature, la séparation géographique ne constitue pas un obstacle pour la communauté nationale de caractère. L'Allemand d'Amérique qui reste influencé par la culture allemande — même si ce n'est plus que par voie du livre allemand et du journal allemand — qui donne à ses enfants une éducation allemande, reste malgré toute séparation géographique un Allemand. *Ce n'est que dans la mesure où la communauté du sol est une condition de la communauté de culture qu'elle est une condition d'existence de la nation.* A l'ère du livre imprimé, de la poste et du télégraphe, du chemin de fer et des bateaux à vapeur, cela se produit à une échelle beaucoup plus restreinte qu'autrefois. En comprenant donc la collectivité du lieu d'habitation non comme un « élément » de la nation parmi d'autres, mais comme condition de l'efficacité des autres éléments, on montrera les limites de l'assertion fréquente selon laquelle la communauté d'habitation est condition de l'existence d'une nation. Cette connaissance représente pour nous un acquis peu négligeable, puisque c'est sur notre représentation du rapport de la nation au sol que repose notre compréhension du rapport qu'entretient la nation avec l'Etat, qui est la corporation territoriale la plus importante. Nous serons donc contraints de revenir encore sur cette question, ce qui nous permettra alors d'illustrer par des exemples précis notre réponse. Il s'agissait ici pour nous principalement de démontrer comment notre théorie de la nation comprend ces facteurs, que la vieille théorie plaçait dans un voisinage immédiat en tant qu' « éléments » de la nation, comme étant les forces agissantes d'un système dans leur dépendance les unes des autres et leur concours mutuel.

Mais notre théorie doit encore faire ses preuves dans une tâche qui a fait également échouer toutes les tentatives antérieures de

déterminer le fondement de la nation. Il s'agit de délimiter le concept de nation par rapport *aux communautés locales et aux communautés tribales plus restreintes à l'intérieur de la nation.* Certes, c'est la communauté de destin qui a lié les Allemands en une communauté de caractère. Mais ne peut-on pas en dire autant des Saxons et des Bavarois ? Des Tyroliens et des Styriens ? Et des habitants de chaque vallée des Alpes une à une : les destins différents des ancêtres, les différences dans la colonisation et la distribution du sol, dans la fertilité du sol et les différences climatiques, n'ont-ils pas constitué en communautés de caractère extrêmement marquées les habitants de la vallée de Ziller et de Passer, « Vintschgau » et du « Puster » ? Où se trouve la frontière entre les communautés de caractère que l'on peut considérer comme des nations autonomes et celles que nous regardons comme des groupements restreints à l'intérieur de la nation ?

Nous devons nous rappeler ici que nous reconnaissons déjà ces communautés de caractère comme *les produits de désagrégation de la nation qui repose sur la communauté de l'origine.* Dès lors que les descendants de la tribu germanique originelle sont géographiquement séparés et rivés à la terre par l'agriculture, sans communication et sans mariages réciproques et mènent une vie isolée, ils perdent progressivement toute ressemblance. Venant certes de communautés de nature et de culture communes, ils sont néanmoins en voie de former des communautés de nature et de culture autonomes, strictement délimitées les unes par rapport aux autres. Ces confédérations restreintes mais issues d'*une seule* nation tendent à se constituer en nations à part entière. La difficulté de démarquer du concept de la nation celui de ces communautés de caractère restreintes provient donc du fait qu'elles représentent elles-mêmes des stades d'évolution vers la nation.

A cette tendance à l'éclatement national s'oppose très activement, comme nous le savons déjà, une tendance opposée qui, quant à elle, tâche de resserrer plus étroitement les liens de la nation. Mais cette tendance n'agit tout d'abord que pour les classes dominantes. Elle lie en une nation restreinte, séparée de toutes les autres communautés de culture, les chevaliers du Moyen âge, les gens instruits de l'ère du capitalisme primitif, établit entre eux une communication étroite, économiquement, politiquement et socialement, forge pour eux une langue unifiée et leur permet de s'imprégner d'une même culture spirituelle, d'un même code moral. Ce lien étroit de la communauté de culture unit d'abord les classes dominantes en une nation. On ne peut concevoir de doute au sujet de la nationalité d'un homme cultivé, qu'il soit Allemand, Hollandais, Slovène ou Croate : l'éducation nationale, le langage unique national, délimitent rigoureusement même les nations les plus apparentées. Ce n'est pas sans arbitraire, cependant, qu'on décide si les paysans d'un quelconque village sont à considérer encore comme Allemands du Nord ou déjà comme Néerlandais, encore comme Slovènes ou déjà

comme Croates. C'est uniquement le cercle des compatriotes nationaux qui est délimité rigoureusement, et non le cercle de l'arrière-plan de chaque nation.

Progressivement, le capitalisme moderne délimite également plus rigoureusement les classes inférieures du peuple, puisqu'elles accèdent à l'éducation nationale, à la vie culturelle de leur nation, au langage unifié national. La tendance à l'unité touche aussi les masses laborieuses, mais seule la société socialiste mènera cette tendance à la victoire. Elle démarquera aussi rigoureusement les uns en face des autres tous les peuples par la diversité des éducations nationales et des éthiques que le sont aujourd'hui les uns en face des autres les seuls gens cultivés des différentes nations. Il y aura certes, à l'intérieur de la nation socialiste des communautés de caractère plus restreintes ; mais il ne pourra y avoir de communautés de culture autonomes dans leur sein, puisque chaque communauté locale se trouvera sous l'influence de la culture de la nation tout entière, dans une communication culturelle, dans un échange de représentations avec la nation tout entière.

Ainsi nous aboutissons pour la première fois à la définition complète de la nation. *La nation est l'ensemble des hommes liés par la communauté de destin en une communauté de caractère. Par la communauté de destin :* ce trait distinctif la sépare des collectivités internationales de caractère de la profession, de la classe, de la citoyenneté, qui reposent sur la similitude de destin et non sur la communauté de destin. *L'ensemble* des camarades de caractère : c'est cela qui les sépare des communautés de caractère plus restreintes à l'intérieur de la nation, qui ne forment jamais une communauté de nature et de culture autodéterminante, déterminée par son propre destin, mais se trouvent en relation avec l'ensemble de la nation et qui sont donc déterminées par son destin. Ainsi la nation était strictement délimitée à l'ère du *communisme de parenté :* elle était alors formée par l'ensemble de tous les descendants du peuple tribal de la mer Baltique et dont la base spirituelle était déterminée par l'héritage naturel et la tradition culturelle de ce peuple tribal C'est de cette façon que la nation sera de nouveau délimitée strictement dans la *société socialiste :* la nation sera constituée par l'ensemble de tous ceux qui jouissent de l'éducation nationale et des biens culturels nationaux et dont le caractère est donc formé par le destin de la nation, qui détermine le contenu de cette culture. Dans la société qui repose sur la *propriété privée des moyens de travail,* ce sont les classes dominantes — autrefois les chevaliers, aujourd'hui les gens instruits — qui constituent la nation en tant que l'ensemble de ceux entre lesquels une même éducation, modelée par l'histoire de la nation et transmise par le langage unique et l'éducation nationale produit une parenté des caractères. Les larges masses du peuple cependant ne constituent pas la nation — *ne la constituent plus* parce que l'antique communauté d'origine ne les lie plus assez étroitement, et *ne la constituent pas encore,* parce qu'elles ne sont

pas encore totalement incluses dans la communauté d'éducation en devenir. La difficulté de trouver une définition satisfaisante de la nation est donc conditionnée *historiquement*. On a voulu découvrir la nation dans notre société de classes dans laquelle l'ancienne communauté d'origine rigoureusement délimitée s'est désagrégée en une infinité de groupes régionaux et de même lignée, et où la nouvelle communauté d'éducation en voie de formation n'a pas encore pu unir ces petits groupes en un tout national.

Notre recherche du fondement de la nation nous révèle une grandiose image de l'histoire. Au début — à l'ère du communisme de parenté et de l'agriculture nomade — la nation dans son unité, en tant que communauté d'origine. Puis, à partir du passage à l'agriculture sédentaire et au développement de la propriété privée, la scission de l'ancienne nation en communauté de culture des classes dominantes d'une part, et d'autre part l'arrière-plan de la nation — ces derniers étant enfermés en cercles géographiques restreints, produits de l'ancienne nation. Ensuite a lieu depuis le développement de la production sociale dans la forme capitaliste l'élargissement de la communauté de culture — les classes laborieuses et exploitées restent encore l'arrière-plan de la nation, mais la tendance à l'unité nationale sur la base de l'éducation nationale l'emporte peu à peu sur la tendance particulariste à la désagrégation de l'ancienne nation en groupes géographiques séparés de plus en plus rigoureusement les uns des autres. Enfin, dès que la société débarrasse la production sociale de son enveloppe capitaliste, on assiste à la renaissance de la nation dans son unité, comme communauté de l'éducation, du travail et de la culture. Le développement de la nation reflète l'histoire du mode de production et de la propriété. Ainsi que la constitution sociale du communisme de parenté a engendré la propriété privée des moyens de production et la production individuelle qui à son tour engendre la production coopérative sur la base de la propriété collective, ainsi la nation homogène se scinde en membres de la nation et arrière-plan, et se fractionne en de petits districts locaux qui se rapprochent de nouveau les uns des autres avec le développement de la production collective, pour enfin se fondre dans la nation socialiste homogène de l'avenir. La nation de l'ère de la propriété privée et de la production individuelle, divisée en membres de la nation et arrière-plan de la nation, scindée en de nombreux groupes géographiques restreints, est le produit de la désagrégation de la nation communiste du passé et le matériau de la nation socialiste de l'avenir.

La nation se révèle donc de deux points de vue être un phénomène historique. Phénomène historique de par sa *détermination matérielle,* puisque le caractère national qui anime chaque compatriote est la condensation d'une évolution historique, puisque la nationalité du compatriote pris isolément reflète l'histoire de la société dont l'individu est le produit. Et elle est un phénomène historique de par sa *fixation formelle,* puisque dans les différentes étapes de l'évo-

lution historique des districts de dimensions variées sont, par des moyens divers, liés de manières différentes en une nation. L'histoire de la société ne décide pas seulement ceux des traits caractéristiques concrets des membres de la nation qui forment le caractère national ; c'est même et surtout la forme dans laquelle les forces historiques agissantes produisent une communauté de caractère qui est conditionnée par l'histoire.

La conception nationale de l'histoire, qui voit dans les luttes des nations la force motrice des événements tend vers une mécanique des nations. Les nations lui apparaissent comme des éléments qu'on ne saurait décomposer davantage, comme des corps inaltérables qui s'entrechoquent dans l'espace, qui agissent par pressions et secousses les uns sur les autres. Nous, en revanche, nous décomposons la nation elle-même en un processus. Pour nous, l'histoire ne reflète plus les luttes de la nation, la nation nous apparaît plutôt être elle-même le reflet des luttes historiques. Car la nation ne se manifeste que dans le caractère national, dans la *nationalité de l'individu ;* et la nationalité de l'individu n'est rien d'autre qu'*un aspect de sa détermination accomplie par l'histoire de la société,* de sa détermination en devenir par l'évolution des méthodes et des conditions de travail.

2. Le socialisme et le principe de nationalité*

La réponse du prolétariat français à la guerre franco-allemande fut la Commune. Le prolétariat de Russie a répondu par la révolution à la guerre russo-japonaise. La guerre mondiale impérialiste de l'avenir déclenchera immanquablement un mouvement révolutionnaire. Quand le capital, dans la lutte pour des débouchés extérieurs et des sphères d'investissement, met en marche des millions de combattants, il atteint le suprême sommet de sa puissance ; un pas de plus et il s'écroule dans l'abîme. C'est précisément l'effondrement mondial de l'impérialisme qui introduira le bouleversement mondial du socialisme. Ainsi, l'impérialisme ne réalisera jamais de façon absolue son principe nationaliste : à partir du jour où le prolétariat conquerra le pouvoir politique, d'abord dans l'un des grands Etats capitalistes du milieu culturel européen, des forces nouvelles entreront en jeu pour remanier totalement les lois de la coexistence des nations. Ces nouvelles lois entreront tout d'abord en conflit avec les anciennes lois du monde capitaliste. Mais tout comme la production capitaliste de marchandises a finalement triomphé de la seigneurie féodale, tout comme les principes capitalistes de formation de l'Etat et de démarcation des frontières de celui-ci se sont finalement imposés de façon absolue — même si ce ne fut qu'au bout d'une lutte séculaire — détruisant les formes féodales d'Etat, ainsi la société socialiste réalisera finalement ses principes de formation et de démarcation des collectivités (*Gemeinwesen*) sur les décombres des anciens Etats capitalistes.

D'un point de vue juridique formel, l'Etat moderne est la corporation territoriale souveraine. Cela demeure inchangé avec la

* **Paragraphe 30 de** ***La Question des nationalités et la social-démocratie.***

prise du pouvoir dans l'Etat par la classe ouvrière et le transfert des moyens de travail à la propriété de l'Etat et aux associations locales plus étroites à l'intérieur de l'Etat, dominées et gérées par celui-ci. Même la collectivité de l'avenir ne pourra se passer de l'attribut de la *souveraineté ;* celui-ci signifiera alors que la collectivité est le dirigeant suprême de toute production et de toute distribution. Le prolétariat ne commence pas par changer les normes juridiques, mais les sujets du droit et l'efficacité des normes juridiques ; mais cela suffira pour changer l'Etat en une *structure sociale tout à fait nouvelle* [16]. L'Etat moderne n'est né qu'avec le système monétaire, qui est lui-même l'une des manifestations de la production de marchandises. La collectivité socialiste, en revanche, ne repose plus sur l'impôt, mais sur le fait que c'est elle-même qui dirige la production et distribue le revenu du travail ; l'Etat ne s'assure plus alors au moyen d'impôts une partie de la valeur produite par les producteurs de marchandises, mais décide plutôt, en tant que propriétaire, quelle partie du revenu du travail social est attribuée à ses objectifs et quelle partie sera attribuée aux divers membres de la collectivité. L'Etat moderne est partout un instrument de la domination de classe de la bourgeoisie ; car ce n'est qu'en tant que production capitaliste de marchandises que la production de marchandises pouvait devenir la forme générale de la production sociale, que le commerce monétaire, base de l'Etat moderne, pouvait en conséquence s'élargir. La collectivité socialiste de l'avenir, en revanche, élimine les contradictions de classes et par là-même la domination de classe des capitalistes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que la totalité des concitoyens est appelée à former la volonté collective. En s'emparant de l'Etat moderne, la classe ouvrière le supprime et le transforme en une structure sociale entièrement neuve.

Mais, en transformant sa propre nature, l'Etat dominé par la classe ouvrière s'oppose non seulement à l'Etat moderne, mais à l'Etat en tant que tel. L'Etat est né comme *corporation territoriale* en ce que la répartition territoriale a décomposé et finalement éliminé l'ancienne constitution parentale. Du point de vue juridique formel, rien n'en sera changé. Car la collectivité de l'avenir sera une corporation territoriale ; le sol, le moyen de production le plus important et la base de toute production, est le fondement naturel de son efficacité. Mais c'est la nature de la corporation territoriale qui se transformera alors totalement. Car, dans le pouvoir que l'Etat possède sur le sol, se dissimule la domination des possédants sur les non-possédants. Or en éliminant la propriété privée des moyens de travail, la collectivité socialiste met aussi fin à toute domination de classe. La souveraineté territoriale de l'Etat cesse

16. F. ENGELS, *Der Ursprung der Familie, des Privateigentums und des Staates* (*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*) Stuttgart, 1900, p. 105 et s., 149 et s., 177 et s.

dès lors de dissimuler la domination que l'homme exerce sur l'homme pour devenir pure relation entre les hommes et la chose. La collectivité socialiste s'oppose donc non seulement à l'Etat moderne, mais à la totalité des formes historiques de l'Etat. Se demander si cette collectivité doit être désignée du nom d'Etat est une question oiseuse de terminologie.

Toute nouvelle constitution économique crée de nouvelles formes de constitution étatiques et de nouvelles règles de démarcation des structures politiques. Comment se distingueront les collectivités dans la société socialiste ? La nationalité des citoyens déterminera-t-elle là aussi les frontières de la collectivité ?

Si nous voulons répondre à la question du rapport entre socialisme et principe politique de nationalité, nous devons partir du fait que seul le socialisme fera participer la totalité des compatriotes à la culture nationale. Avec le déracinement de la population dû à la production sociale, avec l'évolution de la nation en une communauté unitaire d'éducation, de travail et de culture, les groupements géographiques restreints perdront de leur force, tandis que le lien qui enserre tous les conationaux se renforcera de plus en plus. Le paysan tyrolien est aujourd'hui étroitement lié à ses compatriotes par la culture paysanne particulière du pays et rigoureusement différent des Allemands de l'extérieur du pays. Ce fait se reflète dans la conscience nationale. Le paysan tyrolien se considère d'abord comme tyrolien et ne se souvient que rarement de son germanisme. Il en va tout autrement de l'ouvrier tyrolien ; celui-ci participe peu de la particularité des paysans du Tyrol, il est attaché par des liens beaucoup plus forts à la nation allemande. Seule la société socialiste, qui fait de chaque Allemand le produit de la culture allemande et lui donne la possibilité de participer au progrès de la culture allemande, éliminera le particularisme à l'intérieur de la nation. Cette évolution renforcera incontestablement le principe politique de nationalité.

Une autre série de phénomènes va dans la même direction. Les masses paysannes sont enchaînées à toute tradition, le mobilier de leurs ancêtres leur est cher, toute nouveauté leur est odieuse. Leur amour des valeurs des temps passés a aussi une portée politique : elle est la racine de leur mentalité cléricale, de leur patriotisme de clocher, de leur fidélité à la dynastie. Nous avons constaté l'importance de tout cela en recherchant les forces qui assurent la stabilité de l'Autriche : les paysans incapables de se libérer des chaînes de traditions séculaires sont un des soutiens de cet Etat. Quand le mode de production socialiste intègre d'une part les masses dans la communauté nationale de culture et renforce ainsi leur conscience nationale, il détruit d'autre part l'amour pour les idéologies des siècles passés, qui entrave l'accomplissement du principe de nationalité. Ainsi, non seulement il intensifie la force motrice du principe de nationalité, mais déblaie aussi les obstacles qui se dressent sur sa voie.

Tout cela, cependant, ne peut que préparer la victoire du principe de nationalité. Elle ne s'accomplira qu'avec le raz-de-marée du rationalisme qui submergera toutes les idéologies traditionnelles dès que la digue du capitalisme sera rompue. Dans la grande période de transition de la société capitaliste à la société socialiste, dans laquelle tout ce qui est ancien sera détruit, toutes les autorités anciennes seront renversées et finalement même les anciens rapports de propriété seront abolis, l'ancien, le traditionnel perd son auréole. Alors seulement les masses apprendront à renverser l'ancien pour bâtir sur ses décombres de nouveaux édifices à leur propre usage. Cette révolution de la conscience des masses sera assurée dans la société socialiste par la pratique quotidienne, qui seule donnera aux masses le pouvoir de déterminer elles-mêmes leur sort, de décider, par libre consultation et libre résolution, de leur propre avenir, qui fait de l'évolution de la culture humaine un acte réfléchi, décidé et conscient des hommes. Elle sera rendue possible grâce à l'éducation socialiste, qui mettra à la portée de chacun les biens de culture de toute la nation et même une bonne partie des biens culturels de l'humanité entière, le libérant ainsi totalement de la tradition des milieux locaux restreints, élargissant son horizon et le rendant capable ainsi de se poser à lui-même des desseins et de bien choisir les moyens pour ses fins. Ainsi, pour l'homme de la société socialiste, aucune frontière d'Etat que des époques depuis longtemps révolues ont tracées pour leurs propres desseins ne sera plus sacrée. Alors seulement les masses de tous les peuples seront mûres pour la question qui ne concernait encore au XIXe siècle que les gens cultivés : la question du rapport entre *communauté intérieure et pouvoir extérieur,* qui se manifeste dans l'antagonisme entre nation et Etat. Tandis que les associations locales restreintes à l'intérieur de la nation perdent de leur force, mais que la communauté nationale de culture embrasse l'ensemble des compatriotes, la communauté nationale devient pour eux un fait sûr et immuable ; ils comprennent alors le pouvoir extérieur comme le moyen qui doit être au service des hommes et qui doit s'adapter à eux. Ainsi se matérialise pour eux le principe de l'adaptation du pouvoir extérieur à la communauté intérieure qui est la pensée fondamentale du principe de nationalité.

D'après son *contenu,* le principe de nationalité signifie la règle selon laquelle le pouvoir extérieur doit lier la communauté intérieure et la servir. *Fondamentalement,* comme intention, le principe ne pourra devenir agissant que lorsque la révolution des procédés de travail et des conditions de travail auront rendu insupportables les structures étatiques traditionnelles qui sont incompatibles avec ce principe. Dans le passé, ce fut déjà le cas quand les micro-Etats traditionnels ne répondirent plus aux besoins de la bourgeoisie, et que l'esprit bourgeois fit sa devise du principe de nationalité. Il en sera de même dès que la forme capitaliste de production sociale se sera transformée en une forme socialiste, la mentalité des hommes

en sera changée, leurs valeurs culturelles traditionnelles anéanties, ils seront à même de poser la question des frontières « naturelles » de l'Etat.

Or, si les masses considèrent la collectivité nationale libre comme leur objectif, le socialisme leur montre aussi la voie qui les y mène ; car le socialisme repose nécessairement sur la démocratie. Mais même une telle collectivité démocratique obligera les minorités à se plier à la volonté collective. Peu importe que cela se fasse par la contrainte directe ou de façon indirecte en les excluant de la participation au processus de travail et au revenu du travail. Au grand jamais, cependant, une telle collectivité ne pourra inclure des nations entières qui ne désirent pas y appartenir. Les masses nationales qui se trouvent en pleine possession de la culture nationale, munies du droit de participer à la législation et à l'auto-administration et de surcroît armées — comment ces nations seraient-elles forcées de se soumettre au joug d'une collectivité à laquelle elles ne veulent pas appartenir ? Tout pouvoir d'Etat repose sur le pouvoir des armes. Mais, grâce à un mécanisme habile, l'actuelle armée populaire reste l'outil du pouvoir d'une personne, d'une famille, d'une classe, tout comme dans le passé les armées féodales et les armées mercenaires. L'armée de la collectivité démocratique d'une société socialiste est composée d'hommes hautement civilisés, qui n'obéissent plus dans leurs ateliers aux ordres d'un pouvoir étranger et qui sont appelés à participer pleinement à la législation et à l'administration dans l'Etat. Cette armée n'est pas une puissance autonome, mais rien d'autre que le peuple en armes. Ainsi disparaît toute possibilité de domination étrangère d'une nation.

Les Etats de nationalités, cependant, dans notre société, ne reposent pas uniquement sur le fait que des nations entières n'ont pas le pouvoir de réaliser l'Etat national auquel elles aspirent, ne reposent pas non plus seulement sur le fait que de grandes parties de nombreuses nations subissent encore le poids des idéologies du passé, n'ont pas été englobées dans la communauté de culture de la nation, luttent contre les idées d'unité et de liberté nationales ; c'est bien plus encore le fait que l'Etat moderne est aussi un *territoire économique* qui entrave l'accomplissement intégral du principe de nationalité ; ne devra-t-il donc pas s'efforcer d'englober un domaine capable au moins dans une certaine mesure d'être économiquement autonome ? Le rendement du travail ne baissera-t-il pas si une collectivité socialiste, pour exercer de façon absolue le principe de démarcation nationale, voulait circonscrire un petit domaine économique limité sans tenir compte aucunement de la production ?

Il est temps ici de nous rappeler que seul le socialisme pourra accomplir de façon conséquente la division internationale du travail. La production simple de marchandises a augmenté considérablement le rendement du travail humain en introduisant, d'abord dans un champ restreint — une ville et la zone de communications qui s'y rattache — la division du travail. Le capitalisme a ensuite imposé

la division du travail à l'intérieur de grands domaines économiques et de ce fait augmenté de nouveau considérablement la productivité du travail. Mais il a déjà jeté la base d'une division internationale du travail. L'économie politique classique a ensuite fondé en théorie l'assertion selon laquelle la productivité du travail dans chaque région économique et la richesse de chaque région économique s'accroissent si les habitants de chaque région produisent exclusivement les biens pour la production desquels leur région est favorisée, et s'ils obtiennent en échange les autres biens dont ils ont besoin. En théorie, cette idée est incontestable. Il n'empêche pourtant que la société capitaliste n'a pas réalisé et ne réalisera jamais ni le libre-échange des marchandises, ni la division internationale du travail. Car le but de la politique économique capitaliste n'est pas l'augmentation maximale de la productivité du travail, mais l'accroissement maximal des profits ; et elle ne cherche pas à atteindre son but par la division du capital productif entre les différentes branches de la production, qui assure au travail son rendement maximal, mais par l'accélération de l'écoulement du capital rendu inerte dans la sphère de la production, par l'expansion continue des zones de débouchés et des sphères d'investissement. Ce n'est que là où accidentellement les exigences de la division internationale du travail concordent avec les exigences de la politique économique capitaliste — comme ce fut le cas en Angleterre encore récemment — que la liberté du commerce se réalise dans la société capitaliste. Dans la société socialiste, en revanche, dans laquelle les moyens de production ne sont plus le capital, la politique économique capitaliste perd tout sens. La société socialiste pour cette raison réalisera donc pour la première fois cette division internationale du travail et la répartition du travail à l'intérieur des divers domaines de l'économie. Il est évident que cela ne se fera pas d'un seul coup. Quand un Etat élève sous la protection de sa barrière douanière une industrie du fer au lieu de profiter, par un libre échange de biens, des minéraux ferreux plus riches d'autres pays, il est évident que la société socialiste ne pourra pas fermer du jour au lendemain les aciéries et les hauts-fourneaux déjà existants. Mais le nombre de personnes actives s'accroît d'année en année et ainsi s'accroît l'appareil de production de la société : la société orientera continuellement les nouveaux travailleurs, les nouveaux moyens de production vers les branches de la production pour lesquelles les conditions de production sont favorables dans leur pays, et elle échangera contre les produits de celui-ci ceux des autres pays. De cette manière, la collectivité socialiste pourra accomplir en l'espace de quelques décennies la division du travail entre Etats que revendique l'économie classique.

Le plus grand obstacle à l'accomplissement du principe de nationalité sera alors surmonté. Car alors, même la plus petite nation sera en mesure de construire une économie nationale organisée de façon autonome ; alors que les grandes nations produisent des biens

variés, la petite nation consacrera toute sa force de travail à la fabrication d'une ou de quelques variétés de biens et obtiendra tous les autres biens par l'échange avec les autres nations ; elle bénéficiera ainsi malgré sa petitesse de tous les avantages de la grande entreprise. Même les peuples dont la région naturelle est la plus démunie de richesses du sol pourront alors former une unité économique autonome ; Ricardo a irréfutablement prouvé que même la région économique la moins favorisée par la nature reçoit sa tâche par la division internationale du travail : elle produira les biens pour la fabrication desquels la supériorité de tous les autres pays est relativement la moins affirmée, et elle devra échanger ces biens contre les produits de toutes les autres régions économiques. Par la division internationale du travail, toute l'humanité civilisée deviendra un grand organisme ; c'est cela justement qui rendra possible la liberté politique et l'unité de toutes les nations. A l'intérieur d'une société où chaque collectivité doit être un autarque, censée couvrir ses besoins, l'accomplissement absolu du principe de nationalité est impossible. La liberté nationale demeure nécessairement interdite aux petites nations, aux nations dont le territoire d'implantation offre des conditions moins favorables à la production. Mais dès que la division internationale du travail embrasse tous les peuples, c'est la barrière la plus importante, celle qui empêche l'adaptation de la répartition politique de l'humanité à sa composition à l'intérieur des communautés de culture historiques, qui tombe.

Même les déplacements à l'intérieur du travail collectif acquièrent un caractère tout à fait nouveau dans la société socialiste. Car les migrations individuelles de ceux qui, dominés par les lois aveugles de la concurrence capitaliste, sont presque entièrement soustraits à l'action d'un statut conscient, prennent alors fin. Leur place sera prise par la réglementation consciente des migrations par les collectivités socialistes. Elles attireront des immigrants là où un plus grand nombre de travailleurs augmente le rendement du travail ; elles provoqueront l'émigration d'une partie de la population là où le sol offre à un nombre croissant d'habitants des revenus en baisse. Quand la société règlera ainsi de façon lucide l'émigration et l'immigration, chaque nation aura entre ses mains le pouvoir sur ses frontières linguistiques. De cette façon, des migrations sociales ne pourront plus enfreindre toujours et encore le principe de nationalité contre la volonté de la nation.

Ce n'est pas par hasard que la victoire du socialisme est liée à la réalisation du principe de nationalité. A l'époque du communisme de parenté, les collectivités étaient, du moins à l'origine, nationalement homogènes. Même quand une peuplade était soumise par un peuple étranger, elle ne perdait pas immédiatement son organisation politique propre, mais devenait seulement, en tant que collectivité, tributaire de la collectivité du vainqueur. Ce n'est qu'avec la désintégration de l'ancienne nation communiste en associations

locales restreintes que s'entame la scission politique de la nation. Et ce n'est qu'avec la séparation de classes, avec la division en membres de la nation et arrière-plan de la nation, qu'une domination nationale étrangère devient possible : l'opposition des classes dominantes et dominées, oppressantes et opprimées, se manifeste comme domination des nations historiques sur les nations sans histoire. Depuis le développement de la production sociale sous la forme de production capitaliste de marchandises, le particularisme politique se fait refouler : l'exigence de la division du travail à l'intérieur des grands territoires économiques construit le grand Etat national sur les décombres d'innombrables petits Etats. Mais ce développement tend aussi à rendre insupportable la domination étrangère de la nation : les nations sans histoire s'éveillent à une vie historique et aspirent à la réalisation de l'Etat national. La production sociale perd enfin son enveloppe capitaliste. Dès lors, la communauté nationale de culture devient une réalité ; dès lors, tout particularisme disparaît à l'intérieur de la nation et toute domination exercée par une nation sur d'autres peuples devient impossible ; désormais la division du travail embrasse l'humanité entière ; plus rien ne s'oppose donc alors à la répartition de l'humanité en nations libres. La répartition politique de l'humanité reflète son existence nationale culturelle qui, à son tour, est déterminée par l'évolution des procédés et des conditions de travail : *particularisme politique et domination étrangère* sont les manifestations politiques d'une ère qui se caractérise sur le plan national par la division de la nation en membres de la nation et arrière-plan de la nation, ainsi que par la désintégration de la nation en associations locales restreintes et, sur le plan économique, par l'agriculture sédentaire, la propriété particulière des moyens de travail et la seigneurie ; *le principe de nationalité est le principe de constitution de la nation unifiée et autonome en Etat dans une ère de production sociale.* L'édification des grands Etats nationaux au XIX[e] siècle n'est qu'un signe précurseur de l'ère de la réalisation absolue du principe de nationalité, tout comme l'élargissement de la communauté de culture par le capitalisme moderne est le signe précurseur de la réalisation de la communauté nationale de culture par le socialisme, tout comme la production sociale sous sa forme capitaliste est le signe précurseur de la production coopérative par la société et pour la société.

Le socialisme annonce ainsi à toutes les nations la réalisation de leur aspiration à l'unité politique et à la liberté. Il en va de même pour la nation allemande. Pour cette raison, les travailleurs allemands ne prennent nulle part aux enfantillages des pangermanistes, nulle part à l'activité de l'impérialisme allemand hostile aux ouvriers. Ils savent que dans leur lutte de classe avec la classe des capitalistes est inscrite une lutte pour l'unité politique de leur peuple. C'est pourquoi les ouvriers allemands, loin des menées frivoles des aventuriers pangermanistes et avec la tranquillité que

donne la certitude de la victoire, adressent au peuple allemand la parole du poète :

Patience ! Le jour viendra où l'on étendra
Une toile unique au-dessus de toutes les terres allemandes.

Mais le principe de nationalité, résultant justement du progrès de la production collective et de la division internationale du travail, trouve en lui-même ses bornes.

Dans la société capitaliste déjà, des rapports de communication de plus en plus étroits nouent les différents Etats ; un règlement universellement reconnu de ces rapports de communication, un système juridique qui dépasse les frontières de chaque Etat, s'avèrent de plus en plus indispensables. Avec le renforcement des rapports de communication entre Etats par le développement de l'économie capitaliste, par la naissance des grands Etats modernes et par l'expansion de la domination des nations européennes sur les territoires coloniaux d'outre-mer, est né *le droit international.* Les Etats règlent leurs rapports au premier chef par des traités. Aux anciens pactes d'alliance et de paix viennent s'ajouter des accords sur les lois de la guerre terrestre et maritime. Petit à petit les relations économiques sont réglées à leur tour par des conventions entre Etats. Ainsi se forme le système multiple de traités qui est la base du droit international moderne : accords sur la navigation fluviale et la navigation maritime, sur les relations commerciales et les douanes, sur le trafic ferroviaire, sur les services de poste et de télégraphe, conventions sur les mesures, les espèces et les poids. Mais bientôt le droit international dépasse la sphère des intérêts économiques immédiats. Ainsi la réglementation actuelle de la police sanitaire est en forme de contrats entre Etats, tout spécialement en ce qui concerne la lutte contre les épidémies, la lutte contre la traite des blanches et la traite des esclaves ; de même, on tente de préparer la voie à un règlement analogue du droit privé et du droit en matière de procès. Or, de l'ensemble de ces contrats se détache un nombre de conventions qui créent une structure tout à fait nouvelle : *l'administration internationale.* Car si l'on se sert de contrats pour établir la base d'une activité administrative commune, les Etats créent aussi un organisme commun, un office, pour remplir en permanence et grâce à une commission internationale les tâches qui lui sont confiées par les traités d'Etat. Telles sont les commissions internationales de contrôle et d'administration des finances de différents pays, les commissions de santé publique et d'hygiène, ainsi que les commissions internationales de circulation fluviale, auxquelles furent accordés des droits communément attribués aux seuls Etats souverains, que la théorie de l'Etat d'ailleurs a cherché à constituer en structures étatiques particulières, en « Etats fluviaux ». Les plus importantes des administrations internationales sont cependant de loin les « *com-*

munautés d'administration ». S'étant constituées dans les années soixante, elles reposent sur des conventions auxquelles par principe tout Etat est en droit d'adhérer. En font partie par exemple les bureaux de l'Union postale universelle, de l'Union télégraphique internationale, de la Communauté des Etats pour la protection de la propriété industrielle, de l'Association des Etats pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, de l'Union des Etats pour la lutte contre la prise d'esclaves, de l'Office central des transports internationaux, du Bureau de la commission permanente du sucre, etc. A certains de ces offices, parmi lesquels on peut citer les commissions de la santé publique et de l'hygiène, les commissions fluviales, les offices de l'Union postale universelle et l'office de la Communauté des chemins de fer, il a été accordé une autorité juridique. Notons que la Cour permanente d'arbitrage de La Haye existe depuis 1899.

Aussi imparfaites que soient chacune de ces structures, elles portent néanmoins en elles un germe solide d'organismes sociaux nouveaux.

Entre les différents Etats, les rapports de communication sont déjà si étroits à l'heure qu'il est que le droit d'Etat et les organes de l'Etat s'avèrent insuffisants. Le développement conduit à un système juridique situé au-dessus des droits de l'Etat et qui lie les Etats eux-mêmes, il crée des organismes aux activités libres de toute entrave par une frontière nationale. Aujourd'hui, traités d'Etat et offices internationaux satisfont cette exigence. Mais ils sont porteurs d'un antagonisme interne. La communauté de droit international possède des statuts et des organismes, mais ne s'est pas encore constituée en tant que personne juridique. Nous possédons des statuts et nous ignorons la volonté collective qui les pose et qui assure leur autorité ; nous possédons des organismes internationaux et ignorons la corporation dont ils se réclament.

Sans aucun doute, les contrats entre la collectivité et les organismes internationaux se multiplieront rapidement dans la société socialiste. Les relations de communication croissantes entre les différentes collectivités, en conséquence de la division internationale du travail, y obligeront tout d'abord. La réglementation internationale dans une bien plus large mesure ne devient possible et nécessaire qu'à partir du moment où les processus sociaux, qui aujourd'hui se composent d'innombrables décisions et actions individuelles, seront réglés consciemment par les différentes collectivités : par exemple, des mouvements migratoires d'une certaine importance ne seront possibles que sur la base de contrats internationaux. En dernier lieu, la réglementation planifiée des relations internationales de communication dans la société socialiste s'imposera parce que chaque attente déçue, chaque prévision manquée, qui aujourd'hui frappe le commerçant isolé, l'émigrant isolé, frapperont alors, de façon tout à fait immédiate, la société entière. Que l'on s'imagine par exemple les conséquences, si une collectivité socialiste spécia-

lisée dans la production d'un certain produit destiné à l'échange avec les produits des autres nations se voyait déçue dans ses espoirs. La division internationale du travail est impossible sans la direction et la réglementation internationales des échanges de biens et des communications.

Dans la société future, les accords d'Etat et les communautés d'administration s'avéreront donc finalement insuffisants. Ni les statuts, non assurés par une volonté collective organisée, ni les organismes, qui ne peuvent se réclamer d'aucune personne, ne pourront suffire à cette société. Finalement, elle sera amenée à constituer en personne juridique la communauté de droit international, à la munir de représentants permanents. Cela se produira le jour où les collectivités nationales installeront un office international auquel elles confieront la direction suprême de l'échange des biens entre les collectivités et par là indirectement aussi la direction suprême de la production de chaque collectivité. De même que le développement de la production capitaliste de marchandises a noué fiefs et villes isolés du moyen âge en un Etat moderne, la division internationale du travail engendrera dans la société socialiste au-dessus des collectivités nationales une structure sociale inédite, un « Etat d'Etats » auquel s'incorporeront les collectivités nationales séparées. Ainsi les « Etats-Unis d'Europe » ne sont plus une image de rêve, mais l'aboutissement final inéluctable d'un mouvement que les nations ont amorcé depuis longtemps et que des forces déjà manifestes accéléreront puissamment.

Nous avons constaté que le socialisme mène nécessairement à la réalisation du principe de nationalité. Mais en ce que la société socialiste constitue peu à peu au-dessus des collectivités un Etat confédéré dans lequel sont incorporées les collectivités des nations séparées, le principe de nationalité se transforme en autonomie nationale, le principe de nationalité en tant que règle de formation des Etats se transforme en principe de nationalité en tant que règle de la constitution de l'Etat. Le principe de nationalité socialiste est l'unité supérieure du principe de nationalité et de l'autonomie nationale.

De cette façon, le principe socialiste de nationalité réunit tous les avantages aussi bien du principe bourgeois de nationalité que de l'autonomie nationale. En organisant la nation en tant que collectivité, il lui confère une auto-législation et une auto-administration, la laisse disposer des moyens et des revenus de son travail, ainsi que de la force armée. En intégrant la nation dans une communauté de droit international, constituée comme corporation, il assure la puissance de la nation jusqu'au-delà de ses frontières territoriales. Prenons comme exemple qu'il soit possible à la société socialiste d'augmenter le rendement du travail en Allemagne en diminuant le nombre des travailleurs, tandis qu'elle pourrait augmenter le rendement du travail en Russie du Sud par une augmentation du nombre des travailleurs. Elle s'efforcera alors de transférer

une partie de la population allemande en Russie du Sud. Mais l'Allemagne n'enverra pas ses fils et ses filles vers l'Est sans leur assurer leur indépendance culturelle. Ainsi les colons n'entreront pas isolément, mais en corporation de droit public, dans la collectivité de l'Ukraine. Après l'union des corporations territoriales en une collectivité internationale, la colonisation planifiée engendre, à l'intérieur des collectivités nationales, des associations de personnes de langue étrangère, associations liées légalement sous certains aspects avec la corporation territoriale de leur nation et sous d'autres avec la collectivité de la nation étrangère sur le sol de laquelle ils vivent. Ainsi la société socialiste offrira assurément un tableau bariolé d'associations de personnes et de corporations territoriales ; elle sera tout aussi différente de la constitution centraliste-atomiste de nos Etats que celle de la société, tout aussi diversement composée, du Moyen Age.

Notre intention n'est pas de projeter ici un tableau imaginaire de la société à venir. Ce que nous énonçons ici à son égard fait suite à une appréciation objective de sa nature. La transformation de l'homme par le mode de production socialiste amène nécessairement la répartition de l'humanité en collectivités nationales. La division du travail à l'échelle internationale amène nécessairement l'unification des collectivités nationales en une structure sociale d'un ordre supérieur. Toutes les nations unies pour la domination commune de la nature, mais l'ensemble constitué en collectivités nationales appelées à un développement indépendant et à la libre possession de leur culture nationale — voilà le principe de nationalité du socialisme.

3. [Différenciation croissante entre les nations dans la société socialiste]*

Le fait que le socialisme rende la nation autonome, fasse de son destin le produit de sa volonté consciente a pour conséquence une différenciation croissante des nations dans la société socialiste, une accentuation de leurs particularités, une démarcation plus nette entre les caractères nationaux. Ce jugement surprendra peut-être ; aussi bien les amis et les adversaires du socialisme sont-ils persuadés que le socialisme nivellera la diversité nationale, diminuera ou supprimera les différences entre les nations.

Il est certain que le contenu matériel de culture, des différentes cultures nationales sera nivelé dans la société socialiste. Cette tâche a déjà été entreprise par le capitalisme moderne. Les paysans précapitalistes ont produit et vécu pendant des siècles de la manière qu'ils avaient héritée des ancêtres, sans emprunter quoi que ce fût aux progrès de leurs voisins ; ils ont utilisé l'antique et mauvaise charrue bien qu'ils aient eu la possibilité de connaître à quelques milles de là une charrue meilleure qui leur aurait assuré de bien meilleures récoltes.

En revanche, le capitalisme moderne a enseigné aux nations à apprendre les unes des autres ; tout progrès technique est approprié en quelques années par le monde entier, toute modification du droit chez les peuples voisins est étudiée et imitée. Chaque courant de la science, de l'art, influence les peuples cultivés du monde entier.

Il est hors de doute que le socialisme va considérablement accentuer cette tendance cosmopolite de notre civilisation, nivellera bien plus vite les contenus matériels de culture, que les nations appren-

* Extrait du paragraphe 9 de *La Question des nationalités et la social-démocratie.*

dront bien plus vite les unes des autres, chacune empruntant à l'autre ce qui correspond à ses besoins. Mais il serait par trop hâtif d'en conclure que le nivellement des contenus matériels de culture rendra les nations parfaitement identiques.

Les observateurs de la vie anglaise se sont souvent étonnés du caractère étrangement conservateur des Anglais, de l'extraordinaire lenteur avec laquelle les Anglais absorbent de nouvelles idées, apprennent des autres peuples des choses nouvelles. Cette étrangeté du caractère national anglais a préservé les Britanniques de plus d'une folie à la mode, a renforcé chez eux la puissance de nombreux systèmes de pensée précieux et a entravé toute démagogie en Angleterre ; certes elle a aussi largement compliqué la pénétration du progrès et notamment du socialisme en Angleterre. Or, il ne s'agit pas ici de juger ce phénomène mais de le comprendre.

Je vois l'une des causes de cet étonnant phénomène dans la vieille démocratie anglaise. Un despote est en mesure d'introduire en peu de temps dans un pays de nouvelles idées, son humeur d'aujourd'hui détermine la mode de demain dans tous les châteaux du pays, sa volonté d'aujourd'hui a demain force de loi dans tout le pays.

Il en est tout autrement de la démocratie. Ce qui est nouveau ne peut conquérir un pays démocratique qu'en gagnant l'adhésion de chaque citoyen pris séparément, dans la mesure où chacun se l'approprie, où chacun en fait l'acquisition. Seule la volonté de millions d'individus constitue la volonté collective du pays — certes une progression bien plus lente mais aussi incomparablement plus sûre. Car une fois l'acquisition faite, elle s'établit dans l'esprit de millions de personnes et le chemin à parcourir pour la faire sortir, la surmonter chez ces millions de personnes est fort long.

Ce qui est vrai pour la démocratie d'un pays capitaliste l'est bien plus encore pour la démocratie socialiste. Seul le socialisme est synonyme de véritable démocratie, de véritable hégémonie populaire, car il permet au peuple de dominer les moyens de puissance les plus importants, les moyens de travail ; seul il rend possible la véritable hégémonie populaire, car il unit le peuple entier en une communauté de culture, car il donne à chacun des compatriotes qui subit l'influence de toute la culture de la nation la possibilité d'une co-décision indépendante. De nouvelles idées ne pourront conquérir une société socialiste qu'en tentant de conquérir individuellement chacun des compatriotes dont l'éducation socialiste nationale aura fait des personnalités hautement développées, en pleine possession de la culture nationale. Mais cela signifie qu'aucune idée nouvelle ne peut être simplement adoptée ; elle doit être reçue, incorporée, adaptée à tout l'être spirituel de millions d'individus. Aucun individu n'enregistre ce qui est nouveau de façon purement mécanique, mais l'incorpore, l'intègre à sa personnalité, le digère intellectuellement, en fait l'aperception ; ainsi la nation tout entière ne se contentera pas de reprendre ce qui est nouveau, mais, en l'absorbant, elle le retravaillera, l'accommodera à son

essence, le modifiera à travers le processus d'absorption par des millions d'individus. De ce fait important — l'aperception nationale — toute idée qu'une nation reprendra à une autre devra d'abord être adaptée à tout l'être de la nation, modifiée par elle avant que d'être absorbée. Ainsi les nations ne reprendront l'une à l'autre aucune nouvelle littérature, aucun nouvel art, aucune philosophie nouvelle, aucun nouveau système de volonté sociale sans les avoir retravaillés : s'adapter à la culture intellectuelle existante de la nation signifie se relier, s'intégrer à toute l'histoire de la nation. Dès à présent, le peuple anglais ou français ou allemand reprend beaucoup plus difficilement tel quel d'un autre peuple un nouveau monde de valeurs spirituelles que le peuple japonais ou croate ; ainsi dans la société socialiste aucun fragment nouveau de culture spirituelle ne pourra trouver accès à une nation sans être relié à la culture nationale, se mettre en rapport avec elle, être co-déterminé par elle.

C'est pourquoi l'autonomie de la communauté nationale de culture dans le socialisme signifie nécessairement, malgré le nivellement des contenus matériels de culture, une différenciation de la culture sprirituelle des nations.

L'intégration du peuple tout entier à la communauté nationale de culture, la conquête par la nation de son autodétermination intégrale, une différenciation spirituelle croissante des nations — c'est cela le socialisme. Le communisme des grandes nations fera renaître la pleine communauté de culture de tous les compatriotes telle qu'elle a existé à l'époque du communisme de parenté.

Mais le fondement de la nation s'est depuis lors modifié. La communauté de culture des Germains reposait sur la descendance d'une même souche : le fait que des éléments de culture identiques leur eussent été transmis par des aïeux communs les unissait en une nation. Il en est autrement de la communauté de culture de la société socialiste moderne : elle est un produit de l'activité sociale, un résultat de l'éducation à laquelle ont part les enfants du peuple tout entier, un produit de la collaboration de la nation au travail social.

Il y a donc une énorme différence, car la nation reposant sur une communauté d'ascendance portait en elle le germe de sa décadence : plus les descendants d'aïeux communs étaient géographiquement séparés et soumis à des conditions différentes de lutte pour l'existence, plus ils se différenciaient les uns des autres, devenaient des peuples différents aux dialectes différents, de sorte qu'ils ne se comprenaient plus ; avec un type corporel différent, car aucun mariage ne les liait plus ; avec des mœurs, des droits différents, différentes habitudes de vie, un tempérament différent, une manière différente de réagir aux mêmes stimuli.

Mais tandis que la nation reposant sur la communauté d'ascendance porte en elle le germe de sa décadence, la nation reposant sur la communauté d'éducation porte en elle la tendance à l'unité : elle soumet tous ses enfants à la même éducation, tous les co-natio-

naux travaillent ensemble dans les ateliers de la nation, participent à la création de la volonté collective de la nation, jouissent ensemble des biens de culture de la nation.

Ainsi le socialisme comporte-t-il en lui-même la garantie de l'unité de la nation. Il fera de la langue unitaire allemande, grande porte d'accès à nos biens de culture — la langue maternelle des masses pour qui elle est encore une langue étrangère ; il fera des destinées de la nation le fondement déterminant du caractère de chacun des compatriotes appelé à co-définir la volonté de la nation ; il fera des biens culturels de la nation la propriété de chaque Allemand et par conséquent de chaque Allemand le produit de nos biens culturels. Communauté d'ascendance prise séparément signifie décadence, communauté d'éducation et de travail signifie unité sûre de la nation. La nation doit d'abord devenir une communauté de travail avant de pouvoir être pleinement une véritable communauté de culture qui s'autodétermine.

Josef Strasser (1870-1935)

Après les élections de 1907 au Reichsrat *s'amorce la décomposition de l'organisation syndicale pan-autrichienne d'abord, puis du parti, sous la poussée du nationalisme dans les rangs du mouvement ouvrier. Ce sont en effet les syndicats tchèques qui revendiquent l'indépendance de la centrale de Prague par rapport à Vienne, accusant les dirigeants de la centrale allemande de « pangermanisme ». Après les syndicats tchèques divisés désormais entre « séparatistes » et « centralistes », ce sont les « centralistes » du parti en Moravie qui font désormais sécession par rapport au Parti social-démocrate tchèque, allant jusqu'à présenter leurs propres candidats aux élections au* Reichsrat *en 1911.*

Cette crise va cristalliser la formation d'une extrême gauche marxiste militant en faveur d'un « internationalisme intransigeant » autour de Josef Strasser, alors rédacteur en chef du Vorwärts *de Reichenberg (Liberec) en Bohême. Né à Cracovie dans une famille viennoise, Strasser a commencé des études de droit et milité très tôt dans la social-démocratie, où il se situe d'emblée à l'aile gauche. Collaborateur de l'organe central du parti, l'*Arbeiterzeitung, *il est envoyé en 1900 à Reichenberg pour y diriger la presse du parti. Là il se familiarise avec la question nationale. Dès que se manifestent les signes avant-coureurs de la crise séparatiste, Strasser intervient dans* Der Kampf, *la revue théorique du parti autrichien, et soumet à sa critique la politique de la direction. Dans les deux articles sur la question nationale qu'il publie en 1910-1911, Strasser met en garde contre la pénétration de la terminologie nationaliste dans la social-démocratie allemande d'Autriche et s'attaque plus particulièrement à Pernerstorfer, partisan de la grande Allemagne. Sa brochure polémique parue en mai 1912, surnommée « le manifeste de l'extrême gauche en Autriche » ou « de la gauche de Reichenberg » et où il présente ses positions de façon quelque peu schématique et*

mécaniste pour les besoins de la vulgarisation, trouve un grand écho et est épuisée dans les deux semaines qui suivent la publication. Il y prend à partie aussi bien l'argumentation des partisans de la grande Allemagne au sein de la social-démocratie qu'implicitement celle de Renner sur la grandeur et la puissance de la nation. Mais sa critique est dirigée avant tout contre la conception bauerienne. Il y oppose son interprétation du mot d'ordre d'autonomie nationale de la social-démocratie autrichienne dans la lutte contre le nationalisme. Pour Strasser, la raison de la décomposition du parti réside dans sa structure fédérative qui constitue une négation du principe internationaliste d'organisation unitaire et centralisée. Sa brochure a été soumise dans Der Kampf *par Otto Bauer à une virulente critique* [1]*. Persuadé qu'il se situe sur les positions du marxisme orthodoxe, Strasser en appelle à l'arbitrage de Kautsky, dont il a mis les suggestions à profit dans la rédaction de sa brochure. S'il le soutient en privé, Kautsky lui refuse l'autorisation de citer leur correspondance dans son « anticritique » ajoutée en appendice à la seconde édition de* L'Ouvrier et la nation. *Cette brochure est en quelque sorte le « chant du cygne » de Strasser qui quitte Reichenberg peu après pour s'installer à Vienne en 1913.*

Internationaliste pendant la guerre, Strasser adhère en 1919 au Parti communiste autrichien. Lénine qui le tient pour l'un des meilleurs journalistes de langue allemande le fait venir à Moscou en 1923. De retour à Vienne en 1928, il est pour une brève période rédacteur en chef de l'organe du P. C. autrichien, Die Rote Fahne. *En conflit avec la direction du parti, il donne sa démission de ses fonctions et en est exclu sous l'accusation de trotskysme.*

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international. Autriche, op. cit., p. 301-302.

Œuvres
« Zum Internationalismus », *Der Kampf*, IV, p. 294-298.
« Nationalismus und Sozialismus », *Der Kampf*, V, p. 109-112.
Der Arbeiter und die Nation, Reichenberg, Runge, 1912, 61 p. (1re éd.).

1. Otto BAUER, « Der Arbeiter und die Nation », *Der Kampf*, V, p. 401-406.

L'ouvrier et la nation

I. Le caractère national *

En tant qu' « éthiques » et « idéalistes » les nationaux comptent évidemment le caractère national parmi les biens suprêmes de la nation, oui, ils le déclarent *le* bien national — tout le reste n'a de sens et de valeur qu'en tant que moyen de conservation de la « noblesse » allemande. Et pourtant, la malchance veut que le caractère national soit justement le plus problématique de tous les biens nationaux, à savoir qu'il n'existe pas.

Que doit-on entendre par caractère national ? Ordinairement on le définit comme la somme de ces qualités corporelles, spirituelles et morales communes à tous ou du moins à la plupart des ressortissants de la nation. Supposons qu'il existe un caractère national qui répondrait à cette définition — quelle place lui attribuer en politique dont il devrait constituer le but et le contenu, au cas où les nationaux auraient raison ? Prenons l'exemple suivant : tous les Allemands sont blonds, le blond est donc un élément du caractère national. En quoi cela nous concerne-t-il ? Le fait d'être blond est et reste un élément sans rapport avec la politique. Ou bien : parmi les éléments constitutifs du caractère national allemand, figure une caractéristique que les Allemands eux-mêmes appellent aller au fond des choses, les autres peuples lourdeur ou gaucherie. Quelle importance pour les hommes politiques ? A-t-on jamais entendu parler d'une action en faveur de la conservation du sérieux allemand tant vanté ?

* Extrait de Josef Strasser, *Der Arbeiter und die Nation*, Reichenberg, Runge, 1912, chap. v.

Mais cela entre parenthèses, car il est clair qu'un caractère national dans le sens où on l'entend ordinairement n'existe pas. Evidemment il ne fait pas de doute qu'il existe toujours une tendance au développement d'un tel caractère national. De toutes les influences auxquelles une nation est soumise, il y en a au moins quelques-unes qui sont identiques ou du moins similaires pour tous les ressortissants de la nation, les mêmes causes produisant les mêmes effets... Mais il est certain aussi que dans la société bourgeoise la tendance à la formation d'un caractère national ne peut percer que de façon imparfaite étant donné les tendances contraires qui travaillent dans un sens opposé avec d'autant plus de force que le développement capitaliste progresse. La division de la nation en classes dont chacune vit les mêmes événements de façon différente, les ressent différemment, les évalue différemment, les traite différemment, empêche le développement de nouveaux caractères nationaux et détruit les anciens. De plus, le capitalisme imprègne chaque nation d'éléments étrangers et chaque partie de la nation d'éléments différents : l'Alsacien a d'autres particularités que l'Allemand de Bohême. Il ne faut pas oublier que tous les ressortissants d'une nation ne vivent pas dans les mêmes conditions naturelles, que la différence du climat, de la configuration du sol, etc., à l'intérieur de la nation, tendent à les différencier : l'Allemand du Waterkant et l'Allemand des montagnes tyroliennes sont des hommes différents. Dans ces conditions que reste-t-il du caractère national ? Qu'on essaie d'énumérer les traits communs à l'intellectuel des cafés viennois, au pêcheur de la mer Baltique, au financier berlinois, au tisserand de Reichenberg — on pourrait continuer l'énumération à volonté. L'effort serait vain. Mais même si un caractère national dans le sens courant du terme n'existe pas ou qu'il n'en existe que des bribes ou des résidus, on peut parler tout de même d'un caractère de l'entité nationale, d'un caractère de la nation. Comme signe particulier de la nation française par exemple, on souligne son esprit. Cela ne veut pas dire, même si on l'entend ainsi, que dans leur totalité ou leur majorité, les Français soient spirituels, mais seulement que nous trouvons plus d'hommes spirituels dans le peuple français que dans d'autres peuples, alors qu'ils peuvent ne représenter qu'une petite minorité au sein du peuple français. Si en Allemagne un homme sur mille a de l'esprit, en France, en revanche, ce sera un homme sur cent ; alors on dira des Français qu'ils sont un peuple spirituel, même si 99 % d'entre eux, c'est-à-dire l'écrasante majorité, ne le sont pas. Par une logique spécieuse, ce caractère particulier à une nation a été transformé en caractéristique typique des ressortissants de cette nation. L'opinion selon laquelle il y a davantage d'hommes spirituels parmi les Français que chez tout autre peuple s'exprime négligemment ainsi : les Français sont spirituels. Evidemment, on pourra dire aussi : le Français est spirituel. En un tour de main la spécificité de la nation, le caractère de l'entité nationale, le caractère national sont

devenus le caractère commun à tous les ressortissants nationaux.

Le caractère de la nation est changeant. Sa structure est conforme à la structure sociale de la nation, son développement dépend du développement économique. La revendication de sa préservation est donc une utopie et une utopie réactionnaire. Nos nationaux aiment faire l'apologie de la race allemande — en pensant bien sûr non pas à la race allemande d'aujourd'hui mais à celle du passé qui ne se prolonge dans le présent que d'une manière résiduelle. Pour eux, l'Allemand idéal c'est le petit-bourgeois classique, le petit-bourgeois à l'âge d'or de son métier et qui, malgré toute l'étroitesse de ses sentiments et son esprit borné, était, dans son monde à lui, un fieffé gaillard. Ce petit-bourgeois, ils le déguisent à la Siegfried en lui glissant la lance dans le poing, le mettent sous un éclairage bengale, et l'Allemand idéal est là. Mais le petit-bourgeois allemand, non seulement celui que nos nationaux se sont fabriqué mais aussi celui qui a réellement existé, n'existe pas dans notre monde. Avec la décadence de l'artisanat, la vie artisanale a connu la même décadence. Les conserver ou plutôt les réveiller à une nouvelle vie veut dire : vouloir rétablir leur condition économique. En pratique, cela se résume à vouloir entraver le développement économique par des chicanes corporatistes, en théorie cela revient à exiger le retour à un mode de production précapitaliste. Cette attitude est petite-bourgeoise, réactionnaire et nullement socialiste ou révolutionnaire. Comment donc des prolétaires pourraient-ils s'enthousiasmer pour la conservation du caractère national ?

Bien plus : nous, social-démocrates, nous refusons non seulement de maintenir les caractères nationaux actuels mais nous travaillons justement à leur destruction. Et pas seulement parce que nous voulons éliminer leurs présupposés sociaux : le capitalisme et les résidus des modes de production précapitalistes. Nous acceptons la destruction du caractère actuel de la nation, mais pas comme une conséquence, sans doute involontaire mais inévitable de notre action révolutionnaire. Nous y travaillons de façon consciente et intentionnelle. Que veut donc dire la phrase : la social-démocratie veut éduquer le prolétariat ? Rien d'autre que la social-démocratie de chaque pays combat les insuffisances et les vices spécifiques de son propre prolétariat. Dans la mesure où les faiblesses et les défauts du prolétariat allemand, tchèque, italien, font partie intégrante du caractère spécifique des nations allemande, tchèque, italienne, la lutte contre eux équivaut à une activité consciente pour remodeler les caractères nationaux allemand, tchèque, italien.

Mais dans d'autres domaines aussi nous travaillons à transformer le caractère de la nation. Ce n'est pas seulement à travers l'éducation du prolétariat allemand que la social-démocratie transforme la spécificité nationale allemande, elle influe aussi sur les autres classes de la nation allemande. Non pas dans un sens éducatif comme elle le fait en direction de la classe ouvrière certes, mais

d'une tout autre manière. Bien sûr, dans nos réunions d'il y a vingt ans, on a souvent tenu le langage suivant : nous devons ramener nos adversaires à la raison et à la décence. Cette phrase était l'écho de la conception utopique selon laquelle la société socialiste serait l'œuvre d'hommes généreux et intelligents. A l'époque beaucoup de camarades croyaient encore pouvoir instaurer plus rapidement le socialisme s'ils arrivaient à « éclairer » l'adversaire et à le « rendre meilleur ». Nous avons totalement abandonné cette conception. Aujourd'hui, tout social-démocrate sait qu'aucune classe ne se suicide et qu'il est donc impossible d'éduquer les classes qui ont intérêt à maintenir une société qui fonctionne selon le principe de la propriété privée, de leur inculquer la « raison » et la « décence[1] », étant donné que l'idée qu'ils se font de ce qui est raisonnable et décent est différente de la nôtre. Nous avons reconnu que nous devons exercer sur nos adversaires une influence d'un tout autre ordre que pédagogique. Nous savons que dans la lutte des classes comme dans la guerre, il est très important de démoraliser l'ennemi, et notre action quotidienne a pour but de démoraliser les ennemis de la classe ouvrière. Non pas, bien sûr, pour les rendre lâches et brutaux. Nous démontrons que les arguments qu'ils emploient pour défendre l'ordre social bourgeois ne tiennent pas debout. Ils doivent alors se taire ou répondre par des mensonges — n'importe comment ils perdent leur bonne conscience. Nous montrons la contradiction entre leurs théories et leur pratique, et ils doivent une fois de plus se taire ou mentir. Chaque défaite dans la lutte économique les humilie. Chaque campagne électorale qu'ils perdent affaiblit leur conscience d'eux-mêmes. L'irrésistible ascension du prolétariat ébranle leur assurance. Ils s'embrouilleront, ils se démoraliseront. Les seigneurs fiers de leurs droits et de leur pouvoir se transforment en brutes et lâches. C'est notamment ainsi que le prolétariat en lutte transforme le caractère national spécifique.

Afin d'éviter des malentendus : si par l'éducation du prolétariat allemand et par la démoralisation de ses exploiteurs et oppresseurs nous travaillons consciemment à la transformation du caractère de la nation allemande, nous ne le faisons pas, bien sûr, pour de quelconques raisons nationales, mais uniquement pour des raisons prolétariennes-socialistes. L'éducation du prolétariat allemand par la social-démocratie n'a pas seulement une signification nationale mais internationale. Et cela non seulement parce que tant et tant

1. Dans un sens très restreint, on peut parler d'une éducation de la classe des capitalistes par les ouvriers. Les ouvriers peuvent obtenir que les employeurs satisfassent certaines revendications sans avoir recours à la lutte : lorsque par ex. l'ouvrier refuse de se laisser maltraiter parce qu'il a une puissante organisation derrière lui, le patron se rend compte que l'ouvrier est, lui aussi, un être humain. Or cette prise de conscience n'est pas celle des besoins, mais celle de la puissance du prolétariat et les ouvriers l'ont imposée aux capitalistes non pas en leur vantant les charmes des idées socialistes mais par la lutte de classe ; non pas par la force de leurs arguments, mais par l'argument de leur force.

de prolétaires non allemands vivent parmi les ouvriers allemands. Même si sur le territoire de langue allemande il n'y avait pas un seul ouvrier non allemand, toute élévation du niveau de conscience prolétarienne des Allemands correspondrait à une élévation du niveau de conscience prolétarienne en général. Et bien entendu chaque victoire du prolétariat russe, français et anglais transforme le caractère spécifique de la nation allemande, en ce sens qu'elle stimule le prolétariat allemand et déprime le petit-bourgeois allemand.

Derrière la revendication des nationaux de sauvegarder le caractère national — identique à la revendication des cléricaux de sauvegarder la morale chrétienne — se cache uniquement le désir des classes dominantes de pouvoir continuer à affirmer leurs « vertus de seigneurs » et de continuer à attribuer au prolétariat les vices des esclaves, la modestie, la soumission (que les nationaux appellent des vertus allemandes, les cléricaux des vertus chrétiennes), c'est-à-dire maintenir le *statu quo* économique et politique, la propriété capitaliste et l'Etat bourgeois.

Le caractère spécifique de la nation ne constitue pas non plus une communauté d'intérêts entre la bourgeoisie et le prolétariat ; les intérêts de ces deux classes sont également opposés par rapport à lui, lui aussi est un élément de la lutte de classes.

II. L'autonomie nationale *

Selon l'opinion de nombreux camarades l'autonomie nationale serait destinée à mettre fin à la lutte des nationalités et à instaurer la paix entre les peuples. Mais cette conception est aussi fausse que la croyance à la toute puissance du parlementarisme, à la possibilité de faire adopter nos ultimes revendications par les parlements bourgeois. Pourquoi alors exigeons-nous l'autonomie nationale ?

Une question préliminaire : qu'est-ce que l'autonomie nationale ? Lorsque les séparatistes employent ce mot, ils entendent par là la souveraineté totale de la « social-démocratie » tchèque. Mais cela est un double malentendu, car il y a d'autres Tchèques que les séparatistes, et souveraineté n'est pas la même chose qu'autonomie. La souveraineté que les séparatistes réclament pour eux n'est absolument pas compatible avec le socialisme. Le socialiste ne reconnaît qu'une seule souveraineté : celle de tous. Nous n'avons aucune raison de supposer que la société socialiste se disloquera en groupes nationaux et souverains, en revanche, nous avons les raisons les

* *Der Arbeiter und die Nation*, chap. VII.

plus pertinentes de croire que dans la société socialiste, tant qu'elle sera constituée de peuples différents, ce ne sera pas la nation mais l'union des nations qui constituera l'instance suprême : toutes les parties de la terre ne présentent pas les mêmes propriétés ; la faune n'est pas partout la même, nous ne trouvons pas partout les mêmes plantes, les mêmes gisements de charbon et de minerai, etc., et cela suffit déjà à justifier la création d'un seul grand territoire économique. Mais nous admettons que c'est là une question sur laquelle nous devons réfléchir encore longuement. Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui on ne peut accorder à aucun groupe dans le parti social-démocrate une autonomie dans le goût des séparatistes, c'est-à-dire l'indépendance totale, si nous ne voulons pas courir au suicide. Face au capitalisme, tous les ouvriers ont les mêmes intérêts et c'est pourquoi toutes les forces prolétariennes doivent être rassemblées dans une action unitaire. Or, cela n'est possible que dans un parti uni, et l'autonomie nationale dont parlent les séparatistes n'est qu'une chimère. Cela ne veut pas dire que nous rejetons toute autonomie au sein du parti. De même qu'une certaine indépendance est nécessaire à toute organisation, à tout homme de confiance, une certaine autonomie, c'est-à-dire autogestion à l'intérieur des limites tracées par l'ensemble du parti dans l'intérêt de l'ensemble du parti, peut être nécessaire aux groupes nationaux du parti. Nous verrons plus tard jusqu'où peut aller cette autonomie. D'abord, quelques mots sur l'autonomie nationale dans l'Etat. Pourquoi la réclamons-nous alors qu'elle n'a rien de spécifiquement socialiste et ne signifie nullement comme nous l'avons dit, la solution de la question nationale ?

Il faut le répéter : le socialisme au pouvoir est tout autre chose que le socialisme dans l'opposition, la société collectiviste qui se gouverne elle-même, autre chose que le prolétariat luttant pour le pouvoir à l'intérieur de la société bourgeoise. Si nous réclamons l'autonomie nationale à cette société bourgeoise, cela ne veut pas dire que dans le cadre d'une société socialiste nous accorderons l'autonomie aux nations. Nous exigeons beaucoup de choses de l'Etat actuel dont nous nous passerons fort bien après la socialisation des moyens de production. Par exemple : aujourd'hui nous réclamons le mariage civil obligatoire, mais par là nous ne préjugeons pas de la question de savoir si dans la société socialiste nous nous marierons à la mairie. Ou bien : nous réclamons que l'entrepreneur qui viole grossièrement une loi protectrice des ouvriers aille au cachot. Doit-on en conclure que dans la société socialiste il y aura des prisons ? On pourrait citer des centaines et des centaines d'exemples. Les revendications que nous adressons à la société actuelle ne sont pas socialistes au sens où, une fois accordées, elles nous conduiraient au but, mais elles le sont en ce qu'elles accélèrent le développement social dans la voie qui mène à notre objectif. Et c'est uniquement dans cette optique que la revendication de l'autonomie nationale a un contenu socialiste. Mais comment cela ? L'autonomie nationale

peut-elle nous rapprocher de nos objectifs, même si elle n'est pas pour nous un objectif en soi ? [...]

Notre attitude à l'égard de la nation est en quelque sorte analogue à celle que nous avons adoptée à l'égard de la religion et de l'Eglise. Dans l'immédiat, il importe peu que nous aimions la nation à cause de ses avantages ou que nous la détestions peut-être à cause de ses limites. Il ne s'agit pas de délivrer une note à la nation afin qu'elle s'améliore, mais nous devons rechercher la loi qui régit son développement. Une fois celle-ci établie, nous saurons que les nations, tout comme les religions et les Eglises sont des phénomènes sociaux, qu'elles ont subi différentes transformations dans la société bourgeoise et qu'elles ne survivront pas au capitalisme sous leur forme actuelle. La nation doit continuer à se développer. On peut s'imaginer ce développement comme le fait Otto Bauer, qui croit que les nations vont se différencier davantage dans la société socialiste, ou admettre avec d'autres socialistes que le collectivisme nous apportera le langage commun ; en tout cas, nous supposons que le mode de production socialiste transformera les nations, que sur le plan national l'humanité future se distinguera autant de celle d'aujourd'hui que le collectivisme du capitalisme. Comme nous l'avons dit, nous travaillons consciemment et volontairement à la transformation de la nation. A partir de l'Allemand, nous voulons créer quelque chose de non Allemand ou si l'on veut, quelque chose de supra-Allemand. Quiconque aime les aphorismes pourra dire avec Nietzsche : « Etre un bon Allemand, veut dire se dégermaniser. » Pour celui qui n'est pas dans ce cas, dire : « Nous sommes de bons Allemands » a perdu toute signification. Peut-être quelqu'un objectera-t-il : c'est justement parce que nous revendiquons l'autonomie nationale que nous sommes de bons Allemands, de bons Tchèques, etc. ; car, en tant que socialiste, peut-on réclamer plus pour la nation que l'autonomie ? A quoi nous répondrons : nous réclamons aussi l'autonomie religieuse, sommes-nous pour autant de bons catholiques, luthériens et juifs ? La revendication de l'autonomie religieuse n'est nullement synonyme de concessions aux croyants, ni de tolérance à l'égard des dissidents, ou même d'indifférence religieuse ; évidemment elle signifie encore moins que nous allons maintenir les religions ou même raffermir leur pouvoir. L'autonomie religieuse ne donne à la religion que ce à quoi elle peut prétendre en vertu de sa réalité, elle est seulement la reconnaissance de cette réalité. Elle donne aux Eglises la possibilité de s'autodéterminer, mais, elle leur ôte, en même temps, la possibilité de régner en tant qu'Eglises. Il en est exactement ainsi de l'autonomie nationale. Elle ne signifie pas seulement le droit à l'autodétermination nationale, mais aussi, et avant tout, la suppression de tout pouvoir qui se référerait à un titre national. L'autonomie ne concède aux Eglises et aux nations que la place qui doit leur être accordée en raison de leur réalité — et dont elles ont besoin non pas pour se maintenir mais pour mourir, si on ne veut pas qu'elles

provoquent les confusions les plus graves dans la vie sociale, ou qu'elles aient une influence gênante et perturbatrice sur le prolétariat en lutte.

Si les explications fournies ici sont valables, il est clair que la tentative de présenter la « structuration » nationale de nos organisations comme une conséquence évidente du principe de l'autonomie nationale repose sur un malentendu grotesque. Aussi, dans les syndicats, il n'y a personne, hormis les séparatistes, qui le contesterait. En revanche, il y a des camarades pour défendre l'autonomie nationale dans l'organisation politique, qui ne sont nullement suspects de séparatisme. Ils déclarent : « Nous devons accorder l'autonomie nationale au sein du parti, parce que nous la réclamons dans le cadre de l'Etat. » Mais nous réclamons aussi à l'Etat l'autonomie religieuse, pourtant nous n'avons jamais eu l'idée de procéder à une division interne du parti qui refléterait nos confessions religieuses. Donc, notre revendication d'autonomie nationale dans le cadre de l'Etat n'est pas une raison pour réaliser l'autonomie nationale au sein du parti.

Dans son livre sur la question des nationalités et la social-démocratie, le camarade Otto Bauer a tenté de démontrer la nécessité d'une structuration nationale de nos organisations politiques à l'aide de quelques autres arguments. D'abord, il mentionne les besoins de l'agitation : « Dans les réunions, dans la presse, dans l'organisation, le parti doit s'adresser aux ouvriers de chaque nation dans leur propre langue. Ainsi, il faudra des orateurs particuliers, des agitateurs particuliers, des écrivains particuliers pour les ouvriers de chaque peuple. De cette façon, le corps du parti se divise naturellement en groupes linguistiques, donc, nationalement différenciés ». On pourrait dire, mot pour mot, la même chose à propos des syndicats. Ou bien l'organisation syndicale devrait, elle aussi, être déchiquetée en groupes nationaux, ou bien, la différence de langue n'est pas non plus une raison pour la « différenciation », la destruction de l'organisation unitaire du parti.

Le camarade Bauer poursuit : « Même si toute la classe ouvrière utilise les mêmes moyens pour parvenir au même but, les ouvriers des différentes nations sont opposés à différents partis. Par conséquent les ouvriers des différentes nations ont aussi des devoirs différents dans la lutte ». Si cela est une raison pour détruire l'organisation politique internationale et unitaire, les ouvriers d'une seule nation ne doivent pas non plus se retrouver dans un seul parti. Les ouvriers allemands ont d'autres adversaires dans la région des Sudètes et dans les Pays Alpins. L'appartenance à un même parti a-t-elle jamais porté préjudice aux luttes à mener ?

Pour le camarade Bauer la raison décisive à la structuration nationale du parti est la suivante : « Dans chaque nation où il est adopté, le socialisme entre en conflit avec les idéologies traditionnelles de la nation, et c'est justement à travers la lutte contre ces idéologies que le socialisme est rattaché à toute l'histoire de la nation. Ainsi

le mode de pensée socialiste des Allemands est, malgré leur accord fondamental, différent dans le détail du mode de pensée des camarades polonais ou italiens ». Cela est vrai ; mais de la même façon le mode de pensée du bûcheron allemand et celui du valet de ferme allemand sont tout à fait différents de celui de l'ouvrier allemand en usine ; oui, on peut affirmer que la vie intellectuelle du prolétaire allemand dans l'industrie est sous certains rapports plus éloignée de celle de l'ouvrier agricole allemand que de celle du prolétaire d'industrie tchèque. Bien plus, « selon leurs pensées, leurs humeurs, leur tempérament », les forgerons allemands ressemblent moins aux tisserands allemands, les maçons moins aux mécaniciens allemands qu'à leurs camarades tchèques qui exercent la même profession qu'eux. Néanmoins, tous les ouvriers allemands se retrouvent dans un parti, pourquoi permettre justement aux différences nationales de déchirer le parti ouvrier ?

Les séparatistes ont raison sur le point suivant : si la division de la social-démocratie autrichienne en plusieurs partis nationaux était un progrès, on ne comprend pas pourquoi la Commission syndicale de Prague, en tant qu'institution, ne se trouve pas sur un pied d'égalité avec la Commission syndicale de Vienne. Le séparatisme syndical n'est qu'une conséquence du séparatisme politique, logiquement et historiquement. Car il n'est pas exact de dire qu'à l'origine le séparatisme ait limité son zèle réformateur aux syndicats et que plus tard seulement il ait étendu son activité fertile à l'organisation politique. C'est exactement l'inverse. Le séparatisme a célébré son premier triomphe au Congrès du parti à Wimberg [2], la structuration de la social-démocratie en groupes nationaux fut sa première grande action.

Certes, à l'époque, on ne s'en est pas rendu compte. Même des camarades que l'on ne peut soupçonner de tendances nationalistes ont estimé que la structuration nationale du parti était un progrès. Comment a-t-il été possible que le séparatisme syndical ait tout de suite été reconnu comme tel et combattu alors que cela n'a pas été le cas pour le séparatisme politique ? Cette différenciation s'explique du fait que les tâches de l'organisation politique sont beaucoup plus complexes que celles des syndicats. Qu'une certaine tactique, une certaine forme organisationnelle soient utiles ou non, doit apparaître beaucoup plus tôt dans le syndicat que dans l'organisation politique ; dans les syndicats, les rapports sont beaucoup plus simples et plus clairs. Le passage des Tchécoslaves d'une organisation syndicale centralisée à une organisation syndicale séparatiste doit avoir comme conséquence l'incapacité d'obtenir la moindre augmentation des salaires, la moindre réduction du temps de travail

2. Le Congrès du parti social-démocrate d'Autriche réuni en 1897 au Wimberger à Vienne a entériné la structure que s'était donnée la social-démocratie autrichienne : fédération fondée sur le principe des nationalités pour assurer l'autonomie et l'individualité de ses neuf partis nationaux composants.

et par conséquent leurs « syndicats » n'attireront pas les ouvriers. C'est un échec flagrant, et les séparatistes ne pourront le transformer en succès devant des gens dont le cerveau n'est pas totalement ravagé par le nationalisme. Les choses ne sont pas aussi simples en politique. La possibilité de succès apparents y est plus grande que dans le domaine économique. Par exemple : les séparatistes pourraient affirmer que sans la grande liberté de mouvement que la structuration nationale du parti leur a procurée, ils n'auraient jamais pu remporter la grande victoire électorale de 1907 [3]. Cet argument en faveur de la nécessité de l'indépendance nationale fait certainement une grande impression sur beaucoup de camarades. Surtout bien sûr, sur ceux qui pensent que le pouvoir de notre parti est fonction du nombre de ses mandats et que la manière dont on obtient ces mandats n'a pas d'importance ; mais d'autres peuvent être amenés à penser qu'une grande victoire électorale peut s'expliquer par le renforcement de l'organisation. Certes, elle peut avoir d'autres causes : il est possible que beaucoup de voix portées sur les social-démocrates proviennent d'éléments marginaux sympathisants du parti, non pas parce que le parti s'éloigne du socialisme en faisant par exemple des concessions au nationalisme. Les chiffres électoraux souffrent toujours différentes interprétations, et même le spécialiste qui connaît le mieux tous les rapports qui peuvent entrer en jeu ne trouve pas toujours la bonne dès le départ. Lui aussi peut prendre pour un succès véritable ce qui après quelques années se révélera n'être qu'une victoire illusoire. Il y a également en politique des succès d'arsenicophages. Un parti peut se développer vigoureusement en apparence, alors qu'en réalité il va à sa perte. Le séparatisme nous l'a prouvé. En ce cas, il s'écoule toujours un certain temps jusqu'à ce que l'on se rende compte de la réalité de la situation. En politique nous sommes aux prises avec des rapports beaucoup plus compliqués que dans les syndicats.

Ainsi, le séparatisme pourrait donc continuer à semer la confusion dans l'organisation syndicale et surtout dans l'organisation politique pendant encore longtemps. Mais finalement nous serons bien obligés de revenir à l'idée que nous défendons depuis le Congrès de Wimberg, à savoir, que l'autonomie nationale à l'intérieur du parti est une absurdité.

Par là nous ne voulons nullement affirmer que les circonstances mentionnées par Bauer pour justifier la structuration nationale du parti soient sans importance. Le parti doit en tenir compte pleinement, il doit accorder aux camarades de chaque nation la liberté de mouvement nécessaire à la propagande. *Mais cela est possible aussi à l'intérieur d'un parti uni et compact.* Le déchirement du parti en groupes nationaux autonomes lui a porté le pire des pré-

3. Il s'agit des élections qui eurent lieu en 1907, à la suite desquelles le parti social-démocrate conquit 87 sièges de députés (dont 24 Tchèques) et devint le groupe le plus important au *Reichsrat*.

judices et il nous nuira encore davantage si nous ne nous engageons pas dans le chemin qui conduit vers l'unité organisationnelle. A la longue ce sera uniquement dans le cadre d'une organisation internationale fortement centralisée qu'une politique internationaliste sera possible.

III. L'internationalisme *

Nous sommes partis de la constatation que chaque homme a des intérêts opposés et que quiconque ne veut pas végéter ou même dépérir dans la contradiction de ses intérêts doit établir un compromis entre eux. Pierre, par exemple, est fabricant, sportif, national - allemand et tant d'autres choses. Dans chacune de ces caractéristiques, il a des intérêts spécifiques qui entrent en contradiction les uns avec les autres. En tant que bon Allemand il ne peut souffrir un Tchèque, mais en tant que fabricant il ne voudrait pas se passer des ouvriers tchèques. Le sport demande beaucoup de temps et encore plus d'argent, les affaires, en revanche, exigent un homme qui possède le sérieux moral nécessaire pour l'appropriation et l'accumulation de la plus-value, donc qui dispose de son temps et de son argent non comme un gentleman mais comme un boutiquier. Comment Pierre doit-il résoudre ces contradictions — et mille autres ? Doit-il, du moins dans la mesure où le profit l'exige, surmonter sa haine contre les Tchèques ou bien ne doit-il employer que des ouvriers allemands et risquer ainsi une diminution de ses revenus ? En tant qu'automobiliste doit-il négliger son usine, ou bien doit-il sinon abandonner du moins dominer ses penchants sportifs en tant qu'homme d'affaires ? Ces alternatives sont innombrables, comme nous l'avons déjà dit. Chaque jour oblige l'homme à choisir, chaque jour et chaque heure nous sommes confrontés à des contradictions.

La contradiction qui nous intéresse est celle qui existe entre l'intérêt de classe et l'intérêt national.

Mais une telle contradiction existe-t-elle ? Qu'est-ce que l'intérêt de classe ? Y a-t-il un intérêt de classe spécifique ? Il ne s'agit pas d'élucider si les différentes classes sociales ont des intérêts différents, si des intérêts particuliers, capitalistes, prolétariens, petit-bourgeois existent, mais il s'agit de savoir si une classe a d'autres intérêts à côté de ses intérêts de classe. A côté de ses intérêts prolétariens, le prolétariat a-t-il des intérêts nationaux, artistiques, sportifs ou autres ? L'intérêt de classe n'est-il qu'un intérêt parmi

* Extrait de *Der Arbeiter und die Nation*, chap. VIII.

beaucoup d'autres, ou bien est-il la somme de tous les intérêts de la classe ?

On doit répondre par l'affirmative à cette dernière question. Un homme appartient à une classe non seulement par certains aspects de son être mais dans sa totalité. Il est bourgeois, grand propriétaire terrien, ou paysan ne cultivant que des parcelles, bref, membre d'une classe quelconque non seulement sur les plans économique et politique mais sur tous les plans. Il n'a aucun intérêt qui ne soit marqué par son appartenance à une classe, la contradiction des classes traverse toute la vie sociale et non pas seulement certaines de ses sphères. La problématique : quels sont les rapports entre les intérêts de classe et les intérêts nationaux est donc fausse. Elle suppose prouvé ce qui reste à démontrer, à savoir que les intérêts nationaux ne font pas partie des intérêts de classe, c'est-à-dire que des classes différentes ont les mêmes intérêts nationaux, et qu'ainsi dans la lutte nationale la classe ouvrière d'une nation doit faire front commun avec les autres classes de cette nation et non pas avec les classes ouvrières des autres nations.

Nous devons donc poser la question autrement : quels sont les rapports des intérêts nationaux d'un homme avec ses autres intérêts, c'est-à-dire, quel est son comportement face à la contradiction qui existe entre ses intérêts nationaux et ses autres intérêts ?

Je suis Allemand. En tant que tel j'ai intérêt à ce que la langue allemande, la culture allemande, les mœurs allemandes soient propagées le plus largement possible, car plus le monde est allemand, plus vaste est la sphère d'influence de la germanité, et plus facile et plus commode sera la vie pour moi. A l'étranger, je peux réussir d'autant plus facilement que l'on comprend mieux ma langue et je m'y intégrerai d'autant plus vite que les habitants seront plus influencés par l'esprit allemand. En tant qu'Allemand j'aurais finalement intérêt à germaniser le monde entier.

Mais je ne peux donner l'exclusive à cet intérêt, car j'en ai d'autres à satisfaire, et des plus grands. Leur nature dépend de ma situation économique. En tant que fabricant, malgré mes intérêts allemands, je ferai venir des ouvriers tchèques dans mon pays. En tant que commerçant j'utiliserai la langue tchèque dans mes rapports avec les Tchèques. Si je suis propriétaire d'une maison, je donnerai ma préférence au locataire qui est bon payeur et non à celui qui est mauvais payeur même si ce dernier est Allemand et le premier Tchèque. Si je dois constituer une hypothèque je m'adresserai à une banque tchèque si elle prête plus et exige moins d'intérêts que la Caisse d'épargne allemande. Si je veux vendre ma maison, je préférerai l'acheteur qui m'offre le plus même s'il est Tchèque, oui, si c'est possible, et malgré ma germanité j'essaierai de tirer profit de la peur qu'ont les bons Allemands de l'invasion slave, je tâcherai donc de vendre ma maison à une quelconque organisation de défense et de protection nationale allemande, à un prix que je n'aurais jamais pu atteindre ailleurs. En

tant qu'artisan, je préfère employer des apprentis et des aides tchèques. En tant qu'employé, et malgré mon enthousiasme pour la langue allemande, je payerai une bonne tchèque à ma femme. Si c'est rentable, je ferai mes achats chez des commerçants tchèques.

Cela veut dire : lorsque les intérêts nationaux et les intérêts économiques d'un homme entrent en conflit, les intérêts économiques l'emportent. Des exceptions peuvent exister. Des individus isolés peuvent se détacher de leur classe, la masse ne le peut pas. Et la classe met ses intérêts économiques au-dessus de ses intérêts nationaux ; chaque classe n'est animée d'un sentiment national que dans la mesure ou ses intérêts économiques le permettent. Pourquoi justement le prolétariat devrait-il donner la priorité aux intérêts nationaux au détriment de ses intérêts économiques ? Y gagnerait-il s'il donnait la préférence aux intérêts nationaux sur les intérêts économiques lorsqu'ils entrent en conflit ? Dans notre analyse des différents biens nationaux, nous avons constaté que cela ne serait pas le cas. Nous avons vu que ce que la bourgeoisie appelle l'intérêt national n'est en fait qu'un intérêt bourgeois. L'ouvrier ne peut donc lutter pour lui, pas plus que pour des réductions de salaires et l'augmentation du nombre d'heures de travail. Certes, la nationalité et la langue ne sont pas des sujets indifférents à l'ouvrier. Mais ainsi que nous l'avons constaté, il s'engage dans une voie erronée s'il accorde plus d'importance aux affaires nationales que la lutte de classes ne l'exige. Pour le prolétaire conscient, c'est le prolétaire qui est la mesure de toute chose et non pas l'Allemand, le catholique, etc. Il juge tout d'un point de vue prolétaire et non pas national, religieux ou d'un quelconque autre point de vue. Là où surgissent des querelles nationales, il prend parti en tant que prolétaire et non pas en tant que ressortissant de telle ou telle nation. C'est cela l'*internationalisme prolétarien !* Non pas indifférence à l'égard des affaires nationales, mais pas davantage leur surestimation non prolétarienne.

Comme tout ce qui est prolétarien, notre internationalisme n'est pas compris par le monde bourgeois. En fait, ce ne sont pas seulement nos adversaires bourgeois qui lui donnent une interprétation erronée, mais nos amis bourgeois, les révisionnistes, en font tout autant. Les premiers pensent que l'internationalisme socialiste est une conséquence de notre « grossier égalitarisme » ; d'après eux nous détestons les analyses nuancées autant que nous avons en horreur les différences nationales, et pour cela nous voulons évidemment les « abolir ». Il est superflu de gâcher son encre sur une telle interprétation de l'internationalisme ; on ne peut discuter avec des gens qui sont incapables de comprendre que la revendication social-démocrate de l'égalité ne signifie rien d'autre que la revendication de l'abolition des différences de classes. Il y a d'autant plus de choses à dire sur l'interprétation erronée des révisionnistes. Chez eux l'idéologie prolétarienne a ébranlé l'idéologie bourgeoise et ils remercient le prolétariat en s'efforçant d'ébranler son

idéologie par l'idéologie bourgeoise. Leur internationalisme est donc tout à fait différent de celui du prolétariat, mais il ne correspond pas non plus aux conceptions purement bourgeoises de l'internationalisme. Au contraire : si les bourgeois non marqués par le socialisme voient dans l'internationalisme le pire adversaire du nationalisme, les social-démocrates révisionnistes sont, en revanche, les amis de tout nationalisme, bien entendu de tout nationalisme « véritable » et « authentique » seulement. Ils sont nationaux « au sens le plus noble du terme ». Pour eux l'internationalisme est la somme de tous les nationalismes. Ils pensent que chaque nation a le droit de se développer librement et sans entrave, qu'aucune n'a à gêner le développement des autres ou à se laisser gêner par les autres. Selon cette conception, l'internationalisme est un nationalisme purifié par la morale, l'achèvement suprême, le superlatif du nationalisme. Selon l'avis de nos nationaux du parti, le nationalisme non seulement n'est pas en contradiction avec l'internationalisme, il en est plutôt la condition logique. Les deux vont ensemble, se complètent, l'un corrige l'autre.

Cet internationalisme serait bien beau, mais il est fondé sur un faux présupposé. Car il n'est pas vrai que les nations peuvent dans toutes les circonstances vivre les unes à côté des autres sans courir sur leurs brisées mutuelles. Dans la société bourgeoise, chaque nation accuse une tendance expansionniste, aggressive même, là où des obstacles se présentent à elle. Toute lutte nationale doit tourner l'internationalisme révisionniste en dérision. Car qu'en ferait le prolétariat là où surgit la lutte des nationalités ? Lorsque deux nations se disputent, doit-il donner raison aux deux ? Selon la logique du socialisme nationalisant, ce serait la seule solution, mais selon la logique ordinaire c'est ce qu'il y a de plus impossible. Les ouvriers doivent-ils donner tort aux deux parties en lutte ? Il est possible que les deux aient tort, mais l'affirmation selon laquelle les deux parties engagées dans une lutte nationale doivent obligatoirement avoir tort toutes les deux serait tout de même un peu trop osée. Mais les ouvriers auraient d'autres possibilités : dans la querelle germano-tchèque le prolétariat allemand pourrait se ranger du côté de la bourgeoisie allemande et le prolétariat tchèque du côté de la bourgeoisie tchèque. Mais dans ce cas, les socialistes animés de sentiments nationaux seraient non seulement en contradiction avec leur propre théorie, mais ils devraient porter la querelle nationale au sein même du prolétariat, donc détruire l'unité et l'entente du prolétariat. Il ne reste qu'une seule possibilité : ils devraient tenter d'aplanir la querelle des nationalités selon les principes de la « justice » nationale. Mais qu'est-ce qui est juste dans le domaine national ? Personne ne le sait, c'est-à-dire que chaque national prend ses propres préjugés nationaux pour l'expression la plus sincère de la justice nationale. L'internationalisme national ou le nationalisme international devrait donc, en ce cas, mener à la prolongation de la lutte nationale. Certes, il se distinguerait du

nationalisme bourgeois par sa souplesse mais seulement au début ; plus tard, toutefois, ainsi que nous le montre l'exemple du séparatime, il surenchérirait la concurrence bourgeoise en sauvagerie et en manque de scrupules. Dans tous les cas un tel internationalisme aurait comme résultat de porter la discorde nationale au sein même du prolétariat.

C'est évidemment un objectif que la bourgeoisie doit souhaiter ardemment. Voilà pourquoi le prolétariat ne doit pas s'engager dans cette direction et il ne pourra refuser de manière assez catégorique tout internationalisme qui mènera à la lutte entre les peuples, qui aboutirait à une dispute au cours de laquelle les bourgeois de chaque nation se feront retirer les marrons du feu par leurs compatriotes prolétaires. Le prolétariat ne peut se réclamer que d'un internationalisme qui aura comme conséquence le dépassement des contradictions nationales au sein du prolétariat pareil au socialisme qui reconnaît que les contradictions entre les prolétaires pris individuellement ou les contradictions entre les différents groupes de prolétaires sont anodines à côté de la contradiction qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat.

Anton Pannekoek (1873-1960)

Astronome, docteur de l'université de Leyde, Pannekoek se situe à l'aile gauche du Parti social-démocrate néerlandais (S. D. A. P.) et est en 1907 l'un des fondateurs de la revue Tribune, *organe de la gauche marxiste néerlandaise.*

En 1909, il s'établit à Brême où se cristallisera autour de la rédaction de la Bremer Bürger Zeitung *un groupe d'extrême gauche dont Pannekoek et Radek seront les plus éminents théoriciens. Avec Rosa Luxemburg, il est parmi les premiers à soumettre à sa critique Kautsky et l'orthodoxie marxiste qu'il représente. Les divergences, de nature théorique et stratégique portent en premier lieu sur l'action de masse. Dans le contexte de cette discussion d'ensemble, Pannekoek intervient au début de 1912 dans les débats sur la question nationale. Son étude,* Lutte de classe et nation, *qu'il projette depuis longtemps est une réponse aux théories que Bauer a exposées dans son ouvrage en 1907, une « critique de l'opportunisme national autrichien ». Il la destine à la revue théorique du parti autrichien,* Der Kampf. *Bauer refuse de la publier, car il estime, compte tenu des difficultés auxquelles est confrontée la social-démocratie autrichienne dans ses rangs et à l'extérieur, que relancer une discussion théorique est inopportun, ne contribuerait nullement à clarifier et à définir les tâches immédiates. Devant la poussée nationaliste, un tel débat, abstrait, académique, ferait dévier l'attention des marxistes autrichiens qui devraient, non pas se diviser, mais serrer les rangs pour lutter contre les tendances nationalistes à l'intérieur du parti.*

Pannekoek que cette argumentation ne convainc pas, accède début mai à la demande de Strasser de faire paraître son étude, dans une version probablement élargie, à Reichenberg sous forme de brochure, parallèlement à celle de Strasser. Dans sa préface, Pannekoek souligne la concordance parfaite de leurs opinions. Seul

diffère l'angle sous lequel ils abordent le problème. Pannekoek situe davantage l'accent sur l'aspect théorique du problème national, mettant en cause chacun des concepts baueriens : communauté de destin, de culture, dans les deux premiers chapitres intitulés respectivement « La Nation et ses mutations » et « La Nation et le prolétariat », alors que dans un troisième et dernier chapitre, « La Tactique socialiste », Pannekoek insiste sur la valeur tactique *du mot d'ordre de l'autonomie personnelle culturelle.*

Internationaliste pendant la guerre, faisant partie de la gauche de Zimmerwald et co-rédacteur de son éphémère revue, Vorbote, *Pannekoek n'intervient que peu dans le débat sur le droit à l'autodétermination nationale suscité par les bolcheviks en 1915. Partisan des bolcheviks en 1917, fondateur du Parti communiste hollandais, il prendra progressivement ses distances pour devenir, après avoir rompu avec la IIIe Internationale, l'un des théoriciens du communisme des conseils et se consacrer par ailleurs à son activité scientifique.*

BIBLIOGRAPHIE

Pannekoek et les conseils ouvriers, présenté par Serge Bricianer, Paris, E. D. I., 1969, 301 p.

Œuvre

Klassenkampf und Nation, Reichenberg, Runge, 1912, 54 p.

Lutte de classe et nation

I. La nation et le prolétariat *

a) *La communauté de culture*

C'est dans la lutte des classes que Bauer trouve une autre force constituante de la nation. Non pas dans le contenu économique de la lutte des classes, mais dans ses effets culturels. Il désigne la politique de la classe ouvrière moderne comme *la politique évolutionniste-nationale* (pages 160 et 161) qui parviendra à réunir le peuple entier en une nation. Ceci doit être plus qu'une façon primitive et populaire d'exprimer nos objectifs dans le langage du nationalisme dans l'intention de les mettre à la portée des travailleurs qui sont empêtrés dans l'idéologie nationale et n'ont pas encore pris conscience de la grande importance révolutionnaire du socialisme. Car Bauer ajoute : « Comme le prolétariat lutte nécessairement pour la propriété des biens de culture que son propre travail crée et dont il permet l'existence, l'effet de cette politique est nécessairement d'appeler le peuple entier à participer à la communauté nationale de culture et de faire par cela de la totalité du peuple une nation ».

A première vue, cela semble tout à fait juste. Aussi longtemps que les travailleurs, écrasés par l'exploitation capitaliste, dépérissent dans la misère physique et végètent sans espoir ni activité intellectuelle, ils ne participent pas à la culture des classes bourgeoises — qui doit son fondement à leur travail. Ils ne font pas davantage partie de la nation que le bétail dans l'étable, ils ne constituent qu'une propriété, ne sont que l'arrière-plan de la nation. C'est la

* Extraits de *Klassenkampf und Nation*, Reichenberg, Runge, 1912 chap. II, § 3 et 5.

lutte des classes qui les éveille à la vie ; c'est par la lutte qu'ils obtiennent des loisirs, de meilleurs salaires et ainsi la possibilité d'un développement intellectuel. Par le socialisme, leur énergie est éveillée, leur esprit est stimulé ; ils se mettent à lire, tout d'abord des brochures socialistes et des journaux politiques, mais bientôt l'aspiration et le besoin de perfectionner leur formation intellectuelle les conduit à aborder des ouvrages littéraires, historiques et scientifiques — les commissions d'éducation du parti s'empressent même tout particulièrement de mettre à leur portée la littérature classique. Ils entrent ainsi dans la communauté de culture des classes bourgeoises de leur nation. Et lorsque, contrairement à sa situation actuelle où il ne peut s'approprier, à de rares heures de loisir et avec difficulté, que quelques menus fragments de celle-ci, le travailleur, sous le socialisme qui le libérera de l'esclavage sans fin du travail, pourra s'adonner librement et sans contrainte à son développement intellectuel, c'est seulement alors qu'il pourra s'imprégner de toute la culture nationale et devenir, dans le sens plein du terme, un membre de la nation.

Mais dans cette réflexion un point important est négligé. Entre les travailleurs et la bourgeoisie une communauté de culture ne peut exister que superficiellement, en apparence et de façon sporadique. Les travailleurs peuvent bien lire en partie les mêmes livres que la bourgeoisie, les mêmes classiques et les mêmes ouvrages d'histoire naturelle, il n'en résulte aucune communauté de culture. Les fondements de leur pensée et de leur vision du monde étant totalement divergents, les travailleurs lisent dans ces œuvres *tout à fait autre chose* que la bourgeoisie. Comme on l'a démontré plus haut, la culture nationale n'est pas suspendue dans l'air ; elle est l'expression de l'histoire matérielle de la vie des classes dont l'essor a créé la nation. Ce que nous trouvons exprimé dans Schiller et dans Goethe ne sont pas des abstractions de l'imagination esthétique, mais les sentiments et les idéaux de la bourgeoisie dans sa jeunesse, son aspiration à la liberté et aux droits de l'homme, sa manière propre d'appréhender le monde et ses problèmes. L'ouvrier conscient d'aujourd'hui a d'autres sentiments, d'autres idéaux et une autre vision du monde. Lorsqu'il est question dans sa lecture de l'individualisme de Guillaume Tell ou des droits des hommes, éternels et imprescriptibles, éthérés, la mentalité qui s'y exprime n'est pas la sienne, qui doit sa maturité à une compréhension plus profonde de la société et qui sait que les droits de l'homme ne peuvent être acquis que par la lutte d'une organisation de masse. Il n'est pas insensible à la beauté de la littérature ancienne ; c'est précisément son jugement historique qui lui permet de comprendre les idéaux des générations précédentes à partir de leur système économique. Il est à même de ressentir la force de ceux-ci et ainsi d'apprécier la beauté des œuvres dans lesquelles ils ont trouvé leur plus parfaite expression. Car le beau est ce qui embrasse et représente le plus parfaitement l'universalité, l'essence et la substance

la plus profonde d'une réalité.

A cela vient s'ajouter que, en beaucoup de points, les sentiments de l'époque révolutionnaire bourgeoise suscitent en lui un puissant écho ; mais ce qui trouve en lui un écho n'en trouve justement pas auprès de la bourgeoisie moderne. Cela vaut encore davantage en ce qui concerne la littérature radicale et prolétarienne. De ce qui enthousiasme le prolétaire dans les œuvres de Heine et de Freiligrath la bourgeoisie ne veut rien savoir. La lecture par les deux classes de la littérature dont elles disposent en commun est totalement différente ; leurs idéaux sociaux et politiques sont diamétralement opposés, leurs visions du monde n'ont rien en commun. Cela est vrai dans une beaucoup plus large mesure encore en ce qui concerne l'histoire. Ce que dans l'histoire la bourgeoisie considère comme les souvenirs les plus sublimes de la nation ne suscite dans le prolétariat conscient que haine, aversion ou indifférence. Rien n'indique ici la possession d'une culture commune. Seules les sciences physiques et naturelles sont admirées et honorées par les deux classes. Leur contenu est identique pour toutes deux. Mais combien différente de l'attitude des classes bourgeoises est celle du travailleur qui a reconnu en elles le fondement de sa domination absolue de la nature comme de son sort dans la société socialiste à venir. *Pour le travailleur, cette vision de la nature, cette conception de l'histoire, ce sentiment de la littérature ne sont pas des éléments d'une culture nationale à laquelle il participe, mais sont des éléments de sa culture socialiste.*

Le contenu intellectuel le plus essentiel, les pensées déterminantes, la véritable culture des social-démocrates allemands ne plongent pas leurs racines dans Schiller et dans Goethe, mais dans Marx et dans Engels. Et cette culture, issue d'une compréhension socialiste lucide de l'histoire et de l'avenir de la société, de l'idéal socialiste d'une humanité libre et sans classe, ainsi que de l'éthique communautaire prolétarienne, et qui par là s'oppose dans tous ses traits caractéristiques à la culture bourgeoise, est internationale. Quand bien même elle diffère d'un peuple à l'autre par des nuances — tout comme la manière de voir des prolétaires varie selon leurs conditions d'existence et la forme de l'économie, quand bien même elle est, surtout là où la lutte des classes est peu développée, fortement influencée par les antécédents historiques propres à la nation, le contenu essentiel de cette culture est partout le même. Sa forme, la langue dans laquelle elle s'exprime, est différente, mais toutes les autres différences, même nationales, sont de plus en plus réduites par le développement de la lutte des classes et la croissance du socialisme. En revanche, la séparation entre la culture de la bourgeoisie et celle du prolétariat s'accroît sans cesse.

Il est donc inexact de dire que le prolétariat lutte pour la propriété des biens culturels nationaux qu'il produit par son travail. Il ne lutte pas pour s'approprier les biens culturels de la bourgeoisie, il lutte pour le contrôle de la production et pour établir sur cette

base sa propre culture socialiste. Ce que nous appelons les effets culturels de la lutte des classes, l'acquisition par le travailleur d'une conscience de soi, du savoir et du désir de s'instruire, d'exigences intellectuelles élevées, n'a rien à voir avec une culture nationale bourgeoise, mais représente la croissance de la culture socialiste. Cette culture est un produit de la lutte qui est une lutte contre l'ensemble du monde bourgeois. Et tout comme nous voyons se développer dans le prolétariat l'humanité nouvelle, fière et sûre de sa victoire, dégagée de l'infâme esclavage du passé, faite de combattants vaillants, capables de pénétrer sans préjugés et de comprendre entièrement la marche du monde, unis par la plus étroite des solidarités en une étroite unité, éclot dès à présent dans ce prolétariat l'esprit de l'humanité nouvelle, la culture socialiste, faible au début, trouble et mêlée de traditions bourgeoises, mais toujours plus claire ensuite, toujours plus pure, plus belle, plus riche.

Evidemment, cela ne veut pas dire que la culture bourgeoise, elle aussi, ne continuera pas à régner encore longtemps et puissamment sur l'esprit des travailleurs. Trop d'influences en provenance de ce monde agissent sur le prolétariat, volontairement et involontairement ; non seulement l'école, l'Eglise et la presse bourgeoise, mais toutes les belles lettres et les ouvrages scientifiques pénétrés de la pensée bourgeoise. Mais c'est de plus en plus fréquemment et de manière sans cesse élargie que la vie même et l'expérience propre triomphe dans l'esprit des travailleurs de la vision bourgeoise du monde. Et il doit en être ainsi. Car dans la mesure où celle-ci s'empare des travailleurs, elle les rend moins capables de lutter ; sous son influence, les travailleurs sont remplis de respect à l'égard des forces dominantes, on leur inculque une pensée idéologique, leur conscience de classe lucide est obscurcie, ils sont dressés les uns contre les autres d'une nation à l'autre, se font disperser et *sont donc affaiblis dans la lutte et dépossédés de leur confiance en eux-mêmes.* Or notre objectif exige un genre humain fier, conscient de soi, audacieux dans ses pensées comme dans l'action. Et c'est pour cette raison que les exigences mêmes de la lutte délivrent les travailleurs de ces influences paralysantes de la culture bourgeoise.

Il est donc inexact de dire que les travailleurs accèdent par leur lutte à une « communauté nationale de culture ». C'est la politique du prolétariat, la politique internationale de la lutte des classes, qui engendre en lui une nouvelle culture, internationale et socialiste.

b) *La nation dans l'Etat futur*

Dans cette conception du prolétariat se reflètent déjà les conditions de l'ordre social à venir, dans lequel les hommes ne connaîtront plus d'antagonismes entre Etats. Avec le dépassement des organisations étatiques de la bourgeoisie au moyen du pouvoir d'organisa-

tion des masses prolétariennes, l'Etat disparaît en tant que force contraignante et territoire souverain strictement délimité contre l'extérieur. Les organisations politiques sont investies d'une nouvelle fonction : « La domination des hommes se transformera en une administration des choses », comme l'a formulé Engels dans l'*Anti-Dühring*. La réglementation consciente de la production exige une organisation, des organes exécutants et une activité administrative. Mais une centralisation telle que celle qui est poursuivie de la manière la plus rigide possible par l'Etat actuel n'est ni nécessaire ni possible. Elle est remplacée par une décentralisation et par une autonomie administrative étendues. Selon l'importance d'une branche de la production, les organisations embrasseront des régions plus ou moins grandes. Alors que par exemple la production de pain se fera sur place, la production d'acier et les communications ferroviaires exigent quant à elles des unités économiques de la dimension d'un Etat. Il existera des unités de production d'importance extrêmement variée : de l'atelier et de la commune jusqu'à l'Etat, et même, pour certaines branches de l'exploitation, jusqu'à l'humanité entière. Ici se pose la question de savoir si ce ne seront pas alors les groupes humains naturellement constitués, les nations, qui remplaceront, en tant qu'unités d'organisation, les Etats disparus. Ce sera certainement le cas, pour la simple raison pratique, mais aussi uniquement pour cette raison, qu'elles sont des *communautés d'identité linguistique* et que tous les rapports entre les hommes ont lieu par l'intermédiaire du langage. [...]

Une telle conception [le rôle que Bauer attribue aux nations dans la société socialiste] n'est possible qu'à condition de négliger totalement le terrain matériel duquel sont issues les relations mutuelles et les idées des hommes et de n'insister que sur les forces spirituelles en tant que facteurs déterminants. Car les différences nationales ont alors totalement perdu les racines économiques qui aujourd'hui leur donnent une vigueur aussi extraordinaire. Le mode de production socialiste ne développe pas d'oppositions d'intérêts entre les nations comme c'est le cas pour le mode de production bourgeois. L'unité économique n'est ni l'Etat ni la nation, mais le monde. Ce mode de production est bien plus qu'un réseau d'unités productives nationales liées entre elles par une politique intelligente des communications et par des conventions internationales, tel que le décrit Bauer page 519 ; il est une *organisation de la production mondiale en une unité* et l'affaire commune de l'humanité entière. Dans cette communauté mondiale dont l'internationalisme du prolétariat constitue dès à présent un commencement, il ne peut être davantage question d'une autonomie de la nation allemande, pour prendre un exemple, que d'une autonomie de la Bavière, de la ville de Prague ou de la fonderie de Poldi. Toutes règlent partiellement leurs propres affaires et toutes dépendent du tout en tant que parties de ce tout. Toute la notion d'autonomie provient de l'ère capitaliste, dans laquelle les conditions de la domination portent avec

elles leur contraire, à savoir la liberté à l'égard d'une domination déterminée.

Cette base matérielle de la collectivité, *la production mondiale organisée, transforme l'humanité future en une seule et unique communauté de destin.* Pour les grandes réalisations qui les attendent, la conquête scientifique et technique de la terre entière et son aménagement en une demeure magnifique pour une race de seigneurs [*ein Geschlecht von Herrenmenschen*] heureuse et fière de sa victoire et qui s'est rendue maître de la nature et de ses forces, pour ces grandes réalisations — que nous ne pouvons aujourd'hui qu'à peine imaginer — les frontières des Etats et des peuples sont trop étroites et trop restreintes. *La communauté de destin unira l'humanité entière dans une communauté de conception et de culture.* La diversité linguistique n'y fera pas obstacle, car toute communauté humaine qui entretiendra avec une autre une communication véritable se créera un langage commun. Sans vouloir aborder ici la question d'une langue universelle, nous indiquons seulement qu'il est dès maintenant facile de s'approprier plusieurs langues étrangères quand on a dépassé le stade des études primaires. Il est dès lors inutile d'aborder la question de savoir dans quelle mesure les délimitations et les différences linguistiques actuelles sont de nature permanente. Ce que Bauer dit au sujet de la nation dans la dernière des phrases citées vaut alors pour l'humanité entière : quoiqu'il subsiste à l'intérieur de l'humanité socialiste des communautés restreintes de caractère, il ne pourra y avoir parmi elles des communautés de culture indépendantes, car, sans exception, toute communauté locale (et nationale) se trouvera, sous l'influence de la culture de l'ensemble de l'humanité, en communication culturelle, dans un échange d'idées, avec l'humanité entière. [...]

II. La tactique socialiste *

a) *Les revendications nationales*

La tactique socialiste repose sur la science de l'évolution sociale. La façon dont une classe ouvrière prend en mains ses intérêts est déterminée par sa conception de l'évolution future des conditions. Sa tactique ne doit pas se laisser influencer par tous les désirs et les buts qui peuvent naître dans le prolétariat opprimé ni par toutes les idées qui dominent son esprit, si elles se trouvent en contradiction avec l'évolution effective, elles ne sont pas réalisables, car toute l'énergie, toute la peine qui y sont consacrées le sont en vain

* Extraits de *Klassenkampf und Nation*, chap.III, § 1 et 4.

et peuvent même nuire. Ce fut le cas de toutes les tentatives et de tous les efforts pour freiner la marche triomphale de la grande industrie et rétablir l'ancien ordre des corporations. Le prolétariat en lutte a rejeté tout cela ; guidé par sa compréhension du caractère inévitable du développement capitaliste, il a établi son objectif socialiste. C'est ce qui se produira effectivement et inévitablement qui forme la ligne directrice de notre tactique. Pour cette raison, il était d'importance primordiale d'établir, non pas quel rôle le fait national joue en ce moment dans un quelconque prolétariat, mais quelle sera à la longue sa part dans le prolétariat, sous l'influence de la montée de la lutte des classes. Ce sont nos conceptions sur la signification future du fait national pour la classe ouvrière qui doivent déterminer nos conceptions tactiques dans les questions nationales.

Les conceptions de Bauer sur l'avenir de la nation constituent le fondement théorique de la *tactique de l'opportunisme national.* La tactique opportuniste se dessine d'elle-même à partir de la pensée fondamentale de son œuvre qui considère la nationalité comme étant le seul résultat puissant et permanent de toute l'évolution historique. Si la nation constitue, et ceci non seulement aujourd'hui, mais toujours davantage à mesure de l'essor du mouvement ouvrier, puis totalement sous le socialisme, le principe unificateur et divisant naturel de l'humanité, il est alors inutile de vouloir lutter contre la puissance de l'idée nationale dans le prolétariat. Il faudra alors considérer le socialisme bien davantage à la lumière du nationalisme et exprimer son objectif dans le langage du nationalisme. C'est alors qu'il nous faudra mettre en avant les revendications nationales et nous efforcer de convaincre les travailleurs patriotes de ce que le socialisme est le meilleur et le seul véritable nationalisme.

La tactique doit être tout à fait différente si l'on arrive à la conviction que le fait national n'est qu'idéologie bourgeoise qui ne prend pas ses racines matérielles dans le prolétariat et qui pour cette raison disparaîtra à mesure du développement de la lutte des classes. Dans ce cas, le fait national n'est pas seulement une apparition passagère dans le prolétariat, mais il constitue alors comme toute idéologie bourgeoise *une entrave à la lutte des classes dont la puissance préjudiciable doit être dans la mesure du possible éliminée.* Et la surmonter se situe dans la ligne même de l'évolution. Les mots d'ordre et les objectifs nationaux détournent les travailleurs de leurs objectifs prolétariens spécifiques. Ils divisent les travailleurs des différentes nations, provoquent leur hostilité réciproque et détruisent ainsi l'unité nécessaire du prolétariat. Ils rangent côte à côte les travailleurs et la bourgeoisie sur un même front, obscurcissant ainsi leur conscience de classe et font du prolétariat l'exécutant de la politique bourgeoise. Les luttes nationales empêchent la mise en valeur des questions sociales et des intérêts prolétariens dans la politique et condamnent à la stérilité cette importante méthode de lutte du prolétariat. Tout cela est encouragé par la propagande

socialiste lorsqu'elle présente aux travailleurs les mots d'ordre nationaux comme étant valables indépendamment de l'objectif propre de leur lutte et quand elle utilise le langage du nationalisme dans la description de nos objectifs socialistes. Inversement, il est indispensable que le sentiment de classe et la lutte des classes s'enracinent profondément dans l'esprit des ouvriers ; c'est alors qu'ils se rendront compte progressivement de l'irréalité et de la futilité des mots d'ordre nationaux pour leur classe.

C'est pour cette raison que des objectifs d'Etat-nation, tel par exemple le rétablissement d'un Etat national indépendant en Pologne, n'ont pas leur place dans la propagande socialiste. La raison n'en est pas qu'un Etat national appartenant au prolétariat serait totalement dépourvu d'intérêt. Car il est fâcheux pour l'acquisition d'une conscience de classe lucide que la haine contre l'exploitation et l'oppression prenne facilement la forme d'une haine nationale contre les oppresseurs étrangers, comme dans le cas de la domination étrangère exercée par la Russie qui protège les capitalistes polonais. Mais parce que le rétablissement d'une Pologne indépendante est utopique dans l'ère capitaliste. Cela vaut également pour la solution de la question polonaise que propose Bauer : l'autonomie nationale des Polonais dans le cadre de l'Empire russe. Aussi souhaitable ou nécessaire que soit cet objectif pour le prolétariat polonais, tant que régnera le capitalisme, l'évolution réelle ne sera pas déterminée par ce dont le prolétariat croit avoir besoin, mais par ce que veut la classe dominante. Si en revanche le prolétariat est assez puissant pour imposer sa volonté, la valeur d'une telle autonomie est alors infiniment petite en comparaison avec la valeur réelle de ses revendications de classe qui mènent au socialisme. La lutte du prolétariat polonais contre la puissance politique dont il subit réellement l'oppression — selon le cas le gouvernement russe, prussien ou autrichien — est condamnée à l'infructuosité en tant que lutte nationale ; ce n'est qu'en tant que lutte des classes qu'il atteindra son objectif. L'unique objectif qu'il soit possible d'atteindre, et qui pour cette raison s'impose, est celui de triompher, avec les autres travailleurs de ces Etats, du pouvoir politique capitaliste et de lutter pour l'avènement du socialisme. Or, sous le socialisme, l'objectif de l'indépendance de la Pologne n'a plus de sens, car rien ne s'opposera plus alors à ce que tous les individus de langue polonaise aient la liberté de fusionner en une unité administrative.

Dans la position à l'égard des deux partis socialistes polonais [1], la différence dans l'évaluation est évidente. Bauer insiste sur le fait qu'ils ont l'un et l'autre leur justification, car chacun d'eux incarne une face de la nature des travailleurs polonais : le P. P. S., le

1. Il y a eu depuis dans ces partis des restructurations et des transformations, dans lesquelles nous n'entrerons pas ici, puisqu'il s'agit seulement d'un exemple afin d'illustrer les prises de position théoriques. (N. de P.)

sentiment national, la S. D. de Pologne et Lituanie, la lutte internationale de classe . Cela est juste, mais c'est incomplet. Nous ne nous contentons pas de la trop objective méthode historique qui prouve que tout phénomène ou tendance est explicable et provient de causes naturelles. Nous devons ajouter qu'une face de cette nature se renforce au cours de l'évolution, tandis que l'autre décroît. Le principe de l'un des deux partis se fonde dans l'avenir, celui de l'autre dans le passé, l'un constitue la grande force du progrès, l'autre est une tradition contraignante. Pour cette raison, les deux partis ne représentent pas la même chose pour nous ; en tant que marxistes qui fondons notre principe dans la science de l'évolution réelle, en tant que social-démocrates révolutionnaires qui trouvons le nôtre dans la lutte des classes, nous devons donner raison à l'un et soutenir sa position contre l'autre.

Nous avons parlé plus haut de l'absence de valeur des mots d'ordre nationaux pour le prolétariat. Mais certaines des revendications nationales ne sont-elles pas de la plus haute importance également pour les ouvriers et ceux-ci ne devraient-ils pas lutter pour elles de concert avec la bourgeoisie ? Les écoles nationales, par exemple, où les enfants du prolétariat ont la possibilité de s'instruire dans leur propre langue, n'ont-elles pas une valeur certaine ? *Elles constituent pour nous des revendications prolétariennes et non pas des revendications nationales.* Les revendications nationales tchèques sont dirigées contre les Allemands, qui les combattent. Si des écoles tchèques, une langue administrative tchèque, etc., intéressent en revanche les ouvriers tchèques, car elles leur permettent d'accroître leurs possibilités de formation et leur indépendance à l'égard des entrepreneurs et des autorités, elles intéressent tout autant les ouvriers allemands, qui ont tout intérêt à voir leurs camarades de classe acquérir le plus de forces possible dans la lutte des classes. Ce sont donc non seulement les social-démocrates tchèques, mais tout autant leurs camarades allemands, qui doivent revendiquer des écoles pour les minorités tchèques, et il importe peu aux représentants du prolétariat que ce soit la puissance de la « nation » allemande ou celle de la « nation » tchèque, c'est-à-dire la puissance de la bourgeoisie allemande ou tchèque à l'intérieur de l'Etat, qui s'en trouve renforcée ou affaiblie. C'est toujours l'intérêt prolétarien qui prévaut. Si la bourgeoisie, pour des raisons nationales, formule une revendication identique, elle poursuit dans la pratique quelque chose de tout à fait différent, puisque, aussi bien, ses objectifs ne sont pas les mêmes. Dans les écoles de minorités tchèques, les travailleurs encourageront la connaissance de la langue allemande, parce que cela constitue une aide pour les enfants dans la lutte pour l'existence, mais la bourgeoisie tchèque s'emploiera à les tenir à l'écart de la langue allemande. Les travailleurs revendiquent la pluralité la plus grande des langues employées dans l'administration, les nationaux veulent supprimer la langue étrangère. *Ce n'est donc qu'en apparence que concordent les revendi-*

cations linguistiques et culturelles des travailleurs et les revendications nationales. Ce sont là des revendications prolétariennes qui sont soulevées en commun par l'ensemble du prolétariat de toutes les nations.

b) *L'autonomie nationale*

Même si nous n'entrons pas dans le champ des slogans et des mots d'ordre du nationalisme et continuons d'employer les slogans du socialisme, cela ne signifie pas que nous poursuivons une sorte de politique de l'autruche en face des questions nationales. Car il s'agit là de questions réelles qui préoccupent les hommes et dont la solution est en attente. Nous faisons prendre conscience aux travailleurs du fait que ce ne sont pas ces questions-là mais l'exploitation et la lutte des classes qui sont pour eux les questions vitales les plus importantes et qui dominent tout. Mais cela ne fait pas disparaître les autres questions et c'est à nous de montrer que nous sommes à même de les résoudre. Car la social-démocratie ne laisse pas les hommes purement et simplement sur la promesse de l'Etat futur, mais présente dans son programme de revendications immédiates la solution qu'elle propose pour chacune des questions particulières qui font l'objet de la lutte actuelle. Nous n'essayons pas uniquement d'unir en vue de la lutte des classes commune les ouvriers chrétiens et les autres, sans prendre en considération la religion, mais, dans notre proposition de programme *Proclamation du caractère privé de la religion,* nous leur montrons également le moyen de sauvegarder leurs intérêts religieux mieux que par des luttes et des querelles religieuses. En face des épreuves de force entre Eglises, qui sont inhérentes au caractère d'organisation de souveraineté de celles-ci, nous posons le principe de l'autodétermination et de la liberté de tous les hommes de pratiquer leur foi sans subir pour cela de préjudice de la part d'autrui. Cette proposition de programme ne fournit pas la solution de chaque question en particulier, mais contient une solution d'ensemble dans la mesure où elle jette la base sur laquelle ils pourront régler à leur gré les questions particulières. En ôtant toute contrainte publique, on supprime du même coup toute nécessité de défense et de querelles. Les questions religieuses sont éliminées de la politique et laissées aux organisations que les hommes fonderont selon leur propre volonté.

Notre position quant aux questions nationales est comparable. *Le programme social-démocrate de l'autonomie nationale propose ici la solution pratique qui rendrait sans objet les luttes entre nations.* Par l'emploi du principe personnel au lieu du principe territorial, les nations seront reconnues en tant qu'organisations à qui échoit dans le cadre de l'Etat la charge de tous les intérêts culturels de la communauté nationale. Ainsi chaque nation obtient le pouvoir juridique de régler ses affaires de façon autonome, même là où

elle est en minorité. Aucune nation ne se trouve ainsi dans la sempiternelle obligation de conquérir et de préserver ce pouvoir dans la lutte pour exercer une influence sur l'Etat. Il serait ainsi mis un terme définitif aux épreuves de force entre nations qui, par l'obstruction sans fin, paralysent toute l'activité parlementaire et empêchent que soient abordées les questions sociales. Lorsque les partis bourgeois se déchaînaient aveuglément les uns contre les autres, sans avancer d'un pas, et se trouvaient désarmés devant la question de savoir comment sortir du chaos, la social-démocratie a montré la voie pratique permettant de satisfaire les désirs nationaux justifiés, sans qu'il soit besoin pour autant de se nuire mutuellement.

Cela ne veut pas dire que ce programme ait des chances de se voir réalisé. Nous sommes tous convaincus que notre revendication de la proclamation du caractère privé de la religion, tout comme la plupart de nos revendications immédiates, ne sera pas réalisée par l'Etat capitaliste. Sous le capitalisme, la religion n'est pas, comme on le fait croire aux gens, affaire de conviction personnelle — car si elle l'était, les porte-parole de la religion devraient reprendre et mener à sa réalisation notre proposition de programme — mais un moyen de domination dans les mains de la classe possédante. Et ce moyen, elle ne le lâchera pas. Une idée du même genre se trouve dans notre programme national, qui vise à ce que les nations deviennent la réalité de l'image qu'on donne d'elles. Les nations ne sont pas uniquement des groupes d'hommes qui ont les mêmes intérêts culturels et qui pour cette raison veulent vivre en paix avec les autres nations ; elles sont des organisations de combat de la bourgeoisie servant à l'acquisition de la puissance dans l'Etat. Toute bourgeoisie nationale espère agrandir le territoire ou exercer sa domination aux dépens de l'adversaire ; il est donc tout aussi douteux de penser qu'elles pourraient de leur propre gré mettre un terme à ces luttes épuisantes, de même qu'il est exclu que les puissances mondiales capitalistes amèneront la paix mondiale éternelle par un règlement sensé de leurs différends. En effet, la situation est telle qu'en Autriche on dispose d'une instance supérieure capable d'intervenir, l'Etat, la bureaucratie dominante. On s'attend à ce que le pouvoir central de l'Etat s'efforce de résoudre les différends nationaux, parce que ceux-ci menacent de déchirer l'Etat et empêchent le fonctionnement régulier de la machine d'Etat ; mais l'Etat a déjà appris à coexister avec les luttes nationales, au point de s'en servir pour renforcer le pouvoir du gouvernement en face du Parlement, de sorte qu'il n'y a plus de nécessité absolue de les aplanir. Et ce qui est le plus important : la réalisation de l'autonomie nationale, telle qu'elle est revendiquée par la social-démocratie, a comme fondement l'auto-administration démocratique. Et c'est cela qui effraie, à juste titre, les milieux féodaux, cléricaux, du grand capital et militaristes qui gouvernent l'Autriche.

Mais la bourgeoisie trouve-t-elle un intérêt véritable à mettre

un terme aux luttes nationales ? Bien au contraire, elle a le plus grand intérêt à ne pas y mettre fin, et ce d'autant plus que la lutte des classes prend de l'essor. Car tout comme les antagonismes religieux, *les antagonismes nationaux constituent un moyen excellent de diviser le prolétariat, de détourner son attention de la lutte des classes à l'aide des slogans idéologiques, et d'empêcher son unité de classe.* De plus en plus, les aspirations instinctives des classes bourgeoises d'empêcher que le prolétariat devienne uni, lucide et puissant, constituent un élément majeur de la politique bourgeoise. Dans des pays comme l'Angleterre, la Hollande, les Etats-Unis et même en Allemagne (où le parti conservateur des *Junker* prend une place à part en tant que parti de classe nettement défini comme tel), nous observons que les luttes entre les deux grands partis bourgeois — il s'agit généralement d'un parti « libéral » et d'un parti « conservateur » ou « clérical » — se font d'autant plus acharnées, et les cris de combat d'autant plus stridents, que l'antagonisme réel de leurs intérêts décroît et que leur antagonisme consiste en des slogans idéologiques hérités du passé. Quiconque a une conception schématique du marxisme, qui lui fait voir dans les partis politiques uniquement la représentation des intérêts de groupes bourgeois, se trouve ici en face d'une énigme : alors qu'on pouvait s'attendre à ce qu'ils fusionnent en une masse réactionnaire pour faire face à la menace du prolétariat, leur scission semble à l'inverse s'approfondir et s'élargir. L'explication très simple de ce phénomène est qu'ils ont compris instinctivement qu'il est impossible d'écraser le prolétariat par la simple force et qu'il est infiniment plus important de déconcerter et de diviser le prolétariat aux moyens de mots d'ordre idéologiques. C'est pour cette raison que les luttes nationales des diverses bourgeoisies d'Autriche *s'enflammeront d'autant plus qu'elles deviendront sans objet.* Plus ces messieurs se rapprochent en coulisse pour se partager le pouvoir de l'Etat, plus ils s'attaquent furieusement dans les débats publics à propos de bagatelles nationales. Dans le passé, chaque bourgeoisie s'est efforcée de rassembler en un corps uni le prolétariat de sa nation, afin de pouvoir combattre avec plus de forces l'adversaire national. Aujourd'hui, c'est le contraire qui se produit : la lutte contre l'ennemi national doit servir à rassembler le prolétariat derrière les partis bourgeois, pour empêcher ainsi son unité internationale. Le rôle joué dans d'autres pays par les cris de combat : « Avec nous pour la chrétienté ! », « Avec nous pour la liberté de conscience », au moyen desquels on espère détourner des questions sociales l'attention des travailleurs, ce rôle sera de plus en plus rempli, en Autriche, par les cris de combat nationaux. Car dans les questions sociales, leur unité de classe et leur antagonisme de classe en face de la bourgeoisie s'affirmeraient.

Et c'est précisément parce qu'elle rendrait les luttes sans objet, que nous ne devons pas nous attendre à ce que la solution pratique aux querelles nationales que nous proposons soit jamais appliquée.

Lorsque Bauer dit « politique de puissance nationale et politique prolétarienne de classe sont logiquement difficilement compatibles ; psychologiquement, elles s'excluent ; l'armée prolétarienne est à tout instant dispersée par les antagonismes nationaux, la querelle nationale rend impossible la lutte des classes. La constitution centraliste-atomistique, qui rend inévitable la lutte pour le pouvoir national, est donc insupportable pour le prolétariat » (pages 313 et 314), ce peut être partiellement juste, dans la mesure où cela sert à fonder la revendication de notre programme. Si, en revanche, cela signifie que la lutte nationale doit cesser avant que puisse se déployer la lutte des classes, cela est faux. Car c'est précisément le fait que nous nous efforcions de faire disparaître les luttes nationales qui amène la bourgeoisie à les conserver. Mais elle ne parviendra pas pour autant à nous arrêter. *L'armée prolétarienne n'est dispersée par les antagonismes nationaux qu'aussi longtemps que la conscience de classe socialiste est faible.* Car, en fin de compte, la lutte des classes dépasse de loin la querelle nationale. *Ce n'est pas par notre proposition de l'autonomie nationale, dont la réalisation ne dépend pas de nous, mais uniquement par le renforcement de la conscience de classe que la puissance funeste du nationalisme sera brisée dans les faits.*

Il serait donc faux de vouloir concentrer toute notre force sur une « politique nationale positive » et de tout miser sur cette unique carte, sur la réalisation de notre programme des nationalités comme condition préalable à l'épanouissement de la lutte des classes. Cette revendication du programme ne sert, comme la plupart de nos revendications pratiques du moment, qu'à démontrer avec quelle facilité nous serions à même de résoudre ces questions si nous détenions seulement le pouvoir, et à illustrer, à la lumière de la rationalité de nos solutions, la déraison des mots d'ordre bourgeois. Mais tant que dominera la bourgeoisie, notre solution rationnelle restera probablement sur le papier. Notre politique et notre agitation ne peuvent porter que sur la nécessité de mener toujours et seulement la lutte des classes, d'éveiller la conscience de classe afin que les travailleurs, grâce à une claire compréhension de la réalité, deviennent insensibles aux mots d'ordre du nationalisme.

Josef Vissarionovitch Djougachvili-Staline (1879-1953)

Au début de 1913 paraît dans les numéros 3, 4 et 5 de la revue bolchevique Prosvechtchenie *une série d'articles de Staline intitulée « La Question nationale et la social-démocratie ». Un an plus tard, cette série légèrement remaniée est publiée à Saint-Pétersbourg sous forme de brochure, sous le titre cette fois de* La Question nationale et le marxisme, *dont les termes seront inversés ultérieurement dans la publication des œuvres complètes de Staline.*

A mesure de la croissance du pouvoir de Staline se multiplient les mythes qui entourent cet écrit qu'il considère lui-même comme l'une de ses contributions théoriques majeures. Dans la version de Trotsky, la main de Staline aurait été guidée par Lénine, auteur virtuel de l'étude. Or, cette interprétation, loin de discréditer Staline et d'apporter la preuve de sa « médiocrité », vient au contraire renforcer l'image qu'il diffuse lui-même progressivement pour se légitimer : celle d'un collaborateur étroit de Lénine qui jouit de toute sa confiance. Lénine aurait donc supervisé l'élaboration de l'étude de Staline, l'aurait fait bénéficier de ses conseils et de ses notes de lecture au cours de nombreux entretiens et aurait mis au point le manuscrit. Une autre variante attribue la paternité intellectuelle de la série d'articles à Boukharine qui résidait à Vienne lorsque Staline vint y effectuer le travail de recherche et de rédaction et aurait pris un part active à l'élaboration du texte. Les historiens qui ont soumis les témoignages contradictoires à une analyse critique ont tranché la controverse autour de la paternité et notamment du rôle qu'a joué Lénine dans le processus. Certes, Lénine a été le commanditaire de l'ouvrage, sans que l'auteur ait bénéficié pour autant d'une contribution directe de sa part. La série d'articles s'insère dans toute une campagne de clarification de la question nationale et de

polémique suscitée par Lénine. A partir de 1912, il souligne la nécessité d'une intervention active des bolcheviks des nationalités dans le débat. Lénine réclame instamment des écrits de vulgarisation consacrés à ce sujet. Le débat s'oriente plus particulièrement autour de l'autonomie nationale culturelle et contre elle. C'est la position en effet que défend le Bund juif, qui le premier dans la social-démocratie russe s'est préoccupé de la question. Son exemple, que sont venues étayer les théories austro-marxistes a fait tache d'huile. Lorsqu'en 1912 à la conférence de Prague les bolcheviks se constituent en fraction séparée, la question nationale — l'un des aspects sur lesquels portent les divergences avec les « bundistes et les liquidateurs [c'est-à-dire les mencheviks] » — vient se situer sur le devant de la scène.

Dans ce contexte, Staline est particulièrement adéquat pour se consacrer à la question par ses origines, ses attachements et sa fonction dans le parti. En effet, le débat sur la question nationale acquiert une virulence particulière au Caucase lorsque David Ananoun, dirigeant des sociaux-démocrates dits « spécifistes », publie une étude théorique à grand retentissement où il se situe sur les positions du Bund. La réplique directe, postérieure à l'écrit de Staline sera une brochure de Chaoumian en arménien intitulée « A propos de l'autonomie nationale culturelle ». En fait, ce débat avec la social-démocratie arménienne remonte au début du XXe siècle et Staline y participe activement dès 1904 dans un article intitulé « Comment la social-démocratie comprend-elle la question nationale ? » paru en géorgien. Devenu membre du Comité central lors de la conférence de Prague, Staline, qui rencontre Lénine en novembre 1912 à Cracovie et s'entretient longuement avec lui du problème national, ne tarde pas à s'engager dans le débat. Ce « merveilleux Géorgien s'est mis à écrire pour Prosvechtchenie *un grand article après avoir réuni toute la documentation autrichienne et autre... » écrit Lénine à Gorki [1]. Staline disposait en langue russe de la plupart des ouvrages de Renner et Bauer ainsi que des procès-verbaux du congrès de Brünn, ce qui rend improbable la nécessité de recourir, comme l'affirment certains historiens, aux notes de Lénine et de Boukharine. En janvier 1913, Staline réside à Vienne chez le militant bolchevik Troyanovski, où une étudiante originaire de la Baltique lui traduit oralement les écrits dont il a besoin : seuls deux titres, notamment la brochure de Strasser, devaient être consultés en allemand. Ecrite très rapidement, son étude abonde en emprunts sans citation à Kautsky, à Bauer, au bundiste Medem (qu'il ne mentionne pas dans sa bibliographie) et à Strasser. Les erreurs d'interprétation qu'on peut relever dans le texte de Staline sont également une indication de ses sources — les traductions en russe — de la manière dont il en est tributaire et dont il les utilise. Ainsi,*

1. Lénine à Gorki, 15-25 février 1913, *Œuvres complètes* (en russe), 4e édit., t. XXXV, p. 57-59.

selon l'éclairage des bundistes qu'il reproduit, le programme de Brünn est la reconnaissance du principe de l'extra-territorialité avec quelques concessions au territorialisme. Lénine s'empresse quelques mois plus tard de relever cette erreur sans toutefois incriminer Staline. Il ne se refère d'ailleurs qu'une fois à ce texte de Staline, l'a apprécié en tant que contribution à une vaste campagne sans lui attribuer la place que lui confère son auteur ultérieurement, celle de « théorie de la nation des marxistes russes » décrétée par lui « seule théorie juste [2] ».

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Stalin's Works, An annotated Bibliography, compiled by Robert H. Mc Neal, Standford, Hoover, 1967, p. 22, 42-44.
Richard PIPES, *The Formation of the Soviet Union,* Cambridge, Harvard UP, 1954, p. 34-41.
Mary MATOSSIAN, « Two Marxist Approaches to Nationalism », *The American Slavic and East European Review,* décembre 1957, p. 489-500.
Iou. I. SEMENOV, « Iz istorii teoritcheskoï razrabotki V. I. Leninym nationalnogo voprosa » (Histoire de l'élaboration de la question nationale chez Lénine), *Narodi Azii i Afriki,* 1966, n° 4, p. 106-129.
Robert C. TUCKER, *Stalin as Revolutionary, 1879-1929,* New York, Norton, 1973, p. 150-157.
Œuvres complètes de Staline, vol. I, II, IV.

2. STALINE, *Œuvres complètes* (en russe), t. XI, p. 333-334.

Le marxisme et la question nationale*

La période de contre-révolution en Russie a apporté non seulement « la foudre et le tonnerre », mais aussi une déception à l'égard du mouvement, un manque de foi dans les forces communes. On avait cru à un « avenir radieux », et les gens avaient lutté ensemble, indépendamment de leur nationalité : les problèmes communs avant tout ! Un doute s'est glissé dans l'âme, et les gens se sont mis à regarder chacun son foyer national : que chacun ne compte que sur soi ! « Le problème national » avant tout !

En même temps, une sérieuse refonte de la vie économique avait lieu dans le pays. L'année 1905 n'avait pas été perdue pour lui : les vestiges du servage à la campagne avaient reçu un coup de plus. Une série de bonnes récoltes succédant aux disettes et l'essor industriel qui suivit firent progresser le capitalisme. La différenciation à la campagne s'accentua, les villes grandirent, le commerce et les voies de communication se développèrent fortement. Cette observation est vraie surtout en ce qui concerne la périphérie du pays. Mais cela ne pouvait manquer d'accélérer le processus de consolidation économique des nationalités à la Russie. Ces dernières devaient se mettre en mouvement...

C'est aussi dans le sens de l'éveil des nationalités qu'agissait le « régime constitutionnel » qui s'était établi à cette date. Le développement des journaux et des publications en général, une certaine liberté de la presse et des institutions culturelles, le développement des théâtres nationaux, etc., contribuèrent sans nul doute à renforcer les « sentiments nationaux ». La Douma, avec sa campagne électorale et ses groupes politiques, offrit de nouvelles possibilités pour

* **Extraits ; le texte intégral en français dans J. STALINE *Le Marxisme et la question nationale et coloniale,* nouvelle édition complétée, Paris, Éditions sociales, p. 25-92 et *Œuvres,* t. II.**

ranimer les nations, une nouvelle et vaste arène pour leur mobilisation.

Et la vague de nationalisme belliqueux venue d'en haut, toute une série de mesures répressives de la part des « détenteurs du pouvoir » qui frappaient la périphérie pour son « amour de la liberté », provoquèrent en riposte une vague de nationalisme montant d'en bas qui se transforma parfois en un grossier chauvinisme. Le renforcement du sionisme parmi les Juifs, le chauvinisme croissant en Pologne, le pan-islamisme parmi les Tatars, le renforcement du nationalisme parmi les Arméniens, les Géorgiens, les Ukrainiens, la tendance générale du philistin à l'antisémitisme, autant de faits connus de tout le monde.

La vague de nationalisme déferlait, toujours plus forte, menaçant d'entraîner les masses ouvrières. Et plus le mouvement de libération allait décroissant, plus s'épanouissaient les fleurs luxuriantes du nationalisme.

Dans ce moment difficile, une haute mission incombait à la social-démocratie : battre en brèche le nationalisme, préserver les masses de la « contagion » générale. Car la social-démocratie, et elle seule, pouvait le faire en opposant au nationalisme l'arme éprouvée de l'internationalisme, l'unité et l'indivisibilité de la lutte de classe. Plus la vague de nationalisme déferlait, plus haut devait retentir la voix de la social-démocratie en faveur de la fraternité et de l'unité des prolétaires de toutes les nationalités de la Russie. En l'occurrence, les social-démocrates de la périphérie qui se heurtaient directement au mouvement nationaliste devaient faire preuve d'une fermeté particulière.

Or, les social-démocrates ne se sont pas tous montrés à la hauteur de cette tâche, et surtout pas ceux de la périphérie. Le Bund, qui dans le passé avait insisté sur les tâches communes, plaçait maintenant au premier plan ses buts particuliers, purement nationalistes : il allait jusqu'à proclamer la « célébration du sabbat » et la « reconnaissance du yiddish » comme revendications de combat dans sa campagne électorale [1] ! Le Bund a été suivi par le Caucase : une partie des social-démocrates caucasiens qui, dans le passé, avaient nié, avec les autres social-démocrates caucasiens, l' « autonomie nationale culturelle », en font maintenant la revendication du jour [2]. Sans parler de la conférence des liquidateurs, qui a sanctionné diplomatiquement les flottements nationalistes [3].

Il découle de là que les conceptions de la social-démocratie russe sur la question nationale ne sont pas encore claires pour tous les social-démocrates.

Un examen sérieux de la question nationale sous tous ses aspects

1. Voir le *compte rendu de la IXe conférence du Bund.* [Cette conférence se tint en juin 1912 à Vienne.]
2. Voir la *communication de la conférence d'août.*
3. *Ibid.* Sous le terme de « liquidateurs » Staline désigne le « bloc d'août » (1912), c'est-à-dire les menchéviks.

est évidemment nécessaire. Il faut que les social-démocrates conséquents fassent un effort coordonné et inlassable pour dissiper le brouillard nationaliste, d'où qu'il vienne.

I. La nation

Qu'est-ce que la nation ?

La nation, c'est avant tout une communauté, une communauté déterminée d'individus.

Cette communauté n'est pas de race ni de tribu. L'actuelle nation italienne a été formée de Romains, de Germains, d'Etrusques, de Grecs, d'Arabes, etc. La nation française a été constituée par des Gaulois, des Romains, des Bretons, des Germains, etc. Il faut en dire autant des Anglais, Allemands et autres qui se sont constitués en nations avec des hommes appartenant à des races et à des tribus diverses.

Ainsi, la nation n'est pas une communauté de race ni de tribu, mais une communauté humaine historiquement constituée.

D'autre part, il est hors de doute que les Grands Etats de Cyrus ou d'Alexandre ne pouvaient pas être appelés nations, bien que constitués historiquement, formés de tribus et de races diverses. Ce n'étaient pas des nations, mais des agglomérats de groupes, agglomérats dus au hasard et peu cohérents, qui se désagrégeaient ou se soudaient, suivant les succès ou les défaites de tel ou tel conquérant.

Ainsi, la nation n'est pas un agglomérat accidentel ni éphémère, mais une communauté humaine stable.

Mais toute communauté stable ne constitue pas une nation. L'Autriche et la Russie sont aussi des communautés stables, pourtant personne ne les appelle nations. Qu'est-ce qui distingue la communauté nationale de la communauté d'Etat ? Entre autres, le fait que la communauté nationale ne saurait se concevoir sans une langue commune, tandis que pour l'Etat la langue commune n'est pas obligatoire. La nation tchèque en Autriche et la nation polonaise en Russie seraient impossibles sans une langue commune pour chacune d'elles, cependant que l'existence de toute une série de langues à l'intérieur de la Russie et de l'Autriche n'empêche pas l'intégrité de ces Etats. Il s'agit évidemment des langues populaires parlées, et non des langues officielles des bureaux.

Ainsi, *la communauté de langue* est l'un des traits caractéristiques de la nation.

Cela ne veut évidemment pas dire que les diverses nations parlent toujours et partout des langues différentes, ou que tous ceux qui parlent la même langue constituent forcément une seule nation.

Une langue *commune* pour chaque nation, mais pas nécessairement des langues différentes pour les diverses nations ! Il n'est pas de nation qui parle à la fois plusieurs langues, mais cela ne signifie pas encore qu'il ne puisse y avoir deux nations parlant la même langue ! Les Anglais et les Américains du Nord parlent la même langue, et cependant, ils ne constituent pas une même nation. Il faut en dire autant des Norvégiens et des Danois, des Anglais et des Irlandais.

Mais pourquoi, par exemple, les Anglais et les Américains du Nord ne constituent-ils pas une seule nation, malgré une langue commune ?

Tout d'abord parce qu'ils ne vivent pas côte à côte, mais sur des territoires différents. Une nation ne peut se former qu'à la suite de relations prolongées et régulières, qu'à la suite d'une vie commune des personnes, de génération en génération. Or, une longue vie commune est impossible sans un territoire commun. Les Anglais et les Américains habitaient autrefois un seul territoire, l'Angleterre, et formaient une seule nation. Puis, une partie des Anglais a émigré d'Angleterre dans un nouveau territoire, l'Amérique, et c'est là, sur ce nouveau territoire, qu'elle a formé, avec le temps, une nouvelle nation, la nation américaine. La diversité des territoires a entraîné la formation de nations diverses.

Ainsi, *la communauté de territoire* est l'un des traits caractéristiques de la nation.

Mais ce n'est pas encore tout. La communauté du territoire par elle-même ne fait pas encore une nation. Pour cela, il faut qu'il y ait en outre une liaison économique interne, soudant les diverses parties de la nation en un tout unique. Une telle liaison n'existe pas entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord, et c'est pourquoi elles forment deux nations différentes. Mais les Américains eux-mêmes ne mériteraient pas d'être appelés nation si les différents points de l'Amérique du Nord n'étaient pas liés entre eux en un tout économique, grâce à la division du travail entre eux, au développement des voies de communication, etc.

Prenons, par exemple, les Géorgiens. Les Géorgiens d'avant la réforme [4] vivaient sur un territoire commun et parlaient une seule langue ; et pourtant, ils ne formaient pas, à parler strictement, une seule nation, car, divisés en une série de principautés détachées les unes des autres, ils ne pouvaient vivre d'une vie économique commune, se faisaient la guerre depuis des siècles et se ruinaient mutuellement, en excitant les uns contre les autres les Persans et les Turcs. La réunion éphémère et accidentelle des principautés, qu'un tsar chanceux réussissait parfois à réaliser, n'englobait dans le meilleur des cas que la sphère administrative superficielle, pour se briser rapidement contre les caprices des princes et l'indifférence des paysans.

4. Il s'agit de la réforme de 1863-1867 qui abolit le servage.

Et il ne pouvait en être autrement, vu le morcellement économique de la Géorgie... Celle-ci n'apparut en tant que nation que dans la seconde moitié du XIXe siècle, lorsque la chute du servage et le progrès de la vie économique du pays, le développement des voies de communication et la naissance du capitalisme eurent institué la division du travail entre les régions de la Géorgie et porté un coup définitif à l'isolement économique des principautés pour les réunir en un tout.

Il faut en dire autant des autres nations qui ont franchi le stade du féodalisme et développé chez elles le capitalisme.

Ainsi, *la communauté de la vie économique, la cohésion économique* sont l'une des particularités caractéristiques de la nation.

Mais cela non plus n'est pas tout. En plus de ce qui a été dit, il faut encore tenir compte des particularités psychologiques des individus réunis en nation. Les nations se distinguent l'une de l'autre non seulement par les conditions de leur vie, mais aussi par leur psychologie qui s'exprime dans les particularités de la culture nationale. Si l'Angleterre, l'Amérique du Nord et l'Irlande, qui parlent une seule langue, forment néanmoins trois nations différentes, c'est qu'un rôle assez important est joué en l'occurrence par cette formation psychique originale qui s'est élaborée, chez elles, de génération en génération, par suite de conditions d'existence différentes.

Evidemment, la formation psychique en elle-même ou, comme on dit encore, le « caractère national » apparaît à l'observateur comme quelque chose d'insaisissable ; mais pour autant qu'elle s'exprime dans l'originalité de la culture commune à la nation, elle est saisissable et ne saurait être méconnue.

Inutile de dire que le « caractère national » n'est pas une chose établie une fois pour toutes et qu'il se modifie en même temps que les conditions de vie ; mais, pour autant qu'il existe à chaque moment donné, il marque de son empreinte la physionomie de la nation.

Ainsi, *la communauté de la formation psychique*, qui se traduit dans la communauté de culture, est l'un des traits caractéristiques d'une nation.

De cette façon, nous avons énuméré tous les indices qui caractérisent la nation.

La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture.

Avec cela, il va de soi que la nation, comme tout phénomène historique, est soumise à la loi du changement, qu'elle a son histoire, un commencement et une fin.

Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés ne suffit, pris isolément, à définir la nation. Bien plus : il suffit qu'un seul de ces indices manque pour que la nation cesse d'être nation.

On peut se représenter des hommes ayant un « caractère national » commun, sans que l'on puisse dire toutefois qu'ils forment une nation, s'ils sont économiquement dissociés, s'ils vivent sur des territoires différents, s'ils parlent des langues différentes, etc. Tels sont, par exemple, les *Juifs* russes, galiciens, américains, géorgiens, ceux des montagnes du Caucase, qui, à notre avis, ne forment pas une nation unique.

On peut se représenter des hommes dont le territoire et la vie économique sont communs et qui, cependant, ne forment pas une nation, s'ils n'ont pas une communauté de langue et de « caractère national ». Tels sont, par exemple, les Allemands et les Lettons dans la province balte.

Enfin, les Norvégiens et les Danois parlent la même langue, sans pour cela former une seule nation, vu l'absence des autres indices.

Seule, la présence de tous les indices pris ensemble nous donne une nation.

Il peut sembler que le « caractère national » ne soit pas un des indices, mais l'*unique* indice essentiel de la nation, et que tous les autres indices constituent, à proprement parler, les *conditions* du développement de la nation, et non ses indices. Ce point de vue est soutenu notamment par les théoriciens social-démocrates de la question nationale bien connus en Autriche, R. Springer et surtout O. Bauer.

Examinons leur théorie de la nation.

D'après Springer, « *la nation est une association de gens pensant et parlant de la même manière* ». C'est la « *communauté culturelle d'un groupe de contemporains, communauté* non liée au "sol"[5] » (souligné par nous).

Ainsi, « association » de gens pensant et parlant de la même manière, si dissociés qu'ils soient entre eux et où qu'ils vivent.

Bauer va encore plus loin : « *Qu'est-ce qu'une nation ?* interroge-t-il. *Est-ce la communauté de langue qui réunit des hommes en nation ? Mais les Anglais et les Irlandais... parlent une même langue, sans toutefois former pour cela un seul peuple ; les Juifs n'ont pas du tout de langue commune et forment, néanmoins, une nation*[6]. »

Mais alors, qu'est-ce qu'une nation ?

« *Une nation est une communauté relative du caractère*[7]. »

Mais qu'est-ce que le caractère, en l'espèce le caractère national ?

Le caractère national, c'est « *la somme des indices distinguant les hommes d'une nationalité de ceux d'une autre, un ensemble de*

5. Voir R. Springer, *Le Problème national*, éd. « Obchtchestvennaïa Polza », 1909, p. 43. R. Springer est le pseudonyme de Karl Renner, cf. *supra*.
6. Voir O. Bauer, *La Question nationale et la social-démocratie*, éd. « Serp », p. 1-2.
7. *Ibid.*, p. 6.

qualités physiques et morales qui distingue une nation de l'autre[8] ».

Certes, Bauer sait que le caractère national ne tombe pas du ciel, aussi ajoute-t-il : « *Le caractère des hommes n'est... déterminé par rien d'autre que leur destin* », « *la nation n'est autre chose qu'une communauté de destin* », déterminée à son tour par « *les conditions dans lesquelles les hommes produisent leurs moyens d'existence et répartissent les produits de leur travail*[9]. »

Ainsi, nous en arrivons à la définition la plus « complète » de la nation, à en croire Bauer.

« *Une nation est l'ensemble des hommes réunis en une communauté de caractère basée sur une communauté de destin*[10]. »

Donc, communauté du caractère national basée sur une communauté de destin, et prise en dehors du lien obligatoire avec la communauté de territoire, de langue et de vie économique.

Mais que reste-t-il, en ce cas, de la nation ? De quelle communauté nationale peut-il être question chez des hommes dissociés économiquement les uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant, de génération en génération, des langues différentes ?

Bauer parle des Juifs comme d'une nation, bien qu' « *ils n'aient pas du tout de langue commune*[11] », mais de quelle « communauté de destin » et de quelle cohésion nationale peut-il être question, par exemple, entre les Juifs géorgiens, daghestanais, russes ou américains, complètement détachés les uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant des langues différentes ?

Les Juifs en question vivent, sans nul doute, une vie économique et politique commune avec les Géorgiens, les Daghestanais, les Russes et les Américains, dans une atmosphère culturelle commune avec chacun de ces peuples ; cela ne peut manquer de laisser une empreinte sur leur caractère national ; et s'il leur est resté quelque chose de commun, c'est la religion, leur origine commune et certains vestiges de leur caractère national. Tout cela est indubitable. Mais comment peut-on affirmer sérieusement que des rites religieux sclérosés et des vestiges psychologiques qui s'évanouissent influent sur le « destin » des Juifs mentionnés avec plus de force que le vivant milieu économique, social et culturel qui les entoure ? Or, ce n'est qu'en partant de cette hypothèse que l'on peut parler des Juifs en général comme d'une nation unique.

Qu'est-ce qui distingue alors la nation selon Bauer de l' « esprit national » mystique et se suffisant à lui-même, cher aux spiritualistes ?

Bauer trace une limite infranchissable entre le « trait distinctif »

---

8. *Ibid.*, p. 2.
9. Voir O. Bauer, *La Question nationale et la social-démocratie* (éd. russe), p. 24-25.
10. *Ibid.*, p. 139.
11. *Ibid.*, p. 2.

des nations (leur caractère national) et les « conditions » de leur vie, en dissociant ces deux choses. Mais qu'est-ce que le caractère national, sinon le reflet des conditions de vie, sinon un concentré des impressions reçues du milieu environnant ? Comment peut-on se borner uniquement au caractère national, en l'isolant et le dissociant du terrain qui l'a engendré ?

Et puis, qu'est-ce qui distinguait, à proprement parler, la nation anglaise de celle de l'Amérique du Nord, à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècles, alors que l'Amérique du Nord se dénommait encore la « Nouvelle-Angleterre » ? Ce n'est certes pas le caractère national, car les Américains étaient originaires d'Angleterre ; ils avaient apporté avec eux, en Amérique, outre la langue anglaise, le caractère national anglais qu'ils ne pouvaient évidemment pas perdre si vite, bien que, sous l'influence des conditions nouvelles, un caractère particulier fût sans doute en train de se former chez eux. Et cependant, malgré la communauté plus ou moins grande du caractère, ils constituaient déjà à cette époque une nation distincte de l'Angleterre ! Il est évident que la « Nouvelle-Angleterre », en tant que nation, se distinguait alors de l'Angleterre, en tant que nation, non par son caractère national particulier, ou moins par son caractère national que par le milieu distinct du milieu anglais, par les conditions de vie.

De cette façon, il est clair qu'il n'existe pas en réalité d'indice distinctif unique de la nation. Il existe seulement une somme d'indices parmi lesquels, lorsqu'on compare les nations, se détache avec plus de relief tantôt l'un (le caractère national), tantôt l'autre (la langue), tantôt un troisième (le territoire, les conditions économiques). La nation représente une combinaison de tous les indices pris ensemble.

Le point de vue de Bauer, identifiant la nation avec le caractère national, détache la nation du sol et en fait une sorte de force invisible, se suffisant à elle-même. Dès lors, ce n'est plus une nation, vivante et agissante, mais quelque chose de mystique, d'insaisissable et d'outre-tombe. Car, je le répète, qu'est-ce, par exemple, que cette nation juive, constituée par des Juifs géorgiens, daghestanais, russes, américains et autres, dont les membres ne se comprennent pas les uns les autres (ils parlent des langues différentes), vivent dans des parties différentes du globe, ne se verront jamais, n'agiront jamais en commun ni en temps de paix ni en temps de guerre ?

Non, ce n'est pas pour de telles « nations » n'existant que sur le papier que la social-démocratie établit son programme national. Elle ne peut tenir compte que des nations réelles, qui agissent, qui se meuvent et qui, pour cette raison, obligent les autres à compter avec elles.

Bauer confond évidemment la *nation*, catégorie historique, avec la *tribu*, catégorie ethnographique.

Du reste, Bauer lui-même sent apparemment la faiblesse de sa position. Après avoir résolument déclaré, au début de son livre,

que les Juifs sont une nation[12], il se corrige à la fin de l'ouvrage, en affirmant que la « *société capitaliste en général ne leur permet pas* [*aux Juifs*] *de se conserver en tant que nation*[13] » et qu'elle les assimile aux autres nations. La raison en est, paraît-il, que « *les Juifs n'ont pas de région délimitée d'habitat*[14] », alors qu'une telle région existe, par exemple, pour les Tchèques qui, d'après Bauer, doivent se conserver comme nation. Bref, la cause réside dans l'absence de territoire.

En raisonnant ainsi, Bauer voulait démontrer que l'autonomie nationale ne peut pas être la revendication des ouvriers juifs[15], mais il a de ce fait renversé, sans le faire exprès, sa propre théorie qui ne reconnaît pas la communauté du territoire comme l'un des indices de la nation.

Mais Bauer va plus loin. Au début de son livre, il déclare résolument que « *les Juifs n'ont pas du tout de langue* commune *et n'en forment pas moins une nation*[16] ». Mais à peine arrivé à la page 130, il change de front en déclarant avec non moins de résolution : « IL N'EST PAS DOUTEUX QU'AUCUNE NATION N'EST POSSIBLE SANS UNE LANGUE COMMUNE[17] » (souligné par nous).

Bauer voulait démontrer ici que « *la langue est l'instrument le plus important des relations entre les hommes*[18] » ; mais, en même temps, il a démontré aussi, sans le faire exprès, ce qu'il ne se proposait pas de démontrer, à savoir l'inconsistance de sa propre théorie de la nation, laquelle nie l'importance de la communauté de la langue.

C'est ainsi que cette théorie cousue de fil idéaliste se dément elle-même.

II. Le mouvement national

La nation n'est pas simplement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque déterminée, l'époque du capitalisme ascendant. Le processus de liquidation du féodalisme et de développement du capitalisme est, en même temps, un processus de constitution des hommes en nations. Il en va ainsi, par exemple, en Europe occidentale. Les Anglais, les Français, les Allemands, les Italiens, etc., se sont constitués en nations au temps où s'effectuait

12. Voir O. BAUER, *La Question nationale et la social-démocratie* (éd. russe), p. 2.
13. *Ibid.*, p. 389.
14. *Ibid.*, p. 388.
15. *Ibid.*, p. 396.
16. *Ibid.*, p. 32.
17. *Ibid.*, p. 130.
18. *Ibid.*

la marche victorieuse du capitalisme qui triomphait du morcellement féodal.

Mais la formation des nations y signifiait du même coup leur transformation en Etats nationaux indépendants. Les nations anglaise, française et autres sont, en même temps, des Etats anglais, français, etc. L'Irlande, restée en dehors de ce processus, ne change rien au tableau d'ensemble.

Il en va un peu autrement en Europe orientale. Alors qu'en Occident les nations se sont développées en Etats, à l'Est se sont formés des Etats multinationaux, des Etats composés de plusieurs nationalités. Telles l'Autriche-Hongrie, la Russie. En Autriche, les Allemands se sont montrés les plus évolués sous le rapport politique : ce sont eux qui ont assumé la tâche de réunir les nationalités autrichiennes dans un Etat. En Hongrie, les Magyars, noyau des nationalités hongroises, se sont montrés les plus aptes à s'organiser en Etat : et ce sont eux qui ont unifié la Hongrie. En Russie, le rôle d'unificateurs des nationalités a été assumé par les Grands-Russes, qui avaient à leur tête la bureaucratie militaire de la noblesse, historiquement constituée, forte et bien organisée.

C'est ainsi que les choses se sont déroulées à l'Est. [...]

III. L'autonomie nationale culturelle

Nous avons parlé plus haut du côté formel du programme national autrichien, des principes méthodologiques qui interdisent aux marxistes russes de prendre simplement exemple sur la social-démocratie autrichienne et de faire leur le programme de celle-ci.

Parlons maintenant du programme lui-même, quant au fond.

Quel est le programme national des social-démocrates autrichiens ?

Il tient en trois mots : autonomie nationale culturelle.

Cela signifie, en premier lieu, que l'autonomie est octroyée, disons, non à la Bohême-Moravie ou à la Pologne, peuplées principalement de Tchèques et de Polonais, mais aux Tchèques et aux Polonais en général, indépendamment du territoire, quelle que soit la région de l'Autriche qu'ils habitent.

Voilà pourquoi cette autonomie est dénommée *nationale* et non territoriale.

Cela signifie, en second lieu, que les Tchèques, les Polonais, les Allemands, etc., disséminés en divers points de l'Autriche, s'organisent en nations à titre personnel, comme individus distincts, et entrent sous cette forme dans l'Etat autrichien. L'Autriche représentera, en ce cas, non pas une union de régions autonomes, mais

une union de nationalités autonomes, constituées indépendamment du territoire.

Cela signifie, en troisième lieu, que les institutions nationales qui doivent être créées à ces fins pour les Polonais, les Tchèques, etc., auront à traiter non pas de questions « politiques », mais uniquement des problèmes de « culture ». Les questions politiques proprement dites seront concentrées dans le parlement commun à toute l'Autriche, le *Reichsrat*.

C'est pourquoi cette autonomie est dénommée encore *culturelle*, nationale culturelle.

Et voici le texte du programme adopté par la social-démocratie autrichienne au congrès de Brünn, en 1899 [19].

Après avoir rappelé que les « *différends nationaux en Autriche mettent obstacle au progrès politique* » ; que « *la solution définitive du problème national... est, avant tout, une nécessité culturelle* » ; que « *la solution n'est possible que dans une société véritablement démocratique, basée sur le suffrage universel, direct et égal* », le programme poursuit :

« *Le maintien et le développement des particularités nationales* [20] *de tous les peuples d'Autriche ne sont possibles qu'avec la complète égalité de droits et l'absence de toute oppression. Aussi doit-on avant tout rejeter le système du centralisme bureaucratique d'Etat, de même que les privilèges féodaux des différents territoires.*

Dans ces conditions, et dans ces conditions seulement, pourra être instauré en Autriche un ordre national, qui mette fin aux dissensions nationales, et cela sur les bases suivantes :

1. L'Autriche doit être réorganisée en un Etat représentant l'union démocratique des nationalités.

2. Au lieu de territoires historiques de la couronne, doivent être constituées des corporations autonomes délimitées nationalement, dont la législation et l'administration se trouveraient aux mains de Chambres nationales élues au suffrage universel, direct et égal.

3. Les régions autonomes d'une seule et même nation forment ensemble une union nationale unique qui règle ses affaires nationales en toute autonomie.

4. Les droits des minorités nationales sont garantis par une loi spéciale rendue par le Parlement d'Empire. »

Le programme se termine par un appel à la solidarité de toutes les nations d'Autriche [21].

---

19. Voté également par les représentants du parti social-démocrate des Slaves méridionaux. Voir *Les Débats sur la question nationale au congrès de Brünn* (éd. russe), 1906, p. 72.

20. Dans la traduction russe de M. Panine (voir le livre de Bauer traduit par Panine), au lieu des « particularités nationales », il est dit « individualités nationales ». Cette traduction est erronée ; dans le texte allemand ne figure pas le mot « Individualité » mais on y parle de « nationalen Eigenart », c'est-à-dire de *particularités*, ce qui est loin d'être la même chose.

21. *Verhandlungen des Gesamtparteitages*, Brünn, 1899.

Il n'est pas difficile de remarquer que ce programme a gardé certaines traces de « territorialisme », mais, dans l'ensemble, il s'inspire de la formule d'autonomie nationale. Ce n'est pas sans raison que Springer, le premier propagandiste de l'autonomie nationale culturelle, l'accueille avec enthousiasme [22]. Bauer, lui aussi, y souscrit en le qualifiant de « *victoire théorique* [23] » de l'autonomie nationale ; seulement, pour plus de clarté, il propose de remplacer le paragraphe 4 par une formule plus précise affirmant la nécessité de « *constituer dans chaque région autonome la minorité nationale en une corporation de droit public* », pour gérer les affaires scolaires et autres ayant trait à la culture [24].

Tel est le programme national de la social-démocratie autrichienne.

Examinons ses bases scientifiques.

Voyons comment la social-démocratie autrichienne justifie l'autonomie nationale culturelle prêchée par elle.

Adressons-nous aux théoriciens de cette autonomie, à Springer et à Bauer.

Le point de départ de l'autonomie nationale est une conception de la nation comme union d'individus, indépendamment d'un territoire déterminé.

« *La nationalité,* d'après Springer, *n'implique pas de lien essentiel avec le territoire* » ; mais c'est « *une union autonome de personnes* [25] ».

Bauer parle également de la nation comme d'une « *communauté de personnes* » à laquelle n'est pas attribuée une souveraineté exclusive dans telle région déterminée [26].

Mais les individus formant la nation ne vivent pas toujours en une masse compacte ; ils se divisent souvent en groupes et ainsi s'enclavent dans d'autres organismes nationaux. Le capitalisme ne les pousse-t-il pas dans des régions et des villes diverses, à la recherche d'un gagne-pain ? Mais en pénétrant dans d'autres régions nationales, où ils constituent des minorités, ces groupes subissent de la part des majorités nationales locales des entraves à l'usage de leur langue, aux écoles, etc. D'où les conflits nationaux. D'où le caractère « inadéquat » de l'autonomie territoriale. La seule issue à cette situation, selon Springer et Bauer, c'est d'organiser les minorités de la nationalité donnée, éparses sur divers points de l'Etat, en une seule union nationale englobant toutes les classes. Seule, une telle union pourrait défendre, selon eux, les intérêts culturels des minorités nationales ; elle seule peut mettre fin aux dissensions nationales.

« *De là la nécessité,* dit Springer, *de constituer les nationalités,*

22. Voir Springer, *Le Problème national* (éd. russe), p. 286.
23. Voir O. Bauer, *La Question nationale* (éd. russe), p. 549.
24. *Ibid.*, p. 555.
25. Voir Springer : *Le Problème national* (éd. russe), p. 19.
26. Voir O. Bauer, *La Question nationale* (éd. russe), p. 286.

en leur attribuant des droits et des devoirs[27]. [...] *Evidemment, la loi est facile à établir, mais exercera-t-elle toute l'action que l'on en attend ?... Si l'on veut établir une loi pour les nations, il faut commencer par créer les nations elles-mêmes*[28]. [...] *Sans constituer les nationalités, il est impossible de créer un droit national et de faire cesser les dissensions nationales*[29]. »

Bauer se prononce dans le même sens quand il formule comme « *revendication de la classe ouvrière* » la « *constitution des minorités en corporations de droit public sur la base du principe personnel*[30] ».

Mais comment organiser les nations ? Comment déterminer l'appartenance d'un individu à telle ou telle nation ?

« *L'appartenance à une nation,* dit Springer, *s'établit à l'aide de certificats nationaux. Chaque habitant d'une région est tenu de déclarer son appartenance à telle ou telle nationalité*[31]. »

« *Le principe personnel,* dit Bauer, *suppose que la population se divisera par nationalités... sur la base des déclarations librement faites par les citoyens majeurs ; c'est pour cela qu'il faut établir des cadastres nationaux*[32]. »

Et plus loin : « *Tous les Allemands,* dit Bauer, *dans les régions nationales homogènes, puis tous les Allemands portés sur les cadastres nationaux des régions mixtes constituent la nation allemande et élisent un Conseil national*[33]. »

Il faut en dire autant des Tchèques, des Polonais, etc.

« *Le Conseil national,* d'après Springer, *est le Parlement culturel de la nation auquel il appartient d'établir les principes et de voter les moyens nécessaires pour soutenir l'école nationale, la littérature, l'art et la science nationaux, créer des académies, des musées, des galeries, des théâtres, etc.*[34]. »

Ainsi sera organisée la nation et telle sera son institution centrale.

En créant des institutions de ce genre comprenant toutes les classes, le parti social-démocrate autrichien cherche, selon Bauer, à « *faire de la culture nationale... le patrimoine du peuple entier et, par ce seul moyen possible,* A RASSEMBLER TOUS LES MEMBRES DE LA NATION EN UNE COMMUNAUTÉ NATIONALE CULTURELLE[35] » (souligné par nous).

On pourrait croire que tout cela ne concerne que l'Autriche. Mais Bauer n'est pas d'accord. Il affirme résolument que l'autonomie nationale est obligatoire aussi dans les autres Etats composés, à l'exemple de l'Autriche, de plusieurs nationalités.

---

27. SPRINGER, *Le Problème national* (éd. russe), p. 74.
28. *Ibid.*, p. 88-89.
29. *Ibid.*, p. 89
30. Voir O. BAUER, *La Question nationale* (éd. russe), p. 552.
31. Voir SPRINGER, *Le Problème national* (éd. russe), p. 226.
32. Voir O. BAUER, *La Question nationale* (éd. russe), p. 368.
33. *Ibid.*, p. 375.
34. SPRINGER, *Le Problème national* (éd. russe), p. 234.
35. O. BAUER, *La Question nationale* (éd. russe), p. 553.

« *A la politique nationale des classes possédantes, à leur politique de force dans l'Etat multinational la classe ouvrière de toutes les nations oppose,* selon Bauer, *sa revendication de l'autonomie nationale*[36]. »

Puis, substituant insensiblement l'autonomie nationale au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Bauer poursuit : « *C'est ainsi que l'autonomie nationale, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, devient inévitablement le programme constitutionnel de la classe ouvrière de toutes les nations d'un Etat multinational*[37]. »

Mais il va encore plus loin. Il croit fermement que les « unions nationales » comprenant toutes les classes, qui sont « constituées » par lui et par Springer, serviront en quelque sorte de prototype à la future société socialiste. Car il sait que « *le régime socialiste... démembrera l'humanité en sociétés délimitées par la nationalité*[38] » ; qu'avec le régime socialiste se produira le « *regroupement de l'humanité en sociétés nationales autonomes*[39] » ; que, de cette façon, « *la société socialiste offrira sans aucun doute un tableau bigarré d'unions nationales de personnes et de corporations territoriales*[40] » ; que, par conséquent, « *le principe socialiste de la nationalité est la synthèse suprême du principe national et de l'autonomie nationale*[41] ».

Cela suffit, je pense...

Tel est le fondement donné à l'autonomie nationale culturelle dans les ouvrages de Bauer et de Springer.

Ce qui saute aux yeux, tout d'abord, c'est la substitution absolument incompréhensible, et que rien ne justifie, de l'autonomie nationale au droit des nations à disposer d'elles-mêmes. De deux choses l'une : ou bien Bauer n'a pas compris ce qu'est le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ou bien, l'ayant compris, il le restreint consciemment, on ne sait dans quel but. Car il n'est pas douteux que : *a*) l'autonomie nationale culturelle implique l'intégrité de l'Etat multinational, tandis que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes sort du cadre de cette intégrité ; *b*) la libre disposition confère à la nation la plénitude des droits, tandis que l'autonomie nationale ne lui confère que les droits « culturels ». Premier point.

En second lieu, il apparaît parfaitement possible que, dans l'avenir, en présence de certaines conjonctures intérieures et extérieures, telle ou telle nationalité se décide à quitter l'Etat multinational, l'Autriche, par exemple : les social-démocrates ruthènes n'ont-ils pas déclaré au congrès du parti, à Brünn, qu'ils sont prêts à unir les « deux parties » de leur peuple en un tout unique[42] ? Que

36. *Ibid.*, p. 337.
37. *Ibid.*, p. 333.
38. *Ibid.*, p. 555.
39. *Ibid.*, p. 556.
40. *Ibid.*, p. 543.
41. *Ibid.*, p. 542.
42. Voir *Les Débats sur la question nationale au congrès de Brünn*, p. 48.

devient alors l'autonomie nationale, « *inévitable pour le prolétariat de toutes les nations* » ? Qu'est-ce que cette « solution » du problème qui fait tenir mécaniquement les nations sur le lit de Procuste de l'intégrité de l'Etat ?

Autre chose. L'autonomie nationale contredit tout le cours du développement des nations. Elle formule le mot d'ordre d'organisation des nations, mais peut-on les souder artificiellement si la vie, si le développement économique en détache des groupes entiers, qu'il disperse dans diverses régions ? Il n'est pas douteux qu'aux premiers stades du capitalisme, les nations tendent à se grouper. Mais il n'est pas douteux non plus qu'aux stades supérieurs du capitalisme commence le processus de dispersion des nations : des groupes entiers se séparent de la nation pour aller à la recherche d'un gagne-pain et, ensuite, émigrer définitivement vers d'autres régions de l'Etat ; ces émigrés perdent leurs anciennes relations, en acquièrent de nouvelles dans les lieux nouveaux, s'assimilent, de génération en génération, des mœurs et des goûts nouveaux, et peut-être même une langue nouvelle. On se demande : est-il possible de réunir de tels groupes dissociés les uns des autres en une seule union nationale ? Où sont les anneaux miraculeux à l'aide desquels il serait possible d'unir ce qui ne peut être uni ? Est-il concevable de « rassembler en une seule nation », par exemple, les Allemands de la Baltique et ceux de la Transcaucasie ? Si tout cela est inconcevable et impossible, qu'est-ce qui distingue, en ce cas, l'autonomie nationale de l'utopie des vieux nationalistes, qui tentaient de faire tourner en arrière la roue de l'histoire ?

Mais l'unité de la nation n'est pas entamée seulement par suite des migrations. Elle est entamée encore du dedans, par suite de l'aggravation de la lutte des classes. Aux premiers stades du capitalisme, on peut encore parler de la « communauté culturelle » du prolétariat et de la bourgeoisie. Mais avec le développement de la grande industrie et l'aggravation de la lutte de classes, la « communauté » commence à fondre. On ne saurait parler sérieusement de « communauté culturelle » dans une nation lorsque patrons et ouvriers d'une seule et même nation cessent de se comprendre mutuellement. De quelle « communauté de destin » peut-il être question quand la bourgeoisie a soif de guerre, tandis que le prolétariat déclare la « guerre à la guerre » ? Peut-on avec des éléments aussi opposés organiser une union nationale de toutes les classes ? Peut-on après cela parler d'un « *rassemblement de tous les membres de la nation en une communauté nationale culturelle*[43] » ? Ne s'ensuit-il pas clairement que l'autonomie nationale contredit tout le cours de la lutte des classes ? Mais admettons une minute que le mot d'ordre : « Organisez la nation » soit un mot d'ordre réalisable. On peut encore comprendre les parlementaires nationalistes bourgeois qui s'efforcent d' « organiser » la nation pour recueillir des

43. Voir O. Bauer, *La Question nationale* (éd. russe), p. 553.

voix supplémentaires. Mais depuis quand les social-démocrates se préoccupent-ils d' « organiser » des nations, de « constituer » des nations, de « créer » des nations ?

Qu'est-ce que ces social-démocrates qui, à une époque d'aggravation extrême de la lutte des classes, organisent des unions nationales de toutes les classes ? Jusqu'ici, la social-démocratie autrichienne — comme toutes les autres — avait une seule tâche : organiser le prolétariat. Mais cette tâche a évidemment « vieilli ». Aujourd'hui, Springer et Bauer proposent une tâche « nouvelle », plus intéressante : « créer », « organiser » la nation.

Au reste, logique oblige : quiconque a accepté l'autonomie nationale doit accepter aussi cette tâche « nouvelle » ; mais l'accepter, c'est abandonner la position de classe, c'est s'engager dans la voie du nationalisme.

L'autonomie nationale culturelle de Springer et de Bauer est une espèce raffinée de nationalisme.

Et ce n'est nullement par hasard que le programme national des social-démocrates autrichiens fait un devoir de prendre soin du « *maintien* et du *développement* des particularités nationales des peuples ». Pensez donc : « maintenir » certaines « particularités nationales » des Tatars transcaucasiens telles que l'autoflagellation pendant les fêtes de « Chakhséi-Vakhséi » ! « Développer » certaines « particularités nationales » des Géorgiens telles que la « vendetta » !...

Un point comme celui-là est tout indiqué dans un programme nationaliste bourgeois déclaré, et si on le trouve dans le programme des social-démocrates autrichiens, c'est parce que l'autonomie nationale tolère des choses comme celle-là, parce qu'elle ne les contredit pas.

Mais l'autonomie nationale, qui ne convient pas à la société actuelle, convient encore moins à la future société socialiste. [...]

Vladimir Ilitch Oulianov-Lénine (1870-1924)

*La question nationale est présente ponctuellement dans les écrits de Lénine dès la fin du XIXe siècle. L'*Iskra, *fondée en 1900 mène déjà la polémique avec le Bund sur la question nationale. En 1903, le IIe Congrès du P. O. S. D. R. (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) qui voit se produire la scission entre bolcheviks et mencheviks approuve un programme dont l'article 9 proclame le droit des nations de l'Empire russe à l'autodétermination (rejetant à la fois les thèses du Bund et celles des marxistes polonais de la S. D. K. P. i. L), article qui sera le point de référence constant des écrits de Lénine sur la question nationale. Ce n'est qu'à partir de 1912 que la problématique nationale va se situer au centre des élaborations théoriques et politiques de Lénine ; elle s'impose par l'importance que le problème revêt désormais dans l'Empire russe et par ses répercussions organisationnelles dans les rangs du P. O. S. D. R. Ce dernier point devient particulièrement brûlant après la conférence de Prague en 1912 qui consomme la scission des bolcheviks d'avec les mencheviks. Sur le plan théorique, les thèses austro-marxistes connaissent au même moment un certain succès au sein du mouvement ouvrier russe, particulièrement auprès des minorités nationales (Juifs, Géorgiens, Arméniens, etc.). Pour répondre à ces conceptions, ainsi qu'à celles qui se situent au pôle opposé (Rosa Luxemburg, Pannekoek), Lénine commence en 1913 une série d'articles et d'essais polémiques concernant les problèmes nationaux.*

Jusqu'à 1914, ses principaux écrits sur la question seront :

— *« Le programme national du P. O. S. D. R. »,* Le Social-démocrate, *n° 32, 15 décembre 1913 : il s'agit d'une défense du célèbre « article n° 9 » contre le menchevik Smerkovsky qui veut réviser le programme national du parti.*

— *« Notes critiques sur la question nationale »,* Prosvechtchenie

(L'instruction), n° 10, 11, 12, octobre-décembre 1913 : dans cette revue théorique (légale !) du parti bolchevik, Lénine s'attaque surtout à la question de la culture nationale, en polémique avec Otto Bauer, le bundiste russe Liebmann, etc. Il s'agit d'opposer à la thèse austro-marxiste de l' « autonomie nationale culturelle » la conception bolchevique du droit à l'autodétermination, et au nationalisme culturel dans ses diverses variantes, la « culture internationale de la démocratie et du mouvement ouvrier mondial ». Lénine définit dans cet ensemble d'articles la tâche des marxistes comme essentiellement « négative » : lutter contre toute oppression nationale, mais sans soutenir pour autant le nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois.

— *« Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes »,* Prosvechtchenie, *n° 4, 5, 6, avril-juin 1914. C'est la série d'articles la plus importante et la plus systématique de Lénine sur la question nationale. La polémique avec Rosa Luxemburg (surtout avec les articles de 1908) y occupe la place centrale, même s'il se déclare solidaire de sa lutte contre le P. P. S. Dans cette polémique, Lénine se fonde sur la célèbre résolution du congrès de 1896 (Londres) de la IIe Internationale, ainsi que sur les écrits de Marx et Engels sur la question nationale (particulièrement sur la Pologne et l'Irlande). Tout en soutenant les mouvements nationaux de masse des peuples opprimés, Lénine tient à souligner que « seule la victoire de la classe ouvrière pourra affranchir entièrement toutes les nationalités*[1] *».*

Après l'éclatement de la guerre mondiale, Lénine continuera à développer sa doctrine, en examinant la question nationale dans le cadre historique nouveau créé par le conflit inter-impérialiste :

— *« La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (thèses), publié dans l'organe de la gauche zimerwaldienne apparu à Berne,* Vorbote, *avril 1916. Cette fois les principaux adversaires sont Kautsky et les « social-chauvins » allemands.*

— *« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».* Recueil du Social-démocrate, *n° 1, octobre 1916. Le thème central est la question des annexions, posée par la guerre mondiale et les visées expansionnistes des grandes puissances. En passant, Lénine esquisse une brillante analyse de la révolution irlandaise de 1916 et du rapport entre révolution prolétarienne et mouvements de libération nationale. Pour lui, la révolution socialiste en Europe ne peut être que « l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce », avec la participation d'éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés avec tous leurs préjugés.*

Le leitmotiv de ces différents essais, études et polémiques, de 1913 à 1916, est la question de l'autodétermination, définie par Lénine (contre Bauer, Rosa Luxemburg, etc.) comme le droit à la séparation

1. Lénine, *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, Moscou, Editions du progrès, 1968, p. 125.

politique, *le droit au « divorce » national et à la constitution d'un Etat indépendant.*

Les thèses de Lénine sur la question nationale sont devenues après la révolution d'Octobre la doctrine officielle du jeune Etat soviétique et ont dans une certaine mesure inspiré sa politique pratique au cours des premières années, non sans quelques « entorses » significatives : l'invasion de la Pologne en 1920, celle de la Géorgie en 1921, etc.

La question géorgienne va être l'objet du dernier écrit de Lénine sur la question nationale : les notes dictées à ses secrétaires, peu avant qu'il soit totalement paralysé par la maladie (décembre 1922), notes qui constituent un des chapitres de son « Testament » au parti bolchévik. Dans ce texte d'une grande importance historique[2]*, Lénine stigmatise le chauvinisme grand-russe de la bureaucratie en voie de constitution en U. R. S. S. et en particulier de son principal représentant politique, Staline, qu'il qualifie de « brutal argousin* (derjimorda) *grand-russe ». Pour Lénine la tentative de Staline, Ordjonikidze et Dzerjinski de brimer l'autonomie nationale de la Géorgie était « une campagne foncièrement nationaliste grand-russe*[3] *».*

Il est intéressant de souligner un des arguments qu'emploie Lénine pour s'opposer à ces projets bureaucratiques : l'intérêt de l'Etat soviétique à unifier les appareils nationaux doit être subordonné à l'intérêt de l'Internationale Communiste dont le prestige et l'autorité morale en Asie dépendent du traitement exemplaire des minorités nationales en U. R. S. S.[4]*.*

BIBLIOGRAPHIE

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, « Unité prolétarienne et diversité nationale. Lénine et la théorie de l'autodétermination », *Revue française de science politique*, vol. I, n° 2, avril 1971.

A. S. NAIR, C. SCALABRINO, « La Question nationale dans la théorie marxiste révolutionnaire », *Partisans*, n° 59-60, mai-août 1971.

Demetrio BOERSNER, *The Bolscheviks and the National and Colonial Question (1917-1928)*, Genève, Droz, 1957.

Moshe LEWIN, *Le Dernier Combat de Lénine*, Paris, 1967.

Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, 21, 22, 36.

Question de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien, Moscou, Ed. du progrès, 1968.

2. LÉNINE, « La Question des nationalités ou de l' "autonomie" », *Œuvres*, Moscou-Paris, t. 36.
3. LÉNINE, *Questions de la politique nationale...*, p. 242-244.
4. *Ibid.*, p. 245.

1. Notes critiques sur la question nationale*

Que la question nationale occupe actuellement une place de premier plan parmi les problèmes de la vie sociale en Russie, c'est l'évidence même. Le nationalisme militant de la réaction, le passage du libéralisme contre-révolutionnaire, bourgeois, au nationalisme (surtout grand-russe, et puis aussi polonais, juif, ukrainien, etc.), et enfin l'accentuation des flottements nationalistes parmi les différents social-démocrates « nationaux » (c'est-à-dire non grands-russes), qui va jusqu'à leur faire violer le programme du parti : tout cela nous oblige indiscutablement à accorder plus d'attention qu'auparavant à la question nationale.

Le présent article vise tout spécialement à examiner dans leur ensemble ces flottements de programme des marxistes et des pseudo-marxistes dans la question nationale. Dans le n° 29 de la *Sévernaïa Pravda* [1] (5 septembre 1913, « Les Libéraux et les démocrates dans la question des langues [2] »), j'ai eu l'occasion de parler de l'opportunisme des libéraux dans la question nationale ; cet article a suscité une critique acerbe de M. F. Liebmann, dans le journal juif opportuniste *Zeit* [3]. D'autre part, le programme des marxistes russes sur la question nationale a été critiqué par l'opportuniste ukrainien M. Lev Iourkévitch (*Dzvin* [4], 1913, n°s 7-8). Ces deux publicistes

---

* Extraits de l'article paru dans *Prosvechtchenie*, n°s 10, 11-12, 1913 ; en français : V. Lénine, *Œuvres*, Moscou-Paris, 1959, t. XX, p. 9-46.

1. *Severnaia Pravda*, l'un des noms du quotidien bolchevik légal paraissant à Saint-Pétersbourg à partir de 1912, *Pravda*.

2. V. I. Lénine, « Les Libéraux et les démocrates dans la question des langues », *Œuvres*, t. XIX.

3. *Zeit*, hebdomadaire du Bund, parut à Saint-Pétersbourg de décembre 1912 à juin 1914.

4. *Dzvin* (la cloche), mensuel en langue ukrainienne de tendance menchevik, parut à Kiev de janvier 1913 jusqu'à la moitié de 1914.

ont soulevé tant de problèmes que, pour leur répondre, il nous faut envisager les aspects les plus divers de notre thème. [...]

Centralisation et autonomie

M. Liebmann écrit dans sa réponse : « Considérez chez nous la Lituanie, les régions baltes, la Pologne, la Volhynie, le Sud de la Russie, etc., et vous trouverez partout une population *mêlée* ; il n'existe pas une seule ville qui ne possède une nombreuse minorité nationale. Si poussée que soit la décentralisation, on trouvera partout, dans diverses localités (principalement dans les communautés urbaines), des nationalités différentes vivant ensemble ; or, le démocratisme précisément soumet la minorité nationale au pouvoir de la majorité nationale. Mais, comme on le sait, V. I. se montre hostile à cette organisation fédérative de l'Etat et à cette décentralisation à l'extrême qui existent dans la Confédération helvétique. On se demande pourquoi il a cité l'exemple de la Suisse. »

J'ai déjà expliqué plus haut pourquoi j'ai cité l'exemple de la Suisse. De même, j'ai expliqué que le problème de la protection des droits d'une minorité nationale *ne* peut être résolu *que* par la promulgation d'une loi générale de l'Etat, dans un Etat démocratique conséquent qui ne s'écarte pas du principe de l'égalité en droits. Mais, dans le passage cité, M. Liebmann répète une des objections (ou des remarques sceptiques) les plus courantes (et les plus fausses) que l'on oppose généralement au programme national marxiste et qui, par conséquent, méritent d'être examinées ici.

Les marxistes sont, bien entendu, hostiles à la fédération et à la décentralisation pour cette simple raison que le développement du capitalisme exige que les Etats soient les plus grands et les plus centralisés possibles. *Toutes conditions étant égales,* le prolétariat conscient sera toujours partisan d'un Etat plus grand. Il luttera toujours contre le particularisme médiéval et verra toujours d'un œil favorable se renforcer la cohésion économique de vastes territoires sur lesquels pourra se développer largement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.

Le large et rapide développement des forces productives par le capitalisme *exige* de grands territoires rassemblés et unis au sein d'un même Etat ; c'est seulement sur de tels territoires que la classe bourgeoise peut se grouper en anéantissant tous les vieux cloisonnements médiévaux, de caste, de particularismes locaux ou confessionnels, de petites nationalités et autres, en même temps que se groupe parallèlement et inéluctablement à l'autre pôle la classe des prolétaires.

Nous traiterons à part du droit des nations à disposer d'elles-

mêmes, c'est-à-dire à se séparer et à constituer un Etat national distinct. Mais aussi longtemps et pour autant que diverses nations constituent un seul Etat, les marxistes ne préconiseront en aucun cas ni le principe fédératif, ni la décentralisation. Un grand Etat centralisé constitue un énorme progrès historique conduisant du morcellement moyenâgeux à la future unité socialiste du monde entier, et il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autre voie vers le socialisme que celle *passant par* un tel Etat (*indissolublement* lié au capitalisme).

Mais il serait impardonnable d'oublier qu'en défendant le centralisme, nous défendons exclusivement le centralisme *démocratique.* A cet égard, l'esprit petit-bourgeois en général et l'esprit petit-bourgeois nationaliste (feu Dragomanov y compris) [5] en particulier ont tellement embrouillé ce problème qu'il nous faut une fois de plus consacrer un certain temps à démêler l'écheveau.

Loin d'exclure l'autonomie administrative locale avec *l'autonomie* des régions présentant des particularités quant à leur économie, leur genre de vie, leur composition nationale, etc., le centralisme démocratique exige, au contraire, *l'un et l'autre.* On confond constamment chez nous le centralisme avec l'arbitraire et le bureaucratisme. L'histoire de la Russie devait, naturellement, engendrer cette confusion, mais elle n'en est pas moins inadmissible pour un marxiste.

Le plus simple est de prendre un exemple concret.

Dans son grand article : « La Question nationale et l'autonomie [6] », parmi beaucoup d'autres erreurs amusantes (dont je parlerai plus loin), Rosa Luxemburg en commet une particulièrement plaisante en essayant de *borner* la revendication de l'autonomie à la seule Pologne.

Mais voyez d'abord *comment* elle définit l'autonomie.

Rosa Luxemburg reconnaît — étant marxiste, elle a naturellement le devoir de le reconnaître — que toutes les questions économiques et politiques d'une importance capitale pour la société capitaliste doivent être du ressort, non pas de diètes autonomes régionales, mais exclusivement d'un parlement central, d'un parlement commun à tout l'Etat. Ces questions comprennent : la politique douanière, la législation industrielle et commerciale, les voies de communication et moyens de transmission (chemins de fer, poste, télégraphe, téléphone, etc.), l'armée, le système fiscal, le droit civil [7] et pénal, les principes généraux régissant le domaine scolaire (par exemple, la loi assurant la laïcité absolue de l'école, la loi sur l'instruction générale, sur le programme minimum, sur l'organisation démocratique du régime scolaire, etc.), les lois sur

5. Dragomanov (1841-1895), historien et publiciste ukrainien.
6. *Przeglad Socialdemokratyczny*, Cracovie, 1908 et 1909. Cf. *supra.*
7. Rosa Luxemburg développe son idée jusque dans les détails en mentionnant par exemple — avec juste raison — la législation sur le divorce (n° 12, p. 162 de la revue citée). (Note de Lénine.)

la protection du travail, sur les libertés politiques (le droit de coalition), etc.

Sont du ressort des diètes autonomes — sur la base de la législation générale de l'Etat — les questions d'ordre purement local ou régional, ou purement national. En développant cette idée d'une façon, elle aussi, extrêmement — pour ne pas dire excessivement — détaillée, Rosa Luxemburg mentionne, par exemple, la construction de chemins de fer d'intérêt local (n° 12, p. 149), les routes locales (n°s 14-15, p. 376), etc.

Il est parfaitement évident qu'on ne saurait se représenter un Etat moderne véritablement démocratique *sans* une telle autonomie, pour toute région présentant des particularités tant soit peu notables dans le domaine de l'économie ou du genre de vie, ayant une composition nationale particulière, etc. Le principe du centralisme, nécessaire pour développer le capitalisme, n'est en rien compromis par une telle autonomie (locale ou régionale) ; au contraire, c'est grâce à elle qu'il est mis en œuvre, d'une façon *démocratique* et non bureaucratique. Le développement large, libre et rapide du capitalisme serait impossible ou du moins extrêmement difficile *sans* une telle autonomie, qui *facilite* à la fois la concentration des capitaux, le développement des forces productives, le regroupement de la bourgeoisie et du prolétariat à l'échelle *de l'Etat tout entier*. Car l'intervention bureaucratique dans les questions *purement* locales (régionales, nationales, etc.) constitue un des plus grands obstacles au développement économique et politique en général et, en particulier, un des obstacles au *centralisme* dans les questions les plus importantes, les questions fondamentales.

Aussi est-il difficile de retenir un sourire en voyant notre excellente Rosa Luxemburg s'attacher, de l'air le plus sérieux et en termes « purement marxistes », à démontrer que la revendication de l'autonomie est applicable *uniquement* à la seule Pologne, *uniquement* à titre d'exception ! Naturellement, il n'y a pas là la moindre trace de patriotisme « de clocher », il n'y a que des raisons « pratiques »... notamment en ce qui concerne la Lituanie.

Rosa Luxemburg considère quatre provinces : celles de Vilna, de Kovno, de Grodno et de Souwalki, en s'efforçant de persuader les lecteurs (et de se persuader elle-même) qu'elles sont habitées « principalement » par des Lituaniens. Groupant les habitants de ces provinces, elle trouve une proportion de Lituaniens atteignant 23 % de toute la population ; même en ajoutant aux Lituaniens les Jmouds, on n'arrive qu'à 31 % de la population, soit moins d'un tiers. La conclusion est donc que l'idée de l'autonomie de la Lituanie est « arbitraire et artificielle » (n° 10, p. 807).

Le lecteur informé des défauts universellement connus de notre statistique officielle russe verra tout de suite l'erreur de Rosa Luxemburg. Pourquoi fallait-il considérer la province de Grodno, où les Lituaniens ne sont que 0,2 %, *zéro virgule deux pour cent ?* Pourquoi fallait-il considérer toute la province de Vilna, et non pas

le seul district de Troki, où les Lituaniens forment la *majorité* de la population ? Pourquoi fallait-il considérer toute la province de Souwalki, en évaluant le pourcentage des Lituaniens à 52 % de sa population et non les districts lituaniens de cette province, c'est-à-dire cinq districts sur sept, où les Lituaniens constituent 72 % de la population ?

Il est ridicule de parler des conditions et des nécessités du capitalisme moderne et de se baser sur les divisions administratives officielles de la Russie, qui ne sont ni « modernes », ni « capitalistes », mais médiévales, féodales, bureaucratiques, et en les prenant au surplus sous leur forme la plus sommaire (en considérant les provinces et non les districts). Il est clair comme le jour qu'il ne saurait être question d'aucune réforme locale quelque peu sérieuse en Russie sans l'abolition de ces divisions et leur remplacement par des divisions *véritablement* « modernes » et répondant vraiment aux intérêts *non pas* du Trésor, de la bureaucratie, de la routine, des grands propriétaires fonciers, du clergé, mais du capitalisme. On peut être sûr, à ce propos, que, parmi les besoins actuels du capitalisme, figurera la nécessité de l'homogénéité la plus grande possible de la composition nationale de la population, car le caractère national, l'identité de la langue, est un facteur important pour la conquête totale du marché intérieur et pour la liberté totale des échanges économiques.

Chose curieuse, cette erreur évidente de Rosa Luxemburg est reprise par le bundiste Medem, qui tient à démontrer non pas les particularités « exceptionnelles » de la Pologne, mais l'inanité du principe de l'autonomie nationale territoriale (les bundistes sont partisans de l'autonomie nationale exterritoriale !). Nos bundistes et nos liquidateurs recueillent dans le monde entier toutes les erreurs et tous les flottements opportunistes des social-démocrates de divers pays et de diverses nations, en reprenant chaque fois à leur compte *ce qu'il y a de pire* dans la social-démocratie mondiale : en rassemblant des extraits des griffonnages bundistes et liquidateurs, on pourrait constituer un vrai *musée* social-démocrate *du mauvais goût.*

L'autonomie régionale, déclare sentencieusement Medem, est bonne pour une région, pour un « territoire », mais non pour les arrondissements letton, estonien, etc., dont la population compte d'un demi-million à 2 millions de personnes et dont le territoire s'étend à une province. « *Ce ne serait pas une autonomie, mais un simple zemstvo...* Au-dessus de ce zemstvo, il faudrait construire une véritable autonomie... » et l'auteur condamne la « démolition » des vieilles provinces et des vieux districts [8].

En réalité, il y a « démolition » et mutilation des conditions du capitalisme contemporain par le maintien des divisions administra-

8. V. MEDEM, « Position de la question nationale en Russie », *Vestnik Evropy*, 1912, n°s 8 et 9. (Note de Lénine.)

tives officielles, médiévales et féodales. Seuls des gens imbus de l'esprit qui a présidé à ces divisions peuvent, « avec des mines de savants connaisseurs », raisonner sur l'opposition entre le « zemstvo » et l' « autonomie » et défendre le schéma réservant l' « autonomie » aux grandes régions et le zemstvo aux petites. Le capitalisme actuel n'a que faire de ce schéma bureaucratique. Pourquoi ne peut-il y avoir d'arrondissements nationaux autonomes avec une population non seulement d'un demi-million, mais même de 50 000 habitants ? Pourquoi ces arrondissements ne peuvent-ils s'unir sous les formes les plus diverses avec des arrondissements voisins de différentes dimensions pour constituer un seul « territoire » autonome si la chose est commode, si elle est nécessaire pour les rapports économiques ? Tout cela demeure le secret du bundiste Medem.

Notons que le programme national de Brünn de la social-démocratie se place entièrement sur le terrain de l'autonomie nationale-territoriale ; il propose de diviser l'Autriche, « au lieu des terres historiques de la couronne », en arrondissements « délimités nationalement » (§ 2 du programme de Brünn). Nous ne serions pas allés aussi loin. Sans aucun doute, la composition nationale homogène de la population est un des facteurs les plus sûrs d'un commerce libre et large véritablement moderne. Sans aucun doute, nul marxiste — et même nul démocrate décidé — ne s'avisera de défendre les terres de la couronne autrichienne et les provinces et les districts russes (sans être aussi mauvais que les terres de la couronne autrichienne, ils sont cependant très mauvais), ni de contester la nécessité de substituer à ces divisions surannées des divisions tenant compte autant que possible de la composition nationale des populations. Sans aucun doute, enfin, il importe au plus haut point, pour supprimer toute oppression nationale, de créer des arrondissements autonomes, même très petits, ayant une composition nationale homogène, autour desquels pourraient « graviter », entrant avec eux dans des rapports et des associations libres de toutes sortes, les membres de la nationalité considérée, dispersés en différents points du pays ou même du globe. Tout cela est indiscutable et ne peut être contesté que d'un point de vue routinier et bureaucratique.

Mais la composition nationale de la population n'est que *l'un* des facteurs économiques essentiels, ce n'est *ni le seul ni* le plus important. Ainsi, les villes jouent un rôle économique *très important* en régime capitaliste ; or, elles se distinguent partout — en Pologne, en Lituanie, en Ukraine, en Grande-Russie, etc. — par une composition nationale très bigarrée. Détacher les villes, pour des motifs d'ordre « national », des villages et arrondissements qui gravitent économiquement autour d'elles, serait absurde et impossible. Par conséquent, les marxistes ne doivent pas se placer entièrement et exclusivement sur le terrain du principe « national territorialiste ».

Aussi la solution préconisée par la dernière conférence des

marxistes russes est-elle beaucoup plus juste que la solution autrichienne du problème. Cette conférence a adopté, sur ce point, la thèse suivante :

« il faut... une large autonomie régionale » (non pas, bien entendu, pour la seule Pologne, mais pour toutes les régions de la Russie) « et une administration locale dotée de pouvoirs élargis pleinement démocratiques, les limites de ces régions étant fixées sur la base des conditions d'économie et de mode de vie, déterminées par la population locale elle-même, de la composition nationale de la population, etc.[9]. »

La composition nationale de la population est placée ici *à côté* des autres conditions (au premier chef des conditions économiques, puis du genre de vie, etc.), qui doivent servir de base à la fixation de nouvelles frontières correspondant au capitalisme actuel et non à un état de choses bureaucratique et asiatique. La population locale peut seule « apprécier » avec une rigueur suffisante toutes ces conditions, et c'est à partir de cette appréciation que le Parlement central de l'Etat déterminera les frontières des régions autonomes et les attributions des diètes autonomes.

9. Voir V. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, t. XIX, p. 460.

2. Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*

Le paragraphe 9 du programme des marxistes russes, qui traite du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, a suscité ces derniers temps (ainsi que nous l'avions déjà indiqué dans le *Prosvechtchenie*) une véritable levée de boucliers de la part des opportunistes. Le liquidateur russe Semkovski dans la feuille liquidatrice de Pétersbourg, le bundiste Liebmann et le national-social ukrainien Iourkévitch, dans leurs organes respectifs, ont violemment attaqué ce paragraphe pour lequel ils affectent le plus profond dédain. Nul doute que cette « mobilisation du ban et de l'arrière-ban » de l'opportunisme contre notre programme marxiste ne soit étroitement liée aux actuels flottements nationalistes en général. Aussi estimons-nous opportun de procéder à une analyse minutieuse de la question soulevée. Notons seulement qu'aucun des opportunistes mentionnés n'a produit un seul argument qui lui soit propre : ils se bornent tous à répéter ce que Rosa Luxemburg avait dit en 1908-1909 dans son long article polonais : « La Question nationale et l'autonomie. » Ce sont donc les arguments « originaux » de cet auteur que nous aurons le plus souvent à considérer au cours de notre exposé.

1. Qu'est-ce que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ?

Cette question se pose tout naturellement au premier chef lorsqu'on essaye d'envisager en marxiste ce qu'on appelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Que faut-il entendre par là ?

* Extraits. Article paru dans *Prosvechtchenie,* nos 4, 5, 6, avril-juin 1914.

Chercherons-nous la réponse dans les définitions juridiques tirées de toutes sortes de « notions générales » de droit ? Ou faut-il la chercher dans l'étude historico-économique des mouvements nationaux ?

Rien d'étonnant à ce que les Semkovski, les Liebmann et les Iourkévitch ne se soient même pas avisés de poser cette question, se bornant à ricaner à propos du « manque de clarté » du programme marxiste et ignorant même visiblement, dans leur simplicité, que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est évoqué non seulement dans le programme russe de 1903, mais aussi dans la résolution du congrès international tenu à Londres en 1896 (nous reviendrons en détail sur ce point). Ce qui est beaucoup plus étonnant, c'est que Rosa Luxemburg, qui s'est livrée à tant de déclamations au sujet du caractère prétendument abstrait et métaphysique de ce paragraphe, soit elle-même tombée dans ce péché d'abstraction et de métaphysique. C'est elle, précisément, qui se perd constamment dans des considérations générales sur la libre détermination (jusqu'à spéculer de façon tout à fait plaisante sur la manière de connaître la volonté d'une nation) sans poser explicitement nulle part cette question : le fond du problème est-il dans les définitions juridiques ou dans l'expérience des mouvements nationaux du monde entier ?

Poser d'une façon précise cette question, qu'un marxiste ne peut éluder, ruinerait d'emblée les neuf dixièmes des arguments de Rosa Luxemburg. Ce n'est pas la première fois que des mouvements nationaux apparaissent en Russie, et ils ne sont pas propres uniquement à ce pays. Dans le monde entier, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. Le fondement économique de ces mouvements, c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'un même Etat des territoires dont la population parle la même langue, et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature. La langue est le plus important des moyens de communication entre les hommes. L'unité de la langue et le libre développement sont parmi les conditions les plus importantes d'un commerce vraiment libre, vraiment large et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier ; la condition, enfin, d'une étroite liaison du marché avec chaque patron, grand ou petit, avec chaque vendeur et chaque acheteur.

La formation d'*Etats nationaux,* qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne, est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent ; et, pour l'Europe occidentale — plus encore : pour le monde civilisé tout entier — ce qui est *typique*, normal en période capitaliste, c'est donc l'Etat national.

Par conséquent, si nous voulons, sans jouer sur les définitions juridiques, sans « inventer » des notions abstraites, mais en analysant les conditions historico-économiques des mouvements nationaux, comprendre ce qu'est la libre détermination des nations, nous ne pouvons manquer d'aboutir à cette conclusion : par autodétermination des nations, on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'Etats nationaux indépendants.

Nous verrons par la suite pour quelles autres raisons encore il serait faux d'entendre par droit de libre détermination autre chose que le droit d'exister en tant qu'Etat distinct. Maintenant, nous devons nous arrêter à la façon dont Rosa Luxemburg a tenté d' « esquiver » l'inévitable conclusion touchant les causes économiques profondes de la tendance à constituer un Etat national.

Rosa Luxemburg connait fort bien la brochure de Kautsky : *Nationalität und Internationalität* (supplément à la *Neue Zeit,* n° 1, 1907-1908, traduit en russe dans la revue *Naoutchnaïa Mysl,* Riga 1908). Elle sait que Kautsky, après avoir minutieusement analysé au § 4 de cette brochure la question de l'Etat national, est arrivé à la conclusion qu'Otto Bauer « *sous-estime* la forte tendance à constituer un Etat national » (p. 23 de la brochure citée). Rosa Luxemburg cite elle-même ces mots de Kautsky : « *L'Etat national est la forme d'Etat qui correspond le mieux* aux conditions modernes » (c'est-à-dire à celles du capitalisme, de la civilisation, du progrès économique, à la différence des conditions moyenâgeuses, précapitalistes, etc.) ; « c'est la forme dans laquelle il peut le plus aisément accomplir ses tâches » (c'est-à-dire assurer le développement le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme). A cela il faut ajouter cette remarque finale de Kautsky, plus précise encore, suivant laquelle les Etats à composition nationale hétérogène (les Etats dits de nationalités, à la différence des Etats nationaux) sont « toujours des Etats dont la formation interne est restée, pour une raison ou pour une autre, anormale ou insuffisante » (arriérée). Il va sans dire que Kautsky emploie le terme d'anormal exclusivement dans le sens de non-conforme à ce qui est le mieux adapté aux exigences du développement capitaliste.

Et quelle est, demandera-t-on, la position de Rosa Luxemburg à l'égard de ces conclusions historico-économiques de Kautsky ? Sont-elles justes ou erronées ? Qui a raison : Kautsky avec sa théorie historico-économique ou Bauer, dont la théorie, en son essence, est psychologique ? Quel lien existe-t-il entre l' « opportunisme national » incontestable de Bauer, sa défense de l'autonomie nationale culturelle, ses emballements nationalistes (« il y a çà et là une surestimation du facteur national », selon l'expression de Kautsky, sa « forte exagération du facteur national et son oubli total du facteur international » (Kautsky), et sa sous-estimation de la force de la tendance à constituer un Etat national ?

Rosa Luxemburg n'a même pas posé cette question. Elle n'a

pas remarqué ce lien. Elle n'a pas considéré l'*ensemble* des conceptions théoriques de Bauer. Elle n'a même pas confronté du tout les théories historico-économique et psychologique de la question nationale. Elle s'est bornée aux remarques suivantes contre Kautsky :

« ... Cet Etat national "le meilleur" n'est qu'une abstraction qu'il est facile de développer en théorie, de défendre en théorie, mais qui ne correspond point à la réalité [10]. »

Et, à l'appui de cette déclaration prépremptoire, suivent des raisonnements d'où il ressort que le développement des grandes puissances capitalistes et l'impérialisme rendent illusoire pour les petits peuples le « droit de libre détermination ». « Peut-on parler sérieusement, s'écrie Rosa Luxemburg, de "libre détermination" des Monténégrins, des Bulgares, des Roumains, des Serbes, des Grecs, formellement indépendants, et même partiellement des Suisses, dont l'indépendance est elle-même le produit de la lutte politique et du jeu diplomatique du "concert européen" ? [11] » ! Ce qui correspond le mieux aux conditions, « ce n'est pas l'Etat national, comme le pense Kautsky, mais l'Etat de proie ». Et de citer quelques dizaines de chiffres sur l'importance des colonies appartenant à l'Angleterre, à la France, etc.

Lorsqu'on lit de semblables raisonnements, on ne peut que s'étonner de l'incapacité où se trouve l'auteur de *faire le point !* Enseigner à Kautsky d'un air sentencieux que les petits Etats dépendent économiquement des grands, que les Etats bourgeois luttent entre eux pour écraser et spolier les autres nations, qu'il existe un impérialisme et des colonies, c'est raffiner ridiculement et d'une façon puérile, car tout cela n'a pas le moindre rapport avec la question. Non seulement les petits Etats, mais aussi la Russie, par exemple, dépendent entièrement, au point de vue économique, de la puissance du capital financier impérialiste des « riches » pays bourgeois. Non seulement les Etats-miniatures des Balkans, mais aussi l'Amérique du XIXe siècle était économiquement une colonie de l'Europe, ainsi que Marx le disait déjà dans *Le Capital.* Tout cela, bien entendu, Kautsky et chaque marxiste le savent parfaitement, mais ce sont des questions qui n'ont absolument rien à voir avec les mouvements nationaux et l'Etat national.

Au problème de la *libre détermination politique* des nations dans la société bourgeoise, de leur indépendance en tant qu'Etat, Rosa Luxemburg a substitué la *question de leur autonomie* et de leur *indépendance économiques.* Cela est aussi intelligent que si, lors de la discussion de la revendication-programme sur la suprématie du parlement (c'est-à-dire de l'assemblée des représentants du peuple) dans l'Etat bourgeois, on entreprenait d'exposer sa conviction absolument juste de la suprématie du grand capital, quel que soit le régime, dans tout pays bourgeois.

10. *Przeglad Socjaldemokratyczny*, 1908, nº 6, p. 499.
11. *Ibid.*, p. 500.

Nul doute que des portions considérables de l'Asie, la partie du monde la plus peuplée, ne se trouvaient dans la situation soit de colonies des « grandes puissances », soit d'Etats extrêmement dépendants et opprimés sur le plan national. Cette vérité universellement connue infirme-t-elle en quoi que ce soit ce fait incontestable qu'en Asie même, les conditions du développement le plus complet de la production marchande, de l'essor le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme n'existent qu'au Japon, c'est-à-dire uniquement dans un Etat national indépendant ? Cet Etat est bourgeois ; aussi a-t-il lui-même commencé à opprimer d'autres nations, et à asservir des colonies. Nous ignorons si l'Asie parviendra avant la faillite du capitalisme, à constituer un système d'Etats nationaux indépendants, à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité partout, là aussi, des mouvements nationaux, que ces mouvements tendent à constituer des Etats nationaux en Asie, et que ce sont précisément ces Etats qui assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement. L'exemple de l'Asie témoigne *en faveur* de Kautsky, *contre* Rosa Luxemburg.

L'exemple des Etats balkaniques, lui aussi, témoigne contre elle, car chacun voit aujourd'hui que les meilleures conditions de développement du capitalisme dans les Balkans se créent justement au fur et à mesure que des Etats nationaux indépendants naissent dans cette péninsule.

Ainsi, l'exemple de toute l'humanité civilisée la plus avancée, comme celui des Balkans, comme celui de l'Asie, démontrent, à l'encontre de Rosa Luxemburg, l'absolue justesse de la thèse de Kautsky : l'Etat national est la règle et la « norme » du capitalisme, l'Etat à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception. Du point de vue des rapports entre nationalités, l'Etat national offre incontestablement les meilleures conditions pour le développement du capitalisme. Cela ne signifie évidemment pas qu'un tel Etat, sur le terrain des rapports bourgeois, puisse exclure l'exploitation et l'oppression des nations. Cela veut dire seulement que les marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs *économiques* qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux. Cela veut dire que, dans le programme des marxistes, la « *libre* détermination des nations » *ne peut* avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la *libre* détermination politique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat national.

Quant aux conditions qui, du point de vue marxiste, c'est-à-dire du point de vue de classe du prolétariat, président au soutien de la revendication démocratique bourgeoise d'un « Etat national », nous y reviendrons en détail un peu plus loin. Nous nous bornons pour l'instant à définir la *notion* de « libre détermination », et il nous faut seulement noter encore que Rosa Luxemburg *sait* ce que renferme cette notion (d' « Etat national »), alors que ses partisans

opportunistes, les Liebmann, les Semkovski, les Iourkévitch *ignorent même cela !*

2. Position historique concrète de la question

Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige expressément qu'on la situe dans un cadre historique *déterminé ;* puis s'il s'agit d'un seul pays (par exemple, du programme national pour un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique.

Que représente cette exigence expresse du marxisme, appliquée à la question qui nous intéresse ?

Avant tout, la nécessité d'établir une stricte distinction entre deux époques du capitalisme, lesquelles diffèrent radicalement du point de vue des mouvements nationaux. D'une part, l'époque où s'effondrent le féodalisme et l'absolutisme, où se constituent une société et un Etat démocratiques bourgeois, où les mouvements nationaux deviennent pour la première fois des mouvements de masse et entraînent d'une façon ou d'une autre *toutes* les classes de la population dans la vie politique par le truchement de la presse, par la participation aux institutions représentatives, etc. D'autre part, l'époque où les Etats capitalistes sont pleinement constitués, avec un régime constitutionnel depuis longtemps établi, et où l'antagonisme est fortement développé entre le prolétariat et la bourgeoisie, époque que l'on peut appeler la veille de l'effondrement du capitalisme.

Ce qui est typique pour la première époque, c'est l'éveil des mouvements nationaux où se trouve entraînée la paysannerie, couche de la population la plus nombreuse et la plus « difficile à mettre en train » étant donné la lutte pour la liberté politique en général et pour les droits de la nationalité en particulier. Ce qui est typique pour la seconde époque, c'est l'absence de mouvements démocratiques bourgeois de masse, alors que le capitalisme développé, rapprochant et brassant de plus en plus les nations déjà entièrement entraînées dans le circuit commercial, met au premier plan l'antagonisme entre le capital fusionné à l'échelle internationale et le mouvement ouvrier international.

Certes, chacune de ces deux époques n'est pas séparée de l'autre par une muraille ; elles sont reliées entre elles par de nombreux maillons intermédiaires, différents pays se distinguant en outre par la rapidité de leur développement national, la composition nationale de leur population, la répartition de cette dernière, etc. Il ne saurait être question de procéder à l'élaboration du programme national des marxistes d'un pays donné sans tenir compte de toutes ces

conditions historiques générales et des particularités concrètes de tel ou tel Etat.

C'est ici que nous touchons du doigt le point le plus faible des raisonnements de Rosa Luxemburg. Elle s'applique avec un zèle peu commun à truffer son article d'expressions « vigoureuses » dirigées contre le § 9 de notre programme, qualifié de « trop général », de « cliché », de « phraséologie métaphysique », et ainsi de suite. Il serait tout naturel d'attendre d'un auteur qui condamne si bien la métaphysique (au sens où l'entendait Marx, c'est-à-dire l'antidialectique) et les vaines abstractions, qu'il nous fournisse un modèle d'examen historique concret de la question. Il s'agit du programme national des marxistes d'un pays déterminé : la Russie, et d'une époque déterminée : le début du XX[e] siècle. Sans doute Rosa Luxemburg pose-t-elle la question de savoir *quelle* époque *historique* traverse la Russie, *quelles* sont les particularités *concrètes* du problème national et des mouvements nationaux de *ce* pays à *cette* époque ?

De tout cela Rosa Luxemburg ne dit absolument rien ! Vous ne trouverez pas chez elle la moindre analyse de la façon dont se pose le problème national en *Russie* à l'époque historique envisagée, ni des particularités de la *Russie* à cet égard !

On nous dit que la question nationale se pose dans les Balkans autrement qu'en Irlande ; que Marx portait telle ou telle appréciation sur les mouvements nationaux polonais et tchèque dans les conditions concrètes de 1848 (page d'extraits empruntés à Marx) ; qu'Engels en portait telle ou telle autre sur la lutte des cantons forestiers de Suisse contre l'Autriche et sur la bataille de Morgarten qui eut lieu en 1315 (page de citations tirées d'Engels, avec le commentaire correspondant de Kautsky) ; que Lassalle considérait comme réactionnaire la guerre des paysans en Allemagne au XVI[e] siècle, etc.

On ne saurait dire que ces remarques et citations brillent par la nouveauté, mais il est en tout cas intéressant pour le lecteur de se rappeler une fois de plus comment Marx, Engels et Lassalle abordaient l'analyse des questions historiques concrètes de différents pays. Et lorsqu'on relit ces citations si instructives de Marx et d'Engels, on voit très nettement dans quelle situation ridicule Rosa Luxemburg s'est elle-même placée. Elle prêche avec éloquence et sévérité la nécessité d'une analyse historique concrète de la question nationale, dans les différents pays aux différentes époques, mais *n*'essaie *absolument pas* de déterminer *quel* stade historique de développement du capitalisme traverse la *Russie* au début du XX[e] siècle, quelles sont les *particularités* de la question nationale dans ce pays. Rosa Luxemburg montre, par des exemples, comment *d'autres* ont analysé la question en marxistes, et elle souligne ainsi comme à dessein que l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions, et que les bons conseils servent souvent à masquer le refus ou l'incapacité de leur donner une application pratique.

Voici, entre autres, un rapprochement instructif. S'élevant contre le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, Rosa Luxemburg se réfère à son ouvrage de 1898, où elle faisait la démonstration du rapide « développement industriel de la Pologne » écoulant ses produits manufacturés en Russie. Inutile de dire que cela ne prouve encore absolument rien quant au *droit* de libre détermination, que cela démontre uniquement la disparition de la vieille Pologne seigneuriale, etc. Or, Rosa Luxemburg en arrive chaque fois insensiblement à cette conclusion que, parmi les facteurs unissant la Russie à la Pologne, prédomineraient dès à présent les facteurs purement économiques des rapports capitalistes modernes.

Mais voici que notre Rosa passe à la question de l'autonomie, et — bien que son article soit intitulé « La question nationale et l'autonomie » *en général* — elle entreprend de démontrer le droit *exceptionnel* du royaume de Pologne à l'autonomie (voir à ce sujet la revue *Prosvechtchenie,* n° 12, 1913). Afin de confirmer le droit de la Pologne à l'autonomie, Rosa Luxemburg caractérise le régime politique de la Russie, sans doute d'après des indices relevant de l'économie, de la politique, des mœurs et de la sociologie, comme constituant un ensemble de traits dont la somme nous fournit la notion de « despotisme asiatique » (n° 12 du *Przeglad,* p. 137).

Chacun sait que ce genre de régime politique jouit d'une très grande stabilité dans des pays où l'économie est marquée par la prédominance de traits entièrement patriarcaux, précapitalistes, et par un faible développement de l'économie marchande et de la différenciation des classes. Si, dans un de ces pays dont le régime politique se distingue par un caractère *pré*capitaliste nettement marqué, il existe une région nationalement délimitée où le capitalisme se développe *rapidement,* on peut dire que plus ce développement capitaliste est rapide, et plus forte est la contradiction entre celui-ci et le régime politique *pré*capitaliste, plus probable est la séparation de la région avancée d'avec l'ensemble, auquel la rattachent non pas des liens d'un « capitalisme moderne », mais d'un « despotisme asiatique ».

Ainsi, Rosa Luxemburg s'est montrée parfaitement incapable de retomber sur ses pieds, même dans la question de la structure sociale du pouvoir en Russie par rapport à la Pologne bourgeoise ; quant à la question des particularités historiques concrètes des mouvements nationaux en Russie, elle ne l'a même pas posée.

C'est sur cette question que nous devons nous arrêter. [...]

Pour les social-démocrates polonais, le « droit de libre détermination » n'a certes pas la même importance que pour les social-démocrates russes. Il est tout naturel que la lutte contre la petite bourgeoisie polonaise aveuglée par le nationalisme ait contraint les social-démocrates polonais à « forcer la note » avec un zèle particulier (parfois même un peu excessif). Jamais un marxiste russe n'a songé à faire grief aux social-démocrates polonais d'être contre la séparation de la Pologne. Ces social-démocrates ne commettent

une faute que lorsqu'ils tentent, comme le fait Rosa Luxemburg, de nier la nécessité d'inclure le droit de libre détermination dans le programme des marxistes *russes*.

C'est, en somme, vouloir étendre des rapports compréhensibles du point de vue de la mentalité cracovienne à tous les peuples et à toutes les nations de Russie, y compris les Grands-Russes. C'est être des « nationalistes polonais à rebours », mais non des social-démocrates russes, des social-démocrates internationalistes.

Car la social-démocratie internationaliste proclame précisément le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Arrêtons-nous sur ce point.

3. La décision du Congrès international de Londres de 1896

Cette décision déclare :

« Le congrès proclame qu'il s'affirme pour le plein droit de libre détermination (Selbstbestimmungsrecht) de toutes les nations ; et il exprime sa sympathie aux ouvriers de tout pays qui souffre à l'heure actuelle sous le joug de l'absolutisme militaire, national ou autre ; le congrès appelle les ouvriers de tous ces pays à rejoindre les rangs des ouvriers conscients (*Klassenbewusste* = conscients des intérêts de leur classe) du monde entier, afin de lutter avec eux pour vaincre le capitalisme international et atteindre les objectifs de la social-démocratie internationale [12]. »

Comme nous l'avons déjà dit, nos opportunistes, MM. Semkovski, Liebmann et Iourkévitch, ignorent tout simplement cette décision. Mais Rosa Luxemburg la connaît et en cite le texte intégral où figure la même expression que dans notre programme : la « libre disposition ».

On se demande comment Rosa Luxemburg s'y prend pour écarter cet obstacle qui barre la route à son « originale » théorie.

Oh ! très simplement... le centre de gravité réside ici dans la seconde partie de la résolution... le caractère déclaratif de cette dernière... ce n'est que par un malentendu que l'on peut s'y référer !

L'impuissance et le désarroi de notre auteur sont vraiment frappants. D'ordinaire, seuls les opportunistes, qui se dérobent peureusement à toute franche polémique contre les points démocratiques

12. Voir le compte rendu officiel allemand du congrès de Londres : *Verhandlungen und Beschlüsse des internationalen sozialistischen Arbeiter- und Gewerkschafts-Kongresses zu London, vom 27. Juli bis 1. August 1896*, Berlin, 1896, S. 18. (*Procès-verbaux et décisions du congrès international socialiste des partis ouvriers et des syndicats, tenu à Londres du 27 juillet au 1er août 1896*, Berlin, 1896,, p. 18.) Il existe une brochure russe contenant les décisions des congrès internationaux, où « libre disposition » est traduit à tort par « autonomie ».

et socialistes conséquents du programme, invoquent leur caractère déclaratif. Ce n'est visiblement pas sans raison que, cette fois-ci, Rosa Luxemburg s'est trouvée en la triste compagnie des Semkovski, des Liebmann et des Iourkévitch. Elle n'ose pas dire franchement si elle tient cette résolution pour juste ou pour erronée. Elle louvoie et se cache, comme si elle comptait sur l'inattention et l'ignorance d'un lecteur qui, parvenu à la seconde partie de la résolution, aurait oublié la première, ou qui n'aurait jamais entendu parler des débats qui ont eu lieu dans la presse socialiste *avant* le congrès de Londres.

Mais Rosa Luxemburg se trompe fort si elle croit pouvoir, devant les ouvriers conscients de Russie, fouler aux pieds aussi facilement la résolution de l'Internationale sur une importante question de principe, sans daigner même l'analyser dans un esprit critique.

Au cours des débats qui précédèrent le congrès de Londres, principalement dans les colonnes de la revue des marxistes allemands *Die Neue Zeit,* le point de vue de Rosa Luxemburg a été exprimé, et *il a subi en fait un échec devant l'Internationale !* Voilà la vérité que le lecteur russe, surtout, ne doit pas perdre de vue.

Les débats ont porté sur la question de l'indépendance de la Pologne. Trois points de vue ont été formulés :

1. Le point de vue des « fraks », au nom desquels intervint Haecker. Ils voulaient que l'Internationale reprenne à son compte, dans *son* programme, la revendication de l'indépendance de la Pologne. Cette proposition ne fut pas adoptée. Ce point de vue subit un échec devant l'Internationale.

2. Le point de vue de Rosa Luxemburg : les socialistes polonais ne devaient pas revendiquer l'indépendance de la Pologne. Il ne pouvait donc être question de proclamer le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Ce point de vue subit également un échec devant l'Internationale.

3. Le point de vue que K. Kautsky, intervenant contre Rosa Luxemburg pour démontrer le caractère extrêmement « unilatéral » de son matérialisme, développa à l'époque le plus à fond. De ce point de vue, l'Internationale ne pouvait pas, dans les conditions du moment, préconiser l'indépendance de la Pologne. Mais les socialistes polonais, disait Kautsky, sont pleinement en droit de formuler cette revendication. Du point de vue des socialistes on aurait tort, incontestablement, de méconnaître les tâches de libération nationale qui se posent là où existe l'oppression nationale.

La résolution de l'Internationale a repris les thèses essentielles, fondamentales, de ce point de vue : d'une part, reconnaissance catégorique et n'admettant aucune fausse interprétation du droit absolu, pour toutes les nations, à disposer d'elles-mêmes ; d'autre part, appel non moins explicite aux ouvriers à réaliser l'unité *internationale* de leur lutte de classe.

Nous pensons que cette résolution est tout à fait juste, et que,

pour les pays d'Europe orientale et d'Asie, au début du XXe siècle, ce texte dont les deux parties constituent un tout indissoluble fournit la seule directive juste dont puisse s'inspirer la politique de classe prolétarienne dans la question nationale.

Voyons un peu plus en détail les trois points de vue indiqués plus haut.

On sait que K. Marx et F. Engels considéraient comme un devoir absolu pour la démocratie d'Europe occidentale, et à plus forte raison pour la social-démocratie, de soutenir activement la revendication de l'indépendance de la Pologne. Pour les années 1840-1850 et 1860-1870, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en Allemagne, époque de la « réforme paysanne [13] » en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et représentait le seul point de vue démocratique conséquent et prolétarien. Alors que les masses populaires de Russie et de la plupart des pays slaves dormaient encore d'un sommeil profond ; alors que dans ces pays *il n'existait pas* de mouvements démocratiques indépendants ayant un caractère de masse, le mouvement libérateur *seigneurial* de Pologne acquérait une importance gigantesque, de premier plan, du point de vue de la démocratie non seulement de la Russie, non seulement des pays slaves, mais encore de toute l'Europe [14].

Mais si ce point de vue de Marx était entièrement juste pour le deuxième tiers ou le troisième quart du XIXe siècle, il a cessé de l'être au XXe. Des mouvements démocratiques indépendants, et même un mouvement prolétarien indépendant, ont pris naissance dans la plupart des pays slaves et même dans un des pays slaves les plus arriérés, la Russie. La Pologne seigneuriale a disparu pour faire place à une Pologne capitaliste. Dans ces conditions, la Pologne ne pouvait manquer de perdre son importance révolutionnaire *exceptionnelle.*

Lorsque le P. S. P. (le « Parti socialiste polonais », les « fraks » d'aujourd'hui) tenta en 1896 de « consacrer » le point de vue formulé par Marx *à une autre époque,* c'était vouloir exploiter la *lettre* du marxisme contre l'*esprit* du marxisme. Aussi les social-démocrates polonais ont-ils eu parfaitement raison de s'élever contre les emballements nationalistes de la petite bourgeoisie polonaise, de montrer l'importance secondaire de la question nationale pour les ouvriers

13. Il s'agit de l'abolition du servage en 1861.

14. Ce serait un très intéressant travail historique que de confronter la position du gentilhomme polonais insurgé de 1863, la position du révolutionnaire démocrate de Russie Tchernychevski qui, lui aussi (à l'instar de Marx), sut apprécier l'importance du mouvement polonais, et la position du petit bourgeois ukrainien Dragomanov, apparu beaucoup plus tard et exprimant le point de vue du paysan, encore si barbare, si torpide, si attaché à son tas de fumier que sa haine légitime à l'égard du seigneur polonais l'empêchait de comprendre l'importance que présentait la lutte de ces seigneurs pour la démocratie russe. (Voir DRAGOMANOV, *La Pologne historique et la démocratie grand-russe.*) Dragomanov a pleinement mérité les embrassades enthousiastes dont le gratifia par la suite Monsieur P. Strouvé, alors qu'il était déjà devenu national-libéral.

polonais, de créer pour la première fois un parti purement prolétarien en Pologne, de proclamer le principe éminemment important de l'alliance la plus étroite de l'ouvrier polonais et de l'ouvrier russe dans leur lutte de classe.

Cela signifiait-il cependant qu'au début du XX[e] siècle l'Internationale pouvait considérer comme superflu, pour l'Europe orientale et pour l'Asie, le principe de la libre détermination politique des nations, leur droit de séparation ? C'eût été une absurdité monumentale qui aurait consisté (sur le plan théorique) à reconnaître pour achevée la transformation démocratique bourgeoise des Etats turc, russe, chinois, et à adopter (sur le plan pratique) une attitude opportuniste à l'égard de l'absolutisme.

Non. En Europe orientale et en Asie, à l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises déjà commencées, à l'époque de l'éveil et de l'intensification des mouvements nationaux, à l'époque de l'apparition de partis prolétariens indépendants, la tâche de ces partis en matière de politique nationale doit être double : reconnaissance du droit de libre disposition pour toutes les nations, car la transformation démocratique bourgeoise n'est pas encore achevée, car la démocratie ouvrière défend l'égalité en droits des nations avec esprit de suite, sérieusement et sincèrement, et non pas à la manière des libéraux ni des Kokochkine — et union la plus étroite, indissoluble, dans leur lutte de classe, des prolétaires de toutes les nations d'un Etat donné pendant toutes les péripéties de son histoire, et quels que soient les remaniements des frontières des différents Etats par la bourgeoisie.

Telle est la double tâche du prolétariat que formule la résolution de 1896 de l'Internationale. Tels sont les principes sur lesquels se fonde la résolution adoptée par la conférence des marxistes russes au cours de l'été 1913. D'aucuns estiment « contradictoire » le fait que, dans son point 4, cette résolution, reconnaissant le droit de libre détermination, de séparation, semble « accorder » le maximum au nationalisme (en fait, la reconnaissance du *droit* de *toutes* les nations à disposer d'elles-mêmes implique un maximum de *démocratisme* et un minimum de nationalisme), tandis qu'au point 5 elle met les ouvriers en garde contre les mots d'ordre nationalistes de la bourgeoisie quelle qu'elle soit, et réclame l'unité et le groupement des ouvriers de toutes les nations dans des organisations prolétariennes unies sur le plan international. Mais seuls peuvent voir ici une « contradiction » des esprits tout à fait plats, incapables, par exemple, de comprendre pourquoi l'unité et la solidarité de classe du prolétariat suédois et norvégien *ont gagné* à ce que les ouvriers suédois aient su défendre la liberté pour la Norvège de se séparer et de former un Etat indépendant...

Conclusion

Faisons le bilan.

Du point de vue de la théorie du marxisme en général, le droit de libre détermination ne présente aucune difficulté. Il ne peut être sérieusement question ni de contester la décision de Londres de 1896, ni de vouloir entendre par libre détermination autre chose que le droit de séparation, ni de nier que la formation d'Etats nationaux indépendants est une tendance propre à toutes les révolutions démocratiques bourgeoises.

La difficulté tient, jusqu'à un certain point, au fait qu'en Russie luttent et doivent lutter côte à côte le prolétariat des nations opprimées et le prolétariat de la nation qui opprime les autres. Sauvegarder l'unité de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme, combattre victorieusement toutes les influences bourgeoises et archiréactionnaires du nationalisme, telle est la tâche à résoudre. Parmi les nations opprimées, le rassemblement du prolétariat en un parti indépendant entraîne parfois une lutte si acharnée contre le nationalisme de la nation intéressée que la perspective se trouve déformée et qu'on oublie le nationalisme de la nation qui opprime.

Mais cette déformation de la perspective n'est possible que pour un temps. L'expérience de la lutte commune des prolétaires de différentes nations montre trop clairement que ce n'est pas du point de vue « de Cracovie », mais d'un point de vue commun à toute la Russie, que nous devons traiter les questions politiques. Or, ce sont les Pourichkévitch [15] et les Kokochkine qui prédominent dans la politique générale de la Russie. Leurs idées règnent, leur campagne d'excitation contre les allogènes qu'ils accusent de « séparatisme », qu'ils accusent de *songer* à la séparation, est faite à la Douma, dans les écoles, les églises, les casernes, dans des centaines et des milliers de journaux. C'est ce poison du nationalisme grand-russe qui intoxique l'atmosphère politique de la Russie tout entière. Malheur au peuple qui, en asservissant d'autres peuples, renforce la réaction dans toute la Russie. Le souvenir des années 1849 et 1863 constitue une tradition politique bien vivante qui, à moins que ne surviennent des tempêtes de très grande envergure, menace d'entraver pendant des dizaines d'années encore tout mouvement démocratique et *surtout* le mouvement social-démocrate.

Si naturel que paraisse parfois le point de vue de certains marxistes des nations opprimées (dont le « malheur » est souvent que la masse de la population est aveuglée par l'idée de « son » émancipation nationale), il est hors de doute qu'*en fait,* étant donné le rapport objectif des forces de classe en Russie, renoncer à défendre le droit

15. V. POURICHKEVITCH (1870-1920), propriétaire terrien monarchiste, fondateur des organisations des Cents-Noirs.

de libre détermination, c'est verser dans le pire opportunisme, c'est inoculer au prolétariat les conceptions des Kokochkine. Or, celles-ci sont, au fond, les conceptions et la politique des Pourichkévitch.

C'est pourquoi, si l'on pouvait, au début, justifier le point de vue de Rosa Luxemburg comme une étroitesse spécifiquement polonaise, « cracovienne [16] », cette étroitesse devient impardonnable aujourd'hui, alors que s'est partout accentué le nationalisme, avant tout le nationalisme gouvernemental, grand-russe, et que c'est *lui* qui dirige la politique. En fait, on voit s'y accrocher les opportunistes de *toutes* les nations, qu'effarouche l'idée de « tempêtes » et de « bonds », qui tiennent pour achevée la révolution démocratique bourgeoise, qui ne voient que le libéralisme des Kokochkine.

Comme tout autre nationalisme, le nationalisme grand-russe traversera différentes phases, selon la prépondérance de telles ou telles classes dans le pays bourgeois. Avant 1905, nous avons connu presque exclusivement des national-réactionnaires. Après la révolution, nous avons vu apparaître en Russie des *national-libéraux.* C'est la position qu'adoptent chez nous, en fait, aussi bien les octobristes que les cadets (Kokochkine), c'est-à-dire toute la bourgeoisie contemporaine.

Et il est *inévitable* qu'ensuite nous voyions apparaître des national-démocrates grands-russes. M. Péchékhonov, l'un des fondateurs du parti « socialiste populaire », a déjà exprimé ce point de vue en exhortant (dans le fascicule d'août 1906 du *Rousskoïé Bogatsvo* [17]) à la prudence vis-à-vis des préjugés nationalistes du moujik. On aura beau nous calomnier, nous autres bolchéviks, en prétendant que nous « idéalisions » le paysan : nous avons toujours fait et nous continuerons de faire une stricte distinction entre le jugement du paysan et ses préjugés, entre le démocratisme du paysan qui l'oppose à Pourichkévitch et la tendance du paysan qui le porte à s'accommoder du pope et du hobereau.

La démocratie prolétarienne doit, dès à présent, tenir compte du nationalisme des paysans grands-russes (non pour lui faire des concessions, mais pour le combattre), et elle devra probablement en tenir compte assez longtemps encore [18]. L'éveil du nationalisme

16. On concevra aisément que la reconnaissance par les marxistes *de toute la Russie*, et au premier chef par les marxistes grands-russes, du *droit* des nations à se séparer n'exclut nullement pour les marxistes de telle ou telle nation *opprimée la propagande* contre la séparation, de même que la reconnaissance du droit au divorce n'exclut pas, dans tel ou tel cas, la propagande contre le divorce. Aussi pensons-nous que le nombre ne fera que croître des marxistes polonais qui se moqueront de l'imaginaire « contradiction » aujourd'hui « réchauffée » par Semkovski et Trotsky.

17. *Rousskoïe Bogatsvo* (La richesse russe), mensuel, Saint-Pétersbourg, 1876-1918, d'abord organe des populistes libéraux, puis des « socialistes populaires ».

18. Il serait intéressant de suivre, par exemple, les avatars du nationalisme polonais qui, naguère seigneurial, est devenu bourgeois, puis paysan. Dans son livre *Das polnische Gemeinwesen im preussischen Staat* (Les Polonais en Prusse — il existe une traduction russe), Ludwig Bernhard, qui se place lui-même au point de vue d'un Kokochkine allemand,

chez les nations opprimées, qui s'est manifesté si fortement après 1905 (rappelons ne serait-ce que le groupe des « autonomistes-fédéralistes » à la Ire Douma, l'essor du mouvement ukrainien, du mouvement musulman, etc.), ne peut manquer de provoquer une recrudescence du nationalisme de la petite bourgeoisie grand-russe des villes et des campagnes. Plus la transformation démocratique de la Russie sera lente, et plus opiniâtres, brutales et acharnées seront la persécution nationale et la rivalité de la bourgeoisie des différentes nations. Et la politique particulièrement réactionnaire des Pourichkévitch russes suscitera (et accentuera) les aspirations « séparatistes » parmi telles ou telles nations opprimées, qui jouissent parfois d'une liberté beaucoup plus grande dans les Etats voisins.

Cet état de choses assigne au prolétariat de Russie une double tâche, ou plutôt une lutte sur deux fronts : lutter contre tout nationalisme et, au premier chef, contre le nationalisme grand-russe ; reconnaître non seulement la complète égalité en droits de toutes les nations en général, mais aussi leur droit égal à édifier un Etat, c'est-à-dire reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer ; et à côté de cela, précisément pour assurer le succès de la lutte contre toute espèce de nationalisme dans toutes les nations, sauvegarder l'unité de la lutte du prolétariat et des organisations prolétariennes et leur fusion la plus étroite dans une communauté internationale, en dépit des tendances de la bourgeoisie à promouvoir un particularisme national.

Egalité complète des nations ; droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; union des ouvriers de toutes les nations : voilà le programme national enseigné aux ouvriers par le marxisme, par l'expérience du monde entier et l'expérience de la Russie.

Cet article était déjà sous presse lorsque j'ai reçu le n° 3 de *Nacha Rabotchaïa Gazéta* [19], où Monsieur Vl. Kossovski écrit ce qui suit à propos de la reconnaissance du droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes :

« Mécaniquement reproduit d'après la résolution du Ier Congrès du parti (1898), lequel l'avait à son tour emprunté aux décisions des congrès socialistes internationaux, il a été, comme en font foi les débats, compris par le congrès de 1903 dans l'acception que lui donnait aussi l'Internationale socialiste : celle de la libre détermination politique, c'est-à-dire la libre détermination des nations dans

---

décrit un phénomène très caractéristique : la création d'une sorte de « république paysanne » des Polonais en Allemagne, sous la forme d'un rassemblement étroit de coopératives de toutes sortes et d'autres associations de paysans *polonais* luttant pour leur nationalité, pour leur religion, pour la terre « polonaise ». Le joug allemand a uni les Polonais, les a fait se replier sur eux-mêmes, éveillant le nationalisme d'abord de la noblesse, puis de la bourgeoisie, et enfin de la masse paysanne (surtout après la campagne entreprise en 1873 par les Allemands contre l'enseignement en polonais dans les écoles). C'est vers cela que l'on s'achemine aussi en Russie, et pas seulement en ce qui concerne la Pologne.

19. *Nacha Rabotchaïa gazeta,* journal menchevik.

le sens de l'indépendance politique. Ainsi, la formule de la libre détermination nationale, signifiant le droit au particularisme territorial, ne touche pas du tout à la façon de régler les rapports nationaux *à l'intérieur* d'un organisme d'Etat donné pour les nationalités qui ne peuvent ou ne veulent pas sortir de l'Etat existant. »

On voit tout de suite que Monsieur Vl. Kossovski a eu entre les mains les procès-verbaux du II[e] Congrès de 1903 et qu'il connaît fort bien le sens réel (et unique) de la notion de *libre* détermination. Comparez à cela l'attitude de la rédaction du journal bundiste *Zeit,* qui fait donner M. Liebmann pour qu'il raille le programme en l'accusant de manquer de clarté ! Singulières mœurs « de parti » chez messieurs les bundistes... Pourquoi Kossovski déclare-t-il que l'adoption de la *libre* détermination par le congrès est une reproduction *mécanique ?* « Allah seul le sait. » Il est des gens qui « ont envie de répliquer ». Mais ils ignorent eux-mêmes quoi, comment, pourquoi et à quelle fin.

3. [Explications sur le programme]*

Lettre à Chaoumian [20]

[...] 1. Vous êtes *pour* une langue officielle en Russie. Elle est « indispensable ; elle a eu et aura une grande portée progressive ». Absolument pas d'accord. J'ai écrit à ce sujet il y a longtemps dans la *Pravda* [21], et je n'ai pas encore trouvé de réfutation. Votre argument ne me convainc pas du tout, au contraire. La langue *russe* a eu une portée progressive pour une foule de nations petites et arriérées, c'est indiscutable. Mais ne voyez-vous pas qu'elle *aurait eu* une portée progressive encore bien plus grande, s'il n'y avait pas eu de contrainte ? Comment ! Est-ce que la « langue officielle »

* Lettre rédigée le 23 novembre (6 décembre) 1913, cf. V. I. Lénine, *Œuvres*, t. XIX, p. 535-538.

20. Stepan Georgievitch Chaoumian (1878-1918). Révolutionnaire arménien, bolchevik de la première heure, il milita au Caucase et fut dès 1906 l'auteur d'une brochure intitulée *La Question nationale et la social-démocratie*. Arrêté après la conférence de Prague de 1912 où il avait été élu au C. C. il fut envoyé en exil à Astrakhan. C'est là qu'il écrivit la brochure *De l'autonomie nationale culturelle* (1914). Fondateur du Conseil des commissaires du peuple de Bakou en avril 1918, il fut arrêté et fusillé par les forces d'intervention anglaises. Lorsqu'il publia cette lettre en mars 1918, Chaoumian précisa les circonstances exactes dans lesquelles elle avait été écrite : la conférence des bolcheviks à l'étranger en septembre 1913 avait adopté une résolution sur la question nationale ; elle préconisait l'autonomie pour les grandes régions et les nationalités de Russie à la place de l'auto-administration régionale qui avait prévalu jusqu'alors dans le programme. Elle précisa aussi le contenu du droit à l'autodétermination, conçu uniquement comme droit à la séparation, se prononça contre la langue officielle, recommanda aux sections du parti d'élaborer des projets de programme national à soumettre au congrès. Lénine envoya cette résolution à Chaoumian alors en exil pour lui demander son avis. La lettre ici publiée est la réponse aux objections de Chaoumian. Cf. S. Chaoumian, *Pisma 1896-1918*, Erevan, 1959, p. 38.

21. Cf. V. I. Lénine, *Œuvres*, t. XIX, p. 380-383.

n'est pas comme un bâton dont les coups *éloignent* de la langue russe ? ? Comment ne voulez-vous pas comprendre cette *psychologie* qui est si importante dans la question nationale et qui, s'il y a la moindre contrainte, salit, gâte et réduit à néant l'indiscutable portée progressive de la centralisation, des grands Etats, de la langue unique ? Mais encore plus importante *que* la psychologie, il y a l'économie : en Russie il existe *déjà* une économie *capitaliste,* qui rend la langue *russe* indispensable. Et vous ne croyez pas à la puissance de l'économie, vous voulez la « soutenir » avec les matraques de la canaille policière ? Ne voyez-vous donc pas qu'ainsi vous *défigurez* l'économie, que vous la freinez ? ? Est-ce que la disparition du sale régime policier ne multipliera pas par dix (par mille) les associations libres pour la sauvegarde et la propagation de la langue russe ? Non, je ne suis absolument pas d'accord avec vous, et je vous accuse de *königlich preussischer Sozialismus* [22] *!*

2. Vous êtes *contre* l'autonomie. Vous êtes *seulement* pour l'auto-administration régionale. Pas du tout d'accord. Rappelez-vous les explications d'Engels, disant que la centralisation n'exclut nullement les « libertés » locales. Pourquoi l'autonomie pour la Pologne et pas pour le Caucase, le Sud, l'Oural ? C'est le parlement central qui fixera les *limites* de l'autonomie ! Nous sommes pour le centralisme démocratique, absolument. Nous sommes contre la *fédération.* Nous sommes pour les Jacobins contre les Girondins. Mais craindre l'autonomie, en Russie... voyons, c'est ridicule ! C'est réactionnaire. Citez-moi un exemple, imaginez un exemple où l'autonomie *puisse* devenir nuisible ! Vous n'en citerez pas. Et le raisonnement étroit : rien que l'auto-administration profite en Russie (et en Prusse) au sale régime policier.

3. « Le droit à la libre disposition ne signifie pas seulement le droit à la séparation. Il signifie aussi le droit à un lien fédéral, le droit à l'autonomie », écrivez-vous. Absolument pas d'accord. Il *ne* signifie *pas* le droit à la *fédération.* La fédération est une union entre égaux, une union qui exige l'accord *général.* Comment peut-il donc y avoir le *droit d'une* partie à l'*accord* avec elle d'une autre partie ? C'est une absurdité. Nous sommes dans le principe opposés à la fédération : elle affaiblit les liens économiques, elle représente un type sans valeur pour un seul Etat. Tu veux te séparer ? Va-t-en à tous les diables, si tu peux rompre les liens économiques, ou plutôt si l'oppression et les tiraillements de la « cohabitation » sont tels qu'ils *gâtent* et détruisent l'œuvre des liens économiques. Tu ne veux pas te séparer ? Alors, excuse-moi, ne décide pas à *ma* place, ne pense pas que tu as un « *droit* » à la fédération.

« Droit à l'autonomie » ? C'est encore faux. Nous sommes *pour l'autonomie* pour toutes les parties, nous sommes pour le *droit* à la séparation (et non pas *pour la séparation* de tous !). L'autonomie,

22. Socialisme royal prussien (en allemand dans le texte).

c'est *notre* plan d'organisation d'un Etat démocratique. La séparation n'est pas du tout notre plan. Nous ne prônons nullement la séparation. Dans l'ensemble, nous sommes contre la séparation. Mais nous sommes pour le *droit* à la séparation, à cause du nationalisme grand-russe réactionnaire, qui a tellement souillé la cause de la cohabitation nationale que, parfois, il y aura *davantage* de liens *après* une libre séparation !

Le droit à la libre disposition est une *exception* à notre prémisse générale, le centralisme. Cette exception est absolument nécessaire, face au nationalisme grand-russe réactionnaire, et la moindre renonciation à cette exception est de l'opportunisme (comme chez Rosa Luxemburg), c'est un jeu niais qui profite au nationalisme réactionnaire grand-russe. Mais *il ne faut pas* interpréter l'exception dans un sens élargi. Il n'y a là, et il ne doit y avoir *rien,* absolument rien d'autre, que le *droit* à la *séparation.*

J'écris à ce sujet dans *Prosvechtchenie* [23]. Ecrivez-moi sans faute avec plus de détails lorsque j'aurai terminé ces articles (ils paraîtront en 3 livraisons). Je vous enverrai encore certaines choses. Je me suis passablement employé à faire passer la résolution. Cet été, j'ai fait des exposés sur la question nationale, et je l'ai quelque peu bûchée. Aussi ai-je l'intention de « tenir ferme », bien que, naturellement, *ich lasse mich belehren* [24] par les camarades qui l'ont étudiée davantage et plus longuement.

4. Contre le « changement » de programme, contre le « programme national » ? Ici non plus, pas d'accord. Vous avez peur des *mots.* Il n'y a pas de raison d'en avoir peur. De toute façon, il (le programme) est changé par *tout le monde,* mais *en cachette,* bassement et dans un sens mauvais. Nous autres, nous le déterminons, nous le précisons, nous le développons et nous l'affermissons dans son propre esprit, dans un esprit démocratique *conséquent,* dans un esprit marxiste (anti-autrichien). C'est ce qu'il *fallait* faire. Qu'ils y viennent maintenant, les salauds d'opportunistes (bundistes, liquidateurs, populistes), qu'ils donnent *leurs* réponses, aussi *précises* et aussi *complètes,* à toutes les questions que nous avons abordées et réglées dans notre résolution. Qu'ils essayent. Non, nous n'avons pas « flanché » devant les opportunistes, mais nous les avons *écrasés* sur *tous* les points !

Nous avons grand besoin d'une brochure populaire sur la question nationale. Ecrivez. J'attends votre réponse, et je vous serre bien fort la main.

23. Voir Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », *Œuvres,* Paris-Moscou, t. XX, p. 9-45 et *supra.*
24. Je suis attentif à l'opinion exprimée... (en allemand dans le texte).

James Connolly (1868-1916)

Né en Ecosse de parents catholiques irlandais, militant ouvrier, James Connolly fait son éducation socialiste dans la Scottish Socialist Federation avant d'être appelé en 1896 à Dublin pour y exercer les fonctions de permanent de la Dublin Socialist Society. Sa conviction socialiste s'enracine profondément dans sa profession de foi catholique. Il s'efforcera tout au long de sa vie de démontrer la compatibilité entre catholicisme et socialisme, voyant dans le christianisme originel une forme de socialisme. Catholicisme, socialisme, nationalisme (qu'il oppose au chauvinisme) forment le tryptique qui préside à sa vision du monde et à son action.

En 1897, il fonde l'Irish Republican Socialist Party (I. R. S. P.) qu'il dote d'un programme, une tentative de synthèse entre lutte de libération nationale irlandaise et lutte de classe. Mouvement ouvrier et mouvement de libération nationale sont pour lui indissolublement liés, la libération de la nation étant toujours celle de ses classes les plus défavorisées qui en sont les forces motrices. « La patrie dans le socialisme, sans une réorganisation de la société et sur une large base de propriété collective comme dans le système de l'antique Erin — c'est simplement trahir la nation », car « la liberté nationale et la liberté économique doivent être recherchées dans la même direction, par l'établissement d'une république socialiste irlandaise et la transformation qui en résultera des moyens de production et d'échange en propriété collective de la société détenue et gouvernée par un Etat démocratique dans l'intérêt de la collectivité entière ». « Pour lui, l'indépendance politique n'a pas de signification si elle ne s'accompagne pas de l'indépendance économique. Il faut abolir la domination du capitalisme en même temps que la domination de l'Angleterre » écrit François Bédarida[1]. Plus agitateur et propagan-

1. F. Bédarida, « La Participation des classes populaires au mouvement national (1800-1921), Irlande », *Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires aux XIX[e] et XX[e] siècles en Occident et en Orient,* Paris, Colin, 1971, t. I, p. 22.

diste que théoricien, Connolly aborde incidemment la problématique nationale irlandaise dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme anglais, considérant l'Irlande comme le foyer d'où se propagera la révolution sociale.

Connolly, qui se réclame de Marx et de l'Internationale, occupe une place à part dans les débats des marxistes : il se situe tout à fait en marge et sa contribution reste pratiquement inconnue sur le continent. Seul Lénine, lorsqu'il découvre et développe le problème irlandais pendant la guerre rend hommage au martyr Connolly sans avoir toutefois lu ses écrits.

Les conceptions de Connolly évoluent aux Etats-Unis où il se rend en 1903. Il milite dans la Socialist Labor Party aux côtés de Daniel De Leon avec lequel il ne tardera pas à entrer en conflit. En 1905, ils figurent tous deux parmi les fondateurs de l'Industrial Workers of the World (I. W. W.) qui se situe sur les positions du syndicalisme révolutionnaire. Sous l'influence du syndicalisme révolutionnaire se produira dans la problématique nationale de Connolly un déplacement d'accentuation : la lutte économique, la libération nationale conçue comme l'appropriation par les ouvriers et les paysans irlandais du produit de leur travail occupera une place croissante dans ses écrits.

Rentré en Irlande en 1910, Connolly est permanent du Socialist Party of Ireland puis de l'Irish Transport and General Workers' Union (I. T. G. W. U.) et dirige des luttes ouvrières particulièrement âpres. A la fin de 1913, il adhère à l'Irish Citizen Army (I. C. A.), organisation à la fois prolétarienne et patriotique. Ce sont ces forces qui, jointes à celles des Républicains irlandais préparent le soulèvement de Pâques 1916 à l'issue duquel Connolly, condamné par la cour martiale est exécuté avec ses camarades.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

F. BÉDARIDA, « Le Socialisme et la nation : James Connolly et l'Irlande », *Mouvement social*, Juillet-septembre 1965, pp. 3-31.

Œuvres

The Best of Connolly, éd. par Proinsias Mac Aonghusa et Liam O Reagain, Cork, Mercier, 1967, 199 p.

James CONNOLLY, *Selected Writings*, éd. par P. Berresford Ellis, Penguin Books, 1973, 317 p.

James CONNOLLY, *Selected Political Writings*, éd. par Owen Dudley Edwards et Bernard Ransom, Londres, Jonathan Cape, 1973, 382 p.

James CONNOLLY, *Socialism and Nationalism*, Dublin, 1948.

1. Socialisme et nationalisme*

Il existe en Irlande à l'heure actuelle toute une série de forces qui font leur possible pour que continue à vivre le sentiment national dans le cœur des Irlandais.

Ces forces, qu'il s'agisse des mouvements pour la langue irlandaise, de sociétés littéraires ou de comités du Souvenir, agissent incontestablement de façon durable pour le bien de ce pays en contribuant à préserver de l'extinction l'histoire précieuse de notre race et de notre nation, notre langue et tout ce qui fait l'originalité de notre peuple.

Il existe un danger cependant : celui que ces forces, en s'en tenant trop rigoureusement à leurs méthodes de propagande actuelles, en négligeant en conséquence les problèmes vitaux de l'heure, en viennent à figer nos études historiques en une vénération du passé, à cristalliser le nationalisme en une simple tradition — glorieuse et héroïque, certes — mais rien de plus qu'une tradition.

Or, les traditions peuvent constituer une base suffisante — et c'est ce qui se passe fréquemment — pour pousser un peuple à marcher vers un glorieux martyre, mais elles ne peuvent jamais être assez puissantes pour guider l'assaut d'une révolution victorieuse.

Si le mouvement national contemporain ne veut pas se contenter de rééditer les anciennes tragédies amères de notre histoire passée, il doit se montrer capable de s'élever au niveau des exigences de l'heure présente.

Il doit fournir la preuve au peuple d'Irlande que notre nationalisme ne consiste pas en une simple idéalisation morbide du passé

---

* Article paru dans *Shan Van Vocht*, janvier 1897 (mensuel républicain édité par Alice Milligan et publié à Belfast).

mais est aussi en mesure de fournir une réponse claire et précise aux problèmes actuels ainsi qu'une doctrine politique et économique adaptée aux exigences de l'avenir.

Tous les nationalistes sincères seront, je crois, mieux en mesure de militer pour cet idéal social et politique concret s'ils proclament ouvertement que l'instauration de la République est le but qu'ils poursuivent.

Non pas une république comme celle de France où une monarchie capitaliste à la tête de laquelle trônent quelques élus répète en farce l'échec du système constitutionnel anglais et, s'appuyant ouvertement sur le despotisme moscovite, fait un étalage insolent de son reniement des traditions de la Révolution.

Non pas une république comme celle des Etats-Unis où le pouvoir de la bourse a établi une nouvelle tyrannie sous les dehors de la liberté ; où, cent ans après que la présence des dernières tuniques rouges britanniques ait cessé de souiller les rues de Boston, les propriétaires et les financiers britanniques imposent aux citoyens américains une servitude auprès de laquelle le fardeau qu'ils devaient supporter avant la Révolution n'était qu'une bagatelle.

Non ! La République que je voudrais voir mes compatriotes prendre pour idéal devrait être d'une telle étoffe que son simple nom serait un phare pour les opprimés de tous les pays, la promesse sans cesse renouvelée de la liberté et de l'abondance pour prix de leurs efforts.

Pour le fermier, broyé entre l'avidité des propriétaires et la concurrence américaine comme entre deux meules ; pour les salariés des villes qui souffrent des exactions du capitaliste esclavagiste ; pour l'ouvrier agricole qui s'use à la tâche pour un salaire assurant à peine sa survie ; en fait, pour chacun de ces millions d'ouvriers dont la misère sert de support à l'édifice si séduisant d'apparence qu'est notre civilisation moderne ; pour tous ceux-ci, l'évocation de la République irlandaise pourrait devenir un point de ralliement pour le rebelle, un havre pour l'opprimé, un point de départ pour le socialiste prompt à s'enthousiasmer pour la cause de la liberté humaine.

Le fait que nous rattachions nos aspirations nationales aux espoirs des hommes et des femmes qui ont brandi l'étendard de la révolte contre le système du capitalisme et de la propriété foncière — système que l'Empire britannique incarne sous ses dehors les plus résolus et les plus agressifs — ne devrait en aucune façon constituer un élément de discorde dans les rangs des nationalistes sincères ; ainsi, nous entrerions en contact avec de nouveaux contingents de forces physiques et morales, ceci suffisant à élever la cause de l'Irlande à une position plus éminente que celle qu'elle a occupée depuis le jour de Benburb.

Certes, on peut objecter que l'idéal de la République socialiste, impliquant une révolution politique et économique complète, ne manquerait pas de nous aliéner nos soutiens issus des classes

moyennes et de l'aristocratie qui redouteraient la perte de leurs biens et de leurs privilèges.

Que signifie cette objection ? Que nous devons nous ménager les classes privilégiées d'Irlande !

Mais leur hostilité ne peut être désamorcée que si on leur assure que dans une Irlande *libre* il ne sera pas touché à leurs privilèges. Ce qui veut dire qu'on leur garantirait que, lorsque l'Irlande serait délivrée de la domination étrangère, les soldats irlandais aux tuniques vertes veilleraient à préserver des « doigts grèles des pauvres » les profits escroqués des capitalistes et des propriétaires, d'une façon aussi efficace et impitoyable que le font aujourd'hui les tuniques écarlates anglaises.

Voilà la seule base sur laquelle ces classes puissent s'unir avec vous. Pensez-vous que les masses puissent lutter pour un tel idéal ?

Lorsque vous parlez de libérer l'Irlande, ne pensez-vous qu'aux éléments chimiques qui composent le sol de l'Irlande ? Ou pensez-vous aux Irlandais ? Si c'est de ces derniers qu'il s'agit, de quoi vous proposez-vous de les délivrer ? De la domination anglaise ?

Mais tous les systèmes d'administration politique, toutes les machines gouvernementales ne font que réfléchir les formes économiques qui les sous-tendent.

La domination anglaise renvoie simplement au fait que les conquérants anglais ont, dans le passé, imposé à ce pays un système de propriété fondé sur la spoliation, la fraude et le meurtre : si bien que, puisque c'est l'exercice actuel des « droits de propriété » qui nous ont été ainsi imposés qui fonde la pratique de la spoliation légale et de la fraude, la domination anglaise est la forme de gouvernement la mieux adaptée pour protéger la spoliation et l'armée anglaise l'instrument le plus docile pour exécuter les meurtres légaux lorsque l'exigent les frayeurs des classes nanties.

Le socialiste qui s'attacherait à détruire de fond en comble le système de civilisation grossièrement matérialiste tout entier que nous avons adopté comme notre bien propre (de même que la langue anglaise) est, à mon avis, un ennemi beaucoup plus mortel de la domination et de la tutelle anglaise que le penseur superficiel qui s'imagine pouvoir réconcilier la liberté irlandaise avec les formes insidieuses mais funestes de sujétion économique que sont la tyrannie des grands propriétaires, la fraude capitaliste et l'usure malpropre ; autant de fruits empoisonnés de la conquête normande, trinité impie dont Strongbow et Diarmuid MacMurchadha — le voleur normand et le traître irlandais — furent les précurseurs et les apôtres appropriés [1].

1. Il s'agit de la conquête de l'Irlande par l'Angleterre. Diarmuid MacMurchadha, roi du Leinster (en Irlande) obtient en 1166 contre ses adversaires irlandais la permission du roi Henri II d'Angleterre de lever des volontaires parmi ses vassaux. Il s'assure au Sud du Pays de Galles l'aide de Richard de Clare, deuxième comte de Pembroke surnommé Strongbow en lui promettant la main de sa fille, et par conséquent la succession au trône de Leinster. Avec l'arrivée de Strongbow et de

Si, dès demain, vous chassez l'armée anglaise et hissez le drapeau vert sur le château de Dublin, vos efforts s'avèreront vains si vous n'édifiez pas la république socialiste.

L'Angleterre continuera de vous dominer. Elle vous dominera par l'intermédiaire de ses capitalistes, de ses propriétaires, de ses financiers, de toutes les institutions commerciales et individuelles qu'elle a implantées dans ce pays et arrosées des larmes de nos mères et du sang de nos martyrs.

L'Angleterre continuera à vous gouverner jusqu'à vous entraîner dans la ruine, alors même que vos lèvres continueront à rendre un hommage hypocrite à cette liberté dont vous aurez trahi la cause.

Envisager le nationalisme sans le socialisme — sans réorganisation de la société sur la base d'une forme plus vaste et plus développée de propriété commune, semblable à celle qui supporte l'organisation sociale de l'ancienne Erin — ne relève que d'une mentalité de capitulation nationaliste.

Cela reviendrait à reconnaître publiquement que nos oppresseurs seraient ainsi parvenus à nous inoculer leurs conceptions perverties de la justice et de la moralité, que nous aurions finalement décidé d'assumer ces conceptions comme les nôtres propres et n'aurions plus besoin d'une armée étrangère pour nous les imposer.

En tant que socialiste, je suis prêt à faire tout ce dont un homme est capable pour permettre à notre patrie de conquérir son héritage légitime — l'indépendance. Mais si vous me demandez d'en rabattre d'une miette, d'un iota en ce qui concerne les revendications de justice sociale, dans un but de conciliation des classes privilégiées, alors mon devoir est de m'y refuser.

Accepter serait malhonnête et inadmissible. N'oublions pas que celui qui fait un seul pas avec le diable n'atteint jamais le paradis ; proclamons ouvertement notre foi ; la logique des événements est avec nous.

---

son armée en 1170, Diarmuid MacMurchadha remporte de grandes victoires. A sa mort s'engage une lutte pour la succession entre Strongbow, son gendre et son fils prétendûment illégitime, Donal, considéré par les Irlandais comme le véritable héritier. Henri II décide d'intervenir en octobre 1171 et Strongbow lui remet ses conquêtes. Il le confirme ainsi que les autres barons normands sur les fiefs qu'ils ont conquis. En outre, les rois irlandais se soumettent rapidement et pacifiquement, à deux exceptions près.

2. Le mouvement pour la langue *

I

En parlant de ceux qui étudient la langue gaélique, je suis amené tout naturellement à évoquer la grande renaissance celtique à laquelle nous assistons ces dernières années.

Je pense que celle-ci comporte de bons et de mauvais aspects. Les mauvais, à mon avis, n'entachent pas essentiellement le mouvement, et il serait aisé de s'en débarrasser.

Ces défauts tiennent à ceci : on s'efforce d'exclure toute autre forme d'expression culturelle, de dénier toute valeur aux autres littératures, de nier le mérite de tous les autres peuples et, d'une façon générale, d'inculquer aux jeunes Irlandais et Irlandaises une vision trop égocentrique des choses.

Je crois que le mouvement gaélique est riche de potentialités vivantes, mais ces potentialités ne seront convenablement réalisées que lorsqu'il s'insèrera naturellement dans la vie de la nation, luttant côte à côte avec toutes les autres forces qui travaillent à la régénération de notre peuple.

L'ennemi principal d'une renaissance celte aujourd'hui est la violence écrasante du capitalisme qui détruit irrésistiblement toute originalité nationale ou raciale et, par la simple pression de sa prépondérance économique, réduit Galway ou Dublin, la Lituanie ou Varsovie à une médiocre copie de Manchester ou Glasgow.

Karl Marx a dit : « Le capitalisme crée un monde à sa propre image » ; et l'image du capitalisme est celle des centres industriels de Grande-Bretagne.

Une image des plus répugnantes, à vrai dire.

On ne peut pas enseigner le gaélique à des hommes qui se meurent

* Article paru dans *The Workers' Republic*, 1er novembre 1898.

de faim ; et le trésor de notre littérature nationale demeurera à jamais inaccessible aux misérables esclaves salariés que notre système social amène à se satisfaire de travailler des premières heures du jour aux heures avancées de la nuit pour un salaire de pure misère.

Pour cette raison, je dis à nos amis du mouvement gaélique : votre véritable place est dans les rangs du Parti socialiste républicain qui lutte pour l'abolition de ce système social exécrable qui nous écrase à un tel point ; qui dégrade le caractère et avilit les idéaux de notre peuple d'une façon suffisamment effrayante pour que, selon le jugement de la majorité de nos travailleurs, le plus inestimable manuscrit rédigé en ancien celtique ne soit qu'une chose secondaire par rapport à une tranche de lard.

Aidez-nous à assurer à tous nos compatriotes une vie libre, pleinement développée et heureuse ; à leur assurer la conquête d'une existence rationnelle, humaine, ni dégradée par le travail, ni débilitée par la faim, et vous verrez alors s'épanouir et se développer tous les nobles traits de notre race. Et lorsque tout ce qui existe de bon dans la littérature, l'art et la science sera identifié comme le bien de tous, vos idéaux recevront l'adhésion sans réserve de tous les véritables Irlandais.

Je ne vous demande pas de cesser temporairement de vous consacrer aux tâches d'éducation que vous avez entreprises, mais simplement de reconnaître en nous vos alliés naturels, de la même façon que vous devez reconnaître que celui qui, sous quelque prétexte, le plus trompeur fût-il, vous demanderait de l'aider à perpétuer la domination du capitalisme britannique — obstacle permanent à la réalisation de vos desseins — est votre ennemi et l'ennemi de votre cause.

Notre cause l'emportera à coup sûr, tôt ou tard. Mais la lumière bienvenue du printemps de la liberté peut frapper nos yeux à tout instant, et, si votre aide nous était acquise, nous ne craindrions pas la tempête qui peut précéder l'aube.

II *

Je crois en la nécessité et même dans le caractère inévitable d'une langue universelle ; mais je ne crois pas que le consentement par de petites races ou nations à l'extinction de leur langue soit de nature à réaliser ou simplement à hâter l'instauration de ce langage universel. Une telle action, ou plutôt une telle inaction servile ne hâterait pas l'instauration d'un langage universel, mais n'aboutirait qu'à l'intensification de la lutte pour la suprématie entre les langues des grandes puissances.

D'un autre côté, un grand nombre de petites communautés, parlant des langues différentes, sont mieux à même de s'accorder sur

* **Article paru dans *The Harp*, avril 1908.**

un langage commun — considéré comme leur moyen commun de communication — qu'un petit nombre de grands empires qui défendent les uns et les autres leurs propres prérogatives et cherchent à instaurer leur propre suprématie.

J'ai entendu certains socialistes dogmatiques affirmer que des socialistes n'avaient pas à sympathiser avec les nations opprimées ou avec les nations qui refusent de se soumettre. Ils soutiennent que, plus vite ces nations seront supprimées, mieux cela sera puisqu'il sera plus facile de conquérir le pouvoir politique dans quelques grands empires que dans un grand nombre de petits Etats. Nous retrouvons ici l'argument développé à propos du langage.

Cette argumentation est fallacieuse dans les deux cas. Elle l'est plus encore sur le terrain de la nation que sur celui de la langue, parce que l'émancipation de la classe ouvrière passera davantage par la conquête du pouvoir économique que par celle de l'Etat politique. Le premier acte des travailleurs sera de s'emparer, par le canal de leurs organisations économiques, des industries en place ; leur dernier acte sera la conquête du pouvoir politique.

Ce faisant, la classe ouvrière suivra nécessairement la voie empruntée par les révolutions capitalistes de l'Angleterre cromwellienne, de l'Amérique coloniale et révolutionnaire, de la France républicaine, autant de révolutions à l'occasion desquelles la classe capitaliste a développé son pouvoir économique avant de lever l'étendard de la révolte politique.

Les ouvriers à leur tour doivent perfectionner leurs organisations et, lorsque ces organisations seront en position de s'emparer des industries, de les contrôler et de les faire fonctionner, leur pouvoir politique se trouvera alors proportionné à la tâche qu'ils auront accomplie sur ce terrain.

Mais le terrain pour la préparation de la campagne révolutionnaire doit être la lutte de chaque jour, de chaque heure dans l'atelier, le perfectionnement de chaque jour, de chaque heure de l'organisation des travailleurs industriels.

Le développement de ces deux axes de la lutte pour la liberté ne s'arrête pas aux frontières politiques ni aux démarcations des Etats politiques. Ils progressent côte à côte avec le capitalisme ; là où le capitalisme apporte ses machines. il apporte ceux qui se rebellent contre lui, et tous ses gouvernements, toutes ses armées ne peuvent établir aucune frontière que l'idée révolutionnaire ne puisse franchir.

Ancrez solidement dans votre tête l'idée que la lutte pour la conquête de l'Etat politique capitaliste n'est pas la véritable bataille, mais simplement l'écho de celle-ci. La véritable bataille se livre et se livrera sur le terrain de l'industrie.

Pour cette raison et pour quelques autres, les socialistes dogmatiques se trompent sur ce point comme dans le reste de leurs arguments. Il n'est pas nécessaire que les socialistes irlandais se montrent hostiles à ceux qui militent pour la langue gaélique ni qu'ils s'en-

thousiasment pour tout agrandissement territorial de n'importe quelle nation. C'est pour cette raison que, sur ces questions, nous pouvons souhaiter bonne chance aux Sinn Feiners.

En outre, il est bon de se rappeler que des nations qui se soumettent aux conquêtes ou des races qui abandonnent leur langue en faveur de celle d'un oppresseur ne le font pas à partir de motivations altruistes ou par amour de la fraternité humaine, mais parce qu'elles demeurent prisonnières d'un esprit servile et rampant[2].

D'un esprit qui ne peut coexister avec l'idée révolutionnaire.

Ce fait fut largement mis en évidence par l'attitude du peuple irlandais envers sa langue.

Depuis six cents ans, les Anglais se sont efforcés de supprimer la trace d'un caractère distinct des Gaéliques — à savoir leur langue — et ils ont échoué. Mais, en l'espace d'une seule génération, les politiciens ont réussi là où l'Angleterre avait échoué.

Le grand Daniel O'Connell[3], que l'on appelle un libérateur, s'exprimait dans ses réunions publiques entièrement en anglais. Lorsqu'il parlait dans des meetings à Connaught où, à son époque, tout le monde parlait gaélique, et plus de 75 % des gens exclusivement gaélique, O'Connell utilisait exclusivement l'anglais. Ainsi, il accréditait auprès des gens du commun l'impression que le gaélique était quelque chose dont ils devaient avoir honte — une chose qui

2. En mars 1903, dans un article de *Workers' Republic*, Connolly précise : « Nous ne prenons pas position en fanatiques sur la question de la langue ; nous notons cependant que, dans ce pays, ceux qui abandonnent l'irlandais en faveur de l'anglais sont généralement poussés par les mobiles les plus vils, sont des flagorneurs désireux de singer les gens bien, tandis que la base du mouvement gaélique est, pour sa part la plus grande d'inspiration et de sentiment totalement démocratique. Si les adeptes de ce mouvement n'alimentaient pas d'une façon aussi persistante leur inspiration aux sources du passé, ils grandiraient beaucoup dans notre estime.

Mais, comme il ne s'agit ni d'une question politique, ni d'une question économique, il n'entre pas dans notre compétence de nous prononcer sur elle. Et nous souhaitons voir tous les socialistes observer la même réserve. A l'occasion d'une interpellation à la Chambre française concernant l'attitude du gouvernement français à l'égard de la langue bretonne, M. Gérault-Richard, rédacteur en chef de la *Petite République* s'éleva avec une extrême vigueur contre le fait que l'on puisse tolérer plus longtemps l'usage de cette langue en Bretagne. Sur cette question, il manifestait une intransigeance à tout crin ; en revanche, sur le problème des socialistes qui acceptent des faveurs et des pots de vin des mains de ministres capitalistes, il était la souplesse faite homme.

Nous préférons adopter la démarche inverse ; être attachés indéfectiblement aux principes et à la politique de notre parti et nous garder de toute tentation d'identifier notre cause à toute autre propagande qui n'y est pas nécessairement incluse. »

3. Daniel O'CONNELL (1775-1847), élevé à Douai jusqu'à la Révolution française, il devient avocat et se fait le porte-parole des aspirations à l'indépendance qui commencent à se répandre en Irlande dans le sillage de la Révolution française. Sa lutte porte sur deux points : en faveur de l'extension des droits civiques des catholiques et pour la révocation de l'acte d'union qui finit par prendre le pas sur le premier. Grand tribun, il met surtout l'accent sur les revendications constitutionnelles. Elu en 1828 en Clare, il ne pourrait siéger parce que catholique. Il contraint ainsi l'administration anglaise à passer l'*Emancipation act*. Il relance l'agitation en 1840, est l'un des fondateurs du journal *Nation* et passe en jugement en 1843 pour haute trahison.

n'était le propre que de personnes ignorantes. Et il se comporta de la même façon dans l'Irlande toute entière.

La conséquence de cette attitude et d'autres du même type fut que les gens du commun tournèrent le dos à leur propre langue et commencèrent à singer les « gens bien ». Ce fut le début du règne du flagorneur, de l'obséquieux rampant et de l'esclave, tel que nous le connaissons aujourd'hui. L'agent du fisc arriva au pouvoir dans le pays.

Ce n'est pas dans des temps immémoriaux mais dans l'histoire d'hier que de vieux Irlandais, hommes ou femmes, parlaient irlandais entre eux en présence de leurs enfants, mais, s'ils attrapaient leur fils ou leur fille à utiliser cette langue, le malheureux enfant recevait une gifle, assortie de l'adjuration : « Parle anglais, petit gredin ; parle anglais comme un "gintleman" ! »

On raconte ouvertement en Irlande que lorsque les évangélistes protestants, les distributeurs de soupe comme on les appelle ici, publiaient des brochures et des Bibles en irlandais pour rendre plus efficace leur propagande, le clergé catholique utilisa ce fait pour mettre en garde ses ouailles contre la lecture de toute littérature gaélique. Ce faisant, il continuait à discréditer notre langue.

Je ne puis pas imaginer un socialiste qui hésiterait devant le choix entre une politique conduisant à un tel abaissement consenti et une politique exprimant une confiance en soi fondée sur une défiance générale et qui trouve ses racines dans une foi confiante en la capacité du peuple à s'auto-émanciper [4].

---

4. Répondant dans le numéro du 2 décembre 1899 du *Workers' Republic* à un questionnaire que lui avait adressé le journal polonais *Krytika*, Connolly écrivait : « Je crois que la mise en place d'un langage universel pour faciliter la communication entre les peuples est une chose hautement souhaitable. Mais je suis également enclin à penser que ce résultat souhaitable sera atteint plus tôt s'il résulte d'un libre accord entre les peuples selon lequel ce langage commun serait enseigné dans toutes les écoles primaires en plus du langage national, que si l'on s'efforce de détruire les moyens d'expression nationaux existants. La réussite complète des tentatives de germanisation ou de russification ou tout autre effort semblable pour détruire le langage d'un peuple ne ferait, à mon avis, qu'élever des obstacles plus considérables à l'acceptation par les peuples d'un langage universel. Chaque race conquérante, aspirant à la domination universelle, considérerait la langue de ses rivaux avec une rigoureuse intolérance et ainsi se trouverait moins encline à accepter un véhicule commun de communication que ne le serait un grand nombre de petites races chez lesquelles le désir de faciliter les échanges commerciaux et littéraires avec le monde entier supplanterait l'aspiration à la domination. » Dans sa réponse, Connolly mentionna aussi « l'analogie étroite existant sous bien des aspects » entre les conditions de l'Irlande et de la Pologne et il affirma que la vie intellectuelle de la Pologne serait « étriquée ou vouée à l'avortement si elle était contrainte de se manifester par un canal étranger » et que sa préservation était « une question concernant en permanence les amis du progrès européen ». Et il ajoutait : « Je considère que la libre expression de l'originalité nationale est aussi souhaitable pour l'intérêt de l'humanité en général que la libre expression de l'originalité individuelle l'est pour la nation. » Sur la question de l'indépendance polonaise, son point de vue était le suivant : « Vu ce qu'est l'énorme puissance des armements modernes, je crains que la conquête de sa liberté nationale par la Pologne ne soit pas réalisable à l'heure actuelle, à moins que les efforts consentis pour l'obtenir n'entrent en conjonction avec une révolte prolétarienne dans les empires dominants. »

3. Le Sinn Fein, le socialisme et la nation*

Dans un numéro récent de *The Peasant* [5], un correspondant, « Cairbre », au milieu d'un article tout à fait bon et sensé sur « Le Sinn Fein et le socialisme », écrit : « Un rapprochement entre le Sinn Fein et le socialisme est au plus haut point souhaitable. » A ce vœu, je désire répondre par un « Amen » fervent et poursuivre ma prière en faisant une suggestion qui peut contribuer à la réalisation d'un but qu'il est aussi souhaitable d'atteindre. Ceci, pour peu que l'on présuppose que ce rapprochement souhaité s'effectuerait entre d'une part des Sinn Feiners qui sympathisent avec le socialisme et pas simplement ceux qui ne voient pas plus loin que la Constitution de « 82 [6] », et d'autre part des socialistes qui comprennent qu'un mouvement socialiste doit reposer sur les conditions historiques réelles du pays dans lequel il se développe (et y puiser son inspiration), des socialistes qui ne se contentent pas de se perdre dans un « internationalisme » abstrait (qui n'a rien à voir avec le véritable internationalisme du mouvement socialiste).

Mais d'abord, nous ferions aussi bien d'indiquer quelques-unes des difficultés rencontrées sur cette voie, de façon à ce que nous soyons en mesure d'emprunter un chemin propre à les éviter.

Le Sinn Fein présente deux aspects : sa doctrine économique et sa philosophie qui nous enjoint de ne compter que sur nous-mêmes.

---

* Article paru dans *The Irish Nation* du 23 janvier 1909.

5. *The Irish Nation*, Dublin, publié par W. P. Ryan (1909-1910) succéda à *The Irish Peasant*, publié à Navan (1905-1906) et à *The Peasant*, Dublin (1907-1908).

6. Il s'agit de la Constitution de 1782, grâce à laquelle notamment, les lois passées par le Parlement irlandais n'etaient plus désormais soumises qu'à l'approbation du roi d'Angleterre et non plus à celle des Chambres. Ces concessions ont été accordées sous l'influence de l'agitation populaire en Irlande à partir de 1778 lorsque des milices avaient été organisées. A partir de 1782, l'Irlande devient *théoriquement* indépendante, soumise directement à la couronne d'Angleterre.

Les socialistes ne sauraient donner leur adhésion à sa doctrine économique — telle qu'elle est exposée par mon ami M. Arthur Griffith, consistant en une adaptation des doctrines de Frédéric List [7] — pour autant qu'elle ne s'inspire que de gens qui mesurent la prospérité d'une nation au volume des richesses produites dans un pays au lieu de la mesurer à la répartition des richesses parmi les habitants. Si l'on s'en tenait à ce premier critère, l'Irlande de 1847 aurait été un pays prospère puisqu'elle exportait de la nourriture tandis que le Danemark aurait été relativement peu prospère parce qu'il exportait peu. Mais, avec l'autre aspect de la doctrine Sinn Fein, les socialistes peuvent sympathiser : celui qui enseigne que l'Irlande doit compter sur elle-même, respecter ses traditions propres, connaître son histoire, préserver sa langue et sa littérature sans exprimer de préjugés ni nier la valeur du langage ou de la littérature des autres peuples ; celui qui exprime fermement la conviction de sa propre valeur et réclame qu'on l'estime à son juste prix et non comme un élément des rouages et des pignons du système impérial d'un autre peuple. Et, en fait, si l'on s'en tient aux réalités objectives, ces idées ont été répandues à Dublin par le Parti socialiste républicain irlandais à partir de 1896, c'est-à-dire avant que ne fût créé le mouvement Sinn Fein [8].

Le premier aspect de la doctrine Sinn Fein exclut obligatoirement les socialistes ; pas le second. Le premier repose sur une conception capitaliste du progrès ; le second est une porte par laquelle l'Irlande peut entrer dans le domaine intellectuel que le socialisme s'est approprié — de par ses affinités spirituelles avec les forces du monde entier qui luttent pour la liberté sociale.

Les socialistes ont aussi entre eux quelques divergences quant à l'appréciation de ce qu'est une ligne d'action correcte pour un pays comme l'Irlande. Les uns, constatant que ceux qui parlent le plus bruyamment de « la nation Irlande » sont souvent ceux qui oppriment le pauvre de la façon la plus féroce, en viennent à nourrir l'hostilité la plus intense vis-à-vis du nationalisme, et, tout en s'opposant à toute forme d'oppression, en viennent aussi à s'opposer à la révolte d'une nation pour son indépendance nationale.

D'autres, principalement parmi les travailleurs des villes du Nord-Est de l'Ulster, ont été arrachés à la direction des propriétaires et des capitalistes torys et orangistes par les idées socialistes et les débats intervenant dans le secteur industriel ; mais comme l'Independent Labour Party anglais leur propose des mesures pratiques susceptibles de les soulager de l'oppression capitaliste et que le nationalisme irlandais n'a que le drapeau vert à leur proposer, ils vont

7. Friedrich List (1789-1846), économiste allemand, contraint d'émigrer pour un temps aux Etats-Unis. Il affirmait contre le libre-échangisme des libéraux la nécessité de barrières douanières pour protéger l'industrialisation. Contribua à créer le réseau ferroviaire allemand. Son œuvre maîtresse, *Le Système national de l'économie politique*, parut à partir de la fin de 1840.

8. Créé en 1900.

naturellement là où ils pensent pouvoir trouver quelque soulagement. Ainsi, leur mécontentement social se trouve perdu pour la cause irlandaise. Ces hommes voient que les travailleurs abattus l'hiver dernier à Belfast ne l'ont pas été dans l'intérêt de l'Union législative ; ils ont été abattus dans l'intérêt des capitalistes irlandais. Aussi, lorsqu'un Sinn Feiner se fait éloquent en parlant de restaurer la Constitution de 82, mais garde le silence sur l'accroissement du despotisme industriel des capitalistes ; lorsque le Sinn Feiner parle à des hommes qui luttent contre les bas salaires et leur dit que le Sinn Fein a promis à tout capitaliste étranger qui souhaite s'établir en Irlande qu'il y trouverait une vaste main-d'œuvre irlandaise à bon marché, qu'y a-t-il d'étonnant à ce que ces hommes en viennent à croire que le remplacement d'un pouvoir tory par un pouvoir Sinn Fein consisterait simplement en la substitution d'un diable qu'ils connaissent à un diable qu'ils ne connaissent pas !

L'autre tendance parmi les socialistes irlandais est celle qui inscrit sur son drapeau le mot d'ordre de la « République socialiste irlandaise », qui enseigne que le socialisme signifierait en Irlande la propriété commune de la terre pour le peuple irlandais, ainsi que de tout ce qui est nécessaire pour le nourrir, l'habiller, le loger et le faire vivre ; qui enseigne par conséquent que l'application du socialisme en Irlande signifie et exige la confiance la plus absolue dans les Irlandais, maîtres de leur propre destin, et cela conformément aux lois du progrès et de l'humanité.

Cette tendance parmi les socialistes était tellement irlandaise qu'elle organisa et dirigea la grande marche anti-jubilée de 1897 à Dublin, qui réduisit totalement à néant les préparatifs les plus minutieux des Britanniques pour présenter l'Irlande comme loyale ; et d'ailleurs, la position de cette tendance était si correcte, dans sa perspective, que lors du Congrès international tenu en 1900 à Paris, on lui attribua, en tant que porte-parole de l'Irlande une représentation séparée de celle de la Grande-Bretagne, et elle put discuter et agir au nom d'une nation distincte[9].

Maintenant, le problème est de trouver une base d'accord sur laquelle toutes les tendances qui se rattachent à l'une ou l'autre conception du socialisme puissent s'unir. Ma position est qu'on ne peut parvenir à cet accord ou à ce rapprochement par une discussion sur nos divergences. Attachons-nous plutôt à trouver les points sur lesquels nous sommes d'accord et à réaliser l'unité sur ces points. Une fois cette unité réalisée, nous trouverons que nos divergences ne sont pas aussi insurmontables qu'il le semble tant que nous sommes séparés. Ce qui est nécessaire en premier lieu, c'est une plate-forme élémentaire autour de laquelle nous puissions nous rassembler en comprenant que nous laisserons le soin à l'ave-

9. Connolly ne faisait pas partie des délégués ; ceux-ci étaient E. W. Stewart, Mark Deering et Daniel O'Brien.

nir de résoudre le maximum de questions et que des formules ou des théories régleront maintenant aussi peu de choses qu'il est possible. Etant donné que chaque tendance a une confiance totale dans ses propres doctrines, que chacune d'elle fasse la preuve de cette confiance en entrant dans une même organisation que ceux dont les méthodes divergent des siennes et en s'en remettant au développement des événements pour prouver la validité de sa position. Que chacun ait une liberté de parole totale dans les limites de l'objectif commun. Que le programme des conférences soit commun à tous et que chaque conférence soit suivie de questions et de discussions. Si la tolérance existe de part et d'autre, le travailleur protestant peut apprendre que la coopération avec le travailleur catholique qui travaille, souffre, vote et lutte à son côté revêt un caractère vital plus immédiat pour sa cause et pour l'aider à remporter la victoire jour après jour que la coopération avec les travailleurs de la métropole anglaise ; et que les socialistes qui luttent hors d'Irlande se prononcent tous pour l'indépendance nationale que lui, travailleur irlandais, rejette pour rassembler quelques voix sans valeur aux élections.

Et les Sinn Feiners catholiques pourront apprendre que l'amour de la liberté fait battre vigoureusement le cœur des paysans et des travailleurs protestants, qui, parce qu'ils l'ont abordée d'un point de vue historique différent, considèrent la conception nationaliste avec suspicion, voire avec hostilité.

III

Michael Löwy

Le problème de l'Histoire

Le problème de l'histoire : Remarques de théorie et de méthode

Ces remarques visent à présenter quelques aspects théoriques et méthodologiques du débat sur la question nationale au sein du marxisme, débat dont le point de départ est la relative indétermination des textes de Marx et Engels, et qui va se poursuivre dans la IIe Internationale pour aboutir avec Lénine à la constitution d'une doctrine révolutionnaire réaliste et cohérente du droit d'autodétermination des nations.

I. Marx et Engels : nationalité et internationalité

1. *Marx*

On ne trouve chez Marx ni une théorie systématique sur la question nationale, ni une définition précise du concept de « nation », ni une stratégie politique générale pour le prolétariat sur ce terrain. Ses écrits à ce sujet constituent pour la plupart des prises de position politiques concrètes sur des cas spécifiques.

En matière de textes proprement « théoriques », les plus connus et influents ont été sans doute les passages quelque peu sybillins du *Manifeste* sur les communistes et la nation ; passages qui ont le mérite historique de proclamer de manière hardie et irréconciliable le caractère internationaliste du mouvement prolétarien, mais qui

n'échappent pas toujours à un certain économisme et à une dose étonnante d'optimisme libre-échangiste, qui se manifestent surtout dans la suggestion que le prolétariat victorieux ne fera que continuer l'œuvre d'abolition des antagonismes nationaux commencée par « le développement de la bourgeoisie, le libre-échange, le marché mondial », etc. Cette thèse est d'ailleurs niée par d'autres textes de la même période, où Marx souligne que « tandis que la bourgeoisie de chaque nation garde encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie crée une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie [1] ».

Dans des écrits postérieurs (surtout au sujet de l'Irlande) Marx va montrer que la bourgeoisie non seulement ne tend pas à abolir les antagonismes nationaux mais, bien au contraire, à les aggraver, parce que :

a) la lutte pour la domination des marchés engendre des conflits entre les puissances capitalistes ;

b) l'exploitation d'une nation par un autre produit des haines nationales ;

c) le chauvinisme est un des instruments idéologiques qui permettent à la bourgeoisie de maintenir sa domination sur le prolétariat.

Marx se situe sur un terrain solide quand il souligne l'internationalisation de l'économie par le mode de production capitaliste, la constitution du marché mondial qui « a fait perdre à l'industrie sa base nationale » en instituant « l'interdépendance universelle des nations ». Cependant un glissement vers l'économisme se manifeste dans l'idée que « l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence correspondantes » contribue à la disparition des démarcations (*Absonderungen*) et antagonismes nationaux, comme si les différences nationales étaient réductibles à des hétérogénéités dans le processus de production.

Quant à la célèbre phrase lapidaire et sarcastique de Marx « les prolétaires n'ont pas de patrie », il faudrait tout d'abord l'interpréter dans le sens que les prolétaires de toutes les nations ont *le même intérêt*, fait qui était considéré par Marx comme tendanciellement identique à l'abolition de la nationalité (voir le passage

1. Marx, *Die Deutsche Ideologie*, Berlin, Dietz Verlag, p. 61 ; cf. aussi Marx, « Das Fest der Nationen in London » : « Les chimères d'une république européenne, d'une paix perpétuelle, sous une organisation politique, sont devenues aussi grotesques que les phrases sur l'unité des peuples sous l'égide de la liberté universelle du commerce... La bourgeoisie a dans chaque pays des intérêts particuliers et ne peut pas dépasser la nationalité... Mais les prolétaires ont dans tous les pays un seul et même intérêt, un seul et même ennemi, un seul et même combat... Seuls les prolétaires peuvent abolir la nationalité, seul le prolétariat qui se réveille peut rendre possible la fraternisation des nations... » Marx, Engels, Lassalle, *Aus dem literarischen Nachlass*, Stuttgart. 1902, vol. II, p. 408.)

de *L'Idéologie allemande*) ; la nation n'étant pour le prolétariat que le cadre politique immédiat de la lutte pour la prise du pouvoir. Mais l'antipatriotisme de Marx a une signification plus profonde : *a*) pour l'humanisme prolétarien, l'humanité toute entière est la totalité significative, la valeur suprême, le but final ; *b*) pour le matérialisme historique, le communisme ne peut être établi qu'à l'échelle mondiale, grâce à un développement immense des forces productives dépassant le cadre étroit des Etats nationaux.

Si le *Manifeste communiste* a posé les fondements de l'internationalisme prolétarien, il ne fournit presque aucune indication sur la stratégie politique concrète par rapport à la question nationale, stratégie qui sera développée surtout à travers les écrits de Marx sur la Pologne et l'Irlande (ainsi que dans la lutte qu'il va mener dans l'Internationale à la fois contre le nationalisme démo-libéral de Mazzini et le nihilisme national des proudhoniens).

Le soutien à la lutte de la Pologne pour son émancipation nationale était une tradition du mouvement démocratique et ouvrier au XIX[e] siècle. Tout en s'insérant dans cette tradition, Marx et Engels vont se prononcer pour la Pologne moins au nom du principe démocratique général d'autodétermination des nations qu'à cause du combat des Polonais contre la Russie tsariste, principal bastion de la réaction en Europe et « bête noire » des pères du socialisme scientifique. Il y a dans cette attitude une certaine ambiguïté : si la Pologne n'est soutenue que parce que sa lutte nationale est en même temps une lutte antitsariste, est-ce que les peuples slaves philo-russes (comme les Tchèques) n'ont pas droit à l'autodétermination ? C'est précisément la problématique d'Engels en 1848-1849...

Les écrits sur l'Irlande, par contre, possèdent une plus grande universalité, et dessinent, implicitement, quelques principes généraux sur la question des nations opprimées.

Dans une première phase, Marx était favorable à l'autonomie de l'Irlande à l'intérieur de l'Union anglaise et croyait que la solution à l'oppression des Irlandais (par les grands propriétaires fonciers anglais) viendrait d'une victoire ouvrière (chartiste) en Angleterre. Dans les années soixante il voit, au contraire, dans la libération de l'Irlande la condition de la libération du prolétariat anglais. Ses écrits sur l'Irlande de cette période avancent trois thèmes importants pour le développement futur de la théorie marxiste de l'autodétermination des peuples, dans son rapport dialectique avec l'internationalisme prolétarien :

1. Seule la libération nationale du peuple opprimé permet de dépasser la division et les haines nationales, et d'unir les ouvriers des deux nations contre leurs ennemis communs, les capitalistes.

2. L'oppression d'une autre nation contribue au renforcement de l'hégémonie idéologique de la bourgeoisie sur les ouvriers au sein de la nation dominante : « Un peuple qui opprime d'autres ne saurait être libre. »

3. L'émancipation du peuple opprimé affaiblit les bases économiques, politiques, militaires et idéologiques des classes dominantes dans la nation dominante et contribue ainsi à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de cette nation.

2. *Engels*

Les thèses d'Engels sur la Pologne et l'Irlande sont semblables à celles de Marx ; par contre, nous trouvons chez lui une curieuse construction théorique, la doctrine des « peuples non historiques », qui nous semble foncièrement étrangère au marxisme [2], mais qui mérite d'être étudiée comme exemple extrême des erreurs auxquelles on peut aboutir au sujet de la question nationale, même en partant d'une position révolutionnaire, démocratique et socialiste.

Analysant dans des articles en 1848-1849 les échecs de la révolution démocratique en Europe centrale, Engels les attribue au rôle contre-révolutionnaire jouée par les nations slaves du Sud (Tchèques, Slovaques, Croates, Serbes, Roumains, Slovènes, Dalmatiens, Moraves, Ruthènes, etc.), massivement mobilisés au sein des armées impériales d'Autriche et de Russie, et utilisées par la réaction pour écraser la révolution libérale en Hongrie, Pologne, Autriche et Italie.

En réalité, l'armée impériale autrichienne était composée de paysans, à la fois slaves et autrichiens allemands. La victoire de la contre-révolution a été possible pour une raison essentielle : la direction bourgeoise libérale de la révolution était trop timorée, trop « modérée », trop craintive, pour déclencher une révolution agraire et nationale ; elle n'a pas pu, par conséquent, gagner les masses paysannes et les minorités nationales de son côté, ni empêcher qu'elles deviennent l'instrument aveugle de la réaction.

La révolution de 1848 est l'exemple classique d'une révolution qui échoue pour ne pas avoir résolu de façon radicale la question agraire et la question nationale (précisément ce qui a fait le succès de la révolution d'octobre 1917 !). Cette faillite découle du caractère socialement limité de sa direction, du fait que la bourgeoisie libérale centre-européenne n'était plus, au XIXe siècle, une classe révolutionnaire conséquente.

Pour ne pas avoir perçu la véritable racine *de classe* de l'échec de 1848-1849, Engels va essayer de l'expliquer par une idéologie métaphysique : la théorie d'origine hégélienne des « peuples non historiques », contre-révolutionnaires par nature, catégorie dans laquelle il inclut, pêle-mêle, les Slaves du sud, les Bretons, les Ecossais et les Basques. Selon Engels, ces « restes d'une nation impitoyablement broyée par la marche de l'histoire, comme disait Hegel,

2. Cf. à ce sujet le remarquable essai du marxiste polonais Roman ROSDOLSKY, « Friedrich Engels und das Problem der 'Geschichstlosen Völker' », *Archiv für Sozialgeschichte*, IV, 1964.

ces vestiges de nation, deviennent chaque fois et restent jusqu'à leur complète élimination ou dénationalisation les porteurs fanatiques de la contre-révolution, parce que leur existence elle-même est déjà une protestation contre une grande révolution historique [3] ».

En effet, selon Hegel, des peuples qui n'ont pas réussi à créer un Etat, ou dont l'Etat a été détruit depuis longtemps, sont « non historiques » et condamnés à disparaître. Comme exemple, Hegel mentionnait précisément les Slaves du sud, les Bulgares, les Serbes, etc.

Engels va développer cette métaphysique pseudo-historiciste en écrivant dans un article de 1855 que « le panslavisme est un mouvement qui s'efforce d'effacer ce qu'une histoire de mille ans a créé, un mouvement qui ne peut se réaliser sans balayer de la carte de l'Europe la Turquie, l'Hongrie et la moitié de l'Allemagne [4]... ». Inutile d'ajouter qu'un tel raisonnement relève plus des principes conservateurs de l'école historique du droit que des thèses révolutionnaires du matérialisme historique ! Paradoxalement, le même Engels, dans un article de la même période (1853), soulignait que l'Empire turc était condamné à la désintégration par la libération des nations balkaniques, chose qui ne l'étonne nullement, puisqu'en bon dialecticien il admire dans l'histoire « l'éternel changement des destins humains... où il n'y a rien de stable sinon l'instabilité, rien d'immuable sinon le mouvement [5] ».

L'article de 1866 sur la Pologne que nous publions ici témoigne de la continuité idéologique d'Engels, qui s'obstine à opposer « les grandes nations historiques d'Europe » (Italie, Pologne, Hongrie, Allemagne) dont le droit à l'unité nationale et à l'indépendance est reconnu, et les « nombreux vestiges de peuples », sans « importance européenne » et sans « vitalité nationale » (Roumains, Serbes, Croates, Tchèques, Slovaques, etc.), instrument dans les mains du tsar et de Napoléon III.

Ajoutons à la décharge d'Engels que :

a) il s'agit d'articles de journaux, par conséquent sans la rigueur d'un ouvrage scientifique et avec un statut différent des écrits proprement théoriques d'Engels !

b) la motivation de sa position était démocratique et révolutionnaire : abattre le tsarisme et l'Empire autrichien. Il n'était nullement mû par un quelconque à priori slavophobe. Dans un article écrit avant la révolution de 1848, Engels appelle au renversement de l'Empire autrichien pour « éliminer les obstacles dans le chemin de la libération des Italiens et des Slaves [6] ». Il n'était pas non plus

3. ENGELS, « Der magyarische Kampf », M. E. W., VI, p. 172.
4. ENGELS, « Deutschland und der Panslawismus », in ROSDOLSKY, *op. cit.*, p. 174.
5. ENGELS, « Was soll aus der europäischen Türkei werden », *New York Daily Tribune*, 1853, in ROSDOLSKY, *op. cit.*, p. 174.
6. ENGELS, « Anfang des Endes in Osterreich » (1847), M. E. W., IV, p. 510.

influencé par le chauvinisme allemand, comme le prouvent ses attaques à la minorité allemande en Hongrie (*Siebenbürger Sachsen*) qui « s'obstine à garder une nationalité absurde au milieu d'un pays étranger[7] ».

II. La gauche radicale contre le séparatisme national

Le courant de la « gauche radicale » (*linksradikale*) représenté par Rosa Luxemburg, Pannekoek, Trotsky (avant 1917) et Strasser se caractérise, à des degrés divers et sous des formes parfois très différentes, par son opposition au séparatisme national, au nom des principes de l'internationalisme prolétarien. D'ailleurs, l'attitude par rapport à la question nationale est une des principales divergences de ce courant avec Lénine, dont il est proche par son caractère marxiste et révolutionnaire.

1. *Rosa Luxemburg*

En 1893 Rosa Luxemburg fondait la S. D. K. P., Parti social démocrate du royaume de Pologne, avec un programme marxiste et internationaliste, en opposition au P. P. S., Parti socialiste polonais, qui se proposait de lutter pour l'indépendance de la Pologne. Dénonçant (non sans raison) le P. P. S. comme un parti « social-patriote », Rosa et ses camarades de la S. D. K. P. s'opposaient farouchement au mot d'ordre d'indépendance de la Pologne, insistant au contraire sur les liens étroits entre le prolétariat russe et polonais, et leur communauté de destin. Le « royaume de Pologne » (partie de la Pologne annexée à l'Empire tsariste) devrait accéder à l'*autonomie* territoriale, et non à l'indépendance, dans le cadre d'une future République démocratique russe.

En 1896, Rosa Luxemburg représente la S. D. K. P. au congrès de la IIe Internationale. Les positions qu'elle défend dans son intervention sont celles de l'article que nous publions ici : la libération de la Pologne est une tâche aussi utopique que celle de la Tchécoslovaquie, de l'Irlande ou de l'Alsace-Lorraine... Il ne faut pas substituer au combat politique unitaire du prolétariat une « chaîne de luttes nationales stériles ». Les bases théoriques pour cette position vont être fournies par les recherches qu'elle fera pour sa thèse de doctorat *Le Développement industriel de la Pologne* (1898). Le thème central de cette œuvre est que la Pologne est, du point de

7. ENGELS, « Der Magyarische Kampf », M. E. W., VI, p. 170.

vue économique, déjà intégrée à la Russie : la croissance industrielle de la Pologne se fait grâce au marché russe , et, par conséquent, l'économie polonaise ne peut plus exister séparée de l'économie russe. L'indépendance de la Pologne était le rêve de la noblesse polonaise à l'époque féodale. Or, le développement industriel a sapé les bases de ce rêve : ni la bourgeoisie polonaise, dont l'avenir économique dépend du marché russe, ni le prolétariat polonais, dont l'intérêt historique est l'alliance révolutionnaire avec le prolétariat russe, ne sont nationalistes. Il n'y a que la petite bourgeoisie et les couches précapitalistes qui nourrissent encore le rêve utopique d'une Pologne unifiée indépendante. Dans ce sens, Rosa considère son livre comme l'équivalent polonais de l'œuvre de Lénine, *Le Développement du capitalisme en Russie,* dirigée contre les rêves utopiques et rétrogrades des populistes russes.

L'écrit de Rosa Luxemburg sur la question nationale qui a provoqué le plus de polémiques (surtout de la part de Lénine) est la série d'articles de 1908, publiée sous le titre « Question nationale et autonomie » dans l'organe du parti social-démocrate polonais (devenu la S. D. K. P. i L. après l'adhésion d'un groupe marxiste lituanien), dont les idées les plus importantes (et les plus discutables) sont :

a) Le droit d'autodétermination est un droit *abstrait* et *métaphysique*, comme le prétendu « droit au travail » des utopistes du XIXe siècle, ou le cocasse « droit de chaque homme à manger dans des plats dorés » proclamé par l'écrivain Tchernichevsky.

b) Soutenir le droit de séparation de chaque nation signifie en réalité soutenir le nationalisme *bourgeois*. La nation comme un tout uniforme et homogène n'existe pas : chaque classe dans la nation a des intérêts et des « droits » opposés.

c) L'indépendance des petites nations en général et de la Pologne en particulier est une utopie du point de vue économique, condamnée par les lois de l'histoire.

Il n'y avait pour elle qu'une exception à cette règle : les peuples balkaniques de l'empire turc : Grecs, Serbes, Bulgares, Arméniens. Ces nations avaient atteint un degré de développement économique, social et culturel supérieur à la Turquie, empire décadent qui les écrasait de son poids mort. Dès 1896 (à la suite d'un soulèvement national grec dans l'île de Crète) Rosa Luxemburg considérait — contrairement à la thèse défendue par Marx à l'époque de la guerre de Crimée — que l'Empire turc n'était pas viable et que sa décomposition en Etats nationaux était une exigence du progrès historique.

Ajoutons que Rosa appelle au secours de sa doctrine sur l'absence d'avenir des petites nations l'autorité des articles d'Engels au sujet des « peuples non historiques » (articles qu'elle attribue à Marx ; la véritable identité de leur auteur n'a été établie qu'en 1913, avec la découverte de lettres inédites de Marx et Engels). En particulier l'article de janvier 1849 sur la lutte des Hongrois, dont elle

cite le passage que nous avons mentionné sur les « restes de nations impitoyablement broyés par la marche de l'histoire ». Elle reconnaît que les vues d'Engels sur les peuples slaves du Sud étaient erronées, mais elle croit que sa méthode était la bonne, et loue son « sobre réalisme, libre de toute sentimentalité », ainsi que son mépris pour l'idéologie métaphysique des droits des nations [8]...

En 1914, Rosa Luxemburg fut, comme l'on sait, un des rares dirigeants de la IIe Internationale à ne pas céder à l'immense vague de social-patriotisme qui déferla sur l'Europe avec la guerre. Emprisonnée par les autorités allemandes pour sa propagande internationaliste et antimilitariste, elle écrit en 1915 et fait sortir clandestinement de la prison la célèbre *Brochure de Junius*. Dans ce texte, Rosa Luxemburg va faire sien, dans une certaine mesure, le principe de l'autodétermination : « Le socialisme reconnaît à chaque peuple le droit à l'indépendance et à la liberté, à la libre disposition de son propre destin. » Cependant, pour Rosa, cette autodétermination ne peut se faire dans le cadre des Etats capitalistes et, en particulier, colonialistes, existants : comment peut-on parler de « libre disposition » au sujet d'Etats impérialistes comme la France, la Turquie ou la Russie tsariste ? A l'époque de l'impérialisme, la lutte pour l' « intérêt national » est une mystification, non seulement par rapport aux grands Etats coloniaux, mais aussi pour les petites nations qui « ne sont que des pions dans le jeu impérialiste des grandes puissances [9] ».

Il nous semble que les thèses de Rosa Luxemburg sur la question nationale, de 1893 à 1917, s'articulent autour de quatre erreurs théoriques, méthodologiques et politiques fondamentales :

1. Surtout avant 1914, une conception économiste du problème : la Pologne est *économiquement* dépendante de la Russie, *donc* elle ne peut pas être *politiquement* indépendante — argument qui tend à nier la spécificité et l'autonomie relative de l'instance politique. Cette méthode déterministe-économiste apparaît particulièrement dans sa thèse de doctorat et dans ses premiers écrits sur le problème polonais : le développement industriel de la Pologne, lié au marché russe, détermine « avec la force d'airain de la nécessité historique » (c'est une expression que Rosa emploie fréquemment à cette époque, avec une autre du même type : « Avec la fatalité des lois naturelles »), d'une part le caractère utopique de l'indépendance polonaise, et, d'autre part, l'unité entre prolétaires russes et polonais. Un texte caractéristique de ce rattachement *non médiatisé* du politique à l'économique se trouve dans un article de 1902 sur le social-patriotisme, qui souligne que la tendance économique, « et par conséquent » la tendance politique de la Pologne, est

8. Rosa Luxemburg, « Nationalität und Autonomie » (1908), in *Internationalismus und Klassenkampf*, Luchterhand, 1971, p. 236, 239.
9. Rosa Luxemburg, « Thèses sur les tâches de la social-démocratie internationale », in *La Crise de la social-démocratie*, Bruxelles, La Taupe, 1970, p. 220-221.

l'union avec la Russie ; la conjonction « et par conséquent » est l'expression de cette immédiateté, non démontrée, mais implicitement admise comme évidente et allant de soi.

Toutefois, ce genre d'argument tend à disparaître à mesure que Rosa dépasse la tentation économiste, c'est-à-dire, surtout après 1914, quand elle formule le mot d'ordre « socialisme ou barbarie » (*Brochure de Junius*) qui constitue une rupture méthodologique fondamentale avec l'économisme fataliste de type kautskyen. Les raisonnements sur la question nationale, dans la *Brochure de Junius*, sont essentiellement *politiques*, et ne reposent sur aucune présupposition mécaniste.

2. Pour Rosa, la nation est essentiellement un phénomène *culturel*, ce qui tend, encore une fois, à escamoter sa dimension *politique*, qui n'est pas réductible ni à l'économique ni à l'idéologie, et dont la forme concrète est *l'Etat* national indépendant (ou la lutte pour son établissement). C'est pour cette raison que Rosa veut abolir l'oppression nationale, en permettant le « libre développement culturel », mais refuse d'accepter le séparatisme, le droit à l'indépendance politique, sans comprendre que la négation du droit de constituer un Etat national indépendant est précisément *une des principales formes de l'oppression nationale.*

3. Luxemburg n'a vu dans les mouvements de libération nationale que leur côté *anachronique*, petit-bourgeois, réactionnaire, sans saisir leur *potentialité révolutionnaire* contre le tsarisme (et plus tard, dans un autre contexte, contre l'impérialisme et le colonialisme), c'est-à-dire sans comprendre la dialectique complexe et contradictoire du *double caractère* de ces mouvements nationaux. Par rapport à la Russie, on peut dire en général qu'elle a sous-estimé le rôle révolutionnaire des alliés non prolétaires de la classe ouvrière : la paysannerie, les nations opprimées ; elle concevait la révolution russe comme *purement* ouvrière et non, comme Lénine, *dirigée* par le prolétariat [10].

4. Elle n'a pas compris que la libération nationale des peuples opprimés est une exigence non seulement de la petite bourgeoisie « utopique », « rétrograde » et « précapitaliste », mais aussi de *toutes les masses populaires, prolétariat compris.* Et que, par conséquent, la reconnaissance, par le prolétariat russe organisé, du droit d'autodétermination des peuples était précisément la condition *sine qua non* de son unité avec le prolétariat des nations opprimées.

Quelle est la source de ces erreurs, lacunes et insuffisances de Rosa ? A notre avis, il serait faux de croire qu'elles sont organiquement liées à la méthode de R. Luxemburg (sauf pour l'économisme d'avant 1914) ou à l'ensemble de ses positions politiques (par exemple, sur le parti, sur la démocratie, etc.). En effet, ces thèses sur la question nationale n'étaient pas spécifiques à Rosa,

10. Cf. G. LUKACS, « Remarques critiques sur la "critique de la révolution russe" de Rosa Luxemburg », *Histoire et Conscience de classe.*

mais étaient partagées par les autres dirigeants de la S. D. K. P. i L., même par ceux qui, comme Dzerjinsky, ont rallié le bolchévisme. Il est probable que la position unilatérale de Rosa soit, en dernière analyse, un sous-produit idéologique de la lutte idéologique acharnée, virulente et permanente de la S. D. K. P. i L. contre le P. P. S. [11].

La différence entre Lénine et Rosa Luxemburg est donc, dans une certaine mesure (au sujet de la Pologne du moins) une conséquence de la *différence d'optique* entre internationalistes russes (qui luttent contre le chauvinisme grand-russe) et internationalistes polonais (qui combattent le social-patriotisme polonais). Lénine semble reconnaître parfois une certaine « division du travail » entre les marxistes de Russie et de Pologne à ce sujet. Cela dit, sa grande critique à Rosa Luxemburg est de vouloir généraliser à partir d'une situation spécifique (la Pologne à un certain moment historique) et de refuser ainsi non seulement l'indépendance polonaise, mais celle de toutes les petites nations dominées.

Or, il existe à ce sujet un écrit de Rosa qui pose le problème dans des termes très semblables à ceux de Lénine : l'introduction de 1905 au recueil *La Question polonaise et le mouvement socialiste.* Dans ce texte, Rosa Luxemburg distingue soigneusement entre le droit indéniable de chaque nation à l'indépendance (« qui découle des principes élémentaires du socialisme ») qu'elle reconnaît, et l'*opportunité* de cette indépendance pour la Pologne, qu'elle nie.

C'est aussi un des rares textes de Rosa qui reconnaît l'importance, le poids et même la justification des sentiments nationaux (tout en les réduisant à un phénomène « culturel »), en soulignant que l'oppression nationale est « l'oppression la plus insupportable dans sa barbarie », qui ne peut susciter que « haine et rebellion ».

Cet écrit, ainsi que certains passages de la *Brochure de Junius* montrent que la pensée de Rosa était trop réaliste, au sens révolutionnaire du terme, pour présenter une cohérence linéaire, métaphysique et figée.

2. *Trotsky*

Les écrits de Trotsky sur la question nationale avant 1917 peuvent être définis comme « éclectiques » (c'est le terme employé par Lénine pour les critiquer) et se situent à mi-chemin entre Rosa Luxemburg et Lénine.

C'est surtout à partir de 1914 que Trotsky va s'intéresser de plus près à la question nationale. Il aborde le problème dans son pam-

11. Cf. LÉNINE, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale*, Moscou, Ed. du progrès, 1968, p. 111 : « Il est tout naturel que la lutte contre la petite bourgeoisie polonaise aveuglée par le nationalisme ait contraint les social-démocrates polonais à "forcer la note" avec un zèle particulier (parfois même un peu excessif). »

phlet *La Guerre et l'Internationale* (1914) — œuvre polémique dirigée contre le social-patriotisme — sous deux angles différents, sinon contradictoires :

a) Une approche historico-économique : la guerre mondiale est le produit de la contradiction entre les forces productives, qui tendent vers l'économie mondiale, et le cadre étroit des Etats nationaux. Trotsky proclame donc « la destruction de l'Etat national *en tant qu'entité économique indépendante* », thèse tout à fait défendable du point de vue strictement économique. Cependant, il tire de cette prémisse la conclusion de la « chute » (*Zusammenbruch*) et de la « destruction » (*Zertrümmerung*) de l'Etat national *tout court*, de l'Etat national *en tant que tel*, le fait national ne pouvant subsister à l'avenir qu'en tant que « réalité culturelle, idéologique et psychologique ».

Bien entendu, il y a ici un *non sequitur* flagrant. La fin de l'indépendance économique de l'Etat national n'est nullement synonyme de la disparition de cet Etat national en tant qu'entité politique. Comme Rosa, Trotsky tend à réduire la nation soit à l'économie, soit à la culture, perdant ainsi de vue la *dimension spécifiquement politique* du problème, l'Etat national en tant que phénomène politique, distinct de la sphère économique ou idéologique (tout en entretenant, évidemment, des rapports médiatisés avec ces deux instances).

b) Une approche politique concrète : au contraire de Rosa, Trotsky proclame explicitement le droit d'autodétermination des nations comme une des conditions pour la « paix des peuples » qu'il oppose à la « réconciliation des diplomates ». Il va en outre défendre la perspective d'une Pologne indépendante et unifiée (c'est-à-dire libre à la fois du joug tsariste, allemand et autrichien), ainsi que de l'indépendance de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Serbie, de la Bohême, etc. Il voit dans l'émancipation de ces pays, ainsi que leur rassemblement dans une « fédération balkanique » la meilleure barrière contre le tsarisme en Europe.

D'autre part, Trotsky montre, de façon remarquablement pénétrante, le rapport dialectique entre internationalisme prolétarien et droits nationaux : la destruction de l'Internationale par les social-patriotes a été un crime non seulement contre le socialisme mais aussi contre « l'intérêt national correctement et largement compris », en dissolvant la seule force capable de reconstruire l'Europe sur la base des principes démocratiques et du droit d'autodétermination des nations.

Dans une série d'articles en 1915 (« Nation et économie »), Trotsky essaie de cerner la question nationale de façon plus précise, mais il n'échappe pas à une certaine ambiguïté. Le mouvement contradictoire de son raisonnement est caractéristique d'une pensée qui se cherche. Il commence par une polémique contre les social-impérialistes, qui justifient leur politique par les besoins d'extension du marché et des forces productives ; cette polémique, du point de vue méthodologique, apparaît comme un refus de l'économisme :

oui, les marxistes sont pour l'extension la plus large possible du champ du développement économique, mais pas au prix de diviser, désorganiser et affaiblir le mouvement ouvrier. L'argument de Trotsky est quelque peu brouillé dans la mesure où il parle du mouvement ouvrier comme « la force productive la plus importante de la société moderne », mais il s'agit néanmoins de l'affirmation de la primauté d'un critère *politique*. Cependant, au cours des deux articles, il revient sur « les exigences centralisatrices du développement économique », qui demandent la destruction de l'Etat national, entrave à l'expansion des forces productives. Comment concilier ces « exigences » avec le droit d'autodétermination des nations, que Trotsky reconnaît par ailleurs ?

Il s'en sort par un *salto mortale* théorique qui le fait retomber dans l'économisme : « L'Etat est par essence une organisation économique, il sera forcé de s'adapter aux exigences du développement économique. » Par conséquent, l'Etat national sera dissolu dans le cadre des « Etats-Unis républicains d'Europe », tandis que la nation, dissociée de l'économie, et libérée de l'ancien cadre étatique périmé, aura le droit à l'autodétermination... sur le terrain du « développement culturel ».

En 1917, Trotsky va abandonner ces thèses « éclectiques » pour faire sienne la conception léniniste de la question nationale, qu'il défendra brillamment à Brest-Litovsk en tant que commissaire du peuple aux Affaires étrangères [12].

3. *Pannekoek et Strasser*

Les écrits de Pannekoek et Strasser sont tous les deux parus en 1912, à Reichenberg (Bohême), comme une réponse internationaliste aux thèses d'Otto Bauer. L'idée centrale commune aux deux auteurs est la supériorité de l'intérêt de classe sur l'intérêt national ; la conclusion pratique, l'unité du Parti social-démocrate autrichien et le refus de sa division en sections nationales séparées ou autonomes. Tous les deux comparent la nation à la religion, comme une idéologie destinée à disparaître dans le socialisme, et refusent, comme a-historiques, idéalistes et national-opportunistes, les doctrines de Bauer sur la question nationale.

Pour Pannekoek, « le fait national est un fait idéologique bourgeois ». Croire que cette idéologie peut être une force indépendante est chez Bauer le signe caractéristique d'une méthode kantienne et non matérialiste.

L'intéressant c'est que tant Pannekoek que Strasser acceptent

12. Cf. TROTSKY, *Histoire de la révolution russe* (1932), Paris, Ed. du Seuil, 1950, p. 812 : « Quelles que soient les destinées ultérieures de l'Union soviétique... la politique nationale de Lénine entrera pour toujours dans le solide matériel de l'humanité. »

pour l'essentiel le programme national de Bauer et de la social-démocratie autrichienne : l'autonomie nationale dans le cadre de l'Etat austro-hongrois multinational. Pannekoek souligne en outre qu'il s'agit d'une autonomie fondée sur le principe personnel et non le principe territorial, ce qui est cohérent avec sa vision du fait national comme un phénomène purement idéologique et culturel. Il est vrai que Pannekoek et Strasser, au contraire de Bauer, ne considèrent pas le programme comme réalisable dans le cadre du capitalisme et lui attribuent plutôt une valeur propagandiste et éducative.

L'économisme est présent de façon médiatisée dans la présupposition fondamentale commune aux deux auteurs : la primauté de l'intérêt de classe sur l'intérêt national est due aux racines économiques du premier. Strasser explique dans un passage fort amusant de sa brochure que le bon patriote allemand-autrichien fera quand même ses achats auprès des commerçants tchécoslovaques s'ils sont meilleur marché que leurs homologues germaniques. Mais est-ce que cela permet d'affirmer catégoriquement comme le fait Strasser que lorsque les intérêts nationaux et les intérêts économiques entrent en conflit, ce sont toujours les intérêts économiques qui l'emportent ?

La polémique de Pannekoek et Strasser contre Bauer se situe dans une perspective révolutionnaire, mais elle est incomplète, dans la mesure où elle se limite à opposer l'internationalisme au national-réformisme austro-marxiste, sans poser une alternative politique concrète sur le terrain même du problème national et particulièrement de la lutte des nations opprimées.

III. Le Centre Austro-Marxiste et l'autonomie culturelle

L'idée principale du courant austro-marxiste est l'autonomie culturelle dans le cadre de l'Etat multi-national, à travers l'organisation des nationalités en corporations juridiques publiques, avec une série d'attributions culturelles, administratives et légales. Par rapport à la question nationale comme par rapport à toutes les questions politiques leur doctrine se caractérise par le « centrisme », à mi-chemin entre réforme et révolution, nationalisme et internationalisme, voulant à la fois reconnaître les droits des minorités nationales et maintenir l'unité de l'Etat Austro-Hongrois. S'ils tendent, comme la gauche radicale, à rejeter le séparatisme comme solution à la question nationale, les austro-marxistes le font pour des raisons non seulement différentes mais presque diamétralement opposées.

1) *Karl Renner*

Le futur chancelier d'Autriche (1918-20) a publié avant 1917 plusieurs études sur la question nationale, dont la première et la plus connue est *L'Etat et la Nation* de 1899. Sa méthode est profondément juridico-constitutionaliste et sa conception de l'Etat relève beaucoup plus du lassallisme que du marxisme (comme le soulignent avec raison Mehring, Kautsky et le juriste bourgeois Hans Kelsen). L'influence de l'étatisme de Lassalle est implicite dès ses premiers écrits, mais se manifestera plus ouvertement après 1914, par exemple dans son œuvre *Marxisme, Guerre et Internationale* (1917) qui contient les propositions suivantes (dont le rapport avec le marxisme est plutôt problématique) :

— « L'économie sert de plus en plus exclusivement la classe des capitalistes, l'Etat par contre sert chaque fois plus le prolétariat. »

— « Le germe du socialisme se trouve déjà aujourd'hui dans toutes les institutions de l'Etat capitaliste[13]. »

C'est à la lumière de ce « social-étatisme » qu'il faut comprendre la doctrine de Renner sur la question nationale, qui a pour but essentiel d'empêcher « l'écroulement de l'Empire », et la « dissolution de l'Autriche » ; c'est-à-dire, de sauver « l'Etat unitaire autrichien historiquement donné ». L'Etat impérial austro-hongrois apparaît donc comme le cadre fondamental de la pensée politique de Renner, cadre qu'il s'agit de conserver grâce à un certain nombre de réformes démocratiques et de concessions (culturelles, légales, etc.) aux minorités nationales.

Paradoxalement, c'est à cause de son étatisme que Renner essaie de *dépolitiser* la question nationale, de la réduire à une question administrative et constitutionnelle[14], de la métamorphoser en problème juridique ; il essaie d'exorciser le danger du séparatisme politique et de l'éclatement de l'Etat multinational à travers un subtil et complexe apparat juridico-institutionnel : corporations nationales fondées sur le principe de la personnalité, « cadastre national » avec la liste de tous les individus ayant choisi une nationalité, collèges électoraux séparés pour chaque minorité nationale, corps territoriaux et/ou nationaux à autonomie administrative, etc.

En réalité, la doctrine de Renner, par l'absence de toute perspective de classe et de toute visée révolutionnaire, se situe, malgré les déclarations de son auteur, dans une large mesure en dehors de l'univers politique et théorique du marxisme.

13. Cf. K. RENNER, *Marxismus, Krieg und Internationale*, Stuttgart, 1917, p. 26 et sp.).

14. Cf. Arduino AGNELLI, *Questione nazionale e socialismo, K. Renner e O. Bauer*, Il Mulino, Bologna, 1969, p. 109.

2) *Otto Bauer*

Le grand ouvrage de Bauer sur *La question nationale et la social-démocratie* (1907) a un poids théorique et une influence considérablement supérieurs aux écrits de Renner. Néanmoins, il partage avec celui-ci la prémisse fondamentale de l'austro-marxisme : le maintien de l'Etat multinational. La solution pour la question nationale est conçue par Bauer en termes réformistes (« évolutionisme national » est le terme qu'il emploie pour caractériser sa stratégie), d'aménagement progressif des institutions de l'Etat austro-hongrois : « Il est peu probable que l'autonomie nationale soit le produit d'une grande décision, d'un acte hardi. Dans un long processus d'évolution, dans des luttes difficiles... l'Autriche s'acheminera pas à pas vers l'autonomie nationale. Non un grand acte législatif mais une série de lois provinciales et locales créeront la nouvelle Constitution [15]. »

Ce qui est spécifique à l'analyse de Bauer c'est le caractère psycho-culturel de sa théorie du phénomène national, théorie construite à partir du concept vague et mystérieux de « caractère national », défini en termes psychologiques : « la diversité des orientations de la volonté, le fait que la même stimulation suscite un mouvement différent, que la même situation extérieure provoque une décision différente ».

En réalité ce concept a une saveur nettement métaphysique, d'origine néo-kantienne, et ce n'est pas un hasard s'il fut l'objet de critiques sévères de la part des contradicteurs marxistes de Bauer (Kautsky, Pannekoek, Strasser, etc.).

Le deuxième concept clé dans l'édifice théorique de Bauer est bien entendu celui de culture nationale, fondement de toute sa stratégie d'autonomie nationale. Le déplacement de l'analyse vers le niveau culturel a évidemment pour résultat l'évacuation du problème politique : l'autodétermination par la constitution d'Etats nationaux. Dans ce sens le « culturalisme » de Bauer joue le même rôle méthodologique que le « juridisme » de Renner : la dépolitisation de la question nationale.

D'autre part, Bauer élimine presque totalement les classes et la lutte de classes du terrain de la culture nationale. Son programme est de faire accéder les ouvriers aux « biens culturels », à la « communauté culturelle nationale » dont ils sont exclus par le capitalisme. Il semble donc considérer les « biens culturels » comme absolument *neutres* et sans contenu de classe. Il commet ainsi l'erreur inverse des partisans du *Proletkult* qui ignoraient l'autonomie relative de l'univers culturel et voulaient le réduire immédiatement à la base sociale (« culture prolétarienne » versus « culture bourgeoise »). Pannekoek a donc beau jeu de souligner dans sa polémique contre Bauer que les prolétaires lisent dans Gœthe et Schiller (ou Freilig-

15. Otto BAUER, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wiener Volksbuchhandlung, Wien, 1924, p. 404.

rath et Heine) tout à fait autre chose que la bourgeoisie. Le rapport complexe du prolétariat à l'héritage culturel bourgeois, rapport dialectique d'*Aufhebung* (conservation-négation-dépassement) est réduit par Bauer à un simple mouvement d'appropriation, ou plutôt de réception passive.

Evidemment Bauer a raison de souligner l'importance décisive de la culture pour la définition du fait national, mais sa théorie aboutit à une véritable fétichisation de la culture nationale, dont l'expression la plus frappante est l'idée que le socialisme mène à une *différentiation culturelle croissante* entre les nations [16].

Par sa tendance à « nationaliser » le socialisme et le mouvement ouvrier, par son refus de ce qu'il appelle « le cosmopolitisme naïf » du prolétariat à ses débuts, par son incapacité à concevoir une culture socialiste internationale, la théorie de Bauer, est, dans une certaine mesure, contaminée par l'idéologie nationaliste qu'elle veut combattre. Il n'est pas étonnant, par conséquent, qu'elle soit devenue la doctrine de courants « nationalistes culturels » du mouvement ouvrier, non seulement en Autriche-Hongrie, mais aussi dans l'Empire Russe (Bund, social-démocrates caucasiens, etc.) et ailleurs.

Malgré ces limitations, l'œuvre de Bauer présente une valeur théorique indéniable, surtout grâce au caractère *historiciste* de sa méthode. En définissant la nation comme le résultat d'une communauté de destin historique (dont la base matérielle est la lutte des hommes avec la nature), comme « le produit jamais achevé d'un processus constamment en cours », comme une condensation du sort passé, un « morceau d'histoire figée », Bauer se situe solidement sur le terrain du matérialisme historique et en opposition irréconciliable avec le conservatisme national bourgeois, les mythes réactionnaires de la « nation éternelle », et l'idéologie raciste.

Cette approche historiciste donne au livre de Bauer une supériorité méthodologique réelle, non seulement par rapport à Renner, mais à la plupart des auteurs marxistes de la période, dont les écrits sur la question nationale ont fréquemment un caractère abstrait et figé. Dans la mesure où la méthode de Bauer implique non seulement une explication historique des configurations nationales présentes mais la compréhension de la nation comme processus, comme mouvement en transformation perpétuelle, elle lui permet aussi de dépasser l'erreur d'Engels en 1848-49 ; le fait qu'une nation (comme les Tchèques) « n'a pas eu d'histoire », ne signifie pas nécessairement qu'elle n'aura pas un avenir. Le développement du capitalisme produit en Europe Centrale et dans les Balkans non l'assimilation mais le *réveil* des nations « sans histoire » [17].

16. Bauer, *op. cit.*, p. 105-108.
17. Cf. Bauer, *op. cit.*, p. 239-272.

IV. Lénine et le droit d'auto-détermination

La question nationale est un des terrains où Lénine a effectivement fait progresser la pensée marxiste, en élaborant (à partir des écrits de Marx, mais allant bien au-delà) une stratégie révolutionnaire cohérente pour le mouvement ouvrier, fondée sur le mot d'ordre central d'autodétermination des nations.

Par sa rigueur et son réalisme, la doctrine léniniste se distingue avantageusement de celles de la plupart des auteurs marxistes contemporains, même de ceux qui lui sont les plus proches dans cette question : Kautsky et Staline.

La position de Kautsky avant 1914 ressemble à celle de Lénine, mais se caractérise par une vision unilatérale et presque exclusive de la langue comme base du fait national et par un manque de clarté et de vigueur dans la formulation du droit à la séparation des nations. Après 1914, les positions ambiguës et contradictoires de Kautsky sur les droits des nations dans le cadre de la guerre sont violemment dénoncées par Lénine comme « hypocrites » et « opportunistes ».

Quant au célèbre article de Staline sur *Le marxisme et la question nationale :* il est vrai que c'est Lénine qui a envoyé Staline à Vienne pour qu'il écrive ce travail, et que dans une lettre à Gorki en février 1913 il parle du « merveilleux Georgien qui est en train d'écrire un article détaillé » ; mais une fois que l'article est prêt, il ne semble pas (contrairement à une légende tenace) que Lénine ait été particulièrement enthousiasmé, puisqu'il ne le mentionne dans aucun de ses innombrables écrits sur la question nationale, à l'exception d'une très rapide référence, en passant et entre parenthèses, dans un article du 28-12-1913. Il est évident que les thèses principales de l'écrit de Staline étaient celles du parti bolchévik et de Lénine ; ceci dit, la thèse de Trotsky selon laquelle ce travail fut inspiré, supervisé et corrigé «ligne par ligne » par Lénine nous semble discutable. Au contraire, sur un certain nombre de points non négligeables, l'esprit et la lettre de l'ouvrage de Staline sont différents, sinon contradictoires, avec ceux de Lénine :

1) Le concept de « caractère national », de « communauté de formation psychique » ou de « particularité psychologique » des nations *n'est pas du tout léniniste.* Il s'agit d'une problématique empruntée à Bauer, dont Lénine critique explicitement la « théorie psychologique » [19]. En réalité, l'idée d'une « psychologie nationale » correspond plus à certaines représentations folkloriques superficielles et préscientifiques, qu'à une analyse marxiste de la question nationale.

18. Cf. TROTSKY, *Stalin,* Panther, vol I, p. 233.
19. LÉNINE, *Questions de politique nationale et de l'internationalisme prolétarien,* Ed. du Progrès, Moscou, 1968, p. 64.

2) En proclamant péremptoirement que « seule, la présence de tous les indices (communauté de langue, territoire, vie économique et « formation psychique ») pris ensemble, nous donne une nation », Staline donne à sa théorie un caractère dogmatique, restrictif et figé, qu'on chercherait en vain chez Lénine. Le concept stalinien de nation est un véritable lit de Procuste idéologique, dans lequel, par exemple, les Noirs américains, qui n'ont pas une communauté de territoire ou de vie économique, ne seraient pas une nation. Selon Staline, la Georgie avant la seconde moitié du XIX[e] siècle n'était pas une nation, parce qu'elle n'avait pas de « vie économique commune », étant divisée en principautés économiquement isolées. Inutile d'ajouter que d'après ce critère l'Allemagne d'avant l'Union Douanière ne serait pas une nation non plus... Nulle part chez Lénine on ne trouve une telle « définition » ultimatiste, rigide et arbitraire de la nation.

3) Staline refuse explicitement la possibilité d'une union ou associations des groupes nationaux dispersés à l'intérieur d'un Etat multinational : « on se demande, est-il possible de réunir de tels groupes dissociés les uns des autres en une seule union nationale ?... Est-il concevable de "rassembler en une seule nation" par exemple, les Allemands de la Baltique et ceux de la Transcaucasie ? » — la réponse étant, évidemment, que tout ceci est « inconcevable », « impossible » et « utopique » [20]. Lénine, en revanche, se lève contre « l'union *obligatoire* de toutes les régions nationales », mais défend vigoureusement « la *liberté* de toute association, y compris l'association de toutes les communautés qu'on voudra de n'importe quelle nationalité dans un Etat donné », et donne comme exemple précisément les Allemands du Caucase, de la Baltique et des environs de Pétrograd... Il ajoute que la liberté d'association de toute sorte entre membres de la nationalité, dispersés en différents points du pays ou même du globe est « indiscutable et ne peut être contestée que d'un point de vue routinier et bureaucratique » [21] !

4) Staline ne fait aucune distinction entre le nationalisme oppresseur grand-russe tsariste et le nationalisme des nations opprimées. Dans un paragraphe révélateur de son article il renvoie dos à dos le nationalisme « belliqueux et répressif » du pouvoir tsariste, « d'en haut », et la « vague de nationalisme montant d'en bas qui se transforme parfois en un grossier chauvinisme », chez les Polonais, les Juifs, les Tatars, les Géorgiens, les Ukrainiens, etc. Non seulement aucune distinction, aucune différentiation n'est introduite entre le nationalisme « d'en haut » et celui « d'en bas », mais ses critiques les plus sévères sont dirigées contre les social-démocrates des pays opprimés que n'ont pas su « faire preuve de fermeté » face au mouvement nationaliste.

20. J. STALIN, *Principaux écrits avant la révolution d'octobre*, La Taupe, Bruxelles, 1970, p. 241.
21. Cf. LÉNINE, *op. cit.*, p. 5, 42, 57, souligné par nous.

Lénine, par contre, non seulement considérait comme absolument décisive la distinction entre le nationalisme des nations oppressives et celui des nations opprimées, mais dirigeait toujours ses attaques les plus acérées contre ceux qui capitulaient, de façon consciente ou inconsciente, directe ou indirecte, devant le nationalisme chauvin *grand-russe*. Ce n'est pas par hasard qu'une des principales cibles de sa polémique soient les social-démocrates marxistes d'une nation opprimée, la Pologne, qui par leur position de « fermeté » contre le mouvement nationaliste polonais, finissaient par nier le droit à la séparation de la Pologne par rapport à l'Empire Russe.

Il nous semble que cette différence est hautement significative et contient déjà, en germe, le futur violent conflit entre Lénine et Staline sur la question nationale en Géorgie (décembre 1922) — le célèbre « dernier combat de Lénine ».

Le point de départ de Lénine pour élaborer sa stratégie par rapport à la question nationale, est le même que celui de Rosa Luxemburg, Trotsky et Pannekoek : l'internationalisme prolétarien. Cependant, Lénine avait, mieux que ses camarades de combat de la gauche révolutionnaire, compris le lien dialectique entre internationalisme et droit à l'autodétermination nationale :

a) seule la *liberté* de séparation rend possible une *libre* et volontaire union, association, rapprochement et à long terme, fusion entre les nations ;

b) seule la reconnaissance, par le mouvement ouvrier de la nation dominante, du droit d'autodétermination de la nation dominée, permet d'éliminer la haine et la méfiance des opprimés, et d'unir les prolétaires des deux nations dans le combat internationaliste commun contre la bourgeoisie.

De même Lénine avait perçu le rapport dialectique entre les luttes national-démocratiques et la révolution socialiste en découvrant dans les masses populaires (non seulement prolétaires mais aussi paysannes et petites-bourgeoises) des nations opprimées, un allié du prolétariat conscient ; prolétariat qui aura la tâche de *diriger* la lutte de cette « masse disparate, discordante, bigarée », contenant des éléments petits-bourgeois et ouvriers arriérés avec « leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs », contre le capitalisme et l'Etat bourgeois [22]. Il est vrai que par rapport à la Russie c'est surtout après avril 1917, quand Lénine fera sienne la stratégie de révolution permanente, qu'il verra la lutte de libération nationale des peuples opprimés de l'Empire russe non seulement comme un mouvement *démocratique,* mais comme un allié du prolétariat dans la révolution soviétique *socialiste.*

Du point de vue méthodologique, la principale supériorité de Lénine sur la plupart de ses contemporains réside dans sa capacité

---

22. A ce sujet, l'analyse par Lénine de l'insurrection irlandaise de 1916 est un modèle de réalisme révolutionnaire : *op. cit.*, p. 226-233.

à « mettre la politique au poste de commandement », c'est-à-dire sa tendance obstinée, inflexible, constante et tenace à percevoir et souligner, dans chaque problème, dans chaque contradiction, son aspect *politique*. Tendance qui se manifeste dans sa polémique contre les économistes au sujet du parti en 1902-3, dans la discussion avec les mencheviks au sujet de la révolution démocratique en 1905, dans la nouveauté de ses textes sur l'impérialisme en 1916, dans le tournant génial des thèses d'avril en 1917, dans le contenu entier de son texte le plus important, *L'Etat et la Révolution*, et, bien entendu, dans ses écrits sur la question nationale. C'est cet aspect méthodologique qui explique (entre autres) l'impressionnante *actualité* de la pensée de Lénine au XXe siècle, période de l'impérialisme qui voit effectivement le niveau politique apparaître de plus en plus comme *dominant* (même si, bien entendu, déterminé en dernière instance par l'économie).

Au sujet de la question nationale : tandis que la plupart des autres auteurs marxistes ne voyait que la dimension économique, culturelle ou « psychique » du problème, Lénine souligne clairement que la question de l'autodétermination « se rapporte entièrement et exclusivement au domaine de la démocratie politique »[23], c'est-à-dire, au domaine du droit à la séparation *politique*, à la constitution d'un Etat national indépendant. D'ailleurs Lénine est tout à fait conscient du fondement méthodologique des divergences :

« Une nation "autonome" n'est pas l'égale en droits d'une nation "souveraine" ; les camarades polonais n'auraient pas manqué de s'en rendre compte s'ils ne persistaient (tels nos vieux "économistes") à méconnaître l'analyse des notions et des catégories *politiques*[24]. »

C'est donc avec raison que A. S. Nair et C. Scalabrino soulignent dans leur excellent article[25] que Lénine, grâce à la compréhension de l'autonomie relative de l'instance politique, peut échapper à la fois au subjectivisme et à l'économisme, dans son analyse de la question nationale.

Inutile d'ajouter que l'aspect politique de la question nationale pour Lénine n'est pas du tout celui dont s'occupent les chancelleries, les diplomates et les armées en guerre. Il lui est totalement indifférent de savoir si telle ou telle nation aura ou non un Etat indépendant, ou quelles seront les frontières entre deux Etats. Son objet c'est la *démocratie* et l'*unité internationaliste* du prolétariat, qui exigent tous les deux la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations.

D'autre part, le refus par Lénine des thèses d' « autonomie nationale culturelle » de Bauer et ses disciples russes, qu'il dénonce

23. Lénine, *op. cit.*, p. 158.
24. Lénine, *op. cit.*, p. 212.
25. « La question nationale dans la théorie marxiste révolutionnaire », *Partisans*, 59-60, mai-août 1971.

comme une capitulation devant la culture nationale bourgeoise et cléricale, montre que sa doctrine de l'autodétermination, précisément parce qu'elle privilégie l'aspect politique ne fait strictement aucune concession au nationalisme : elle se situe uniquement sur le terrain de la lutte démocratique et de la révolution prolétarienne.

Il est vrai que ces deux objectifs n'ont pas le même poids aux yeux de Lénine : les revendications démocratiques doivent être toujours subordonnées à l'intérêt suprême de la lutte de classes révolutionnaire du prolétariat mondial. Par exemple, selon Lénine, si le mouvement républicain se révèle être dans un cas particulier un instrument de la réaction (Cambodge 1971 !) les marxistes ne le soutiendront pas. Ce qui ne signifie nullement que le mouvement ouvrier doive rayer de son programme le mot d'ordre de république. *Mutatis mutandis,* pour l'autodétermination : même si elle admet des exceptions, la règle générale est celle du droit de chaque nation à la séparation. En réalité, l'analyse que fait Lénine de l'importance capitale de la reconnaissance du droit d'autodétermination pour créer les conditions de l'unité internationaliste des ouvriers, tend implicitement à exclure la possibilité même d'une « exception », c'est-à-dire d'une contradiction entre les intérêts du prolétariat et les droits démocratiques des nations.

Conclusion : la morale de l'histoire

Un certain nombre de débats dont il est question dans cette anthologie ont été tranchés par l'histoire :

— L'Etat multinational austro-hongrois s'est décomposé en plusieurs Etats nationaux après la première Grande Guerre.

— Les Basques, « nation réactionnaire par essence » selon Engels, se trouvent aujourd'hui à la pointe du combat révolutionnaire en Espagne.

— La réunification de la Pologne, utopie petite-bourgeoise selon Rosa Luxemburg, est devenue réalité dès 1918.

— Des communautés sans vie économique ou territoire commun, ni langue spécifique (« des non-nations » selon Staline) se cristallisent en nation et constituent un puissant mouvement national : Noirs aux U. S. A., etc.

— La nation tchèque, « non-historique » et vouée à la disparition par son manque de « vitalité nationale » (Engels dixit) construit néanmoins son Etat, par une libre fédération avec la nation slovaque.

Etc., etc.

L'expérience historique post-1917 nous montre aussi que :

1) La nation n'est pas seulement un ensemble de critères abstraits

et extérieurs. La dimension subjective, c'est-à-dire une conscience d'identité nationale, un mouvement politique national, sont non moins importants. Evidemment ces « facteurs subjectifs » ne tombent pas du ciel : ils sont le produit de certaines conditions historiques, de persécutions, d'oppression, etc. Mais cela signifie que l'autodétermination doit avoir un sens plus large : elle doit s'appliquer non seulement à la séparation, mais à l' « être national » lui-même. Ce n'est pas un doctrinaire savant, armé d'une liste de « critères objectifs » (genre Staline) qui doit déterminer si une communauté constitue ou non une nation, mais *cette communauté elle-même* [26].

2) Depuis Woodrow Wilson, le nationalisme des grandes puissances a renouvelé son arsenal idéologique en faisant siens les mots d'ordre de démocratie, égalité des nations et droit à l'autodétermination. Ces principes sont maintenant universellement proclamés par les hommes d'Etat : par exemple, M. Lyndon Johnson, président des E. U. A., proclamait solennellement en 1966 : « Nous luttons pour le principe de l'autodétermination, pour que le peuple du Sud-Vietnam puisse être capable de choisir son propre chemin [27]. » Nous voyons donc comment la politique des grandes puissances envers les petites nations a changé depuis le XIXe siècle, où Treitschke écrivait, à propos d'une insurrection en Afrique : « C'est une pure moquerie que d'appliquer les principes normaux de la guerre dans les guerres contre les sauvages. Une tribu nègre doit être punie en mettant le feu à ses villages, parce que c'est le seul type d'exemple qui soit efficace... [28] »

26. Cf. TROTSKY sur les Noirs U. S. A. : « Un critère abstrait n'est pas décisif dans cette question : beaucoup plus décisifs sont la conscience historique, les sentiments et les impulsions » — *Trotsky on Black Nationalism and self-determination* Merit, New York, 1967, p. 16.
27. Cité par A. SCHLESINGER Jr. *The Bitter Heritage*, A. Mifflin, Boston, 1967, p. 108.
28. TREITSCHKE, *Politics*, Macmillan Company, London, vol. II, p. 614.

Table

Avant-propos à la deuxième édition 3

Avant-propos 7

I. Georges Haupt : Les marxistes face à la question nationale : histoire du problème 9

I. — La démarche des fondateurs 12

II. — Difficultés conceptuelles et analytiques 21

III. — Les étapes de la réflexion 39

1. — *Le démarrage : Karl Kautsky et Rosa Luxemburg* 39
2. — *L'effort de complexification : la démarche théorique de Bauer* 45
3. — *La démarche stratégique de Lénine* 52

II. Anthologie 63

I. — *Karl Marx et Friedrich Engels* 64

1. — La naissance des nations modernes 67
2. — Les prolétaires et la nation 68
3. — F. Engels, Le panslavisme démocratique .. 69
4. — F. Engels, Que deviendra la Turquie d'Europe ? 86
5. — F. Engels, Qu'est-ce que les classes laborieuses ont à voir avec la Pologne ? 90
6. — K. Marx, La question polonaise 93
7. — K. Marx, « Stirnérianisme proudhonien » ou contre la négation des nations 94
8. — K. Marx, L'Irlande et la classe ouvrière anglaise 95
9. — K. Marx, La question irlandaise et l'Internationale 97

10. — F. Engels, Libération nationale et stratégie révolutionnaire : le problème des Slaves du Sud (lettre à Bernstein) 101
11. — F. Engels, Socialisme et indépendance nationale : La revendication du rétablissement de la Pologne est-elle dépassée ? (lettre à Kautsky) 105
12. — Indépendance nationale et progrès social .. 109

II. — *Karl Kautsky* 111

1. — La nationalité moderne 114
2. — Nationalité et internationalisme 128
1) Le concept de nation 128
2) L'Etat national 137
3) L'Etat multinational 140
3. — Les tâches nationales des socialistes parmi les Slaves des Balkans 143
4. — L'autodétermination des nations 148

III. — *Rosa Luxemburg* 156

1. — La question polonaise au Congrès International de Londres, 1896 159
2. — La question polonaise et le mouvement socialiste 167
3. — La question nationale et l'autonomie 184
1) Le droit à l'autodétermination 184
2) Impérialisme et question nationale 189
3) Le prolétariat et la question nationale .. 196

IV. — *Programme de Brünn de la social-démocratie autrichienne (1899)* 204

V. — *Karl Renner* 208

Etat et nation 212

VI. — *Otto Bauer* 230

1. — Le concept de nation 233
2. — Le socialisme et le principe des nationalités 257
3. — Différenciation croissante entre les nations dans la société socialiste 269

VII. — *Josef Strasser* 273

L'ouvrier et la nation 275
1) Le caractère national 275
2) L'autonomie nationale 279
3) L'internationalisme 285

VIII. — *Anton Pannekoek* 290

Lutte de classe et nation 293

1. — La nation et le prolétariat 293
a) La communauté de culture 293
b) La nation dans l'Etat futur 296
2. — La tactique socialiste 298
a) Les revendications nationales 298
b) L'autonomie nationale 302

IX. — *J. V. Staline* 306

Le marxisme et la question nationale 309
1) La nation 311
2) Le mouvement national 317
3) L'autonomie nationale culturelle 318

X. — *V. I. Lénine* 325

1. — Notes critiques sur la question nationale 328
2. — Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes 335
a) Qu'est-ce que le droit des nations de disposer d'elles-mêmes ? 335
b) Position historique concrète de la question 340
c) La décision du Congrès International de Londres de 1896 343
3. — Explications sur le programme. (Lettre à Chaoumian) 351

XI. — *James Connolly* 354

1. — Socialisme et nationalisme 356
2. — Le mouvement pour la langue 360
3. — Le Sinn Fein, le socialisme et la nation 365

III. Michael Löwy : Le problème de l'histoire (remarques de théorie et de méthode) 370

I. — Marx et Engels : nationalité et internationalité ... 370

1. — *Marx* 370
2. — *Engels* 373

II. — La gauche radicale contre le séparatisme national.. 375

1. — *Rosa Luxemburg* 375
2. — *Trotsky* 379
3. — *Pannekoek et Strasser* 381

III. — Le centre austro-marxiste et l'autonomie culturelle. 382

1. — *Karl Renner* 383
2. — *Otto Bauer* 384

IV. Lénine et le droit d'autodétermination ....

Conclusion : la morale de l'histoire 390



MISE EN PAGES FOURNIE

Achevé d'imprimer par Corlet, Imprimeur, S.A. - 14110 Condé-sur-Noireau (France)
N° d'Imprimeur : 22929 - Dépôt légal : mars 1997 - *Imprimé en C.E.E.*